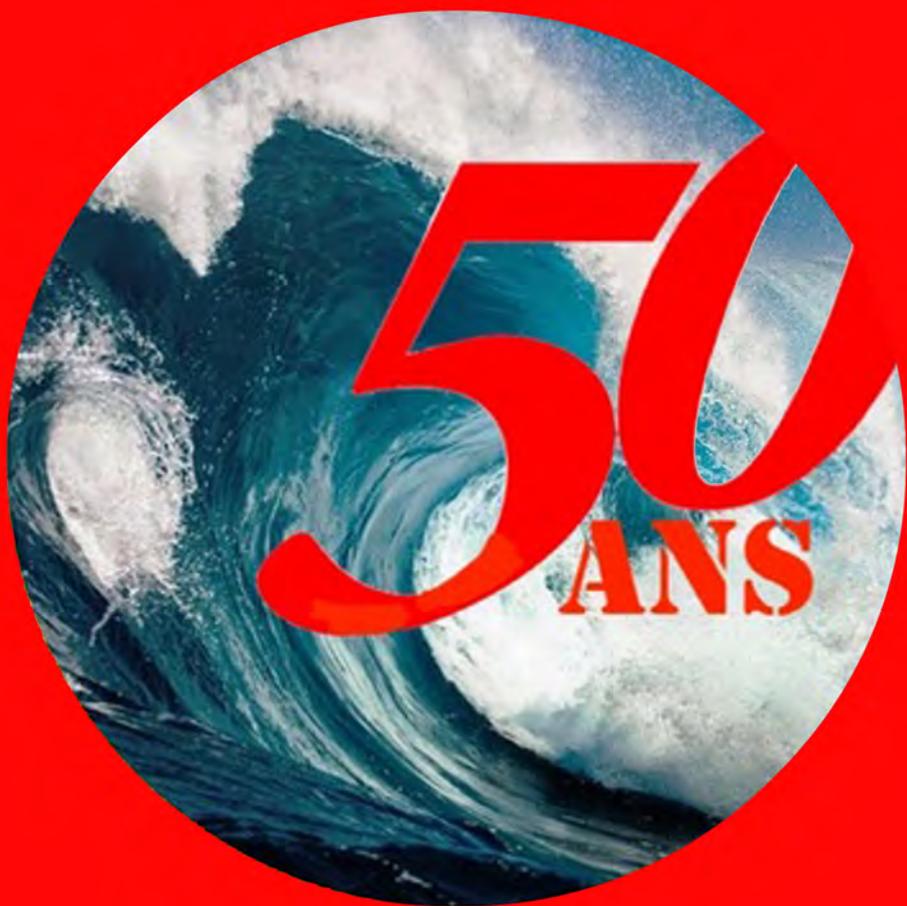


Ecrits d'exil

Dođan Özgüden

1971 - 2021



Je dois la publication de ce livre avant tout à mon amour et compagne de combat *İnci Tuğsavul* qui, comme précédemment pour mon livre *Journaliste "apatride"*, m'a encouragé à écrire, a contribué au contenu et a réalisé la mise en page du texte et de la couverture.

Je remercie tout particulièrement *Sylvain Cavallès*, qui a traduit avec brio ces textes en turc vers le français, ainsi que *Élise Thiry* qui a grandement contribué à ce livre avec ses relectures et ses corrections.

J'exprime également ma gratitude aux institutions suivantes, qui ne nous ont jamais privés de leur soutien et qui nous ont honorés de leurs prix:

L'Association des droits humains de Turquie,
L'Association des journalistes de Turquie,
L'Union des éditeurs de Turquie,
L'Association des Arméniens démocrates de Belgique,
L'Institut assyrien de Belgique,
L'Institut kurde de Bruxelles,
La Maison du peuple à Bruxelles,
La Fédération euro-arménienne pour la justice et démocratie

Je remercie particulièrement *Iuccia Saponara*, présidente des *Ateliers du Soleil*, qui partage depuis 36 ans la même lutte pour les libertés et les droits humains.

Mise en page et couverture:
Inci TUGSAVUL
©Fondation Info-Turk

D/2021/2198/89

INFO-TURK
Rue de Pavie 53 – 1000 Bruxelles
Tél: 32-2-215 35 76

<http://www.info-turk.be>
<https://www.facebook.com/fondation.info.turk>
fondation@info-turk.be

Impression: Identic
ISBN 978-2-9601014-3-0

ECRITS D'EXIL

1971-2021

Doğan Özgüden

**Traduction
Sylvain Cavallès**

Bruxelles 2021

PROLOGUE

Voici ce que j'avais dit à la fin du premier volume intitulé *Le Journaliste "apatride"*, qui raconte mes souvenirs d'avant l'exil et qui a été publié en Turquie en décembre 2010:

“Nous nous arrachons au cher pays où nous sommes nés, avons grandi et nous sommes battus. Sans penser qu'un beau jour on ferait de nous des apatrides... Avec l'espoir de revenir dès que possible pour tout recommencer comme si rien ne s'était passé...”

Cet espoir ne s'est jamais réalisé...

Nous avons perdu Fahrettin Petek, le doyen de nos exilés politiques, tandis que j'écrivais le deuxième volume publié en novembre 2011. Petek, homme de science et de lutte s'il en est, avait été accompagné en son dernier voyage au cimetière du Père Lachaise où reposent les communards, tout comme les exilés de l'après 12 septembre Yılmaz Güney et Ahmet Kaya...

C'est avec la douleur de cette perte que j'avais ainsi achevé le deuxième volume:

“Je pense à eux et à tous les exilés politiques qui comme eux ont combattu jusque dans leur exil et ont laissé leur œuvre derrière eux. Et aussi aux centaines de milliers de personnes d'origines et de confessions diverses que l'Empire ottoman et l'État turc ont banni loin de leur pays...”

“Et aux ouvriers et paysans turcs qui ont été arrachés à leur terre dans leur âge le plus productif pour être vendus au capital européen. À leurs enfants et petits-enfants, qui sont nés et ont grandi dans cette amère patrie qu’est l’Europe. “Vous, les enfants de la grande humanité de Nazım...” Un exil de quarante ans est difficile et douloureux quand on est seul.

“Mais avec vous, l’exil est beau, avec vous, il est rempli d’espoir...”

Oui, voilà presque une décennie que j’ai confié au papier ces lignes pleines de mélancolie et d’espoir...

Au cours de la période du parti unique, en ces années de Seconde Guerre mondiale où le nationalisme était le plus exacerbé, à l’école primaire ils nous faisaient nous mettre en rang et au garde-à-vous chaque matin pour nous faire prêter serment: “Je suis turc, je suis droit, je suis travailleur...” et nous faisaient chanter des chants militaires à nous déchirer le larynx:

Nous sommes sortis de chaque guerre en dix ans le front haut ;

En dix ans avons créé quinze millions de jeunes de tous âges ;

Guidés par celui que le monde entier voit comme son commandant en chef

J’ai vécu huit décennies complètes depuis mon enfance. Chaque nouvelle décennie a réellement créé des générations très différentes les unes des autres au point de vue de leurs difficultés, inquiétudes, attentes et espoirs. Mes deux premières décennies ont été l’époque de l’acquisition à tâtons de connaissances, mais aussi de tentatives pour échapper au lavage de cerveau qui était effectué sur notre génération. Les trois décennies suivantes ont été marquées par les coups d’État militaires et les résistances qui leur furent opposées dans les médias ou les organisations syndicales et politiques... Et ces cinq dernières décennies ont été les interminables années d’arrachement à la patrie et d’exil...

*

Ces huit dernières années, nous avons encore perdu sept de nos camarades de lutte et amis proches. Nous avons déjà perdu Fethi Naci, Mekin Gönenç et Yaşar Uçar, avec qui nous avons lutté dans la revue *Ant*. En 2012, ce fut au tour de Hüseyin Baş et de Hüseyin Kıvanç, en 2013 d’Uğur Hüküm, en 2014 d’Alpay Kabacalı et d’Orhan Suda, en 2015 de Yaşar Kemal et de Çetin Altan, en 2016 de Vedat Türkali, en 2017 de Barbro Karabuda, en 2018 de Güneş Karabuda et de Tektaş Ağaoğlu d’être confiés à l’éternité...

Barbro, disparue le 7 octobre 2017, et Güneş, disparu le 28 août 2018, avaient écrit pour la revue *Ant*, que nous dirigeons, des reportages extrêmement importants sur les luttes de résistance nationale et d’indépendance dans le monde. Comme je l’ai longuement raconté dans mes mémoires, ils nous avaient accueillis à Paris et à Stockholm lorsque nous avons quitté le pays après le coup de 1971, et avaient été, comme Mekin Gönenç, d’une grande aide dans la création de notre mouvement démocratique en nous permettant de rencontrer un grand nombre de responsables d’organisations de résistance en exil.

L’écrivain et chercheur Uğur Hüküm, que nous avons perdu le 4 juillet 2013, était membre du comité européen et président du comité français de *Union pour la démocratie*, que nous avons créé entre 1979 et 1982, et nous avons lutté ensemble contre la junte du 12 septembre.

Quelque temps avant sa mort, il avait publié, dans le numéro du 20 janvier 2013 du journal *Cumhuriyet*, un article sur le *Journaliste “apatride”* qui nous avait extrêmement émus, İnci et moi. Il y disait :

“Özgüden, avec qui nous avons eu l’honneur de travailler, est un chercheur de la trempe, à nos yeux, de Mumcu et de Dink, un révolutionnaire perspicace partisan d’une vraie démocratie et d’une Turquie indépendante, et également un journaliste international. On peut voir dans les “livres blancs”

publiés par l'État turc après les coups du 12 mars et du 12 septembre la gêne qu'il représentait pour les classes dominantes et les forces de l'oppression. Les pages consacrées aux activités des Özgüden y sont plus nombreuses que celles consacrées aux partis ouvriers ou aux mouvement prolétaires révolutionnaires. S'ils n'avaient pas quitté la Turquie en 1972, il y a de fortes chances pour qu'ils ne soient plus parmi nous aujourd'hui, au même titre que Mumcu, İpekçi et Dink... Les Özgüden, qui après la France se sont fixés en Belgique, sont chacun un monument pour la démocratie et la presse. Ils représentent nos valeurs qu'il nous faudra ériger en monument le jour où prendra fin la domination de ces têtes et classes monstrueuses."

Ce cher Uğur, nous l'avons également accompagné en son dernier voyage au cimetière du Père Lachaise où reposent aussi Yılmaz Güney, Ahmet Kaya et Fahrettin Petek, lors d'une cérémonie à laquelle participèrent ses amis turcs et français qui l'aimaient beaucoup.

Relativement à Hrant Dink, qu'Uğur évoquait dans son texte, nous allions vivre, les années suivantes, certains événements qui allaient laisser, en İnci comme en moi-même, des traces profondes.

Je prononçai des discours, comme en 2007 au premier grand meeting organisé à Bruxelles suite au lâche assassinat de Hrant, aux cérémonies de commémoration organisées devant le *Monument du génocide arménien* d'Ixelles à chaque anniversaire de sa mort, ou, lorsque ma santé m'en empêchait, j'envoyai des messages.

Le 25 mars 2014, Rakel Dink, la chère épouse de Hrant, avait rendu visite aux *Ateliers du soleil* lors de sa venue à Bruxelles, elle avait fait connaissance avec ses membres et s'était informée de nos travaux, puis nous avait informés de ceux qu'elle menait, en Turquie comme à l'international, avec la *Fondation Hrant Dink* dont elle était la présidente. Nous avons longuement parlé des activités prévues l'année

suiivante pour le centième anniversaire du génocide arménien.

En 2015, Info-Türk et les Ateliers du soleil ont participé de manière active, avec les organisations arméniennes, assyriennes, kurdes et aléviées, au comité d'organisation formé pour célébrer avec de nombreux événements en Belgique, comme partout dans le monde, le centième anniversaire du génocide arménien.

La particularité de 2015, au-delà de cet anniversaire, était que cette année-là la Turquie avait été choisie comme pays à l'honneur au festival *Europalia* organisé en Belgique pour faire de l'ombre aux événements commémoratifs.

Dix-neuf ans auparavant, en 1996, quand la Turquie avait été invitée comme pays à l'honneur à ce festival, j'avais protesté contre ce choix avec des textes écrits aux médias belges où je rappelais les violations des droits humains qui avaient lieu en Turquie. Comme d'autres organisations belges démocratiques s'étaient jointes à moi, ce festival avec la Turquie pour invitée avait été repoussé à une date non précisée. Les médias et associations au service du lobby turc m'avaient pour cette raison lourdement accusé et l'ambassade de Turquie avait en réponse fait publier dans le journal *Le Soir* deux textes, truffés de mensonges et signés par un journaliste turc qui ne maîtrisait même pas le français.

Mais cette fois, grâce à l'intervention d'hommes d'affaires ayant de juteux investissements en Turquie et de certains politiciens proches du gouvernement d'Ankara, le festival *Europalia* avait été organisé de façon à laisser le champ libre aux négationnistes du génocide, qui depuis longtemps en Europe étaient court-circuités, et à Bruxelles on avait déroulé le tapis rouge pour Erdoğan qui avait été reçu par le roi avec tous les honneurs.

Parce que j'avais protesté, un site d'information au service du lobby turc publia ma photo, prise en train de faire un discours pour commémorer Hrant Dink devant le monument

du génocide le 8 mai 2015, sous laquelle l'un des dirigeants de l'Association des kémalistes belges avait lancé cet appel: "J'en appelle à tous mes frères turcs de Belgique. Boycottez le CDH et le FDF qui soutiennent le grand mensonge du prétendu "génocide arménien" qui est une attaque politique de l'impérialisme contre la Turquie. Connaissez cet homme (celui qui est en train de lire un texte, Doğan Özgüden)."

Face à cette provocation, l'Association des Arméniens démocrates de Belgique, l'Institut assyrien de Belgique, l'Institut kurde de Belgique et la Maison du peuple de Belgique publièrent leur position dans un communiqué commun le 13 mai 2015: "L'opinion publique, qui connaît très bien les travaux menés par Doğan Özgüden en tant que journaliste depuis plus de soixante ans, ses luttes cohérentes contre l'iniquité et les injustices, son engagement sans concession face aux détenteurs du pouvoir en Turquie et sa position honorable au sujet du génocide de 1915, est aussi consciente que les milieux négationnistes et nationalistes sont en train de le désigner comme cible. Aucune calomnie ne ternira la personnalité de Doğan Özgüden. En tant qu'organisations très au fait de l'agressivité verbale et physique de ces milieux négationnistes et ultranationalistes, nous rappelons à ces derniers que Doğan n'est pas seul."

Ceci fut suivi le 27 mai 2015 par l'appel commun d'intellectuels distingués, qui commençait par: "Doğan Özgüden est notre conscience... Doğan Özgüden n'est pas seul!" et se poursuivait ainsi: "Nous déclarons que nous sommes aux côtés du "Journaliste apatride", ainsi que notre soutien et notre solidarité à notre conscience, nous appelons tous les progressistes ayant émigré de ces terres-là et vivant en Belgique, ainsi que tous les internationalistes de Belgique à nous rejoindre, et invitons les gens concernés à être sur leurs gardes et à prendre les précautions nécessaires."

Les attaques n'en restèrent pas là.

Le 17 novembre 2016, des milliers de personnes d'ori-

gine kurde, turque, arménienne, assyrienne, alévie mais pas seulement, s'étaient réunies à Bruxelles pour attirer l'attention sur l'autoritarisation du régime en Turquie. Des organisations politiques et civiles belges et internationales avaient participé à la manifestation. Mais le même soir, une vingtaine de voitures remplies d'individus agressifs brandissant le drapeau turc s'étaient attaquées à l'Institut kurde de Bruxelles de Saint-Josse-ten-Noode en guise de représailles. Jetant des slogans racistes du type "Mort aux Kurdes!" ils avaient brisé les vitres et tenté de mettre le feu au bâtiment.

Ce n'était pas la première attaque contre l'Institut kurde de Bruxelles. Fin 1998, le bâtiment de l'institut de l'époque, qui se trouvait dans la même rue, avait été incendié.

Face à cette nouvelle attaque, des organisations démocrates, dont *Info-Türk*, publièrent un communiqué pour protester face à l'absence de mesures prises par les dirigeants belges, en particulier le bourgmestre de Saint-Josse, d'origine turque, et face au fait que l'on se soit contenté d'observer les agresseurs. À la suite de quoi, le site turc qui, un an plus tôt, m'avait désigné comme cible en publiant ma photo, récidiva dans une publication du 29 novembre 2016 qui disait: "En Belgique, ils prennent place à la moindre occasion au côté des organisations terroristes et des séparatistes! Et, à la tête de ces associations anti-Turquie, on trouve leur parrain, le fondateur d'*Info-Türk*, ancien militant gauchiste, Doğan Özgüden..."

De mon côté, tandis que cette attaque était dénoncée par les organisations démocrates de Belgique et des centaines de personnalités, je m'adressai au parquet du procureur du Roi pour que soient prises les mesures nécessaires envers ces personnes qui essayaient d'enflammer les esprits contre moi et que soient placées sous protection rapprochée les organisations à la direction desquelles je participais.

Le procureur, après avoir confié cette enquête à des policiers d'origine turque, classa le dossier sans suite le 23 août

2017 sans motiver le moins du monde sa décision malgré les preuves matérielles dont nous disposions.

Cela n'avait rien d'étonnant... Exactement dix ans auparavant, parce que nous avions rapporté que des Turcs de droite, à Saint-Josse, avaient attaqué une famille kurde, l'ambassadeur de Turquie de l'époque, Fuat Tanlay, nous avait ouvertement pris pour cibles dans une déclaration confiée au journal *Hürriyet* du 21 avril 2007: "L'agence de presse nationale de Belgique a relayé dans les journaux une nouvelle du site Internet *Info-Türk*, connu pour son opposition à la République de Turquie et qui mène depuis des années des activités antiturques en Belgique... Il se passe de drôles de choses en Belgique. Les organisations de la société civile ne disent rien. Tout est très clair. Ceci n'est pas seulement la mission de l'ambassadeur Fuat Tanlay. Nous devons lutter tous ensemble contre le terrorisme, les terroristes, les fake-news et la calomnie. Mais hélas, je suis bien seul. J'apprécierais de voir la société civile à mes côtés dans une lutte de ce genre." La plainte déposée en réponse au parquet du procureur du Roi se retrouva, elle aussi, classée sans suite. Quant à Fuat Tanlay, il fut par la suite récompensé pour ses bons services rendus au pouvoir en étant nommé conseiller aux relations internationales par le président Erdoğan.

*

L'un des événements qui nous émut le plus, İnci et moi-même, au cours de ces dix dernières années fut la fête organisée le 6 février 2011 pour mon 75^e anniversaire par les travailleurs de la chaîne de télé kurde de Belgique Roj TV et les dirigeants du Congrès national du Kurdistan, et à laquelle participèrent des amis venus d'Allemagne et d'Angleterre. Mes confrères journalistes de télévision avaient préparé à cette occasion un documentaire témoignant de mes luttes professionnelles et politiques.

Tout au long de ces quarante années passées à l'étranger, nous n'avons cessé de nouer des relations de grande amitié

avec des exilés, de différentes générations, venus de Turquie, que nous avons retrouvés de temps à autre dans de nombreuses organisations ou alliances visant à la démocratisation de la Turquie.

Les bases de l'Assemblée des exilés d'Europe, une organisation qui devait chercher les moyens de définir et de résoudre les problèmes des exilés, les soutenir dans leur recherche de droits et participer directement aux travaux de documentarisation de l'histoire de l'exil, furent jetées lors d'une réunion, à laquelle nous participions nous aussi, à Cologne le 15 décembre 2012.

Ragıp Zarakolu, directeur des éditions Belge qui avaient publié *Le Journaliste "apatride"* en Turquie, avait été arrêté en 2011 tout de suite après la publication du premier volume. Tant qu'il avait duré sa captivité, nous avons mené campagne depuis l'étranger pour obtenir sa libération, et avons aussi déclaré que nous lui décernerions le prix "Liberté de pensée" de la Fondation Info-Türk.

Après sa libération assortie de l'autorisation de quitter le territoire turc, nous l'avions invité à donner une conférence à Bruxelles avec la Fédération internationale des journalistes. Ce prix de la Fondation Info-Türk fut remis à Ragıp après la conférence qui se tenait le 19 décembre 2012 au Centre de Presse International, au cours d'une cérémonie dans les locaux des Ateliers du soleil, à laquelle participaient d'éminentes personnalités de Belgique.

2013 fut l'année exceptionnelle où, tandis que l'on initiait des entretiens à huis-clos pour mettre fin à l'état de guerre civile en cours depuis trente ans dans le Kurdistan turc, au Kurdistan syrien le peuple kurde créa le Rojava en prenant les armes contre l'organisation terroriste islamique et où, à Istanbul, les masses défièrent le pouvoir avec les soulèvements de Gezi.

Le "processus de paix", qui avait commencé avec les visites sur l'île d'İmralı du secrétaire d'État aux renseigne-

ments Hakan Fidan, puis d'une délégation du BDP, avait gagné une autre dimension lorsque le président Erdoğan, qui s'était rendu le 26 novembre 2013 à Diyarbakır pour un meeting auquel avaient également participé le président du gouvernement régional du Kurdistan Mesûd Barzanî et le chantre du peuple kurde Şivan Perwer, avait déclaré: "Nous verrons descendre ceux qui ont pris la montagne, nous verrons se vider les prisons, nous verrons 76 millions de personnes s'unir et composer tous ensemble la grande Turquie, la nouvelle Turquie. N'ayez aucune inquiétude." Mais aussi lorsque les délégations de "Raisonnables", créées là encore sous l'égide d'Erdoğan, avait organisé des réunions de persuasion dans différentes grandes villes.

Cinq jours avaient passé après la visite à İmralı, le 3 janvier 2013, d'une délégation du BDP où se trouvait Ahmet Türk, lorsque trois politiciennes kurdes furent lâchement assassinées à Paris par un tueur à la botte des services secrets turcs. Parmi les victimes, je connaissais très bien Fidan Doğan. C'était une femme extrêmement compétente qui avait activement contribué à l'organisation et à la direction de nombreuses réunions à Paris et à Bruxelles.

Pour apporter notre contribution au "processus de paix", nous avons fondé l'Assemblée européenne pour la paix en organisant une réunion à Bruxelles, les 29-30 juin 2013, à laquelle participèrent des émigrés et exilés arabes, assyriens, syriaques et chaldéens, tcherkesses, arméniens, kurdes, lazès, roms, grecs et turcs venus d'Anatolie et de Mésopotamie et vivant en Europe.

Mais le positionnement répressif et sans compromis pris par le gouvernement face à la résistance de Gezi débutée le 29 mai 2013 montrait que ce processus n'allait pas se dérouler sans difficultés. Après Gezi, le début des opérations des 17 et 25 décembre assombrit encore plus notre ciel.

Début 2013, nous avons vécu l'un des événements les plus enthousiasmants de notre exil. Nos archives, accumu-

lées pendant plus de quarante ans et conservées soigneusement, furent confiées à l'Institut international d'Histoire sociale (IISG) au cours d'une cérémonie à Amsterdam, le 24 janvier 2013.

Cette idée, c'est l'un de nos amis de 68, Fahri Aral, directeur des presses de l'Université de Bilgi, qui nous l'avait donnée, et c'est Eric Zürcher et Toura Atabaki, qui dirigeaient à cette époque l'institut, qui l'avaient rendu possible, conjointement aux efforts d'Erhan Tuskan, responsable des archives en Turquie.

La présence à nos côtés à cette cérémonie de nos amis Fahri Aral, Faruk Pekin, Müfide Pekin, Ragıp Zarakolu, Bige Berker et Yücel Top, nos camarades de lutte en Turquie avant le coup d'État de 1971, nous avait extrêmement émus.

Malgré le long retard dans le référencement du restant des archives dû aux opérations successives que je subis, les documents importants envoyés en 2018 y prirent place à leur tour et furent ouverts aux chercheurs grâce à l'empressement d'Erhan Tuskan et de Mehmet Bilgen.

Un important document mettant à l'honneur İnci, qui a réalisé depuis 1965 la mise en page du journal *Akşam* et de la revue *Ant*, puis en exil celle des éditions İno-Türk, a été publié en Turquie en 2013.

Conjointement au vernissage, le 7 février à Istanbul à l'occasion du trentième anniversaire des éditions İletişim, d'une exposition montrant affiches, livres, couvertures de périodiques et autres visuels réalisés entre 1963 et 1980 par les mouvements de gauche en Turquie, un livre documentaire sur le sujet avait été publié le même jour par lesdites éditions. Ce livre de 494 pages réalisé par Yılmaz Aysan en consacrait 16 à un entretien avec İnci Tuğsavul Özgüden, co-fondatrice et co-directrice de la revue *Ant* et de leurs éditions, tout en présentant divers visuels qu'elle avait réalisés à cette époque.

L'un des autres événements importants de 2013 fut l'organisation, les 29 et 30 juin à Bruxelles, de la Conférence

pour la paix et la démocratie qui réunit peuples de Mésopotamie et d'Anatolie, groupes confessionnels et forces démocratiques et à laquelle nous participâmes nous aussi.

Elle fut suivie le 22 novembre de la même année par la conférence internationale sur l'avenir de la région kurde de Syrie au Sénat de Belgique. Lors de cette conférence, à laquelle je participai en tant qu'intervenant, Salih Muslim, co-président du PYD, appela les pays occidentaux à soutenir le peuple kurde dans sa lutte contre les terroristes islamistes en Syrie.

Le Journaliste "apatride", d'abord publié en turc, fut publié en un volume par les éditions ASP (Academic and Scientific Publishers) à Bruxelles en 2014 dans la traduction française de Mazyar Khoojinian.

Pour présenter le livre aux lecteurs belges, l'Institut assyrien de Belgique, l'Association des Arméniens démocrates de Belgique, l'Institut kurde de Bruxelles, la Maison du peuple de Bruxelles et les Ateliers du soleil organisèrent une soirée dans le local assyrien de Bruxelles, qui tombait le 27 février 2014, jour de mon anniversaire. Lors de cette soirée où joua un groupe de folklore arménien, les présidents des associations organisatrices nous remirent, à İnci et moi-même, le prix de "Citoyens de l'humanité".

En 2014, les Ateliers du soleil fêtèrent leurs quarante ans, le 27 juin dans leur propre local en organisant diverses activités culturelles. Depuis 1974, ils avaient rendu possible, tout en luttant pour les droits humains et démocratiques tels que l'organisation syndicale et démocratique de communautés d'émigrants, l'acquisition de droits démocratiques en Turquie et en Belgique et de droits électoraux en Belgique pour les personnes d'origine étrangère, la découverte des richesses culturelles et artistiques de la Turquie, des cours de langue et d'intégration et des travaux d'ateliers créatifs.

Avant que nous ayons pu profiter pleinement de ces deux bonheurs vécus à la suite commença, à partir des vacances

d'été 2014, une période pleine d'inquiétude et qui allait durer longtemps, marquée par des problèmes de santé successifs à mettre sur le compte de la vieillesse.

Le 29 août 2014, jour où nous lançons le programme 2014-2015 des Ateliers du soleil, je fus emmené de toute urgence à l'hôpital pour y être opéré d'un cancer de la prostate qui m'avait complètement obturé les voies urinaires. L'opération fut suivie de près de trois mois de radiothérapie, et près de trois ans d'hormonothérapie. Sous oublier l'hospitalisation pour traitement de l'espace péri-dural pendant près d'un an parce que les nerfs de l'épine dorsale étaient comprimés à trois endroits différents ni, parce que le traitement avait été inefficace, l'opération de la colonne vertébrale...

Pendant cette période problématique qui fut passablement longue et où İnci dut prendre en charge toute seule les obligations de notre vie quotidienne, nous parvînmes, grâce à un ordinateur portable et une connexion Internet, à ne pas interrompre les travaux d'İnfo-Türk. À cet égard, les marques de solidarité de nos amis de Belgique, et même des pays voisins, qui nous rendirent fréquemment visite soit à l'hôpital, soit à la maison, nous furent d'un grand soutien dans ces conditions difficiles.

Après avoir confié nos archives à l'IISG d'Amsterdam et les coupures de journaux accumulées pendant quarante ans à l'AMSAB-Institut d'histoire sociale de Gent, et une fois que mon état de santé se fut notablement amélioré, nous avons commencé à transférer progressivement les livres, en diverses langues, de notre bibliothèque privée à la Bibliothèque royale de Belgique.

Nous fîmes donc d'une partie importante des livres de théorie socialiste et sur les luttes sociales en Turquie, incluant les œuvres complètes de Marx, Engels et Lénine, à la Maison du peuple de Bruxelles, fondée par les ouvriers et exilés politiques de Turquie de cette ville.

2015 était l'année de notre cinquantième anniversaire de

mariage. J'étais rédacteur en chef d'*Akşam* et İnci la correspondante à Ankara du journal lorsque, le 30 janvier 1965, nous nous sommes mariés à la salle des mariages de Beyoğlu, avec pour témoins nos amis İlhami Soysal et Cengiz Tuncer, et nous avons continué à travailler pour le journal sans faire de voyage de noces.

Cinquante ans plus tard, nous avons été extrêmement étonnés lorsque Bernard Guillaume, adjoint à l'état-civil de la mairie de Schaerbeek où nous habitons, nous avait invités à l'hôtel de ville avec nos proches amis pour fêter nos noces d'or. Ce jour-là, nous fûmes reçus chaleureusement avec nos camarades des Ateliers du soleil et nos cinquante ans de mariage n'avaient pas seulement été fêtés par l'équipe municipale, mais également par le roi de Belgique qui avait envoyé un message.

Un autre cadeau reçu pour notre anniversaire de mariage fut le documentaire *Le Patriote apatriote* réalisé par notre ami le journaliste Nazım Alpman à partir d'entretiens et de prises de vue de nos lieux de vie et de travail à Bruxelles ainsi qu'à Istanbul. Ce documentaire projeté le 30 mars 2015 lors d'une soirée organisée par Nazım et nos amis en Turquie dans l'historique espace culturel Tan Evi où nous avons publié, un demi-siècle auparavant, les premiers numéros de la revue *Ant*, fut ensuite projeté à de nombreuses reprises sur la chaîne İZ.

Ceci fut suivi, trois mois plus tard, le 10 juin 2015, par la remise du Prix de la liberté de pensée et d'expression de l'Union des éditeurs de Turquie à İnci et moi-même lors d'une cérémonie organisée au Pera Palas d'Istanbul.

Comme je l'ai précisé plus tôt, 2015 revêtait une grande importance à nos yeux de deux points de vue. D'un côté, les activités de commémoration du centenaire du génocide de 1915 (organisées en collaboration avec toutes les organisations démocrates de Belgique, à commencer par les associations arméniennes, assyriennes et kurdes, et de l'autre le Festival Europalia-Turquie organisé par l'État turc et ses col-

laborateurs en Belgique à seule fin de jeter de l'ombre sur ce sombre anniversaire...

Tandis que nous nous efforçons de transmettre au public la vérité sur ces deux sujets à travers nos bulletins d'information, des communiqués et des événements en commun, la mascarade des élections turques s'était interposée.

Erdoğan, qui était devenu président l'année précédente avec 52% des voix lors de l'élection du 10 août 2014, essayait par tous les moyens de miner le processus de paix, d'un côté en soutenant les terroristes de l'EI et de l'autre en sabotant l'administration autonome kurde qui se formait au Rojava.

Malgré l'accord trouvé le 28 février 2015 au palais de Dolmabahçe entre les représentants du gouvernement et la délégation du HDP, ainsi que l'appel d'Öcalan au PKK du 21 mars pour un congrès consacré au désarmement, Erdoğan, le lendemain à son retour d'Ukraine, renversa la table et mit fin au processus de paix, employant dès lors toutes les ressources de l'État pour empêcher l'accès du HDP au parlement à l'occasion des élections qui approchaient.

Mais Erdoğan fit mal son coup aux élections du 7 juin 2015, le HDP réussit à devenir le troisième parti le plus représenté au parlement en obtenant 80 députés avec 13% des voix. Comme l'AKP n'était plus assez représenté pour pouvoir gouverner seul, Erdoğan traîna le pays vers de nouvelles élections le 1^{er} novembre de la même année, et réussit à faire en sorte que l'AKP reprenne la main pour gouverner seul en attirant les voix d'une partie du MHP grâce à une propagande d'extrême-droite et militariste. Mais il ne put empêcher les Kurdes d'entrer au parlement et, malgré tous les obstacles, le HDP obtint 59 députés avec 10,76% des voix, devenant malgré tout le troisième parti de l'assemblée.

Au nouvel an qui clôtura cette année 2015 vécue dans la fatigue des polémiques incessantes entraînées par Europolia et les élections, les camarades des Ateliers du soleil organisèrent au local, pour fêter les 75 ans d'İnci, une grande fête

qui mit de la couleur dans nos vies. Cette fête fut suivie par une autre, deux mois plus tard, le 27 février 2017, qu'ils organisèrent à l'occasion de mes 80 ans.

Nous étions désormais tous les deux au plein sens du terme dans ce que les Belges appellent "le troisième âge" ou la catégorie des "séniors".

Alors qu'elle commençait à être libérée de la panique causée par mon cancer et mes opérations des voies urinaires et de la colonne vertébrale, Inci avait à son tour été opérée d'un sérieux problème aux intestins. Les douleurs de l'arthrose qui affectait tout son corps lui interdisaient désormais de jouer de la guitare ou d'utiliser le clavier de l'ordinateur autant qu'elle l'aurait souhaité et cela la rongait.

Alors que dans notre soixantaine, nous ne rations pas une occasion de faire des kilomètres à vélo en allant avec nos bicyclettes pliables dans les forêts hors de la ville ou sur le bord de mer, l'aggravation de nos problèmes d'équilibre nous privait désormais de ce plaisir.

Si moi, j'arpentais chaque jour, sur ordre du docteur depuis le rétablissement de ma colonne vertébrale, le parc Josaphat ou les boulevards et ruelles de Schaerbeek, Inci ne pouvait endurer de longues marches.

Nos anniversaires respectifs pouvaient bien s'être déroulés dans la joie grâce à la chaleureuse attention de nos amis, un autre anniversaire important allait, cette année-là, nous plonger tous deux dans un grand désespoir. Oui, le 11 mai de cette année 2017 marquait le quarante-cinquième anniversaire de notre départ en exil, de l'obligation dans laquelle nous nous étions trouvés de quitter notre pays après le coup d'état de 1971.

Il n'y avait toujours aucun signe de démocratisation dans le pays où nous étions nés et avions grandi...

De la même façon que, quarante-cinq ans auparavant, nous nous étions senti la responsabilité de faire savoir au monde ce qui se passait dans notre pays, nous devons per-

sévérer aujourd’hui encore dans le même sentiment de responsabilité.

Lorsqu’en Turquie les Académiciens pour la paix publièrent le 11 janvier 2015 leur “Appel pour des négociations de paix”, nous l’avions immédiatement soutenu en signant et l’avions diffusé largement en direction de l’opinion publique mondiale.

Deux semaines plus tard, participant avec Yves Ternon à une conférence organisée par la Fédération Wallonie-Bruxelles sur les génocides, le négationnisme et le révisionnisme, j’avais expliqué que cent ans après le génocide de 1915, celui-ci était encore nié.

Le 31 mai 2016, je participai en tant qu’intervenant à une conférence organisée par la fédération euro-arménienne pour la justice et la démocratie (FEAJD) au Parlement européen sur la reconnaissance du génocide arménien et la restauration de l’héritage arménien. À la fin de celle-ci, je fus récompensé par une plaquette pour la “lutte menée tout au long de ma vie pour la démocratie, la justice et la vérité” que me décerna le président de la FEAJD, Kaspar Karampetian.

La pseudo tentative de coup d’État du 15 juillet 2016 fut un prétexte pour augmenter la violence du terrorisme d’État en Turquie comme à l’étranger. Tandis qu’à cause des procès ou enquêtes lancées contre elles sous des motifs fantaisistes, des milliers de personnes fuyaient les pressions du régime en prenant la route de l’exil, le dosage de menace et de cruauté envers les opposants se trouvant à l’étranger fut également passablement augmenté.

Le 21 septembre 2016, j’avais été invité au Festival international de journalisme civil organisé dans la ville italienne de Naples. J’expliquai en détail à des journalistes venus de divers pays comment, sous le prétexte de cette pseudo tentative de coup d’État, les droits et libertés, qui étaient déjà limités avant cela, étaient maintenant complètement piétinés.

Le journaliste Kadri Gürsel, président du comité pour la Turquie de l'IPI, avait également été invité à intervenir à cette conférence, mais étant conseiller de la rédaction du journal *Cumhuriyet*, il n'avait pas pu faire le déplacement à Naples. Un mois environ après cette conférence, le 31 octobre 2016, Kadri Gürsel allait être mis en garde à vue dans le cadre d'une opération contre le journal.

Après ce pseudo coup d'État, nombre de journalistes opposants connus furent mis en garde à vue et ces journalistes, qui se trouvaient sous la menace d'être emprisonnés ou de se retrouver au chômage du fait de la mainmise de groupes financiers aux ordres d'Erdoğan sur les biens des journaux, agences de presse et chaînes de télévision encore en mesure de résister, furent forcés de prendre la route de l'exil comme cela avait été le cas après les coups d'État de 1971 et de 1981.

Tandis qu'après s'être exilé, Can Dündar, qui avait échappé à une tentative d'assassinat après avoir été libéré de son emprisonnement qui avait duré des mois, avait créé à Berlin un centre de presse nommé *Özgürüz* [Nous sommes libres], Cemal Başlangıç et ses amis lancèrent à Cologne le journal numérique *Artı Gerçek* et la chaîne Artı TV. Koray Düzgören, avec qui j'avais fait du journalisme en exil pendant de longues années, et moi-même prîmes place au sein de l'équipe de rédaction d'*Artı Gerçek*.

Face au referendum constitutionnel organisé par Erdoğan dans le but de justifier sa dictature et ses pleins pouvoirs, nous mêmes en place, le 21 février 2017, en tant qu'associations de démocrates originaires de Turquie, une "plateforme pour le non". En réponse, les associations, mosquées et médias au service du pouvoir organisèrent une grande campagne de propagande pour forcer les Turcs de Belgique à dire "oui" à la dictature d'Erdoğan.

L'AKP, sur la page Internet de sa branche belge, soufflait sur les braises de l'hostilité religieuse en disant: "Ce combat est celui du croissant et de la croix", mais malheureusement,

les autorités belges restaient silencieuses face à cette campagne de haine et les conseillers municipaux, élus avec les voix des Turcs, ouvraient les portes des salles de réunion de la mairie aux propagandistes de l'AKP.

Le vice-président, d'origine turque, du Parlement de Bruxelles allait encore plus loin en permettant au président de l'Association des retraités des forces spéciales de la police d'organiser une conférence, le 17 janvier 2017, dans la capitale de l'Europe.

Cela n'avait rien d'étonnant, le bourgmestre d'origine turque de Saint-Josse avait lui aussi, à son époque, reçu dans ses murs, le 19 janvier 2007, l'ancien préfet de police d'Istanbul, Celalettin Cerrah, l'un des prévenus dans le procès de l'assassinat de Hrant Dink, puis s'était rendu en Turquie sur son invitation pour participer aux festivités du 162^e anniversaire de la création de la police d'Istanbul en tant qu'invité d'honneur.

C'est grâce à ce lavage de cerveau que les Turcs de Belgique votèrent, lors du referendum du 16 avril 2017 à 74,18% "oui" aux modifications de la Constitution qui donneraient tous les pouvoirs à Erdoğan.

Il était facile de deviner que, du point de vue de la Belgique, les choses ne seraient pas différentes pour les élections qui allaient bientôt suivre, mais nous devons continuer notre lutte. Dans cette optique, nous prîmes nos responsabilités en participant nous aussi à la campagne "SOS Turquie" lancée par les organisations démocrates le 24 octobre 2017.

Dans le discours que je fis à la cérémonie de commémoration du génocide de 1915 le 24 avril 2018, j'exprimai mon pessimisme quant au soutien à Erdoğan de la population turque de Belgique et appelai les partis politiques de Belgique à au moins tirer les leçons de tout ce qui se passait et à être plus perspicaces au niveau des candidats turcs aux prochaines élections communales et législatives, qui allaient se tenir à un an d'intervalle, en évitant d'accepter sur leurs listes des négationnistes.

Aucun changement non plus aux élections turques du 24 juin 2018. Erdoğan fut élu président à 75% des voix, et l'AKP obtint 64% aux élections législatives.

J'étais tout à ma tristesse à la suite du résultat de ces élections quand un geste de l'Association des journalistes de Turquie, dont j'avais été membre depuis l'époque où j'y vivais me rendit l'honneur et le courage. Le 27 juin, lors d'une cérémonie au centre de l'association à Istanbul, une plaquette de remerciements fut décernée pour leur apport à la profession à quarante-sept journalistes nés en 1936 et 1937 et encore en vie.

Ne pouvant participer à la cérémonie, j'avais envoyé un message de remerciements, et ma plaquette avait été confiée à mon cher ami Fahri Aral afin qu'il me la remette.

Par la suite eut lieu, le 20 septembre 2018 à Amsterdam, l'exposition des bustes de bronze de neuf exilés politiques de Turquie, dont moi, exécutés par le sculpteur Suat Ögüt.

Mais lors des élections communales belges du 14 octobre 2018, rien ne changea: les candidats turcs, se comportant comme les *uç bey* du régime d'Ankara, prirent place en haut des listes et entrèrent aux conseils communaux grâce aux voix des électeurs turcs.

Le certificat de remerciements qui me parvint de l'Association des Journalistes de Turquie en ces jours sombres qui suivirent les élections du 24 juin eut beau me faire plaisir, ne serait-ce que sur le plan professionnel, une autre nouvelle qui me vint de Turquie en ces jours sombres qui suivirent le 14 octobre renforça mon pessimisme quant à mon activité professionnelle.

Une exposition, dont le vernissage eut lieu à Istanbul le 1^{er} novembre 2018, fut organisée à l'occasion du centième anniversaire du plus ancien quotidien de Turquie, *Akşam*.

Voici ce qu'en disait l'un de mes lecteurs, Sertaç Çelik, sur Facebook:

“Je suis allé voir l'exposition du centenaire du journal

Akşam à la salle Cemal Reşit Rey de Harbiye... Hélas, j'en suis rentré déçu... Parmi tant de pages, tant de gens, aucune trace de Doğan Özgüden... Ni de Nurcan Akad, la première femme à occuper le poste de rédacteur en chef du journal... Voilà ce qui se passe quand c'est la droite qui organise ce genre de choses, que dire d'autre? L'âge d'or de 1964-1966 est pour toujours gravé dans ma mémoire... Cordialement..."

Vint ensuite ce message de mon cher ami journaliste Nazım Alpman sur Instagram... qui n'en resta pas là et exprima sa réaction le lendemain matin sur Artı TV:

“À propos de l'exposition du centenaire d'*Akşam* à Cemal Reşit Rey: des panneaux donnent la chronologie du développement du journal... En 1964, Malik Yolaç avait confié la rédaction en chef à Doğan Özgüden, qui avait alors 28 ans... Aucun panneau sur cette période dans l'exposition. On dit à un moment que le tirage monte à 179 000 exemplaires, mais aucune trace de Doğan Özgüden, qui est celui grâce à qui le journal a atteint ce chiffre. Pourquoi? Parce qu'il est de gauche... En 2002, Nurcan Akad devient rédactrice en chef d'*Akşam*. Elle aussi est absente. Pourquoi? Parce que la première rédactrice en chef d'un quotidien turc est de gauche elle aussi ... Ce n'est pas leur histoire, c'est l'histoire de la presse... Actuellement, à la suite d'un revers de fortune le journal est entre leurs mains... *Akşam* est un journal centenaire... De nombreuses unes, de nombreuses pages ont fait son honneur... Mais ils ne le méritent pas.”

Cette période censurée dans l'exposition d'*Akşam*, Nazım Alpman l'avait racontée avec force détails dans un documentaire intitulé *Doğan Özgüden, le patriote apatriote* réalisé trois ans plus tôt. Il y avait accordé une grande place aux points de vue de Malik Yolaç et d'autres journalistes avec qui j'avais travaillé.

J'ai dit ce que je pensais de cette censure dans un texte écrit pour *Artı Gerçek*:

“Ce n'est pas de la tristesse que je ressens face à cette

censure, en tant que journaliste ayant été responsable du journal pendant deux années de son histoire centenaire, c'est de la fierté. Que pouvait-on attendre d'autre de ceux qui ont fait du passé du plus ancien journal de Turquie un tapis de prière consacré au culte de Tayyip? Le journal est aujourd'hui entre les mains de ses serviteurs et, comme l'a très justement dit Nazım, ce n'est pas à eux qu'il revient d'écrire l'histoire de ce journal... Figurer dans leur version de cette histoire m'aurait donné des remords plutôt que de la fierté.”

Quand je regarde derrière moi, je suis fier de ce que j'ai accompli en tant que journaliste, en tant que syndicaliste, en tant que militant de gauche. Et aussi de ce que j'ai accompli à *Akşam*...

J'ai raconté mes soixante-dix premières années de manière détaillée dans les mémoires que j'ai déjà publiés.

Quant aux dix dernières années, c'est une période à part qui pastiche les quinze millions d'individus de tous âges créés par le CHP dans ses dix premières années en leur injectant l'idéologie kémaliste, avec quinze nouveaux millions d'individus lobotomisés avec la synthèse turco-islamiste du duo AKP-MHP... Et un commandant en chef qui croit que le monde musulman tout entier se réfère à lui!

D'un côté les loups gris, de l'autre l'étendard du Rabia...

Et les quatre dernières années, une époque où les intellectuels de Turquie capables de résister ont été estampillés “terroristes” au prétexte du faux coup d'État du 15 juillet et se sont retrouvés soit à croupir dans des geôles soit, comme nous, forcés d'abandonner dans la verdeur de leur âge les terres où ils étaient nés et avaient grandi et de poursuivre leur lutte en exil.

Je regarde derrière moi... Les noms, les institutions ont beau être différents d'une époque à l'autre, la structure oligarchique qui nous fait face est toujours la même... C'est le triptyque nationalisme, islamisme et militarisme... Une seule nation, un seul drapeau, une seule patrie, un seul État!

*

C'est toujours contre cette structure qu'Inci et moi, depuis notre exil qui, le 11 mai 2021, achèvera sa quarante-huitième année, nous sommes battus, et nous nous sommes toujours montrés solidaires des individus et des organisations qui menaient une lutte parallèle.

Nous savons que vivre une neuvième décennie, et quand bien même nous la vivrions, de rester aussi productifs est désormais difficilement concevable, à mesure que l'on prend de l'âge, les problèmes de santé s'interposent.

De la même façon que nous avons confié toutes nos archives d'exil d'une part à l'Institut international d'Histoire sociale d'Amsterdam, d'autre part à la Bibliothèque royale de Belgique, je devais apporter ma contribution à la construction de l'histoire de la lutte en exil en compilant dans un livre mes textes de résistance écrits depuis quarante-huit ans.

La quasi-totalité des documents que j'ai écrits dans mes premières années d'exil pour faire entendre au monde la voix du Mouvement de résistance démocratique, formé contre la junte de 1971, est disponible soit en anglais, soit en français... En même temps que de nombreux communiqués et rapports, ils comprennent aussi des livres conséquents écrits en 1972 et 1973 pour être présentés aux institutions internationales, en premier lieu le Conseil de l'Europe, et aux associations pour les droits de l'homme: *File On Turkey* [Dossier sur la Turquie], *Man Hunts in Turkey* [Chasses à l'homme en Turquie] et *Turkey On Torture* [La Turquie et la torture].

Mon livre *Turquie: fascisme et résistance*, publié en français en 2006, en Belgique, par Info-Türk après avoir été publié en 1973 en Hollande et en néerlandais par la célèbre maison d'édition de gauche Van Gennep, contient une analyse socio-politique du coup d'État du 12 mars et de ses conséquences.

Livre noir de la "démocratie" militariste en Turquie, que j'ai écrit contre le coup d'État du 12 septembre 1980, a d'abord

été publié en 1987 en anglais, puis en français en 2010 pour coïncider avec le trentième anniversaire de ce coup.

Ces livres, comme tous les articles, communiqués et échanges épistolaires écrits en anglais et en français ces quarante-huit dernières années, se trouvent depuis près de dix ans à la fois à l'Institut international d'Histoire sociale d'Amsterdam et à la Bibliothèque royale de Bruxelles.

De plus, il est possible d'en retrouver le texte complet sur les pages Internet d'Info-Türk et sur Academia.

Quant à ces *Écrits d'exil*, ils se composent d'une sélection de textes ou d'entretiens écrits pendant mes années d'exil dans ma langue maternelle, le turc, et publiés dans divers journaux, revues ou médias visuels.

Dans la première période qui va jusqu'au coup d'État de 1980, mes textes en turc, en dehors de l'Agence Info-Türk, n'avaient pu être publiés en Turquie que dans l'hebdomadaire *Yürüyüş* et dans le mensuel *Yurt ve Dünya*. Quant aux éditions turques de certains de mes livres dont la première édition était parue chez Info-Türk, elles étaient sorties chez *Güncel Yayınları*, maison créée à Istanbul par ma sœur Çiğdem Özgüden.

Quant à la période allant du coup de 1980 à nos jours, les organes qui purent publier mes textes sans censure sont, en Turquie *Özgür Bakış*, et à l'étranger *Demokrat Türkiye*, *Barış/Aşitî*, *Avrupa Sürgünler Meclisi* et *Artı Gerçek*.

Le premier volume d'*Écrits d'exil* contient des textes choisis dans les quarante-six années s'étendant de notre départ de Turquie jusqu'à la fin 2016 ainsi que les critiques sur les deux volumes du *Journaliste "apatride"*.

Quant aux trois volumes suivants, il contiennent mes chroniques hebdomadaires publiées dans *Artı Gerçek* depuis 2017.

Le quatrième volume comprend également mes écrits parus dans d'autres médias ainsi que quelques reportages avec moi et Inci.

Lors que j'écrivais le premier volume, j'attendais les résultats des élections locales turques du 31 mars 2019... Les nouvelles ont réjoui plus haut point ceux qui depuis 2002 sont opprimés par le dictat islamo-fasciste de l'AKP, parce qu'elles donnaient le premier signe de la possibilité qu'un jour, ce pouvoir puisse se trouver renversé par la volonté du peuple... Analysant ce résultat, İnci et moi partîmes exactement 54 années en arrière... Nous nous remémorâmes cette nuit où nous avons publié dans Akşam le résultat des élections du 10 octobre 1965... Le Parti des travailleurs de Turquie, dont nous avons soutenu la campagne dans Akşam, entré au parlement avec 15 députés, et allait ainsi marquer l'actualité politique du pays.

Cinquante ans plus tard, dans les élections locales que nous suivions de loin, les partis au service de la synthèse turco-islamiste, et en premier lieu la coalition AKP-MHP, avaient obtenu les trois quarts des voix. Nous étions tristes. Mais tout comme le Parti des travailleurs de Turquie avait pris la tête de la résistance cinquante-quatre ans plus tôt, aujourd'hui le HDP, malgré toutes les pressions et les pièges du pouvoir, mais aussi sa marginalisation par le CHP, avait remporté les mairies des provinces kurdes à la force du poignet. Par-dessus le marché, en faisant le grand sacrifice consistant à ne pas présenter de candidats dans les métropoles d'Istanbul, Ankara ou Izmir, il avait frappé un grand coup contre le despotisme d'Erdoğan en y rendant possible l'élection des candidats du CHP.

Oui, une nouvelle lueur, un nouvel espoir dans notre cinquième décennie d'exil...

Nous ne verrons probablement pas de notre vivant la grande illumination.

Peu importe, si les générations suivantes ont le bonheur d'y assister.

Doğan Özgüden
Bruxelles, le 31 janvier 2021

Écrits de notre exil de cinquante ans

Étant donné que Doğan et moi avons partagé pendant plus de cinquante-cinq ans dans notre vie commune de journalistes les mêmes visions sociales et politiques, et que nous avons lutté ensemble en direction des mêmes buts, il ne nous est pas souvent arrivé de nous contredire dans les textes que nous avons écrits.

Mais au cours des premières décennies, il nous est arrivé de temps à autre de vivre des tensions qui pouvaient durer des heures au moment de mettre en page ces textes, que ce soit dans des journaux, des revues ou des livres.

L'un de nos principaux problèmes à l'époque de la revue *Ant* que nous avons fait vivre jusqu'au coup d'État du 12 mars 1971, nous débattant dans les interrogatoires, les procès, les menaces mais aussi de grandes difficultés matérielles et techniques, fut ces querelles de mises en page.

À l'époque où *Ant* paraissait, il n'y avait pas comme aujourd'hui d'ordinateurs ni de programmes de mise en page en ligne. Une fois que le texte qui allait être utilisé sur la page ou dans un cadre prédéfini sortait de la linotype et ne tenait pas sur l'espace prévu, on n'avait pas d'autre choix que de couper quelques lignes ou quelques paragraphes.

Lorsqu'il n'était pas possible de contacter immédiate-

ment l'auteur ou que l'actualité exigeait une publication sans délai, Doğan endossait toute responsabilité et, après avoir lu trois ou quatre fois le texte pour se l'approprier comme s'il en était l'auteur, il faisait les coupes nécessaires et je pouvais ainsi envoyer à temps la revue à l'impression.

C'était comme une opération chirurgicale réalisée après de dures disputes qui pouvaient aller jusqu'aux remarques blessantes...

De nos jours où les travaux de rédaction et de mise en page se font entièrement sur ordinateur, les problèmes de longueur se résolvent d'eux-mêmes quand on sélectionne l'ensemble du texte sur l'écran pour réduire la taille des caractères.

Cependant, les quinze premières années de notre exil, jusqu'en 1986, les problèmes techniques rencontrés dans nos travaux d'édition ne furent guère différents de ceux que nous rencontrions en Turquie.

L'un des textes qui m'émeuvent le plus dans ce troisième volume d'*Écrits d'exil* est sans aucun doute celui qui est intitulé "Résistance en exil avec les disques durs d'IBM..."

Depuis près de douze ans, Doğan mettait en page les bulletins d'Info-Türk que nous avons commencé à publier en diverses langues en 1974 à Bruxelles, ainsi que des livres et des brochures sur un IBM, et moi je préparais les plaques offset des textes mis en page dans une chambre noire de fortune dans la cuisine avant de les imprimer sur une Gestetner de bureau au format A3. Avec le traitement des milliers de pages imprimées ensuite, puis la reliure avec là encore une machine de bureau primitive et le massicotage, c'était un exemple de production artisanale au vrai sens du terme.

Ces jours où il est arrivé de temps à autre que nos travaux soient entravés par les autorités belges du fait des provocations de l'ambassadeur de Turquie, ont été, dans nos cinquante-cinq années d'union, une période où les discussions enflammées, allant parfois jusqu'à la dispute, au sujet

de la situation de ceux restés en Turquie, se firent plus fréquentes.

En 2021, j'ai 80 ans, et Doğan 85...

Malgré les divers problèmes de santé qu'entraîne la vieillesse, nous nous efforçons tous deux d'accomplir notre devoir de journalistes avec la même foi, la même détermination et sur le même rythme qu'il y a cinquante-cinq ans.

Sur les derniers kilomètres de ce marathon, nos disputes tandis que nous produisons de nouvelles publications ne manquent pas à l'appel, mais elles ne sont pas aussi intenses qu'autrefois...

Le volume que vous tenez en main se compose de chroniques que Doğan a écrites depuis 50 ans et que j'ai eu le privilège de lire avant tout le monde, avant leur publication.

Comme il l'a fait précédemment dans ses mémoires *Le Journaliste "apatride"*, Doğan y emmène le lecteur, à mesure qu'il commente les événements et les problèmes de l'époque que nous sommes en train de vivre, vers les réalités qu'il a lui-même vécues depuis les années 40 et la Seconde Guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui.

Peut-être pourrions-nous vous donner rendez-vous, pour un nouveau volume des *Écrits d'exil*, dans les années qui viennent...

İnci Tuğsavul

Bruxelles, le 31 janvier 2021

ECRITS D'EXIL

Dernier texte écrit en Turquie avant l'exil: nos procès

Ant, revue socialiste, 1^{er} mai 1971

Les peuples de Turquie se trouvent aujourd'hui face à face avec la plus grande tromperie et la plus grande trahison de l'histoire. Un gouvernement amené au pouvoir par un mémorandum afin d'augmenter, en tant que larbin du capital financier international, les répressions fascistes au nom du "calme" et de supprimer tous les obstacles entravant le grand capital en appelant cela des "réformes", est en train d'être applaudi par tous les éléments ayants une influence sur les masses, y compris les écrivains faisant depuis des années de la manipulation sous couvert de "socialisme", les organisations connues comme "révolutionnaires", et ceux qui mettent le peuple en garde contre cette dérive fascisante en montrant le vrai visage de ce pouvoir sont accusés de jouer les "trouble-fêtes".

Le gouvernement Erim, applaudi et soutenu par les cercles révolutionnaires qui le présentent à l'opinion comme "radical et réformateur", est un gouvernement qui représente le complexe militaro-industriel. Quant à sa radicalité, elle est tuée dans l'œuf par certains noms "hors-partis" qui s'y trouvent.

Qui sont donc ces radicaux porteurs de tant de grands espoirs?

- *Şadi Koçaş (vice-premier), connu depuis des années pour ses relations avec la Sécurité nationale.*
- *Attila Karaosmanoğlu (vice-premier), directeur des affaires scientifiques à l'OCDE et économiste à la Banque mondiale, plus grande organisation internationale du capital financier.*
- *Osman Olcay (ministre des Affaires étrangères), conseiller politique en chef au secrétariat général de l'OTAN.*
- *Ayhan Çilingiroğlu (ministre de l'Industrie et du Commerce), économiste industriel à la Banque mondiale, qui a à maintes reprises officié aux travaux de planification du gouvernement fasciste portugais.*
- *Şinasi Orel (ministre de l'Éducation), représentant turc du groupe permanent de l'OTAN à Washington.*
- *Said Naci Ergin (ministre des Finances), membre du conseil d'administration de la banque Yapı Kredi.*
- *Doğan Kitaplı (ministre de l'État), inspecteur général de la banque Ziraat.*
- *Özer Derbil (ministre des Relations économiques extérieures), président du conseil de direction d'OYAK-Renault.*

Lors de la formation du gouvernement, on a été tellement attentif à ne pas se retrouver en porte-à-faux avec l'OTAN, le CENTO et le marché commun qu'on est allé jusqu'à rejeter du cabinet, par une intervention de dernière minute de Çankaya, Sezai Orkunt, qui recommandait que l'on fasse preuve d'un peu plus de personnalité au sein de l'OTAN – on ne pouvait quand même pas s'opposer à l'organisation – et ce bien qu'on lui ait promis un ministère.

Quant à Erim, qui avait fièrement déclaré qu'il composerait lui-même son cabinet, il n'avait même pas haussé la voix quand on avait éloigné de l'extérieur ce ministre qu'il avait lui-même choisi.

Le programme du gouvernement, voté à une majorité re-

cord de 321 voix, documente la dépendance économique, politique, idéologique et militaire à l'impérialisme et les préparatifs de répression fasciste.

Tandis que les liens à l'OTAN, au CenTO et au marché commun faisaient apparaître la ligne principale de la politique extérieure, la phrase du programme la plus applaudie par les parlementaires fut cette menace: "Désormais, ceux qui continueront à forcer l'ordre étatique avec des mots comme: nous manifestons, nous sommes révolutionnaires, nous sommes pour la charia, nous sommes les défenseurs de la religion, se trouveront face à l'État dans toute sa grandeur et seront livrés aux griffes des lois, ils se trompent gravement s'ils en doutent ne serait-ce qu'un instant."

Celui pour qui les réformes prévues par le programme sur le plan économique fut sans aucun doute le collaborateur numéro un est Vehbi Koç. "Dans le programme du nouveau gouvernement, dit-il dans un discours aux concessionnaires d'Anatolie, des diagnostics réalistes ont été portés sur les grands problèmes du pays et il a été déclaré qu'un mouvement de réformes serait lancé pour les résoudre. Il revient à tous ceux qui veulent du fond du cœur que le pays se développe rapidement dans une stabilité politique et économique, de nourrir de grands espoirs envers le programme de réforme du gouvernement Erim."

*

Muhsin Batur, commandant de l'Armée de l'air, aile armée du complexe militaro-industriel, et Celal Eyicioğlu, commandant des forces navales, ont expliqué, après avoir rencontré Muhammad Yahya Khan lors d'une visite au Pakistan alors que le peuple du Bengal était cruellement réprimé dans le sang, qu'ils approuvaient le programme du nouveau gouvernement en disant que le texte du mémorandum était "convenable".

Ce gouvernement de hauts responsables et de grands bourgeois a également été accueilli avec satisfaction par le

capital financier international. Voici ce que William P. Rogers, secrétaire d'État des États-Unis, après avoir précisé, dans son rapport présenté au congrès au sujet de la constitution de ce nouveau gouvernement, que l'administration Nixon soutenait le marché commun européen et qu'il était convaincu que cette unité allait préparer le terrain pour une future intégration, a dit de l'importance de la Turquie pour les États-Unis:

“La Turquie est une force dont nous avons besoin, que ce soit pour la protection de l'aile sud-orientale de l'OTAN ou pour la stabilité de la Méditerranée sud-orientale. La présence militaire soviétique en Méditerranée, avec l'aile sud-orientale de l'OTAN, la rendent encore plus importante. Les dirigeants turcs sont en train d'accepter l'OTAN comme fondement de la politique extérieure de la République de Turquie.”

Et quelques jours après la visite de William Handley, ambassadeur américain, au bureau du vice-président Karaosmanoğlu, l'ancien ambassadeur des États-Unis à Ankara, Parker Hart, appela les Américains et leurs alliés à déployer des efforts communs pour un programme à long terme permettant de pourvoir aux besoins militaires de base de la Turquie. Hart, précisant que l'aide qui serait apportée à la Turquie serait le meilleur investissement pour les États-Unis, appela, tout comme Koç, le gouvernement à encourager à plus grande échelle les investissements du capital étranger, et avança la nécessité de créer un équilibre entre les secteurs privés et publics.

Et dans cette atmosphère de flirt, au milieu du mois d'avril, tandis que les navires de la 6^e flotte visitaient le port d'Izmir, quatre destroyers américains firent leur show aux amis comme aux ennemis en croisant pendant six jours sur la Mer Noire!

*

La position antirévolutionnaire du gouvernement Erim s'est manifestée le plus concrètement par la mobilisation des procureurs contre les publications révolutionnaires. Bien

qu'Erim ait parlé de liberté de la presse et que le ministre de la Justice ait affirmé que les procureurs de la République accompliraient leur mission dans le respect des principes d'impartialité et d'équité, le mois dernier, deux numéros de la revue *Ant* ont soudain été saisis, plusieurs enquêtes successives ont été ouvertes, le total des années de prisons requis contre ses dirigeants et ses rédacteurs s'élevant à 770 ans.

Et pour la première fois en Turquie, une enquête a été ouverte, au titre de l'article 142, contre un professeur d'université et un maître de conférences pour les opinions qu'ils avaient exprimées dans *Ant*.

Le procureur, qui avait fait saisir le 10^{ème} numéro de notre revue pour l'article du Dr. İsmail Beşikçi "Les Causes de l'état d'abandon de l'Est anatolien" a ouvert une enquête contre l'auteur et Doğan Özgüden, rédacteur en chef, en vertu de l'article 142/3 du Code pénal. Le n°11 de *Ant* fut saisi à cause de l'article qu'İhsan Aksoy avait écrit sur celui de Beşikçi, "Sur les causes de l'état d'abandon de l'Est anatolien" et une enquête fut ouverte en vertu du même article à l'encontre d'Aksoy et de la responsable éditoriale de ce numéro, İnci Özgüden.

Avec ces nouvelles enquêtes, le total des années de prisons requises à l'encontre de Doğan Özgüden dans les trente et un procès et enquêtes ouverts contre lui s'est élevé à 149, et les amendes à la somme de 250 000 livres turques.

Pour l'article "Les Peuples du Moyen-Orient vaincront", là encore publié dans le n°11 de *Ant*, une enquête fut ouverte par le procureur en vertu de l'article 142/1-3 du Code pénal contre son auteur et İnci Özgüden, et le commentaire de cette dernière, publié dans le même numéro et intitulé "Les Menaces des pachas ne sauveront pas l'ordre", lui valut une enquête en vertu des articles 142 et 159 du Code pénal.

Au jour d'aujourd'hui, dans le cadre des huit procès et enquêtes ouverts contre İnci Özgüden, un total de 82 ans de prison a été requis.

Parmi les précédents responsables de la revue *Ant*, Osman S. Arolat encourt 142,5 ans de prisons dans 18 procès, Alpay Kabacalı 97 ans dans 23 procès et Yaşar Uçar 68,5 ans dans 15 procès.

Dans les 126 enquêtes et procès requis contre 25 personnes ayant dirigé ou écrit dans la revue *Ant*, ont requiert au total 770 ans de prison et 300 000 livres turques d'amende.

C'est le régime que l'on assoit sur le banc des accusés!

Info-Türk, janvier 1977

Le rapport rédigé par la Commission européenne des droits de l'homme sur la demande du gouvernement de Chypre à propos de la position de la Turquie sur l'île a enfin été envoyé au Comité des ministres du Conseil de l'Europe.

Dans ce rapport, en résumé, on assoit la Turquie sur le banc des accusés en documentant la façon dont les méthodes des forces armées turques piétinent les droits et les libertés humaines sur l'île depuis l'invasion turque de Chypre.

Mais sur de tels sujets, parce que ce ne sont pas les inquiétudes quant aux droits de l'homme, mais les comptes qui se règlent derrière le rideau de la diplomatie internationale qui jouent le plus grand rôle, l'aboutissement en décision politique d'accusations juridiquement établies peut prendre du temps, et peut même faire l'objet de longs marchandages dans les coulisses du Conseil de l'Europe.

La réaction des partis de droite de Turquie fut de diffuser, en faisant fi des constats des observateurs internationaux et en prétendant que c'étaient en fait les Grecs qui se montraient coupables de traitements inhumains envers les Turcs, la baliverne selon laquelle l'Europe entière se révélerait une fois encore l'ennemie de la Turquie.

Ceux qui suivent ce qui se passe dans le monde s'en souviendront: c'est d'abord à propos de la Grèce, pas de la Tur-

quie, que la Commission européenne des droits de l'homme a émis un rapport préconisant l'expulsion du pays du Conseil de l'Europe parce qu'il "piétinait les droits de l'homme et les libertés".

Les milieux centre gauche en Turquie diffusent en Turquie l'idiotie selon laquelle le rapport de la Commission des droits de l'homme aurait été différent si Ecevit avait été président au lieu de Demirel.

Or, ce qui est jugé par cette commission, ce ne sont pas les personnes mais les positions et les pratiques, au niveau des droits de l'homme, des gouvernements, des régimes que ces personnes représentent.

1. Les événements portés devant la Commission des droits de l'homme ont eu lieu pendant et après l'opération militaire réalisée sur les ordres donnés par le gouvernement d'Ecevit lors de sa présidence,

2. Après son départ, aucune critique ni condamnation n'est venue d'Ecevit au sujet des actes contrevenant aux libertés et droits humains perpétrés par l'armée turque à Chypre,

3. C'est encore le gouvernement Ecevit qui nommé Rauf Denktaş – mercenaire de l'impérialisme anglais qui n'avait rien à envier à Nikos Sampson du point de vue des actes fascistes – à la tête de la Chambre communale turque de Chypre et l'y a gardé après l'"opération paix".

4. Et enfin, tandis qu'avaient lieu les discussions au forum international, cette vérité évidente n'a échappé à personne:

Dans les années qui précédèrent l'invasion turque de Chypre, Turquie et Grèce ont connu le même destin. Les deux pays ont souffert le martyre sous le régime sanglant et oppressif de généraux et de colonels tortionnaires. On sait qui sont les tortionnaires, ceux qui ont violé les droits et libertés humaines, ceux qui ont versé le sang, des milliers de documents, de procès-verbaux ont été publiés dans les deux pays à leur sujet.

Mais que s'est-il passé ensuite?

Avant même qu'Ecevit n'arrive au pouvoir en Turquie, il avait garanti "qu'aucune poursuite ne serait engagée contre les tortionnaires" et, une fois au pouvoir, il avait transformé en héros ces officiers tortionnaires en les envoyant à Chypre au moment de l' "opération paix".

Face à cela, l'une des premières tâches du gouvernement Karamanlis accédé au pouvoir à la fin de cette même opération, avait été de traîner devant les tribunaux les officiers tortionnaires et les responsables de cette période de terrorisme sanglant afin de leur demander des comptes.

Il est impossible que cela ait échappé à l'opinion internationale et surtout à des institutions chargées de contrôler le respect des droits de l'homme comme la Commission des droits de l'homme.

Et enfin, nous ne pouvons pas ne pas aborder un autre aspect de cet événement: ce n'est pas la première plainte au Conseil de l'Europe affirmant que la Turquie "piétine les droits de l'homme".

Le régime turc a également fait l'objet de nombreux débats dans d'autres organes du Conseil de l'Europe, à savoir la Commission des affaires politiques et du Conseil consultatif, à l'époque où, entre 1971 et 1973, le régime du 12 mars était particulièrement meurtrier, et il a même été créé, au cours de l'été 1973, une commission spéciale pour enquêter sur les allégations de torture.

Au même moment Ecevit, président du CHP alors en campagne électorale, a fait tout son possible pour saboter ce processus.

Cela fait maintenant quatre ans qu'Ecevit est au pouvoir.

En Turquie un nouveau crime est commis chaque jour dans les rues par des commandos fascistes.

Les tortures se poursuivent, toujours aussi sanguinaires.

Les pressions d'un autre temps contre la pensée et toute tentative de rassemblement démocratique ou de manifestation se sont intensifiées.

Les articles fascistes 141 et 142, inspirés du code italien Mussolini, figurent encore dans le Code pénal turc, permettant d'emprisonner et de condamner les progressistes.

Enfin, parmi les pays membres du Conseil de l'Europe, la Turquie continue d'être le seul où le parti communiste soit interdit.

À une époque où les partis communistes créent au sein du Conseil de l'Europe des groupes indépendants, un motif politique ou stratégique ne peut permettre d'éluder une telle interdiction chez un pays membre du conseil.

Un dernier point: les cercles qui s'intéressent tellement à la sensationnelle et "légendaire" coulisse grecque doivent savoir que les Grecs dont ils affirment qu'ils perpétuent cette coulisse sont les mêmes qui, il y a sept ans, luttaient pour expulser la Grèce des Colonels du Conseil de l'Europe.

S'ils ont réussi, c'est qu'ils ont appuyé leur lutte, comme je l'ai expliqué plus haut, sur la seule arme valable dans les forums internationaux, à savoir le respect des droits de l'homme, ainsi que sur des positionnements et des documents concrets.

Et notre plus grand soutien international dans notre lutte à nous sur la voie de la fondation en Turquie d'un régime respectueux des droits de l'homme et permettant l'expression et le rassemblement de toutes les opinions politiques, nous est venu et continue de nous venir de ces cercles grecs.

Nouvelle année de lutte pour notre classe ouvrière

Info-Türk, septembre 1977

En Europe, les deux mois de vacances d'été sont terminés. Comme les locaux des pays européens où ils travaillent, près d'un million d'ouvriers originaires de Turquie ont atteint le terme de cette période, avec d'un côté la joie d'avoir retrouvé, même si ce fut temporaire, leurs proches, et de l'au-

tre de nouvelles tristesses, de nouvelles déceptions, mais, par-dessus tout, la conscience encore plus aiguisée par les négligences, voire les trahisons dont ils ont été victimes.

En Europe les bandes roulent de nouveau, les presses descendent, à des centaines de mètres de profondeur les foreuses déchirent les ténèbres en crachant des étincelles, et les produits du capitalisme européen prennent forme entre les mains d'un groupe d'ouvriers de Turquie.

Les problèmes de ces ouvriers de Turquie vendus au kilo et selon leur qualité comme des balles de tabac ou de coton, comme des sacs de noisettes ou de figues, sans qu'on leur donne aucune garantie, par les gouvernements turcs aux capitalistes européens, sont loin de pouvoir être résolus après les élections législatives du 5 juin pour lesquelles on nourrit tant d'espoirs.

Les problèmes des ouvriers de Turquie ont été exposés de manière détaillée au Grand Congrès ouvrier qui s'est tenu en Allemagne quelque temps avant les élections législatives, les 26 et 27 février en Allemagne, et tandis que d'un côté il avait été décidé que les ouvriers de Turquie s'organiseraient en fédération pour résoudre leurs problèmes entre eux, de l'autre on avait soutenu de manière inconditionnelle le CHP social-démocrate, qui se présentait aux élections en prétendant "gouverner seul", en espérant qu'il résoudrait lesdits problèmes.

Or, après les élections, c'est un gouvernement de "front nationaliste" qui, avec une composition épurée, c'est-à-dire une détermination de classe encore plus consciente de ce qu'elle faisait, se retrouva une fois encore au pouvoir, près de mettre en œuvre des politiques anti-ouvrières et ennemies du peuple, de la démocratie et de la paix.

Et les problèmes diagnostiqués au Grand Congrès ouvrier sont toujours là, au moins dans leurs aspects nécessitant pour leur résolution des décisions du pouvoir turc.

Mais le fait que la Turquie soit gouvernée par un pouvoir

ennemi de la classe ouvrière ne signifie pas que la lutte doit s'interrompre ou s'affaiblir. Au contraire, pour que les objectifs fixés au Congrès ouvrier soient atteints, il faut la poursuivre avec d'autant plus d'intensité. Sur ce point, la Confédération des syndicats ouvriers révolutionnaires (DİSK), dont une délégation participait au Grand Congrès ouvrier, a promis de lutter. Ainsi, la lutte susmentionnée sera, avec les populations ouvrières en Turquie et en Europe, l'une des principales composantes d'une lutte globale.

Il faut bien savoir qui aide qui: pour bien comprendre cette lutte et pour pouvoir y participer de manière plus efficace grâce à cette compréhension, repassons en revue les diagnostics faits par le Congrès ouvrier:

Le fait que des ouvriers de Turquie travaillent en Europe ne signifie pas, comme l'affirment à la fois les capitalistes européens et les cercles dominants qui, en Turquie, collaborent avec eux, participer au redressement de la Turquie, résoudre la pénurie de devises, ni accorder aux personnes sans travail ou incapables de se nourrir du travail et du pain. Au contraire, cela signifie participer encore plus à l'enrichissement des pays capitalistes européens à la sueur du front d'ouvriers de Turquie arrachés à leur pays.

Car:

En Europe, le développement du secteur industriel et du secteur des services, et ainsi l'élévation du niveau de productivité et de bien-être n'est possible que grâce à l'emploi de main d'œuvre étrangère.

Pour transformer une personne de vingt ans en main d'œuvre potentielle, les pays européens doivent investir une somme équivalente à 400 000 livres turques, un investissement qu'ils n'ont plus à faire s'ils font venir de Turquie un ouvrier adulte. C'est dire que les pays européens sont assis sur l'investissement de 400 milliards de livres turques fait par le peuple de Turquie pour former un million d'ouvriers.

L'âge moyen des travailleurs dans les pays européens est

élevé, par conséquent leur productivité est faible. Comme la condition d'un départ de Turquie pour aller travailler en Europe est de ne pas être âgé de plus de 45 ans, on comprend que les ressortissants de Turquie sont utilisés pour rajeunir la force de travail et augmenter la productivité en Europe.

Les abus ont été multipliés en profitant, les premières années en particulier, du faible niveau de conscience politique des ouvriers venant de Turquie pour augmenter la charge de travail, par exemple en multipliant par deux la vitesse des bandes.

Cette armée internationale d'ouvriers de réserve est tenue, par une série de dispositions juridiques et politiques, en l'état de force de travail constamment en mouvement et toujours prête à obéir aux ordres. Et cette situation, non contente de faire naître une nouvelle opportunité d'augmenter l'exploitation capitaliste, est en plus en train d'être utilisée comme une arme contre les ouvriers locaux.

Les ouvriers étrangers sont, du point de vue de l'impôt sur le revenu et de la sécurité sociale, soumis aux mêmes devoirs que les citoyens du pays. En contrepartie, ils sont dépourvus de la plupart des droits économiques, sociaux, politique et culturels dont jouissent ces citoyens. Ainsi, en ne rendant pas à l'égal de ce qu'il reçoit, le capitalisme européen se fait une source de profit supplémentaire sur le dos des ouvriers étrangers.

Et enfin, près d'un million d'ouvriers originaires de Turquie, en dépensant dans ces pays, sinon la totalité, du moins près de la totalité de l'argent qu'ils gagnent en Europe voire en plaçant ce qu'ils peuvent en économies dans les banques de ces pays, offrent au capitalisme européen l'opportunité d'un marché et d'une accumulation de capital supplémentaires.

Méthodes de base pour exploiter les ouvriers dans les pays développés d'Europe:

Les capitalistes européens font volontairement travailler

les ouvriers étrangers, y compris ceux venus de Turquie, dans des groupes à moindres revenus, et ils les forcent à faire, rapidement, de façon intense et sous la menace d'un renvoi, les travaux les plus difficiles, les plus dangereux et les plus nuisibles à la santé. Pour cette raison, les accidents du travail sont chez les ouvriers étrangers 2,5 fois plus fréquents que chez les ouvriers locaux.

94% des ouvriers étrangers hommes et 97% des ouvrières étrangères sont privées d'opportunités de formation professionnelle et de promotion. Ainsi, la majorité écrasante des ouvriers étrangers sont condamnés à rester leur vie durant des ouvriers non qualifiés.

En limitant leurs permis de travail et en leur interdisant de migrer, on réduit ces centaines de milliers d'ouvriers au statut de "bien personnel" des capitalistes européens, et les patrons se font des millions supplémentaires sur le dos de ces ouvriers qu'ils font travailler à bas salaire et sans leur payer leurs charges ni leur sécurité sociale.

Les ouvriers étrangers sont forcés à occuper, à des prix indécentes, des logements dépourvus de conditions sanitaires satisfaisantes, des ruines rescapées de la guerre et abandonnées à leur écroulement, et on laisse se former des ghettos turcs dans les quartiers périphériques des villes les plus développées d'Europe. Pour un logement de la même qualité, un ouvrier étranger doit payer un loyer supérieur de 30% à celui d'un citoyen européen local. Quant aux appartements de fonction accordés aux étrangers par certaines grandes usines et entreprises, un "loyer" qui s'élève à un tiers, voire parfois à la moitié de leur salaire mensuel, est retenu sur ce salaire, le patron tirant également de là des profits.

Une autre façon de voler les ouvriers étrangers, c'est de retenir sur leur salaire mensuel une somme obligatoire pour les repas. L'argent retenu pour un repas à base de porc que l'ouvrier venu de Turquie ne mangera pas et qui sera jeté à la poubelle se retrouve lui aussi dans les poches du patron.

Les portes de l'éducation sont elles aussi complètement fermées aux enfants des ouvriers étrangers. L'ordre patronal abandonne ces enfants à l'impossibilité d'apprendre et leur propre langue maternelle, et celle du pays dans lequel ils se trouvent, et comme ils viennent s'ajouter aux rangs de l'armée d'ouvriers de réserve pour la plupart sans qualification, une partie se transforme aussi en membres du lumpenproletariat.

Les lois appliquées contre les étrangers et les pouvoirs extraordinaires accordés à la police des étrangers, sont entièrement faites pour prévenir toute prise de conscience au sujet de leurs droits économiques et politiques, leur rassemblement en organisations et toute possibilité de lutte. Les droits élémentaires que les citoyens du pays considèrent comme "sacrés" sont piétinés sous le verdict que "tout étranger impliqué dans une action contrevenant à l'ordre public du pays ou met à risque les relations de ce pays avec un pays tiers pourra être expulsé." Ce qui est contraire, autant à la Déclaration universelle des droits de l'homme qu'aux accords d'Helsinki.

Les objectifs au nom desquels il a été décidé de lutter au Congrès ouvrier sont aujourd'hui encore valables sans aucune exception.

Place des ouvriers se trouvant en Europe dans la lutte démocratique:

Sans aucun doute, la lutte des ouvriers de Turquie en Europe n'est pas limitée aux objectifs qui leur sont propres et qui ont été énumérés plus haut. Ils prennent eux aussi place de façon active, en tant que partie de la classe ouvrière de Turquie, dans la lutte globale que mènent les forces démocratiques, indépendantes, socialistes et pacifiques, en premier lieu en Turquie, la classe ouvrière. Les exemples concrets de cela, on les a vus dans la résistance contre les Tribunaux de sécurité de l'État, dans les mouvements de protestation contre le massacre ouvrier du 1^{er} mai, dans le posi-

tionnement antifasciste pris lors des élections législatives, dans les campagnes de soutien à la grève du MESS organisée par les ouvriers des mines de Turquie.

Pour finir, avec le retour du Front nationaliste au gouvernement en Turquie et la poursuite de cette période de répression, la constitution d'un front démocratique initié par des syndicats, le DİSK en premier lieu, et des organisations démocratiques de masse, ainsi que les travaux de ce front sont suivis attentivement par les ouvriers se trouvant en-dehors de Turquie, et la pensée de la constitution d'un tel front réunissant sur une plateforme réaliste les cercles démocratiques les plus larges est soutenue par toutes les organisations d'ouvriers de Turquie et par les ouvriers syndicalistes.

Le positionnement révolutionnaire des ouvriers de Turquie ne se résume pas à leurs propres problèmes et à ceux de la Turquie. En partant du principe de l'internationalisme prolétarien, ils participent à la moindre occasion au soutien international de la classe ouvrière. Le cercle vicieux par lequel les milieux dominants en Turquie empêchent la création de relations internationalistes n'étant pas valable en Europe, ce sont les ouvriers de Turquie en Europe qui ont pu faire les premiers pas sur ce point. Adopter un positionnement commun avec les autres ouvriers, les locaux comme les autres migrants, dans la lutte pour leur pain, la démocratie, le socialisme et la paix, fait partie de la pratique quotidienne des ouvriers de Turquie en Europe.

Les millions d'ouvriers de Turquie en Europe, avec toutes ces caractéristiques, sont une force active essentielle du front démocratique qui est en train de se constituer en Turquie. Les forces progressistes qui prennent le chemin de ce front démocratique commun en Turquie doivent porter les objectifs, exposés plus haut, des ouvriers de Turquie en Europe, sur cette plateforme commune de lutte.

Cette plateforme commune, dans la mesure où elle comprend les problèmes de cette population de la classe ouvrière,

sera plus réaliste et atteindra une plus grande efficacité à condition qu'elle évalue lorsque nécessaire la place naturelle de cette population dans les rangs de ce front.

Sur les activités à l'étranger des Loups gris

İnfo-Türk, septembre 1979

Tandis que les crimes commis par le Parti d'action nationaliste (MHP), qui est en Turquie le principal responsable d'un terrorisme politique sanglant, sont révélés chaque jour par de nouveaux documents et de nouvelles confessions, des documents irréfutables concernant les activités de cette organisation à l'étranger ont aussi été révélés par le journal *Cumhuriyet* dans des publications successives.

Comme on le sait, le Parti d'action nationaliste poursuivant son organisation à l'étranger, la Cour constitutionnelle avait fait savoir qu'il prendrait la décision de fermer le parti s'il n'avait pas fermé tous ses bureaux à l'étranger avant 1976. Là-dessus, la direction du MHP avait déclaré à la Cour constitutionnelle en octobre 1976 qu'il avait fermé tous ses groupements à l'étranger.

Mais d'après les nouveaux documents révélés par *Cumhuriyet*, le MHP a poursuivi ses activités d'organisation en tant que parti à l'étranger pendant des mois après avoir fait cette déclaration. D'ailleurs, son président général, Alparslan Türkeş, après les élections législatives de 1977, avait demandé dès qu'il avait été réélu vice premier ministre, dans une lettre adressée à la "Présidence du conseil exécutif du Parti d'action nationaliste en Allemagne", que les travaux du parti soient menés de manière illégale sous l'apparence d'activités associatives et que l'on tire profit d'une collaboration avec le NPD, parti fasciste de RFA.

Voici ce que dit Türkeş dans sa lettre:

"Il faut transmettre à nos frères de race qui travaillent ou

sont éduqués en Europe de l'ouest les développements positifs qui ont lieu en Turquie pour notre parti, et accélérer les activités dans les sections autonomes de Kempen, Berlin, Hanovre, Cologne, Munich et Stuttgart du Conseil exécutif du MHP en Allemagne. Pour que nous puissions obtenir les résultats prévus en donnant la priorité aux travaux d'organisation dans lesdites villes et régions, il faut profiter, en se référant aux consignes envoyées par le quartier général, de la collaboration née entre le NPD et notre parti, de leur expérience et de leurs méthodes...

L'organisation de notre parti doit être faite de manière suffisamment large, en se rendant plus souvent avec des équipes spéciales créées pour l'occasion dans les logements de fonction, sur les lieux de travail, dans les foyers et dans les clubs ; il faut distribuer ces livres, brochures et textes qui expriment l'idéologie et la doctrine du MHP. Car les éléments les plus importants de la propagande sont l'affirmation et la répétition. En endossant l'expérience et les travaux obtenus jusqu'à présent et en nouant de meilleures relations avec les établissements secondaires du parti à l'étranger que sont les Loups gris, les Foyers turcs, l'Association des ouvriers turcs nationalistes, les Foyers idéalistes, etc., on profitera de tout cela de manière plus productive. Il faut donner la priorité aux équipes ayant reçu la formation adéquate. Si on réunit ainsi les jeunes Turcs pour les fédérer autour de l'idéologie turque et nationaliste, on pourra faire de ceux sur qui l'on peut compter des membres du parti."

La correspondance entre Alparslan Türkeş et le chef du parti fasciste allemand NPD a été révélée, cette fois encore par *Cumhuriyet*, le 19 septembre 1979. Voici ce que l'on peut lire dans une lettre écrite par Adolf von Thadden en 1970 en réponse à une lettre d'Alparslan Türkeş, président du MHP, et qui montre une collaboration très étroite entre les deux partis:

"Cher Türkeş,

Je vous remercie vivement pour les mots flatteurs que vous avez eus dans votre lettre pour moi et pour mon parti. J'ai particulièrement apprécié votre point de vue sur l'unité d'objectif entre nos deux partis. Leurs principes idéologiques élémentaires sont communs. Je suis certain que vous désirez vous aussi développer et renforcer ces relations d'amitié. Pour cette raison, j'accepte avec plaisir vos recommandations en ce sens. Nous avons accepté à l'unanimité l'échange de nos mouvements de jeunesse. M'autorisez-vous à faire de vous mon invité personnel? Ce sera un grand plaisir pour moi que de parler avec vous des problèmes politiques de nos pays et de chercher ensemble des possibilités de soutien réciproque."

Comme on le sait, le NPD est une organisation néofasciste créée pour ranimer le nazisme en République fédérale d'Allemagne, et il entretient une collaboration étroite avec les groupes fascistes du même acabit dans les autres pays. Cette organisation comprend aussi un mouvement nommé Eurodroite créé avec d'autres partis fascistes. Les représentants du MHP participent aux réunions d'Eurodroite et bénéficient de toutes sortes de soutiens d'organisations locales du pays où ils se trouvent, que ce soit en RFA, aux Pays-Bas, en Belgique ou en France.

D'après une autre nouvelle publiée par *Cumhuriyet* le 3 septembre 1979, certaines organisations connues pour soutenir le MHP ont ces derniers temps investi des millions en RFA. C'est dans ce cadre, par exemple, que le grand immeuble au 23 Graf-Adolf-Strasse, l'une des avenues les plus fréquentées de la ville de Düsseldorf, a récemment été acheté au comptant par l'intermédiaire de "Centres de culture islamique" et d'"Associations idéalistes". L'immeuble en question vaut plus d'un million de marks sur le marché actuel d'Allemagne de l'Ouest du fait de sa superficie et de son emplacement.

De la même façon, des membres du MHP ont dépensé des millions pour acheter des immeubles dans les villes de Hambourg et Stuttgart.

En outre, ils s'activent intensément pour recueillir de l'argent auprès d'ouvriers turcs pour les entreprises qu'ils ont créées, afin de financer leurs commandos.

On s'en souviendra, une telle réunion avait été organisée le 17 juin dans la ville de Heusden en Belgique, à laquelle avait participé l'ancien président des Foyers idéalistes.

D'après le rapport annuel publié en Allemagne par l'Office fédéral de protection de la constitution pour l'année 1978, les associations d'extrême droite dans la ligne du MHP se développent dangereusement en RFA.

Ce rapport fait savoir qu'en 1978 une centaine d'associations créées par le MHP sont en activité et sous l'influence de ce parti, et attire l'attention sur le fait que Türkiye vient fréquemment en Allemagne et que lors des réunions auxquelles il participe, les intervenants invitent ouvertement à "faire usage de la force".

Une lutte plus efficace contre l'escalade du fascisme

Info-Türk, décembre 1979

Le gouvernement minoritaire de Demirel, constitué avec l'appui déclaré du fasciste MHP, a prouvé dès son premier mois au pouvoir que le premier sujet à l'ordre du jour était de limiter les droits du peuple travailleur de Turquie et d'écraser les forces démocratiques.

Pour atteindre ce but, le gouvernement Demirel tente de mettre en pratique trois méthodes en même temps:

1. Renouveler complètement les fonctionnaires de l'État et donner tous les postes-clés libérés à des individus connus pour être des fascistes enragés et des réactionnaires,

2. Apporter aux lois des amendements antidémocratiques,

3. Pratiquer un terrorisme de masse.

Cette tentative pour rendre l'appareil de l'État encore

plus répressif en remplaçant d'abord tous les secrétaires d'État, tous les chefs de département, tous les préfets de région et tous les préfets de police, a progressivement commencé à cibler aussi les simples fonctionnaires et employés. Les institutions culturelles et les établissements d'enseignement, en particulier, sont en train d'être livrés, l'un après l'autre, à des individus à tendance fascisante. La mise en œuvre d'une hostilité à la culture, agressive au point d'interdire les livres de cours ou les manuels imprimés sous le gouvernement Ecevit, ou de faire arrêter les représentations du ballet *Un Conte d'amour* par les Ballets nationaux, au prétexte qu'il est adapté d'une œuvre de Nazım Hikmet a d'ores et déjà commencé.

On est également passé à l'action sans attendre en vue de faire des modifications de nature antidémocratique dans les lois. En réalité, le gouvernement Demirel trouve un travail qui lui a été mâché. Car les projets prévoyant ces amendements limitant droits et libertés élémentaires dans la Loi sur les pouvoirs et les devoirs de la police, le Code pénal turc, la Loi sur les rassemblements et manifestations, la Loi sur les Associations et la Loi sur les administrations locales avaient déjà été préparés sous le gouvernement Ecevit. Demirel n'a plus qu'à achever l'œuvre de ce dernier.

Dans le même ordre d'idée, un projet de loi a été préparé à la va-vite pour rétablir les Tribunaux de sécurité de l'État supprimés à une époque après le mouvement de résistance de notre classe ouvrière et des forces démocratiques. On sait que l'équipe d'Ecevit n'était pas foncièrement contre ces tribunaux, mais qu'elle avait seulement des opinions divergentes au niveau de la forme et des modalités.

Reste que dès son accession au pouvoir, la première tâche de Demirel, qui tout au long de l'année écoulée s'était constamment prononcé contre le prolongement de la loi martiale au motif qu'elle limitait les pouvoirs des commandants, fut de préparer un projet de loi augmentant les pouvoirs de

ces derniers et abandonnant complètement au chef d'état-major la nomination des juges et procureurs des tribunaux de la loi martiale. Ainsi, il a été demandé de se pencher sur les motivations des procureurs et juges militaires qui, au cours de la période précédente, avaient chassé sans concession le terrorisme d'extrême droite, qui avaient recouru à la Cour constitutionnelle au titre des articles 141 et 142 du Code pénal, et qui avaient porté plainte contre le MHP devant le Procureur de la République.

La troisième arme à laquelle le gouvernement Demirel a recours pour atteindre ses objectifs, c'est le terrorisme de masse. Depuis le changement de gouvernement, la violence politique, loin de baisser, a au contraire montré une escalade rapide aussi qualitative que quantitative.

On ne se contente pas de faire supprimer des scientifiques progressistes tel Cavit Orhan Tütengil par des assassins fascistes, on fait attaquer les funérailles auxquelles assistent des jeunes, des progressistes, des intellectuels par des milices sanguinaires.

Comme cela s'est passé à Beşiktaş, on tue en masse des jeunes progressistes en posant des bombes dans les cafés.

Comme cela s'est passé après le boycott des membres de l'Association pour l'union et le soutien de tous les enseignants (TÖB-DER) et la manifestation lors de l'anniversaire des événements de Kahramanmaraş, on lâche régiments et blindés sur des gens en train d'utiliser leurs droits démocratiques, on met en garde à vue cinq ou six mille personnes la même journée, on ferme des associations progressistes comme TÖB-DER, la Jeune Avant-garde ou l'Association des jeunes progressistes sur décision arbitraire des commandants de la loi martiale, et l'on poursuit en justice leurs dirigeants, requérant contre eux de lourdes peines, poussant ainsi le terrorisme jusqu'à ses extrêmes limites.

Face à cela, bien que l'on ait trouvé lors des perquisitions dans les locaux du MHP et d'organisations proches des listes

et les photos d'intellectuels progressistes à assassiner ainsi que toutes sortes d'armes mortelles, les dirigeants de ces organisations se pavanent, encore en liberté et Türkeş, principal soutien du gouvernement, guide les décisions de celui-ci à coup de déclarations tonitruantes.

Quant au président Demirel, malgré l'existence de toutes ces preuves, il prend la gauche pour cible en disant, blanchissant l'extrême droite lors d'un discours devant le groupe commun du Parti de la justice: "Aux racines de l'anarchie, il y a le plus grand ennemi de la turcité et de l'islam: le communisme. Les ennemis de l'État seront neutralisés quoi qu'il en coûte."

On ne pouvait pas attendre de Demirel qu'il se comporte autrement vu qu'il est arrivé au pouvoir avec le soutien déclaré des grands capitalistes de Turquie. Lorsque ces gros riches jugeront le moment opportun, ce sera au tour des droits économiques et sociaux des travailleurs d'être limités. D'ailleurs, l'Union des chambres, dans son rapport intitulé "Points de vue et conseils sur les problèmes importants et urgents de notre pays" qu'elle a remis à la mi-décembre au gouvernement Demirel, a demandé que l'on recherche les possibilités de fixer un plafond aux salaires en déterminant une politique générale des salaires, et que soient également prises une série de décisions pour surveiller le secteur privé au niveau de l'investissement, de l'impôt, du marketing et du change.

Le positionnement du gouvernement Demirel face au capital ne se limite pas à défendre les profits de la bourgeoisie turque mais va jusqu'à ouvrir grand les portes de la Turquie pour offrir au capital impérialiste les ressources du pays en main d'œuvre et en matières premières. Cette orientation n'a rien d'étonnant si l'on prend en compte, d'une part le positionnement de Demirel, que ce soit lors de la période d'avant 1971, où il avait gouverné seul, ou les politiques suivies lors des gouvernements de coalition, ainsi que les discours tenus

lorsque de la campagne électorale. Du reste, à la réunion des ministres de l'OTAN qui a eu lieu à Bruxelles à la mi-décembre, on a vu les exemples les plus honteux de fidélité à l'OTAN et de service aux ambitions militaristes des USA, et en plus le paquet de propositions du gouvernement Ecevit qui voulait que soit suspendues pendant cinq ans les relations entre la Turquie et la CEE a été retiré par le ministre des Affaires étrangères Hayrettin Erkmen.

Le porte-à-faux du CHP et l'opposition socialiste:

Face à cette rapide escalade du terrorisme fasciste et de cette représentation de l'impérialisme, le CHP doit constituer le plus grand obstacle en termes quantitatifs que ce soit au niveau parlementaire ou à un niveau plus global. Car c'est le seul parti politique représenté au parlement pour la "gauche" et c'est également l'organisation politique d'apparence "de gauche" qui bénéficie du soutien le plus massif en termes de voix obtenues à l'échelle de la Turquie.

Cependant, comme nous l'avons dit plus haut, parce que la plupart des mesures apportées sur le plan législatif par le pouvoir minoritaire du Parti de la justice avaient été préparée à l'époque du gouvernement Ecevit, l'opposition du CHP est dès le départ prise en défaut.

En outre, l'équipe Ecevit à la tête du CHP est trop occupée à résoudre ses problèmes internes de façon antidémocratique pour mener une lutte ouverte contre cette escalade fasciste. Pour la première fois dans l'histoire du parti, on a tout bonnement destitué la branche stambouliote uniquement parce qu'ils étaient contre l'équipe du quartier général. Ces querelles internes en partie apaisées lors de l'assemblée générale se sont de nouveau enflammées avec cette décision arbitraire. Peu probable qu'un CHP ébranlé par de telles querelles puisse lutter efficacement contre un terrorisme fasciste en progression.

Certes, un groupe de députés CHP explique au Parlement qu'ils lutteraient contre les lois antidémocratiques proposées

par le pouvoir et qu'ils défendraient sur le plan législatif les forces démocratiques, mais la plupart des groupes parlementaires CHP se contentent de suivre la politique d'Ecevit.

Dans ces conditions, la seule lutte cohérente face à l'escalade de la terreur fasciste est encore celle, bien que sa force soit quantitativement limitée, des organisations et personnes sur la ligne du socialisme scientifique.

C'est parce qu'il en est ainsi que les cibles déclarées du terrorisme fasciste que le gouvernement Demirel laisse proliférer sont les socialistes scientifiques.

Dans ces conditions difficiles, c'est objectivement sur les épaules des socialistes scientifiques que repose la lutte pour la démocratie et pour l'indépendance. Ceci est la concrétisation d'une réalité historique et scientifique dans les conditions actuelles de la Turquie.

C'est une réalité nue que même ceux qui n'ont pas réussi à se guérir de cette maladie qu'est le suivisme pourront comprendre sans se donner trop de mal: il n'y a pas à attendre aujourd'hui, pas plus que lors des époques précédentes, que le CHP social-démocratique assume l'avant-garde dans la lutte pour la démocratisation et l'indépendantisation.

Le fait que les masses CHP soient du côté de l'indépendance et de la démocratie en tant qu'objectif, voire, en dernier recours, du socialisme, et qu'une minorité au sein du groupe parlementaire CHP lutte en ce sens ne peut nous faire oublier cette réalité. Ces forces ne pourraient prendre place de façon dynamique dans les rangs de la lutte que si les socialistes scientifiques les ciblaient correctement et se montraient capables de les mobiliser en ce sens.

Mais ceci dépend avant tout de la capacité des socialistes scientifiques qui se trouvent encore disséminés dans différents groupes et associations à permettre l'unité du mouvement politique de la classe ouvrière tout autant que celle des forces anti-impérialistes et démocratiques qui gravitent autour de lui.

Les contacts initiés après les élections municipales du 14 octobre entre les deux partis du mouvement socialiste scientifique en Turquie, le Parti des travailleurs de Turquie (TİP) et le Parti socialiste ouvrier de Turquie (TSİP), dans l'optique de fusionner les mouvements politiques de la classe ouvrière, représentent un développement positif.

Chez les originaires de Turquie à l'étranger, de la même manière qu'en Turquie, l'état lamentable de l'opposition CHP accompagné de l'absence d'unité du mouvement socialiste scientifique induisent l'incapacité à former des unités d'envergure dans la lutte anti-impérialiste et antifasciste.

D'ailleurs, tout de suite après la perte du pouvoir par le CHP, le congrès de la Fédération des révolutionnaires populaires de Turquie en Europe (THDF-A), tenu le 24 novembre 1979 à Hambourg, a mis en évidence que les militants CHP de l'étranger n'avaient pas fait preuve de la moindre efficacité, pas même en période d'opposition, et avaient échoué à mobiliser les ouvriers démocrates, progressistes et sympathisants du parti en faveur des objectifs anti-impérialistes et démocratiques.

À ce congrès de la THDF-A, qui est une sorte de branche locale du CHP en Europe, avaient participé Alacakaptan, le vice-secrétaire général du CHP ; quant au président général Bülent Ecevit et à Willy Brandt, président fédéral du SPD, principal soutien du CHP en Europe, ils avaient tous deux envoyé un message d'encouragement.

Mais même ce congrès n'est pas parvenu à assurer l'unité entre les différents organisateurs issus du CHP, tout de suite après, certaines associations démissionnèrent de la THDF-A en prétextant des divergences de points de vue et de principes.

Il n'est pas possible non plus de parler d'une unité du mouvement socialiste scientifique au niveau européen. Le problème que rencontrent entre eux les partis et les groupes de la ligne socialiste scientifique pour établir une unité est un sujet qui doit être évoqué au niveau de la direction de ces

organisations, et il fait partie du processus de développement en Turquie que nous avons évoqué plus haut.

Quant à la lutte pour des objectifs anti-impérialistes et démocratiques, on est loin de pouvoir imaginer une union qui comprendrait les socialistes scientifiques, les sociaux-démocrates et les démocrates autour de ces objectifs, même les socialistes scientifiques n'ont pas réussi à s'unir entre eux. La première cause en est la position de monopole et d'hégémonie de l'un des mouvements constituant la plateforme socialiste scientifique.

À cause de ce positionnement, la FİDEF, fondée dans la revendication de devenir l'organisation démocratique de masse des ouvriers de Turquie en RFA, a rapidement été réduite au statut de sous-organisation d'un mouvement politique, perdant sa dimension d'organisation de masse.

De ce point de vue, la situation du Comité européen pour la paix et la liberté (ABÖK), fondé pour mettre en œuvre sur le plan européen la lutte existant en Turquie pour la paix et la liberté et qui aurait dû pouvoir comprendre un éventail plus large pour fonctionner, n'est pas différente. Cette organisation aussi a été limitée structurellement à des personnes ayant accepté une certaine ligne politique et a été transformée en sous-organisation de ce mouvement politique.

Cette mauvaise tendance a été clairement constatée dans la campagne ouverte contre l'installation des missiles Pershing II et Cruise en Europe. Bien que l'événement intéressât non seulement les socialistes scientifiques, les sociaux-démocrates, les progressistes mais aussi, parce que l'humanité tout entière était concernée, tous les pacifistes, la participation fut limitée du fait que la campagne avait été lancée par la FİDEF, et diverses forces pacifistes représentant divers courants n'avaient pas pu y participer en masse. C'est pour cette même raison que la marche du 9 décembre à Bruxelles n'a pas pu réunir un plus grand nombre d'ouvriers pacifistes de Turquie en Europe.

Cependant, en Turquie, cette campagne contre les missiles de la mort n'avait pas été abandonnée au monopole d'un seul mouvement politique et avait été plus réussie et plus efficace du fait qu'elle avait été menée ensemble par l'Association pour la paix, le Parti des travailleurs de Turquie et le Parti socialiste ouvrier de Turquie.

Pour l'union dans la lutte anti-impérialiste et antifasciste:

Pour permettre l'union de masses plus importantes dans cette lutte anti-impérialiste et antifasciste qui gagne encore plus d'importance et d'actualité dans la nouvelle période où nous entrons, il faut avant tout former une structure démocratique où pourront se réunir dans une totale équité et le respect mutuel socialistes scientifiques, progressistes et démocrates.

Par exemple, une structure telle que le Comité européen pour la paix et la liberté peut former la base d'une telle tâche. Mais pour que le Comité européen pour la paix et la liberté puisse devenir une telle structure, il doit se débarrasser de ses attributs de sous-organisation de mouvement politique et devenir réellement une organisation démocratique d'envergure où pourront prendre place, y compris dans les postes de direction, tous les représentants des forces démocratiques et pacifistes.

Si la campagne contre les missiles avait été organisée par un Comité européen pour la paix et la liberté de cette facture, si les banderoles et les slogans utilisés lors de la marche avaient été déterminés ensemble, la lutte aurait pu toucher des masses plus importantes. La même situation est valable du point de vue de toutes les manifestations antifascistes et anti-impérialistes à venir.

En Turquie, la répression et le militarisme fascistes connaissent une rapide escalade. Si les originaires de Turquie des pays européens disposant, relativement à la Turquie, de plus grandes opportunités et de plus grandes libertés, assument la responsabilité de réellement participer activement

et de soutenir la lutte menée en Turquie sous des conditions si difficiles, ils ne doivent pas tarder à former une structure où pourront prendre place tous les socialistes scientifiques, progressistes, démocrates et pacifistes.

Ceci est d'une importance vitale, non seulement pour permettre une participation efficace à la lutte anti-impérialiste et antifasciste de Turquie, mais en même temps pour avancer dans la lutte pour la résolution des problèmes personnels des ouvriers de Turquie qui travaillent dans les pays d'Europe.

Le coup d'État fasciste servi par l'impérialisme

Info-Türk, septembre 1980

Comme l'a précisé le Comité européen d'Union pour la démocratie (DIB) dans son communiqué en cinq langues publié en direction de l'opinion publique internationale tout de suite après le coup d'État du 12 septembre 1980, "le coup d'État militaire, dont le terrain et le prétexte étaient préparés depuis des années par les provocations systématiques menées par les forces fascistes, a été réalisé... Il s'agit de la dernière étape de l'escalade fasciste dans notre pays."

Les pratiques auxquelles s'est prêtée dès le premier jour la junte de cinq personnes qui a réalisé ce coup d'État sous le nom de "Conseil de sécurité nationale" a confirmé cette impression en montrant que ce coup était ouvertement de nature fasciste et que la dictature qui se mettait en place était une dictature fasciste.

Or, tout comme lors des premiers mois de la dictature du 12 mars, cette fois encore, dans certains cercles autoproclamés "progressistes", ce régime fasciste imposé à la Turquie par le capital international s'est encore une fois révélé dans ses tendances aux qualifications du genre "une lutte inévitable de l'Armée turque défenseuse des traditions démocra-

tiques”, et a même atteint des dimensions propres à conduire les forces antifascistes, le temps voulu, à s’engager dans un processus d’attente à l’issue incertaine au lieu de rejoindre les rangs de la lutte, et ainsi à se laisser pacifier.

Il y a même un mouvement de la plateforme socialiste scientifique qui, rejetant au second plan le contexte international du coup d’État du 12 septembre, son caractère de classe et ses pratiques terroristes et exagérant les relations personnelles entre les généraux juntistes, s’est laissé entraîner dans l’erreur de montrer le coup du 12 septembre non comme un coup d’État fasciste mais comme un “coup d’État militaire” et le régime en train d’être constitué, non comme un régime de dictature fasciste mais comme un “régime de dictature militaire”, allant jusqu’à ne pas se joindre aux manifestations des autres forces antifascistes ne partageant pas cette analyse.

Tandis que le capital financier préparait en Turquie un environnement propre à une dictature fasciste, d’un côté avec les pressions économiques du FMI et de l’autre les provocations des organisations terroristes telles que le MHP ou la contre-guérilla guidée par Washington, ce coup d’État fasciste a été réalisé dans le cadre des plans de l’OTAN, là encore guidés par Washington, et par des généraux aux ordres de l’OTAN.

Pourquoi le capital financier, qui poursuit une domination de classes avec une “bourgeoisie démocratique” d’apparat, a-t-il ressenti le besoin de passer à un régime plus répressif, à une dictature fasciste? La réponse à cette question repose dans la rupture de l’équilibre des forces au Moyen-Orient après la révolution iranienne au détriment de l’impérialisme, et dans le fait que les masses laborieuses de Turquie, déprimées par les conditions économiques, ont commencé à se positionner de manière plus consciente contre la dépendance aux USA et l’exploitation capitaliste.

Du reste, voici commente le Parti des travailleurs de Tur-

que définissait la préparation du coup d'État fasciste dans le document, qu'il avait publié le 3 février 1980, intitulé "Nos problèmes nos emplois, un seul parti un seul front"

Les forces impérialistes ont désormais perdu la capacité à former une chaîne de pays qui encercle le système socialiste et qui leurs soient liés par divers traités et bases militaires, et à limiter les liens des pays socialistes à des régions qui se trouvent à l'autre bout du monde. À la place, la principale méthode à laquelle recourt l'impérialisme est de trouver un ou quelques pays qui fasse un pont entre lui-même et une certaine région, et de parfaire grâce à ces pays son contrôle économique, politique et militaire. La Turquie a été jugée propice à une telle fonction."

Sur les résultats catastrophiques du référendum

Demokrat Türkiye, 15 novembre 1982

Alors que dans l'histoire mondiale, le 7 novembre symbolise, grâce à la grande révolution russe, l'ouverture de l'époque des révolutions socialistes, cette date est passée dans l'histoire, en Turquie, comme l'ouverture d'une époque de fascisme parlementaire entérinée par un référendum factice.

Dans les années à venir, la classe ouvrière, les masses laborieuses et le peuple Kurde de Turquie se souviendront de ce 7 novembre sous ces deux aspects, d'un côté comme le jour où s'est ouverte, à l'échelle du monde, la voie du socialisme et de la libération, et de l'autre comme celui où, en Turquie, les droits et libertés élémentaires ont été recouverts d'un châle de ténèbres.

Les événements vécus dans le passé, sans aucun doute, regorgent de leçons inestimables propres à influencer et à orienter l'avenir de l'humanité. Mais ce qui est déterminant, ce n'est pas le passé mais l'avenir.

N'oublions pas que l'histoire de l'homme remonte beau-

coup plus loin qu'au 7 novembre 1982 ou au 7 novembre 1917, elle remonte à 500 000 ans. Si nous résumons cette histoire de 500 000 ans pour la faire tenir dans une mesure de cent ans, c'est-à-dire si l'on considère que l'humanité n'est âgée que de cent ans, quatre-vingt-dix-huit de ces cent années ont été consacrées à la découverte du feu, à la fabrication de poteries en argile, à la création de moyens de production primitifs grâce à la taille et au polissage des pierres ainsi qu'à la domestication des animaux sauvages...

On n'a réussi à découvrir l'écriture, ce symbole de la civilisation, que vers la fin de la quatre-vingt-dix-huitième année, et la transmission aux générations suivantes de la connaissance et des expériences n'a été possible qu'après cette découverte... Tout cela pour dire que nous, aujourd'hui, nous ne sommes en mesure de connaître qu'approximativement deux années de ce passé.

L'apparition de l'art et de la littérature s'est produite six mois avant que ne brillent les premières étincelles des débuts de la science en Grèce antique. Cela ne fait qu'un mois qu'on a découvert l'imprimerie. La science expérimentale n'est pas vieille de plus de trois semaines. Il n'y a même pas neuf jours que la locomotive et les bateaux à vapeur ont été mis en circulation... Dans la même mesure temporelle, on a constaté l'invention du talkie-walkie il y a sept jours, le lancement du premier satellite de fabrication humaine dans l'espace il y a douze heures et le premier voyage spatial humain il y a quatre heures...

Lorsque l'on considère le passé à travers cette mesure temporelle, on voit que l'humanité est encore en train de vivre son enfance. Cela fait trois semaines que la première révolution bourgeoise a eu lieu, et le couronnement de la lutte de la classe ouvrière par la révolution socialiste est un événement qui date d'une semaine...

L'avenir, pour le monde en général et la Turquie en particulier, est plein de cahots, de naissances, de changements et

d'explosions imprévisibles pour aujourd'hui. Tous ces développements, assurément, ne sont pas aussi simples et faciles qu'il nous l'est expliqué dans le schéma que nous nous efforçons de projeter comme une pellicule de film montrée en accéléré. Cette simplification est l'expression de l'optimisme historique des révolutionnaires qui ont interprété le monde par la dialectique matérialiste, et sont allés plus loin en luttant pour le changer.

Mais chaque génération ayant traversé une partie de cette histoire cinq cent fois millénaire de l'humanité vit le bonheur orné de réussites, de conquêtes et de victoires, ainsi que la douleur tressée de défaites, d'oppressions, de tortures et de sang de sa propre époque à travers ce processus de transformations, qu'il s'exprime en années, en semaines, en jours ou en minutes.

Les peuples de Turquie sont aujourd'hui dans une époque qui entre dans la deuxième catégorie. Il faut parler clairement: le lavage de cerveau des classes dominantes qui détiennent l'État et sa communication de masse, leurs actes de répression plus ou moins secrets peuvent même faire signer leur propre acte de condamnation aux masses laborieuses, comme cela s'est passé au référendum du 7 novembre. D'autant plus si les organisations politiques existantes, qu'elles soient de gauche ou centristes, ne peuvent former et présenter devant les masses aucune alternative de confiance... Comme je l'ai mis en évidence dans mon précédent article, même les chefs du mouvement social-démocrate ne sont pas capables d'adopter un positionnement net face à la pression fasciste, et plongent la tête dans le sable en prétextant ne vouloir faire brûler "ni la broche, ni la viande"!

Le fascisme de Mussolini en Italie, comme le nazisme d'Hitler en Allemagne, sous les conditions propres à l'époque, ont grimpé les marches du pouvoir avec les voix des masses laborieuses préalablement passées au lavage de cerveau.

C'est cette expérience que la Turquie est en train de vivre.

Déchirer cet acte de condamnation, c'est-à-dire cette constitution fasciste, fonder un pouvoir populaire démocratique en lieu et place de cette dictature "constitutionnelle" militaro-civile, est un problème de lutte politique de longue haleine.

Cette lutte politique, elle n'est pas limitée au plan parlementaire. De toute façon, ce champ a été complètement fermé aux forces politiques qui représenteraient les intérêts de la classe ouvrière et des masses laborieuses dans un proche avenir.

Reste qu'avant le coup d'État du 12 septembre, et même plus tôt encore, à l'époque d'Atatürk, et à l'époque du "multipartisme", ainsi qu'après la proclamation de la constitution de 1961, le parlement n'a jamais cessé d'être le terrain de chasse politique des classes dominantes.

Lors de l'époque qui est devant nous, la lutte politique du mouvement démocratique se tiendra en grande partie en-dehors de ce "parlement" autorisé. Sans aucun doute, dans le cadre dessiné par cette nouvelle "constitution", les querelles ne manqueront pas. L'un des deux partis dont on aura confié la création à des personnes de confiance accèdera au pouvoir, l'autre le quittera. Certaines personnes de gauche chercheront même la possibilité d'un "travail politique légal" dans celui de ces partis qui leur semblera le plus proche.

Mais la lutte déterminante n'aura pas lieu dans le champ des disputes parlementaires entre les partis autorisés, mais au niveau des masses s'opposant à l'institution de la "présidence de la République" qui tient les ficelles et de ce parlement et des partis qui y sont représentés, ainsi qu'à la structure étatique fasciste qu'elle représente.

Avec le référendum du 7 novembre, la place de toutes les forces en présence dans l'arène politique de la Turquie s'est clarifiée. Pour la première fois en tant qu'institution, l'armée a perdu son image de "libératrice" daignant sortir de ses ca-

sernes pour rétablir la tranquillité lorsque nécessaire, et elle a officiellement pris sa place en tant que force politique dans le champ d'intérêt des classes dominantes.

Ces masses dont on nous dit qu'elles ont voté "oui" à plus de 90% pour la "constitution" et Evren en tant que président de la République, sont en contradiction avec la politique économique et sociale des forces dominantes qui imposent cette "constitution" et ce "président". Ces masses, lorsqu'elles trouveront une alternative en laquelle elles auront confiance, feront face à cette structure étatique fasciste avec toutes ses institutions et tous ses symboles.

Créer cette alternative recherchée par les masses, c'est avant tout le travail de la gauche turque. Mais il n'existe plus de possibilité ni pour la recherche d'équilibres au sein du parlement ou les "lignes réalistes" au poste de commande, ni pour spéculer ou tirer des comptes sur les "vrais héritiers du kémalisme".

La gauche turque, pour créer cette alternative, que ce soit avec ses éléments marxistes ou ses éléments sociaux-démocrates, n'a pas d'autre choix que de se préparer aux nouvelles normes de lutte idéologiques, politiques et partisans apportées par les conditions, tout en faisant un bilan réaliste du passé.

Sur le plan partisan, toutes les fanfaronnades liées aux supériorités hiérarchiques qui lui sont intrinsèques ont montré de facto leur faillite dans la pratique des deux dernières années.

Ni les prétentions de commander la "partie" au nom du "tout" en comptant pour rien les dynamiques internes de la société de la Turquie, ni l'irresponsabilité qu'il y a à parler au nom des masses sans voir qu'on en fait partie intégrante et prendre en considération leurs conditions objectives ne peuvent permettre de répondre à la réelle attente des masses.

La réponse est dans l'union antifasciste la plus vaste possible.

Le 7 novembre, l'histoire est tombée... Les nouveaux cadres dirigeants et les nouvelles formations seront dictés par les nouvelles conditions.

La documentation de l'histoire sociale de Turquie

Institut international d'Histoire sociale, 24 octobre 1988

Je voudrais dire quelques mots en général sur la situation dramatique en Turquie des travaux d'histoire sociale. L'histoire sociale, c'est avant tout un travail sur les sources. Pour qu'un tel travail soit possible, il faut que les sources existent et qu'elles soient accessibles aux chercheurs. Malheureusement, les chercheurs de Turquie sont les plus infortunés parmi leurs collègues du monde entier. Nous savons tous pourquoi.

Tandis qu'un terrorisme étatique constant, ciblant en particulier la classe ouvrière, à chaque coup frappé périodiquement prenait en étau les leaders, militants et sympathisants de la lutte sociale, il confisquait les documents, imprimés ou non, témoignant du développement de la lutte et, pire encore, il les détruisait avec une cruauté à faire pâlir les bûchers de l'Allemagne d'Hitler.

Mais le terrorisme d'État n'est pas le seul obstacle rencontré par le chercheur en histoire. Les sources de la lutte sociale sur le plan politique, en particulier à partir des années vingt, ont soit été publiées censurées selon les conditions de l'époque par la Troisième internationale à laquelle le mouvement communiste de Turquie était lié par une totale obéissance, soit, pour celles qui n'ont pas été publiées, été mises aux fers et rendues inaccessibles à tout chercheur de Turquie.

Heureusement, à partir des années soixante, la dynamique sociale de la Turquie et son développement rapide non lié à un centre international, a au moins dépassé ce deuxième

obstacle et laissé aux chercheurs en histoire sociale des milliers, des dizaines de milliers de livres, de journaux, de revues, de communiqués, de rapports, de cassettes et de films.

Il ne fait pas de doute qu'une partie de ces sources ont été victimes de la rage des coups d'État du 12 mars et du 12 septembre et restent accessibles. Moi-même, qui suis un journaliste et un éditeur ayant joué un rôle actif dans la lutte sociale des dernières trente-six années, la plupart des travaux non publiés dans les journaux, revues et livres que j'ai publiés en Turquie me sont inaccessibles. Mais je crois que cette situation est temporaire et que cet obstacle sera franchi lors du processus de démocratisation.

Les chercheurs travaillant, dans le champ de l'histoire, sur les migrations ouvrières sont sans aucun doute beaucoup plus chanceux. Dans les pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, ou encore en Australie, où travaillent des ouvriers originaires de Turquie, les obstacles, les limitations et la censure que l'on rencontre en Turquie n'ont pas cours, en tout cas pas officiellement. Jusqu'aux années soixante, la Turquie, qui pour l'opinion européenne, et ce malgré tous les efforts d'occidentalisation, n'est mentionnée que lorsque l'on parle des querelles de partage et des comptes stratégiques du capitalisme monopoliste, se trouve aujourd'hui, même si ce n'est pas reconnu officiellement, au sein même de la Communauté européenne, avec des millions de ressortissants. Pour cette raison, elle figure constamment dans l'actualité de la presse, des organisations démocratiques, des partis politiques, des institutions académiques et, par-dessus tout, des moyens de communications de masse des pays où se trouvent ses migrants.

La fait que l'Institut international d'Histoire sociale de Hollande, qui a organisé ce séminaire, ait ouvert la porte, en créant une section Turquie, aux travaux de recherche et de documentation en rapport avec l'histoire sociale de Turquie est l'une des preuves tangibles de ce soutien.

Les communautés ouvrières originaires de Turquie, elles aussi, profitent jusqu'au bout des droits et libertés démocratiques, comme de la liberté d'association et d'expression, que les peuples de ces pays ont acquis après des années de lutte. Au point qu'aux époques du 12 mars et du 12 septembre, qui en Turquie piétinèrent tous les droits démocratiques, le DİSK, mouvement syndical révolutionnaire de Turquie, tous les partis et groupes de gauche de Turquie et les organisations démocratiques de masse ont trouvé la possibilité de poursuivre leur lutte au sein d'une masse de deux millions d'originaires de Turquie, d'élever la voix et d'interpeler l'opinion internationale de la manière la plus large qui soit.

Plus important encore, dans ces travaux, ils ont trouvé un soutien important auprès des syndicats des pays en question, des organisations démocratiques, des partis de gauche, du centre ou de la droite modérée, et ont pu recourir aux moyens de communication de masse. Ces éléments ont permis et continuent de permettre une accumulation de sources d'une grande richesse pour les travaux de recherche et de documentation en histoire sociale. Sur ce qui touche au processus de migration de la Turquie vers l'Europe, je partage globalement les constats de M. Keskin. C'est pourquoi je n'entrerai pas dans les détails dans la durée limitée qui m'est impartie pour cette intervention. Mais je ferai les ajouts suivants:

Quand on examine les migrations, il ne faut pas s'en tenir aux migrations internationales, il faut aussi garder à l'esprit les migrations intérieures, des zones rurales vers les grandes villes. En fait, la migration extérieure pour raisons économiques en est l'extension naturelle. De ce point de vue, il faut traiter en histoire sociale la migration extérieure comme faisant partie d'un tout.

De plus, bien que la migration ouvrière de masse depuis la Turquie ait débuté dans les années soixante, au niveau des recherches en histoire sociale il faut remonter jusqu'aux pré-

cédents faits de migration. Qui n'étaient sans doute pas de motivation purement économique.

Dans les années d'effondrement de l'Empire ottoman, à la fin du XIXe et au début du XXe siècles, il y eut une migration économique, qu'il ne faut pas négliger, au départ de la Turquie et en direction d'Amérique latine et d'Amérique du Nord. Si notre sujet de recherche ne se limite pas aux Turcs et aux Musulmans de Turquie, il convient de réserver une place importante dans nos recherches aux migrations extérieures dues aux pressions nationales ou religieuses. À ce point de vue, les migrations, qui ont en particulier commencé au début du siècle et se poursuivent encore aujourd'hui, de citoyens turcs d'origine arménienne, kurde, syrienne, chaldéenne ou grecque ne doivent surtout pas être négligées par les chercheurs en histoire sociale. Les historiens, à ce sujet, ne doivent pas rester liés aux thèses officielles circulant en Turquie, mais doivent prendre en considération les constats des communautés victimes de répressions elles-mêmes et des observateurs internationaux.

Sans aucun doute, dans les migrations internationales, la migration pour raisons politiques tient aussi une place importante. Même dérisoire en nombre, l'exil des jeunes turcs qui a marqué de son sceau les développements politiques au XIXe siècle, ainsi que les Spartakistes turcs qui ont joué un grand rôle dans le mouvement socialiste en Turquie, revêtent une grande importance de fait. Et il ne faut pas oublier non plus qu'à l'époque où les Spartakistes turcs étaient actifs en Allemagne, on y trouvait aussi des ouvriers turcs ayant migré pour des raisons économiques.

Lors de l'Indépendance nationale et par la suite, jusqu'aux années cinquante, des milliers de citoyens turcs ont émigré, certains de leur propre volonté pour se joindre à la Révolution soviétique, d'autres contraints par la répression subie en Turquie. La plupart ont tenu des rôles importants dans l'histoire du Parti communiste turc (TKP) ; sans aucun doute pour le meilleur comme pour le pire...

L'émigration politique d'après le 12 mars 1971 est différente de celle des membres du TKP en vertu de son caractère pluraliste. Avant toute chose, le mouvement communiste dans le monde n'évolue plus désormais autour d'un centre unique. Le TKP, qui a produit sa politique d'après les orientations tactiques du centre "auquel il se trouvait historiquement lié" plus que d'après les réalités de la Turquie, ne compte pas, de fait, parmi les organisations syndicales et politiques des années soixante. Les liens de masse de certains dirigeants du TKP installés dans les pays socialistes sont limités à de petits groupes formés avec le soutien des partis communistes locaux des pays européens.

Les conditions objectives du pays et les niveaux de développement de la classe ouvrière ont apporté une dynamique politique tout à fait neuve à gauche. En peu de temps, cette dynamique a subi des divergences parallèles aux polarisations du mouvement communiste mondial.

La migration politique d'après 1971 présente un éventail de toutes ces tendances. Cette nouvelle génération d'émigrants politiques trouvant un environnement de travail efficace parmi la masse de migrants économiques d'origine turque en Europe a dépassé, sur le plan international également, le ghetto politique limité aux partis communistes officiels locaux hérités de la Troisième internationale, et est entrée, aux plans politique et démocratique, dans un environnement de relations incluant les cercles les plus larges dans la communication de masse.

Reste que cette masse ouvrière migrante en Europe n'est pas, comme certains ont pu le prétendre, totalement composée de personnes venues des zones rurales et novices dans le domaine de la lutte sociale et de l'engagement. Quand le capitalisme européen recrutait de la main d'œuvre de Turquie, il a été donné une importance particulière à la sélection d'ouvriers qualifiés. La quasi-moitié des ouvriers originaires de Turquie ayant migré en Europe s'étaient déjà trouvés aupa-

ravant dans des villes de Turquie où ils avaient travaillé comme ouvriers. Il ne faut pas oublier que les années de recrutement de ces ouvriers coïncident avec une époque où le syndicalisme révolutionnaire commençait à devenir dominant dans le secteur privé.

La migration politique d'après 71, dans un tel environnement objectif, a grandement contribué à la syndicalisation, à l'engagement et à l'élévation des revendications en termes de droits des migrants de Turquie.

C'est encore cette migration politique d'un nouveau type qui a porté du sang frais à ce TKP qui dans la pratique n'existait pas en Turquie, dont l'influence était extrêmement limitée auprès des masses de migrants, et qui lui a permis de se montrer en Turquie au côté des autres politiques de gauche.

À la fin des années soixante-dix, toutes les politiques en Turquie se sont organisées en Europe à tel ou tel niveau, qu'elles soient de gauche ou de droite.

Une infrastructure importante a été formée. Nous connaissons tous la migration politique d'après le coup d'État de 1980. Cette fois, ce sont des dizaines de milliers d'hommes politiques et de syndicalistes, y compris de nombreux dirigeants du plus haut niveau, qui sont en exil politique. Tous ont trouvé cette infrastructure plus ou moins bien préparée auparavant. L'efficacité internationale de cette force politique grandissant d'un coup au niveau quantitatif également a augmenté proportionnellement. Cette augmentation d'influence a forcé l'administration du 12 septembre à prendre une série de mesures de dissuasion comme la non-prolongation des passeports, la déchéance de nationalité ou la saisie des biens en Turquie. Aucun doute que la migration politique a développé en son sein, en même temps que son influence et ses succès, une série d'effets négatifs et de mauvais positionnements.

Avant toute chose, on trouve dans la migration politique en Turquie, et même plus qu'il n'en faut, du sectarisme, de

l'intolérance et de la calomnie. Au point que les dirigeants migrants politiques du TKP n'ont vu aucun inconvénient à utiliser les radios longue portée offertes par les pays socialistes pour accuser tous ceux qui n'étaient pas de leur bord, y compris des dirigeants de partis avec qui ils ont aujourd'hui fait union, d'"espions", de "provocateurs", de "séparatistes" et de répéter ces diffamations dans les journaux, brochures et livres publiés avec l'aide, là encore, des pays socialistes.

Comme l'a très bien montré Mete Tuncay dans sa communication, ces sempiternelles pratiques de diffamation ciblant jusqu'aux anciens leaders du TKP ont malheureusement atteint également les autres groupes de la gauche turque, et les extensions en situation de migration politique de ces groupes, tout en luttant résolument contre le régime en Turquie, n'ont pas été en reste pour commettre des attaques pouvant parfois aller jusqu'à l'utilisation de la force brute.

Du point de vue de l'histoire sociale, ces développements sont un sujet qui doit être étudié avec ses points positifs et négatifs, avec la plus grande attention et en s'appuyant sur des documents solides. Il faut en particulier analyser correctement les déclarations et publications réalisées par les groupes politiques sans négliger la double-vérification des faits. L'un des points qui posera le plus de difficulté à l'historien qui étudie les faits de migration pour parvenir à certains jugements est probablement de pouvoir définir à quel point les intérêts personnels des masses ouvrières migrantes contredisent ou concordent avec les travaux politiques sur la Turquie que nous avons évoqués plus haut.

Comme M. Keskin l'a précisé, les ouvriers migrants originaires de Turquie ont désormais quitté le statut de "gastarbeiter" et se sont sédentarisés. Pour le dire autrement, ils ne font plus partie de la classe ouvrière de Turquie mais ont intégré celle des pays où ils se trouvent. C'est encore plus vrai pour les deuxième et troisième générations. Les politiques de Turquie ont mis la priorité sur les problèmes de la Tur-

quie dans leurs travaux parmi les migrants en Europe, ils ont profité autant que possible de cette masse en tant que soutien logistique. Ils ont recueilli de l'argent lorsqu'ils en ont eu besoin, ont acheté du matériel, ont vendu les publications des organisations, ont reçu leurs "leaders", mais ils n'ont rien fait de concret au niveau des problèmes personnels de ces mêmes ouvriers migrants.

Par exemple, même dans les documents du Parti des travailleurs de Turquie (TİP), qui est en Turquie le parti socialiste légal à la plus grande longévité, on ne trouve aucune explication à ce sujet. Même le DİSK n'a fait preuve d'aucun travail constant à ce sujet. Les affirmations relatives aux campagnes de récolte d'argent menées, en pleine influence dans la direction de sa tendance politique, par le DİSK en Europe au lieu de s'occuper des problèmes des ouvriers migrants, est l'un des sujets que les chercheurs en histoire sociale doivent étudier attentivement.

Certains des dirigeants du DİSK ayant émigré après le coup d'État du 12 septembre n'ont pas, eux non plus, réellement travaillé pour résoudre les problèmes personnels des ouvriers migrants. Les problèmes des ouvriers migrants sédentarisés à l'étranger, en particulier ceux de la deuxième ou de la troisième génération, pourraient être résolus par leur intégration, plus qu'à la vie politique de Turquie, à la vie sociale, culturelle et politique du pays où ils se trouvent. De ce point de vue, ceux-ci doivent lutter, d'abord pour participer, avec les ouvriers migrants locaux mais aussi d'autres nationalités, dans les syndicats et partis politiques des pays où ils se trouvent, mais aussi pour leurs droits électoraux et pour que leurs enfants, tout en grandissant dans leur propre culture, s'adaptent mieux à la vie sociale et culturelle du pays où ils se trouvent.

Evaluer de manière saine les relations entre la migration politique et les masses de migrants pour raisons économiques est d'une importance vitale, non seulement du point de vue des problèmes personnels des ouvriers migrants mais aussi

de celui du renforcement, en Europe, du bloc des travailleurs contre celui du capital, dans le processus de leur intégration.

Les sources pouvant être mises à profit par le chercheur en histoire sociale dans ces travaux, comme je l'ai précisé tout au début, sont infiniment plus riches que celles que l'on pourrait trouver en Turquie.

Avant toute chose, les éditions spéciales publiées en Europe depuis plus de vingt ans par les journaux turcs, bien qu'elles présentent des nouvelles et commentaires sujets à caution, représentent des sources importantes.

La presse des pays faisant travailler des ouvriers migrants contient aussi beaucoup d'informations utiles à ce point de vue.

Les migrants originaires de Turquie ont fait l'objet d'innombrables études par les universités et institutions académiques d'Europe, mais aussi par les syndicats et les organisations démocratiques ou luttant contre le racisme et la xénophobie.

Les documents relatifs au sujet des institutions de la Communauté européenne, du Parlement européen, du Conseil de l'Europe, de la confédération des syndicats européens, de la Confédération internationale des syndicats libres, de la Confédération mondiale du travail, de la Fédération syndicale mondiale et de l'Organisation internationale du travail sont des sources de toute confiance.

Des centaines de jeunes de la deuxième génération de migration préparent, dans de nombreuses universités européennes, leur thèse sur les problèmes des masses ouvrières parmi lesquelles ils ont grandi.

À côté des écrivains et chercheurs venus de Turquie, de jeunes écrivains, à mon avis encore plus importants que les précédents, issus de la jeunesse de ces masses migrantes, constitueront avec leurs œuvres majoritairement écrites dans la langue du pays où ils se trouvent une autre source importante.

Indéniablement, les communiqués, déclarations et publications des groupes politiques originaires de Turquie consti-

tuent, avec les réserves que j'ai émises plus haut, autant d'autres sources auxquelles il sera possible de recourir.

Témoignage dans le procès du régime du 12 septembre *Tribunal international, Cologne, 10 décembre 1988*

Chers membres du jury. En cette époque où le régime de Turquie frappe aux portes de la Communauté européenne, le fait qu'un tel tribunal international se réunisse dans l'une des métropoles européennes est de la plus haute importance.

À l'heure où le général Kenan Evren et son Premier ministre Özal sont reçus avec faste par les dirigeants des démocraties européennes, il était depuis longtemps inévitable qu'un organe indépendant composé de personnalités internationales rappelle à l'opinion et en particulier aux dirigeants des pays européens le véritable visage de la "démocratie" militariste qui, au sud-est de l'Europe, oppresse les peuples turc et kurde.

Je voudrais d'abord, en tant que journaliste actif depuis trente-six ans dans la lutte pour la démocratie en Turquie, préciser ceci. Il est honteux que certains journaux turcs, avant même d'écouter les vérités qui vont être énoncées ici, aient qualifié ce tribunal de complot ourdi contre l'État turc par des hors-la-loi. Le fait que les leaders de la social-démocratie turque aient interdit à leurs propres députés de participer à ce procès représente un comportement tout aussi blâmable.

Mais le fait que ces gens qui méprisent ce tribunal partagent ou pas le verdict qui en sera issu n'a que peu d'importance pour nous.

Dans l'histoire de ces quarante dernières années, la Turquie a connu trois coups d'État militaires, dont j'ai vécu en personne les deux premiers, en 1960 et en 1971. C'est après le deuxième que j'ai été contraint par les plus de trente plaintes déposées contre moi de quitter la Turquie pour poursuivre ma lutte à l'étranger. J'ai observé attentivement de

l'extérieur les remous sociaux et politiques qui ont servi de prétexte au coup d'État de 1980 et le terrorisme d'État inédit qui l'a suivi. Comme beaucoup de démocrates turcs et kurdes, j'ai été déçu de ma nationalité turque par le gouvernement militaire. Notre crime était d'alerter l'opinion internationale sur le fait que les droits humains étaient piétinés en Turquie. Cela n'avait rien d'étonnant...

Le régime du 12 septembre, établi par des généraux au prix des vies et des libertés de ceux qui ne s'étaient pas soumis et avaient résisté, a été baptisé dans un bain de sang. Le président de la République de ce régime est le bourreau en chef de ce massacre. Le Premier ministre actuel, Turgut Özal, fut d'abord, en tant qu'homme de confiance du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale et pour reprendre l'expression de la presse occidentale, le "tsar économique" du régime. C'est ce même Özal qui, depuis 1983 sous l'attribut de "président civil", met en pratique les mesures répressives entérinées par les lois acceptées par la Constitution et par la Junte.

Pire encore, le nouveau régime repose sur la "coalition sacrée" des deux ailes de l'extrême droite, l'intégrisme saoudien et le panturquisme des Loups gris. La synthèse turco-islamique est en train d'être mise en œuvre en tant que fondations idéologiques de la République de Turquie.

- La loi martiale a été levée, mais c'est encore le Conseil de sécurité nationale, dominé par les généraux, qui répond des questions de sécurité.

- Des milliers de progressistes et de démocrates se trouvent encore dans les prisons militaires et civiles.

- La torture et les pratiques inhumaines dans les prisons envers les prisonniers politiques se poursuivent. Les Européens, en même temps qu'ils reçoivent le général Evren et Turgut Özal, se bouchent les oreilles pour ne pas entendre les cris des prisonniers politiques en grève de la faim.

- Les tribunaux militaires pratiquent encore la peine de mort. La semaine dernière encore, la Cour de cassation a en-

voyé à l'Assemblée populaire trois nouveaux condamnés à mort. Deux cent vingt-quatre condamnations à mort sont encore à l'ordre du jour à l'Assemblée.

Les partis de la classe ouvrière et du peuple kurde sont encore interdits. Lors de sa dernière visite en Allemagne, Evren a dit qu'il ne s'opposait pas à ce que le "parti communiste" soit libéré. Le problème n'est pas celui de la légalisation d'un parti nommé "communiste" et qui aurait été conçu sous cet ordre, mais celui du droit d'association libre de partis défendant sans concession les droits et les revendications de la classe ouvrière et du peuple kurde.

- Comme l'a constaté l'Organisation internationale du travail, les droits sociaux et syndicaux sont encore extrêmement limités. Le DİSK est encore exclu du monde du travail.

Les journalistes sont constamment traînés devant le Tribunal de la sécurité de l'État et les tribunaux pénaux. Vingt-sept journalistes se trouvent encore emprisonnés, condamnés à un total de 3000 ans de prisons.

Les universités sont encore privées d'autonomie académique et soumis à la discipline militaire du Conseil de l'enseignement supérieur.

1 600 000 personnes figurent encore sur la liste des "suspects". Les fonctionnaires publics sont privés du droit de travailler et de voyager à l'étranger.

- Plus de 14 000 personnes ont été déchues de la nationalité turque. Les réfugiés rentrant au pays sont immédiatement emprisonnés et livrés aux Tribunaux de la sécurité de l'État.

Les droits nationaux, culturels et religieux du peuple kurde et des minorités chrétiennes sont niés. Le Kurdistan de Turquie se trouve occupé par l'armée turque, livré au régime d'un "état d'urgence" décrété par un "super préfet" ou plutôt un préfet de la colonisation.

C'est aujourd'hui le quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme... Mais le régime d'Ankara est en train de trahir ouvertement cet accord dont

la Turquie fut l'un des premiers signataires. Ce régime "*alla turca*", cette "démocratie" militariste n'a aucune place au sein de la famille des démocraties européennes.

Il est triste que ce régime de la honte ait été de nouveau admis au Conseil de l'Europe il y a trois ans et qu'on lui ait immédiatement décerné la présidence tournante du Conseil des ministres.

On a également à rougir de la manière dont ce régime a été invité à patienter dans la salle d'attente de la Communauté européenne il y a deux ans.

Le couple Evren-Özal, ces deux collaborateurs de l'intégrisme saoudien, se trouve en position de défendre, avec une hypocrisie jamais vue, les valeurs démocratiques de l'Occident et, hélas, est pris comme interlocuteur dans les négociations relatives à la candidature de la Turquie à la Communauté européenne.

Quant aux dirigeants européens, ils sont indirectement complices des crimes contre l'humanité commis par le régime turc.

Mais je crois que les puissances démocratiques internationales ont leur mot à dire face à cette mascarade. Ce mot revient aujourd'hui au jury ici présent.

Et je crois que le verdict que prononcera ce tribunal international prendra place dans l'histoire de la lutte pour les libertés au côté de celui prononcé il y a vingt ans par le tribunal Russell.

Pas de problème kurde mais un problème de dictat turc!
Aydınlar ne diyord? Ortadoğu Verlag, décembre 1993

Lorsque Kemal Uzun m'a téléphoné pour me demander: "Quelle forme devrait prendre une résolution du problème kurde?", j'étais en train de discuter avec un ami belge du dernier épisode de la bataille linguistique qui depuis le début du siècle métamorphose ce pays.

Les Flamands s’opposaient à l’utilisation exclusive de l’Allemand et du Français en tant que langue de commandement dans le Corps de réaction rapide européen nouvellement créé et composé pour l’instant de soldats allemands, français et belges, argumentant que puisque des soldats flamands entraient dans la composition du corps belge, on devait également utiliser le Flamand.

Pour un étranger ne connaissant pas très bien l’histoire de la Belgique et la réalité de ses nationalités, il peut sembler absurde au premier regard que l’on utilise, dans un organisme international, le flamand en même temps que le français qui est une langue universelle.

Mais les choses ne sont pas ce qu’elles semblent au premier abord. Et c’est parce qu’il n’en est pas ainsi que les Flamands, y compris les francophones s’opposant à cet argument (les Wallons et les Bruxellois parlant français), cherchent une solution dans un débat démocratique sans recourir à la facilité et au caractère primitif d’accusations de “séparatisme” ou de “traîtrise à la patrie”.

Même après des siècles de servitude aux mains de l’étranger, même privées du droit d’utiliser librement leur propre langue et leur propre culture, les nations disposent d’une “mémoire commune” indestructible.

L’hégémonie francophone, dans cette Belgique fondée artificiellement en tant qu’État il y a 163 ans à la suite des négociations de partage des super-puissances européennes, a privé pendant plus de cent ans le peuple flamand du droit d’utiliser sa propre langue à la porte de l’État, de recevoir une éducation dans sa propre langue et de préserver sa propre culture. Au point que des milliers de paysans flamands, simplement parce que la langue de commandement dans l’armée était le français et qu’ils ne comprenaient pas les ordres des officiers, ont perdu la vie au cours de la Première Guerre mondiale.

C’est ce genre d’expériences douloureuses qui a forcé le peuple flamand à se révolter contre l’État central sous hégé-

monie francophone. Derrière l'argument linguistique actuel relatif au Corps de réaction rapide européen, il y a cette réalité historique.

Cet État belge artificiel a progressivement cessé d'être un État unitaire face à la réalité des peuples, et est aujourd'hui devenu une fédération regroupant trois régions, trois nations. Les parties parlant français, flamand ou allemand (quelques petites communes à l'Est) ont leurs propres assemblées et gouvernements communautaires indépendants. Chaque communauté répond de manière complètement indépendante à ses propres problèmes d'éducation et de culture.

Les Wallons francophones, dans le sud où ils sont en majorité, ont une région disposant d'une assemblée et d'un gouvernement régionaux, tout comme les Flamands dans le nord. Chaque peuple répond des problèmes économiques et sociaux de sa région de manière totalement indépendante. Et cela va jusqu'au fait que même Bruxelles, la capitale belge, parce que sa population est mêlée de Flamands et de Francophones, dispose de sa propre assemblée et de son propre gouvernement où siègent des représentants des deux populations et qui sont indépendantes des deux autres régions.

Quant au gouvernement fédéral central créé en commun par les Francophones et les Néerlandophones, ses compétences se limitent à la politique extérieure, à la défense et aux affaires sociales.

Bien entendu, une structure étatique aussi complexe connaît dans la pratique diverses difficultés, mais comme les peuples mettent au-dessus de tout leur identité et leur honneur, ils se plient avec abnégation à ces problèmes temporaires. Au point qu'au sein de chacun de ces peuples, des forces politiques non satisfaites de cette structure fédérale et prônant l'indépendance au prix d'une disparition totale de la Belgique sont en libre activité et représentés librement dans tous les organes législatifs et exécutifs. Ils luttent pour prendre place au sein de la toute nouvelle Union européenne non par l'intermédiaire de la Belgique

mais directement avec leurs propres organes. Et par conséquent, aucun de leurs politiciens n'est emprisonné, aucune publication n'est interdite, aucune organisation n'est dissoute.

Pour en venir à notre sujet:

À mon avis, il n'y a pas de "problème kurde" mais un problème de dictat turc...

S'il y a un problème, il ne vient pas des Kurdes, qui luttent pour regagner leur identité nationale et leur honneur sur les terres où ils vivent depuis des millénaires, mais des gouvernements turcs qui nient depuis des années les peuples locaux des terres sur lesquelles ils ont après-coup fondé leur dictat. De plus, les victimes de ces gouvernements ne sont pas seulement les Kurdes, mais tous les peuples d'Anatolie, les Arméniens, les Assyriens, les Grecs et même les Turcs ne se soumettant pas à l'idéologie officielle...

Bien entendu, on ne peut pas vouloir la violence, de quelque côté qu'elle vienne. Mais qui y a recouru le premier, qui la poursuit malgré les appels unilatéraux au "cessez-le-feu"? Est-ce le PKK qui est responsable des opérations de torture de masse menées par la gendarmerie mobile dans les villages kurdes dès les années soixante-dix? Si l'on doit mettre fin à la violence, le premier pas doit être fait par les premiers qui y ont recouru et qui doivent pouvoir dire "oui" à une résolution politique.

La résolution politique au problème des peuples de Turquie doit être recherchée dans un environnement réellement démocratique et un dialogue auquel participeront les représentants indépendants de toutes les composantes de la mosaïque dans des conditions d'équité.

Il faut permettre aux nations de déterminer leur propre destin avec des référendums et des élections auxquels participeraient librement toutes les organisations politiques. Faut-il rester au sein d'un État unitaire, se réunir au sein d'une structure fédérale ou être totalement indépendant? Les peuples concernés doivent pouvoir répondre librement à ces questions.

Considérer une telle méthode comme un dilemme en avançant que les migrations intérieures ont transformé les grandes villes en métropoles où vivent plusieurs peuples ou éluder toute recherche de solution démocratique à ce problème de nationalité n'est, en un mot, que de l'hypocrisie.

Je le répète.

Même à Bruxelles, capitale de l'Union européenne où Ankara exécute toutes sortes d'acrobaties dans l'espoir d'être intégrée, la population flamande, bien qu'elle ne représente que 10 %, siège à l'assemblée et au gouvernement régionaux avec ses propres partis dans l'équité et le respect réciproques. Aux balcons des institutions publiques de Bruxelles, les drapeaux figurant le lion flamand et le coq francophone ondoient au côté de celui, fleuri, de Bruxelles.

Si cela peut se produire dans cette capitale européenne si convoitée, pourquoi ne pourraient-on pas imaginer que tous les partis kurdes sans exception, eux aussi, soient représentés dans les institutions et conseils municipaux en participant aux élections à Istanbul, à Izmir, à Ankara et à Adana?

Les ministres et députés qui font le pied de grue matin et soir aux portes de Bruxelles sont-ils stupides au point de ne pas pouvoir remarquer que dans cette ville, tous les panneaux sont écrits en deux langues, le français et le néerlandais?

Justice militaire pour les journalistes!

Cumhuriyet, 9 mars 1994

Démocratisation... Voici le mot que tout ministre, tout député poussant la porte de la Commission européenne ou du Parlement européen à Bruxelles a constamment sur les lèvres. La Turquie se démocratise tellement ces dernières années que la Première ministre Çiller ne rate jamais une occasion de défier le monde entier sur le chapitre de la dé-

mocratie à mesure qu'elle conquiert l'une après l'autre les capitales occidentales. Et le lendemain s'élevèrent les vociférations victorieuses de la presse turque à grand tirage: "Çiller a remis les européens à leur place!"

Tout cela est bien beau, mais il se passe des choses tellement incroyables en Turquie, que même ceux que Çiller a remis à leur place ne parviennent pas à concevoir quel genre de chose est cette démocratisation et continuent à dépasser les bornes en publiant des communiqués.

Par exemple, c'est le branle-bas de combat quand les producteurs de télé Erhan Akyıldız et Ali Tevfik Berber sont arrêtés sur ordre du chef d'état-major et condamnés par la Cour martiale, et les organes de presse internationaux comme les organisations pour les droits de l'Homme font pleuvoir leurs protestations sur la Turquie.

Mais dans la Turquie "démocratisée", on considère cette pratique comme un événement commun. Il est vrai que les personnalités de l'aile sociale-démocrate de la coalition déclarent être ravagés de chagrin par la comparution devant la Cour martiale d'Akyıldız et Berber, mais ils ne bougent pas le petit doigt pour supprimer ce genre de pratiques antidémocratiques.

Nous savons que les condamnations par la Cour martiale de journalistes, d'artistes et de penseurs constituent l'une des pratiques les plus glorieuses de l'époque du parti unique. N'avait-on pas laissé Nazım Hikmet, à qui l'on dénie encore le droit à la nationalité, croupir derrière les barreaux dans ses années les plus productives, après que la Cour martiale l'ait condamné sur base d'un dossier monté de toutes pièces?

Même si on oublia un moment cette pratique militariste une fois passé au multipartisme, elle fut remise sur le marché de temps à autre en fonction de la conjoncture politique du pays. Dans les dernières années du Parti démocrate, de nombreux intellectuels kurdes furent traînés devant la Cour martiale.

Même si après le 27 mai la liberté de la presse fut garantie par la constitution, la pratique de la Cour martiale pour les

journalistes fut ressuscitée dans les années où le terrorisme d'état du triumvirat Sunay-Demirel-Tural atteignit son apogée et l'auteur de ces lignes se retrouva à la caserne de Selimiye sur ordre du chef d'état-major Cemal Tural, auteur de l'ordonnance sur la "lutte contre le communisme".

En 1967, le *New York Times* avait publié une nouvelle terrifiante à l'occasion de la visite aux USA du président de la République Cevdet Sunay. D'après cette nouvelle, l'Est de la Turquie, à la suite d'un accord secret, aurait été transformé en "zone polluée" par des mines nucléaires. En cas de guerre, l'explosion en série de ces mines nucléaires dont seuls les Américains avaient le contrôle, serait commandée par des cerveaux électroniques, empêchant ainsi l'avancée vers l'ouest des armées soviétiques au prix de la vie de millions de citoyens turcs.

Nous avons publié cette information en direction de l'opinion publique turque dans les numéros 11 et 17 d'avril 1967 de la revue *Ant*, et avons qualifié de "haute trahison" la signature d'un tel accord.

À la suite de cette publication, le chef d'état-major de l'époque, le général d'armée Cemal Tural ordonna, dans une lettre adressée au procureur de la Cour martiale de la Première armée d'Istanbul, qu'une plainte soit déposée contre le directeur de la revue conformément aux articles 1/fin et 11/A de la loi 353 du 25 octobre 1963 sur la création des tribunaux militaires et le mode de jugement, l'accusant de "trahison à la patrie". L'ordonnance demandait que le prévenu soit jugé, selon l'article 153 du Code pénal pour le crime d'"encouragement à la désobéissance envers les lois militaires et violation de ses devoirs".

Cet ordre de Tural, connu pour ses campagnes de lutte contre le communisme dans l'armée et l'enlèvement suivi du tabassage d'İlhami Soysal, n'avait rien de surprenant. Ce qui le fut plus, c'est que les juges et procureurs du tribunal de la Première armée de l'époque s'y opposèrent, provoquant la

concurrence des organisations juridiques civiles désireuses d'appliquer l'ordre de Tural.

Et en réalité, le tribunal militaire de la caserne de Seli-miye, après un examen favorable, refusa, lors de la première audience tenue le 17 mai 1967, de juger en précisant que la loi 353 sur la création des tribunaux militaires et le mode de jugement ne pouvait s'appliquer contre un journaliste, et transmit le dossier au procureur de la République.

Après cette décision, le dossier de plainte fit la navette entre le Cinquième tribunal correctionnel d'Istanbul et la Cour martiale. Lors de l'audience du 18 avril 1969, le tribunal correctionnel, ne se comportant pas de manière plus primitive que la Cour martiale et se trouvant dans la chaîne de commandement, décida que c'était à celle-ci de traiter ce procès. Mais la Cour martiale s'entêta dans son refus.

Quant à la Cour d'appel, qui affectionne la neutralité et à laquelle on avait recouru pour résoudre cette dispute de responsabilité, elle renvoya le dossier à la Cour de cassation le 27 février 1971 sous prétexte que la résolution de ce désaccord ne relevait pas de ses compétences.

La Cour de cassation, quant à elle, dans son verdict E.96-Yyb, K.140 pris à l'unanimité le 12 avril 1971, se fia à la jurisprudence en décidant que le journaliste devait être jugé par la Cour martiale. Voici comment elle justifiait sa décision:

“Concernant les crimes décrits à l'article 153 du Code pénal, il est précisé dans l'article 58 du Code pénal militaire qu'ils sont du ressort des tribunaux militaires. Quant à l'article 11 de la loi N°353, il prévoit sans laisser place à la moindre hésitation que les personnes ayant commis un crime relevant de l'article 153 du Code pénal, même si elles ne sont pas soldats, seront jugées par le tribunal militaire.”

Après cette décision qui allait dans le sens de la directive du chef d'état-major, le dossier fut renvoyé au Procureur de la République afin d'être confié au tribunal militaire du commandement de la Première armée d'Istanbul.

C'est après l'interdiction de la revue *Ant* par le gouvernement d'exception du 12 mars, la perquisition de notre domicile et de notre maison d'édition et le mandat d'arrêt lancé contre nous par le gouvernement d'exception pour les plus de trente plaintes déposées contre mon épouse İnci et moi-même que nous nous sommes trouvés contraints de quitter notre pays.

Cette nouvelle arrestation de deux journalistes sur ordre du chef d'état-major et leur condamnation par la Cour martiale montre, vingt-six ans plus tard et alors que la loi martiale n'a plus cours, que la pratique de la justice de caserne revient au goût du jour.

Il ne serait possible de supprimer totalement cette pratique antidémocratique qui n'est pas compatible avec les accords internationaux sur les droits de l'Homme qu'en amendant la loi n°353 sur la création des tribunaux militaires et le mode de jugement auquel s'est référée la Cour de cassation. Et la responsabilité de cet amendement revient aux ministres et aux députés qui se montrent sensibles à l'emprisonnement d'Akyıldız et de Berber.

Les organisations des droits de l'Homme et de la presse doivent se mobiliser sans plus attendre pour relever la mission de protéger la liberté de la presse et la liberté de penser de cet état cauchemardesque.

Un festival de la honte: Europalia-Turquie 96

İnfo-Türk, 1^{er} avril 1995.

La suspension "temporaire" des festivités d'Europalia-Turquie 96 a ouvert la voie à de larges réactions dans certains cercles en Turquie. Certains ont commenté cette décision en la qualifiant de nouveau complot de cette Europe "ennemie des Turcs". Quant aux écrivains turcs demandant à ce que ce festival soit reporté à une date où la démocratisation de la Turquie aura été réalisée, ils ont été accusés par

le chroniqueur opportuniste d'un quotidien à gros tirage d'être des "journaloux" et des "traîtres à la patrie".

Or, le fait de choisir la Turquie comme "invitée d'honneur" de ce festival qui jouit d'un grand prestige en Europe était une erreur dès le départ.

Avant toute chose, l'erreur de taille était celle du gouvernement qui a candidaté alors qu'il n'a tenu aucune de ses promesses de démocratisation, qu'il réprime les intellectuels et les minorités d'une manière inconcevable dans une démocratie, qui est pour cette raison constamment condamné par les organisations internationales pour les droits de l'Homme, le Conseil de l'Europe et le Parlement européen, et qui n'a jamais cherché à corriger ses défauts.

Quant au côté belge, la fondation Europalia a elle aussi commis l'erreur incroyable de minimiser tous les avertissements émis par les organisations démocratiques en offrant une telle vitrine à ce pays. Il semble bien que les dirigeants d'Ankara, qui depuis le coup d'État de 1971 considèrent comme une prouesse de mener l'Europe en bateau avec leurs promesses de "démocratisation", aient réussi à "convaincre" avec les mêmes promesses les organisateurs d'Europalia dont ils étaient pour la première fois les interlocuteurs.

Dans cette opération de persuasion, on a dit que la partie turque avait donné de grandes garanties financières aux Belges. Quand on lui rappela les critiques que pourrait s'attirer le festival, le Baron Godeaux, président de la fondation Europalia, défendit ainsi son choix dans *Le Soir* du 29 janvier 1994: "Ils ne nous condamnent que parce que nous présentons la culture de l'État-Nation. Nous avons beaucoup réfléchi pour trouver une formule différente. Mais sans l'aide des États, toutes les charges financières retombent sur nos épaules. Et ce n'est pas possible pour nous."

Ce choix malencontreux, voici comment Laurent Busine, directeur du Palais des Beaux-Arts de Charleroi où devait se tenir l'exposition Europalia en parle dans *Le Soir* du 25 mars:

“Lorsque j’ai appris, il y a un an, qu’Europalia allait être consacré à la Turquie, cela m’a mis extrêmement mal à l’aise, en tant que citoyen lambda. Qu’un tel choix ait été fait, alors qu’il y a dans ce pays toutes sortes de problèmes relativement aux droits de l’Homme, m’a extrêmement surpris, comme nombre de mes collègues. Pour Europalia, n’aurait-on pas dû attendre, comme pour l’Espagne la mort de Franco, pour le Portugal la chute du régime de Salazar et pour la Grèce la déposition des généraux? Bien que nous soyons les premiers concernés, nous n’avons pas été consultés avant cette décision. Aucun débat n’a eu lieu en amont sur ce sujet, le protocole a été signé à Istanbul malgré les réactions parues dans la presse. Dans le meilleur des cas, c’est une énorme gaffe.”

D’ailleurs, d’après une loi spéciale du 22 septembre 1994 votée par le Parlement turc, l’organisation d’Europalia 96 est une “opération de propagande politique”. Le festival y est qualifié d’“événement comprenant des activités politiques, économiques, commerciales, culturelles, sociales et touristiques”. Son organisation y est confiée à un conseil national composé de représentants des ministères des Affaires étrangères, des Finances, de la Culture et du Tourisme, sous la présidence du ministre de l’État.

Il n’y a aucun représentant des minorités, ni dans le conseil national, ni dans le comité d’administration. Quant à Bülent Eczacıbaşı, nommé Commissaire d’Europalia pour la Turquie, il est lié à tous les niveaux au conseil et au comité officiels. Eczacıbaşı et les sous-directeurs sous sa responsabilité peuvent bien avoir les meilleures intentions du monde, il restent au service de cette opération diplomatique du gouvernement turc.

Texte de protestation de Özgüden paru dans Le Soir:

Après que les véritables intentions du gouvernement turc soient apparues au grand jour, et alors que l’on condamnait des députés du Parti de la démocratie (DEP), que l’on faisait

exploser une bombe dans les locaux du journal *Özgür Ülke* et qu'augmentait le nombre d'intellectuels emprisonnés, le journal au plus grand tirage de Belgique, *Le Soir*, dans son numéro du 23 décembre 1994, a rouvert le débat en publiant le texte de Doğan Özgüden, directeur d'*İnfo-Türk*, intitulé "Europalia 96: Festival de la honte?":

"Comment l'édition 1996 de ce festival belge peut-elle accueillir les dirigeants d'un pays où les hommes de culture et de science, qu'ils soient turcs ou kurdes, continuent d'être la cible du terrorisme d'État?

"Comment la Belgique peut-elle accepter que le sociologue turc İsmail Beşikçi soit en train de purger une peine de prison de plus de soixante ans pour ses écrits défendant l'identité nationale et la culture des Kurdes, et qu'il se trouve encore sous la menace de centaines d'années de prison supplémentaires pour ses procès encore en cours?

"Pire encore, alors que l'on connaît l'Anatolie comme le berceau d'innombrables civilisations, comment le festival Europalia 96 peut-il faire la propagande d'un régime qui détruit systématiquement tout l'héritage de ces civilisations? On ne doit pas oublier que bien avant l'arrivée des Turcs en Anatolie en 1071, les Kurdes, les Grecs, les Arméniens et les Assyriens vivaient sur ces terres. Si l'on doit parler de la richesse et de l'éclat culturels et artistiques de l'Anatolie, il faut mentionner que cette richesse et cet éclat sont l'œuvre des peuples locaux.

"Or, ces peuples et leurs valeurs artistiques, culturelles et religieuses sont systématiquement annihilés par le régime d'Ankara. Il ne reste aujourd'hui en Turquie pas plus de quelques dizaines de milliers d'Arméniens, d'Assyriens et de Grecs. Et ils font face au danger de perdre leurs derniers refuges culturels et religieux. Quant aux Kurdes, leurs villages et les terres sur lesquelles ils sont nés sont la proie des flammes, résultat des agressions chauvines de l'Armée turque et de l'extrême-droite enragée.

“Comment le Roi et les dirigeants de Belgique pourront-ils serrer contre leur poitrine les représentants d’un tel régime venus présenter la richesse culturelle d’Anatolie?”

“La Belgique va nous faire connaître en Europe”, “Une occasion historique”, “Les drapeaux turcs dans le ciel de Bruxelles”, “Une chance européenne pour la Turquie”: tels sont les titres avec lesquels les journaux turcs présentent la décision discutable d’Europalia 96.

“Avant et après la signature de l’accord, le ministère turc des Affaires étrangères a maintes fois réuni les hommes d’affaires turcs pour qu’ils ouvrent grand leurs porte-monnaie afin de séduire l’Europe à Bruxelles en 1996. Europalia 96 est d’ores et déjà devenu le cheval de guerre de la diplomatie turque au service du terrorisme d’État.

“Il faut renoncer à ce festival Europalia-Turquie, ne serait-ce que parce que des députés kurdes viennent d’être emprisonnés, et le reporter à une date où les hommes de culture et de science ne se retrouveront plus en prison et où les peuples ayant créé la richesse culturelle de l’Anatolie, Arméniens, Assyriens, Grecs et Kurdes, et qui défendent les valeurs démocratiques de l’Europe ne seront plus la cible du terrorisme d’État des Turcs.

“Voilà ce qui est nécessaire pour éviter qu’Europalia 96 ne devienne pour l’Europe un festival de la honte.”

Tandis qu’environ deux cents personnes liées à l’Ambassade de Turquie répondaient à cet article dans *Le Soir* par des calomnies et des attaques, diverses organisations des droits de l’Homme et associations culturelles et artistiques ouvrirent, suite à sa publication, une large campagne s’opposant au festival Europalia-Turquie.

Le Ministère flamand de la culture, qui avait rompu toute relation culturelle avec la Turquie, fit fermement savoir qu’il ne faudrait pas attendre d’aide financière de sa part pour ce festival. Le fait que les Flamands, dont l’identité nationale avait été niée jusqu’au début de ce siècle, se montrent sensi-

ble au sort des peuples et minorités non turcs de Turquie n'avait rien d'inattendu. Le Ministère de la culture de la Communauté francophone, lui non plus, bien qu'il ne prît pas de décision ferme, ne voyait pas d'un bon œil un tel festival. Le plus gros obstacle financier fut la baisse jusqu'à un tiers de la participation attendue de la part de la Loterie nationale, qui dépend du gouvernement fédéral.

Le fait que la Fondation Europalia revienne sur cette mauvaise décision prend sa source, plus que dans une sensibilité à la situation des droits de l'Homme en Turquie, dans une impasse financière. Mais derrière cette impasse financière, il y a le fait que les institutions publiques de Belgique, qui devaient apporter un financement, ont été sensibles à ces problèmes de droits de l'Homme.

Ankara, qui voit Europalia, au-delà de ses caractéristiques culturelles, comme un "instrument de guerre psychodiplomatique", pourrait, pour sauver le festival, apporter lui-même les 90 millions de dollars que la Belgique a renoncé à donner.

D'ailleurs, en même temps qu'il tente, au cours de sa dernière visite en Europe, de convaincre la Fondation Europalia et les dirigeants belges de revenir sur leur décision de "suspendre" le festival, le commissaire turc d'Europalia, Bülent Eczacıbaşı, cherche des soutiens financiers chez les hommes d'affaires européens "turcophiles" ayant des relations d'intérêt avec la Turquie.

Dans l'entretien qu'il a donné, alors qu'il se trouvait en Belgique, à un journal flamand pour tenter de briser la résistance de l'opinion publique belge au festival Europalia-Turquie, Eczacıbaşı, tout en tentant de présenter une image "démocratique", n'a pas pu s'empêcher de gaffer avec toute une série de déclarations.

"Dès le début, nous avons pris soin d'établir un programme équilibré qui reflète tous les aspects de la culture turque, avec la musique, les danses et l'artisanat kurde, des

compositeurs arméniens contemporains, la musique bulgare et les arts byzantins et juifs. Nous travaillions en complète collaboration avec le patriarcat orthodoxe.” (*De Standaard*, 31 mars 1995.)

Et voici sa réponse au journaliste qui lui demande: “Mais alors pourquoi n’y a-t-il pas une exposition distincte consacrée à la culture kurde?”

“Ceux qui connaissent la Turquie savent bien qu’il n’est pas possible de considérer séparément n’importe lequel de ces éléments et d’organiser pour lui un événement distinct. Notre vision est très claire: la culture turque est un ensemble aux nombreuses facettes.”

En voulant présenter les choses sous un angle avantageux, il expose en fait la supercherie. Le commissaire turc d’Europalia avoue ainsi ouvertement sa conception qui est de réduire, au lieu de les accepter dans leur identité autonome, les cultures d’Anatolie à autant de facettes de la culture turque, ce qui revient à les voir assimilées par la culture nationale dominante. L’“assimilation culturelle” qui est aujourd’hui la cible des critiques des forces démocratiques en Turquie comme en Europe est ainsi prouvée. Croire que l’on pourrait faire accepter une telle mentalité au peuple flamand qui a lutté pendant des siècles pour faire survivre sa propre culture et la préserver de l’hégémonie étrangère et qui a vu cette lutte couronnée de succès est d’une audace et d’une absence de réflexion sans précédent qui revient à gâcher tous ses efforts pour paraître “démocrate”.

C’est à cause de cette conception et des réactions des organisations démocratiques qu’il serait difficile d’organiser une nouvelle fois ce festival. Même si l’on s’y risquait, en vertu de la “realpolitik” et par respect pour les pots-de-vin du gouvernement turc, il ne serait pas possible d’en faire un festival dont la Turquie pourrait se montrer fière. Car désormais, Europalia 96 est pour l’opinion publique belge un “festival de la honte”.

Tant que les promesses de démocratisation n’auront pas

été tenues, tant que l'on n'aura pas pris le parti de résolutions civiles en lieu et place des résolutions militaires et tant que l'organisation du festival n'accueillera pas les représentants de toutes les civilisations d'Anatolie dans des conditions de parole et de responsabilités égalitaires, Europalia Turquie ne sera pour le régime d'Ankara, en dehors des manifestations officielles, pas un outil de propagande mais un véritable supplice, du fait des scandales diplomatiques et des contre-manifestations.

Sur la migration politique

Yazın, 17 février 1998

Quand Engin Erkiner, alors que nous participions ensemble à un panel, m'a demandé pour *Yazın* un texte sur les différents types de migration politique, j'ai tout de suite accepté. Quoi de plus naturel pour quelqu'un qui a vécu quasiment la moitié des soixante années de sa vie en tant qu'exilé politique, qui a rencontré sur cette période des milliers de migrants politiques originaires de divers pays et qui a participé avec eux à de nombreuses luttes?

Mais lorsque j'ai commencé à faire le plan de mon texte, je me suis rendu compte pour la première fois que la migration politique, que je croyais très bien connaître, à propos de quoi j'ai fait nombre de commentaires pompeux dans des séminaires, des articles ou des conversations entre amis et raconté des centaines d'anecdotes, n'est pas facile à coucher sur le papier lorsque l'on pense à ses côtés purement humains...

Tu essaies de visualiser l'un après l'autre, comme un film en accéléré, tous les migrants politiques rencontrés au cours du dernier quart de siècle. Tu cherches le migrant politique que tu as été il y a 27 ans, il y a 17 ans, il y a 7 ans... Joie et tristesse... Espoir et désespoir... Amitié et trahison...

Les efforts de mémoire n'y suffisent pas. Il faut retrouver

des monceaux de documents empilés ici ou là, analyser correctement les choses dont tu te souviens, rattraper et faire remonter à la lumière du jour celles qui échappent à ton souvenir...

De toute évidence, il est assez improbable que tu réussisses à réunir tout cela en quelques jours et en quelques pages, et que tu en tires un résultat satisfaisant. Téléphoner à Engin et t'excuser en lui disant que tu n'y arriveras pas?

Non, non, tu n'en as pas le droit.

En tant qu'éditeur qui a vécu des milliers de fois dans ses quarante-six ans de vie professionnelle le stress d'attendre un texte qui t'a été promis pour pouvoir boucler à temps, tu ne peux pas faire ça à la direction de *Yazın*. Tu dois écrire à tout prix.

C'est aussi pour pouvoir saisir la clé de l'édition de ce monceau de documents sur la migration politique, composé de milliers de lettres, de communiqués, d'affiches, de journaux, de coupures de presse, de brochures, de livres, d'enregistrements audio ou vidéo et de disquettes informatiques, que tu dois écrire. Tu vieillis. Il faut bien commencer quelque part si tu veux que ce travail que tu remets constamment à plus tard depuis des années à cause du temps que te prennent *İnfo-Türk* et les Ateliers du soleil soit fait. Demain, il sera peut-être trop tard.

Pourquoi cet article ne serait-il pas, même avec des points de suspension, un commencement? Au moins, pour l'instant, à partir des événements relatifs à la période du 12 mars...

Réfugié ou migrant politique?

Pour ne pas partir dans tous les sens, il faut avant toute chose expliquer le concept de migration politique. La grande difficulté vient probablement de la confusion dans les concepts de migrant (ou exilé) politique et réfugié (ou demandeur d'asile). Depuis des années, on les utilise par habitude comme s'ils étaient synonymes.

Or, de la même façon qu'un réfugié n'est pas toujours un migrant politique, un migrant politique peut aussi ne pas être un réfugié.

Le réfugié est celui qui, se considérant en danger ou menacé pour quelque raison que ce soit, cherche asile dans un autre endroit, une autre ville ou un autre pays. Les causes de cette recherche d'asile peuvent être liées à une catastrophe naturelle, à une répression ethnique, religieuse ou politique, voire à des difficultés économiques.

Le migrant politique, quant à lui, est à la base celui qui est forcé, dans une période où sévit le terrorisme d'État, d'abandonner de telle ou telle façon son pays pour poursuivre sa lutte ailleurs.

À quelques rues de la rue de l'Alliance où Karl Marx, ce célèbre migrant politique, a séjourné lorsqu'il se trouvait à Bruxelles, on trouve des cafés et des commerces fréquentés par les réfugiés. Combien de ces milliers d'habités sont-ils réellement des migrants politiques?

Mieux encore, dans le monde d'aujourd'hui, quelle est la part de migrants politiques dans les 22,7 millions de personnes considérées par les Nations Unies comme des réfugiés et des apatrides?

Aucun doute que toutes les causes ayant poussé ces gens à quitter leur patrie pour trouver refuge ailleurs trouvent leur source, à l'exception bien sûr des catastrophes naturelles, dans les pratiques des pouvoirs politiques.

La raison pour laquelle la Turquie, qui ne brille pas pour son attitude vis-à-vis des droits de l'Homme, est le doyen des pays qui "produisent des réfugiés" de toute sorte en Europe, n'est-elle pas politique?

L'Histoire officielle peut bien dire ce qu'elle veut, l'Histoire de l'Empire ottoman n'est que l'histoire des peuples qui ont fui les conquêtes et l'assimilation... S'il existe aujourd'hui sur terre une diaspora arménienne ou assyrienne, ne sont-ce pas les Jeunes Turcs qui, une fois passés au pou-

voir, ont inscrit sur le front de la nation turque la honte d'avoir commis le premier génocide et la première déportation de masse du XXe siècle?

Ne sont-ce pas les politiques chauvines des gouvernements d'Ankara, militaires ou civils, élus ou nommés, qui ont forcé les minorités non musulmanes restantes et le peuple kurde, pendant la période républicaine, à quitter leur patrie en masse pour se réfugier dans d'autres pays?

Oui, ce sont tous des réfugiés, mais bien que les raisons qui les aient poussés à chercher ailleurs un asile soient politiques, peut-on tous les considérer comme des réfugiés et migrants politiques?

Ce qui définit clairement le migrant politique est qu'il est stigmatisé pour ses actions ou opinions politiques et qu'il a tenté par tous les moyens et réussi, poussé par les menaces subséquentes sur sa liberté voire son intégrité physique, à quitter son pays.

Même des personnes qui n'ont pas été fichées, compromises ou qui n'ont pas été directement menacées peuvent choisir la migration politique. Elles peuvent aussi, pour des raisons liées à d'autres caractéristiques, partir pour l'étranger sur décision de leur organisation afin de participer depuis l'extérieur à la résistance. Ce sont ces personnes qui doivent faire l'objet de notre article.

La migration politique du 12 mars

Même s'il y a eu, tout au long de l'Histoire de la République, toute une série de migrations depuis la Turquie à la suite de certaines pratiques politiques, il n'est pas possible d'affirmer que ces migrations politiques aient véritablement atteint un caractère de masse avant le coup d'État de 1971.

Si certains intellectuels ou militants anti-kémalistes ont pu partir à l'étranger parallèlement à la conjoncture politique dans les premières décennies de la République, il s'est agi d'entreprises plus individuelles que liées à leur engagement.

Dans la période du dictat du parti unique qui a commencé en 1925 avec la loi sur le Rétablissement de l'ordre public, la migration politique liée à l'appartenance à une organisation n'était valable que pour certains membres du TKP.

Si l'on excepte les individus regroupés en France dans les années cinquante sous le nom de Jeunes Turcs progressistes, les membres du TKP se sont surtout réfugiés en Union Soviétique, et après la Seconde Guerre mondiale, en plus de l'Union Soviétique, en Bulgarie, Hongrie et Tchécoslovaquie. La Mecque de la migration est principalement Moscou, le migrant politique dépend de sa discipline et surtout des choix de l'Union Soviétique en termes de politique extérieure. Nazim Hikmet et beaucoup d'autres anciens communistes en ont fait les frais.

Quant à la vague de migrations politiques commençant avec le coup d'État du 12 mars, ses particularités diffèrent absolument de celles des années précédentes.

Avant toute chose, le mouvement socialiste de Turquie a atteint une dimension de masse pour la première fois avec le TİP. Les syndicats et les organisations démocratiques de masse sont devenus d'importants groupes de pression. Après l'affaiblissement du TİP enfermé dans ses travaux parlementaires et victime de querelles internes, tous les tabous se sont effondrés pour les jeunes générations de révolutionnaires avec l'explosion de 68. Le communisme et le TKP n'étaient désormais plus équivalents, et au plan politique, les jeunes révolutionnaires s'étaient débarrassés du seul centralisme indexé sur les Soviétiques pour s'orienter vers de nouvelles recherches. Comme tous ces développements et dynamiques touchent les migrants turcs de plus en plus nombreux en Europe, chaque mouvement politique de gauche y dispose d'une base plus ou moins importante et d'au moins quelques points sur lesquels ils peuvent se retrouver.

Ces points de communication sont en relation avec les différents centres idéologiques et politiques qui se sont dévelop-

pés en Europe sous l'influence des dynamiques de 68. Toutes les organisations révolutionnaires et les mouvements de résistance sont représentés et s'organisent dans les métropoles européennes. Ce sont de véritables solidarités révolutionnaires qui ont pris la place de la "solidarité internationaliste" indexée sur la dépendance absolue à l'URSS, avec pour base l'égalité et le respect réciproque sous l'effet, en particulier, de la révolution cubaine, de la guerre du Vietnam et des guérillas d'Amérique latine et d'Afrique.

Le fait que la Turquie, après le coup d'État du 12 mars, devienne l'une des quatre taches noires que la carte de l'Europe – avec l'Espagne, le Portugal et la Grèce – a créé de lui-même une unité de destin et une communauté de lutte antifasciste entre les révolutionnaires et démocrates de ces quatre pays.

Le fait que la Turquie soit désormais "membre associé" du marché commun a ouvert un champ d'activité nouveau et efficace sur le plan diplomatique en direction des migrants politiques du fait que des institutions comme l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et le Parlement européen et des organismes comme Amnesty International, l'Union pour les droits de l'Homme ou l'Union internationale des juristes ont la possibilité d'exercer des pressions systématiques au sujet des droits de l'Homme en Turquie.

C'est dans un tel environnement que nous, migrants politiques du 12 mars, sommes partis pour l'Europe et que nous nous sommes retrouvés confrontés à la responsabilité de développer et d'évaluer jusqu'au bout des relations complexes et pluridirectionnelles.

Le même jour, nous pouvions nous trouver le matin au Parlement européen, l'après-midi dans le local du Parti communiste espagnol, le soir à une soirée de solidarité avec le Vietnam et la nuit imprimer des communiqués communs dans un garage au toit plein de fuites avec nos camarades grecs, puis organiser la solidarité avec un membre des Black Panthers ayant des problèmes avec la police.

Je crois que nous étions jusqu'à 100 ou 150 personnes dispersées dans divers pays mais en relations directes ou indirectes. Il y avait des gens forcés de fuir, comme nous, avec de faux passeports parce qu'ils étaient recherchés par le gouvernement de la loi martiale par l'intermédiaire de radios, de journaux et d'affiches, mais aussi des étudiants, des chercheurs ou de simples touristes venus par des voies normales parce qu'ils n'avaient pas été stigmatisés en Turquie. Une petite partie en provenance de Palestine s'était jointe à nous par la suite.

La coopération productive des migrants politiques

Bien sûr, tout le monde n'était pas sur la même ligne idéologique et politique. Il y avait des migrants politiques de tous les groupements de gauche. Les arrivants nouaient d'abord le contact avec des organisations étudiantes ou ouvrières déjà créées et proches de leur propre groupe, si elles existaient bien sûr. Ils étaient très nombreux à n'être membre d'aucun groupe ou organisation de gauche, mais à jouir d'un certain respect et d'une certaine influence soit sur le plan professionnel, soit au sein des organisations démocratiques de masse de Turquie. Il y avait parmi nous des écrivains, des universitaires, des poètes, des musiciens, des peintres, des gens de théâtre, des journalistes, des juristes et des économistes.

Mais les différentes orientations politiques, idéologiques ou partisans n'ont jamais été un obstacle pour les migrants politiques du 12 mars quant au fait de rester constamment en contact ou d'agir et de produire ensemble.

Le Mouvement de résistance démocratique, que nous avons créé autour du noyau que représentait le Groupe Ant afin d'informer les institutions politiques européennes et les organisations pour les droits de l'Homme, recevait des soutiens actifs d'individus indépendants mais aussi de migrants politiques membres du TİP, de Lumières prolétaires révolutionnaires (PDA), de Lumières socialistes (SA), des Kivil-

cim (TKP-K) ou des Jeunesses révolutionnaires (Dev-Genç), de révolutionnaires kurdes et même de certains partisans en Allemagne du TKP. Et nous soutenions à notre tour leurs manifestations.

Du fait de la particularité de leur méthode de lutte, les proches du Parti-Front de libération des peuples de Turquie (THKP-C) travaillaient de leur côté, alimentant surtout des relations avec les organisations révolutionnaires d'autres nations et ne nouaient de contacts avec nous que lorsque nécessaire et par l'intermédiaire de ces dernières.

Or, les relations en particulier entre les organisations ouvrières et étudiantes entrées auparavant sous le contrôle des membres des TKP, PDA et SA étaient extrêmement tendues même à l'époque du terrorisme d'État du 12 mars. Même émettre un communiqué commun contre la junte devenait problématique.

Cette tension était telle que les organisations du PDA en Europe pratiquaient au sens plein du terme la "violence révolutionnaire" dans les régions qu'ils contrôlaient. Ils émettaient même des condamnations à mort dans les journaux de l'organisation contre leurs propres camarades qui avaient pu nouer des relations avec les autres groupes. Mais même cela n'empêchait pas les membres du PDA venus de Turquie ou de Palestine de nouer des relations ou de produire en commun avec des migrants politiques se trouvant sur une ligne différente.

C'est grâce à cette collaboration que de très bonnes relations purent être nouées avec divers groupes de résistance en Turquie et même avec des prisons, et que la quasi-totalité des documents relatifs à la torture purent être envoyés à l'étranger où ils étaient rapidement traduits et communiqués aux institutions et personnes adéquates. C'est grâce à ces documents que le régime du 12 mars put être isolé et réprimé sur le plan international.

Pour les migrants politiques du 12 mars, le passage au

“statut de réfugié” n’était pas encore généralisé. Les cafés de réfugiés ne s’étaient pas encore formés. Il y eut bien des personnes qui demandèrent l’asile dès leur arrivée en Europe, mais la foi dans le fait que la résistance, dans le pays, allait très rapidement remporter la victoire nous empêchait de demander l’asile, bien que nous sachions, pour la plupart d’entre nous, que cela nous permettrait de vivre mieux et d’obtenir de meilleures conditions de travail.

Ainsi, c’est après avoir vécu clandestinement en Europe pendant deux ans, et sur la dénonciation à la police française de Turhan Feyzioğlu qui dévoila nos identités à l’Assemblée parlementaire du Conseil de l’Europe, qu’İnci et moi fûmes forcés de demander l’asile en Hollande en 1973.

L’important était de nouer le plus de relations possibles dans le temps le plus court, d’alerter l’opinion européenne et de créer une solidarité internationale envers les forces de résistance en Turquie. De participer à l’accélération de l’effondrement du régime du 12 mars. Car cela signifiait accélérer notre retour dans notre pays.

Nous avions beau beaucoup travailler, il était possible de consacrer du temps à obtenir des gains individuels en profitant des opportunités de l’environnement où nous nous trouvions. Nous apprenions une nouvelle langue, nous nous renseignions sur les nouveautés dans nos domaines professionnels, nous nouions des relations, nous profitions de tout ce qu’offrait l’époque pour espérer rentrer en Turquie mieux formés et plus forts.

La migration politique du 12 mars prit fin de facto avec l’effondrement du régime et l’amnistie générale de 1974. Presque tout le monde mit fin à sa migration politique, rentra en Turquie et se remit à travailler dans les organisations politiques, les syndicats ou les organisations démocratiques de masse qui lui étaient proches.

L’apparition de la migration lumpen

Bien évidemment, la migration politique n’a pas pris fin

avec celle du 12 mars, qui était porteuse des traits caractéristiques de la génération 68. Le retour de la violence politique en Turquie, le fait que les courants d'extrême droite et de radicalisme religieux aient forcé les masses non turques et musulmanes à quitter leur pays a ouvert la voie à de nouvelles vagues de migration politique.

1974 fut en même temps l'année où l'Europe ferma ses portes à la migration pour raisons économiques... À partir de là, de nombreux migrants économiques adoptèrent de fausses étiquettes politiques, ethniques ou religieuses pour forcer les portes de l'Europe. Il n'était plus possible de démêler qui était réfugié politique de qui ne l'était pas.

L'environnement international avait lui aussi changé. Avec les défaites des USA au Vietnam, au Cambodge et au Laos et les effondrements successifs de régimes fascistes en Europe, le soviétisme d'un Fidel Castro, avec allégeance inconditionnelle à l'Union Soviétique, avait de plus en plus la cote.

C'est pour cette raison qu'une partie importante de ceux qui arrivaient en Europe en tant que véritables migrants politiques tombaient facilement sous l'influence du TKP. Et les méthodes de travail et de recrutement issues de la tradition de "refuge chez les Soviétiques" de ce parti poussaient les migrants politiques vers la facilité, c'est-à-dire au lumpenproletariat, plutôt qu'à devenir des révolutionnaires responsables.

Parce qu'applaudir les soviétiques à la moindre occasion, commencer chaque discours par une citation de Brejnev, obéir aveuglément aux leaders du parti et considérer toute personne n'acceptant pas la discipline du parti comme un espion ou un policier était le seul moyen d'avancer dans sa carrière politique voire de simplement poursuivre sa vie quotidienne, les migrants politiques devinrent de plus en plus des robots sans personnalité.

Et ceci commença à se diffuser également, rapidement, dans les extensions européennes des autres partis.

En conséquence de ce grand afflux de réfugiés, les asso-

ciations ouvrières et étudiantes existantes transformaient, à quelques exceptions près, leurs locaux en cafés de réfugiés qui venaient s'ajouter à ceux qui poussaient déjà partout comme des champignons. Ces cafés étaient désormais les espaces où tous les partis s'efforçaient d'"élargir leur base". À part les ouvriers travaillant réellement pour la productivité, les étudiants recevant une formation solide ou les intellectuels, une nouvelle base de lumpens se constituait.

Là où très peu de gens venaient, on voyait un effort pour apprendre quelque chose, ne serait-ce que pour pouvoir exprimer ses intentions dans la langue du pays où l'on se trouvait, ou pour trouver du travail.

Les autres se la coulaient douce avec les quelques sous qui leur venaient des "services sociaux", se contentant de jeter un œil aux journaux turcs ou aux publications des organisations dans les cafés de réfugiés et menaient une existence végétative, n'ayant pas la moindre idée de ce qui se passait dans le pays où ils se trouvaient.

On avait souvent de grandes phrases sur le socialisme, la lutte des classes ou l'internationalisme, mais on ne s'intéressait pas le moins du monde aux luttes et aux problèmes sociaux ou de classe du pays où l'on se trouvait.

C'était désormais cela, le modèle que les réfugiés du 12 septembre allaient trouver face à eux à leur arrivée en Europe par vagues plus importantes dans les années 1980...

700 + 75 = 775

Yazın, 19 avril 1999

"La bataille de Kosovo a eu lieu le 20 juin 1389 entre Murat Ier et l'alliance commandée par le despote serbe Lazare. L'armée chrétienne de 100 000 soldats qui fit face à l'armée d'environ 60 000 soldats de Murat Ier se composait de forces serbes, bosniaques, croates, valaques, hongroises,

bulgares et albanaises. Les Turcs remportèrent cette bataille sans équivoque. Lazare et son fils furent faits prisonniers. Mais Murat Ier fut tué, tandis qu'il traversait le champ de bataille, poignardé par un Serbe blessé. Les Serbes, dont la résistance fut brisée à la fin de cette bataille, furent forcés d'accepter d'être les vassaux du nouveau sultan Bayezid..." (*Büyük Larousse*, volume 14, p. 7008).

C'est de cette façon qu'une encyclopédie turque a résumé, dans une langue bien mesurée, un événement vieux de 610 ans.

J'écris ce texte, qui m'a été demandé à l'occasion du 700^e anniversaire de la fondation de l'Empire ottoman, à des milliers de kilomètres de la Turquie. Malheureusement, je n'ai pas sous la main les manuels d'histoire qui nous ont lavé le cerveau dans notre enfance, dans notre jeunesse, avec leur conception officielle de l'Histoire. Mais comment oublier dans quelle langue épique l'événement était raconté dans ces manuels, et comment nos professeurs d'histoire tombaient en transe quand ils racontaient les différentes phases de cette bataille avec l'enthousiasme d'un présentateur sportif commentant un match retransmis à la radio?

Reste que ce récit univoque ne vaut pas seulement pour le Kosovo, mais pour tous les événements historiques où les *akindjis*, les *sipahi* et les janissaires aux "mille chevaux" ont extorqué terre sur terre en anéantissant les armées des "mécréants" au nom de l'islam et de la turcité.

La conquête est un tabou. Sa légitimité est indiscutable.

La conquête turco-ottomane qui commença en Asie centrale et s'étendit au fil des siècles jusqu'aux portes de Vienne est, selon l'enseignement de l'histoire officielle, une mission sacrée confiée par Allah à une nation d'"übermensch" pour répandre l'islam dans le monde.

Ce récit ne mentionne pas les villes attaquées et incendiées, les hommes passés par le fil de l'épée, les femmes et les filles violées et les trésors pillés. Dans ces épopées, on

mentionne la justice et la civilisation apportées par les sultans dans les pays envahis, ainsi que la magnanimité des janissaires accrochant un sac d'or pour remplacer la moindre grappe de raisin coupée dans les vignes.

Ceci est la ligne dominante que l'on trouve non seulement dans les manuels scolaires mais dans le regard de tous les médias sur les événements historiques. À chacun de ces sempiternels anniversaires, on lave encore et encore les cerveaux avec les mêmes contes, conditionnant toute une nation, du soldat à l'ouvrier, de l'employé au fermier, avec ces déformations.

On ne prend même jamais la peine d'imaginer quel sentiment intense de haine et de revanche ce drame de la conquête a pu créer à l'encontre des Ottomans sur trois continents, ni que le souvenir de cette douleur dans la mémoire collective des peuples, loin de s'effacer, sera cause, des siècles plus tard, d'une hostilité envers quiconque revendique fièrement l'héritage ottoman...

Imaginons un instant que la région au centre de laquelle se trouve le Kosovo soit en fait l'Asie centrale, qui est considérée comme la Mère Patrie des Turcs. Et qu'un beau jour les Serbes, Croates, Valaques et Hongrois, mais aussi les Bosniaques et les Albanais qui à cette époque étaient affiliés à l'Église chrétienne, quittent les Balkans et fassent des milliers de kilomètres pour aller attaquer la patrie des Turcs, passant tous les hommes turcs tentant de leur résister par le fil de l'épée, violant les femmes et les filles turques, et régnant sur les survivants pendant 500 ans au nom de la chrétienté.

Une telle conquête serait-elle aujourd'hui commémorée dans le monde islamo-turc dans le pardon ou sous les malédictions?

Cette question, même nos socio-démocrates occidentalistes et nos kémalistes des "Lumières" – sans parler de nos racistes descendants des loups et de nos islamistes conquérants – ne daigneraient pas le moins du monde se la poser.

Le Kosovo est le point focal d'affrontements qui aujourd'hui pourraient entraîner la quasi-totalité du monde dans une guerre terrible et à l'issue incertaine. Bien sûr, à la base de la situation tragique que l'on connaît aujourd'hui, il y a la campagne de nettoyage ethnique menée par l'entourage de Milošević contre les peuples non serbes de l'ex-Yougoslavie, en particulier les Bosniaques et Albanais musulmans.

Mais les hommes tels que Milošević sont-ils seuls responsables si les Balkans sont redevenus une poudrière après l'effondrement des régimes socialistes?

Les graines des affrontements ethniques et religieux d'aujourd'hui n'ont-elles pas été semées, dès les années de la Guerre froide, d'un côté par les émissions de radio subversives dirigées par la CIA vers l'Europe de l'Est, et de l'autre par les provocations constantes des missions diplomatiques et des services secrets turcs, non seulement parmi les peuples musulmans de Yougoslavie mais également parmi les Turcs de Bulgarie?

À cela, il convient d'ajouter la propagande destructrice menée dans ces pays au nom de l'islam par, dans les années soixante-dix, l'Arabie saoudite et Aramco et, dans les années quatre-vingt, par l'Iran dépouillé par l'"exportation révolutionnaire", ainsi que les activités subversives d'enrôlement politique menées au nom de l'islam par les minorités musulmanes des "moudjahidines" d'Afghanistan soutenus là encore par les USA.

Avant même l'effondrement du système socialiste, les pratiques honteuses de l'administration Jivkof en Bulgarie avaient porté de sérieux coups au développement de relations fraternelles entre les peuples des Balkans.

Même s'il est vrai qu'après le renversement de Jivkof et l'allègement des pratiques répressives en Bulgarie, les relations entre les communautés étaient plutôt revenues à la normale, les pratiques fascisantes de Milošević en Yougoslavie ont littéralement transformé les Balkans en poudrière.

Les bombardements de l'OTAN représentent-ils la seule voie pour sauver les Balkans, et même l'Europe entière de la catastrophe d'une nouvelle guerre? Il est évident que ces bombardements, que les USA ont lancé pour rendre indiscutable leur autorité sur le nouvel ordre mondial, ne serviront à rien d'autre qu'à prendre en étau autour de Milošević les Serbes pacifistes et démocrates au nom des "intérêts nationaux", et par conséquent à provoquer l'émigration de centaines de milliers de Kosovars, mais certainement pas à ébranler le gouvernement de Milošević.

Reste qu'il est difficile d'avalier que dans la même région, un autre pays, qui plus est membre de l'OTAN, envoie des soldats au Kosovo, prétendant défendre les droits et libertés d'un autre peuple au nom de l'OTAN alors qu'il piétine depuis des années les libertés et droits les plus fondamentaux du peuple Kurde et qu'il incendie et détruit des milliers de villages, chassant des millions de personnes loin de chez eux.

Une autre réalité que l'on ne peut pas ignorer dans la crise des Balkans est que les militaristes d'Ankara, qui jouent, en particulier depuis l'effondrement du système soviétique, à diriger un monde turc s'étendant de l'Adriatique à la grande muraille de Chine, attisent le feu de tous leurs comportements et déclarations.

Les images retransmises à la télévision, en ces jours où débutent les bombardements, des manifestations organisées devant les représentations diplomatiques serbes en Turquie sont très éclairantes à ce sujet.

En ce début de XXI^e siècle, comment peut-on voir des individus déguisés en janissaires se réunir devant le consulat ou l'ambassade d'un autre État en lançant des slogans vengeurs? Leur but est-il de donner raison à Milošević et ses semblables dans leur opération de nettoyage ethnique, ne serait-ce qu'aux yeux du peuple serbe?

C'est le 20 juin 1989, 600^e anniversaire de la bataille de

Kosovo, que les nationalistes serbes de Milošević se sont réunis par centaines, appelés par ce dernier sur l’emplacement de la bataille, et qu’ils ont fait le serment de reprendre ces terres extorquées et islamisées par les Ottomans, hurlant: “Le Kosovo est notre Jérusalem... Le berceau de notre peuple kosovar... C’est là que reposent nos rois...”

N’oublions pas que lorsque les armées ottomanes ont envahi le Kosovo, les peuples de la région, Bosniaques et Albanais compris, étaient Chrétiens. Mais la plus grande partie d’entre eux ont été islamisés par les Ottomans par la suite.

Aux yeux des peuples qu’ils ont occupés, les Ottomans n’étaient pas seulement des tyrans sanguinaires, mais aussi des assimilationnistes.

À mon arrivée en Belgique, un scientifique serbe dont j’avais fait la connaissance m’avait raconté, apprenant que j’étais turc, que dans son pays, on se souvenait encore des Ottomans avec terreur, car lors de l’occupation ottomane, les familles coupaient le pouce de leurs nouveau-nés mâles, uniquement pour empêcher qu’ils ne soient enrôlés dans l’armée des janissaires.

En fait, dans tous les pays qui ont un jour été occupés par les Ottomans, leur cruauté vit encore, tel un souvenir très vif, dans la mémoire collective des peuples.

Face à une telle réalité, le fait de se montrer à ces peuples sous l’habit de janissaires est une négligence et une provocation incroyables.

Les démagogues kémalistes, lorsqu’ils doivent mettre en avant le caractère “révolutionnaire et contemporain” de Mustafa Kemal, avancent, reniant son héritage, qu’il a détruit un ordre ottoman en bout de course.

Lorsque l’actualité évoque les persécutions contre les peuples non musulmans à l’époque ottomane, par exemple les massacres commis contre les Arméniens ou les Assyriens, ils avancent que la République de Turquie ne pourrait jamais en être tenue pour responsable, car elle n’a aucun rapport

avec l'État ottoman, cet État d'une autre époque que Mustafa Kemal a supprimé en luttant contre le sultanat ottoman.

Mais dans les manuels d'histoire et dans les discours officiels, l'Empire ottoman est malgré tout, avec ses seize États, le plus grand et le plus puissant des empires fondés tout au long de l'Histoire, et il a été fondé par la nation turque. Toutes les conquêtes, tous les massacres des Ottomans sont pour les écoles et les médias de la République, autant de grandes épopées héroïques.

Le fait d'avoir fait commencer, cette année, les festivités du 700^e anniversaire de la fondation de l'État ottoman tout de suite après celles du 75^e anniversaire de la République, est la dernière preuve concrète en date de cette hypocrisie et du manque de respect envers les peuples ayant vécu cinq cents ans prisonniers des Ottomans. Nos militaires et civils kémalistes participent avec un grand enthousiasme à ces festivités où ne sont jamais évoqués la cruauté ni l'aspect sanguinaire des Ottomans.

Mais alors, qu'en est-il de cette affirmation selon laquelle Mustafa Kemal serait le précurseur de l'indépendance des "peuples opprimés"?

En réalité, ce que les kémalistes entendent par "peuples opprimés", c'est autre chose. Cela n'a aucun rapport, de près ou de loin, avec la défense du droit à l'auto-détermination des nations. Pour eux, les "peuples opprimés", ce sont peut-être les peuples d'origine turque d'Anatolie, ou peut-être les peuples turcophones du Caucase et de l'Asie centrale. Mais les Kurdes, Arméniens, Grecs, Assyriens, Bulgares, Serbes, Croates, Arabes, qui pendant des siècles ont vécu prisonniers des Ottomans, ne sont pas des "peuples opprimés". Eux, parce qu'ils sont entrés en lutte pour briser les chaînes de leur captivité et retrouver leur liberté sur des terres qui, historiquement, leur appartiennent, sont aux yeux des kémalistes des ennemis des Turcs, les instruments des impérialistes.

Voyant aujourd'hui les manifestants en habits de janissaires devant les représentants yougoslaves, on ne peut s'empêcher de penser à une certaine photographie de Mustafa Kemal que l'on trouve dans les livres d'histoire.

Le costume choisi par Mustafa Kemal pour se rendre à un bal costumé en Bulgarie, où il se trouvait en tant qu'attaché militaire, alors que le pays venait de regagner son indépendance après cinq cents ans de domination ottomane, était un uniforme de janissaire, symbole pour ce peuple de massacres et de cruauté.

Nos biographes portèrent aux nues ce geste dans lequel ils virent une ingénieuse leçon d'histoire de Mustafa Kemal aux Bulgares ennemis des Turcs.

Considérons l'événement d'un autre point de vue, avec le regard des autres.

Si un attaché militaire anglais participait à une réception dans un État d'Afrique ayant récemment proclamé son indépendance costumé en chef colonisateur du XIXe siècle, qui pourrait se montrer compréhensif et exprimer ses félicitations envers ce geste? Ce serait littéralement un scandale.

Qui pourrait accepter qu'un attaché militaire français participe à une réception à Ankara en uniforme des forces d'occupation françaises à Istanbul?

En réalité, dans ce geste de Mustafa Kemal, il y a tous les symptômes du grand chauvinisme national et de l'admiration pour le passé conquérant des Ottomans.

Mais nos civilisateurs contemporains, lorsqu'il s'agit des Turcs et de l'islam, ne voient aucun inconvénient à piétiner toutes les règles de la politesse et du protocole.

C'est la même mentalité qui préside aujourd'hui aux festivités du 700^e anniversaire de la fondation de l'Empire ottoman. Et il ne vient à l'esprit de personne que le retrait de l'UNESCO de ces festivités est la conséquence de la réaction des représentants des peuples qui ont été prisonniers des Ottomans.

Avec ces festivités qui s'ajoutent à la présence de soldats turcs au Kosovo et le fait, en particulier, qu'aux dernières élections le parti ultranationaliste MHP se soit élevé au rang de deuxième parti, les réactions antiturques dans les anciennes provinces de l'Empire ottoman et chez les peuples qui ont été leurs victimes vont atteindre des dimensions encore plus importantes.

Ce positionnement ambivalent vis-à-vis des Ottomans est aussi le symptôme d'une autre hypocrisie, celle qui prévaut en Turquie dans le domaine des droits de l'Homme, qui sont systématiquement piétinés.

La défense face aux critiques venant soit de Turquie soit des milieux démocratiques européens est devenue classique. "Nous respecterons les droits de l'Homme non parce que d'autres nous y auront poussés, mais parce que nous l'aurons décidé nous-mêmes. Mais que pouvons-nous faire? Par rapport aux pays d'Europe, la République de Turquie est un jeune État âgé de seulement 75 ans. Le moment de mettre les droits de l'Homme en pratique viendra avec le temps..."

Ceci est un mensonge ignoble. Car lorsqu'il s'agit de se vanter de son Histoire, on entend que "les Turcs sont une nation qui tout au long de l'Histoire a fondé 16 États. L'Empire ottoman, pendant 700 ans, a porté sur trois continents l'ordre, la sérénité et la justice. C'est le sultan Soliman qui a créé le premier ordre juridique en Europe..."

Combien de peuples, combien de nations dans le monde ont une expérience de l'État aussi longue? En un mot, c'est un scandale qu'une nation ayant une telle expérience se réfugie derrière le prétexte d'être novice sur la question des droits de l'Homme alors que les pays et les peuples qui viennent de se libérer de la domination ottomane et des griffes de l'impérialisme occidental ont eu vite fait de passer à des régimes démocratiques.

Ce n'est pas seulement honteux pour nos Loups gris ou pour nos islamistes, mais aussi pour nos socio-démocrates

qui se réfugient derrière les mêmes affirmations en bombant le torse dans les coulisses des institutions européennes, sur directive des militaristes, pour protéger les “suprêmes intérêts de l’État”, et également pour nos kémalistes.

Ceux-ci n’ont pas seulement besoin d’un cours d’histoire, mais en même temps d’une leçon de mathématiques:

$$700 + 75 = 775.$$

S’ils veulent assumer l’Histoire ottomane, ils n’ont pas d’autre choix que de mémoriser cette formule comme on mémorise une table de multiplication.

De l’ANC au KNC...

Özgür Bakış, 22 mai 1999

1972... Paris... En Turquie, Deniz, Hüseyin et Yusuf ont été exécutés. Çayan et ses camarades ont été assassinés à Kızıldereli... Chasses à l’homme et arrestations se poursuivent dans toute leur férocité. Nous préparons le *Dossier Turquie (File On Turkey)* pour documenter les violations des droits de l’Homme en Turquie afin de pouvoir faire juger le régime du 12 mars au Conseil de l’Europe. Depuis la Turquie arrivent constamment des accusations de torture et des dossiers de procès. Ils sont compilés, résumés et traduits en anglais. Mais il faut que la traduction anglaise soit revue par quelqu’un dont la langue maternelle soit l’anglais...

En ces années-là, Paris fourmille de militants, de sympathisants et de représentants des mouvements antifascistes et anti-impérialistes qui secouent le monde entier, depuis le Vietnam jusqu’à l’Amérique latine et de l’Irlande à l’Afrique du Sud. En Europe, en plus de la Turquie, la Grèce, l’Espagne et le Portugal sont encore entre les griffes de gouvernements fascistes. Avions et hélicoptères américains font pleuvoir la mort sur le peuple du Vietnam, tout comme c’est le cas aujourd’hui en Yougoslavie. Toute l’Amérique latine, à l’ex-

ception du Chili d'Allende et du Cuba de Castro, sont sous la botte de dictateurs militaires aux ordres du Pentagone...

C'est d'abord un des militants en exil du mouvement américain des Black Panthers qui nous vient en aide. Puis un ami grec nous dit: "Je vais vous présenter Breyten. Il est d'Afrique du Sud et en plus c'est un homme de lettres, il pourra vous aider." Et alors que nous nous attendions à voir un Noir, il se révèle être un Blanc pur-sang. En plus, sa langue maternelle n'est pas l'anglais, mais l'Afrikaans, qui vient du néerlandais!

Breyten Breytenbach... Un écrivain, peintre et militant d'Afrique du Sud... Il vit à Paris. Sa femme est la vietnamienne Yolande Ngo Thi Hoang... Ses œuvres écrites pour la plupart en anglais lui ont valu en Afrique du Sud un certain nombre de prix littéraires. En 1970, il part en recevoir un dans son pays. Comme son épouse est une femme de couleur, ils sont refoulés à la frontière. Qu'elle soit noire ou jaune, sous l'Apartheid, il est interdit à un blanc d'épouser une femme de couleur!

Cet incident exacerbe sa colère contre le régime raciste. Breyten est l'un des militants les plus influents sur le plan international dans la lutte contre l'Apartheid. Il est très occupé. Mais en ces années-là, la solidarité internationale n'est pas un vain mot. Avant qu'il ne soit mis en page sur un IBM à disquettes utilisé à tour de rôle par des résistants grecs et espagnols puis imprimé dans l'atelier d'un peintre dont le toit fuit, Breyten ne manque pas de corriger *File On Turkey*.

Nous retrouvant au fond des cafés pour parler des textes, nous évoquons les ressemblances entre la répression nationale pratiquée contre les Kurdes en Turquie et celle, raciste, pratiquée contre les Noirs en Afrique du Sud, et discutons de possibles solutions. C'est au cours de ces discussions que Breyten me parle de l'ANC: le Congrès national africain et de son légendaire leader, purgeant sa perpétuité à la prison de Robben Island, Nelson Mandela...

Quand je discute de l’Afrique noire avec Breyten, un Blanc, je songe toujours à mon cher ami İsmail Beşikçi avec qui, deux ans plus tôt, nous parlions du Kurdistan dans les locaux d’*Ant*. Mais maintenant, Beşikçi se trouve dans les geôles turques parce qu’il a appelé les Kurdes par leur nom. C’est à cette époque-là, le 14 août 1972, que la Cour martiale d’Ankara l’a condamné à treize ans de prison et à trois ans d’exil.

Évidemment, à ce moment-là, ni Breyten ni moi ne pouvions nous douter que vingt-sept ans plus tard, le 22 mars 1999, jour où j’écris ces lignes, Mandela le “terroriste” serait le président de la République d’Afrique du Sud, ni qu’İsmail Beşikçi, lui, battant le record de Mandela, serait encore en train de voir filer ses jours dans les prisons de cette République de Turquie, enfant gâtée membre prééminent du Conseil de l’Europe.

Je rencontre une fois encore Breyten à Amsterdam en 1973, après que le *Dossier Turquie* ait presque réussi à faire exclure le régime du 12 mars du Conseil de l’Europe. Les éditions Van Gennep ont publié mon *Turquie: fascisme et résistance*, ainsi qu’un livre de Breytenbach racontant la résistance noire en Afrique du Sud.

Deux ans plus tard, un petit article du *Monde* attire mon attention. Breytenbach a été arrêté en Afrique du Sud après y être entré illégalement... Il partagera le destin de Beşikçi pendant sept ans... En 1982, les pressions internationales forcent le régime le plus raciste du monde à libérer ce combattif écrivain blanc. Mais en Turquie, rien ne change, c’est maintenant le fascisme du 12 septembre qui règne, et Beşikçi est encore en prison.

11 février 1990... La lutte de l’ANC et les pressions internationales forcent le régime de l’Apartheid à faire un pas de plus en arrière. Nelson Mandela est désormais libre et de nouveau à la tête de l’ANC. J’épluche les anciens numéros d’*İnfo-Türk*. Oui, un mois après que Nelson Mandela ait re-

trouvé la liberté, le 12 mars 1990, ce cher Beşikçi retourne en prison après avoir été arrêté par la Cour de sûreté de l'État d'Istanbul pour avoir appelé les Kurdes par leur nom.

19 mai 1994: Mandela le "terroriste" est désormais le président, respecté du monde entier, de la République d'Afrique du Sud. Mais en Turquie, on interdit le Parti de la démocratie (DEP), et tandis qu'une partie des députés kurdes élus par le peuple est emprisonnée, une autre quitte le pays pour fonder, non sans difficultés, le Parlement du Kurdistan en exil (SKP).

En 1999, cinq ans plus tard, rien n'a changé. Sinon que les colombes dansent avec les loups sur les marches du pouvoir... Les loups tournent la tête vers une petite île de la mer de Marmara et hurlent, l'écume aux lèvres: "Qu'il soit pendu... Pendu..."

Les ténèbres des geôles turques qui ont avalé les Beşikçi, Zana, Dicle, Gerger, Başkaya, Duran attendent les Birdal, Çalışlar, Erdost.

Et le 24 mai 1999, vingt-cinq ans après ma dernière rencontre avec Breyten Breytenbach, un congrès se réunit à Amsterdam: le KNC: Congrès national du Kurdistan!

Je sais que les Breytenbach et les Mandela d'Afrique du Sud et de Turquie y assisteront, en tant qu'invités d'honneur si ce n'est physiquement.

Car le KNC, tout comme l'ANC, est une borne sur la route de la lutte centenaire pour la liberté des peuples et la propriété de toute l'humanité opprimée!

Chevaux de Troie

Özgür Bakış, 29 mai 1999

Saint-Josse et Schaerbeek, connus pour être les "quartiers turcs" de Bruxelles, sont en pleine effervescence électorale... De grandes affiches en français ou en flamand

recouvrent les vitrines des cafés, restaurants, épiceries, banquiers et courtiers en assurances turcs... Sur les affiches, les grandes photos, non d'artistes célèbres en tournée européenne pour les émigrés, mais d'individus que bien peu de gens connaissent en dehors de leurs familles et de leurs proches...

J'ai déjà écrit à ce sujet. Dans deux semaines, il y a une élection en Belgique, ou plutôt des élections. Les Belges vont voter pour sept assemblées différentes: le Parlement européen, le Parlement fédéral belge, le Sénat, le Parlement flamand, le Parlement wallon, le Parlement bruxellois et le Parlement de la communauté germanophone de Belgique...

Après les élections, le Parlement bruxellois et le Parlement wallon se réuniront pour former le Parlement de la communauté française de Belgique. Tout de suite après seront formés les six gouvernements de ce tout petit pays: le gouvernement fédéral, le gouvernement flamand, le gouvernement wallon, le gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale, le gouvernement de la communauté française et le gouvernement de la communauté germanophone de Belgique.

Aucune condition n'oblige à prêter serment de fidélité à sa "seconde patrie" pour pouvoir voter dans une élection belge après avoir obtenu la nationalité, mais si d'aventure certains sont élus, ils monteront sur l'estrade et jureront fidélité au roi de Belgique et à la constitution de leur plus belle voix de rossignol.

Tandis que d'un côté, on attaque de concert Merve et sa double nationalité dans les éditions européennes des médias de bas étage, de l'autre on porte aux nues nos concitoyens turco-belges parce qu'ils font entendre en Europe la voix des Turcs.

Dans chacun des parlements cités ci-dessus, à l'exception des partis d'extrême droite, on trouve un ou deux candidats d'origine turque. Le Parti socialiste francophone (PS), le Parti socialiste flamand (SP), le Parti libéral francophone

(PRL), le Parti chrétien flamand (CVP), le Parti chrétien francophone (PSC), les Verts flamands (Agalev), les Verts francophones (Ecolo), le Parti du travail de Belgique (PVDA-PTB), et l'Union populaire flamande (VU) font une place sur leurs listes, même si ce n'est que de la poudre aux yeux, à des noms étrangers, au risque d'écouter les oreilles des Belges de souche, dans l'espoir d'attirer les voix des électeurs d'origine étrangère, qui représentent plus de cent mille personnes. Même sur les listes du PRL, champion pendant des années de la xénophobie, on trouve deux candidats turcs et un candidat marocain.

Parmi les candidats originaires de Turquie, on trouve des Turcs, des Kurdes, des Assyriens et des personnes luttant activement depuis des années contre le racisme et pour l'égalité des droits.

Et puis il y a nos "nationalistes à double-nationalité", mis sur le marché par le militaro-kémalisme turc pour conquérir la citadelle de l'intérieur.

L'un des candidats de la liste bruxelloise du Parti socialiste francophone affirme son allégeance à ses seigneurs d'Ankara dans son premier entretien publié dans les journaux turcs: "Je ne vais pas noircir l'image de la Turquie comme un Cem Özdemir pour réussir à tout prix. Je ne serai jamais Cem Özdemir."

Un autre, figurant sur la liste bruxelloise du Parti libéral francophone, enfonce le clou dès sa première déclaration et sans attendre le verdict de la Cour de sûreté de l'État: "À mes yeux, Apo est un assassin!"

Dans *Hürriyet* et *Sabah*, s'étalent les photos de ces candidats si nationalistes, si kémalistes, sous le titre: "L'espoir de tous les étrangers!"

Ceux qui depuis les années soixante-dix luttent pour que les étrangers installés en Belgique et dans les autres pays d'Europe puissent acquérir le droit de voter et de se présenter à des élections sans changer de nationalité sont sous le choc...

Tandis que l'on érige des barricades électorales pour éviter de laisser passer les partis racistes et d'extrême droite de Belgique et pour que leurs représentants ne soient pas élus aux parlements, on laisse plastronner sur les plateformes électorales locales les racistes, militaristes et ennemis de la démocratie d'un autre pays qui se trouve à trois mille kilomètres de là.

L'ambassade de Turquie, avec l'Association pour la pensée kémaliste, la Fédération turque et la Fondation des affaires religieuses islamiques, a mobilisé le lobby turc et toute la presse partisane... Tous ensemble, ils forcent les portes des assemblées régionales avec leurs nationalistes et patriotes à double-passeport qui sont autant de "chevaux de Troie" et avec les têtes de loup qu'ils forment avec leurs doigts.

Et tandis que j'écris ces lignes aux petites heures du matin, je tombe, sur Internet, sur cet article du plus kémaliste des journalistes de *Cumhuriyet*:

"Pendant des décennies, depuis que j'écris, j'ai fait les cent pas dans les couloirs du palais de justice. Depuis les années quatre-vingt-dix il y a moins de procès. Pourquoi? L'Union soviétique s'est effondrée, le "danger communiste" n'existe plus, la paranoïa dont les États étaient la proie s'est dissipée, les équilibres mondiaux ont changé ; les procureurs laissent les gauchistes tranquilles ; le fait qu'il n'y ait plus de crimes non élucidés a rendu possible la réalisation de ce processus ; le coup d'État post-moderne du 28 février 1997 a été un moment charnière." Déclarations suivies d'un salut aux Loups:

"Le MHP n'a pas pris place aux côtés des réactionnaires ; il a préféré collaborer avec la "gauche démocratique". Si les islamistes avaient pu tirer le MHP de leur côté, que n'aurait-on pas pu faire?"

Oui, peut-être la paranoïa du "danger communiste" dont les États étaient la proie n'existe-t-elle plus, mais celles du "séparatisme" et de l'"islamisme" ont aveuglé les anciens "gauchistes" au point qu'ils ne voient pas que les Beşikçi,

Zana, Dicle et consorts sont encore en train de croupir dans leurs geôles.

Et au point de ne pas voir que les mêmes geôles s'appêtent à avaler Çalışlar, qui écrit dans leur propre journal, ainsi qu'Akın Birdal, militant des droits de l'Homme ou encore Erdost, qui a traduit en turc les fondateurs du socialisme scientifique Marx et Engels.

Quand au pays la paranoïa atteint ces dimensions, pourquoi s'étonner que les loups hurlent et que les chevaux de Troie hennissent à Bruxelles où des locaux d'associations kurdes et assyriennes ont été incendiés avec les encouragements de l'ambassade?

Hassan II, Oufkir et Ben Barka!

Özgür Bakış, 25 juillet 1999

Les loups de l'“État profond”, à la moindre critique des institutions ou de la presse européenne au sujet des droits de l'Homme, se mettent à hurler en chœur: “C'est du deux poids, deux mesures!” La suite est en accord avec le caractère du loup: “Ennemis des Turcs!”... “Ennemis de l'islam!”...

En réalité, ce sont eux les rois du “deux poids, deux mesures”. Quand il est question de Chypre ou des Balkans, les droits des minorités turques deviennent le problème le plus important et le plus urgent au monde. Cela peut servir de prétexte à l'occupation du territoire d'un État indépendant ou à l'envoi de troupes sous la bannière de l'OTAN à des milliers de kilomètres de là. Mais pour peu que quelqu'un ait le malheur de parler, dans les termes les plus innocents du monde, des droits des nations et des peuples vivant depuis des millénaires en Anatolie où ils ont créé des civilisations bien avant l'arrivée des Turcs, marquant la pierre et la terre du pays, alors la prison ou même le meurtre deviennent inévitables!

Du reste, le numéro d'*Özgür Bakış* du 27 juin, où figurait

mon article intitulé “Deux poids, deux mesures” et qui critiquait ces procédés a été saisi, et une plainte a été déposée contre les responsables du journal, demandant des sanctions en vertu de la loi anti-terrorisme.

Mais, comme je le précise dans l’article en question, il y a en Europe des milliers de sujets et d’événements honteux relevant des pratiques du “deux poids, deux mesures”. Le plus honteux étant le “deux poids, deux mesures” européen dans l’empressement breveté par les USA pour régler la question du Kosovo face à l’indifférence quant à la question kurde.

La position de l’Allemagne face au fait que Cevat Soysal, membre du Front pour l’indépendance nationale du Kurdistan (ERNK) ait été enlevé la semaine dernière en Europe puis envoyé en Turquie où il a été torturé est honteuse et contraire à tous les accords internationaux.

Ce nouvel épisode de piraterie des services de renseignement turcs (MİT) et de ses complices européens, est annoncé au moment de la visite pour “séduire Ankara” du ministre allemand aux Affaires étrangères Fischer, comme s’il s’agissait de défier le monde et l’opinion allemande.

Et hier, tandis que Fischer annonce aux fabricants d’armes allemands un nouveau marché d’armement avec la Turquie en échange de sa promesse de candidature à l’Union européenne, les images de Cevat Soysal traîné devant la Cour de sûreté de l’État après avoir été torturé sont diffusées sur les écrans de télévision du monde entier, et en premier lieu en Allemagne.

Cevat Soysal est un réfugié des Nations unies sous protection du gouvernement allemand. Il revient à l’État allemand, qui a signé la convention de Genève en 1951, de protéger tout individu ayant obtenu le statut de réfugié, quelles que soient ses opinions politiques, de tout type de répression et de menace, en particulier venant du pays qu’il a été forcé de quitter.

Passe encore que l’État allemand n’ait pas protégé Soysal ni empêché son enlèvement par les pirates du MİT, mais

tandis qu'il était soumis à la torture en Turquie, Fischer tenait conseil avec les dirigeants et les agents de propagande de cet État tortionnaire.

Écouter les "leçons ès droits de l'Homme" d'individus comme Demirel, Ecevit, Cem et de tous ces seigneurs de la presse de bas étage alors que croupissent dans les geôles turques l'homme de science İsmail Beşikçi et le représentant élu du peuple Mehdi Zana est d'ailleurs, en un mot, particulièrement méprisable de la part d'un ancien de 68 dont le vert a bien fané.

Mais trinquer sur les eaux bleues du Bosphore avec les tortionnaires d'un pays tandis qu'un réfugié sous la protection de son propre État est en train d'être torturé, c'est un scandale international!

*

Alors même que j'écris ces lignes, les radios m'apprennent que Hasan II, le roi du Maroc, vient de mourir d'une crise cardiaque. Avec l'annonce de cette mort, l'affaire Ben Barka, cette tache noire autant dans l'histoire récente du Maroc que dans celle de la France, fait de nouveau l'actualité.

20 octobre 1965, vers midi...

Devant la brasserie Lipp, sur le boulevard Saint-Germain à Paris, deux obscures personnes montrent leurs cartes de police à un Marocain du nom de Mehdi Ben Barka, le font monter en voiture, soi-disant pour l'emmener au commissariat et le kidnappent.

Ben Barka est l'un des principaux leaders de l'Union nationale des forces populaires, une personnalité du tiers-monde respectée, et il est réfugié en France.

Après ce kidnapping, plus aucune nouvelle de Ben Barka.

Tout ce que l'on sait, c'est que tout de suite après l'enlèvement, deux célèbres bourreaux du roi Hassan II, le général Oufkir et Ahmed Dimi, se sont rendus à Paris pour préparer la visite du roi invité par la France. Le général Ouf-

kir a même longuement rencontré, le soir du 3 octobre, Maurice Grimaud, le directeur général de la Sûreté nationale. Dans un entretien donné par la suite à *L'Express*, Georges Figon, qui devait témoigner au procès, affirma que Ben Barka avait été tué poignardé par le général Oufkir en personne. Mais ce témoin important fut trouvé mort quelque temps plus tard avant qu'il n'ait pu témoigner au tribunal.

Le fait qu'un réfugié politique puisse être victime d'un acte de piraterie aussi bas avait ébranlé pendant des années la France alors gouvernée par De Gaulle.

*

Personne n'est éternel dans ce monde. Le roi Hassan II, qui faisait enlever, torturer et assassiner ses opposants pas plus qu'un autre... Il nous a quittés le 24 juillet 1999 en laissant à ses princes un héritage gonflé de sang et du pus.

Et les larbins du tyran?

Ahmed Dimi, qui avait participé à l'enlèvement de Ben Barka, est mort le 25 janvier 1983 dans un mystérieux accident de voiture.

Quant au général Oufkir, célèbre pour avoir planté son poignard dans le cœur des ennemis du roi qu'il tuait pour lui avant d'y planter les dents, il a été mêlé à un complot avorté contre le roi Hassan II en août 1972 et a été retrouvé mort. Il se serait officiellement suicidé.

Ceux qui ont ouvert les bras au roi Hassan II, qui ont laissé kidnapper un leader politique sous leur protection, voire qui ont soutenu cette piraterie sont aujourd'hui, c'est-à-dire trente-quatre ans plus tard, dans les poubelles de l'histoire politique française.

Vous qui aujourd'hui laissez kidnapper des réfugiés politiques en Afrique ou en Europe, qui vous vantez de surpasser le Mossad, qui discutez avec les tortionnaires du pays qui torture les réfugiés kidnappés...

Qu'est-ce que l'histoire, dans trente-quatre ans, en 2033, va bien pouvoir écrire sur vous?

Yılmaz Güney... “C’était un homme!”

Yazın, 29 juillet 1999

11 janvier 1981, Bruxelles... Le trois-pièces où nous vivons tout en l'utilisant comme local de rédaction d'*Info-Türk* et comme antenne européenne d'Union pour la démocratie se remplit sans arrêt de réfugiés politiques arrivant les uns après les autres de Turquie. Nous sommes d'un côté dans la précipitation de faire parvenir jour après jour des nouvelles aux médias européens, aux organisations des droits de l'Homme, aux partis politiques et aux simples individus, et de l'autre, nous préparons l'organisation de la première grande soirée politico-culturelle de protestation contre le régime du 12 septembre qui se tiendra à l'Ancienne Belgique, l'une des plus grandes salles de concert de Bruxelles, un mois plus tard, le 13 février 1981, pour l'anniversaire de la création du Parti des travailleurs de Turquie et du DİSK...

Aucune difficulté pour choisir des intervenants. Toutes les personnalités les plus importantes des partis de gauche sont depuis longtemps en Europe, ou bien ont trouvé le moyen de quitter le pays tout de suite après le coup d'État.

Mais la réussite d'une soirée internationale de soutien dépend avant tout de la participation massive d'artistes. Quels artistes originaires de Turquie pourrait-on inviter, et parmi eux qui pourrait réellement participer? Nous passons notre temps à en discuter et à téléphoner en Turquie pour nous renseigner. Malheureusement, les artistes susceptibles de participer à une telle soirée sous les conditions du moment seraient ensuite forcés soit de vivre exilés en Europe pendant de longues années soit, s'ils rentraient en Turquie, de croupir en prison et de subir la torture... Ainsi, chacune de nos invitations se solde par un échec.

Jusqu'à ce que Yılmaz Güney accoure à notre aide.

Vers midi, un coup de téléphone de la Radio-télévision belge: “Félicitations... le grand prix de l'Union de la critique

de cinéma (UCC) a été décerné au film de Zeki Ökten *Le Troupeau*. Nous avons appris que le scénariste du film, qui a également dirigé le tournage depuis sa cellule de prison, était Yılmaz Güney... Nous voudrions faire un sujet sur lui au journal de 13h. Pourriez-vous venir tout de suite pour présenter Yılmaz Güney?”

Je réponds sans hésiter: “Évidemment, je viens immédiatement...” Mais à peine raccroché, une inquiétude me prend. Comment vais-je présenter Yılmaz Güney dans un entretien de quelques minutes?

*

Tout ce que je sais de lui passe devant mes yeux comme une pellicule de film.

Je me rappelle l’avoir vu pour la première fois en tant qu’artiste à la fin des années cinquante à Izmir, dans les films *Les Enfants de ce pays* et *La Passion de Karacaoğlan*, sous les traits d’un jeune homme malingre de province qui se faisait appeler Yılmaz Pütün.

Son identité politique, c’est fin 1962 que j’en ai entendu parler.

À Istanbul, Şadi Alkılıç a été arrêté en vertu de l’article 142 du Code pénal pour un texte publié dans *Cumhuriyet*... Le TİP, qui vient d’être créé, est susceptible d’être interdit à tout moment. Nous travaillons jour et nuit, à la fois dans les locaux du TİP, de *Gece Postası* et de la Fédération des syndicats de journalistes de Turquie pour faire retirer ces articles fascistes...

Mon ami d’Izmir Cengiz Tuncer travaille aussi pour *Gece Postası*. Tout en faisant du journalisme, il se prépare à entrer dans le monde du cinéma en réalisant un film ambitieux. Il connaît très bien le cinéma de Yeşilçam.

“On arrête Şadi avec le 142 et c’est la fin du monde. Mais tout le monde se fiche de Yılmaz!”

– Quel Yılmaz?

– Yılmaz Pütün... Déjà en 1956 il a fait un an et demi de prison pour propagande communiste avec une histoire pu-

blisée dans une revue d'art. Personne n'a rien dit... Tanju Cı-lizoğlu, qui avait publié la nouvelle, a sauvé sa peau en disant à la Cour: "Je ne suis pas communiste, je n'y connais rien au communisme". Mais comme Yılmaz a refusé de renier son histoire et ses opinions, il a pris un an et demi. Et là ils l'ont envoyé en exil à Konya pour six mois..."

C'est comme ça que j'ai appris l'identité politique de Yılmaz avant qu'il ne prenne le nom de Güney. Il était désormais pour moi, comme Nazım Hikmet et Aziz Nesin, un artiste tombé pour communisme.

Il y a en réalité peu de traces de son identité politique dans les histoires de chevaux, de femmes et d'armes que Güney tourna à son retour d'exil, mais son "écriture communiste" reprend avec *Boynu Bükükler* [Ceux dont l'échine est courbée], puis *Boynu Bükük Öldüler* [Ils moururent l'échine courbée]...

Le premier film qui rende justice à l'identité politique de Güney est *Seyyit Han* qui, en pleine révolte de 1968, tomba comme une rose dans le cinéma de Yeşilçam... Puis, en 1970, *L'Espoir*. Et les premiers contacts directs avec les organisations étudiantes révolutionnaires et les organisations kurdes... Les jours du 12 mars où il fut mis en garde à vue avec des milliers d'intellectuels de gauche... Son arrestation en 1972 pour avoir aidé les jeunes révolutionnaires et sa condamnation à sept ans de prison ferme...

Et dans cet environnement tempétueux, ses autres chefs d'œuvres se succèdent, faisant fi des obstacles et des difficultés: *Ağıt* [La Lamentation], *Acı* [La douleur], *Umutsuzlar* [Les Désespérés], *Baba* [Le Père]...

Güney n'est désormais plus connu comme "artiste communiste", mais aussi comme l'ami, ou l'ennemi, d'origine kurde.

Le plus grand événement que nous ayons organisé en Europe pour protester contre le régime militaire après le 12 mars 1971 est la projection de *L'Espoir* de Yılmaz Güney.

Après l'amnistie de 1974, Güney connut une brève période de liberté de trois mois. *Arkadaş* [L'Ami]... Et, conséquence d'une provocation, les portes de la prison se refermèrent sur lui.

*

Voilà ce qui a défilé devant mes yeux pendant cinq ou dix minutes tout de suite après avoir répondu à la Radio-télévision belge que je venais immédiatement: de 1961 à 1981, sur une durée de vingt ans, une torture de onze années d'emprisonnement dans sept villes et vingt-cinq prisons différentes. Voilà ce que j'explique au micro de la RTB. "C'est comme cela que sont récompensés par ceux qui, depuis des années, dirigent la Turquie, les plus grands artistes et penseurs, dis-je. Comme Nazım Hikmet, Kemal Tahir ou Aziz Nesin..."

Étant en prison, Güney ne pouvait participer en personne à la cérémonie de remise du prix. Et si l'on invitait à Bruxelles l'un de ses collaborateurs? Mais on ne parvient pas à contacter Zeki Ökten.

Par chance, Melike Demirağ, qui joue à la perfection la mariée muette Berivan dans *Le Troupeau*, vient d'arriver en Europe. Elle se trouve en Allemagne avec son mari le musicien Şanar Yurdatapan, venu en Europe avant le coup d'État pour nouer des liens européens pour l'Association des artistes démocrates (DEMAR), et leur fille Zeynep. Nous les invitons immédiatement en Belgique.

Melike et Şanar, que ce soit lors de la cérémonie de remise des prix ou dans les entretiens donnés à cette occasion dans la presse, à la radio ou à la télévision, ne se contentent pas de présenter le film et Güney, mais montrent le vrai visage du régime fasciste du 12 septembre dont l'oppression et la tyrannie s'intensifient chaque jour qui passe.

Quant à la réponse de la junte d'Evren, elle consiste, comme pour tous les opposants en exil du régime, à retirer la nationalité à Melike, Şanar et à la petite Zeynep.

Dès lors, *Le Troupeau* devient le symbole de la lutte antifasciste contre le régime, et Yılmaz Güney, de la même manière qu'il a conçu et réalisé ses derniers films à distance depuis la prison, participe en personne, à des milliers de kilomètres de là, à la partie européenne de cette lutte antifasciste.

C'est encore Yılmaz Güney qui nous fournit la voix de la protestation que nous cherchions pour la soirée de solidarité du 13 février 1981. Ce soir-là, c'est Berivan, la mariée muette du *Troupeau* qui, accompagnée de la musique de Şanar, hurle notre révolte.

*

Le plus grand coup porté par Yılmaz Güney contre le régime fasciste en Turquie, c'est sa fuite réussie hors de Turquie le 12 octobre 1981, suivie de la dernière touche portée à Paris à son film *Yol* qu'il avait réalisé une fois encore depuis la prison, et de la Palme d'or remportée au Festival de Cannes. Cette récompense décernée à *Yol* représente à la fois le couronnement par un jury international de la créativité exceptionnelle de Güney et la condamnation sur une plateforme prestigieuse du fascisme du 12 septembre.

Dès lors, Yılmaz Güney devient, au-delà de son statut d'artiste international, un meneur symbolisant dans sa personnalité la lutte antifasciste.

Voici ce que l'on peut lire dans l'article intitulé: "Appel aux démocrates: il est temps de faire front!" paru dans *Le Soir*, le journal le plus important de Belgique, à l'occasion du deuxième anniversaire du coup d'État du 12 septembre:

"Voici deux ans que les peuples de Turquie sont écrasés sous les bottes des généraux fascistes auteurs du coup d'État militaire du 12 septembre 1980. Depuis deux ans, les travailleurs ont la chaîne au pied et les intellectuels du pays sont bâillonnés.

"Pour qui oserait parler de droits de l'Homme, l'étiquette de propagande communiste est prête... Tout comme l'accusation de séparatisme ou d'opposition à l'État à l'encontre

de qui oserait évoquer l'existence de la nation kurde ou l'oppression dont elle est victime.

“Actuellement, on parle d'une nouvelle constitution. Qui donne lieu à des débats enflammés. Or, il suffit de prêter l'oreille aux mots du chef de la junte, le général Evren... Les généraux n'ont aucunement l'intention de se retirer... Il s'agit juste de changer de costume. On se prépare à remplacer le régime militaire fasciste par une dictature civile fasciste.

“Il est temps de se regrouper et de lutter pour défendre les droits et l'honneur des Hommes, qui sont piétinés.

“Il est temps de se solidariser et de faire front contre ceux qui veulent supprimer jusqu'à notre existence.”

La réponse de la junte militaire fasciste à ces appels est toujours la même. Sur une décision du Conseil des ministres datée du 6 janvier 1983, Yılmaz Güney est déchu de la nationalité turque.

*

Tout en travaillant jour et nuit, malgré la dégradation progressive de son état de santé, dans des conditions extrêmement difficiles pour réaliser son film *Le Mur*, Yılmaz Güney ne néglige pas le moindre instant la lutte pour assurer l'union des forces antifascistes originaires de Turquie contre le fascisme.

Tout comme un Şanar, une Melike, une Sümeyra, un Fuat Saka, une Tülay German, il est dans la lutte en action. On le voit au moindre rassemblement antifasciste comme tout artiste, démocrate et révolutionnaire digne de son époque. À la marche de Strasbourg, il est en tête de cortège.

Mais certaines personnes font tout pour ne pas être vues au même endroit, au même rassemblement que lui. Tel que Zülfü Livaneli, qui a débuté sa carrière musicale en tant que “réfugié politique” en Europe après le coup d'État de 1971, qui a chanté des élégies pour des révolutionnaires comme Deniz, comme Ulaş, et qui a composé des chants antifascistes...

Livaneli, qui s'est installé à Paris avant le 12 septembre, n'évoque désormais plus du tout les violations des droits de l'Homme qui ont lieu en Turquie. Voici ce qu'il répond lorsqu'à une conférence de presse organisée à Athènes on lui demande s'il est "un réfugié politique comme Yılmaz Güney":

"Je ne suis pas un compositeur engagé du genre de Theodorakis. En ce moment je suis à Paris, mais j'ai une maison à Istanbul. Une fois que j'aurai fait ce que j'ai à faire en Europe, cet été, je rentrerai dans mon pays. Contrairement à ce que l'on croit, bon nombre d'artistes turcs éclairés, par exemple Ruhi Su ou Timour Selçuk, ne sont pas interdits en Turquie." (Stelyo Berberakis, *Cumhuriyet*, 24 mars 1983).

Mais Ruhi Su mourra le 22 septembre 1985 de ne pas avoir reçu l'autorisation de partir se faire soigner à l'étranger.

De la même façon que la maladie de Yılmaz Güney, à cause des années passées à être traîné d'une geôle à l'autre en Turquie, n'a pu être ni diagnostiquée, ni soignée à temps.

Yılmaz Güney fermera les yeux en exil, le 19 septembre 1984, à l'âge de quarante-sept ans, et il sera enterré au Père Lachaise le 13 septembre au cours d'une cérémonie internationaliste, prenant place aux côtés d'immortels tels que Molière, Balzac, La Fontaine, Chopin, Blanqui, mais aussi des communards de Paris et des résistants antifascistes de la Seconde Guerre mondiale.

Les médias turcs, pour qui noircir Güney tout au long de sa vie avait été un devoir patriotique, ne négligèrent leur mission ni pendant son exil, ni même après sa mort:

"Les assassins meurent aussi... Le fait qu'il soit mort d'un cancer est un avertissement divin à la France, qui a voulu l'utiliser comme un atout contre la Turquie comme elle a utilisé les terroristes arméniens. Le droit d'asile que lui a accordé la France ne lui aura pas servi contre Azraël." (Ergun Göze, *Tercüman*, 12 septembre 1984)

Reste que la presse européenne allait le saluer en son dernier voyage, non seulement comme un grand cinéaste, mais

en même temps comme un grand homme et un brave combattant:

“La vie, trop courte, de Yılmaz Güney aura été un combat permanent pour la défense des droits de l’Homme et de la liberté, pour la création d’un cinéma s’élevant contre les forces d’oppression sociale et politique qui pesaient sur le peuple turc. C’était le témoin du peuple turc.” (*Le Monde*, 11 septembre 1984)

“La seule image de la Turquie que nous ayons, c’est à lui que nous la devons.” (*Libération*, 10 septembre 1984)

“Pour l’instant, Güney demeure chez nous le cinéaste et le héros d’une expérience unique dans l’histoire du cinéma.” (*Le Matin*, 10 septembre 1984)

“Il était l’homme qui faisait des films du fond de ses prisons. Il incarnait la liberté. L’esprit de résistance. Contre un monde hostile, il aura passé sa vie à se battre, luttant depuis le fond des geôles mêmes où on le jeta plus d’une fois.” (*Le Quotidien de Paris*, 10 septembre 1984)

“Ce passionné de l’image qui a créé près de vingt films contre l’oppression de la dictature et la vie en prison continuera à vivre comme le héros d’une expérience unique dans l’histoire du cinéma.” (*Le Drapeau Rouge*, 13 septembre 1984)

“Turc et rebelle, il n’a traité qu’un seul thème: la Turquie. Et plus précisément la souffrance des plus pauvres de ses compatriotes.” (*La Croix*, 11 septembre 1984)

“Il ne racontait pas seulement un pays tombé dans les griffes d’un régime dictatorial, mais aussi les problèmes nés des contradictions entre la société moderne de consommation et les anciennes traditions patriarcales.” (*Kölner Stadt-Anzeiger*, 11 septembre 1984)

“Sa popularité obligea ses adversaires à recourir à d’autres méthodes: le criminaliser... La prison n’avait pas brisé son esprit, mais son corps. Dire la vérité peut entraîner des risques mortels.” (*Süddeutsche Zeitung*, 11 septembre 1984)

“Aucun autre cinéma du Tiers Monde – et soumis à une

dictature si féroce – n’a réussi à présenter des images aussi percutantes que celles du cinéma de Güney.” (*El Pais*, 10 septembre 1984)

“Sa mort prématurée ne signifie pas encore pour le régime turc la disparition complète d’un sérieux casse-tête. Des copies vidéo de ses films sont encore projetées clandestinement partout dans le pays.” (*NRC Handelsblad*, 10 septembre 1984)

“La voix libre de la Turquie s’est tue.” (*Corriere della Sera*, 10 septembre 1984)

“Adieu Robin des Bois!” (*Le Nouvel Observateur*, 14 septembre 1984)

“C’était un homme!” (*L’Humanité*, 10 septembre 1984)

La parade des ânes

Özgür Bakış, 19 septembre 1999

Dimanche dernier, le 12 septembre, Bruxelles, capitale de l’Europe, a été le théâtre de l’un des spectacles les plus étranges et inoubliables de ces dernières années. La race des ânes, après une séparation d’un siècle, a repris sa place historique dans la vie de la ville lors d’une cérémonie officielle.

La fête de l’âne organisée dans le parc Josaphat, dans le quartier turc, est en un sens une opération de pardon de la commune de Schaerbeek envers la race asinienne, qu’elle a vexée pendant des années.

Il y a cent ans, alors que Schaerbeek n’était encore, avec ses vignes et ses jardins, qu’un quartier périphérique de Bruxelles, les ânes, qui s’y trouvaient en nombre égal aux hommes, ont peu à peu disparu avec l’urbanisation... Bien que Schaerbeek soit encore appelé “la cité des ânes”, la petite ânesse grise répondant au nom de Siska et vivant dans un pavillon du parc Josaphat est le seul échantillon de la race asinienne subsistant dans cette grande commune...

Pour faire justice à sa réputation de “cité de ânes” et se faire pardonner de la race asinienne, la commune de Schaerbeek a inauguré à l’hôtel de ville, cette année, la première exposition sur les ânes, et est allée plus loin encore en invitant à Bruxelles les ânes du monde entier, les recevant pendant plusieurs jours dans une ferme des environs.

Et le matin du 12 septembre, il fallait voir la somptueuse “parade” bruxelloise de centaines d’ânes, nains ou hauts comme des percherons, gris ou noirs, blancs ou bigarrés.

Des centaines d’ânes, avec en tête de cortège le bourgmestre Francis Duriau coiffé d’un bonnet d’âne, traversèrent le quartier turc au son d’une fanfare... Même si certains, fidèles à leur réputation, immobilisèrent leurs pattes de devant pour retarder l’avancée du cortège, cette foule asinienne fit une entrée royale dans le parc Josaphat sous les marques d’affection de l’assistance, et en particulier des enfants, tandis que les braiments des plus excités se mêlaient au son des trompettes.

Le bourgmestre, devant ces ânes venus du monde entier accompagnés d’une assemblée comptant plus de 30 000 de ses administrés de toutes origines, belge, turque, marocaine, italienne ou espagnole, promit qu’il réintégrerait l’âne dans la vie du quartier, qu’il encouragerait les gens à en faire l’élevage et referait de Schaerbeek une “cité des ânes” digne de sa réputation.

Ainsi, la parade bruxelloise des ânes se conclut par une victoire indiscutable.

*

Le lendemain, les quotidiens belges du 13 septembre étaient remplis de nouvelles et de reportages autour de la “parade des ânes”.

Ce même 13 septembre, Bruxelles fut le théâtre d’une autre “parade”. İsmail Cem, ministre des Affaires étrangères turc, fit son apparition en grande pompe dans la capitale de l’Europe escorté d’une grande armée de diplomates et de journalistes.

Les journalistes turcs de Bruxelles étaient tellement désœuvrés du fait que les relations avec l'Union européenne soient au point mort qu'ils ont exagéré pendant des jours la portée de la venue du ministre turc. On aurait cru que dès que Cem allait poser le pied sur le tarmac, la terre allait trembler à Bruxelles, que les axes routiers allaient être bouchés et que pour se faire pardonner d'avoir vexé la Turquie deux ans auparavant en ne l'acceptant même pas dans la salle d'attente de l'UE, Bruxelles allait lui dérouler son tapis rouge jusqu'au centre-ville. On aurait cru que Cem allait prendre devant lui les ministres des Affaires étrangères des quinze pays européens pour leur secouer les bretelles et les remettre à leur place en leur donnant une leçon politico-académique de "démocratisation..."

C'est sans doute cette effervescence qui explique que les journalistes turcs n'aient pas eu le temps de couvrir la "parade des ânes" qui avait eu lieu la veille dans le quartier turc, et que pas une ligne n'ait été écrite dans la presse turque sur cette victoire historique de la race asinienne.

*

Depuis que le XXI^e siècle a été décrété "siècle des Turcs", la presse de bas étage, en particulier dans ses éditions européennes, a un besoin irrésistible de "visites en grande pompe". Quelques députés font un voyage pour moitié politique et pour moitié touristique à Copenhague? "Visite en grande pompe de députés turcs à Copenhague!"... Un quelconque ministre se rend à Londres pour conclure un accord sans importance? "Visite en grande pompe du ministre à Londres!"... Ou encore, nos "Tigres anatoliens" se rendent à Amsterdam pour trouver de nouveaux marchés ou associés? "Visite en grande pompe de nos hommes d'affaire à Amsterdam!"

Visite en grand pompe de tel artiste... Visite en grande pompe de tel journaliste... Visite en grande pompe de tel footballeur... De la pompe et de la parade à n'en plus finir...

Ces expéditions qui ont pour but de "mettre à genoux les

mécréants” étaient autrefois la seule tâche de nos équipes de danse du sabre et de nos troupes de *mehter* ; on faisait fréquemment des démonstrations de guerre, d’hostilité et d’intimidations contre ceux qui se réunissaient pour consacrer la paix, la fraternité et l’amour. Soit, qu’ils fassent revenir d’outre-tombe la “peur des Turcs” qui imprègne depuis des siècles la mémoire collective européenne!

Même si aujourd’hui les équipes de danse du sabre et les troupes de *mehter* se pavent encore de temps à autre dans les métropoles européennes, nos techniques de raid se sont adaptées à l’époque et “visiter en grande pompe” est désormais la mission de nos politiciens, hommes d’affaire, footballeurs, artistes et de plus d’un journaliste “patriote”.

Même si ces campagnes soutenues par l’État se font généralement en avion et qu’il eût été plus juste des points de vue linguistique et militaire d’utiliser le terme de “descente”, l’esprit ottoman, quelque forme qu’il prenne, est immuable et le terme de “visite”, parce qu’il inclut en filigrane celui d’“expédition”, est plus adapté à cette opération de “mise à genoux”.

*

La visite en grande pompe de Cem, le 13 septembre à Bruxelles, était donc l’une des “visites” de “redressement” parmi les plus historiques.

Mais cette “expédition” historique de la diplomatie turque n’a pas eu, ni à la radio ou à la télévision, ni dans les journaux ou revues, l’écho de la “parade des ânes” de la veille, les Belges n’ont même pas entendu parler du passage de Cem à Bruxelles.

Car pour qui a la moindre notion de journalisme, la réintégration des ânes à la vie bruxelloise était une nouvelle importante.

Mais si un ministre des Affaires étrangères parle à quinze de ses homologues sans rien dire de nouveau, si depuis le coup d’État de 1971 il élude démagogiquement les vérités en répétant à l’envi: “Nous ne réaliserons pas la démocrati-

sation parce que vous l'imposez, mais parce que nous l'avons choisie!", et s'il n'apporte aucun nouveau message relativement aux droits de l'Homme, à la question kurde ou à la question chypriote, ça n'a bien sûr rien d'une nouvelle.

Et ceci, Cem, qui est un ancien journaliste, aurait dû le savoir mieux que quiconque!

Présenter des excuses aux peuples!

Özgür Bakış, 19 décembre 1999

Cette fois, Ecevit est on ne peut plus optimiste, ce qui amène Cem, ce conquérant de l'Europe, à l'être aussi... En admettant que les condamnations à mort, même si la peine de mort ne peut être tout à fait supprimée du fait du "facteur MHP", soient suspendues selon des "procédures juridiques", que l'on fasse quelques modifications, comme toujours cosmétiques, à la législation, que l'on ferme les yeux sur les émissions de radio et de télévision en kurde à condition qu'elles ne fassent pas de séparatisme, alors dans quelques mois on pourra considérer que la Turquie aura répondu aux critères de Copenhague et deviendra peut-être même, avant les douze autres pays candidats, membre de l'Union européenne.

Sans même avoir touché d'un poil au Conseil de sécurité nationale... Ni fait aucune concession sur Chypre...

Pour notre presse "patriote", l'adhésion à l'UE est tellement dans la poche qu'elle est en train de développer un débat académique pour déterminer si le *kokoreç* (*plat à base de tripes*) répond aux standards européens et, si tel n'est pas le cas, si l'on sera capable d'y renoncer.

Cette candidature lancée au sommet d'Helsinki sera-t-elle si facile à traiter? Je ne pense pas.

Ce processus, dès qu'il sera entamé, va ouvrir en grand la boîte de Pandore. On en a vu les premiers signes dès la fin de ce sommet.

Une grande partie des réactions vis-à-vis de l'acceptation de la candidature turque vient de l'inquiétude face à un élargissement des frontières de l'Union européenne qui lui ferait perdre son statut d'"union de pays européens". On ne doit pas oublier qu'à la base de l'Union européenne, il y a une union des intérêts économiques des pays européens capitalistes et développés. D'ailleurs, son premier nom était Communauté économique européenne. Si l'on finit par accepter comme membre la Turquie, qui en termes géographiques a tout d'un pays d'Asie, que répondra-t-on lorsque, demain, la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie, voire les pays du Caucase et d'Asie centrale viendront frapper à la porte de l'UE?

La crainte que l'UE, qui se débat dans la lourdeur de sa structure actuelle de quinze membres et qui est souvent en crise du fait de ne pouvoir s'accorder sur les dynamiques intérieures et extérieures des mécanismes de décision, ne soit en train de creuser sa propre tombe avec un tel élargissement rend inévitable la refonte de ces mécanismes de décision et de fonctionnement du Parlement européen avant d'accepter l'adhésion de nouveaux membres, en particulier celle de la Turquie.

Mais la plus grande gêne, au-delà des problèmes de forme, prend sa source dans la crainte qu'en Turquie, malgré le tableau rose brossé par Ecevit et Cem, le régime militaire fondé sur le présupposé de la "supériorité de la race turque" ne se démilitarise jamais, et que les critères de Copenhague sur le plan du respect des droits de l'Homme ne soient jamais intégrés.

C'est à cause de ces craintes que dans le projet voté jeudi au Parlement européen, la mention "nous saluons la candidature de la Turquie" a été retirée et que l'on s'est contenté de prendre note de cette candidature, soulignant que "tant que la Turquie n'aurait pas satisfait aux critères politiques de Copenhague, les négociations d'adhésion ne pourraient pas commencer."

Ces mots extrêmement prudents sont d'une grande im-

portance si l'on considère que dans l'acceptation de l'adhésion de n'importe quel pays à l'Union européenne, le dernier mot revient au Parlement européen.

D'autant que le fait que le gouvernement d'Ankara ne soit toujours pas capable d'agir de façon démocratique sur la question kurde, qu'il s'entête à nier les droits des minorités au prétexte que "tous ceux qui vivent en Turquie sont et resteront turcs!" et qu'il continue de menacer d'annexer le nord de Chypre à la Turquie si la partie sud de l'île devait être acceptée dans l'UE de manière unilatérale apportera d'autres problèmes. Par exemple, celui du génocide arménien, sur lequel le Parlement européen a déjà exprimé une position ferme dans le passé...

Oui, le Parlement européen, avec sa décision votée le 18 juin 1987 après de longs travaux et débats, avait déclaré que l'un des obstacles principaux à la candidature européenne de la Turquie était, avec les questions kurdes, égéennes et chypriotes, celle du négationnisme du gouvernement turc au sujet du génocide arménien commis dans les années 1915-1917.

Dès l'annonce de cette décision, la presse turque était passée à l'attaque avec ces unes: "L'Europe est arménienne!", "Nouvelle trahison européenne!", "Nouvelle croisade contre la Turquie!"

Le président de la République de l'époque, Kenan Evren, avait menacé l'OTAN d'un retrait de la Turquie en disant: "Même le Pacte de Varsovie n'aurait pas fait une chose pareille!"

Et sur ce signe de la junte d'Evren, les grandes organisations civiles de Turquie, à commencer par TÜRK-İŞ, TİSK, TÜSIAD, TÖBB, TGC et TGS, s'étaient immédiatement mobilisées autour de cette "cause nationale" en lançant une campagne antieuropéenne, louant des espaces publicitaires pleine page et hors de prix dans les journaux européens.

La diaspora arménienne, composée des enfants et petits-enfants des victimes du génocide, n'oublie ni le drame hu-

main vécu quatre-vingt-cinq ans auparavant, ni la décision de 1987 du Parlement européen. Elle veut que, lorsque viendra le moment pour la Turquie d'adhérer à l'Union européenne, la condition de "reconnaissance par le gouvernement turc du génocide arménien" soit remplie.

N'oublions pas qu'il y a quatre-vingt-cinq ans, les Assyriens ont été inclus au génocide au côté des Arméniens, uniquement parce qu'ils étaient Chrétiens.

Si la Turquie veut vraiment rejoindre l'Union européenne, elle doit ouvrir le débat à la fois sur les crimes inhumains commis tout au long de l'histoire républicaine et particulièrement ces vingt dernières années contre le peuple kurde ainsi que sur le génocide de 1915-1917. Elle doit faire apparaître la responsabilité de l'État dans ces événements et, plus important encore, présenter des excuses aux peuples kurde, arménien et assyrien.

Le fait que ce génocide n'ait pas été commis par la République de Turquie mais par l'État ottoman en 1915-1917 ne dédouane pas les dirigeants turcs de cette responsabilité. D'autant moins qu'ils ont célébré en grande pompe le 700^e anniversaire de la fondation de ce même État ottoman.

Dans mon article de la semaine dernière, j'avais écrit que le Parlement fédéral de Belgique avait ouvert une enquête pour déterminer officiellement la responsabilité du gouvernement belge dans l'assassinat de Lumumba, leader du mouvement pour l'indépendance du Congo et premier Premier ministre de la République démocratique du Congo.

L'opinion belge, ainsi que les peuples d'Afrique, avaient applaudi du fond du cœur cette décision.

Et jeudi, les Nations unies ont reconnu avec un grand courage leur responsabilité dans le génocide du Rwanda en 1994 et ont présenté leurs excuses au peuple rwandais. Ce sera maintenant au tour des peuples des États membres des Nations unies, le peuple turc aussi, sans aucun doute, d'applaudir cette décision du fond du cœur.

Le fait que les dirigeants turcs dépassent leur conditionnement militaro-kémaliste pour présenter leurs excuses aux peuples kurde, arménien et assyrien ne se contentera pas de rapprocher la Turquie de l'UE, il lui permettra de s'enorgueillir d'avoir été applaudie par tous les peuples du monde.

À la table des “giaours”!

Özgür Bakış, 2 janvier 2000

Le passage de 1999 à 2000 n'a vu ni paralysie des ordinateurs, ni chute d'avion, ni déraillement de train, ni naufrage de bateau. La science et la haute technologie ont une fois de plus vaincu la superstition.

Et c'est la seule chose enthousiasmante et réjouissante qu'il me reste de cette nuit éminemment médiatique.

Or, je me fiche pas mal de l'an 2000, du nouveau millénaire... Pourquoi en serait-il autrement? Tout le monde sait que l'histoire de l'humanité n'a pas commencé par une naissance dont le pourquoi et le comment sont encore sujets à discussion.

Ainsi, tandis que la Chine, comme tous les pays du monde, fêtait l'an 2000 par acquis de conscience, elle se préparait en même temps, mais avec une nuance de taille, à fêter les 4000 ans de sa propre Histoire.

L'an dernier, nous avons fêté en Belgique avec nos amis assyriens la 6748^e année d'existence de ce peuple qui est le plus ancien d'Anatolie. Cette année, le 1^{er} avril, il fêtera ses 6750 ans.

D'après Clément d'Alexandrie, l'Histoire de l'humanité a commencé il y a 7600 ans.

La vérité, c'est que l'Histoire de l'humanité ne commence pas avec la naissance de Jésus.

Le premier outil de facture humaine découvert dans les gorges d'Olduvaï en Tanzanie a 2 millions d'années. La dé-

couverte et l'utilisation du feu date de 600 000 ans. Quant aux superbes dessins préhistoriques des grottes de Lascaux, en France, l'Homme les a exécutés et immortalisés 45 000 ans avant nous.

Le monde entier sait désormais que de grandes civilisations ont été créées par les Mésopotamiens 7000 ans, par les Egyptiens 5000 ans, par les Indiens 4500 ans, par les anciens Grecs 4000 ans, par les Chinois 3650 ans, par les habitants des îles du Pacifique ouest 3500 ans, et par les Mayas 3000 ans auparavant...

*

Bien que depuis des années nous ayons perdu l'habitude de fêter le nouvel an en Europe et que nous nous couchions tôt cette nuit-là, hier soir, sur l'insistance d'un ami belge enseignant, nous avons accepté de passer en l'an 2000 depuis chez lui avec quelques-uns de ses proches.

À table, il y avait des chrétiens, des juifs, des athées et des communistes, des socialistes, des libéraux...

Les discussions tournaient autour des relations entre les différents peuples, les différentes croyances, les différentes langues. Un Belge de 83 ans qui s'était retrouvé dans les camps de travail nazis lors de la Seconde Guerre mondiale, mais aussi la femme et la fille d'un militant communiste qui avait participé à la résistance contre l'occupation allemande au cours de la même guerre, racontaient avec un grand enthousiasme leur sentiments de "fraternité" qui, pétris dans le feu et la douleur, s'étaient cristallisés dans l'alambic du passé.

Des gens de notre monde...

Il se trouve qu'avant de me rendre à cette soirée, j'avais feuilleté les numéros d'*Özgür Bakış* qui venaient d'arriver de Turquie et que j'y avais lu un article de Ragıp Zarakolu: "Sur la question du giaour".

Tandis que la conversation allait bon train, certaines phrases de cet article allaient et venaient dans ma tête comme des leitmotifs.

“Le mot “giaour” [gavur] est probablement l’un de ces concepts qui a fini par se glisser dans nos gènes. C’est un mot dont l’étymologie nous amène à l’arabe *kâfir*, dont la racine est ‘kfr’... En turc, il signifie mécréant, non musulman, et est utilisé la plupart du temps contre les chrétiens.” (Özgiir Bakış, 16 décembre 1999).

Seulement contre les chrétiens de Turquie et des pays que nous avons envahis à la force du sabre? Non, également contre ces chrétiens qui sont nos hôtes dans les pays où nous sommes venus travailler en tant qu’ “ouvriers invités”...

Je regarde les convives. Dans ce sens-là du terme, tout le monde est *kâfir*, tout le monde est giaour!

Soudain, des mots souvent entendus dans les paroles quotidiennes des Turcs de Belgique me viennent à l’esprit:

“Non, il n’est pas des nôtres, c’est un giaour!” “On ne va quand même pas faire nos courses chez les giaours, manger ce qu’ils ont préparé, ce qu’ils vendent!”

C’est pour cette raison que la chaussée de Haecht et ses environs sont envahis d’épicerie turques, de boulangeries turques, de boucheries turques et de vendeurs de “kebab halal”.

Le même jargon que les laïcs, voire les anciens gauchistes qui insultent les membres du Parti de la vertu ont aux lèvres pour prouver, lorsqu’ils en ressentent le besoin, leur kéralisme: “Ici ça appartient aux giaours... Sa femme est giaour...” Et ceux qu’ils appellent “giaours”, ce sont les Belges, c’est-à-dire les habitants de ce pays. On a beau être humaniste, avoir pris position et s’être battu contre le racisme et la xénophobie dans son pays, ça ne change rien à ce que l’on peut dire dans le dos des gens: “C’est quelqu’un de bien, mais c’est un giaour!”

*

Et en ce dernier jour de 1999, les journaux lobotomiseurs des Turcs d’Europe titraient en une: “Année difficile pour les Turcs d’Europe!”

“L’Allemagne, qui voit un obstacle à l’intégration dans le fait que les familles turques enseignent la culture islamique à leurs enfants dans leur propre langue, laisse entendre que dans les années 2000, elle sera encore plus répressive à ce sujet.” (*Sabah*, 31 décembre 1999).

Dans les cours de Coran et de langue, le manuel “indiscutable” donné aux enfants turcs est le Coran.

Voici ce que je lis, dans la traduction d’Ömer Rıza Doğrul*, en ce premier matin de la première année des années 2000:

“Ô vous qui croyez! Ne prenez pas pour amis les Juifs et les Chrétiens ; ils sont amis les uns des autres. Celui qui, parmi vous, les prend pour amis, est des leurs. - Dieu ne dirige pas le peuple injuste -” (Sourate Al-Ma’ida, “La Table servie”).

“Ô vous qui croyez! Ne prenez pas les incrédules pour amis, de préférence aux croyants. Voudriez-vous donner à Dieu une raison certaine de vous condamner? Les hypocrites résideront au fond de l’abîme du Feu.” (Sourate An-Nisa, “Les Femmes”).

“Ô vous qui croyez! N’établissez des liens d’amitié qu’entre vous, les autres ne manqueront pas de vous nuire ; ils veulent votre perte ; la haine se manifeste dans leurs bouches mais ce qui est caché dans leurs cœurs est pire encore.” (Sourate Al-Imran, “La Famille de ‘Imran”).

“Combattez: ceux qui ne croient pas en Dieu et au Jour dernier ; ceux qui ne déclarent pas illicite ce que Dieu et son Prophète ont déclaré illicite ; ceux qui, parmi les gens du Livre, ne pratiquent pas la vraie Religion. Combattez-les jusqu’à ce qu’ils payent directement le tribut après s’être humiliés. (Sourate At-Tawba, “L’immunité”).

11 heures du matin... Je regarde par la fenêtre. Les clochers des églises percent le brouillard. Au bord du chemin de fer, la synagogue, près de la sortie du métro, le local de l’Amicale laïque... Tous “*kâfir*”, tous “*giaours*”!

Et sur les avenues, dans les ruelles de Schaerbeek et de Saint-Josse, les mosquées, les salles de prière... OÙ résonnent les commandements de Dieu, en Arabe ou en Turc...

Je me rappelle les sourires chaleureux de mes amis belges, espagnols, italiens, grecs, assyriens et arméniens, avec qui nous avons lutté contre le racisme et la xénophobie.

Je reviens à la traduction que j'ai entre les mains.

“Oui, je suis avec vous ; affermissez donc ceux qui croient. Je vais jeter l'effroi dans les cœurs des incrédules: frappez sur leurs cous; frappez-les tous aux jointures”. (Sourate Al-Anfal, “Le Butin”).

“(...) la fin des incrédules sera le Feu.” (Sourate Ar-Ra'd, “Le Tonnerre”).

Je pense aux belles personnes avec qui j'ai pris place hier soir à la “table des gïaours”. Mes yeux s'embuent, mon estomac se noue.

Bonne année 2000, dis-je... Bonne année 3000, bonne année 4000, bonne année 5000, bonne année 7000...

Que la 2 000 000^e année de cet être humain si créatif soit célébrée!

(La traduction française des versets qui suivent est celle de Denise Masson - Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1967).

Au choix du fasciste!

Özgür Bakış, 30 janvier 2000

L'Europe est en proie à la terreur... Et si en Autriche, le FPÖ, parti du leader d'extrême droite Haider, formait contre toute attente une coalition avec le chrétien ÖVP... Si ce parti ouvertement antieuropéen, xénophobe et antisémite accédait au pouvoir... Il est d'ailleurs déjà représenté au Parlement européen par cinq de ses membres. Mais si en plus il intégrait en tant que parti au pouvoir le Conseil des ministres, qui est le vrai patron de l'UE, et la Commission européenne, qui est son exécutif?

Les organisations et personnalités antifascistes publient avec raison leurs avertissements successifs.

Une fois la route ouverte, les partis fascistes et racistes des autres pays ne se glisseront-ils pas jusqu'au pouvoir par les voies "démocratiques" jusqu'à se trouver en position de décider du destin, non seulement de leur propre pays, mais de toute l'Union européenne?

D'ailleurs, en France le Front National et en Belgique le Vlaamsblok attendent leur tour. C'est pour cela que le gouvernement belge est immédiatement passé à l'action en demandant que l'UE prenne une position commune face au danger représenté par Haider.

Le plus intéressant, c'est cette fébrilité des journaux turcs publiés en Europe... Si ce parti raciste obtenait une part du pouvoir et si cela ouvrait la voie dans les autres pays à des gouvernements d'alliance avec des fascistes, qu'advierait-il des Turcs d'Europe?

On n'a jamais vu une telle hypocrisie.

Oui, ce danger est réel en Autriche et il faut tout faire pour empêcher que ces fascistes ne prennent le pouvoir. C'est là le devoir de tout antifasciste, de tout démocrate.

Or, dans un autre pays se trouvant dans la salle d'attente de l'UE, en Turquie, les fascistes ne sont-ils pas au pouvoir depuis près d'un an, ne détiennent-ils pas le poste de vice-Premier ministre et de nombreux ministères-clés?

Personne ne prend la peine de se rappeler que l'Union européenne, il y a seulement deux mois, a accepté la candidature de la Turquie, où le pouvoir est partagé avec un parti notoirement fasciste, ni que les ministres et députés fascistes de ce pays sont reçus avec tous les honneurs dans les institutions européennes. L'ancien gauchiste Daniel Cohn-Bendit, qui s'oppose à ce que les fascistes autrichiens soient associés au pouvoir, n'éprouve pas la moindre gêne, lors du dîner donné à Paris en l'honneur des journalistes turcs, à ce que les fascistes turcs soient associés au pouvoir européen. "Bien

sûr que le MHP, qui est parvenu seul au pouvoir par la voie des urnes, est mon interlocuteur. Bien sûr que je le rencontrerai, que je lui parlerai.” Comme si le FPÖ avait pris le pouvoir en Autriche sans élections, par un coup d’État...

En disant: “Les négociations ont permis qu’Abdullah Öcalan ne soit pas exécuté. Alors qu’en fait, c’est un assassin sanguinaire...” il se vante de la décision, sous le chantage des fascistes, de prendre en otage Öcalan et tout le mouvement kurde. Et tout en accusant Öcalan d’être un assassin, il cherche à faire oublier que le MHP est un parti composé d’assassins et de tortionnaires enragés.

L’UE applique-t-elle le “deux poids, deux mesures” au sujet de la Turquie? On ne s’y prendrait pas mieux. Mais ce n’est pas contre la Turquie, comme l’affirment nos opposants de longue date aux droits de l’Homme, mais au profit du pouvoir partagé par les fascistes en Turquie.

Car désormais, si l’on laisse un instant de côté les droits de l’Homme et la démocratie, la Turquie est en train d’offrir tous ses secteurs au pillage du capital européen. Le Premier ministre Ecevit, ancien gauchiste, avec à ses côtés son armée de capitalistes, installe son éventaire à Davos et appelle les monopoles internationaux à profiter de l’aubaine turque dans tous les secteurs, en premier lieu l’industrie de guerre.

*

Au moment où la nouvelle des négociations entre Haider et le parti chrétien ÖVP est tombée, nous étions en train d’accompagner notre chère et valeureuse amie Yvonne Jospa, quatre-vingt-dix ans et l’une des combattantes antifascistes les plus éminentes de Belgique, en son dernier voyage.

Je l’ai rencontrée en 1974, à l’époque où l’immigration en Belgique avait été interdite. À partir de cette date, nous nous sommes retrouvés dans nombre de comités, d’organisations et de manifestations contre le racisme et la xénophobie et avons lutté ensemble pour les droits politiques des migrants.

Huit ans auparavant, nous avons organisé une série

d'événements contre le racisme et la discrimination à l'occasion du 500^e anniversaire de l'inquisition. Nous avons fait venir d'Istanbul l'ensemble de musique sépharade de Jak et Janet Esim, qui avait participé à ces manifestations. Je ne peux oublier l'implication et le militantisme qu'elle mettait dans son travail, malgré ses 82 ans.

Madame Jospa s'était réfugiée en Belgique dans les années vingt, fuyant l'antisémitisme de la Besarabie, qui s'appelle aujourd'hui Moldavie. Elle s'était alors engagée avec son mari Herz Jospa dans les rangs du parti communiste où ils avaient lutté contre l'exploitation et la ségrégation. Lorsqu'en 1942 son mari avait été pris par les nazis et envoyé dans le fameux camp de concentration de Buchenwald, Madame Jospa avait créé une organisation secrète grâce à laquelle elle avait sauvé des milliers d'enfants juifs de la cruauté des nazis.

Après la guerre, ils avaient quitté le parti communiste de Belgique dont ils n'approuvaient pas l'opportunisme et, embrassant une cause plus ambitieuse en luttant pour une société "égalitaire", ils avaient créé le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie (MRAX).

Aujourd'hui, le parti communiste de Belgique n'existe plus, mais le MRAX, auquel je suis fier d'appartenir, poursuit sa lutte sur tous les fronts en réunissant non seulement des Belges, mais aussi des immigrés.

*

Le ciel de Bruxelles est gris, comme toujours... Nous sommes près de trois-cents personnes dans la salle où nous allons faire nos adieux à Madame Jospa. Il y a parmi nous des octogénaires qui sont passés par les camps de concentration nazis, d'autres que Madame Jospa a sauvés de leurs griffes, d'autres qui approchent de la soixantaine... Des juifs, des chrétiens, des musulmans, des bouddhistes, des laïcs et des athées...

Ni prière, ni messe!

Après les discours racontant la personnalité exceptionnelle de Madame Jospa, toute l'assistance entonne une mélodie à vous briser le cœur. C'est cette mélodie triste et dolente mais en même temps pleine de détermination et d'espoir qu'en Turquie nous écoutions dans les années soixante sur les 33 tours de Pete Seeger et que nous avons gravée dans nos mémoires et dans nos cœurs:

“Wir sind die Moorsoldaten!” (Nous sommes les soldats des marécages!)

C'était ce chant de résistance des juifs, femmes et hommes, jeunes et vieillards, traînés dans les marais, la pelle à la main, par les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale!

La résistance vainc, le nazisme s'effondre.

Mais cinquante-cinq ans plus tard, le 25 janvier 2000, la sonnette d'alarme retentit de nouveau en Europe. En Autriche, les fascistes sont de nouveau en marche vers le pouvoir. Ceux de France, de Belgique, d'Allemagne, attendent leur tour.

Encore plus grave, dans un autre pays, candidat à l'Union européenne, les fascistes sont depuis longtemps au pouvoir et, adoués par le président de la République, par le premier ministre, par les chefs de l'armée, par les médias turcs et les gauchistes reconvertis, ils s'installent à tous les niveaux de l'État.

Et tandis que Madame Jospa part pour son dernier voyage, on leur déroule le tapis rouge dans les palais pharaoniques de Bruxelles!

Désigner comme cibles!

Özgür Bakış, 5 février 2000

Le ministre de la Défense belge se met en colère à la télévision: “Je ne m'assiérai jamais à la même table qu'un ministre de la Défense fasciste!” Pour prouver à quel point il est antifasciste, il déclare que la commande d'ambulances blindées passée à l'Autriche vient d'être annulée.

Même les libéraux de Belgique, qui sont aujourd'hui au pouvoir après avoir fait grimper leurs voix avec une campagne xénophobe à faire rougir Le Pen, sont devenus des ennemis du FPÖ et font pression sur les autres membres de l'UE pour que l'Autriche soit exclue de l'Union européenne.

C'est à vous faire monter les larmes aux yeux et tellement rassurant pour l'avenir de la démocratie en Europe!

Mais tandis que tout cela se produit, İsmail Cem, ministre des Affaires étrangères de Turquie, arrive à Bruxelles et explique à ses hôtes européens et belges à quel point tout va bien dans son pays, et comment l'actuel gouvernement de coalition "a réussi en si peu de temps à accomplir tant de si grandes choses"... À ceux qui lui demandent comment se porte le Conseil de sécurité nationale, il répond: "Excellent... Moi qui participe à ses séances depuis tant d'années, je ne l'ai jamais vu aussi démocratique..." Il irait presque jusqu'à dire: "Je vous assure, nous en sommes tellement contents, je vous le conseille vivement. Chaque membre de l'UE devrait s'arranger pour avoir son propre Conseil de sécurité nationale..."

Personne pour lui dire, parmi ceux qui s'affolent qu'une coalition fasciste ait pris le pouvoir en Autriche: "Mais pour autant qu'on le sache vous aussi vous avez un parti fasciste en coalition. Et puis il n'a rien à voir avec celui de Haider. Il a tué des milliers de personnes au nom de la grandeur de la race turque, et que n'a-t-il pas dit, non seulement sur les étrangers ou sur l'Europe, mais sur les véritables habitants de l'Anatolie, les Arméniens, les Kurdes et les Rums... L'Anatolie ne lui a pas suffi, il est allé jusqu'à exécuter en Europe Turcs, Kurdes, Arméniens et à Chypre des Grecs, et a ourdi un coup d'État en Azerbaïdjan... Hors de question que nous prenions pour interlocuteur un gouvernement auquel prend part un tel parti!"

Mais non, on ouvre les financements de l'Union européenne, en disant: "Ne vous inquiétez pas, le reste viendra..." à coups de tapes amicales sur le dos.

Même les Verts et les représentants de gauche du Parlement européen, en même temps qu'ils vitupèrent contre le fasciste autrichien FPÖ, vont rencontrer à Ankara les ministres et députés fascistes du MHP et racontent à quel point ils seront heureux de "développer ensemble la démocratie".

*

Au même moment, chez tous les épiciers, bouchers, exportateurs, vendeurs de döner turcs de Belgique, on vend à cor et à cri un roman:

Eux – la face belge du terrorisme du PKK.

Ce livre rempli du début à la fin de mensonges et de calomnies a de toute évidence été préparé dans le but d'empoisonner la population turque de Belgique dans le cadre de l'opération "intoxication" des services de renseignement turcs et d'inciter à la haine contre ceux qui ne se soumettent pas aux pressions et aux chantages du régime d'Ankara.

Ce livre de 176 pages qui ne porte aucune mention d'éditeur est signé "Mümtaz Alperener". Mais l'article de présentation élogieux que l'on trouve dans *Hürriyet* nous fait comprendre que l'auteur de ce document provocateur est l'un des correspondants à Bruxelles de ce journal. En plus de cette fonction, cet individu figure dans le conseil de direction d'un certain nombre d'organisations d'extrême droite. C'est aussi l'informateur de confiance de l'ambassade de Turquie et des missions turques au sein de l'OTAN et des Nations unies. Malgré son très mauvais français, un article que l'ambassade de Turquie lui avait fait écrire contre nous il y a cinq ans avait été publié sous son nom dans le journal *Le Soir*.

Pour comprendre le degré de cette provocation, il suffit de regarder le tableau intitulé "la face belge du terrorisme du PKK" qui figure à la page 51. Il ne se contente pas d'intégrer aux rangs du PKK toutes les associations kurdes de Belgique, mais il montre comme dépendant du secrétariat belge du PKK *İnfo-Türk*, l'Association des Arméniens démocrates et le Centre culturel de Mésopotamie fondé par les Assyriens, tous

créés vingt-cinq ans plus tôt alors que le PKK n'existait pas.

Plus incroyable encore, Georges-Henri Beauthier, président de la Ligue des droits de l'Homme de Belgique, ainsi que certains sénateurs et députés belges figurent aussi dans ce schéma comme liés au secrétariat du PKK!

Le livre nous désigne comme cibles aux troufions du fascisme turc de Belgique.

“Doğan Özgüden, qui mène des activités antiturques en Belgique, est en même temps le père spirituel d'associations, de fédérations et d'organisations situées à gauche. Il est présent au moindre spectacle, panel, à la moindre conférence ou conférence de presse qui s'oppose à la Turquie, suit tout de très près, prend des notes qu'il utilise à la moindre occasion pour s'opposer. Pire encore, il s'adresse à Apo en le qualifiant de “camarade”... Il va être très difficile d'effacer des mémoires ces Özgüden qui sont connus comme ennemis des Turcs en Belgique.”

Ce provocateur ne cache pas dans son livre la véritable raison de la haine qu'il nourrit contre nous: “Il n'a pas négligé de désigner les Loups gris comme responsables des événements [attaques contre les Kurdes] de 1994. Les Özgüden n'ont pas non plus hésité à récidiver lors des événements [incendies des locaux kurdes] des 17-19 décembre 1998.”

Ce qu'ils ont écrit à propos de la Ligue des droits de l'Homme de Belgique?

“Cette organisation qui mène des travaux sous la présidence de Georges-Henri Beauthier, avocat au barreau de Bruxelles, s'est donné pour mission de blanchir sur le plan international le PKK, reconnu comme organisation terroriste. On a appris que Beauthier, qui est venu très souvent en Turquie, a été, à une époque, interdit d'entrée sur le sol turc. On ne sait s'il vient pour le travail ou pour faire de la politique, mais il a accompagné en Turquie nombre d'observateurs lors de l'assassinat de Metin Göktepe, reporter au journal *Evrensel*. Une majorité pense que Beauthier, qui entretient des rapports avec la presse

turque bien qu'on le voie à chacune de ses venues aux côtés de membres du PKK, empoche des pots-de-vin..."

Il ne leur suffit pas de lancer ce genre de provocations contre Akın Birdal, le président de la Ligue des droits de l'Homme de Turquie, il leur faut aussi attaquer le président de la Ligue des droits de l'Homme de Belgique et les autres défenseurs des droits de l'Homme.

*

Et les dirigeants belges, qui montent au créneau face à la formation, en Autriche, d'une coalition par un Haider qui n'a pas encore versé le sang, restent silencieux face aux crimes et provocations commis sur le sol belge par les fascistes turcs. Bien qu'ils disposent d'images, filmées par les télévisions turques, des attaques contre les associations kurdes, ils ne lèvent pas le petit doigt contre eux!

Ils reçoivent en tant que "représentant d'un régime démocratique" un ministre lié à des individus qui désignent comme cibles non seulement les Turcs, Kurdes, Arméniens et Syriques qui s'opposent au régime depuis la Belgique, mais également le président de la Ligue des droits de l'homme de Belgique et des sénateurs et députés belges.

Pire encore, ils se préparent à recevoir le ministre fasciste de la Défense du régime d'Ankara à la première réunion de l'OTAN!

Le cri des Florida!

Yeni Gundem, 29 mai 2000

Le cri des Florida, je l'avais déjà écrit! C'était au moment de l'anniversaire du génocide arménien. Mais un mois de silence s'est interposé et je n'ai pas pu faire entendre ce cri à mes lecteurs, le texte est resté enfermé dans le dossier "textes non publiés" de l'ordinateur.

Mais ce cri n'est pas seulement celui de Florida la Rwan-

daise, c'est aussi celui de Karakin de Diyarbakır, de Simuni de Midyat, de Beriwan de Dersim, de Zehra de Bosnie... d'Esther de Varsovie, de Mustafa de Nazareth... Tant que la terre existera, on en entendra l'écho, par vagues, dans le cosmos, et cet héritage le plus honteux de l'humanité se transmettra d'oreille en oreille, de pays en pays, de génération en génération...

C'est pour cela que, de retour après un mois de séparation forcée, je salue mes lecteurs en partageant ce cri avec eux.

*

“C'était le 6 avril 1994, vers 19h30, 20h. Un ami nous téléphona pour nous apprendre que l'avion du président avait été abattu. Quelques minutes plus tard, la RTL (Radio-télévision des mille collines) annonça l'incident. De toute évidence, une catastrophe était en train de s'abattre sur le pays. Nous n'avons pas pu fermer l'œil de la nuit.

“À 7h30, les casques bleus belges de l'ONU, qui étaient affectés à notre protection, nous apprirent par téléphone que le ministre du Travail Ndasingwa avait été assassiné. “Le massacre politique a visiblement commencé. Ils vont probablement venir chez vous aussi. Nous allons vous emmener dans un endroit plus sûr”, dirent-ils.

“Nous prîmes quelques affaires et quittâmes notre maison avec les casques bleus qui nous emmenèrent dans une école. À mesure que la journée avançait, le nombre de personnes se réfugiant dans le bâtiment augmentait. C'étaient des rescapés du massacre. Ils racontaient comment les militaires et les milices du MRND attaquaient et tuaient les Tutsi et les membres des partis d'opposition. Ils étaient horrifiés. Ils frappaient et tuaient avec tout ce qui leur passait entre les mains, couteaux, haches, pierres... Certains suppliaient, quitte à mourir, qu'on les tue par balles... Les militaires les forçaient à acheter les balles avec lesquelles ils allaient être tués, puis ils les exécutaient...

“Le 9 avril, les casques bleus commencèrent à évacuer les personnes réfugiées dans l'école pour les éloigner de la région. Quand vint notre tour, le commandant nous dit qu'il ne pourrait pas emmener mon époux: “Nous ne pouvons pas prendre le risque de sauver un ministre membre de l'opposition, encore moins un ministre qui a mené des pourparlers pour la paix.” Ainsi, cet officier belge aux ordres des Nations Unies le condamnait tout simplement à mort.

“Le 11 avril, ce sont cette fois des casques bleus français qui vinrent pour aider l'opération de sauvetage. Le commandant dit à mon époux: “Nous allons vous emmener à l'ambassade de France. Vous serez plus en sécurité là-bas.” Un officier belge intervint immédiatement en disant: “Si vous l'emmenez, vous aussi vous allez avoir des problèmes.” Les Français eurent peur et partirent sans demander leur reste, nous abandonnant à notre destin avec 2000 personnes en danger.

“Sur ce, avec mon époux et nos enfants, nous avons cherché à sauver notre peau en nous éloignant par nos propres moyens. Nous n'étions pas allés très loin lorsque les miliciens nous coupèrent la route et nous emmenèrent devant le régiment de garde. Ils confisquèrent tout ce que nous avions sur nous. Puis six soldats nous séparèrent de mon époux.

“J'appris quelques jours plus tard par cette RTML de mauvais augure qu'il avait été assassiné par les génocidaires. Le présentateur annonça que tous les collaborateurs du Front patriotique rwandais (FPR) avaient été liquidés. Ngurinzira Boniface ne pourrait désormais plus aller à Arusha vendre sa patrie au FPR. Pour paraphraser notre père Habyarimana, les accords d'Arusha n'étaient désormais plus que palabres.”

Le Rwanda est un pays d'Afrique centrale dont la population se compose de Hutu et de Tutsi. Les Hutu sont en majorité, les Tutsi en minorité... Le FPR mène une lutte armée contre le régime dictatorial du général Habyarimana, parvenu au pouvoir avec un coup d'État en 1973. Il n'y a pas

que des Tutsi qui soutiennent le FPR, il y a aussi des Hutu démocrates et pacifistes.

L'époux de Florida, Ngurinzira Boniface, est le courageux ministre des Affaires étrangères qui s'était mis en tête de trouver une solution pacifiste à la guerre ethnique entre Hutu et Tutsi encouragée par le capital belge au Rwanda... Il s'était assis à la table des négociations avec les hommes de la guérilla et avait signé en août 1993 le traité de paix d'Arusha.

Dès le premier jour, tout le monde sait que l'incident de l'avion présidentiel, à l'origine de la fin du processus de paix et de début du génocide, est un complot ourdi par les milieux spéculant sur la guerre, et que les massacres ont été encouragés par les émissions de la Radio des mille collines qui est dirigée par un Belge.

L'époux de Florida paie de sa vie le prix d'avoir été un démocrate et un pacifiste. Florida, elle, a vécu toute l'horreur du génocide et de la trahison! Depuis l'assassinat de son époux, elle est à Bruxelles avec ses trois filles et son fils...

Cela fait cinq ans que nous travaillons avec Florida aux Ateliers du Soleil. Sa langue maternelle est le kinyarwanda... Son époux assassiné était l'un des rares spécialistes de cette langue... Ensemble, ils ont lutté pour la survie et le développement de leur langue face à la domination du français. Florida enseigne maintenant le français, langue commune de communication aux Ateliers, aux Arméniens de Diyarbakır, aux Assyriens du Tur Abdin, aux Kurdes de Dersim, aux Turcs d'Emirdağ, aux Afghans, aux Pakistanais, aux Africains, aux Sud-Américains, aux Albanais, aux Bosniaques, aux Azéris. En les encourageant constamment, bien sûr, à ne pas oublier leur langue, l'arménien, le syriaque, le kurde, mais au contraire à la développer sans cesse...

Elle partage et vit avec eux leurs souffrances et leurs joies.

Et elle se bat de toutes ses forces pour éviter de nouveaux massacres. C'est elle qui a comparu devant la commission d'en-

quête du Sénat de Belgique pour renvoyer à la face des élus belges la lâcheté et la trahison des casques bleus de Belgique...

C'est cette lutte de Florida pour son honneur qui a poussé le mois dernier le Premier ministre belge Guy Verhofstadt à se rendre avec tous ses ministres au Rwanda pour demander pardon au peuple rwandais au nom de la Belgique.

Tout comme le président allemand a pu se rendre en Israël pour demander pardon au peuple juif au nom de sa propre nation.

Et en ce 85^e anniversaire du génocide arménien... En ces jours où l'insensibilité et l'attitude négationniste de l'État turc à ce sujet atteint des sommets... C'est le cri des gens comme Florida qui met les États à genoux. Et son visage rit d'un sourire neuf, ses yeux brillent d'un éclat inédit.

Et son cri s'unit à ceux des Karakin, Simuni et Beriwan pour grandir jusqu'à se transformer en chœur céleste dont l'écho se fait entendre dans tout le cosmos.

Elles aussi attendent le jour où leurs visages riront d'un sourire neuf et leurs yeux brilleront d'un éclat inédit!

L'Affront à Nazım Hikmet

Info-Türk, 19 juillet 2002

Le ministère turc de la Culture vient de publier un CD intitulé FAZIL SAY: NAZIM. Il s'agit d'un album de compositions du célèbre pianiste turc Fazıl Say réalisé à l'occasion du 100^e anniversaire du plus grand poète turc, Nazım Hikmet.

Considéré comme le poète le plus important et le plus novateur du XX^e siècle en Turquie, ami de Jean-Paul Sartre, Louis Aragon, Pablo Neruda ou encore Miguel Angel Asturias, Nazım Hikmet s'était exilé en 1951, après plusieurs années passées dans les prisons turques pour ses idées communistes. En 1959, le gouvernement turc l'a déchu de sa nationalité turque.

Nazım Hikmet est décédé en 1963, en exil, à Moscou.

Sa nationalité turque ne lui a pas encore été restituée malgré le fait qu'un demi-million de personnes aient adressé au Premier ministre Ecevit une pétition en ce sens.

Avec une hypocrisie sans précédent, le ministère turc de la Culture organise une série de festivités pour célébrer l'anniversaire de Nazım Hikmet alors que le gouvernement turc persiste à ne pas lui restituer sa nationalité. Il s'avère que toutes ces festivités sont organisées uniquement pour séduire l'opinion publique.

Toutefois, même la pratique de la censure fait partie intégrante de cette opération de séduction. Le plus grave est que les artistes les plus estimés du pays sont utilisés pour censurer les poèmes de Nazım Hikmet.

Dans le CD en question, plusieurs poèmes parmi les plus connus de Nazım Hikmet sont récités par le célèbre acteur Genco Erkal, qui est réputé pour son interprétation du poète. Le récit est accompagné par le pianiste Fazıl Say, l'Orchestre symphonique de la Présidence de la République et le Chœur polyphonique de l'État.

Un des poèmes récités est intitulé "Promenade du Soir" et raconte les impressions de Nazım Hikmet pendant qu'il se promenait avec sa femme dans un quartier populaire d'Istanbul juste après sa remise en liberté en 1950. Plusieurs habitants du quartier appartenant à différentes communautés - turque, grecque, arménienne - défilent dans ce poème, comme on le voit ici:

*Les lampes de l'épicier Karabet sont allumées,
Le citoyen arménien n'a jamais pardonné
Que l'on ait égorgé son père
Sur la montagne kurde
Mais il t'aime
Parce que toi non plus tu n'as point pardonné
À ceux qui ont marqué de cette tache noire
le front du peuple turc*

À notre grand étonnement, Genco Erkal ne lit que le pre-

mier vers et saute les vers suivants. Le CD est accompagné d'une brochure préfacée par le ministre de la Culture qui contient les textes de Nazım Hikmet.

Hélas, les vers sautés par l'acteur sont également introuvables dans cette brochure. Or, celle-ci a été éditée par Ahmet Say, père du pianiste, et éditeur de gauche renommé du pays.

Il ne s'agit absolument pas d'une erreur ordinaire, car Genco Erkal et Ahmet Say sont tous deux censés connaître parfaitement ce poème que par les intellectuels et militants de gauche du pays connaissent par cœur.

D'ailleurs, l'authenticité des vers en question ne peut pas être contestée, car ce poème avait été récité sur une bande magnétique par Nazım Hikmet lui-même lors qu'il était en exil. Cet enregistrement a été publié par Info-Türk en 1975 et abondamment diffusé en Turquie.

Il s'agit donc d'un acte de censure honteux.

Il s'agit d'un affront fait au plus grand poète turc, qui a sacrifié toute sa vie à la libération sociale et nationale des peuples opprimés.

Il s'agit d'un affront fait au peuple arménien et aux autres peuples victimes des régimes despotiques dans leurs terres natales.

Il s'agit également d'un affront fait au peuple turc qui est ainsi privé du droit de connaître correctement les atrocités commises par ses propres dirigeants contre d'autres peuples d'Anatolie.

Interview avec Doğan Özgüden et İnci Tuğsavul

Eylem Aydemir, LibreNews, 27 septembre 2008

Eylem Aydemir. – Pourquoi êtes-vous devenus journalistes ? Dans quel but, quel intérêt ?

Doğan Özgüden. – Le journalisme n'était pas un métier que j'avais envie de choisir quand j'étais jeune. Je voulais devenir

chercheur en sciences, mais la pauvreté de ma famille ne m'a pas permis de réaliser ce choix. J'ai commencé à travailler dans un quotidien pour pouvoir financer mes études supérieures en sciences économiques. Ça a été le début de mon engagement dans un journalisme de combat qui se poursuit depuis 55 ans. Dès le départ, en même temps que le journalisme, je me suis engagé également dans la lutte syndicale de gauche.

İnci Tuğsavul. – Lorsque je faisais mes études de droit à l'Université d'Ankara, j'ai été très active dans la résistance estudiantine contre le pouvoir répressif de Menderes. En 1960, les médias étant censurés, je cherchais des informations politiques chez les amis qui travaillaient dans les journaux d'opposition. Là, j'ai été mordue. Voilà 48 ans que je suis journaliste.

E. A. – Être journaliste de gauche en Turquie, était-ce un métier dangereux ou risqué dans les années 60-70 ? Est-ce toujours le cas ?

İ. T. – Évidemment... À vrai dire, être journaliste, non seulement de gauche, mais aussi simplement honnête, quelle que soit votre conviction, c'était un métier risqué. L'histoire de la presse de Turquie est pleine d'emprisonnements, de poursuites judiciaires, de censures, de fermetures de journaux et même d'assassinats.

D. Ö – Déjà, après la proclamation de la République, les médias avaient été soumis à un régime répressif au prétexte de la révolte kurde. Pendant mon enfance, dans les années 40, période de la deuxième guerre mondiale, je me souviens de pratiques répressives contre la presse par la loi martiale. Quelques années après mes débuts dans le journalisme, j'ai témoigné personnellement des violations de la liberté de presse par le pouvoir du Parti démocrate. Bien que l'on ait adopté une législation plus libérale après le coup d'état de 1960, je n'oublierai jamais l'arrestation d'Aziz Nesin et de plusieurs intellectuels kurdes en 1962 et 1964. Bien entendu, avec l'arrivée de Demirel au pouvoir et l'adoption par l'armée d'une politique de lutte contre le

communisme, s'est déclenchée l'oppression des journalistes de gauche. Le quotidien de gauche *Akşam* et la revue socialiste *Ant* que je dirigeais étaient parmi les cibles privilégiées de cette répression. Après chacun des coups d'État militaires, celui de 1971 et celui de 1980, la répression anti-gauche et antikurde a gagné une dimension horrible avec l'arrestation de journalistes, d'éditeurs, d'écrivains et d'artistes, et la fermeture des journaux et revues. Quant à aujourd'hui, ce sont plutôt les médias kurdes qui en sont victimes : l'assassinat ou la disparition de dizaines d'intellectuels et journalistes kurdes, les fermetures successives et les sabotages contre les journaux kurdes constituent une honte inoubliable pour le régime d'Ankara. Comment peut-on oublier l'assassinat de notre confrère arménien, Hrant Dink, il y a deux ans?

E. A. – Vous avez dû quitter la Turquie pour échapper à des peines de prison. Cette fuite était-elle prévue avant votre inculpation ou s'est-elle imposée après l'inculpation ?

*İ. T. – Ce n'était pas pour échapper à des peines de prison. Il est vrai qu'il y avait une cinquantaine de procès contre Doğan et moi avec des demandes d'emprisonnement totalisant 300 ans, mais la vraie raison de notre exil était la menace des militaires... Déjà en 1967, nous avons été accusés de haute trahison par le chef d'état-major de l'armée car la revue *Ant* avait dévoilé un plan de l'OTAN de placer des mines nucléaires au Kurdistan de Turquie. Après la grande manifestation ouvrière de 1970, la loi martiale a commencé à arrêter des ouvriers et des dirigeants syndicaux. Dans notre revue *Ant*, nous avons protesté: "Des officiers devenus capitalistes ne peuvent pas juger la classe ouvrière!" En effet, après le coup d'état militaire de 1960, l'Armée turque a mis sur pied un grand holding financier sous le nom d'OYAK dont tous les officiers sont membres.*

D. Ö. – Après la publication de ce numéro d'Ant, j'ai été convoqué au commandement de la Première armée à Istanbul. Après un interrogatoire par neuf officiers, trois de l'ar-

mée de terre, trois de l'armée de l'air et trois de la marine, j'ai été menacé de ne plus pouvoir sortir de cette caserne dans l'état où j'étais arrivé. Après le coup d'État de 1971, la loi martiale a fermé notre revue et nous a déclarés "personnes dangereuses". Nous n'avions jamais prévu l'exil. Nous n'avions même pas fait la démarche de demander des passeports, ce qui était très facile avant le coup d'État. C'est suite à la décision du comité rédactionnel de notre revue que nous avons quitté la Turquie avec de faux passeports afin de lancer une campagne de dénonciation contre le régime du 12 mars en Turquie.

E. A. – Aviez-vous déjà quitté le territoire turc auparavant ou était-ce la première fois ?

D. Ö. – Nous l'avions quitté deux fois. En 1958, j'ai fait partie d'une délégation de journalistes pour une visite au quartier général et sur les bases de l'OTAN en France et en Allemagne. Plus triste, j'ai dû aller en Grande-Bretagne en 1962, en vue de chercher un travail comme travailleur immigré. Étant représentant du Syndicat des Journalistes, j'avais réussi à obtenir auprès de la Commission paritaire une augmentation de quelque 300% pour tous les journalistes. Là-dessus, tous les éditeurs des journaux à Izmir m'ont mis sur liste noire en tant qu' "agitateur dangereux". Sans travail, sans le sou, j'étais obligé de gagner ma vie en exil. En Angleterre, une firme m'a tout de suite engagé comme comptable pour travailler en Australie. Toutefois, le jour de la signature du contrat, j'ai reçu une lettre de mes camarades en Turquie, qui me demandaient de rentrer immédiatement au pays car le Parti des travailleurs de Turquie, sous la présidence de Mehmet Ali Aybar, avait lancé une campagne d'organisation et il fallait que je retourne à Izmir pour faire partie de la direction provinciale du parti. Et j'ai, bien entendu, fait demi-tour vers la Turquie.

İ. T. – J'ai fait également quelques voyages professionnels ou touristiques dans les pays méditerranéens.

E. A. – Avez-vous eu de la peine à quitter votre pays ou cherchiez-vous déjà à vous en débarrasser ?

İ. T. – Normalement, personne ne peut décider de quitter son pays natal de son plein gré. C'est vraiment dur de s'éloigner de ses amis, de ses proches. C'est un grand chagrin.

D. Ö. – Si nous cherchions à nous en débarrasser, pourquoi aurions-nous, toujours avec les ressortissants de notre pays d'origine, poursuivi le combat pour la démocratisation de ce pays et pour le bien de nos peuples ? Comme en Turquie, nous avons choisi la même lutte, quel que soit le pays où nous habitons.

E. A. – Pourquoi avez-vous immigré en Belgique et pas dans un autre pays européen ?

İ. T. – En réalité, après avoir quitté la Turquie, nous avons vécu en Europe pendant deux ans dans la clandestinité, toujours avec de faux passeport. Nous avons vécu en Belgique, en France, en Allemagne, aux Pays-Bas, dans les pays scandinaves, pour y organiser la Résistance démocratique de Turquie. Après une dénonciation de la délégation turque au Conseil de l'Europe, nous avons dû demander l'asile politique aux Pays-Bas.

D. Ö. – Bien que la Hollande nous ait bien accueilli, nous avons choisi la Belgique pour mettre sur pied *İnfo-Türk*, car Bruxelles est la capitale européenne et elle très proche d'Allemagne, de France, des Pays-Bas et du Royaume-Uni.

E. A. – À cette époque, y avait-il des tensions entre la gauche et la droite en Belgique ?

İ. T. – Si vous parlez de la politique belge, la lutte politique gauche-droite est un fait historique. Dans les années soixante-dix, la gauche belge, surtout le Parti communiste de Belgique, était assez forte grâce à l'existence d'une grande masse d'exilés politiques de gauche en provenance d'Espagne, du Portugal, de Grèce et des pays d'Amérique latine. Après la chute des régimes fascistes de ces pays et notamment après la disparition de l'Union Soviétique, la

gauche communiste a perdu de sa puissance. Quant au Parti socialiste, depuis deux décennies, il est devenu un parti centriste de “socialistes gestionnaires”.

D. Ö. – Quant aux communautés en provenance de Turquie, la tension existait bien sûr entre la gauche et la droite. Toutefois, la droite n’était pas aussi bien organisée qu’aujourd’hui. Sur le plan politique, seuls les Loups Gris étaient actifs et attaquaient de temps en temps des gens de gauche. Les organisations de gauche menaient une lutte déterminée contre le régime répressif d’Ankara. Dans cette lutte, les exilés politiques espagnols, grecs, portugais ou les travailleurs italiens proches du Parti communiste italien étaient toujours solidaires avec les militants de gauche de Turquie. .

E. A. – *Après votre exil, avez-vous regretté d’être journaliste de gauche ? Avez-vous eu ce regret à un autre moment de votre vie ? Pensez-vous que votre métier soit la cause de tous les malheurs qui vous sont arrivés ?*

İ. T. – Comme disait Edith Piaf dans sa célèbre chanson, non, je ne regrette rien. Quant aux malheurs, ils peuvent arriver dans n’importe quel métier, surtout si on est engagé dans la défense des classes sociales et des peuples opprimés.

D. Ö. – Moi non plus, je ne regrette rien. Ayant vécu toute mon enfance dans la pauvreté anatolienne et témoigné de l’oppression et de l’exploitation des gens de cette terre, je n’aurais pas fait un choix différent même si j’avais exercé un autre métier.

E. A. – *Vous êtes actuellement des personnes très respectées. Mais pendant vos premières années en Belgique, vous est-il arrivé d’être mal vus ?*

İ. T. – Au début, nous ne connaissions pas le français, c’est la raison pour laquelle toute notre communication se faisait en anglais. Peut-être que dans la vie quotidienne nous étions considérés comme de “bons étrangers”. Le malheur est arrivé quand nous avons dû communiquer en français avec un accent étranger et en faisant plein de fautes.

D. Ö. – Quoique nous étions reconnus comme réfugiés politiques sous la protection des Nations Unies, quand nous avons demandé le permis de séjour et de travail en Belgique, les instances belges ont érigé devant nous un mur infranchissable. Nous avons appris plus tard que c'était l'ambassade de Turquie qui avait exercé une pression sur le gouvernement belge pour empêcher notre installation en Belgique. La police des étrangers était un État dans l'État. Malgré l'intervention d'hommes politiques, elle a refusé pendant trois ans de nous accorder le permis. Même après le début des activités d'*Info-Türk*, j'ai été refoulé vers les Pays-Bas. Finalement, sous la pression des syndicats qui avaient besoin de nous pour réaliser leurs journaux destinés à leurs membres d'origine turque, on nous a autorisés à nous installer en Belgique.

E. A. – Vous êtes-vous vite adaptés à la vie en Belgique?

İ. T. – Pour moi, sans grande difficulté, sauf pour le climat. D'ailleurs, on peut toujours créer un environnement pour surmonter les difficultés d'adaptation. L'engagement dans une série d'actions revendicatrices, les relations amicales avec des gens venus des quatre coins du monde, l'organisation d'abord de la Résistance démocratique de Turquie, ensuite d'*Info-Türk* et des Ateliers du Soleil, nous a permis de nous créer un environnement exceptionnel.

D. Ö. – Au début, notre exil était si mouvementé qu'on n'a jamais eu de temps de réfléchir sur ce point. Aujourd'hui à Paris, demain à Cologne, ensuite Stockholm... Quand nous avons décidé de nous installer à Bruxelles, nous étions déjà adaptés à un rythme de vie fort différent de celui de Turquie. En plus, grâce à la présence à Bruxelles des différentes communautés en provenance de Turquie, nous ne nous sentons pas très loin de notre pays d'origine.

E. A. – Si aujourd'hui votre retour en Turquie était autorisé, retourneriez-vous vivre là-bas ?

İ. T. – Bien sûr que nous voulons terminer nos jours dans notre pays natal. Le problème n'est pas d'y être autorisé ou

non, la question est la véritable démocratisation de notre pays d'origine.

D. Ö. – Je me souviens du jour de la chute de la junte militaire en Grèce. Dans un restaurant grec à Bruxelles, nous avons fêté cet événement tous ensemble. Quelques jours plus tard, toutes les victimes de la junte militaire, quelles que soient leurs appartenances politiques, sont parties pour leur pays, parce que tous les prisonniers et les exilés politiques ont été déclarés libres en même temps. Quant à la Turquie, le retour individuel de quelques exilés, au prix de se taire pour certains, n'est pas une solution. Il faut que tous les exilés politiques, sans exception, soient déclarés libres... D'ailleurs, je crois que l'État turc doit faire son autocritique et demander des excuses à toutes les victimes, turques, kurdes, arméniennes, assyro-chaldéennes, grecques, qui ont été forcées à l'exil.

E. A. – *Quel a été le moment le plus difficile de votre vie, le moment où vous vous êtes sentis désespérément perdus ?*

İ. T. – Tous les moments de la vie en exil sont difficiles. Mais c'est la complicité des femmes et hommes politiques belges avec l'État turc et avec les associations ultra-nationalistes ou fondamentalistes turques qui me fait mal au plus profond.

D. Ö. – Le moment de prendre la voie de l'exil. Tant que je peux poursuivre ma lutte, je ne me sentirai jamais désespérément perdu.

E. A. – *Y a-t-il un souhait, un rêve que vous n'avez jamais pu réaliser ?*

İ. T. – Il y en a plusieurs. Combien d'objectifs de notre lutte pour un monde pacifique, juste et humain ont-ils pu être réalisés ? Le chemin est toujours long et plein d'obstacles. Vu mon âge, il reste pour moi et pour notre génération des souhaits à réaliser.

D. Ö. – Je pense qu'İnci et moi, nous avons les mêmes souhaits, les mêmes rêves non réalisés mais j'espère que les futures générations les réaliseront.

E. A. – *Pourrez-vous qualifier votre vie en quelques mots*

? Avez-vous une vision plutôt pessimiste ou optimiste à l'égard de votre vie ?

İ. T. – La vie de Don Quichotte... A la fois optimiste et pessimiste...

D. Ö. – Comme Veysel. Je marche jour et nuit... Sur une route longue et étroite... Je suis réaliste. Pour moi, la bouteille est à remplit moitié, ni pleine, ni vide.

E. A. – *Pensez-vous qu'il y a eu un changement en Turquie depuis les années soixante-dix en ce qui concerne le militarisme?*

İ. T. – Oui, il y a eu un changement. Le militarisme est de plus en plus dominant.

D. Ö. – Malheureusement, le militarisme, accompagné d'ultranationalisme, domine aujourd'hui tous les domaines de la société. Les changements cosmétiques pour satisfaire l'Union européenne ne touchent pas le fond du problème. J'ai peur que la synthèse turco-islamique sera concrétisée par la complicité militaro-islamiste.

E. A. – *L'impérialisme américain est-il toujours d'actualité en Turquie ?*

D. Ö. – Le récent passage des navires américains vers la mer Noire malgré la Convention de Montreux n'en est-il pas la preuve ?

E. A. – *Voyez-vous des améliorations en Turquie depuis les années soixante-dix dans les domaines politique, économique ou social?*

İ. T. – Bien entendu, économiquement la Turquie est plus développée par rapport aux années soixante-dix. Par contre, sur le plan social, l'écart entre les classes sociales s'est approfondi. Sur le plan politique, la gauche est effacée du parlement, tous les partis politiques partagent les mêmes aspirations ultranationalistes et militaristes.

D. Ö. – Le seul progrès, c'est la politisation dans le Kurdistan. Mais, sur ce seul point positif, l'alliance militaro-politique fait tout son possible pour empêcher la représentation du peuple kurde.

E. A. – Quelles améliorations devrait-il y avoir selon vous?

İ. T. – La mise en pratique sans exception de tous les critères démocratiques des conventions internationales des droits de l'homme et la reconnaissance de droits égaux pour toutes les composantes de la population de Turquie.

D. Ö. – Pour cela, il faut tout d'abord supprimer la constitution de la junte militaire et adopter une nouvelle constitution excluant la supériorité de la race et de la langue turques et les privilèges de l'armée. En même temps, toutes les lois répressives doivent être annulées ou modifiées.

E. A. – Soutenez-vous l'admission de la Turquie dans l'Union européenne ? Croyez-vous qu'elle y sera bientôt admise ou lui faudra-t-il beaucoup de temps pour mettre les exigences de l'UE en place ? Est-ce que la Turquie, selon vous, mérite-t-elle d'être admise dans l'UE?

İ. T. – L'adhésion à l'Union Européenne peut être utile pour garantir le respect des droits de l'homme. Sur le plan économique et social, tout dépend des mutations infernales dans la région. Pour être admise dans l'Union européenne, la Turquie doit s'adapter à ses normes. Toutefois, j'ai peur que ce soit plutôt l'UE qui s'adapte à certaines normes de la Turquie.

D. Ö. – Avec la situation des droits de l'homme et du peuple kurde, une adhésion à court terme paraît difficile. Pour moi, une adhésion à l'Union européenne n'est pas essentielle pour la Turquie. Une Turquie démocratique et pacifiste, indépendante de l'OTAN et de la domination américaine, même sans être membre de l'Union Européenne, peut jouer un rôle plus constructif dans la région et dans le monde.

E. A. – L'impérialisme américain a-t-il aussi une place dans l'Union européenne ?

İ. T. – Pour moi, sur le plan international, l'Union européenne est malheureusement le 51^e État des États-Unis d'Amérique.

D. Ö. – Même si l'impérialisme américain n'a pas de

siège officiel dans l'Union européenne, certains pays membres, comme l'Angleterre et la Pologne sont la cinquième colonne des USA dans cette union. Si la Turquie, sans aucun changement de mentalité politique, fait partie un jour de l'Union Européenne, elle y sera sans aucun doute le troisième pilier de la domination américaine.

Dogan Özgüden à la commémoration du 24 avril à Lyon *Le Progrès - Dominique Menvielle, 24 avril 2009*

La présence de Dogan Özgüden, rédacteur en chef d'Info-turk.be, en tant que militant de la démocratisation en Turquie constituait, hier place Antonin-Poncet, le moment fort de la cérémonie.

Exilé politique en Belgique, ce défenseur des Droits de l'Homme est venu dénoncer "la politique cynique d'Ankara" autant que souligner "le réveil considérable" observé dans la population pour reconnaître les crimes perpétrés en 1915.

"Premier défenseur turc pour la reconnaissance pleine et entière du génocide", l'homme venait d'être salué par Jules Mardirossian, président du Conseil de coordination des organisations arméniennes de France.

L'intervention de Dogan Özgüden

Chers amis,

Aujourd'hui nous commémorons le premier génocide du 20e siècle dans une confusion totale en raison de l'offensive diplomatique d'Ankara digne des grandes manipulations ottomanes. Juste à la veille de cet anniversaire, Ankara a annoncé la mise en place d'une "feuille de route" destinée à normaliser les relations entre l'Arménie et la Turquie.

Une promesse d'ouverture des frontières turco-arméniennes liée toutefois à plusieurs concessions de la part de

l'état arménien. Renvoyer la reconnaissance du génocide des arméniens aux calendes grecques, imposer à Erevan les conditions de l'Azerbaïdjan sur Nagorny Karabakh... Et le plus important, faire oublier au nouveau président américain Obama le mot de génocide!

Les dirigeants d'Ankara, pour imposer leur diktat, exploitent la situation du peuple de Hayastan qui souffre des problèmes économiques et sociaux en raison du blocus de la Turquie.

Les médias turcs applaudissent déjà cette démarche de dernière minute comme un coup mortel à la diaspora arménienne qui attendait d'Obama la prononciation du mot de génocide.

On est bien habitué à ces sortes de manœuvres diaboliques du régime d'Ankara. Tous les peuples victimes de ce régime répressif d'Ankara ont avalé plusieurs fois cette pilule amère. Quelques petits gestes, quelques promesses... Une marche de cadence de Janissaires. Un pas en avant, deux pas en arrière. Non seulement les Arméniens, les Kurdes, les Assyriens, les Grecs, mais aussi les contestataires turcs souffrent depuis des décennies de cette politique sinistre.

Les gouvernements des pays démocratiques européens, quant à eux, sont déjà devenus les marionnettes de ce jeu politique.

Si aujourd'hui je suis ici avec vous, c'est pour rappeler que, malgré toutes les manœuvres du régime d'Ankara, il y a en Turquie un réveil considérable à l'égard du génocide des Arméniens, qualifié là-bas de "grande catastrophe".

C'est pour la première fois aujourd'hui, à l'initiative de l'Association des Droits de l'Homme, on commémore à Istanbul le début du génocide des Arméniens déclenché par l'arrestation de toute l'élite arménienne : intellectuels, hommes politiques et religieux...

Il s'agit de la troisième étape importante d'un long chemin de reconnaissance de ce génocide dans un pays qui se

trouve toujours sous la répression d'une oligarchie militaro-politique farouchement négationniste.

Après l'assassinat de Hrant Dink, des dizaines de milliers de personnes scandaient dans les rues d'Istanbul : "Nous sommes tous des Hrant Dink, nous sommes tous arméniens".

Il y a quelques mois, 30 mille défenseurs des droits de l'Homme ont signé une déclaration demandant pardon aux arméniens. Depuis lors, les noms des signataires sont affichés dans les médias nationalistes comme "traîtres à la patrie et à la nation turque" souvent avec l'appel à la vengeance: "N'oublie jamais ces noms maudits!"

En ce jour de commémoration, je me permets de répéter devant vous, descendants de plus d'un million de victimes du génocide: "Je vous demande pardon!".

Il ne s'agit pas d'une demande seulement en tant que turc.

Il s'agit également d'une demande de pardon en tant qu'être humain, défenseur des droits de l'Homme.

En tant qu'exilé politique loin de mon pays natal depuis plus de trente ans, je suis témoin de la complicité des pays démocratiques européens avec le régime d'Ankara dans la négation du génocide des Arméniens.

Donc, personnellement pour moi, il s'agit aussi d'un pardon au peuple arménien en tant que citoyen européen.

J'étais témoin de la reconnaissance du génocide arménien il y a plus de vingt ans par le Parlement européen.

Aujourd'hui, les parlementaires européens se taisent devant les chantages d'Ankara. On ne parle plus du génocide des Arméniens.

Encouragé par cette soumission de l'Union européenne, on inculque chaque jour aux jeunes turcs la supériorité de la race turque et de l'Islam.

Les responsables du génocide arménien comme Talât, Enver et Cemal sont honorés sans cesse par les hommes politiques, militaires et par les grands médias.

Or, pour pouvoir prendre une place dans l'union des pays

démocratiques, la Turquie doit reconnaître tous les crimes génocidaires et même fratricidaires commis non seulement par le Sultan Rouge, ou la dictature d'İttihad et Terakki, mais aussi par la république de Turquie.

Né pendant la période républicaine, j'ai été témoin de l'envoi des citoyens non musulmans au camp de travail forcé à Askale pendant la deuxième guerre mondiale.

J'ai vécu le pogrom de l'année 1955 contre les Grecs et Arméniens.

Je parle aussi des fratricides, parce que j'ai vécu trois coups d'état militaires, plusieurs tentatives de coups d'état militaires ainsi que des dizaines de régimes de loi martiale.

Les cibles et victimes des arrestations, tortures, emprisonnements et des pendaisons qui suivent ces coups d'état étaient principalement des progressistes turcs et kurdes.

En 1993, à Sivas, 37 intellectuels turcs ou kurdes d'obédience alévite ont été brûlés vifs.

Depuis les années 80, l'armée turque mène une guerre génocidaire contre le peuple kurde sous la bienveillance des États-Unis et de l'Union européenne.

Le plus grand poète turc Nazim Hikmet disait dans un de ses poèmes à la sortie de prison:

*Les lampes de l'épicier Karabet sont allumées,
Le citoyen arménien n'a jamais pardonné
Que l'on ait égorgé son père
Sur la montagne kurde*

Aujourd'hui c'est le peuple kurde qui est exterminé sur la montagne kurde!

Il y a quelques années, le négationnisme était si fort que, même un de plus grands musiciens du pays avait censuré cette timide allusion au génocide arménien dans un oratorio qu'il a composé pour Nazim Hikmet.

C' était honteux.

Une telle autocensure est mille fois plus honteuse que la censure de l'État.

Le peuple turc doit absolument briser ce tabou.

La Turquie doit déchirer les mensonges de ses dirigeants et de ses médias, doit reconnaître le génocide des Arméniens, Assyriens, Grecs et Kurdes si elle veut vraiment prendre une place honorable dans la famille des pays démocratiques.

Ceci est la condition sine qua non d'une adhésion turque à l'Union européenne.

Aucune honte!

Yazın, 6 décembre 2009

Dans le numéro de mars 2008 de *Yazın*, j'avais écrit un article intitulé "Le lobby criminel turc dans la capitale de l'Europe" et qui commençait ainsi: "Bruxelles, la capitale de l'Europe, n'est pas seulement d'une grande importance du point de vue des relations de la Turquie avec l'Union européenne et l'OTAN, mais également du point de vue du lobby turc qui, depuis des années, s'efforce d'exister aux quatre coins du monde et peut ainsi être dirigé et administré depuis un centre unique. Son but est de tenir sous le contrôle de l'État turc les réfugiés économiques ou politiques venus de Turquie et de neutraliser les groupes ethniques ou les opposants au régime qui ne peuvent être contrôlés, utilisant à cet effet toutes les méthodes possibles et imaginables, légales ou illégales, y compris la violence."

Et en réalité, le fait que les associations ou établissements kurdes, arméniens ou assyriens du centre de Bruxelles soient attaqués et incendiés les uns après les autres, et que par l'intermédiaire des associations et médias turcs téléguidés par l'ambassade de Turquie elle-même des organismes et des individus opposés au régime et se trouvant à Bruxelles soient montrés pour cibles montrait bien que l'État turc, appelant cela "lutte contre le terrorisme", ne craignait pas de pratiquer lui-même le terrorisme dans la capitale de l'Europe.

L'une des principales cibles de ces attaques était *Info-Türk* et ses dirigeants, qui depuis Bruxelles et depuis trente-cinq ans essaient de contribuer à la lutte pour une réelle démocratisation de la Turquie par diverses publications et réunions.

L'ambassadeur Fuat Tanlay, dans un entretien donné au journal *Hürriyet* le 21 avril 2007, excitait les forces du lobby en Belgique contre *Info-Türk* en l'accusant d'“être connu pour son opposition à la République de Turquie” et de “mener depuis des années en Belgique des activités antiturques.”

Ces attaques ont pris une autre envergure avec les discours racistes prononcés par le ministre de la Défense nationale Vecdi Gönül et l'ambassadeur Fuat Tanlay, le 10 novembre 2008 à l'Ambassade de Turquie à Bruxelles, à l'occasion de l'anniversaire de la mort d'Atatürk, discours qu'*Info-Türk* communiqua à l'opinion publique belge.

Voici ce que dit Vecdi Gönül, avec un culot jamais vu, dans son discours à l'ambassade: “Si les Rums étaient encore sur la côte égéenne et si les Arméniens vivaient encore en de nombreux endroits de Turquie, pourrions-nous avoir le même État national? Je ne sais avec quels mots vous expliquer l'importance de cet échange, mais il vous suffit de considérer les anciens équilibres pour la voir apparaître très clairement.”

L'ambassadeur Tanlay n'est pas en reste: “L'histoire a connu beaucoup de grands hommes: Alexandre, Napoléon, Washington... Mais au XXe siècle, c'est Atatürk, un turc fils de turc, qui a battu le record de grandeur.” Après quoi il laissa ondoyer le drapeau du nationalisme en lisant le célèbre poème d'Arif Nihat Asya:

“Ô ornement blanc et rouge de l'azur des cieux,

Robe de mariée pour ma sœur, dernière couverture pour mon martyr

Je creuserai la tombe de qui ne te regardera pas comme moi. J'écraserai le nid de l'oiseau qui s'envolera sans te saluer.”

La première attaque, après le début des réactions des cercles démocrates belges contre ce positionnement raciste des représentants de l'État turc lorsque *Info-Türk* eut communiqué l'information, vint d'un site Internet lié à l'ambassade:

“Vous voyez bien que les ennemis des Turcs et de la Turquie ne dorment pas. Pour eux, commémorer, louer, dire votre fidélité à votre propre leader, être fiers de votre histoire est un crime... Il est si facile de comprendre à quel point ceux qui exposent cette idée sont éloignés de l'amour de la patrie et de la nation...”

Les attaques s'exacerbèrent après la publication par les organisations démocratiques assyriennes, arméniennes, kurdes et turques de Bruxelles au moment de la conférence internationale organisée au Parlement européen le 13 novembre à l'occasion du 70^e anniversaire du génocide de Dersim, d'un communiqué commun intitulé “Cette Turquie-là, ça suffit!”

Voici ce que disait ce communiqué commun après avoir mis en relief la réalité des peuples de Turquie et les crimes, génocides, massacres et pogroms, commis contre eux par l'État turc:

“Il ne faut pas oublier que dès sa fondation, la République kémaliste a constamment pris pour cible les opposants à son régime oppressif, quelle que soit leur origine ethnique, les Turcs démocrates compris. Ces dernières décennies, la politique ultranationaliste et négationniste d'Ankara prend en otage les migrants turcs se trouvant dans les pays européens et les excite, avec la complicité de certains politiciens locaux, contre les communautés arméniennes, assyriennes et kurdes.”

C'est après la publication de ce communiqué qu'une nouvelle campagne d'hostilité fut lancée sur les sites turcs sous l'influence de l'ambassade de Turquie contre les organisations qui en étaient à l'origine. Vint d'abord cette attaque d'un site ultranationaliste et kémaliste, sous le titre: “Vous, ça suffit!”:

“La conférence sur Dersim organisée dans ce Parlement européen qui accueille à la moindre occasion des événements contre la Turquie a ouvert la voie à un nouveau scandale. Cette conférence soutenue par des associations antiturques proches du PKK et des associations arméniennes de Belgique est un scandale. Avec un communiqué de presse publié en amont de la conférence, cinq associations ont tenté de montrer comme illégitime la Turquie moderne fondée par Atatürk. Les actions antiturques de ces associations arméniennes, assyriennes et kurdes ont toujours été bien connues. Quant à *İnfo-Türk* et son propriétaire Doğan Özgüden, ils représentent un autre visage de cette opposition à la Turquie. Le fait que l’Association des journalistes de Turquie ait envoyé un “certificat de remerciements” à Doğan Özgüden, l’organisateur de cette affaire, alors même que ses membres critiquent dans leurs colonnes ces conférences antiturques organisées au Parlement européen, montre bien quelles institutions en Turquie soutiennent et exaltent cette opposition à la Turquie. Il faut maintenant se poser cette question. Les membres de l’Association des journalistes vont forcément lire cette nouvelle. Et ils vont voir ce communiqué de presse signé Özgüden et intitulé “Cette Turquie-là, ça suffit!”... Je serais curieux de savoir si ce prix qu’ils ont décerné va leur causer quelque sentiment de gêne par la suite. Ou peut-être partagent-ils les idées d’Özgüden et pensent-ils que la Turquie, “ça suffit”?

Une semaine plus tard, le même site lança une nouvelle salve d’attaques dans un article intitulé “Récompense scandaleuse à l’Association des journalistes” qui fut publié en même temps en Turquie dans l’ultranationaliste *Yeni Çağ Gazetesi*. Le but en était d’obtenir par des pressions que l’Association des journalistes de Turquie annule ce certificat de remerciements, et même qu’Özgüden soit exclu de l’association.

“L’Association des journalistes de Turquie (TGC) qui, sur son site Internet montre Ali Kemal – le journaliste qui s’était

opposé à la Guerre d'indépendance et, dans les années de la Lutte nationale, avait réclamé l'exécution d'Atatürk – comme un “martyre de la presse”, décerne aujourd'hui un certificat de remerciements à Doğan Özgüden, contre qui près de cinquante plaintes ont été déposées en raison de ses attaques contre l'armée turque et de ses activités séparatistes. Özgüden, que le Conseil d'administration de la TGC a décidé, lors de sa réunion du 4 novembre 2007, de complimenter pour “ses services distingués à la presse turque pendant plus de cinquante ans”, prend place parmi les premiers défenseurs du génocide arménien. Après avoir fondé la revue socialiste *Ant* et les éditions du même nom et fuit la Turquie pour la Belgique, où il s'est installé après la révolution de 1971, il a fait parler de lui par ses activités et les campagnes d'hostilité contre la Turquie et les Forces armées turques de son mouvement Résistance démocratique. Connu en Belgique pour ses travaux antiturs, il a été à l'origine de l'organisation d'innombrables conférences sur le “génocide”. Il a dernièrement contribué à l'organisation de la conférence intitulée “Le génocide de Dersim” accueillie par le Parlement européen.”

L'aspect le plus intéressant de cette nouvelle campagne est qu'elle attaque l'Association des journalistes en renvoyant à Ali Kemal, lynché à Izmit à la suite d'un complot ourdi par Nouredine Pacha en 1922 au prétexte de son opposition aux membres d'Union et Progrès, auteurs du génocide arménien, et de leurs ramifications kémalistes, tout en appelant au lynchage d'un journaliste d'opposition en 2008 dans la capitale de l'Europe.

Ragıp Zarakolu exposa et condamna ces menaces à mots couverts dans son article intitulé “Ça suffit!” publié dans de nombreux bulletins démocrates:

“On menace publiquement Doğan Özgüden en faisant référence à Ali Kemal, ce journaliste horriblement lynché par la troupe de bandits de Nouredine Pacha, le boucher de Koçgiri, l'incendiaire d'Izmir qui se prenait pour un “con-

quéran”. Où êtes-vous donc, membres de la presse? Le véritable crime d’Ali Kemal n’était pas d’avoir fait arrêter les responsables d’une déportation, des criminels contre l’humanité, ou de s’être opposé à la Lutte nationale. Ceux-là, on les appelle les 150, et ils ont été bannis. Lui aussi on aurait pu le bannir. Mais on a fait lyncher Ali Kemal après l’avoir surnommé “Artin”, parce qu’il s’était mis en tête d’enquêter sur la tragédie de 1915.”

L’Assemblée européenne pour la Paix, elle aussi, a immédiatement réagi contre ces menaces: “Ce n’est pas un hasard si cette campagne de lynchage est lancée à la suite de la conférence sur le 70^e anniversaire du massacre de Dersim organisée au Parlement européen. Impossible de nier que derrière cette campagne lancée par le journal raciste *Yeni Çağ*, on trouve certains foyers de cet État que nous connaissons de près. Ce journal a beau s’appuyer sur cette sale campagne contre le “prix d’honneur” décerné à Özgüden par l’Association des journalistes de Turquie, sa principale cible, ce sont les idées d’Özgüden et les événements que celui-ci organise sur la voie de la liberté et de la fraternité des peuples. Au fond, c’est le militarisme qui n’arrive pas à digérer son existence. Nous savons bien ce que signifie cette politique du système militariste, qui vise à faire taire les opposants et qui se résume dans la formule: “d’abord expose, puis règle lui son cas”. Nous n’avons pas oublié comment Hrant Dink, le directeur de la publication du journal *Agos*, a été assassiné.”

Après cette nouvelle attaque du lobby criminel turc dans la capitale européenne, la campagne de soutien lancée en Turquie se poursuit en Belgique et dans tous les pays d’Europe.

Après que l’affaire eut été portée au Sénat de Belgique, le gouvernement a déclaré prendre sous sa protection le journaliste menacé de lynchage.

Mais il y a tant de personnes et d’organisations en Belgique qui devraient être protégées de la malveillance du lobby turc!

Ceux qui, ces dernières années, ont incendié les locaux et les commerces kurdes, arméniens et assyriens de Bruxelles, qui ont lancé une campagne de “nettoyage ethnique” à la commune de Saint-Josse et qui ont tenté de lyncher le jeune journaliste Mehmet Köksal devant les yeux de la police se promènent encore les mains dans les poches ; les négationnistes du génocide arménien siègent encore dans les assemblées régionales et municipales de Bruxelles, et même dans les ministères...

Et ces diffamations enragées contre les signataires, dont je fus l'un des premiers, de la campagne “Je présente mes excuses”!

Dans ces conditions, Saint Tanlay de l'ambassade de la République de Turquie peut encore trouver l'incroyable culot de dire, dans sa déclaration aux médias turcs et belges: “S'il est vrai qu'Özgüden est menacé, alors moi aussi je me considère menacé par cette campagne.”

Aucune honte!

Insulte à ceux qui reposent au Père Lachaise...

Barış/Aşitî Gazetesi, 28 novembre 2010

Un texte écrit pour la paix doit, naturellement, être pacifiste... Mais être pacifiste, ce n'est pas ignorer les réalités, ni couvrir les forfaits de ceux qui n'arrivent pas à faire la paix avec la paix. Nous pouvons bien nous efforcer, face au chaos politique de notre pays, d'accepter cette douleur en silence au prétexte que “tant qu'il y a de la vie, il y a de l'espoir”, certaines réalités ne peuvent pas être ignorées...

Je vais parler ici des deux “plus grands Turcs” de notre époque, Recep Tayyip Erdoğan et Kemal Kılıçdaroğlu...

Pourquoi ces deux-là?

Parce que ce sont les deux seules personnes qui, dans les conditions actuelles, et tandis que tous nos concitoyens, qu'ils soient turcs, kurdes, arméniens, assyriens ou rums, atten-

dent que se termine au plus vite cette guerre civile qui dure depuis trente ans et que notre pays passe à un ordre réellement démocratique et respectueux des droits de l'Homme et de la justice sociale, mais alors aussi qu'un cessez-le-feu unilatéral a été déclaré par l'un des protagonistes de cette guerre à cet effet, pourraient conclure ce processus...

Ne parlent-ils pas, à chaque fois qu'ils ouvrent la bouche, de la "volonté du peuple" et de la "suprématie du parlement"? 335 pour l'AKP et 101 pour le CHP, cela ne fait-il pas 436? Étant donné que les 20 députés du BDP sont naturellement prêts à soutenir la moindre tentative pacifiste, n'atteignons-nous pas 456? C'est-à-dire 84% des 541 députés du parlement? Le contexte est favorable, l'arithmétique aussi, la conjoncture mondiale également. Qu'attendent ces deux "plus grands des Turcs" pour insuffler la vie à la paix dès demain?

On pourrait dire: ils en savent peut-être plus que nous... Mais alors, qu'ils le disent ouvertement, que nous sachions nous aussi.

On pourrait dire aussi: ce ne sont pas seulement les réalités concrètes et les vérités arithmétiques qui définissent la position d'un politicien, mais aussi ses sentiments, son bagage sentimental.

Quant à Devlet Bahçeli, son show au "lancer de corde à nœud coulant", qui a bien montré à quel point les sentiments qui dominent chez lui sont l'hostilité et la haine, est encore dans toutes les mémoires. Mais son parti ne prend pas place dans ces 84%.

Donc, Erdoğan et Kılıçdaroğlu, c'est cela? Si l'on se fie à ce qu'ils disent dans leurs shows politiques, les sentiments qui les animent sont plus humains, et leur sont inspirés par les mères de martyres, mais aussi les mères de rebelles, mais aussi les mères du samedi, qui ont toutes perdu leurs petits dans cette sale guerre.

Considérons ce qu'ils disent au sujet de Yılmaz Güney et d'Ahmet Kaya, que la junte du 12 septembre et ses ramifica-

tions civiles ont forcés à l'exil et qui reposent au cimetière du Père Lachaise à Paris, à des milliers de kilomètres de leur pays.

Erdoğan verse des larmes en regardant un concert d'Ahmet Kaya sur ATV, et s'adresse aux artistes en disant: "Si les autorités de ce pays avaient prêté attention aux films de Yılmaz Güney, la Turquie serait très différente aujourd'hui."

Kılıçdaroğlu est-il homme à se laisser devancer dans cette mise aux enchères politique de la sentimentalité? Lors d'une visite à Paris, il visite les deux tombes puis, passant par Diyarbakır dans sa campagne de reconquête du Kurdistan, il déclare: "Ils étaient des nôtres. Nous devons abandonner nos postures guerrières et faire route avec un discours de paix qui intègre tout le monde."

Laissez-moi le dire en tant que l'un des plus anciens exilés politiques originaires de Turquie: Yılmaz Güney est depuis 26 ans au Père Lachaise, Ahmet Kaya depuis 10 ans...

Cela fait 8 ans que Kılıçdaroğlu siège au Parlement turc, Erdoğan 7 ans... Qui sait combien de fois ils se sont rendus à Paris dans le contexte des relations entre la Turquie et l'Union européenne ou le Conseil de l'Europe? N'auraient-ils pas pu songer plus tôt à commémorer ces deux grands artistes en visitant leurs tombes au Père Lachaise?

On dira qu'Erdoğan est devenu Premier ministre dès son élection en 2003 et qu'il a été trop occupé pour en trouver le temps. Mais à peine Premier ministre, ne s'est-il pas envolé pour Paris pour encourager l'athlète turc Süreyya Ayhan avant sa finale des 1500 mètres au 9^e championnat du monde d'athlétisme?

Laissons donc de côté ce sentimentalisme mercantile.

Toute l'oppression, tout le déni, toutes les calomnies dont l'État turc a récompensé Yılmaz Güney et Ahmet Kaya ne prenaient-ils pas leur source dans le fait que ces deux artistes n'aient pas renié leur identité kurde et aient défendu les droits de ce peuple comme de tous les opprimés?

Si les leaders des deux plus grands partis de Turquie veu-

lent réellement rendre hommage au nom de l'État à Güney et Kaya, il faut avant toute chose qu'ils acceptent sincèrement les propositions de paix que leur fait le peuple kurde et qu'ils prennent place à la table des négociations avec toutes les parties concernées par cette guerre trentenaire pour aboutir à des solutions constructives et pérennes.

J'étais en train d'écrire ces lignes quand tomba la nouvelle suivante: le Premier ministre Erdoğan, loin d'évoquer des pourparlers pour la paix, patauge encore dans la bourbe du militarisme en répondant à la branche d'olivier que lui tend le mouvement national kurde par le piège de l'article 221 sur le "retour à la maison" ou les "remords". Tout en affichant d'un côté une "démilitarisation" en suspendant certains généraux, il fait de la démagogie en reprenant soudain la posture militariste lorsqu'il s'agit d'abandonner complètement les armes et dit: "Est-il juste que certains individus parlant pour le PKK demandent à mon armée de déposer les armes?"

Pendant ce temps, Kılıçdaroğlu, leader principal de l'opposition, devise sur le fait de "gouverner seul" en repoussant les propositions d'alliance avec les forces démocrates et progressistes, y compris le BDP, pour les élections à venir. Étant donné que tous les membres du CHP, lui compris, savent très bien que le CHP ne pourra jamais accéder au pouvoir seul, l'agenda caché du parti est bien de former une coalition avec le MHP et encore une fois le soutien de l'armée.

Tandis que se poursuivent toutes ces incohérences, les médias nous informent que le nombre de procès ouverts contre les 19 députés du BDP jusqu'à aujourd'hui s'élève à 544, pour un total de 2473 années de prison requises. Et à Diyarbakır, on juge 151 leaders kurdes parmi lesquels des maires élus par le peuple, en leur refusant le droit de se défendre dans leur langue maternelle, la prison attendant la plupart d'entre eux.

En un mot, il est honteux, alors que toutes ces réalités sont bien visibles, d'utiliser le nom des deux colombes de la paix du peuple de Turquie, tombées avant l'heure sous d'au-

tres cieux, que sont Yılmaz Güney et Ahmet Kaya, comme mezzes sur les tables des tavernes de la politique.

Ce n'est pas seulement une insulte envers Yılmaz Güney et Ahmet Kaya, mais aussi à la mémoire des 1871 communnards et héros de la résistance tombés dans la guerre contre l'occupation nazie qui reposent près d'eux.

L'une des missions prioritaires de tous les pacifistes de Turquie, qu'ils soient turcs, kurdes, arméniens, assyriens ou rums, est de sauver la politique turque de cette faute qui n'est pas à son honneur.

Les mémoires d'un "journaliste apatriote"

Mehmet KÖKSAL, Politique, Octobre 2011

À l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse du 3 mai, Journalistes consacre son dossier à la liberté de la presse en Europe: de Stockholm à Rome, en passant par Paris, Budapest ou Sofia. Tandis qu'aux portes de l'UE, en Turquie, des dizaines de journalistes sont emprisonnés ou menacés de l'être. Publié sous le titre "Victimes de la loi anti-terroriste" sous la plume de Mehmet Köksal, ce dernier article s'accompagne d'une référence à un livre, publié en langue turque, consacré aux mémoires de Doğan Özgüden, journaliste professionnel qui gère depuis son exil bruxellois le centre d'information non-gouvernemental Info-Turk.be.

Après 57 années de métier, le journaliste professionnel Doğan Özgüden a décidé de mettre sur papier une partie de sa mémoire à partir de son exil bruxellois qui dure depuis près de 40 ans. Écrit en langue turque dans un style littéraire particulièrement agréable à lire, l'imposant ouvrage de 553 pages retrace le parcours très particulier d'un fils de cheminot passionné par le journalisme et la gauche radicale turque qui sera contraint de fuir la répression et la dictature militaire sans jamais renier son combat pour les valeurs qu'il veut défendre.

Le livre débute déjà par un constat de colère contre cet État turc, son appareil administratif, ses extrémistes nationalistes, ses fondamentalistes religieux, ses journalistes pro-régime et ses associations connexes qui ont tenté durant ces quarante dernières années d'utiliser tous les moyens (menaces, diffamation, procès et insultes) pour saboter le travail d'une petite agence d'information non gouvernementale Info-Turk (spécialisée sur la Turquie et les droits de l'homme, les pressions sur les médias, la question kurde, les minorités, l'immigration,...) gérée par Doğan Özgüden et son épouse İnci Tuğsavul. Les poursuites judiciaires se multiplient à l'égard de ce couple de journalistes condamné à l'exil. Le livre rappelle ainsi la notification de la déchéance de leur nationalité turque, qui fut demandée par l'ex-Premier ministre Turgut Özal et envoyée par l'ambassade de Turquie à Bruxelles en 1998 au motif d'avoir perturbé une conférence de presse du Premier ministre turc de passage à Bruxelles.

Doğan Özgüden replonge ensuite dans son passé pour remonter jusqu'à sa naissance en bordure d'une station de chemin de fer dans la périphérie d'Ankara. Il y rappelle son vrai prénom "Doğangün" (littéralement : "le jour qui se lève") qu'il n'entendra plus que lors des citations devant les tribunaux. Il raconte comment le pauvre ouvrier anatolien des années 30 et 40, ne sachant ni lire ni écrire, faisait quand même une grande "consommation" des journaux imprimés qu'il roulait avec le plus pur tabac de la région.

À travers le récit d'une vie racontée à la manière d'un scénario de long métrage, on découvre aussi un résumé des avancées technologiques qui bouleversent à chaque fois la profession. Ainsi, c'est l'arrivée de la radio dans les villages les plus éloignés qui améliore considérablement l'accès à l'information du grand public. "On avait même une chambre spéciale pour écouter la radio où, une fois que mon père avait fait les branchements énergétiques nécessaires en regardant le mode d'emploi, toute la population de la station de chemin de fer prenait place

abondamment pour attendre silencieusement le moment magique. Certains n'hésitaient pas à faire des commentaires du genre "mais comment est-ce vraiment possible qu'un homme puisse parler depuis Ankara et qu'on puisse l'écouter au même moment ici à travers cet appareil ? Va-t-il utiliser le télégraphe pour nous faire passer le message ?" "

Non, tout passera par des fils qui capteront les ondes dans l'air pour les décoder à travers une radio. L'arrivée de la radio balayera quasi l'existence du gramophone (appareil permettant d'écouter un disque) du paysage musical turc.

Özgüden rappelle aussi son attachement spécifique au modèle 1940 d'Hermès Baby (une machine à écrire très populaire utilisée par les journalistes au milieu du XXe siècle). Il raconte aussi comment il arrivait, grâce à la sténographie, à publier les meilleurs comptes-rendus de congrès politiques dans les quotidiens turcs.

La force de l'ouvrage réside dans la narration des grands bouleversements qui ont touché la République de Turquie à travers le vécu d'un simple citoyen et acteur de terrain. D'un coup d'État (1960) à un autre (1970) et encore un autre (1980), Doğan Özgüden arrive à condenser, scénariser et transmettre l'évolution du paysage politique, médiatique et social dans son pays d'origine avec lequel il cultive une relation d'amour-haine toujours inachevée.

Migration ou exil?

Barış/Aşitî Gazetesi, 27 novembre 2011

Cette année encore, divers panels ont été organisés au Salon du livre d'Istanbul. Le thème de l'un d'entre eux intéressait directement et particulièrement les migrants politiques ayant lutté depuis l'étranger pour la démocratisation et la pacification de la Turquie: "Cinquante ans après: une littérature de migrants, ou une littérature de l'exil?"

C'est Ragıp Zarakolu, fondateur des éditions Belge, qui se chargeait de l'organisation de ce panel et il avait insisté pour que j'envoie une communication. Avant que je ne prenne la plume pour l'écrire, Deniz Zarakolu, jeune directeur des éditions Belge et fils de Ragıp, fut arrêté dans le cadre des opérations contre le KCK (*Union des communautés du Kurdistan - tr*)

Dans son dernier message du 20 octobre, Ragıp disait: "Mardi, nous sommes allés à Edirne pour la première visite. J'ai pris la route à sept heures du matin avec mon autre fils Sinan. À neuf heures du soir, j'étais à la maison. Je suis rentré à temps de Francfort pour l'enterrement de Suzan. Tôt demain matin, je pars à Diyarbakır, pour la cérémonie d'ouverture de l'église. Encore une fois, nous traversons une période compliquée."

Ensuite, la professeure Büşra Ersanlı, Ragıp et des dizaines de patriotes kurdes furent arrêtés dans le prolongement de la même opération. Pas plus que moi, Ragıp ne put participer à ce panel au Salon du livre d'Istanbul.

Ces arrestations furent suivies par celles de dizaines d'avocats sous des prétextes fallacieux.

À cela s'ajoutèrent des polémiques bon marché au sujet du génocide de Dersim et de prétendues excuses auprès des gens originaires de cette région.

Avec Ragıp, nous sommes de deux générations voisines de la gauche turque: je représente celle des années de la Seconde Guerre mondiale, et lui celle de l'après-guerre...

Mais ces deux générations ont toujours vécu la guerre. La guerre froide entre les systèmes, les vagues de chaleur projetées par cette guerre froide aux quatre coins du monde, les coups d'État militaires téléguidentés par les USA... Et maintenant des coups d'État islamistes dignes de polars.

Ragıp et nos autres amis engagés comme lui dans ce combat honorable, même s'ils n'ont pas été comme nous dispersés dans des pays lointains, ont toujours vécu l'exil, et le vivent encore...

En ce moment, Ragıp est en exil, Deniz aussi, Bûşra aussi... Tout comme les politiciens kurdes et leurs avocats...

Notre visite à la Maison du Cygne, où Karl Marx écrit le *Manifeste du parti communiste* dans les années de son exil politique, est un souvenir tenace du temps que Ragıp et moi avons passé ensemble à Bruxelles. Juste en face se trouve la maison typiquement bruxelloise où a séjourné Victor Hugo, cet autre exilé politique...

Le thème choisi pour le panel n'était pas très pertinent pour moi: "Cinquante ans après: une littérature de migrants, ou une littérature de l'exil?"

Pourquoi 1961?

Parce que c'est la date de la signature de l'acte de vente aux pays européens capitalistes de ses propres ouvriers et paysans par l'État turc qui, ne pouvant ouvrir le marché du travail des villes à sa population grandissante, s'en débarrassait ainsi facilement?

1961 est sans aucun doute une date marquante dans l'histoire des migrations – émigration, immigration – millénaires d'Anatolie. Mais ce dont il est question, c'est du drame de centaines de milliers de nos concitoyens, vendus dans la fleur de l'âge sous l'étiquette "ouvrier invité" sans qu'aucune infrastructure n'ait été préparée pour leur permettre de s'adapter à la vie sociale et politique des pays d'accueil pour être ensuite renvoyés pressés comme des citrons après s'être pliés aux tâches les plus pénibles.

Naturellement, il était inévitable que ce drame, comme d'autres qui lui ressemblent, produise sa propre littérature et sa propre musique. Cette créativité qui, dans les premières décennies, ne pouvait s'exprimer qu'en turc, atteignit une dimension universelle plurilinguistique avec le passage de ce statut d'"ouvrier invité" des premières décennies à la sédentarisation et plus encore avec l'arrivée des deuxième et troisième générations. Pas seulement en littérature, mais aussi au théâtre, au cinéma...

Il y a mieux encore... Une grande partie des ouvriers vendus à l'Europe dans les années soixante parce qu'ils étaient turcs ont revendiqué, par la suite, leurs identités ethniques... Ils ne se sont pas contentés de produire en turc, en allemand, en français ou en anglais, ils ont aussi produit dans leurs propres langues maternelles, condamnées à l'extinction, comme le kurde, l'arménien, le syriaque.

*

Revenons au thème de ce panel: "Cinquante ans après: une littérature de migrants, ou une littérature de l'exil?"

Cette distinction entre migration et exil m'a toujours incommodé.

Tout être humain qui, pour quelque raison que ce soit, est arraché de force aux terres qui l'ont vu naître, grandir et trouver son identité, n'est pas un migrant mais un exilé.

Après la signature de l'accord migratoire de 1961, j'ai observé de près comment nos concitoyens qui faisaient la queue devant les bureaux de recrutement d'émigrants pour s'assurer les moyens de leur survie, passaient par des contrôles exhaustifs, depuis les dents jusqu'aux organes génitaux, avant d'être vendus "certifiés sans défaut".

Il y a aussi mon exil politique qui dure depuis 1971...

C'est l'un des sujets dont nous débattons le plus, avec Ragıp, à chaque fois qu'il vient en Europe...

Depuis 1971, je documente les intrications de l'exil politique et de la migration pour raisons économiques.

Ragıp, lui, remonte plus loin en retirant des étagères poussiéreuses des archives les documents relatifs aux génocides arménien, assyrien, grec et kurde et aux déportations et exils politiques qui en sont les prolongements pour les publier en prenant toutes sortes de risques.

C'est l'une des pages, qui nous donnent le plus de fierté, d'un combat commencé avec *Ant* dans les années soixante, puis poursuivi avec *İnfo-Türk* en exil et en Turquie avec les éditions Belge et l'incalculable contribution de cette chère Ayşe.

1961 est le repère officialisé de la migration... Mais avant?

Le génocide de 1915... La succession, sous la période républicaine, des génocides kurdes, la taxe sur l'existence, l'impôt sur la fortune discriminant les non-musulmans, les 6-7 septembre, le 27 mai, le 12 mars, Kahramanmaraş, Çorum, le coup d'État du 12 septembre...

Et aujourd'hui les coups du fascisme islamiste...

L'histoire des migrants, la littérature des migrants.

Peut-on limiter tout cela à cinquante années?

*

2005 fut l'année du 90^e anniversaire du génocide arménien.

Je n'ai pas oublié la façon dont l'ambassade de Turquie a réagi, en mobilisant toutes les associations kémalistes et islamistes, aux commémorations que nous avons organisées avec les associations arméniennes, assyriennes et kurdes de Belgique.

Ni les hystériques campagnes de lynchage lancées lorsque nous avons commémoré et demandé des comptes pour le génocide de Dersim...

Il y a cinq ans, l'année des quarante-cinq ans de l'accord migratoire, une série de manifestations avaient été organisées en Belgique, comme dans tous les pays européens et la venue de migrants turcs en Europe avait été consacrée comme la nouvelle étape, destinée à être victorieuse, de la conquête islamo-turque qui avait précédemment échoué lors du siège de Vienne par les Ottomans.

En organisant en 2006 d'autres manifestations avec les associations arméniennes, assyriennes et kurdes de Belgique, nous avons attiré l'attention sur les causes des inépuisables vagues de migration depuis l'Anatolie vers l'Europe, l'Amérique, l'Extrême-Orient et l'Océanie, prenant leur source dans le terrorisme d'État, l'oppression nationaliste et religieuse et les pratiques racistes.

Depuis cinq ans, bien peu de choses ont changé.

Le monde de la pensée et de l'édition en Turquie doit désormais dépasser les lubies historiques ridicules imposées par l'État turc, atteindre l'origine politique et économique de l'élément migratoire et avoir le courage de le mettre en évidence.

Certains dirigeants opportunistes de pays européens, tout en ayant l'incroyable hypocrisie d'ignorer les revendications des peuples arménien, assyrien, grec et kurde, victimes de génocides, quant à la reconnaissance des réalités historiques, comptent sur l'obtention des voix des Turcs "électorales" et se taisent donc devant la rapide ascension dans les communautés européennes de la synthèse islamo-turque, n'hésitant pas à soutenir de toutes les manières possibles les organisations d'extrême droite, religieuses, kémalistes et de confréries.

Notre tâche est ardue.

Il est temps d'analyser dans leurs moindres détails et de révéler les dimensions non seulement économiques, mais également ethnosociologiques et politiques de l'émigration anatolienne. L'Anatolie a été de toute éternité une terre de migrations. Cette terre doit être retournée de fond en comble.

Et ce doit être l'une des missions prioritaires de tous les individus et de toutes les organisations qui combattent pour la démocratie et pour la paix.

Résister depuis l'étranger après le 12 mars

Discours au vernissage de l'exposition du HTİB, 10 mars 2013

Nous avons fait don de toutes nos archives, qui contenaient des documents écrits et visuels relatifs à notre lutte en Turquie et en Europe, à l'Institut international d'Histoire sociale lors d'une cérémonie organisée à Amsterdam le 24 janvier 2013. L'Union des travailleurs originaires de Turquie en Hollande (HTİB) a organisé, le 10 mars 2013 à l'occasion du 42^e anniversaire du coup d'État du 12 mars 1971, une ex-

position composée de documents choisis dans nos archives et intitulée “La Turquie d’un coup d’État à l’autre”. Et lors de la première d’un documentaire éponyme que nous avons réalisé, j’ai prononcé le discours suivant, sur les causes du coup d’État du 12 mars et l’organisation de la résistance à l’étranger contre le régime putschiste:

Il y a tant de choses à raconter sur les répercussions à l’étranger du coup d’État du 12 mars et la résistance contre les putschistes. Le terrorisme d’État qui avait suivi le mémorandum du 12 mars 1971, en même temps qu’il avait piétiné les libertés et droits fondamentaux acquis jusque-là, avait placé la Turquie, sur le tableau des régimes politiques d’Europe, dans la même catégorie que trois dictatures fascistes. Le Portugal de 1933, l’Espagne de 1936 et la Grèce de 1967... Et maintenant on avait la Turquie de 1971... Désormais, ce pays était l’une des quatre taches noires figurant sur la carte de l’Europe. Lors des manifestations antifascistes organisées dans les métropoles européennes, les figures déformées des généraux turcs, tout comme celles des officiers grecs, ornaient les affiches, les pancartes et les tracts. Lors des séances du Conseil de l’Europe et du Parlement européen consacrées aux droits de l’Homme comme dans les rapports d’organisations influentes telles qu’Amnesty International, le nom de la Turquie était maintenant plus fréquemment mentionné, au même titre que celui des trois autres pays.

Trois de ces quatre taches noires, bien qu’elles aient des dates de naissance et des âges différents, furent effacées l’une à la suite de l’autre et pour des raisons différentes lors de la même période, dans les années 1973-75, de la carte de l’Europe occidentale.

Les manifestations et l’ingérence venues de pays étrangers avaient-elles joué un rôle dans ces effondrements? En ce qui concerne l’Espagne, le Portugal et la Grèce, trois pays ayant de très profonds liens historiques, culturels et religieux avec la famille européenne, oui, sans aucun doute...

Mais la Turquie? C'est un débat constant: les manifestations et ingérences depuis l'étranger peuvent-elles jouer un rôle de renfort de la lutte démocratique dans un pays comme la Turquie où les sentiments nationalistes sont si forts? Ou, au contraire, ouvrent-elles la voie à plus de manipulation, par le dictat, des masses conditionnées par ces contes qui parlent d'"ennemis extérieurs visant la turcité"?

Ce genre de polémiques était très répandu, en particulier au début des années soixante-dix. Derrière toute manifestation ou ingérence extérieure, on imaginait de nouvelles dispositions au traité de Sèvres ou des complots contre l'existence de l'État turc. Dans le jargon de la presse de la Sublime-Porte, tout Européen critiquant la Turquie de l'extérieur, sur quelque sujet que ce soit, était un "farouche ennemi des Turcs", et toute personne originaire de Turquie révélant la réalité à l'Europe un "vendu", un "espion", une personne de "mauvais sang" voire "dépourvue de sang".

Mais les années soixante-dix étaient aussi marquées par de nouvelles dynamiques, qui ne tardèrent pas à faire exploser leur carabine rouillée au visage des dominants en Turquie.

Avant toute chose, même si la Turquie avait été transformée en un gigantesque camp de concentration, les citoyens n'étaient pas tous en prison. L'exportation de main d'œuvre bon marché vers les pays industrialisés, qui avait commencé dans les années soixante, avait fait naître un phénomène social nouveau dans les métropoles européennes: les Turcs d'Europe... Chaque année, au moins un demi-million de personnes originaires de Turquie faisaient la navette entre l'Europe et leur patrie, pour passer des vacances ou pour des raisons familiales. Assurément, chez la plupart de ces gens qui avaient quitté la Turquie depuis à peine dix ans, les sentiments de nostalgie et le rattachement aux valeurs nationales et religieuses pour ne pas perdre leur personnalité et leur identité étaient encore extrêmement forts. Mais dans les bras

d'une nouvelle société où la tradition de lutte démocratique était déjà très ancienne et au sein de nouvelles relations de production, les Turcs d'Europe, qu'ils le veuillent ou non, faisaient connaissance avec de nouvelles valeurs qui leur avaient été étrangères dans leur patrie. Il était inconcevable que, suant sur les chaînes de l'usine Ford de Cologne avec des Espagnols, des Portugais et des Grecs, ils ne soient pas affectés par l'expérience menée par ces gens depuis des années contre leurs dictatures fascistes, ni influencés par leur regard sur le monde et leurs revendications démocratiques. L'expérience et la pratique augmentant, l'ouvrier turc, lui aussi, parvenait de lui-même, dans la résolution de nombre de problèmes l'intéressant directement, à une unité de positionnement et de langage aux côtés d'un communiste grec, d'un social-démocrate portugais ou d'un anarchiste espagnol. La résistance face aux régimes dictatoriaux qui tenaient les quatre pays dans leur étau était l'un de ces points de rencontre.

En réalité, la qualification de "Turcs d'Europe" depuis les années soixante-dix, reflétait de moins en moins la réalité. Dans la même masse de migrants, il y avait des centaines de milliers d'ouvriers non turcs mais d'origine kurde accompagnés de leurs proches. Ces gens retrouvaient dans leur nouveau milieu l'identité nationale qu'ils avaient été forcés de renier sous la répression chauviniste de la Turquie, et s'engageaient et s'organisaient pour résister à cette répression croissante.

Même si le niveau d'engagement en organisations était encore faible, cette masse d'un million et demi de personnes constituait désormais une partie importante des sociétés européennes, et en particulier de la classe ouvrière européenne. Parmi les ouvriers originaires de Turquie, le taux de syndicalisation était très élevé. Avec leurs syndicats, leurs organisations démocratiques et leurs partis progressistes, l'Europe était forcée de se pencher sur les problèmes naissant des relations de cette masse avec leur patrie.

Une autre des raisons importantes qui a mis la Turquie à l'ordre du jour européen après le 12 mars est le fait qu'elle se trouve avoir pris place dans diverses institutions européennes au prétexte de son "européanisation". Membre du Conseil de l'Europe depuis sa création, elle était en même temps l'un des premiers signataires de la Convention européenne des droits de l'Homme. Elle était membre associée de la Communauté économique européenne. Au sein de la CEE, les masses ouvrières s'organisaient rapidement sur tout le continent contre le bloc du capital. Le Parlement européen, qui abritait le plus grand groupe socialiste, influençait les politiques de la CEE en particulier au niveau des droits de l'Homme et des droits sociaux.

Le fait que la Turquie soit aux avant-postes de l'OTAN était une autre raison de la réceptivité de l'opinion européenne. Il est vrai que l'on savait que le coup d'État du 12 mars servait les intérêts de l'OTAN, et que celui-ci soutenait les généraux turcs, mais l'OTAN avait depuis longtemps perdu l'image de "défenseur des libertés" qui était la sienne au début de la Guerre froide. La Guerre du Vietnam avait créé une grande réaction de l'opinion publique contre les USA et toutes les institutions dont ils étaient à la tête. La paix et le désarmement prenaient place parmi les revendications urgentes des masses populaires. Par conséquent, le coup d'état du 12 mars soutenu par l'OTAN avait été immédiatement condamné par les forces pacifistes et démocrates.

C'est dans ce contexte qu'après les arrestations massives d'intellectuels, les manifestations contre le nouveau régime d'Ankara commencèrent à se succéder aux quatre coins de l'Europe. Tandis que d'un côté, les associations d'ouvriers et d'étudiants de Turquie de divers pays publiaient des communiqués et manifestaient avec le soutien des organisations démocratiques locales, les intellectuels se trouvant dans les grands centres pour poursuivre des études supérieures ou obtenir une spécialisation s'efforçaient d'informer les universitaires avec qui ils étaient en contact et, par leur intermédiaire,

les journalistes. À quoi il faut ajouter les efforts de ceux qui avaient immigré en Europe, fuyant le terrorisme du 12 mars.

Cependant, on ne peut pas dire que les médias nationaux ou même les organisations politiques aient fait preuve d'une grande réceptivité face à la répression qui avait lieu en Turquie. Le fait que les sources d'information des grands journaux en Turquie se trouvent soumises à la censure du régime y était pour beaucoup. Les correspondants en Turquie des grands journaux européens et américains étaient généralement des journalistes turcs employés dans les services de politique étrangère de la presse de la Sublime-Porte. Soumis au terrorisme de l'État, ils ne pouvaient parler de la répression en Turquie ou se contentaient de transmettre la version du régime. Même si les journaux donnaient parfois des informations ou des commentaires sur l'actualité en rapport avec cette répression, il aurait fallu un travail plus systématique et plus complet pour pouvoir faire une évaluation historique et globale de la situation en Turquie et faire en sorte que le régime d'Ankara soit jugé par les institutions internationales en vertu de la Convention européenne des droits de l'Homme. Cette mission, c'est le mouvement Résistance démocratique de Turquie, créé par des socialistes venus en Europe en tant que migrants politiques après avoir fui la répression en Turquie début 1972, qui l'endossa.

Tout au long de l'année 1971, ce mouvement qui fournissait des informations récentes à la presse européenne et aux organisations internationales consacrées aux droits de l'Homme, réalisa un travail qui analysait le 12 mars des points de vue économique, social et politique et dans un contexte historique, et qui documentait sous forme de rapports distincts les types de répression pratiqués sur diverses couches de la société. Ensuite, il publia un dossier des 300 pages en anglais intitulé *File On Turkey*. Les documents sur la torture fournis par des prisonniers évadés constituent l'une des parties les plus frappantes de ce document très complet.

Dès sa sortie, *File On Turkey* fut distribué aux membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, aux diverses branches d'Amnesty International, aux organisations démocratiques et à la presse des pays d'Europe. Le premier effet pratique de la publication du livre fut de porter la question turque à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Piet Dankert, député socialiste des Pays-Bas, Frank Judd, député travailliste anglais et Liv Aasen, députée socialiste de Norvège, demandèrent, le 23 octobre 1972 à Strasbourg, après avoir évoqué la répression et la torture en Turquie, que le Conseil de l'Europe prenne position contre ce régime d'Ankara qui violait systématiquement les articles 3 et 7 de la Convention européenne des droits de l'Homme. Quant à Amnesty International, elle confirma, le 17 novembre 1972, la pratique de la torture en Turquie sur les prisonniers politiques, en s'appuyant sur les observations d'une mission qu'elle y avait envoyée.

Là-dessus, les missions diplomatiques turques entreprirent une grande campagne de diffamation contre le mouvement Résistance démocratique de Turquie, avançant que *Le Dossier turc* avait été publié par des terroristes aux ordres du communisme international qui avaient également entraîné dans leur jeu les organisations démocratiques internationales.

Voici ce que dit Turhan Feyzioğlu dans le discours qu'il prononça le 29 décembre 1972 devant l'Assemblée du peuple:

“L'intense propagande contre la Turquie que l'on constate aujourd'hui en Europe s'appuie sur les publications faites par une organisation du nom de mouvement Résistance démocratique. Cette organisation est dirigée par des individus déclarés hors-la-loi et qui ont fui la Turquie. Parce que dès la première page, leurs publications donnent les plus beaux exemples de dialectique marxiste-léniniste, la grande majorité des députés européens, comprenant leurs véritables intentions et objectifs, ne leur prêtent pas attention.”

Le même jour, le gouvernement Melen annonçait qu'une

commission mixte composée, sous la présidence du ministre de l'État İsmail Arar, de représentants des ministères de l'Intérieur, des Affaires étrangères et de la Justice, ainsi que de l'état-major général et des services secrets, allait publier un livre blanc qui serait traduit en diverses langues et distribué à l'étranger.

Dans ce livre blanc qui parut quelques mois plus tard sous le titre *Les Réalités de la Turquie et le terrorisme*, on pouvait lire ces calomnies: "Ceux qui s'intéressent à la TURQUIE en raison de la propagande que des exilés ont commencé à diffuser en Europe ont probablement lu le livre truffé de mensonges et imprimé en anglais par le Mouvement Résistance démocratique de Turquie, ainsi que certains communiqués. Ils se sont sans doute demandé ce qu'était ce mouvement. Résistance démocratique de Turquie est une formation créée par quatre ou cinq révolutionnaires, certains étant hors-la-loi, parmi lesquels se trouvent Doğan Özgüden et son épouse İnci Özgüden."

Certains gouvernements d'Europe s'opposaient aux revendications, nées en réaction au piétinement des droits humains des députés progressistes et des organisations démocratiques, de reconsidération des relations avec la Turquie, prétextant les calomnies contre le régime d'Ankara. Ainsi, Sir Alec Douglas Home, ministre des Affaires étrangères anglais, précisant qu'il ressentait "de la tristesse face aux critiques faites contre la Turquie qui n'était pas seulement une amie de l'Angleterre mais aussi une alliée au sein de l'OTAN et du Pacte de Bagdad", disait: "Un tel positionnement ne servirait qu'à encourager ces forces destructrices."

À une question posée par le député travailliste Frank Judd le 3 janvier 1973 relativement à la position du Royaume-Uni envers la Turquie, voici ce que répondit ce même ministre: "Aujourd'hui, c'est une campagne de propagande internationale qui est menée pour ébranler la réputation du gouvernement turc et faire l'apologie des terroristes." Il continua en avançant, pour calomnier le mouvement Résistance démocra-

tique de Turquie, qu'un document aussi exhaustif ne pouvait avoir été publié qu'avec le financement de l'Union soviétique.

Or, ce *Dossier turc* n'avait pas été imprimé avec des financements extérieurs, mais grâce aux efforts personnels d'une poignée de révolutionnaires de Turquie à l'étranger, dans une capitale occidentale, avec des machines à écrire et des photocopieuses qu'ils avaient empruntées, dans un garage dont le toit fuyait.

Reste que le positionnement de l'Union soviétique avec son voisin du sud ne consistait pas en un soutien de la résistance antifasciste, mais dans le développement de relations de bon voisinage avec le régime d'Ankara. Notre seule rencontre avec un représentant de l'Union soviétique eut lieu en 1972 à Paris de manière complètement fortuite.

Nous informions de la situation en Turquie les délégués de divers pays lors d'une réunion internationale de solidarité contre la junte des officiers en Grèce. La plupart des délégations et journaux occidentaux avaient été très intéressés par nos explications et avaient promis de créer des comités de solidarité dans leurs pays. Dans cette conférence, l'Union soviétique était représentée par une délégation composée du compositeur Aram Haçaturyan et de la ballerine étoile Galina Ulanova et présidée par un membre du Comité central de l'URSS. Après nous avoir écoutés attentivement, le chef de la délégation nous dit: "Camarades, l'Union soviétique, en tant qu'État, ne prend ouvertement position que contre les régimes d'Afrique du Sud et de Grèce. Le pragmatisme politique nous empêche d'entreprendre quelque action qui pourrait mettre en danger nos relations avec la Turquie. Nous sommes de tout cœur avec vous... Mais n'attendez pas la création en Turquie d'un comité soviétique opposé au régime."

Mais les mois suivants, alors même que les démocrates occidentaux allaient porter à l'ordre du jour la question turque dans les organisations où ils figuraient, le ministre d'État soviétique Podgorni ne vit aucun inconvénient à ren-

dre une visite de courtoisie à la Turquie juste au moment où Deniz, Yusuf et Hüseyin allaient être exécutés.

Tandis que la campagne de diffamation du gouvernement turc et de ses soutiens en Europe se poursuivait, le mouvement Résistance démocratique de Turquie présenta à l'opinion européenne de nouveaux documents en publiant deux autres livres en anglais sur le terrorisme d'État, *Man Hunts in Turkey* et *Turkey On Torture*.

S'appuyant sur ces documents, les journaux européens commencèrent à faire plus de place aux violations des droits de l'Homme en Turquie. Piet Dankert, député des Pays-Bas, après s'être rendu secrètement en Turquie en observateur, insista, lors d'une conférence de presse à Paris le 21 mars 1973, sur la négation des droits de l'Homme par le régime d'Ankara. Là-dessus, le Bureau permanent de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe décida de porter à l'ordre du jour de la séance de mai 1973 des commissions des Affaires politiques et juridiques une proposition signée par vingt membres et proposant l'ouverture d'une enquête sur la situation en Turquie.

Lors de la séance du 17 mai 1973, Turhan Feyzioğlu et les autres députés turcs de droite accusèrent Piet Dankert et Liv Aasen, qui critiquaient le régime d'Ankara, d'être "les instruments du communisme international". Pour empêcher la projection dans les salles de l'ORTF, par l'équipe d'une chaîne de télévision anglaise lors d'une séance à Strasbourg, d'un film présentant la répression en Turquie, les députés turcs et l'Ambassadeur de Turquie au Conseil, Rahmi Gümrükçüoğlu, eurent recours à toutes sortes de pressions et de chantages.

Malgré tous ces efforts, la Commission politique décida de créer une sous-commission chargée d'enquêter sur la Turquie.

Cette décision fut d'une grande importance que ce soit du point de vue des relations entre la Turquie et l'Europe ou pour faire en sorte que la Turquie respecte la Convention des droits de l'Homme. Le fait qu'une telle procédure soit engagée, prévoyant, tout comme dans l'exemple grec, une éven-

tuelle exclusion de la Turquie pouvait, dans une période de recul des généraux, les forcer à accepter d'être remplacés par un régime civil, à légaliser les partis de classe et à reconnaître les droits et les libertés fondamentales du peuple kurde.

Malheureusement, la réalisation de ce résultat dont on approchait grâce à la lutte, depuis deux ans, des forces de résistances dans le pays et à l'étranger fut empêchée au dernier moment par l'intervention du secrétaire général du CHP Bülent Ecevit, qui apparaissait à cette époque comme un "espoir".

Tandis que la plupart des membres européens de la Commission politique du Conseil de l'Europe qui se réunissaient à Florence du 3 au 5 juillet 1973 déclaraient leur accord pour la création d'une sous-commission chargée d'enquêter sur la Turquie, les députés de droite Turhan Feyzioğlu, Cevdet Akçal et Orhan Oğuz tentèrent, avec leur habituelle démagogie, de s'opposer à cette décision. À cette époque-là, on savait qu'il était question de retirer l'immunité parlementaire du secrétaire général du CHP Ecevit. Les députés européens, gardant cela à l'esprit, demandèrent l'opinion de Mustafa Üstündağ, représentant du CHP, dans l'espoir qu'il soutiendrait leur propre position. Voici ce que celui-ci répondit après avoir avancé que le retrait de l'immunité parlementaire d'Ecevit n'était pas voulu par l'armée mais par le gouvernement qui craignait le succès du CHP dans les élections à venir: "Nous allons bientôt tenir des élections générales. Nous enregistrons d'importantes avancées sur la voie du rétablissement de la démocratie. Dans une telle période, il n'y a aucun intérêt à créer une sous-commission pour la Turquie. Monsieur Ecevit est de cette opinion."

De toute évidence, Ecevit croyait qu'il pourrait résoudre tout seul le problème de la "démocratisation" grâce à sa propre ascension charismatique et qu'une ingérence extérieure empêcherait le développement de ce processus.

La Commission politique, face à cette position du porte-parole du principal parti d'opposition de Turquie, d'autant plus qu'elle reflétait celle d'Ecevit, se laissa envahir par la

crainte de porter préjudice au processus de “démocratisation” en Turquie et abandonna ainsi la création d’une sous-commission pour la Turquie.

C’est à partir de cette date que les manifestations et les mouvements de solidarité en Europe ont perdu de la vitesse, tout le monde commençant à attendre qu’Ecevit, accédant au pouvoir, crée le miracle de la “démocratisation”. La plupart des groupes de personnes originaires de Turquie s’opposant au régime du 12 mars, malgré les avertissements du mouvement Résistance Démocratique de Turquie, ont abandonné la lutte active contre le régime pour participer eux aussi à la campagne de soutien à Ecevit. Les revendications telles que le retrait des articles 141 et 142 du Code pénal, l’annulation des amendements antidémocratiques faits à la Constitution par le régime du 12 mars et la reconnaissance des libertés et droits fondamentaux du peuple kurde étaient soudain oubliés, tout étant désormais attendu du charisme d’Ecevit.

Comme nous l’avons précisé plus haut, les années 1973-1975 ont vu l’effondrement des quatre dictatures que comportait l’Europe. En Grèce, au Portugal et en Espagne, ces dictatures s’étaient réellement effondrées avec toutes leurs institutions et les partis communistes avaient immédiatement pu être légalisés. Mais la démocratie dont on jugeait la Turquie digne était une démocratie où l’interdiction des partis communistes se poursuivait, où l’on ne reconnaissait pas les droits et libertés du peuple kurde et où la presse de gauche continuait à être la cible du terrorisme d’État. Une démocratie “bonne pour l’Orient”.

Ce qui est douloureux dans cette histoire, c’est le fait que la gauche et les forces démocratiques de Turquie aient consenti à ce positionnement. Le prix de cette vision à court terme et de cette soumission allait être très sévèrement payé tout au long des années soixante-dix et en particulier avec le coup d’État de 1980.

Et il a été payé... On continue de le payer.

“Les médias turcs n’ont jamais été indépendants”

Serpil Aygün, Binfikir, mars 2014

Serpil Aygün. – Comment l’édition turque en Belgique a-t-elle commencé, quels besoins ont joué le rôle de déclencheur?

Doğan Özgüden. – Comme les communautés de migrants de Turquie des autres pays d’Europe, les migrants de Turquie de Belgique avaient besoin de recevoir des informations de leur pays. En outre, à cette époque, ils ne maîtrisaient pas le néerlandais ou le français et étaient donc forcés de s’informer à partir de sources en turcs des développements relatifs au pays dans lequel ils vivaient. Au début, ils ne disposaient pas des ressources qui leur auraient permis de créer par eux-mêmes ces moyens de communication en turc. Ce sont les journaux à grand tirage de la Sublime-Porte qui ont les premiers commencé à donner des informations sur leur pays aux migrants de Turquie.

Leur intention n’était évidemment pas seulement de ne pas laisser seuls et sans nouvelles nos concitoyens en proie, dans leur exil, à la nostalgie du pays. Avant toute chose, ces migrants qui finiraient par se compter en millions constituaient, pour ces journaux qui se livraient à une guerre de tirage, un nouveau lectorat et une nouvelle cible publicitaire.

Au fond, ces migrants de Turquie n’étaient vus que comme des “poules aux œufs d’or”. On avait commencé par les pousser à l’exil en pensant que cela aiderait à résorber le chômage et à fermer le déficit chronique du commerce extérieur. Nous avons vendu à l’Europe cette main d’œuvre bon marché. Et tandis que l’État turc (?) comblait son déficit de devises avec les économies des migrants, les détenteurs du capital cherchaient à faire fructifier ces mêmes économies par l’intermédiaire de la presse écrite.

Dans les années soixante, en tant que directeur de la publication du journal le plus à gauche de Turquie, *Akşam*, et de

la revue socialiste *Ant*, je me suis opposé à ce que l'on vende au capital européen ces ouvriers et paysans d'Anatolie dans la fleur de l'âge comme des biens sans valeur.

Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis que l'on a commencé, en 1964 avec l'accord migratoire, signé entre la Turquie et la Belgique, dont on commémore ces jours-ci le cinquantième anniversaire, à envoyer des ouvriers en Europe. Je voudrais attirer l'attention sur une chose. Les migrations vers l'Europe n'ont pas commencé dans les années cinquante ou soixante... Depuis un siècle, on n'assiste pas seulement à des migrations économiques, mais aussi politiques depuis l'Anatolie vers l'Europe ou les États-Unis. Au cours de ce processus se sont constituées, sur ces continents, des diasporas arméniennes, assyriennes, grecques et kurdes. La migration économique des années soixante n'est pas seulement une migration turque... Parmi les centaines de milliers de personnes forcées, victimes du chômage en Turquie, de quitter les terres qui les ont vues naître, il y a aussi des ouvriers d'origine kurde. C'est pour cela qu'il faut parler de migrations de personnes originaires de Turquie. Naturellement, les exils politiques qui se sont succédé au cours des années suivantes, en particulier après les coups d'État de 1971 et de 1980, doivent être évalués avec justesse au sein de ce phénomène migratoire.

Lorsqu'İnci et moi avons dû venir en Europe après le coup d'État de 1971, nous avons été très heureux de trouver les journaux *Milliyet*, *Tercüman* et *Hürriyet* à la gare de Munich. Par la suite, nous avons pu trouver ces journaux dans tous les pays d'Europe où nous nous sommes rendus, la Belgique y compris. C'est uniquement par ces journaux que nous pouvions prendre des nouvelles de la Turquie. Car à cette époque, seule la radio La Voix de la Turquie diffusait en Europe et bien sûr, ces émissions passaient à la censure du régime fasciste. La plupart du temps, il y avait tellement de parasites qu'on ne pouvait même pas l'écouter.

Dans certains pays socialistes, il y avait des émissions en turc d'assez bonne qualité parallèlement à La Voix de La Turquie. Nos ouvriers immigrés écoutaient beaucoup Radio Sofia et Radio Budapest pour assouvir leurs besoins de musique populaire. Radio Moscou, Notre Radio, la BBC et Voice of America aussi donnaient des informations en turc.

S.A. – *Vous êtes en train de parler des années soixante-dix?*

D.Ö. – De plus tôt... Avant le coup d'État de 1971, c'étaient des radios écoutées par les opposants en Turquie, pas seulement par les migrants en Europe. Dans les années qui suivirent, les pays employant des ouvriers immigrés se sont mis à diffuser en turc pour pouvoir adresser des messages dans leur propre langue à ces ouvriers qu'ils avaient fait venir. Parallèlement à l'Allemagne et aux Pays-Bas, il y avait en Belgique sur la RTB des émissions Interwallonie en turc, réalisées par Nazım Alfatlı. Plus tard, la BRT lança l'émission en turc Babel TV.

Lorsque les associations d'ouvriers immigrés commencèrent à se créer et à se développer, elles se mirent à importer et à distribuer ici les journaux porte-paroles de la tendance politique qui était la leur.

Lorsque je fus forcé de prendre les routes de l'exil après avoir exercé activement la profession de journaliste pendant 19 ans, depuis 1952, j'ai ressenti la nécessité d'une publication tout à fait différente. Lorsqu'en Turquie, alors que nous étouffions déjà sous d'innombrables procès, les avis de recherche des militaires de la loi martiale se mirent à pulluler sous formes de tracts ou d'affiches collées aux murs et que de nouveaux procès furent lancés, le comité de rédaction de la revue socialiste *Ant*, que je dirigeais, nous fit, İnci et moi, quitter la Turquie avec de faux passeports et nous chargea de contribuer à la création d'un mouvement de résistance à la junte. Deux ans passés dans l'illégalité, de 1971 à 1973, furent mis à profit pour essayer de dévoiler les pressions fas-

cisantes en Turquie et faire en sorte que les forces démocratiques européennes prennent position contre le régime de la junte. Nous préparions en diverses langues des bulletins et des dossiers très fouillés. Ainsi, le dossier de 400 pages *File On Turquie* fit beaucoup parler de lui au Conseil de l'Europe. Et lorsque le président de la délégation turque du Conseil dénonça nos activités illégales en Europe, nous fûmes forcés, début 1973, de demander l'asile politique aux Pays-Bas.

En 1974, il fut décidé, en concertation avec les amis avec qui nous avons organisé la résistance démocratique, qu'il serait plus logique de créer un centre d'information et de publication légal à Bruxelles, capitale de la Communauté européenne et c'est là que nous nous installâmes. Mais du fait des pressions de l'Ambassade de Turquie, il nous fallut près de trois ans, bien que nous ayons le statut de réfugiés des Nations Unies, pour obtenir un permis de résidence et de travail de l'État belge. Malgré tout, *Info-Türk* fut créé cette année-là.

La répression du régime militaire en Turquie se poursuivait. Là-bas, on avait brûlé les livres de gauche et de nombreux livres ne pouvaient être publiés car ils étaient considérés comme problématiques. L'un de nos objectifs était d'imprimer en Europe un certain nombre de ces livres qui ne pouvaient pas être publiés en Turquie et de les mettre à la disposition, non seulement des immigrants, mais aussi des lecteurs de Turquie en les leur faisant parvenir clandestinement.

Depuis cette date, nous avons réalisé près de cent brochures, livres et disques. En 1976, nous avons commencé à publier le bulletin mensuel d'*Info-Türk*. Il était publié en cinq langues: turc, anglais, flamand, français et allemand. Nous y donnions des informations sur les violations des droits de l'Homme en Turquie, les problèmes socio-économiques, la vie et les événements culturels. Ce bulletin continue son existence en ligne depuis 1998.

Un événement important à mes yeux, du point de vue des médias en turc en Belgique, fut la publication de journaux

en turcs par les syndicats belges pour informer les ouvriers de Turquie qui leur étaient affiliés.

À partir de 1976, nous avons publié le journal en turc *Emek* [Le labeur], du syndicat CSC-ACV, et le *Journal des ouvriers de Turquie*, du syndicat FGTB-ABVV. Nous avons aussi aidé à la préparation des journaux des associations ouvrières progressistes qui se créaient en Belgique, en France et aux Pays-Bas.

Après le coup d'État de 1980, nous avons publié pendant deux ans le journal *Tek Cephe* [Front unique] au nom d'Union pour la démocratie, que nous avons créée pour nous opposer à la junte.

Je dois rappeler que l'Union belge des travailleurs originaires de Turquie, qui à cette époque était dans la ligne du TKP, et d'autres associations de gauche publièrent aussi divers journaux.

En ce qui concerne les émissions de radio en turc, celles que nous avons préparées avec le Centre culturel des ouvriers originaires de Turquie ont été diffusées par la radio Gsara.

Une première, à côté des publications en turc de cette époque, fut le journal en kurde *Tekoşer* publié par l'Association des ouvriers et étudiants kurdes de Belgique.

Mes observations détaillées sur cette époque figurent dans un texte publié dans *Binfikir* en 2007.

S.A. – *Et en dehors de ces publications journalistiques, je crois qu'Info-Türk a également publié des œuvres littéraires. Pourriez-vous nous en parler un peu?*

D.Ö. – C'est nous qui avons réalisé le premier disque de Zülfü Livaneli. Zülfü était venu en tant que réfugié et il n'était pas encore célèbre. Ce premier disque que nous avons sorti en 1974 à Bruxelles était composé de chants révolutionnaires de Turquie. Nous avons aussi été les premiers à publier des cassettes de poèmes de Nazım Hikmet lus par lui-même et à les faire entrer en Turquie. Le *Calendrier révolutionnaire 1976* publié par *Info-Türk* et que j'avais passé des mois à préparer dans diverses bibliothèques était une première dans son genre.

En 1974, à côté de nos propres publications, nous avons commencé à faire venir des livres de Turquie. Nous avons à la fois imprimé des livres en turc, incluant livres pour enfants, romans, recueils de poèmes et essais politiques et nous avons importé des livres de Turquie pour les distribuer en Europe.

En même temps que ces publications, nous organisons des événements pour faire connaître aux Européens la culture, la littérature et les arts de Turquie.

En 1977, parallèlement à la soirée “Nazım Hikmet a 75 ans” organisée en collaboration avec le Centre culturel des ouvriers originaires de Turquie, nous avons publié un livre sur Nazım. En 1982, nous avons organisé une exposition de dessins de presse au Centre de presse international, composée d’œuvres de dessinateurs de pays exportant de la main d’œuvre ouvrière, y compris la Turquie. La même année, nous avons présenté simultanément dans quatre communes de Bruxelles des spectacles de Karagöz, ainsi que de Nasreddin Hoca, en 1984, au Botanique.

Ces travaux culturels d’*İnfo-Türk* furent couronnés en 1984 par la création des Ateliers du Soleil. Aujourd’hui, des centaines de femmes, d’hommes, de jeunes et d’enfants de plus de cinquante nationalités différentes sont formés dans ces ateliers à devenir des citoyens revendiquant leurs droits et conscients de leurs responsabilités.

S.A. – Que pouvez-vous dire de l’intérêt pour ces publications des Turcs vivant ici à cette époque-là?

D.Ö. – Jusqu’en 1982, les immigrants originaires de Turquie de Belgique et d’Europe en général sont passés par un processus intéressant. Ces migrants de Turquie arrivant en Europe à partir des années cinquante pour descendre dans les mines ou faire les travaux les plus pénibles se sont trouvés à cette époque avec des ouvriers italiens, marocains, espagnols, portugais et grecs, dans une solidarité de classe et une unité de destin. N’oublions pas que dans ces années-là, l’Espagne, le Portugal et la Grèce étaient tous les trois sous dictature fasciste. Ces immi-

grés-là, auxquels il faut ajouter ceux venus d'Amérique latine, avaient une conscience politique, ainsi que des expériences et des niveaux d'engagement très élevés. Ils étaient très actifs dans les syndicats et influents dans l'opinion publique belge.

Les ouvriers de Turquie, parce qu'ils partageaient automatiquement le même destin sur leur lieu de travail, étaient influencés par cette atmosphère internationaliste. Les mouvements de résistance sociale des années 1970 en Turquie avaient eux aussi une influence très forte sur les ouvriers immigrés. Qu'ils soient Turcs, Kurdes ou Alévis, ils étaient à l'écoute de ce qui se passait en Turquie. De manière automatique, ils étaient dans cette configuration ouverts à des publications et à un discours de gauche. Les défilés du 1^{er} mai à Bruxelles se déroulaient dans cette spectaculaire atmosphère internationaliste et les ouvriers turcs y trouvaient naturellement leur place.

Cette situation dura jusqu'à ce que la junte de Kenan Evren prenne une série de décisions pour placer sous contrôle les communautés et les associations de migrants. Une loi promulguée par la junte en 1981 provoqua le début d'un processus de déchéance de la nationalité de tous ceux qui étaient dénoncés par l'ambassade pour mener à l'étranger des activités contre la Turquie... İnci et moi, tout comme Yılmaz Güney, Şanar Yurdatapan, Melike Demirağ, Behice Boran et Gültekin Gazioğlu, nous fûmes parmi les premières cibles de cette pratique antidémocratique... En outre, nous ne fûmes pas seulement déchus de notre nationalité en 1982. Des années plus tard, en 1987, pour les questions que nous avions posées à Turgut Özal, Premier ministre de l'époque, lors d'une conférence de presse, on nous notifia une seconde fois que nous étions déchus de notre nationalité. C'est ce qui m'a poussé à donner le titre *Le Journaliste "apatride"* à mon livre.

Pour en revenir à la loi, les personnes fichées par l'ambassade n'étaient pas uniquement déchues de leur nationalité, tous leurs biens en Turquie étaient également saisis par l'État. Cela eut bien sûr un effet dissuasif parmi les ouvriers originaires de

Turquie. Un ouvrier qui avait travaillé en exil, dans des mines, pendant des années et qui avait acheté avec cet argent une maison, des terres en Turquie risquait de tout perdre s'il était déchu de sa nationalité. Face à ce danger, de nombreux ouvriers démocrates et progressistes eurent tendance à s'éloigner des organisations de gauche et des mouvements démocratiques.

Une autre des actions de la junte d'Evren fut de réunir sous un même toit toutes les associations et mosquées des personnes originaires de Turquie pour les garder sous son contrôle. C'est dans ce but que fut créée, sous la présidence d'honneur de l'ambassade de Turquie, la Fondation des Affaires religieuses, avec un fonctionnaire envoyé depuis la Turquie pour la diriger. Pendant longtemps, elle a supervisé toutes les associations et mosquées des ressortissants de Turquie. Toutes ont reçu pour mission, sous le slogan "La patrie est en danger", de soutenir le lobby turc et d'isoler les opposants, les marginaliser, en employant la force brute si nécessaire. Avec pour résultat les attaques contre les associations et commerces kurdes, arméniens et assyriens dans les années quatre-vingt-dix...

S.A. – Pour en venir aux journaux en turcs publiés par les immigrés turcs de Belgique, quand ont-ils commencé à être publiés et à quels besoins répondaient-ils? Quel était l'objectif de ces parutions?

D Ö. – Les journaux basés en Turquie ont fait des efforts à la fois pour informer de manière plus réactive l'Europe et les migrants et pour développer leurs revenus publicitaires en ouvrant des bureaux à Bruxelles et en y installant des représentants permanents. Dans les années soixante-dix et quatre-vingts, İnci et moi rencontrions souvent au Centre de presse international de Bruxelles nos collègues Mehmet Ali Birant, Şerif Sayın, Nusret Özgül, Sıtkı Uluç, Emre Aydın, Hadi Uluengin ou encore Vakur Kaya, avec qui, bien que nous ayons des visions différentes, nous échangeons sur les problèmes de la presse et débattions des moyens de les résoudre. Petit à petit, l'intérêt des journaux nationaux pour

l'Europe et les migrants commença à faiblir, leurs bureaux à fermer et les pressions européennes à cesser.

La fermeture des mines en Belgique, comme dans tous les pays d'Europe, le fait que progressivement les migrants se lancent dans le commerce en se mettant à leur compte, la diversification de la vie sociale et culturelle et l'intégration des migrants à la politique après l'obtention de la nationalité belge ouvrit la voie à la naissance de journaux locaux, de périodiques à forte teneur publicitaire et de radios privées. Les journaux *Gurbet* et *Hasret-Çark*, publiés en 1986 et 1987, sont, je crois, les premiers exemples de cette nouvelle période.

Le fait qu'Internet commence à devenir l'un des principaux outils de communication a ouvert la voie à la naissance de nombreux sites Internet en Belgique également. Vous connaissez mieux que moi les médias qui poursuivent aujourd'hui leur existence à la fois en ligne et sous forme imprimée. Chaque matin à partir de cinq heures, je lis les médias en ligne comme *Binfikir*, *Yeni Haber*, *Belçika Haber*, *Yeni Vatan* ou encore *Gündem*, avec la même attention que je lis la presse mondiale... Je vois parfois les versions papier de ces journaux dans les supermarchés turcs.

Leur principal souci à tous est d'informer sur la communauté turque de Belgique autant que sur la Turquie... Tous sont techniquement très réussis... Mais la lutte pour une part du gâteau publicitaire de la vie professionnelle turque est parfois surdosée au point de déranger le lecteur.

La principale critique que je leur ferais à tous, c'est de céder à l'autocensure provoquée par l'État turc et d'avoir toujours négligé la structure plurielle aux niveaux ethnique et religieux de la migration originaire de Turquie.

S.A. – Comment la société locale belge ou les dirigeants du pays voient-ils ces médias? Les publications en turc sont de temps en temps critiquées par les Belges au motif que ne publier qu'en turc est un obstacle à l'intégration.

D.Ö. – En Belgique, publier en turc n'est pas un crime, au

contraire, chaque communauté de migrants dispose du droit fondamental de publier dans sa propre langue... Mais parce que les grands médias basés en Turquie se comportaient comme les moudjahidines du lobby de l'État turc, qu'ils prenaient la défense du régime même dans les périodes des plus graves violations des droits de l'Homme et qu'ils jouaient à qui calomnierait le plus les résistants et leurs soutiens, ils n'ont été considérés par la Belgique, mais aussi par les forces démocratiques de tous les pays d'Europe, que comme de la presse de caniveau. Les effets négatifs en matière d'intégration de ce positionnement sont continuellement matière à inquiétude.

Il y a de jeunes journalistes issus de la migration originaire de Turquie qui prennent des responsabilités au plus haut niveau dans les médias belges et dans les organisations de presse. En tant que l'un des plus anciens dans la profession, je suis fier d'eux.

S.A. – En tant que journaliste de premier plan ayant consacré soixante-deux ans de sa vie à la profession, pourriez-vous pour finir faire un bilan général en ces jours où nous vivons la cinquantième année de notre présence en Belgique?

D.Ö. – Comme je l'ai dit ailleurs, ce n'est pas pour moi un anniversaire qui devrait célébrer et consacrer ces cinquante années, mais plutôt celui de la décision de vendre le peuple d'Anatolie au capital européen en tant que main d'œuvre bon marché. D'autant plus si l'on considère le passé centenaire et douloureux de nos migrations...

Pour en venir à l'édition en turc, c'est un bonheur de voir des travailleurs de la presse tels que nous, qui viennent de l'époque du plomb antimonie, exercer aujourd'hui leur métier avec les possibilités offertes par les technologies de bureau... Un autre point important qui me rend heureux, c'est que le journalisme, désormais, n'est plus le monopole de patrons compromis dans des relations d'intérêt avec le pouvoir politique et des journalistes qui leur obéissent aveuglément...

Nous sommes désormais dans une époque où tout individu muni d'un cerveau et sachant utiliser la technologie peut devenir journaliste et s'exclamer librement sur son site Internet, son blog ou ses réseaux sociaux, pouvant entrer en communication avec le monde entier... Je pense qu'il faut que la presse turque institutionnalisée prenne elle aussi en compte cette réalité et qu'elle s'ouvre au pluralisme et à toutes les couleurs de la société. Je remercie les travailleurs qui font exister *Binfikir* pour m'avoir donné cette occasion de m'exprimer.

Après une nuit cauchemardesque

Doğan Özgüden, Agenda Interculturel, Septembre 2014

Vacances annuelles à Bruxelles. Le parc Josaphat, le plus bel espace vert de Bruxelles est presque désert, nos compatriotes turcs, usagers habituels de ce havre de paix, sont déjà partis pour la Turquie.

En arpentant tout seul les allées du parc, je pense à mon vécu dans ce pays et constate qu'après 10 ans d'enfance dans les steppes anatoliennes, 16 ans de jeunesse à Ankara et à Izmir, 9 ans de combats intensifs à Istanbul, c'est Bruxelles qui a façonné ma vie depuis 43 ans. Mais ma connaissance de la Belgique va au-delà de ces 43 ans. Il y a 52 ans, en 1962, de retour de Londres, j'avais mis les pieds pour la première fois sur le sol bruxellois. Après les grèves contre la loi unique, le pays me semblait calme. La chaussée d'Haecht n'était pas encore devenue un village turc ...

Neuf ans plus tard, à ma deuxième arrivée à Bruxelles après le coup d'Etat de 1971 en Turquie, je me suis retrouvé dans une ville en pleine effervescence sociopolitique. À l'époque, trois pays occidentaux étaient sous dictature fasciste : le Portugal, l'Espagne et la Grèce. Les immigrés en provenance de ces pays ainsi que les Italiens étaient déjà bien organisés dans la lutte antifasciste, ils étaient devenus les piliers

du mouvement progressiste belge, aussi bien dans les syndicats qu'au sein de partis politiques. Ces 43 dernières années d'exil ont façonné ma vie sous toutes ses facettes en un combat constant pour l'acquisition de droits politiques, culturels et sociaux pour tous les citoyens d'origine étrangère de ce pays, sans jamais oublier le devoir de contribuer sans cesse à la lutte pour la démocratisation de notre pays d'origine.

À cette époque, notre souci était d'inciter ces travailleurs immigrés à s'intégrer dans la vie sociopolitique belge sans tomber dans les pièges ultranationalistes ou fondamentalistes de l'État turc. J'apprécie toujours les initiatives de la FGTB et de la CSC dans ce sens. Pour soutenir leurs efforts, en tant qu'Info-Türk, nous avons édité leurs journaux en turc ainsi que ceux des associations progressistes. L'appel commun Objectif 82 des associations progressistes immigrées était le point culminant de cette lutte démocratique. Cette initiative revendiquait que les partis politiques fassent leur maximum pour éduquer et responsabiliser ces nouveaux citoyens d'origine étrangère.

Bien que cet appel ait été soutenu par les syndicats, les institutions démocratiques comme le MRAX, le CBAI, la Ligue des droits de l'homme, les partis politiques belges n'y ont pas répondu correctement.

Par contre, la junte militaire de 1980, pour renforcer la mainmise de l'État turc sur ses ressortissants, a pris plusieurs mesures répressives en vue de les mobiliser comme une force de frappe du lobby d'Ankara contre les revendications des Arméniens, Assyriens, Grecs et Kurdes.

Ma plus grande déception après 25 ans de militantisme pour les droits politiques a été de voir la soumission de la politique belge aux chantages du lobby turc lors des élections législatives de 1999. Il s'agissait du premier scrutin avec la participation des citoyens d'origine étrangère à la suite de la facilitation de la naturalisation. Sans jamais bouger le petit doigt pour former ces nouveaux citoyens à la vie politique, les principaux partis belges n'ont pas hésité à inté-

grer dans leurs listes des candidats turcs qui faisaient des promesses allant jusqu'à la démolition du monument dédié aux victimes du génocide des Arméniens à Ixelles. Ce qui primait pour eux était d'obtenir quelques votes de plus dans les communes à forte densité de ressortissants turcs soumis à un lavage de cerveau par les éditions européennes des grands journaux turcs et par les antennes paraboliques.

J'ai fait également partie de la lutte pour obtenir le droit de vote, non seulement pour les élections belges, mais aussi pour les élections dans le pays d'origine, comme le faisaient depuis des décennies les immigrés italiens.

Enfin, les ressortissants de Turquie ont pu voter pour la première fois aux élections présidentielles du 10 août dernier. Pour moi, ce fut une nouvelle déception. Ces élections n'ont abouti qu'au renforcement du pouvoir turco-sunnite sans partage d'Erdogan qui met en péril une véritable démocratisation de mon pays d'origine. Alors qu'il a obtenu 51,85 % des voix pour l'ensemble des électeurs, l'immigration turque a soutenu la résistible ascension de cet Arturo Ui à la turque en lui donnant 62,51 % des voix et, pire encore en Belgique, 70,08 %. Heureusement, ce matin du 11 août est très ensoleillé à Bruxelles et après une nuit électorale cauchemardesque, je peux garder mon optimisme tout en comptant sur les nouvelles générations turques d'Anatolie et d'Europe qui briseront un jour ces chaînes de la servitude.

Poursuivre le combat en exil, et mourir en exil...

Avrupa Sürgünleri, 18 avril 2016

Quand j'ai reçu de l'infatigable Selma Metin, qui travaille à l'Assemblée des exilés d'Europe, une demande d'article sur la ressemblance entre les "déchéances de nationalité" dont sont victimes les opposants à l'actuelle dictature islamiste en Turquie et les pratiques de l'époque du 12 septembre, j'étais

en train de lire un texte extrêmement émouvant de mon cher ami Ergin Erkiner... Il s'agissait de ses commentaires sur le livre *L'Exil infini* d'Ufuk Bektaş Karakaya...

“Le départ pour les pays européens des cadres des organisations socialistes n'a pas commencé avec le 12 septembre 1980. Il y a eu de rares départs après le coup d'État du 12 mars 1971, mais ils se sont intensifiés à partir des années 1976-77, à destination des pays européens socialistes, en particulier l'Allemagne. Une partie de ces exilés étaient envoyés par leur organisation, d'autres partirent d'eux-mêmes, mais certains aussi étaient poussés au départ par leur famille. Les socialistes qui affluèrent en nombre dans les premières années après le 12 septembre trouvèrent dans presque tous les pays des cadres et sympathisants arrivés avant eux”, disait Ergin.

C'était peut-être bien la première fois qu'un travail sérieux faisait clairement la lumière sur la place et le rôle dans l'histoire des migrations politiques des exilés du coup d'État de 1971.

Un moment, je me retrouvai des décennies plus tôt... Lors du coup d'État de 1971, mon épouse et camarade de lutte İnci Tuğsavul et moi-même avons été parmi les premiers à partir en exil... Au fil des années, nous avons créé le Mouvement Résistance Démocratique, puis *İnfo-Türk*, les Ateliers du soleil et, au moment du 12 septembre, Union pour la démocratie.

Peu après le 12 septembre, les cadres du Parti des travailleurs de Turquie avaient profité des possibilités humaines et matérielles accumulées pendant ces neuf années lorsqu'ils avaient émigré en Europe occidentale.

J'étais en train de lire le texte d'Ergin lorsqu'une mauvaise nouvelle tomba sur Facebook. Après avoir lutté pendant des années contre son cancer du pancréas, İbrahim Yalçın, l'un des exilés du 12 septembre, avait fait ses adieux au monde et à nous autres exilés.

Combien avons-nous subi de pertes en cet exil?

À combien de personnes İnci et moi avons-nous fait nos adieux au cours de ces quarante-cinq années de vie en exil?

Il allait être enterré à Elbistan, dont il était originaire.

Je ne sais combien de nos amis morts en exil ont été enterrés en Turquie, combien en Europe, combien en Australie, combien en Amérique... L'une des missions de l'Assemblée européenne pour la paix devrait probablement être d'en garder trace...

Je me rappelle en détail la cérémonie d'adieux, à Bruxelles, de Behice Bohan, qui allait être envoyée en Turquie pour y être enterrée, c'était à l'époque d'Özal...

Et ceux que nous avons enterrés au Père Lachaise?

Yılmaz Güney... Ahmet Kaya... Uğur Hüküm...

Et surtout Fahrettin Petek, l'un des fondateurs des Jeunes Turcs progressistes, grand homme de science et compagnon d'exil, banni par la Turquie dans les années quarante...

Avec une différence.

Petek n'est désormais plus au Père Lachaise, ses cendres ont depuis longtemps été dispersées, selon sa volonté, dans ce Bosphore qu'il aimait temps et dans les eaux fraîches de la Manche qui bat les côtes de Normandie...

Ou plus tôt encore...

Lorsque Nazım Hikmet, le plus grand poète de Turquie, fut enterré à Moscou en juin 1963, je n'étais pas encore en exil...

Tout en participant à la direction du Parti des travailleurs de Turquie et militant, en tant que jeune journaliste à Istanbul, pour que notre mouvement socialiste atteigne les masses, je combattais pour ouvrir le journal *Gece Postası*, où je travaillais, aux idées de gauche et j'organisais la lutte, sous la direction de la Fédération des syndicats des journalistes de Turquie, pour le retrait des articles 141 et 142 du Code pénal turc qui interdisaient la lutte de classe et la pensée de gauche...

Tout à ma tristesse face à la nouvelle de la mort de Nazım Hikmet à Moscou, j'étais loin d'imaginer qu'un jour moi aussi je serais un exilé politique.

Et Sabiha Sertel? Cette grande journaliste et écrivaine forcée de prendre la route de l'exil avec son mari Zekeriya Sertel après l'incident dans les locaux du journal *Tan*, et qui mourut en exil... C'est nous qui avons publié en Turquie ses livres, ainsi que ceux de son mari et de leur fille Yıldız Sertel. Nous n'imaginions pas alors que nous aussi, un jour, nous serions des exilés politiques.

Nous l'imaginions si peu que nous n'avions pas ressenti le besoin de demander un passeport au cas où, malgré le fait qu'en tant que journalistes accrédités, nous aurions pu en obtenir un à tout moment.

Le journal *Akşam*, dont je fis l'étendard quotidien de la lutte de gauche dans les années 1964-66, et après 1967 les éditions et la revue socialistes *Ant...* Des procès contre la presse qui, mis bout à bout, requéraient des centaines d'années de prison...

Et le coup d'État de 1971...

Les descentes dans notre appartement et dans les locaux de notre maison d'édition, nos livres passés à la baïonnette... La liste des personnes recherchées avec ordre de "Tirer" où le régime militaire m'avait fait figurer avec une de mes photos de jeunesse...

Le 11 mai 1971. La route de l'exil, avec un faux passeport, pour poursuivre la lutte à l'étranger...

Je n'oublierai jamais ce que me dit Yakup Demir (Zeki Baştımar), Secrétaire général du TKP de l'époque, qui figurait comme moi sur la liste des prévenus dans le procès ouvert en Turquie contre le TKP, quand je le rencontrai à Berlin-Est au cours de l'été 1971...

Il avait eu un rire amer lorsque je lui avais dit que nous retournerions en Turquie, là encore clandestinement, lorsque nous aurions fini d'organiser la résistance en Europe:

“C’est ce que nous pensions nous aussi lorsque nous sommes partis en exil... Soyez réalistes... Vous voyez depuis combien d’années nous sommes exilés...”

L’année suivante, ce cher Fahrettin Petek, rencontré à Paris, allait tenir le même discours.

Et moi aussi, des années plus tard, j’allais dire la même chose à mes amis kurdes nouvellement exilés, comme Remzi Kartal ou Zübeyir Aydar, venus à Bruxelles pour y fonder le Parlement du Kurdistan en exil...

Lorsque nous déciderions, après deux ans de clandestinité puis sous le statut de réfugié politique, reconnu en Hollande par les Nations unies, de fonder *Info-Türk* à Bruxelles, notre demande de permis de séjour et de travail en Belgique allait être bloquée par l’organisme de sûreté de l’État belge pendant trois ans sous pression de l’ambassade de Turquie.

Lorsque nous avons été régularisés grâce aux pressions des syndicats belges, lorsque je me rendis sur la tombe de Nazım Hikmet à Moscou en 1976 et lorsque, l’année suivante, je fis un discours sur notre grand poète dans le local des syndicats socialistes belges à l’occasion du 75^e anniversaire de sa naissance, l’exil était encore, pour İnci comme pour moi, une parenthèse temporaire dans nos vies.

C’était la dernière nuit de 1977, nous partions faire nos adieux à nos amis d’Allemagne avec l’espoir de rentrer en Turquie... À la gare d’Aachen, je fus arrêté et renvoyé la nuit même en Belgique parce que je figurais sur une liste de journalistes dangereux pour la sécurité de l’Allemagne.

Nous étions malgré tout déterminés à mettre fin à ces sept années de vie en exil et à rentrer dès que possible en Turquie pour y poursuivre notre combat. Nous nous préparions à commencer une nouvelle page dans notre pays en confiant à nos amis de Belgique la lutte entamée avec la création en 1971 du Mouvement Résistance démocratique et celle, en 1974, d’*Info-Türk*, et en laissant derrière nous notre statut de réfugiés politiques...

Alors que nous avons entamé ces préparatifs de retour définitif au pays lors de deux brefs voyages en Turquie faits dans ce but en 1978 avec des passeports temporaires, la publication en Turquie de deux livres sur le militarisme que j'avais traduits fut la cause d'un mandat d'arrêt émis à mon encontre par le procureur militaire de la Marine nationale qui reporta ce projet de retour...

C'est au cours de ce report que la répression qui suivit le coup d'État du 12 septembre 1980, que tous les amis exilés connaissent très bien, tomba comme un cauchemar sur tous les opposants au régime se trouvant comme nous à l'étranger...

Les passeports ne furent pas renouvelés, puis il y eut les déchéances de nationalité...

Le combat d'un apatride est plus difficile que celui du réfugié politique... Malheureusement, dans ce combat, nous avons aussi rencontré la trahison...

L'appel que nous fîmes de la décision de "déchéance de nationalité" devant le Conseil d'État en Turquie, malgré un dossier extrêmement bien préparé, fut rejeté au motif que les décisions du Conseil de sécurité nationale ne pouvaient être contredites.

Je suis forcé ici d'évoquer l'attitude d'un avocat qui était depuis les années soixante l'un de nos camarades dans la lutte socialiste, et d'insister sur le peu de sérieux que l'on accordait en Turquie à la lutte des exilés politiques. En effet, malgré un très bon dossier et le fait que ses honoraires aient été payés au comptant, notre avocat ne se présenta pas à la séance du Conseil d'État, pas plus que l'autre avocat qu'il y avait envoyé pour le représenter. Bien que deux membres du Conseil d'État se soient prononcés en notre faveur, le fait que l'avocat du plaignant ne se soit pas présenté au procès avait été porté au motif du refus de l'appel, trois voix étant nécessaires pour constituer une majorité.

Mais ce n'était pas la fin de notre lutte pour récupérer notre droit à la nationalité... Comme toutes les voies juri-

diques de recours en Turquie étaient épuisées, nous avons porté plainte à la Commission européenne des droits de l'Homme. Après des travaux qui durèrent des mois, nous présentâmes un dossier en français qui révélait de manière documentée tous les motifs propres à faire condamner l'État turc. Quant à celui-ci, il avait envoyé une défense qui avançait que nous méritions à plus d'un titre d'être déchus de notre nationalité du fait de nos activités communistes, anarchistes et séparatistes.

La veille de la séance où la commission allait très probablement rendre un verdict qui serait en notre faveur, le gouvernement Özal présenta à la commission, par l'intermédiaire du consulat à Strasbourg, une annexe à sa défense, à savoir un décret qui annulait la loi prévoyant la déchéance de nationalité pour raisons politique sous le régime de la junte... Ce qui poussa la commission à rejeter notre requête au motif que notre droit à la nationalité avait été rétabli.

Chez les Ottomans, tout est un jeu sans fin.

Après l'annulation de cette loi, certains amis d'exil rentrèrent en Turquie.

Oui, la loi qui nous avait rendus apatrides n'existait plus, il était possible de rentrer en Turquie munis d'un passeport temporaire, mais comment savoir ce qui nous attendrait au retour... Les dizaines de plaintes évoquées par le gouvernement turc devant la Commission européenne des droits de l'Homme pour justifier notre déchéance de la nationalité constituaient un motif suffisant pour nous arrêter et nous condamner dès que nous aurions posé le pied sur le sol turc.

Notre cher ami, le juriste distingué Halit Çelenk fit pendant des mois, à notre demande, des recherches sur les plaintes nous concernant, il pénétra dans les caves de tous les centres de commandement du régime, jusqu'à celui de Diyarbakır, mais les dossiers étaient si nombreux qu'ayant fini par penser que ce problème devait être résolu au plan politique, il nous conseilla d'écrire à Hikmet Çetin, ministre des Affaires étran-

gères de l'époque, une lettre demandant la garantie que rien ne nous arriverait si nous revenions en Turquie.

Aucune des lettres recommandées avec accusé de réception écrites à cet effet à Hikmet Çetin ne reçut de réponse.

Lors des changements au gouvernement, nos anciens amis Mümtaz Soysal et İsmail Cem se retrouvèrent au ministère des Affaires étrangères... Lorsque Soysal avait été emprisonné après le coup d'État de 1971, j'avais lutté en Europe et m'étais spécialement rendu en Angleterre pour qu'il retrouve la liberté... Les lettres recommandées que je leur envoyai à tous les deux restèrent elles aussi sans réponse.

Lorsque quelques années plus tard je le rencontrai à Bruxelles, au Parlement européen, Soysal n'était désormais plus ministre... Il fut très étonné de me voir et me demanda: "Pourquoi es-tu encore ici?"

– C'est grâce à toi... Parce que tu n'as pas daigné répondre à nos lettres recommandées à l'époque où tu étais ministre.

– Mon cher Doğan, on dirait que tu ne connais pas la Turquie... On ne les a pas laissées parvenir jusqu'à moi. Si seulement tu les avais envoyées à mon adresse personnelle, et pas au ministère."

Je répondis en riant:

"Si c'est encore ça, l'État que tu représentes aujourd'hui, ne me demande pas pourquoi je suis encore ici..."

Un autre des inconvénients des statuts d'apatride ou de réfugié politique, c'est la question de la liberté de voyager dans les pays Européens... Alors que les réfugiés politiques peuvent voyager sans problème avec une attestation de voyage, la France a conditionné l'entrée sur son territoire des réfugiés politiques à l'obtention d'un visa délivré par ses consulats.

Depuis des années, je suivais à Strasbourg les séances du Conseil de l'Europe ou du Parlement européen consacrées à la Turquie. En 1986, lorsque je m'adressai au Consulat de France à Bruxelles pour pouvoir suivre l'une de ces séances,

on me fit savoir que ma requête avait été refusée pour des motifs de sécurité.

J'en appris la raison sans tarder. La chaîne de télévision française Antenne 2 cherchait un intervenant turc pour parler de la répression des minorités en Turquie dans une émission sur les droits de l'Homme, et comme ils ne trouvaient personne en France pour endosser cette responsabilité, ils m'avaient invité à venir depuis la Belgique. J'étais intervenu aux côtés de Kendal Nezan, directeur de l'Institut kurde de Paris, et j'avais révélé la répression dont étaient victimes les minorités.

Le lendemain, le journal *Hürriyet* avait fait sa une sur le fait qu'un "traître à la patrie" avait attaqué la Turquie à la télévision française.

L'État turc avait fait pression sur la France pour que je ne puisse plus me rendre dans ce pays, qui était en plus sous la présidence du socialiste François Mitterrand... Alors même qu'une invitation qui m'avait été envoyée pour que je participe à une conférence organisée par l'Institut kurde de Paris portait la signature de Danielle Mitterrand, l'épouse du président de la République en personne...

Pour retrouver la liberté de voyager, je n'avais plus d'autre choix que, vivant en Belgique depuis des années, celui de demander la nationalité et d'obtenir un passeport belge.

Cette démarche que nous avons faite avec İnci a mis près de cinq ans à aboutir, là encore à cause de la pression exercée par l'État turc. Le Procureur du roi présentait constamment à l'assemblée des rapports contre nous, soutenant devant la Commission de la citoyenneté le motif ridicule de notre soi-disant non-intégration à la société belge.

Or, aux Ateliers du soleil, que nous avons créées et que nous dirigeons, des centaines de personnes d'origine étrangère recevaient chaque année des formations et grâce aux certificats qu'İnci et moi leur fournissions en tant que directeurs quand ils avaient appris le français, ils obtenaient la nationalité belge.

Après que nous ayons exposé cette situation proprement scandaleuse dans une large campagne, le Parlement de Belgique n'eut pas d'autre choix que d'approuver notre naturalisation par un décret extraordinaire.

Nous sommes actuellement citoyens de Belgique...

Cependant, être citoyen d'un pays européen n'offre aucune garantie aux personnes considérées comme "problématiques" par l'État turc.

L'ambassade de Turquie à Bruxelles ne fit jamais diminuer les provocations à notre encontre, qu'elle orchestrait avec les médias turcophones aux ordres du régime. Au point qu'une campagne de lynchage fut lancée à mon encontre à la fois par certains sites Internet turcs de Belgique et par des quotidiens de Turquie, au motif que j'avais contribué à organiser une conférence au Parlement européen sur le génocide de Dersim.

Face à cela, grâce à la campagne de protestation et de soutien lancée en Turquie et dans les pays européens, l'État belge avait été forcé de me prendre officiellement sous sa protection.

Mais de quelle protection parle-t-on quand on vit dans un quartier où agissent à leur guise islamistes et fascistes contrôlés par ce régime d'Ankara avec lequel flirtent tous les partis belges dans l'espoir d'attirer les voix des électeurs d'origine turque?

À peine quelques mois plus tôt, l'un des fondateurs de l'Association des kémalistes, parce que j'avais soutenu la reconnaissance du génocide arménien, m'avait désigné comme cible en postant ma photo, accompagnée de la légende "Reconnaissez cet homme!" sur un site Internet turcophone d'extrême droite... Le plus douloureux, c'est que nous avons aidé cet individu à obtenir le statut de réfugié politique en Belgique dans les années soixante-dix, et que nous l'avons même reçu chez nous.

Qui n'avons-nous pas soutenu, İnci et moi-même, au cours de ces quarante-cinq années d'exil, au mépris des di-

vergences dans les mouvements de gauche... Ils sont si nombreux, ces gens que nous avons aidés, à ne pas se contenter de ne plus nous dire bonjour dès lors qu'ils avaient utilisé les moyens que nous avons mis à leur disposition pour assurer leur sécurité, mais à nous planter leurs couteaux dans le dos au nom de leur carrière politique!

Malgré tout cela, et malgré notre âge avancé et nos problèmes de santé qui s'aggravent avec le temps, nous essayons de développer avec la même détermination notre apport à la lutte pour la démocratisation de la Turquie, qui nous occupe depuis le premier jour de notre exil...

Et c'est un combat que nous menons avec les diasporas assyrienne, arménienne et kurde...

Le 11 mai prochain, ce sera le quarante-cinquième anniversaire de notre exil... J'ai maintenant quatre-vingts ans... Ici soixante-seize...

Je ne sais combien d'années nous avons encore à vivre.

Rentrer tôt ou tard sur les terres qui vous ont vu naître, faire là-bas ses adieux à la vie, est le désir le plus légitime de tout exilé.

Mais je sais désormais que c'est un rêve qui, pour des gens de notre âge et dans notre situation, à moins d'un miracle, ne se réalisera pas.

C'est pour cette raison qu'İnci et moi, faisant fi de toute notre émotion, nous sommes préparés de la manière la plus réaliste possible à cette fin inévitable.

Oui, depuis quarante-cinq ans, l'humain est notre nation, le monde notre patrie...

Lorsqu'il y a quarante-cinq ans, nous avons pris la route de l'exil, nous nous sommes retrouvés, comme le dit Dante dans la *divine comédie*, dans une forêt obscure au milieu du chemin de notre vie. Mais notre foi et notre détermination nous ont permis de ne pas nous perdre, de ne pas nous tromper de chemin, nous avons toujours avancé sur la voie droite du combat.

Mais nous sommes désormais au bout du chemin de la vie.

L'exil est peut-être bien, pour ceux qui luttent pour un ordre où les hommes pourraient vivre, libres, égaux et sans aucune discrimination d'origine, de langue ou de foi, sur les terres où ils sont nés, ont grandi et vécu, un terminus sans retour possible... En tout cas cela semble être le cas pour İnci et pour moi-même.

“Pourquoi ne rentrez-vous pas en Turquie?”

Si l'on met de côté les obstacles juridiques, pénaux et matériels, notre réponse est claire:

Tant que seront en vigueur les lois et articles terroristes de l'État turc, qui nous a forcés, ainsi que des milliers de concitoyens, à l'exil et qui aujourd'hui remet à l'ordre du jour ses menaces de “déchéance de la nationalité”, tant que tous les prisonniers politiques n'auront pas été libérés et tant que n'aura pas été adopté un ordre démocratique propre à permettre un retour digne de tous nos amis exilés turcs, kurdes, arméniens, assyriens et yézidis sans discrimination, revenir en Turquie reviendrait pour nous à trahir le combat que nous menons depuis près d'un demi-siècle.

Je songe à Nazım Hikmet qui repose à Moscou, et à Yılmaz Güney, Ahmet Kaya et Uğur Hüküm qui reposent à Paris, au Père Lachaise.

Et en particulier aux plaintes d'À *l'ombre d'un chêne*, qui depuis des décennies sont pour Nazım Hikmet sur toutes les lèvres en Turquie...

Il faut bien évidemment respecter totalement les choix de tous ceux qui disent adieu à la vie en exil et de leurs proches, quant au lieu de leur dernier repos.

Mais voilà plus d'un demi-siècle que Nazım a rendu son dernier souffle en exil... La Turquie, même sous ses régimes sociaux-démocrates, n'a pas pu se résoudre à respecter la dernière volonté de son plus grand poète.

D'après moi, il est désormais trop tard...

D'après moi, ils doivent continuer à reposer là où ils ont été rendus à la terre, en tant que citoyens de la grande humanité.

C'est une question d'honneur que ceux qui ont créé la révolution de 1917 à Moscou reposent sous la même terre que les communards parisiens de 1871, non seulement pour eux mais aussi pour ceux qui continuent de faire vivre leur combat.

Il faut aussi respecter le choix de ceux qui, comme Fahrettin Petek, préfèrent que leur corps soit confié, l'heure venue, aux flammes d'un crématorium dans le pays où ils ont consumé leur existence.

Au moment même où je terminais cet article est tombée la nouvelle du décès, à quatre-vingt-huit ans, de Louis Van Geyt, secrétaire général du Parti communiste de Belgique que j'ai très bien connu dans les années soixante-dix et quatre-vingts. C'était une personnalité politique respectable...

Sa famille annonçait que sur sa propre volonté, il n'y aurait pas de cérémonie car il avait légué son corps à la science.

Quelle chose se noua dans ma gorge...

Je me rappelai la fin de l'épopée *Pourquoi Benerci s'est-il tué* de notre grand poète mort en exil Nazım Hikmet:

Nous ne sonnons pas les cloches.

Nous ne sonnons pas les cloches.

Personne ne donne la salat!

C'est lui qui est parti

Ce n'est pas une chanson qui s'achève...

Lui a combattu telle une grande lumière.

Il est tombé tel un soleil

Coiffé d'une casquette.

Non, ni cérémonie, ni stèle funéraire...

Pour que l'on n'oublie pas que ces hommes dans la fleur de l'âge ont consacré leurs plus belles années à lutter en exil pour le bien-être de leur pays et de leur peuple qu'ils aimaient tant.

Et pour que les générations suivantes n'aient pas à subir les souffrances de l'exil...

Deux événements “favorables” dans notre vie d’exil

Artıgerçek, 9 février 2017

En ce nouvel an qui marque la soixante-cinquième année de ma vie d’homme de médias et la quarante-sixième de ma vie en exil, voici deux grands événements qui ravivent mon espoir, en tant que journaliste et défenseur des droits de l’Homme, de voir un jour s’effondrer le sultanat de l’oppression: l’assemblée constituante du Congrès démocratique des peuples-Europe (HDK-A), qui s’est tenue à Bruxelles le 4 février et à peine quatre jours plus tard, le 8 février, le lancement du journal *Artıgerçek*...

À Bruxelles, conformément aux normales saisonnières, le temps est couvert... Quant au climat politique, il est on ne peut plus sombre. D’un côté, les honteuses manœuvres à trois sous auxquelles recourent tous les partis traditionnels, y compris le Parti socialiste, le plus fort de la région wallonne, pour s’extirper du marécage de corruption dans lequel ils sont enfouis jusqu’au bas-ventre... De l’autre, la condamnation au chômage de milliers de travailleurs par la fermeture de grandes usines, en premier lieu celle de Caterpillar... Le début de l’effondrement de l’Union européenne après le Brexit britannique, le danger particulier qui en résulte pour la Belgique qui regroupe à Bruxelles toutes les institutions européennes... Et bien sûr le fait que le discours et les mesures racistes et rétrogrades du nouveau président des USA, Trump, fasse planer sur l’Europe la menace d’une “fermeture sur elle-même”...

L’énorme cauchemar: le branle-bas de combat qui aura lieu lors de la venue du grand patron Trump à Bruxelles à l’occasion de l’inauguration du nouveau quartier général de l’OTAN qui doit se tenir en mai... Ayant vécu en tant que journaliste la paralysie de la vie quotidienne à Bruxelles lors de la visite de vingt-quatre heures d’Obama, qui venait de recevoir en mai 2014 le Prix Nobel de la paix, aucune difficulté à imaginer comment toute l’armée belge et les forces de

police vont être mobilisées pour protéger Trump, qui a réussi en quelques semaines à se mettre à dos le monde entier et plus de la moitié de la population du pays qu'il dirige, des manifestations d'envergure internationale qui vont avoir lieu dans la capitale de l'UE et de l'OTAN...

C'est dans cette atmosphère tendue qu'en tant qu'exilés sensibles aux problèmes tout autant de la Turquie que de la Belgique, nous avons fait éclore, dans une salle de conférence des quartiers périphériques de Bruxelles le matin du 4 février, avec des amis originaires de Turquie venus des quatre coins de l'Europe, les fleurs du "Non" à la constitutionnalisation dans notre pays du fascisme islamiste.

À combien de réunions de résistance n'avais-je pas participé en ces quarante-six ans de vie en Europe, continent d'exil! Il y avait eu celles de Résistance démocratique, après le coup d'État de 1971, celles d'Union pour la démocratie, après celui de 1980, celles essentiellement diasporiques des années quatre-vingt-dix et celles de l'Assemblée européenne pour la paix et de l'Assemblée européenne des exilés dans les années 2000...

Ceux qui s'étaient fait remarquer pour leurs initiatives dans les années soixante-dix et quatre-vingt étaient les misérables de la gauche, qu'ils aient été forcés de s'exiler par la répression qu'ils subissaient en Turquie ou qu'ils aient rejoint les rangs de la classe ouvrière européenne, emportés par la vague de migration économique...

L'émigration des Kurdes, Arméniens, Assyriens et Yézidis, qui avait commencé à s'intensifier dans les années quatre-vingt, constituait une force massive qui luttait même aux avant-postes, à la fois contre le régime oppressif en Turquie et en solidarité avec les forces démocratiques des pays d'exil où nous nous trouvions.

Les succès du mouvement national kurde, qui avait lancé la lutte armée contre le terrorisme d'État en Turquie, puis la lutte légendaire des partis légaux prenant la relève du combat en changeant de nom à mesure qu'ils étaient interdits,

avaient grandement accéléré l'organisation de la résistance en Europe et sur les autres continents. Ces organisations et mouvements de résistance, qui au départ étaient majoritairement masculins, commencèrent, en particulier le mouvement national kurde, à faire une place de plus en plus importante aux femmes.

Mais il fallut plus de temps pour que la résistance inclue toutes les diasporas. Après les génocides arménien et assyrien de 1915, la reconnaissance par tous du génocide de Der-sim était la condition sine qua non pour la création de fortes solidarités.

En Belgique, les manifestations organisées en 2005 pour la commémoration du 90^e anniversaire du génocide de 1915, auxquelles s'étaient associés l'Associations des Arméniens démocrates, la Fédération arménienne d'Europe, l'Institut kurde de Bruxelles, l'Institut assyrien de Bruxelles et *Info-Türk*, puis, deux ans plus tard, les marches et manifestations devant les institutions européennes pour protester contre le lâche assassinat de notre confrère arménien Hrant Dink avaient été pour nous autant d'événements marquants.

La deuxième grande initiative incluant toutes les diasporas avait été la fondation en 2013, parallèlement aux campagnes pour la paix lancées en Turquie, de l'Assemblée européenne pour la paix, avec la participation active d'organisations kurdes, turques, arméniennes, assyriennes, yézidiennes et aléviennes.

Face au lancement par le régime de Tayyip de cette campagne de répression d'une cruauté jamais vue destinée à lui permettre de créer sa dictature présidentielle en sabotant le processus de paix, face aussi aux emprisonnements massifs destinés à annihiler le HDP qui était devenu le troisième groupe le plus important au Parlement et enfin aux destructions dans les régions kurdes, il n'y avait pas d'autre choix pour les peuples opprimés de Turquie que celui de résister en s'unissant au sein, ou à la périphérie, du Congrès démocratique des peuples.

Le fait que le HDK-A ait validé un programme de lutte exhaustif lors de son assemblée constituante du 4 février 2017 à Bruxelles et surtout qu'il ait pris la décision de lancer une campagne pour un "Non" sans concession au référendum qui approchait, revêt donc une importance historique.

Avec son assemblée de 125 membres élus démocratiquement, son comité exécutif de 37 membres et ses deux porte-paroles, le HKD-A va donc mener une énorme lutte contre la campagne pour le "Oui" du fascisme islamiste en terres d'exil. Soutenir et apporter sa contribution au HDK-A dans cette lutte est le devoir de tout Alévi, Assyrien, Arménien, Kurde, Yézidi et Turc qui se dit démocrate ou révolutionnaire...

Le fait que des journalistes défenseurs de la démocratie et de la liberté aient choisi ce moment précis où la lutte entre en effervescence pour lancer en exil *Artigerçek* dans le but de déchirer les ténèbres créées par un pouvoir fascisant – et ses lèche-bottes – ayant pris en otage les médias turcs est une autre marque qui indique que l'on se trouve à un tournant historique.

Oui, pendant mes quarante-six ans d'exil, j'ai pris place, pour lutter contre le régime d'Ankara et éclairer l'opinion mondiale, dans nombre de bulletins d'informations, de revues, de journaux, de radios et de sites Internet d'opposition.

Tous ont une place honorable dans l'histoire des luttes mondiales. Mais c'est la première fois dans l'histoire de nos médias qu'autant de vrais journalistes se retrouvent en exil pour donner vie à un organe de presse tel qu'*Artigerçek*...

Il faut lui rendre justice... Ceci n'est rien d'autre que l'œuvre du despote islamo-fasciste Recep Tayyip Erdoğan, qui chaque jour détruit un peu plus la possibilité d'écrire et de parler librement en Turquie et qui force à l'exil des milliers de journalistes, d'écrivains, d'académiciens et d'artistes en les privant de leur emploi...

Sous quelques conditions qu'il se trouve, un journaliste

défenseur de la liberté et de la démocratie ne peut pas se taire ni être forcé au silence.

Le succès d'*Artıgerçek* annoncera ce que l'on sait déjà: la force du peuple dépasse toujours celle de ses dirigeants.

Pour le dire avec les mots de ce cher Enver Gökçe:

Salut à vous

Mains qui écrivez et mettez en page la liberté...

De Lumumba à Mugemangango

Artıgerçek, 30 mars 2017

La gauche européenne est dans la tourmente et en quête d'elle-même. L'exemple le plus frappant en est ce qui se passe en Hollande et en Belgique, membres fondateurs de l'Union européenne. Alors que le Parti travailliste des Pays-Bas (PvdA), qui a marqué le pouvoir pendant des années, s'est trouvé marginalisé en perdant vingt-neuf députés aux dernières élections, le Parti du travail de Belgique (PTB-PvdA) se trouve, d'après les derniers sondages, en situation de devenir, en cas d'élections, le deuxième parti de la région wallonne et le troisième de la région bruxelloise.

La réaction provoquée dans l'opinion par le fait que les dirigeants affiliés au Parti socialiste, qui détient la présidence en tant que membre le plus puissant des gouvernements de coalition en Wallonie et à Bruxelles, empochent de l'argent sans même, la plupart du temps, participer aux réunions des conseils d'administration des géants économiques créés par les communes, et que certains bourgmestres, en plus de leur salaire, s'accordent, par l'intermédiaire de ces entreprises, des primes qui peuvent aller jusqu'à plusieurs centaines de milliers d'euros, joue sans doute un grand rôle dans cette situation belge.

Mais, et c'est une réalité, la raison principale de la montée du PTB-PvdA est à chercher dans le fait que depuis sa création, il a noué des liens extrêmement dynamiques avec

les ouvriers sur leur lieu de travail et les couches les plus pauvres des métropoles, mais aussi dans l'indéniable influence des syndicats... Cependant, dans la transformation de cette influence en victoire électorale, c'est sans aucun doute la personnalité de Raoul Hedebouw, porte-parole du parti depuis 2009, qui a joué le plus grand rôle...

Le PTB-PvdA, comme son nom l'indique, est le seul parti politique qui soit en activité à la fois dans la région flamande et dans la région francophone de cet État fédéral qu'est la Belgique. Au contraire, les socialistes sont représentés par des partis indépendants l'un de l'autre, le PS dans la région wallonne, et le SPA dans la région flamande...

Le PTB-PvdA prend ses racines dans l'AMADA (*Alle Macht Aan De Arbeiders*: "Tout le pouvoir aux ouvriers") créé par les jeunes leaders de la résistance nationaliste flamande à la fin des années soixante, peu après celle-ci, pour se concentrer désormais sur la lutte sociale... Ce mouvement s'est organisé dans les métropoles francophones de Liège et de Charleroi à partir de 1974 sous le nom de TPO/AMADA.

Ce mouvement dont la ligne, au contraire du Parti communiste belge qui s'alignait sur l'Union soviétique, était proche du Parti communiste chinois, devint, en 1979 sous la présidence de Ludo Martens, un parti politique officiel et prit le nom de Parti communiste de Belgique (PCB).

De la même façon que le PCB et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) d'inspiration trotskiste, le PTB-PvdA nous soutint sans faille dans nos luttes contre la répression fascisante en Turquie ou la défense des droits des migrants en Belgique et nous eûmes toujours des relations de camaraderie.

Lorsque Ludo Martens quitta la présidence du parti pour aller s'installer au Congo, alors dirigé par Laurent Désiré Kabila, le PTB-PvdA, maintenant dirigé par le nouveau président élu pas le congrès de 2008, Peter Martens, et le porte-parole du parti, Raoul Hedebouw, commença à devenir un vrai parti de masse tout en conservant sa ligne marxiste-lé-

niniste, en se penchant de manière plus pragmatique sur les problèmes de société et en prenant une part active aux manifestations et aux mouvements de grève de la classe ouvrière.

Le réseau Médecine pour le peuple (MPLP), composé de médecins membres ou sympathisants a joué un grand rôle dans l'enracinement du parti en proposant des services de santé gratuits aux couches les plus pauvres de la population.

Après ses grands succès aux communales de 2012 et aux élections fédérales et régionales de 2014, le PTB-PvdA dispose aujourd'hui de deux membres au Parlement fédéral, deux au Parlement wallon et quatre au Parlement de Bruxelles.

Constatant que, selon les derniers sondages, sa progression n'était pas aussi rapide dans la région flamande que dans les régions de Wallonie et de Bruxelles, le PTB-PvdA prit dès lors la décision radicale de confier la direction de la section flamande au charismatique Hedebouw, qui avait joué un grand rôle dans le succès de la section francophone. Nul doute que ce dernier, dont le flamand est aussi parfait que son français, parviendra à faire entendre la voix du parti dans les journaux et sur les chaînes de télévision flamandes.

Dans cette nouvelle répartition des missions, aucun doute que la grande surprise ne soit la nomination de Germain Mungemangango, qui est d'origine africaine, au poste de porte-parole de la section francophone.

Pour ceux qui, comme moi, n'ont pas oublié comment Patrice Lumumba, l'un des légendaires leaders de l'Afrique noire, avait été sauvagement assassiné parce qu'il avait défié l'impérialisme et en particulier l'exploitation belge dès qu'il était devenu président, en 1960, d'un Congo désormais indépendant, cette nomination de Germain à un poste aussi important revêt une importance toute particulière.

Germain qui, lorsqu'il vivait comme nous à Schaerbeek, avait étudié les sciences politiques à l'Université libre de Bruxelles, avait rejoint le PTB-PvdA après s'être engagé dans la fameuse résistance ouvrière de Clabecq et il s'était

élevé à la présidence régionale du parti à Charleroi. À côté de ses travaux pour le parti, il est au premier rang des luttes contre le racisme et fait partie de ceux qui ont lutté pour que l'on donne le nom de Lumumba à l'une des grandes places de la ville de Charleroi, démarche qui a abouti la semaine dernière lors d'une réunion organisée à la Maison africaine de Fleurus.

Oui, cinquante-sept ans après avoir fait assassiner Lumumba sur son propre territoire, la Belgique est aujourd'hui obligée d'avaliser qu'un homme politique d'origine africaine soit aujourd'hui au premier plan...

Tandis que les partis politiques traditionnels, en premier lieu le Parti socialiste, perdent de jour en jour la considération des masses populaires du fait des mille et une affaires de corruption dans lesquelles ils se sont compromis, le PTB-PvdA annonce qu'il poursuivra sa lutte de principe sans participer à aucune des coalitions envisagées par les scénarios imposés par le capital international, quel que soit le gain en voix qui en résulterait.

Lors de la conférence de presse où l'on présenta Germain, Raoul Hedebouw insista sur ce point: "Notre ambition est de devenir une vraie force en agrandissant notre base, en particulier dans les lieux de travail et les quartiers populaires. Nous n'accéderons jamais au pouvoir en nous unissant à aucun parti soumis à la dictature de l'Europe. Le PTB ne fera jamais aucune concession sur sa propre ligne, le néo-libéralisme et les multinationales seront toujours nos adversaires."

Et malgré tout, en tant qu'exilé qui suit de près depuis quarante-six ans la politique belge, il y a une question que je ne parviens pas à ignorer.

Malgré toutes les informations que nous avons fournies, le PTB n'a toujours pas sérieusement haussé la voix contre l'activité islamo-fasciste en Turquie et particulièrement les campagnes racistes et djihadistes pré-référendum de l'équipe de Tayyip.

Lorsqu'arriveront les élections de 2018 puis de 2019, ce parti résistera-t-il aux pressions et aux exigences du lobby turc dans la désignation de candidats dans les villes à forte densité d'électeurs d'origine turque? Laissera-t-il une place suffisante sur ses listes à ceux des originaires de Turquie qui osent s'opposer au régime d'Ankara?

Nous verrons...

Tous ces imams... mais qui est affilié à qui?

Artıgerçek, 6 avril 2017

Qu'on le croie ou non, l'imam fait partie intégrante de notre vie sociale. Et si l'on considère qu'après les massacres des non-musulmans, qui ont commencé avec le génocide de 1915 et se sont poursuivis sous la période républicaine, la population de Turquie est composée à quasiment 99% de musulmans et que le nombre de mosquées dans le pays approche les 90 000, il est impossible de minimiser le rôle des imams en fonction dans ces mosquées dans l'orientation de la société.

Ceux qui, comme moi, ont fait leur enseignement primaire dans les écoles de village se rappellent très bien la contre-autorité que, même dans l'environnement "laïque" des années quarante, les imams représentaient face aux instituteurs de village... Mahmut Makal, dans son fameux livre *Un Village anatolien* qui lui a valu tant de problèmes alors qu'il était très jeune, raconte très bien cette lutte locale pour l'autorité.

Tout le monde sait qu'en cette période de pouvoir AKP, où la laïcité est quasiment devenue synonyme d'*islamophobie*, le ministère des Affaires religieuses, avec son budget de 6,5 milliards de livres turques qui dépasse celui des douze autres ministères et ceux de la plupart des institutions étatiques réunis, emploie cette armée d'imams, sans être le moins du monde contrôlé, comme autant de combattants mo-

bilisés pour faire de la Turquie de Tayyip une *communauté islamique* sous le dictat d'un chef unique...

Il en est ainsi en Turquie, mais qu'en est-il dans les pays où l'on trouve des immigrants originaires de Turquie?

La semaine dernière, le journal *Le Soir* a révélé que les imams turcs en fonction dans les pays européens menaient de honteuses activités d'espionnage sous les ordres du ministère des Affaires religieuses, fichant les organisations, associations, écoles, médias, entrepreneurs et individus qu'ils soupçonnaient d'être gülenistes, partisans du religieux Fethullah Gülen, discrédité actuellement par le pouvoir d'Erdogan.

Rappelons que c'est la junte du 12 septembre menée par Kenan Evren qui, bien avant les années Tayyip ou les années Özal, est venue importuner les migrants en créant la Fondation turque des Affaires religieuses (Diyanet), qui apparaît aujourd'hui comme le centre de commandement du djihad dans les pays d'Europe.

Dans la période ayant précédé le coup d'État du 12 septembre, tenir sous un certain contrôle la quasi-totalité des associations ouvrières et étudiantes de Belgique en les forçant à obtenir le statut d'"association reconnue par le consulat" n'était pas suffisant.

Toute une série de réunions furent organisées à l'initiative de l'ambassade de Turquie à Bruxelles pour créer une organisation, de type fédératif ou confédératif, qui chapeaute toutes les associations ne s'opposant pas au régime afin de les lier à une discipline centrale et de constituer la base du lobby turc. Face à l'échec de cette initiative, la junte avait décidé de jouer, tout comme en Turquie, la carte de l'islam en créant, avant toute chose afin de contrôler les mosquées, cette fameuse Diyanet se trouvant sous la présidence d'honneur de l'ambassade de Turquie et celle, organisationnelle, du Conseil aux Affaires religieuses. L'objectif réel de cette fondation qui affirmait vouloir coordonner les services religieux et soutenir les mosquées, était d'affilier toutes les associations turques au

régime d'Ankara et de lutter contre les organisations de gauche et les diasporas arménienne, grecque, assyrienne et kurde.

Comme je l'ai précisé dans un précédent texte, on avait commencé à organiser sous couvert de cette Diyanet, des cérémonies officielles, des rencontres entre les "grands de l'État" venus de Turquie et les dirigeants d'associations et des réunions de direction du lobby turc. L'ambassade de Turquie utilisa également cette fondation pour diriger les électeurs et candidats d'origine turque lors des élections locales, régionales et fédérales de Belgique. On désignait, lors de négociations avec les associations se trouvant sous l'égide de la fondation, les candidats d'origine turque, y compris les plus progressistes, qui figureraient sur les listes des partis belges, puis on les conditionnait, lors de réunions ouvertes ou à huis-clos tenues au quartier général de la fondation, en vue de missions orientées selon les intérêts du lobby turc.

La personne qui se distingua par son zèle dans cette opération d'espionnage où s'associaient le ministère des Affaires religieuses de la république de Turquie et la Diyanet de Belgique, dont le linge sale s'étale aujourd'hui, largement documenté, dans les médias du monde entier, est le professeur Halife Keskin, pur produit de cette structure...

Il est actuellement directeur général des Relations étrangères au ministère des Affaires religieuses. Mais avant d'occuper cette fonction, il avait, jusqu'en 2014, occupé la présidence de la Diyanet de Belgique et la fonction de conseiller religieux à l'ambassade de Turquie à Bruxelles.

Ce qui est intéressant, c'est que ce professeur qui aujourd'hui se distingue dans la chasse aux Gülenistes était, à l'époque où il se trouvait en Belgique, en relations très étroites avec ces mêmes Gülenistes... Tout comme Tayyip et tous ses lèche-bottes ont porté Gülen aux nues pendant des années et se sont efforcés de réaliser des conquêtes islamiques sur trois continents en y créant des écoles et des associations et en y envoyant des entrepreneurs...

En Belgique, la principale organisation des Gülenistes est la Fédération des associations actives (FEDACTIO)... Elle regroupe jusqu'à soixante associations. On y trouve des associations de femmes, de jeunes, des associations culturelles ou artistiques et la plus importante est l'Association des entrepreneurs actifs (BETIAD). Le mouvement güleniste est en plus propriétaire de deux écoles en Belgique, qui disposent de douze établissements.

Le plus grand succès des Gülenistes dans le domaine éducatif est sans aucun doute la chaire "Fethullah Gülen" qu'ils ont fait ouvrir à l'Université catholique de Leuven...

Bien évidemment, cette structure ne s'est pas construite en un jour... Elle s'est développée avec le soutien de l'ambassade de Turquie, en particulier après l'arrivée au pouvoir de l'AKP. Dans tous les événements organisés soit par la FEDACTION, soit par les associations ou écoles qui dépendent d'elle, il y a toujours eu, aux côtés d'hommes politiques belges, des diplomates turcs, des conseillers municipaux d'origine turque, des parlementaires et bien sûr des représentants des médias turcophones au service du lobby turc se tenant tous prêts à applaudir aux accomplissements du mouvement güleniste. Jusqu'à ce que soient révélées les affaires de corruption impliquant Tayyip et ses hommes...

La manière dont, après la prétendue tentative du coup d'État du 15 juillet, les institutions belges du mouvement güleniste, déclaré mouvement terroriste, ainsi que leurs membres et sympathisants ont été menacés, ou dont leurs locaux ont été attaqués, fait aujourd'hui la une des médias belges...

Combien des imams aujourd'hui chargés d'espionner les Gülenistes faisaient partie du mouvement ou en étaient des sympathisants? Leurs noms seront probablement prochainement révélés à leur tour.

Mais il y en a un, et pas des moindres, qui organise et dirige cette grande chasse aux Gülenistes, c'est le professeur Halife Keskin... Une info et une photo publiées sur un site turcophone

le 29 août 2011, à l'époque où il était président de la fondation turque des Affaires religieuses de Belgique et conseiller religieux à l'ambassade de Turquie, révèlent tout au grand jour.

Cette sainte personne se trouve aux premières places lors d'un repas de rupture du jeûne organisé par la FEDACTIO... Qui ne trouve-t-on pas à cette soirée?

Le secrétaire d'État bruxellois d'origine turque Emir Kır, le chargé d'affaires de l'ambassade de Turquie à Bruxelles Tufan Korkut, le consul de Turquie à Bruxelles Mehmet Poroy, les élus d'origine turque Veli Yüksel, Meryem Kaçar, Sait Köse, Havva Ardiçlık, Derya Alıç, Filiz Güleş, Halis Kökten, İbrahim Erkan, Abdurrahman Kaya et İlknur Cengiz, Coşkun Beyazgül et Şemsettin Uğurlu du Conseil de coordination des institutions islamiques de Belgique, le président, membre du mouvement Millî Görüş, de la Fédération islamique de Belgique Zeki Bayraktar, le président de l'Association des originaires d'Emirdağ Metin Edeer, le président de l'Union des Centres Culturels Islamiques de Belgique Erdoğan Çelik et, plus important encore, le président de l'Union des démocrates turcs européens Eşref Yağcıoğlu...

Oui, l'Europe est aujourd'hui ébranlée par le scandale des "imams turcs espions".

Nous nous penchons sur le passé proche de ce Halife aux avant-postes de la chasse aux Gülenistes et nous demandons: tous ces imams... Mais qui est affilié à qui?

Ceux qui craignent d'être traités d'"islamophobes"!

Artigerçek, 13 avril 2017

La tension électorale qui a commencé le 27 mars pour s'étendre sur quatorze jours a pris fin en Belgique, comme dans les autres pays, le 9 avril. Les sacs rouges remplis de bulletins de vote et mis sous scellés pendant deux jours derrière des portes munies de quatre serrures ont été envoyés en

Turquie via Cologne par un avion affrété par Turkish Airlines. D'après les chiffres officiels, 53% des 137 675 électeurs de Belgique ont voté. C'est sans aucun doute une sérieuse augmentation en regard de la participation de 42% aux élections du 1^{er} novembre 2015. Si l'on considère que la participation à l'étranger est de 48%, cette performance belge élevée est encore plus digne d'attention...

Le fait que les citoyens, qui jusqu'à présent ne s'intéressaient pas beaucoup à la politique turque, aient couru aux urnes grâce à une bonne campagne des partis autres que l'AKP et le MHP pour le "Non" au dictat de Tayyip a sans aucun doute joué un grand rôle dans cette augmentation... Mais il n'en est bien sûr pas la seule cause.

Le pouvoir AKP, qui a considéré, comme toujours, la capitale de l'Europe comme la vitrine du lobby turc, a eu recours en Belgique, avec cette fois-ci le soutien de son associé le MHP, à tous les moyens, y compris la violence, pour augmenter le nombre de personnes votant "Oui". Ce terrorisme est allé jusqu'à des coups de poignards contre des électeurs kurdes au consulat turc à Bruxelles.

L'arme la plus importante utilisée dans la campagne du référendum par la coalition AKP-MHP a sans doute été de présenter l'événement comme une étape importante de la guerre sainte de l'islam contre les "mécréants", du combat du croissant contre la croix.

Le fait que le pseudo-ministre Taner Yıldız ait ouvert la campagne en Belgique, après avoir été interdit de discours en Allemagne, en faisant le même jour des discours à forte teneur religieuse à la fois à la mosquée Fatih de Beringen et, grâce à la tolérance du bourgmestre socialiste d'origine turque Emir Kır, en plein centre de Bruxelles a été d'un grand soutien aux partisans du "Oui".

Le fait qu'au contraire de leurs homologues allemands et hollandais, les dirigeants belges ne se soient pas opposés au djihad des propagandistes de l'AKP, mais aussi le lavage de

cerveau opéré dans les mosquées turques par des imams reconnus coupables d'espionnage sur instruction de la fondation des Affaires religieuses, la mise en itinérance dans les rues et autour des grandes places de camionnettes d'entreprises ornées d'affiches à l'effigie de Tayyip et la présence exclusive de ces mêmes affiches dans les vitrines des commerces turcs ont fortement influencé les voix des citoyens turcs.

On ne s'est pas contenté de tout cela, pendant les derniers jours du scrutin, l'Association des démocrates turcs d'Europe (UETD), qui est l'antenne turque de l'AKP en Belgique, et la Fédération des Turcs de Belgique (BTF), qui est un sous-organisme du MHP, ont mobilisé des dizaines de bus pour transporter les électeurs turcs vivant en-dehors de Bruxelles et d'Anvers vers les consulats.

Les représentants de l'UETD et de la BTF étaient tellement sûrs de l'efficacité de cette campagne menée ensemble que le jour où les urnes furent scellées, ils étaient en état de dire dans leurs déclarations aux médias turcs que le "Oui" l'emporterait en Belgique à hauteur de 70-80%.

Nous apprendrons le dimanche 16 avril au soir le choix qu'auront fait les citoyens de Belgique et les autres expatriés et l'effet que cette campagne djihadiste de Tayyip aura eu sur eux.

La seule chose que nous sachions avec certitude pour l'instant, c'est que cette attitude passive et soumise adoptée par les dirigeants et hommes politiques belges lors de cette campagne face aux propagandistes de Tayyip se poursuit en Belgique, cette fois sur le plan de la politique intérieure.

Ainsi, lorsque Liesbeth Homans, ministre de l'Intérieur du gouvernement régional flamand a ouvert une enquête contre la mosquée Fatih de Beringen où s'était tenue la propagande d'Erdoğan, tous les partis, qu'ils soient socialistes, chrétiens ou verts, l'ont accusée d'"islamophobie" et se sont mobilisés pour que lui soit retirée la compétence de surveiller les mosquées.

La terre trembla aussi lorsque Zuhul Demir, secrétaire

d'État d'origine kurde du gouvernement fédéral, prenant position contre l'organisation de l'islamisme en Belgique, critiqua les hommes politiques d'origine turque qui soutenaient Tayyip et qualifia le CD&V, qui les défendait, de "parti des Musulmans". On lança une forte campagne pour lui faire perdre son poste. Elle non plus n'évita pas de se faire taxer d'"islamophobe".

Les médias turcs ne tardèrent pas à se joindre à cette campagne de contrattaque en l'accusant d'être "une secrétaire d'État affiliée au PKK et causant le désordre en Belgique".

Dans ses déclarations aux journaux flamands, Demir insiste sur le fait qu'elle reçoit constamment des menaces de la part des extrémistes turcs.

Il semble que même dans les milieux les plus démocrates et progressistes de Belgique, la peur d'être taxé d'"islamophobe" se fait de plus en plus forte face à ceux qui ont le courage de critiquer l'islamisme et sa propagande.

Disant cela, je retourne aux premiers jours de notre lutte de plus de quarante ans avec les autres organisations démocratiques belges de migrants et d'exilés. Je pense aux campagnes que nous avons menées pour que les ouvriers musulmans que l'on avait fait venir du Maroc ou de Turquie aient les mêmes droits que les Belges qui refusaient désormais de descendre dans les mines ou de faire des métiers pénibles et salissants, et qu'ils puissent prendre une part active à la vie sociale et politique belge...

Notre lutte à cette époque visait à ce que tout individu vivant et travaillant sur le sol belge, quelle que soit sa confession, bénéficie des mêmes droits civiques que les autres, notamment celui d'élire et d'être élu.

C'est parce que l'influence et les pressions des régimes rétrogrades d'Arabie saoudite, de Turquie ou du Maroc sur les citoyens musulmans ont augmenté que la lutte pour obtenir des droits égaux est rapidement devenue une lutte pour imposer les règles de l'islam à la société belge.

Je me rappelle d'une grande conférence organisée en Allemagne dans les années quatre-vingt-dix pour la reconnaissance des droits démocratiques et incluant des communistes, des socialistes et des croyants. Ali Yüksel, qui était à l'époque secrétaire général de la branche européenne de Millî Görüş, était présent. Cet individu, polygame (trois épouses) et ami d'enfance de Tayyip, avait été proclamé "Cheikh al-Islam pour l'Europe" par Millî Görüş.

Alors que les débats portaient sur l'intégration des immigrés à la société, Ali Yüksel avait pris la parole pour dire, provoquant d'âpres débats, que le mouvement qu'il représentait était contre l'intégration individuelle des immigrés et que c'était l'islam qui devait être intégré aux sociétés européennes et dans toutes leurs institutions.

À en croire les derniers développements, l'effet de la vision de Monsieur le "cheikh al-Islam" sur les sociétés européennes est indéniable... Oui, l'islam n'a pas seulement réussi à s'intégrer, il a aussi réussi à imposer ses propres règles et son mode de vie aux institutions locales ainsi qu'aux partis, aux médias et aux organisations de la société civile.

L'arme la plus efficace de ces djihadistes et des Saoudiens ou des Tayyip qui leur tiennent lieu de pères ou d'aghas est de taxer d'"islamophobe" toute organisation ou individu s'opposant à leur présence imposée...

Oui, Tayyip utilise cette arme de manière extrêmement efficace, en menaçant, en intimidant, en exerçant du chantage à l'envi. Particulièrement en Belgique...

Si la majorité des voix des Turcs de Belgique au référendum du 16 avril se révèle être pour le "Oui", aucun parti belge ne pourra plus résister à ce que Tayyip voudra tenter d'imposer... Même s'il continue de les traiter de "nazis" et de "mércréants"... Ce ne sera plus possible, car lors des élections locales qui se tiendront dans un an, et des élections du Parlement fédéral, du Parlement européen et plus spécialement des parlements de région de 2019, chacun de ces partis, en parti-

culier pour obtenir les communes bruxelloises de Saint-Josse, de Schaerbeek et de Molenbeek, aura besoin des voix de ces électeurs d'origine turque... C'est pour cette raison que l'on mettra encore en tête de liste ces candidats d'origine turque qui n'ouvrent jamais la bouche face au despotisme de Tayyip.

Et c'est pour ces raisons qu'aucune critique ni aucun avertissement n'ont été émis, ni par son administration ni par le Parti socialiste qui en est membre, contre le vice-président d'origine turque du Parlement de Bruxelles, dont nous avons indiqué qu'il avait donné une conférence aux forces spéciales de la police dans la capitale européenne quelques semaines plus tôt... Ce même Parti socialiste qui ne pipe mot face à l'attitude pro-Erdoğan du bourgmestre de Saint-Josse, Emir Kir, qui permet à Tanır Yıldız de faire un discours de propagande en plein cœur de Bruxelles...

J'avais déjà insisté sur ce point dans mes textes précédents. Une majorité en faveur du "Non" à la constitution de Tayyip en Belgique ne constituerait pas seulement un apport, même modeste, à la démocratisation de la Turquie, mais cela ferait reprendre un peu leurs esprits à ces leaders politiques belges qui craignent plus que tout d'être taxés d'"islamophobes".

Espérons que ce 16 avril se révélera un jour favorable à la fois pour la Turquie et pour la Belgique!

Nos émigrés à l'épreuve de l'histoire...

Artıgerçek, 20 avril 2017

Dans mon dernier article avant le référendum, j'avais dit, en précisant que le jour où les urnes avaient été scellées les représentants de l'AKP et du MHP attendaient en Belgique une victoire du "Oui" à 70-80 %: "Si la majorité des voix des Turcs de Belgique au référendum du 16 avril se révèle être pour le "Oui", aucun parti belge ne pourra plus résister

à ce que Tayyip voudra tenter d'imposer... Même s'il continue de les traiter de "nazis" et de "mécéants"..."

Et en réalité, le parti d'Erdoğan avait mené en Belgique une campagne pleine de provocations en qualifiant le référendum du 16 avril 2017 de lutte du croissant contre la croix. Les branches belges de l'AKP et du MHP avaient mis en place, avec les mosquées aux ordres de la Diyanet, des lignes spéciales de bus entre les villes éloignées et les consulats où se trouvaient les urnes.

Résultat: d'après les chiffres officiels, les trois quarts des électeurs d'origine turque de Belgique avaient voté en faveur de la nouvelle constitution, ce qui leur avait permis de battre un record difficile en atteignant le score de 74,18% dans la soumission à la dictature de Tayyip chez les Turcs de tous les pays d'immigration.

À bien y regarder, cette allégeance à Tayyip des originaires de Turquie qui choque aujourd'hui tout le monde n'est pas nouvelle. Ils avaient voté à 69,08% pour Tayyip Erdoğan à l'élection présidentielle de 2014, et à 69,40% pour l'AKP aux élections du 1^{er} novembre 2015.

À une époque où les scores du "Non" au Royaume-Uni, aux USA et en Espagne atteignent les 80%, et où même les originaires de Turquie vivant dans des pays musulmans ont eu le courage de dire "Non" aux pressions de Tayyip, le fait que les Turcs vivant dans la capitale des démocraties européennes soutiennent à un niveau record un régime islamofasciste fait la une de l'actualité politique en Belgique et est débattu dans les journaux et à la télévision.

La Belgique est tellement sous le choc depuis l'annonce de ces résultats, que non seulement les partis flamands nationalistes, mais aussi certains partis chrétiens, libéraux ou de gauche proposent de retirer le droit à la double nationalité des personnes d'origine étrangère à qui il a été reconnu. Sachant très bien qu'une telle mesure serait absolument impossible à mettre en œuvre...

Car ce ne sont pas que des personnes originaires de Turquie qui bénéficient de la double nationalité, mais aussi des dizaines de milliers de familles d'ouvriers de diverses origines qui pendant des années ont contribué à la prospérité du pays en exposant leur vie dans ces mines où les ouvriers locaux refusaient de descendre... Plus encore, depuis la grande crise économique des années soixante-dix, des dizaines de milliers de Belges ont émigré vers d'autres pays où ils ont acquis la double nationalité. Face à une telle situation, il ne serait juridiquement pas possible de priver uniquement les originaires de Turquie de la double nationalité au motif qu'ils votent pour Tayyip.

Reste qu'à un an des communales en Belgique et à deux ans des élections fédérales, régionales et européennes, aucun parti belge n'oserait mettre en place une telle pratique à l'encontre des électeurs d'origine turque qui sont en grande majorité dans certains quartiers des métropoles. D'autant moins que les plus courageux, comme je l'ai précisé dans mon dernier article, préfèrent se taire que de risquer d'être taxés d'"islamophobes"...

Venons-en au cœur du problème... La soumission des Turcs de Belgique à l'autorité centrale d'Ankara n'est pas seulement l'œuvre de Tayyip. C'est le sale héritage laissé par les fascistes islamistes de la junte d'Evren qui, après le coup d'État du 12 septembre, avait défini Bruxelles comme le centre, d'une part de la lutte contre les opposants en Europe, organisations et individus, et d'autre part comme celui du lobby turc qui allait être formé contre les diasporas arméniennes et grecques...

D'ailleurs, difficile d'attendre un vote différent d'une société turque prise en otage par la Diyanet, les mosquées en dépendant, les associations d'extrême droite et les islamistes radicaux, les entreprises faisant du "hallal" qui fleurissent comme du chiendent dans les métropoles et les médias turcophones qui se taisent face aux terrifiantes violations des droits de l'Homme...

Depuis des années, lorsque nous attirons l'attention sur les dangers de cette allégeance de masse, même les hommes politiques belges les plus progressistes, les plus démocrates et les défenseurs des droits de l'Homme nous écoutent sans nous répondre. Ils ont beau s'afficher en train de "chercher une solution" sous l'effet du choc actuel, je ne doute pas le moins du monde que lorsqu'ils entreront en campagne pour les prochaines élections locales, tout ceci sera oublié et que ces politiciens d'origine turque à la botte d'Ankara qui représentent 75% se retrouveront en position éligible sur leurs listes.

Admettons que les recours portés devant le Conseil électoral supérieur, et peut-être même plus tard la Cour constitutionnelle, n'aboutissent pas, et que Tayyip, en plus d'être président de la République, soit officiellement couronné secrétaire général de l'AKP et chef de l'exécutif et du législatif... Que feront ces leaders européens qui aujourd'hui font mine de critiquer, avec des expressions prudentes, la façon dont s'est tenu le référendum ainsi que son résultat?

Il est possible de trouver des indices de ce qui se passera dans les déclarations du président du Parlement européen, Antonio Tajani, faites au journal *La Repubblica*:

"Nous devons insister sur le fait que ce pays candidat doit respecter nos valeurs et principes fondamentaux, mais nous ne devons pas lui fermer tout à fait la porte. Cela reviendrait pour l'Europe à shooter dans ses propres buts. Le dialogue est aussi dans leurs intérêts, il suffit de penser aux accords commerciaux qui nous unissent. L'Europe doit réagir avec détermination face au risque de l'autoritarisme, mais nous ne devons pas abandonner le dialogue... Nous ne devons pas oublier que nous sommes unis dans la gestion de la crise des réfugiés, dans la lutte contre le terrorisme et dans les affaires."

Lisant ces lignes aujourd'hui, je suis retourné quarante-cinq ans, puis trente-six ans en arrière...

À l'époque où nous luttions au Conseil de l'Europe contre la junte de 1971 au nom de Résistance démocratique,

quand nous demandions que la candidature de la Turquie soit suspendue en présentant à l'appui de terrifiants documents sur la torture ou des actes de procès, on nous répondait: "Nous comprenons très bien votre réaction. Mais nous ne pourrons jamais nous mettre la Turquie à dos, et ce à plusieurs titres. Nous devons résoudre ces problèmes sans rompre le dialogue."

Nous avons dû écouter la même mélodie tandis que nous portions notre lutte au Conseil de l'Europe et à la Communauté économique européenne au nom d'Union pour la démocratie.

À l'époque, le plus grand atout des partisans du "dialogue" résidait dans le fait que la Turquie représente les "avant-postes" de l'Occident face à la menace soviétique... Ils préféraient faire profil bas face à toutes les violations des droits de l'Homme au nom de leurs intérêts géopolitiques, stratégiques et économiques.

C'était la position occidentale, mais les choses étaient-elles différentes pour l'Union soviétique et les autres pays socialistes?

En 1972, Podgorni, président du Præsidium du Soviet suprême, n'avait vu aucun inconvénient à faire une visite en Turquie alors même que Deniz Gezmiş, Yusuf Arslan et Hüseyin İnan marchaient vers l'échafaud.

Tandis qu'après le coup d'État de 1980, des dizaines de milliers de citoyens, dont des communistes, étaient torturés puis emprisonnés et que les exécutions se succédaient, on célébrait lors de cérémonies officielles l'anniversaire de l'amitié turco-soviétique. Le journal d'une organisation pro-soviétique imprimait côte à côte, comme symbole de cette amitié, les photographies d'Evren et de Brejnev. Kenan Evren, en visite en Bulgarie, était honoré à Sofia de la légion d'honneur des Balkans.

Ce que je veux dire, c'est que dès que les premières réactions suscitées par ce référendum honteux se seront apaisées, les relations avec la Turquie redeviendront idylliques.

Sommes-nous pessimistes? Jamais de la vie...

Cette société est aussi passée par une période où, en 1982, la constitution a été approuvée à 92%, et où Evren a été élu président de la République avec le même pourcentage.

Même si cette honteuse “victoire au référendum” de Tayyip est approuvée, même si elle est acceptée par les puissances internationales, même si les institutions européennes renforcent le “dialogue”, il est une réalité qui a marqué la lutte pour la démocratie le 16 avril 2017 et qui mettra tôt ou tard un terme au sultanat de Tayyip.

Et c’est le fait que, suivant Izmir, des métropoles comme Istanbul, Ankara, Adana, Eskişehir, Zonguldak, Manisa ou Denizli, mais aussi toutes les provinces de la côte occidentale et le Kurdistan aient très nettement dit “Non” à la constitution de la dictature.

C’est un premier pas... L’aile favorable à la démocratie, à la liberté et à la paix de cette société polarisée par ce référendum va se renforcer progressivement dans les autres villes et même chez les citoyens turcs ayant émigré et qui sont aujourd’hui pris en otage par Tayyip et, avant même le centenaire de la République, le “Chef” sera jeté aux poubelles de l’histoire.

La danse des socialistes belges avec les pro-Tayyip

Artgerçek, 4 mai 2017

Dans la vie parlementaire européenne, on ne compte plus les partis traditionnels qui ont connu des séismes ou ont été effacés... Au premier tour de l’élection présidentielle française, le Parti socialiste et les Républicains, qui règnent depuis des années sur la politique du pays, se sont littéralement effondrés... Dimanche prochain, les Français vont très pro-

bablement envoyer à l'Élysée Emmanuel Macron, candidat du parti La République en marche et pur produit des milieux du grand capital, après l'avoir préféré à Marine Le Pen, candidate du Front national.

Or, si le Parti socialiste, dont la défaite au premier tour du candidat Benoit Hamon était évidente dès les premiers sondages, s'était retiré de la course pour soutenir Jean-Luc Mélenchon, leader en pleine ascension de la gauche française, un candidat de gauche aurait fait face au second tour à la candidate de l'extrême droite, ce qui aurait jeté les bases d'un pouvoir de front populaire en France après les élections.

Je me rappelle avoir suivi de près les élections de 1973 à l'époque où je vivais en tant que exilé clandestin en France. Face au score de 50,94% des partis de droite, les partis de gauche avaient réuni 46,2% des voix. La part des voix du Parti communiste français, qui jouissait encore du prestige de la résistance partisane de la Seconde Guerre mondiale, était de 21,3%, tandis que celle du Parti socialiste était de 18,9%.

Ces résultats obligeaient les deux plus grands partis de gauche de France à marcher ensemble vers le pouvoir. Le *Programme commun* qu'ils avaient préparé ensemble et qu'ils publièrent en 1974 jetait les bases du pouvoir de gauche à venir.

Ce *Programme commun* était d'une grande importance pour nous. Aux élections de 1973, le CHP mené par Ecevit était arrivé au pouvoir avec le soutien des socialistes dont les organisations avaient été interdites après l'intervention militaire de 1971 et qui avaient le plus souffert des exécutions et des emprisonnements. Plus tard, après l'amnistie générale, les socialistes avaient commencé à se regrouper autour de leurs propres partis. Alors que l'on fondait légalement le TİP et le TSİP, le TKP, qui restait illégal, gagnait progressivement en influence au sein de certains syndicats et organisations de masse en Turquie.

Parce que nous pensions qu'à l'avenir il pourrait servir de

ressource à la gauche de Turquie dans sa recherche d'unité, nous avons immédiatement fait traduire en turc le *Programme commun* du PCF et du PS et l'avons publié en 1974 – c'était l'un des premiers livres d'*İnfo-Türk* – et nous l'avons présenté en France cet automne-là à la Fête de l'Humanité, tout en le faisant parvenir en Turquie.

Remportant l'élection présidentielle de 1981 avec 51,76% des voix, François Mitterrand allait ouvrir un nouveau chemin en France et, aux élections législatives de la même année, le Parti socialiste, le Parti communiste français et les Radicaux de gauche, réunissant 54,37% des voix, allaient créer le premier gouvernement de gauche quarante-cinq ans après le Front populaire.

L'événement ne dégageait pas l'horizon seulement pour le peuple français, mais aussi pour tous les exilés politiques d'Europe et notamment ceux qui, comme nous, étaient originaires de Turquie.

Lorsque le journal de 20 heures annonça que Mitterrand avait été élu, nous nous trouvions à une réunion à Bruxelles en tant que représentants locaux du TİP avec Behice Boran, sa secrétaire générale. Je me souviens que dès que nous avons entendu la nouvelle, Uğur Hüküm, représentant du TİP pour la France, avait jeté un cri de joie, après quoi il était intervenu pour présenter les effets probables de ce résultat sur tous les mouvements de gauche.

Quel dommage que trente-six ans plus tard, les partis de l'union de la gauche de 1981 soient en train d'être effacés de la scène politique... Le Parti communiste français, essentiellement à partir des élections de 1986, a entamé un rapide processus de chute. Ce parti qui était le plus puissant de France aux élections d'après-guerre de 1946, avec 28,26% de voix et 182 députés, est aujourd'hui complètement marginalisé et le Parti socialiste, après sa défaite à la présidentielle, est dans l'attente d'une nouvelle crise et peut-être même de sa dissolution.

L'organisation qui est aujourd'hui la plus habilitée à parler au nom de la gauche en France est le mouvement La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon.

En Belgique et aux Pays-Bas, la gauche est en train de vivre un développement parallèle... Je l'ai déjà écrit dans ces pages... Le Parti travailliste (PvdA), qui a marqué les différents gouvernements en Hollande au fil des élections, est aujourd'hui marginalisé après avoir perdu 29 députés.

Quant au Parti socialiste, qui détient la présidence dans la région wallonne et à Bruxelles en tant que parti principal de gouvernements de coalition, il est en chute libre dans les derniers sondages d'opinion, à la suite des affaires de corruption liées aux géants économiques créés par les communes d'un certain nombre de bourgmestres célèbres... Face à cela, le Parti des travailleurs de Belgique serait en seconde place en Wallonie et en troisième dans la région de Bruxelles en cas d'élections.

L'avenir du Parti socialiste de Belgique est désormais en grande partie lié, particulièrement à Bruxelles, à la position qu'il prendra vis-à-vis des électeurs d'origine turque...

Depuis que l'on a reconnu la double citoyenneté aux étrangers, le Parti socialiste, qui s'est garanti la majorité au Parlement de Bruxelles avec les voix des électeurs d'origine turque en faisant toutes sortes de concessions au lobby turc dans les communes bruxelloises de Saint-Josse et de Schaerbeek notamment, et en frottant le dos de la Fondation des Affaires religieuses, des mosquées lui étant liées et des organisations d'extrême droite, ne sait plus quoi faire maintenant qu'au référendum sur la Constitution, les trois quarts des électeurs d'origine turque de Belgique ont voté pour la dictature de Tayyip...

Lors des élections communales de l'année prochaine, puis l'année suivante lors des élections européennes, du Parlement de Belgique et des parlements régionaux, quels messages et candidats seront présentés à ce groupe d'électeurs-là?

Êtes-vous de ceux qui ne sont pas encore apatrides?

Artıgerçek, 8 juin 2017

Il était donc écrit que nous vivrions, au cours de nos soixante-cinq années de journalisme, trois fois ce problème... Oui, ce problème de la déchéance de nationalité... La première fois, c'était il y a trente-cinq ans... À cette époque, İnci et moi en avons été déchus avec des centaines d'autres opposants au régime par la junte militaire fasciste...

Cela n'avait pas suffi, il y a vingt-neuf ans, elle nous avait été notifiée une seconde fois par Turgut Özal, venu à Bruxelles frapper à la porte de l'Europe au nom d'une Turquie en pleine "démocratisation"...

Mais aujourd'hui, une nouvelle vague de déchéances de nationalité commence à être employée comme arme politique contre tous les expatriés s'opposant au régime islamo-fasciste...

En réalité, ma première rencontre avec le mot "apatride" remonte à très longtemps. J'avais sept ou huit ans, j'étais l'enfant d'une famille d'ouvriers des chemins de fer vivant dans les steppes d'Anatolie à l'époque de la Seconde Guerre mondiale et je faisais ma scolarité dans des écoles de village. Je dévorais l'*Encyclopédie des enfants* de Sabiha et Zeke-riya Sertel et l'un des personnages qui m'avait marqué le plus était Nolan l'apatride... Je n'avais jamais pu oublier l'histoire terrible de ce jeune officier déchu de sa nationalité parce qu'il s'était révolté contre la discipline de l'armée américaine du XIXe siècle.

Ces années-là, les livres de Nazım Hikmet avaient une place à part dans la modeste bibliothèque de mon père. Ils faisaient partie de ceux que je lisais le plus... Jusqu'à l'été 1951... Après qu'il ait été obligé de fuir la Turquie, après des années d'emprisonnement, en raison des pressions et des menaces dont il était l'objet, ce grand poète avait été déclaré "traître à la patrie" et déchu de la nationalité turque sur dé-

cision du Conseil des ministres. Il était désormais un apatride, comme Nolan. Et, en cette période de reprise de la répression anti-communiste, ses livres avaient été retirés de la bibliothèque pour être cachés ailleurs...

Un autre apatride de mes années de jeunesse que je n'ai jamais pu oublier est Rıza le *heimatlos*, notre camarade de lutte dans l'organisation du Parti des travailleurs de Turquie à Izmir en 1962... Un Turc yougoslave qui avait migré en Turquie après s'être battu contre les partisans de Tito lors de la Seconde Guerre mondiale... Il était resté *heimatlos*, apatride, parce que l'État turc lui avait refusé un permis de séjour, mais il n'avait pas abandonné la lutte... Jusqu'au jour où il avait renoncé et était rentré en Yougoslavie.

Dix ans plus tard, le coup d'État du 12 mars nous force à l'exil... Paris, 1972... Nous sommes cette fois en lutte contre la junte avec un autre apatride: le professeur Fahrettin Petek, homme de science distingué... Activement engagé dans le communisme alors qu'il exerce la profession de pharmacien en Turquie, il quitte le pays durant les années de chasse aux sorcières... Se consacrant à ses travaux scientifiques à Paris, il se retrouve cofondateur des Jeunes Turcs progressistes et prend place parmi les organisateurs des campagnes à l'étranger demandant la libération de Nazım Hikmet... Dix ans après la déchéance de nationalité de ce dernier, en 1961, le Comité d'union nationale qui prétendait démocratiser la Turquie déchoit à son tour Petek de la nationalité turque.

C'est en exil qu'İnci et moi apprenons l'existence d'une autre tragédie, dont nous n'avions jamais entendu parler quand nous étions en Turquie, qui n'y était jamais débattue, pas même dans les organisations de gauche: la "déchéance de nationalité" de millions d'Arméniens, d'Assyriens et de Grecs victimes de génocide ou condamnés à l'exil entre 1915 et 1923...

Puis commence, après le coup d'État de 1980, les déchéances de nationalité qui vont nous viser nous aussi...

Mais il ne faut pas croire que ces déchéances de nationalité collectives visant les opposants à l'étranger soient une idée de la junte militaire fasciste menée par Evren. Non... L'auteur de la première initiative en ce sens est, bien avant le coup d'État, le CHP d'Ecevit. Hilmi İşgüzar, ministre de la Sûreté nationale, déclare en avril 1979 que les mesures nécessaires seront prises contre "ceux que leur sang, leur tête et leurs activités à l'étranger rendent indignes de faire partie de notre peuple" après quoi Fehmi Güneş, ministre de l'Intérieur, demande d'agir immédiatement contre ces individus au motif qu'ils soutiendraient les terroristes originaires de Turquie dans les pays d'Europe. Ensuite, la proposition de Sabri Tıǧlı, député CHP de Kastamonu, de "déchoir de la nationalité ceux qui agissent contre la sûreté de l'État" est approuvée par la Commission aux Affaires étrangères du Parlement, mais le coup d'État de 1980 en empêche le vote devant l'Assemblée.

Il revient donc en 1981 à la junte d'Evren de mettre en application cette idée infâme... Les deux premières personnes à être déchues de leur nationalité sont Behice Boran, secrétaire générale du Parti des travailleurs de Turquie, et Gültekin Gazioǧlu, secrétaire général de TÖB-DER et co-dirigeant du Parti des travailleurs socialistes de Turquie, qui ont quitté le pays après le coup d'État.

La raison du choix de Boran comme première cible, ce sont ses déclarations contre la junte faites à Bruxelles en direction de l'opinion internationale.

Peu après le coup d'État du 12 septembre, elle a quitté la Turquie pour la Bulgarie avec un passeport légal et séjourné avec son mari Nevzat Hatko dans un hôpital des environs de Sofia où étaient soignés les dirigeants des partis communistes. L'organisation Union pour la démocratie, que nous avons créée un an plus tôt, décida d'organiser une soirée en protestation contre la junte du 12 septembre en février 1981 à Bruxelles. C'est moi qui m'étais rendu à Sofia pour proposer à Boran de participer en tant qu'intervenante.

Le Parti communiste bulgare n'était pas très enthousiaste à l'idée que Boran quitte Sofia pour Bruxelles, au motif que sa santé ne le permettait pas. Lorsque nous précisâmes que nous étions prêts à prendre toutes les précautions nécessaires et que nous suivrions les conseils des médecins bulgares, ils nous expliquèrent la raison réelle de leur inquiétude.

Quand la junte d'Evren avait autorisé Boran à quitter la Turquie pour la Bulgarie, ils avaient exigé comme garantie qu'il ne lui serait permis de participer à l'étranger à aucune manifestation contre le régime de Turquie. "Si Boran part à Bruxelles, qui plus est pour participer à la soirée à laquelle vous l'invitez, cela créera un gros différend dans nos relations avec l'État turc", disaient-ils. Mais après des discussions qui se poursuivirent jusque tard dans la nuit, ils autorisèrent Boran à se rendre à Bruxelles.

Elle prit un avion de Balkan Airlines le 10 janvier 1981 et fut notre invitée à Bruxelles. Tandis que les préparatifs pour la soirée du 14 février se poursuivaient, nous fîmes le nécessaire pour qu'elle puisse faire un discours sur la situation en Turquie au Parlement européen et donner des interviews à des chaînes de télévision et des journaux de Belgique et des Pays-Bas.

Ces critiques ouvertes contre le régime de la junte émises dans la capitale de la Communauté économique européenne par une femme politique qui avait été députée en Turquie provoquèrent une campagne d'attaques contre Boran dans les médias turcs...

Après quoi, il fut déclaré qu'elle serait déchue de sa nationalité si elle ne rentrait pas au pays. Elle allait donc désormais poursuivre sa lutte en exil. Le fait qu'elle soit, avec Gazioğlu, la première cible dans cette opération de "déchéances de nationalité" avait pour cause sa présence ici. La junte se vengeait...

La nouvelle de la déchéance de nationalité de Boran et de Gazioğlu au motif qu'ils n'étaient pas rentrés au pays fit la une

du journal *Hürriyet* le 5 mars 1981 en ces termes: “Triste dénouement: Boran et Gazioğlun ne sont désormais plus turcs!”

Je me rappelle très bien l’expression de douleur dans les yeux de Boran après qu’elle ait lu cette nouvelle, elle qui s’était battue toute sa vie pour que le peuple de Turquie vive de manière plus libre et plus humaine. Cette décision prise à l’encontre d’une personnalité politique cardiaque âgée de 71 ans était une honte pour l’humanité.

Il fallut alors gérer toute une série de problèmes pratiques provoqués par cette déchéance de nationalité. La décision de la junte impliquait que tous les biens en Turquie des personnes déchues allaient être saisis par l’État.

Boran avait une maison à Istanbul, ainsi que des affaires personnelles qui avaient de la valeur pour elle. Elle voulait les faire récupérer par son fils Dursun avant que l’État ne s’en empare. Mais elle n’avait plus la possibilité de faire appel au consulat turc pour émettre une procuration.

Après avoir demandé conseil à des juristes, nous apprîmes qu’une procuration émise par un notaire belge assermenté aux accords internationaux serait valable. Nous fîmes venir de Turquie un modèle de procuration que nous renvoyâmes après en avoir fait valider la traduction française par un notaire belge.

La pratique de la “déchéance de nationalité” ne se limita pas à Boran et à Gazioğlu.

Tout de suite après, il fut demandé à Şanar Yurdatapan, à Melike Demirağ ainsi qu’aux dirigeants du DİSK de rentrer au pays.

La raison pour laquelle Şanar et Melike avaient été pris pour cibles était qu’ils avaient critiqué la junte lorsqu’ils étaient récemment venus à Bruxelles recevoir le prix décerné par l’Association des critiques de cinéma de Belgique au film de Yılmaz Güney, *Le Troupeau*, alors que ce dernier se trouvait en prison.

Peu après, Yılmaz Güney, qui avait fui la Turquie pour gagner la France et avait reçu la Palme d’or au festival de

Cannes pour son film *Yol*, mais aussi Cem Karaca, Ali Baran, Mehmet Emin Bozarслан, Nihat Behram, Mahmut Baksı, Şah Turna, Fuat Saka, Demir Özlü, Yücel Top, İnci, moi-même fûmes accusés, avec des centaines d'autres personnes, par Evren, chef de la junte, d'être des traîtres et fûmes déchus de notre nationalité.

Seulement nous? Non, le nombre de personnes déchues de la nationalité turque à la même époque pour diverses raisons, pas forcément politiques, dépassait les 14 000 et le nombre de ceux à qui l'on avait refusé un passeport les 388 000.

Une partie de ceux qui avaient été déchus par la junte pour raisons politiques, tels que Behice Boran et Yılmaz Güney, moururent en exil. Cem Karaca rentra en Turquie, rappelé tout spécialement par Turgut Özal.

Après l'union du TİP et du TKP sous le nom de Parti communiste uni de Turquie, certains des dirigeants et militants de cette nouvelle organisation firent un retour collectif au pays en novembre 1987 dans l'espoir d'être traités avec bienveillance par le gouvernement Özal. Certains d'entre eux furent emprisonnés, leurs procès s'étalant sur des années.

Quant à İnci et moi-même, notre déchéance de nationalité nous a été notifiée une seconde fois, cinq ans plus tard, toujours sous la période Özal. Celui-ci avait été incommodé par les questions que nous lui avons posées relativement aux violations des droits de l'Homme lors d'une conférence de presse à Bruxelles, où il était venu pour relancer la candidature turque à l'Union européenne, et il nous avait fait notifier une deuxième fois que nous étions déchus de la nationalité turque par une lettre recommandée avec accusé de réception envoyée par le consulat turc le 1^{er} juin 1988.

À la suite de quoi, nous avons, par l'intermédiaire d'un avocat, déposé un recours devant le Conseil d'État pour faire annuler cette décision, mais cette requête fut refusée lors de la séance du 12 juin 1990 au titre que, selon la nouvelle

constitution, il n'était pas possible de déposer un recours contre une décision du Conseil de sécurité nationale et de son gouvernement.

Ayant épuisé, en vain, toutes les voies de recours en Turquie, nous avons porté plainte devant la Commission européenne des droits de l'Homme le 7 décembre 1990 contre cette décision de nous déchoir de notre nationalité. Lors de sa première défense, le gouvernement turc argumenta que nous méritions tout à fait d'être déchus de la nationalité turque, précisant que de nombreux procès avaient été ouverts contre nous en vertu des articles 140, 142 et 159 du Code pénal turc du fait de nos activités "communistes, séparatistes et anarchistes".

Face à nos réponses à ces accusations démagogiques, la Commission européenne des droits de l'Homme demanda au gouvernement de détailler sa défense. Mais comme ils n'avaient aucune réponse crédible à apporter, ils firent passer à la va-vite, à un jour de la date limite qui leur avait été accordée pour répondre, une loi qui annulait l'alinéa G ajouté par la junte à l'article 25 de la loi sur la citoyenneté.

La commission européenne des droits de l'Homme, du fait que les institutions européennes étaient entrées dans un processus de normalisation des relations avec la Turquie, décida à la majorité des voix le 28 juin 1993 qu'il n'était plus nécessaire de donner suite à notre procès.

Suite à cette décision, nous demandâmes au ministre des Affaires étrangères Hikmet Çetin qu'il nous garantisse par écrit que nous ne serions pas emprisonnés au titre des dizaines de procès intentés contre nous si nous devions rentrer au pays en tant que citoyens turcs. Malgré tous les efforts de notre avocat Halit Çelenk, aucune réponse ne nous parvint ni de Çetin, ni de nos anciens amis Mümtaz Soysal et İsmail Cem qui devinrent ministre des Affaires étrangères après lui.

Au contraire, au motif que j'avais insulté l'armée turque dans un article paru dans la revue *Yazın* à l'occasion du 30^e anniversaire du coup d'État du 12 mars, un tribunal d'Istan-

bul envoya le 27 septembre 2002 un mandat d'arrêt à tous les postes frontières ordonnant mon arrestation immédiate au cas où je reviendrais en Turquie.

La possibilité que mon statut d'apatride prenne fin disparut totalement trois mois plus tard avec l'arrivée au pouvoir de l'AKP, qui allait jeter les bases de l'islamo-fascisme en Turquie...

C'est ce même régime qui aujourd'hui, tout comme le régime militaire fasciste d'il y a trente-six ans, est en train de reproduire la folie de déchoir de la nationalité turque tous ceux qui, à l'étranger, refusent de s'assujettir à lui...

Nous savons d'expérience que cette nouvelle mesure va pendre comme une épée de Damoclès sur la tête de toute personne originaire de Turquie qui s'opposerait au régime, qui lui résisterait ou hausserait la voix contre lui...

Les combattants de Tayyip, rémunérés ou bénévoles, vont demander à tous ceux qu'ils considéreront comme "dangereux":

"Êtes-vous de ceux que nous n'avons pas encore réussi à rendre apatrides?"

Et, que personne n'en doute, les diplomates, sujets obéissants de toutes les époques et de tous les pouvoirs, se chargeront du reste avec la plus grande des fidélités.

Concours de drapeaux et censure de Nazım!

Artıgerçek, 7 juillet 2017

On assiste à un véritable concours de drapeaux... Plus que deux jours avant que Kılıçdaroğlu ne fasse flotter au vent un drapeau turc d'un kilomètre. Qui, sait, il va peut-être entrer dans le livre Guinness des records? Mais il va falloir patienter un peu et attendre la fin des commémorations du "coup d'État contre le faux coup d'État", qui ont débuté le 11 juillet dans tout le pays et se termineront le 15.

Les petits taureaux de Tayyip qui, l'an dernier, s'étaient

réunis autour du Külliye et avaient marché en entonnant le slogan: “Patrie, je me sacrifie pour toi” jusqu’au quartier général de l’AKP en brandissant un drapeau turc géant de 4 mètres de large et 1 kilomètre de long, feront sans doute leur possible cette année pour ne pas se laisser distancer par le CHP.

En fait, cette course à qui aura le drapeau le plus long n’est pas nouvelle... N’était-ce pas Mustafa Sarıgül, l’ancien maire de Şişli, qui d’ailleurs a pris la pose aux côtés de Kılıçdaroğlu lors de sa marche pour la “Justice”, qui en 2004 avait fait écrire en lettres d’or son nom dans l’histoire du nationalisme en faisant confectionner un drapeau de 4,5 mètres de large et de 3.600 mètres de long?

Voici ce que je ne comprends pas: le CHP est le même CHP, Sarıgül le même Sarıgül, comment ce drapeau a-t-il pu raccourcir de 2,5 kilomètres en treize ans?

Le drapeau s’inviterait dans la guerre entre les partis et le MHP, champion du nationalisme raciste, ne réagirait pas? N’avait-il pas, le 20 avril 2013, fait la leçon aux acteurs du processus de paix en envoyant un semi-remorque plein de drapeaux turcs à un meeting contre la paix qu’il organisait à Izmir?

Et le Parti de la patrie, qui ces jours-ci fait figure de conseiller principal de Tayyip en matière de politique extérieure et de “lutte contre le terrorisme”, rate-t-il la moindre occasion de brandir le drapeau pour prouver au MHP qu’il est plus authentiquement nationaliste que lui?

C’est vrai, le drapeau est on ne peut plus sacré. D’ailleurs, n’a-t-on pas injecté dans nos cerveaux, tels des versets du Coran, ces vers de Mithat Cemal Kuntay tout au long de notre parcours éducatif?

*Ce qui fait qu’un drapeau est drapeau est le sang dont
il est maculé,
La terre n’est patrie que si l’on est prêt à mourir pour
elle.*

Cette sacralisation du drapeau aux effluves sanglants confine à la démence dans les pays à forte densité d’immigrés.

grés originaires de Turquie, en particulier depuis que l'AKP est au pouvoir... Tayyip est en visite dans tel ou tel pays? Tous aux drapeaux...

Au point que Fuat Tanlay, l'un des fidèles diplomates de Tayyip, a été à l'origine d'un scandale diplomatique il y a neuf mois en sacralisant le drapeau dans la capitale de l'Europe. En 2008, à la cérémonie de commémoration d'Atatürk à l'ambassade turque à Bruxelles, l'ambassadeur Fuat Tanlay était entré en transe après que le ministre de la Défense Vecdi Gönül ait vanté le départ de Turquie des Grecs et des Arméniens, avant de lire ce poème d'Arif Nihat Asya faisant la louange haineuse et violente du drapeau turc:

Je creuserai la tombe de qui ne te regardera pas comme moi.

J'écraserai le nid de l'oiseau qui s'envolera sans te saluer.

Comme j'avais informé l'opinion européenne, sur *Info-Türk*, de ce scandale à l'ambassade de Turquie, les médias turcophones au service de Tayyip avaient lancé contre moi une campagne de lynchage et l'État belge s'était retrouvé contraint de me placer sous protection.

Nous sommes maintenant dans l'attente... Quelle ampleur cette course aux drapeaux va-t-elle prendre?

Quelles nouvelles surprises doit-on attendre de Kılıçdaroğlu, qui essaie de s'attacher le CHP en organisant des réunions entre l'Autorité pour la qualification professionnelle (MYK) et l'assemblée du parti tout au long de cette marche non partisane, trahissant de fait le "front pour le Non" au référendum sur la constitution?

Quelle position sera prise après le meeting de Maltepe tandis que les coprésidents et la plupart des cadres du HDP, deuxième plus importante organisation du front pour le Non, sont en prison?

Pour ceux qui comprennent ou essaient de comprendre, ce qui s'est passé à Kandıra en dit long... Malgré tous les efforts de Kılıçdaroğlu pour transformer en campagne du parti cette

marche “non partisane” et y dérouler des drapeaux géants pour signifier le “réveil nationaliste”, les dirigeants du HDP ont beaucoup pris sur eux pour le soutenir. Malgré aussi le fait que, le même jour, les forces de sécurité ne les aient pas autorisés à lire leur communiqué de presse devant la prison de Kandira où croupit la coprésidente du HDP Figen Yüksekdağ...

Une question: c’est vrai, nous avons renoncé à attendre de Kılıçdaroğlu, qui ne manque pas une occasion de remercier les forces de sécurité pour l’attitude compréhensive dont ils ont fait preuve tout au long de la marche, qu’il se rende à Edirne pour rendre visite à l’autre coprésident du HDP, Selahattin Demirtaş, mais n’aurait-il pas pu, tout de même, alors qu’il avait marché jusqu’à Kandira, prendre la peine de rendre visite à Figen Yüksekdağ?

N’aurait-il pas pu remuer ciel et terre si l’on avait tenté de l’en empêcher?

Ces questions, nous les poserons encore et encore une fois que le CHP aura mis fin, le 9 juillet, à cette course au drapeau le plus gigantesque.

Nous verrons si cette revendication de “justice” ne s’applique qu’à Enis Berberoğlu, ou de la même façon à tous les autres prisonniers politiques.

Et nous continuerons à demander si l’on cherche à obtenir que “justice” soit faite uniquement dans les procès ouverts par Tayyip, ou si l’on se bat aussi contre les injustices qui piétinent les droits et les libertés du peuple kurde et celles qui consistent à nier les génocides dont ont été victimes les Arméniens, les Assyriens, les Grecs, les Yézidis et les Alévis.

C’est la Turquie... Même Nazım peut-être corrigé, et par des gens qui se disent de gauche, en plus!

Toutes les injustices et les iniquités de la vie politique, sociale et économique de notre pays se limitent-elles à celles commises par les pouvoirs politiques qui détiennent le pouvoir?

Une preuve qu’il n’en est pas ainsi peut être trouvée dans un texte du chercheur Ulvi İçli publié dans *Sol* en ces jours

où nous nous concentrons sur les développements de la marche pour la “justice”... Je lui laisse la parole:

“Nazım achève son roman *La vie est belle mon vieux*, auquel on sait qu’il accordait une valeur particulière, en 1962. Ce roman, pour autant qu’on le sache, est d’abord traduit en russe pour être publié dans une revue d’URSS.

“Le texte turc est probablement imprimé pour la première fois en Bulgarie en 1964. La même année, le livre est publié en URSS. En russe, bien sûr. Mais aussi en France, en français. L’édition publiée en Turquie en 1966 est probablement la première dans ce pays. Il est fait une place à ce roman dans une édition des œuvres complètes en turc publiée en Bulgarie en 1967. Voici pour les principales éditions du roman dans les années soixante.

“Entre toutes ces éditions publiées en Bulgarie, en URSS et en France et les éditions turques réalisées à partir de 1960 ainsi que les actuelles, il y a une différence de taille.

“Nazım conclut son roman par un poème. Il se présente sous cette forme dans toutes les éditions publiées en dehors de Turquie:

*Je suis communiste,
Je suis amour de la tête aux pieds,
L’amour, c’est voir, penser, comprendre,
L’amour, c’est l’enfant qui naît, la lumière en marche,
L’amour, c’est installer une balançoire vers les étoiles,
L’amour, c’est suer tout en coulant l’acier,
Je suis communiste,
Je suis amour de la tête aux pieds...*

“Voici sous quelle forme se présente le distique qui encadre le poème dans toutes les éditions du livre en Turquie depuis les années soixante jusqu’à aujourd’hui, sans exception:

*Je suis travailleur,
Je suis amour de la tête aux pieds...*

“Cette correction prend sa source à la fois dans les lois et dans le choix des éditeurs.

“On comprend que ce roman de Nazım a été publié avec certaines modifications, comme ses autres œuvres, pour cause de “propagande communiste”. Mais voici bien longtemps que les lois selon lesquelles employer le mot “communisme” dans un poème ou dire “je suis communiste” étaient de la propagande communiste n’existent plus.

“C’est dans ce contexte où rien ne les y obligeait, que de juillet 2002 à 2017 les éditions Yapı Kredi ont présenté *La vie est belle mon vieux* sous cette forme ne correspondant pas à l’original à des dizaines de milliers de lecteurs de Turquie, faisant sur cette période vingt réimpressions.”

C’est-à-dire en censurant la phrase: “Je suis communiste”...

Dans le septième volume de l’édition de Sofia des œuvres complètes, où figure ce roman et qui ne quitte jamais notre table de chevet, c’est le mot “communiste” que l’on trouve. Il nous est impossible d’imaginer qu’Ekber Babayev, que nous avons rencontré en personne en 1976 à Moscou, qui nous a servi de guide à la maison de Nazım et à son mausolée et dont nous avons vu de nos propres yeux l’amour et le respect qu’il avait pour lui, ait pu changer le moindre mot à son texte.

L’édition française? Je pense à Münevver Andaç, sa traductrice... Cette femme qui a enduré bien des souffrances, avec qui nous sommes devenus amis après avoir fait sa connaissance à Paris dans les premières années de notre exil et dont, en Normandie, peu après le coup d’État de 1980, nous avons partagé le combat et la nostalgie pendant deux semaines avec Fahrettin Petek et Mina Urgan... Peut-on la soupçonner d’avoir imposé le mot “communiste” dans l’édition française du livre?

Alors même qu’elle a aimé Nazım Hikmet, poète communiste emprisonné en Turquie...

Ulvi İçli a raison de poser la question:

“C’est en même temps une grande injustice et un grand manque de respect envers les concitoyens de Nazım, son peuple, ses lecteurs le lisant en turc.

“Mais il y a pire.

“L’édition en anglais imprimée aux États-Unis en 2013 et actuellement en vente est quant à elle basée sur l’édition turque qui n’est pas conforme au texte original de Nazım. Dans cette édition, alors que l’on s’attendrait à trouver “I’m a communist”, on peut lire “I’m a worker”.

“Cela revient à dire que l’œuvre de Nazım est présentée sous une forme altérée à ses lecteurs anglophones des quatre coins du monde.

“Cette injustice et ce manque de respect envers Nazım et ses lecteurs turcophones prend une dimension internationale avec une édition dans une langue telle que l’anglais. Des millions de lecteurs anglophones dans le monde entier seraient en droit d’attendre qu’on les respecte en leur présentant une édition conforme à l’original.

“Les œuvres de Nazım doivent pouvoir être lues telles qu’elles ont été écrites.

“Aucun individu, aucune institution ne peuvent s’arroger le droit d’altérer le contenu de ses œuvres.

“C’est le droit le plus fondamental de Nazım.

“Et celui de ses concitoyens, de ses lecteurs aux quatre coins du monde, de ses amis et de ses frères.”

En tant que journaliste, éditeur et défenseur des droits de l’Homme, j’approuve sans réserve...

On réclame la peine de mort dans la capitale de l’Europe *Artıgerçek, 20 juillet 2017*

Kılıçdaroğlu, leader du CHP, avec ses airs de chef de guerre victorieux, avait donné ses instructions à l’ensemble du CHP après sa “marche pour la justice” fleurie de drapeaux: “Participez aux manifestations populaires du 15 juillet...”

Lors des célébrations du 15 juillet, nous avons activement cherché ces “manifestations populaires” sur les chaînes

de télévision et sur les réseaux sociaux... Oui, nous avons vu partout de nombreuses manifestations, à forte affluence et noyées sous les drapeaux comme en repréailles pour la “marche pour la justice”, mais, comme nous l’avions imaginé, elles n’avaient toutes pour seul but que celui de renforcer le lavage de cerveau au slogan “Un seul drapeau – Une seule nation” utilisé depuis un an par Tayyip pour parfaire de sa propre dictature cette parodie de coup d’État.

Nous n’avons pas entendu dire que ces gens qui ont pendant des semaines marché pour la “justice”, Kılıçdaroğlu en particulier, aient organisé où que ce soit un regroupement, même symbolique, pour protester contre l’injustice et l’oppression de l’après 15 juillet qu’ils critiquent depuis un an.

Mais nous avons appris quelque chose de nouveau en rapport avec cette “marche pour la justice” dans le discours que Kılıçdaroğlu fit devant le groupe parlementaire CHP une fois que le vacarme du 15 juillet se fût calmé. Le principal leader de l’opposition n’avait pas seulement marché pour les journalistes et les enseignants en prison, mais aussi pour Muhsin Yazıcıoğlu, responsable d’innombrables massacres...

Ça ne finira donc jamais! Est-ce à toi qu’il revient de revendiquer la justice pour un individu clairement responsable du passé sanglant d’un mouvement ultranationaliste, incluant l’assassinat de sept jeunes membres du Parti des travailleurs de Turquie en 1978?

Mais qu’est-ce que cela a d’étonnant? Quelqu’un qui ne voit aucun inconvénient à saluer du signe des Loups gris ceux qu’il croise tandis qu’il marche vers Istanbul suivi par des dizaines de personnes en manque de justice peut très bien aller jusque-là.

Comme si les autres cadres de ce parti dont le leader montre de tels signes de déséquilibre étaient plus cohérents!

Le président du groupe CHP au parlement, Engin Altay, en même temps qu’il réagit contre la prolongation de l’état d’urgence, n’hésite pas à laisser la porte ouverte à l’idée de

Tayyip de faire porter aux prisonniers politiques un uniforme semblable à celui de Guantanamo. Voici comment il s'exprime au nom de son parti: "Personne n'a le droit de défier l'État. Nous étudierons lorsqu'elles nous seront présentées les mesures à mettre en œuvre, en nous demandant si elles sont propres à perpétuer la grandeur de l'État."

N'est-ce pas cette immuable mentalité de parti d'État, qui donne le feu vert à l'emprisonnement des leaders du peuple kurde et de ses représentants élus en soutenant la levée de l'immunité parlementaire des députés?

Le terrorisme d'État de Tayyip ne prend pas seulement pour cible ses concitoyens vivant en Turquie, mais aussi les citoyens turcs vivant à l'étranger et qui l'ont soutenu à 70% lors des dernières élections et au référendum...

La plus grande menace, actuellement, est que les biens en Turquie des citoyens fichés par les missions diplomatiques, les mosquées et les espions des associations pro-Tayyip soient saisis après qu'eux-mêmes auront été déchus de la nationalité turque...

Le ministère de l'Intérieur avait publié le 5 juin une première liste de cent-trente personnes. D'après ce qui a été expliqué, à la fin de la période de trois mois qui leur a été signifiée, c'est-à-dire à la fin de la première semaine de septembre, ils perdront leur nationalité à moins qu'ils ne soient rentrés au pays et n'aient fait les démarches nécessaires auprès des autorités compétentes.

Selon ce que dit l'Institut sur l'apatridie et l'inclusion (ISI), qui se trouve aux Pays-Bas, ces personnes, au cas où elles ne trouveraient pas une autre nationalité, se retrouveront apatrides, ainsi que leurs enfants à venir. L'institut précise également que les consulats turcs ne renouvelleront pas les passeports des personnes fichées et que la citoyenneté ne sera pas accordée à leurs enfants à naître.

Notre génération sait très bien quelles douloureuses conséquences cette pratique initiée par la junte d'Evren après le coup

d'État du 12 septembre a pu avoir. Quant aux nouvelles générations, elles peuvent se référer à mon article "Êtes-vous de ceux qui ne sont pas encore rendus apatrides?"

Ceux qui se sont le plus sali les mains avec cette pratique sont les ambassadeurs et consuls représentant la République de Turquie à l'étranger.

L'exemple le plus édifiant en est l'attitude de l'ambassade de Turquie à Bruxelles, capitale de l'Europe.

N'est-ce pas cet ambassadeur qui nous a fait déchoir de notre nationalité en 1981-82, Behice Boran, İnci et moi-même?

Quant à la campagne de lynchage lancée contre nous par l'intermédiaire des médias turcs en raison de critiques faites en 2008, c'est l'un des diplomates les plus proches de Tayyip Erdoğan, Fuat Tanlay, qui en est à l'origine.

Venons-en à la suite... À Mehmet Hakan Olcay qui, depuis 2003, occupe le siège de l'ambassade... Un individu précédemment connu pour avoir été copain comme cochon avec les Gülenistes et qui, jusqu'au prétendu coup d'État du 15 juillet 2016 leur a donné la priorité dans les domaines économique, social et même politique... Qui apportait son soutien à tous les événements organisés par le mouvement, qui y participait et y prenait la parole, racontant avec fierté comment ils menaient la lutte contre les organisations kurdes.

Voici comment le journal güleniste *Zaman*, dans son numéro du 4 avril 2013, rend compte du discours que fit Mehmet Hakan Olcay lors d'une réunion du European Professionals Network (EPN), lié à la FEDACTIO:

"Mehmet Hakan Olcay, ambassadeur de Turquie à Bruxelles, a annoncé que la Belgique était désormais plus déterminée à collaborer avec la Turquie dans le domaine de la lutte antiterroriste. Parlant lors d'une réunion du European Professionals Network (EPN), il a rappelé que lors de la réunion du 22 janvier à Bruxelles des ministères de l'Intérieur, de la Justice et des Relations Turquie-Belgique, le cadre d'une collaboration dans la lutte antiterroriste avait été évoqué.

“L’ambassadeur Olcay, évoquant le procès du PKK qui doit commencer l’année prochaine en Belgique, a dit que ‘le regard actuel de la Belgique sur le terrorisme pourrait prendre une forme très différente et un aspect plus catégorique.’”

Le procès évoqué par Olcay concerne un certain nombre de personnes mises en garde à vue – puis écrouées pour une partie – lors des opérations d’envergure et synchronisées contre les organisations kurdes en 2010 en Belgique, pour lesquelles furent mobilisés des centaines de policiers. La police belge avait effectué des descentes dans vingt-huit adresses de Bruxelles, Anvers, Leuven, Liège, Namur, Charleroi, Dendermonde et Denderleeuw, à la suite de quoi vingt-deux personnalités kurdes avaient été mises en garde à vue et huit d’entre elles écrouées...

Cet ambassadeur qui bombait ainsi le torse devant une assemblée de Gülenistes s’est transformé en un incroyable anti-FETÖ à l’approche de l’anniversaire du prétendu coup d’État.

Le nouvel acte de bravoure de l’ambassadeur Mehmet Hakan Olcay figure ainsi dans le bulletin daté du 11 juillet 2017 de l’agence Anadolu:

“L’ambassadeur Olcay a déclaré que l’une des organisations principales de FETÖ était domiciliée à Bruxelles et qu’elle menait ses activités au sein d’un schéma regroupant quatre-vingt-six associations: “Nous sommes au courant de l’existence de ces associations, nous les connaissons et nous annonçons que d’un côté, elles soutiennent l’organisation terroriste, tandis que de l’autre, elles forment un mouvement s’attaquant à la démocratie en Turquie, et qu’un jour ceux qui en font partie causeront des dommages en Belgique. C’est là, à mon avis, le point le plus important. Car rien ne nous garantit que cette organisation perfide qui est en activité ici ne récidivera pas en commettant en Belgique les crimes qu’elle a commis en Turquie.

“Faisant remarquer qu’il avait été expliqué à ses interlocuteurs belges qu’ils devaient être extrêmement vigilants et ne pas se laisser abuser par FETÖ, Olcay a également dit que la Turquie était au courant de la présence dans le pays de di-

vers fonctionnaires qui avaient fui et demandé l’asile dans les pays européens.

“Faisant savoir que les efforts pour faire extraditer une partie d’entre eux vers la Turquie se poursuivaient, Olcay a également dit: “Nous avertissons également nos interlocuteurs pour que ces démarches de demande d’asile n’aboutissent pas à un soutien de l’organisation terroriste et qu’elles ne soient pas instrumentalisées à de mauvaises fins. Nous continuons à travailler sur le front le plus large possible.”“

Ces excellences se firent encore plus combattives lorsque le vice-Premier ministre Numan Kurtulmuş arriva au Métropole, luxueux hôtel de Bruxelles, pour commémorer le 15 juillet. Il faut rendre à César ce qui appartient à César... Le fait que la Belgique ait fait preuve de son laxisme habituel en autorisant Kurtulmuş à participer aux commémorations du 15 juillet alors que les Pays-Bas et l’Autriche avaient, chez eux, interdit aux ministres turcs d’y participer a dû faire gagner des points à Olcay auprès de Tayyip.

Encouragé par cette tolérance dont on avait fait preuve à son égard, Kurtulmuş, qui a trahi le Parti de la félicité, dont il était secrétaire général, pour rejoindre l’AKP après qu’on lui avait promis un fauteuil de ministre, a répondu aux cris de “La peine de mort pour les putschistes” qui s’élevaient dans la salle décorée de fond en comble de drapeaux turcs en donnant les garanties nécessaires:

“Tous les traîtres recevront la sanction qu’ils méritent, n’ayez aucun doute à ce sujet.”

Alors, l’hystérie pro-peine de mort s’empara de l’assistance et les drapeaux s’agitèrent de plus belle...

Dans l’assistance, un excité hurla une nouvelle fois la “volonté nationale”: “Que plus un seul de ces terroristes ne respire!”

Dans les villes belges de Bruxelles, d’Anvers, de Gent et de Liège, comme dans toutes les métropoles à forte densité migratoire turque, les commémorations du 15 juillet furent

l'occasion de souffler sur les braises pour raviver la "chasse aux opposants".

Le non-renouvellement du passeport ou la déchéance de la nationalité sont les armes les moins effrayantes utilisées dans cette chasse...

Le "Que plus un seul de ces terroristes ne respire!" de la volonté nationale est d'ores et déjà appliqué... Le fait qu'İbrahim Anaz, sympathisant du mouvement güleniste, ait été blessé à coups de couteau par l'un des militants de Tayyip la première semaine de juillet dans la ville de Merksem exacerbe les inquiétudes...

Qui sait ce que ne feront pas ses combattants dévoués lorsqu'ils reviendront en Belgique fin août après avoir profité des vacances d'été pour aller commémorer le 15 juillet en Turquie? Tayyip n'a-t-il pas annoncé qu'il allait "prendre des scalps"? Son ministre-transfert n'est-il pas allé donner des garanties aux partisans de la peine de mort dans la capitale de l'Europe?

Peu importe que Junker, le président de la Commission européenne, ait qualifié de "ligne rouge" un retour de la peine de mort, les disciples de Tayyip ont beau être citoyens de Belgique, pays membre de l'Europe, leurs signes distinctifs nationaux sont maintenant la peine de mort, le scalp et l'assassinat des terroristes...

Du statut de traître à la patrie...

Artıgerçek, 27 juillet 2017

Jeudi soir... Un message de Christophe Lamfalussy, journaliste extrêmement sensible aux problèmes turcs au journal *La Libre Belgique*: "J'ai appris que Sevan Nişanyan s'était évadé des prisons turques et qu'il se trouvait maintenant à l'étranger... Je voudrais écrire quelque chose là-dessus... J'ai trouvé beaucoup de choses sur lui sur Internet... Peux-tu me

dire où il se trouve maintenant? Était-il venu en Belgique avant d'être emprisonné, si oui quand? Et toi, que penses-tu de lui?"

Oui, nous aussi nous avons écrit sur l'évasion de Sevan et son départ de Turquie, mais nous ne savions pas où il se trouvait à présent.

"Je vais faire des recherches pour savoir où il est, ai-je répondu. Il était venu en Belgique pour donner une conférence le 23 juin 2013 à l'appel de nos amis assyriens: "Où en est la liberté d'expression en Turquie?"... L'État turc avait répondu à cette question en l'emprisonnant à son retour en Turquie, le 2 janvier 2014, au prétexte d'une construction illégale à Şirince."

Quant à ce que je pensais de Sevan, je l'ai exprimé l'année dernière, le 23 septembre 2016, dans un message envoyé pour la cérémonie de remise du prix William Saroyan organisée par le ministère arménien de la Diaspora et qui a eu lieu en son absence dans les salons de Cezayir, à Istanbul.

Voici ce que je disais dans ce message, dont j'envoyai à Christophe la traduction française:

"Je suis particulièrement ému que la République d'Arménie décerne le prix William Saroyan à Sevan Nişanyan, l'un de nos plus grands intellectuels, détenu en otage depuis des années dans les prisons de la République de Turquie, pays négationniste du génocide et champion du piétinement des droits de l'Homme.

"Lorsque Sait Çetinoğlu m'a annoncé la tenue de cette cérémonie, je me suis retrouvé soixante-trois ans en arrière, en cette année 1953 où j'ai commencé ma carrière de journaliste. En ces jours où j'ai lu pour la première fois *Mon nom est Aram*, publié cette année-là pour la première fois par les éditions Varlık... J'avais lu avec un tel engouement cette vie américaine d'immigrés arméniens arrachés à leur patrie d'origine...

"En ces années-là, le génocide arménien était tabou...

"Et à peine deux ans plus tard, il y aurait le pogrom de 1955, ciblant Grecs et Arméniens d'Istanbul...

"C'est dans cette ville qu'est né Sevan, l'année suivante...

Ce Sevan qui révéla mieux que quiconque les vraies valeurs de ce pays comme pour défier ceux qui avaient jugé son peuple digne de toutes ces souffrances et de toute cette cruauté, ce Sevan qui écrit dans un turc meilleur que celui de ceux qui dirigent la Turquie, ce Sevan qui a recréé Şirince, un village abandonné par les Grecs, cet autre peuple chassé de ses terres...

“Qu’un intellectuel de cette trempe soit en prison depuis des années, dans un pays où même le palais présidentiel a été construit de manière illégale... Pour qu’il ne produise plus, pour qu’il ne crée plus... Malgré tout il produit... Et il crée.

“Sevan, avec qui İnci et moi avons l’honneur de partager le prix des droits de l’Homme Ayşe Nur Zarakolu...”

“La Turquie ignore ta valeur mais la nation arménienne, avec sa jeune république et sa diaspora, elle, ne t’oublie pas...”

“Le prix qui t’est décerné aujourd’hui est en même temps un prix décerné de manière posthume à ce grand écrivain de la diaspora que fut William Saroyan...”

“Un prix qu’il partage avec un intellectuel arménien qui, un siècle plus tard, prend son envol en fendant les rochers sur les terres que sa famille a été forcée d’abandonner...”

“Un intellectuel dont le nom est Sevan...”

L’article sur Sevan de Christophe est paru dans *La Libre Belgique* le 22 juillet 2017 sous le titre “Pourquoi Sevan Nişanyan, intellectuel turc hors normes, s’est fait la belle”. Cet article, qui racontait quel genre de personne est Sevan, insistait sur le fait qu’il n’avait pas été condamné à cause de la maison de Şirince mais parce qu’il défendait le droit de critiquer l’islam.

Le jour où l’article a été publié et où nous l’avons partagé sur Facebook, nous avons reçu un message de Sevan lui-même:

“Un bonjour d’Athènes... J’espère que vous vous portez au mieux...”

Christophe, que nous avons tout de suite mis en relation avec lui, a alors publié dans *La Libre Belgique*, le 25 juillet 2017, un article plus détaillé intitulé “Sevan Nişanyan a fui la Turquie: “Je crois que le gouvernement est heureux de me voir partir””:

“Sevan Nişanyan, un intellectuel turc d’origine arménienne qui s’est échappé de Turquie la semaine dernière, compte demander l’asile politique à la Grèce ce mercredi matin, dit-il dans une interview à *La Libre Belgique*, par téléphone, d’Athènes où il a trouvé refuge. “Cela faisait trois ans et demi que j’étais en prison et le temps me semblait indéfini. Ils pouvaient me garder encore 6, 7, 8 ans”, dit-il, pour expliquer son geste. “Je crois que le gouvernement turc est heureux de me voir partir. La situation devenait embarrassante pour lui”.

“Personnage hors normes et éclectique, Sevan Nişanyan avait été emprisonné le 2 janvier 2014 sous le prétexte, selon lui fallacieux, d’une construction illégale dans le village historique de Şirince, près de la mer Egée ; en réalité parce qu’il avait en septembre 2012 réclamé le droit au blasphème, y compris à l’égard de l’islam, ce qui lui avait valu une attaque frontale de la presse proche du parti islamo-conservateur, l’AKP.

“Pour lui, la Turquie “est en train de vivre une période de folie”, “une rupture de rationalité”. “Le président (Erdoğan) est un symptôme de cette folie. L’État turc a perdu sa direction”, ajoute-t-il en se disant assez optimiste que cette période va “bientôt se terminer” et que la raison va prévaloir.

“Son souhait le plus cher, dans l’immédiat, est de retrouver la sérénité, de s’installer sur une île de la mer Egée, tout près de la Turquie et de son village de Şirince. Il entend mettre à profit cette période d’exil pour terminer trois livres qu’il a préparés en prison, deux sur la linguistique turque et un sur la religion.”

Alors que je suis en train d’écrire ces lignes sur Sevan, qui dit: “L’oiseau s’est en volé. C’est pour les 80 millions qui restent que ça va être difficile”, İnci pose devant moi un document qu’elle a trouvé dans les archives qu’elle est en train d’éplucher.

Décision du gouvernement turc n°23102 du 25 juillet 1951...

Nous lisons ensemble: “Étant considéré que la notification susceptible d’être faite au communiste notoire Nazım Hikmet Ran – qui s’est enfui sans passeport d’Istanbul pour rejoindre la Roumanie et, de là, s’est rendu à Moscou où il a fait des déclarations à l’aéroport contre son pays avant de se lancer dans une large campagne de propagande contre le régime turc et les membres du gouvernement à la radio, et qui accomplit la mission que lui a confiée le gouvernement soviétique avec ses publications dont le but est de diffuser le communisme – de renoncer à ses activités resterait probablement sans suite, il a été décidé, le 25/7/1951 par le Conseil des ministres, suite à la lettre du ministère de l’Intérieur n°40945 du 23/7/1957 et selon l’article 10 de la loi n°1312, que la nationalité turque lui serait retirée.”

Les premiers signataires de ce document sont le président de la République Celal Bayar et du Premier ministre Adnan Menderes, qui ont accédé au pouvoir en tenant pendant cinq ans des discours sur la démocratie, et les intellectuels distingués, membres du même gouvernement, Samet Ağaoğlu, vice-Premier ministre, et Fuat Köprülü, ministre des Affaires étrangères...

Nazım a quitté ce monde en 1963 à Moscou en tant qu’apatride, mais il était en réalité citoyen du monde.

Sevan, qui vient d’être forcé d’abandonner la Turquie pour vivre en exil soixante-six ans après que Nazım Hikmet ait été déchu de sa nationalité, va-t-il subir le même traitement?

Ceci est l’État de la République de Turquie... Quels que soient ses dirigeants, c’est un État ennemi de toutes les bonnes valeurs du peuple et des lumières de l’esprit...

Nous, nous avons été rendus apatrides par des despotes à épauettes dans les années quatre-vingt...

Yılmaz Güney, Behice Boran, Ahmet Kaya ont fait leurs adieux au peuple de Turquie, qu’ils aimaient tant, en tant qu’apatrides, mais ils étaient citoyens du monde.

Actuellement, le nombre de journalistes, universitaires et artistes forcés de s’exiler à l’étranger plutôt que de se sou-

mettre au dictat islamiste de Tayyip augmente à vue d'œil...
La menace de l'apatridie plane au-dessus de leurs têtes
comme une épée de Damoclès...

Les cent trente personnes dont on a annoncé qu'elles se-
raient déchues de la nationalité si elles ne se rendaient pas
dans les trois mois sont encore en train de compter les jours...
Les ambassades et consulats turcs, les associations turques
pro-Tayyip et les mosquées préparent les listes de "ceux qui
doivent à tout prix être déchus de leur nationalité"...

Qu'ils les préparent, que le mot "traître à la patrie" reste
sur leurs lèvres, qu'ils les poursuivent, ces déchéances de na-
tionalité...

Qu'a dit notre grand poète lorsqu'il a été accusé d'avoir
trahi la patrie?

*Oui, je suis un traître à la patrie, et vous êtes des pa-
triotés, vous aimez votre pays,*

*Moi, je suis un traître à mon pays, un traître à ma patrie,
Si la patrie, ce sont vos fermes,*

*Le contenu de vos caisses et vos carnets de chèques,
Si la patrie c'est crever de faim le long des trottoirs,
Si c'est trembler de froid comme un chien en plein été et
se débattre avec la fièvre jaune,*

Si la patrie boit notre sang rouge dans vos usines,

Si la patrie est dans les ongles de vos aghas,

*Dans votre catéchisme aux lances, dans la matraque des
policiers,*

Dans vos indemnités, dans vos salaires,

*Si la patrie, ce sont les bases américaines, la bombe amé-
ricaine, les canons américains,*

*Si la patrie, c'est ne pas pouvoir se dépêtrer de nos té-
nèbres putrides,*

Alors je suis un traître à la patrie.

*Écrivez-le sur trois colonnes en caractères bien noirs qui
hurlent:*

Nazım Hikmet persiste dans sa trahison à la patrie.

Muncusun... Mancusun... Le prix à payer du génocide *Artıgerçek, 10 août 2017*

La semaine dernière, je venais juste de transmettre à *Artıgerçek*, à une heure tardive, l'article dans lequel j'avais demandé que l'on essaie de rendre justice contre les crimes de masse commis à l'époque ottomane et sous la République de Turquie, quand j'ai trouvé sur Internet un travail académique de 262 pages intitulé *Kayseri, ses richesses culturelles arméniennes et grecques* publié par la fondation Hrant Dink.

Voyant le nom de Kayseri associé à l'adjectif "arméniennes", j'ai immédiatement laissé de côté ce que j'étais en train de faire pour me plonger sans attendre et avec une grande curiosité dans la lecture de ce document. Celle-ci m'entraîna soixante-dix ans en arrière, à l'époque de mon enfance. Et lorsque je me trouvais face à face avec un tableau figurant dans ce livre, quelque chose se noua dans ma gorge et mes yeux s'embuèrent.

Ce tableau montrait les coordonnées de sept églises, une chapelle, deux monastères, deux écoles et un cimetière qui, avant le génocide, se trouvaient dans le village de Güneşli, qui est relié à la commune de Kocasinan, dans la province de Kayseri. Il ne restait désormais dans cette région aucune trace ni de leur nom, ni de leur présence physique!

Le nom d'origine de ce village que l'on connaît aujourd'hui sous le nom de Güneşli est Muncusun, nom qu'il portait encore en 1944 quand j'y étais écolier. Il faut donc croire que Muncusun a été victime de la pratique négationniste qui a consisté à turciser, dans les années suivantes, les toponymes arméniens, grecs et kurdes.

Voici les informations que j'ai pu donner sur l'arménité de Muncusun dans la partie concernant les années de la Seconde Guerre mondiale des mémoires que j'ai écrits en 2010:

"L'une des images que les jours passés à Muncusun ont laissé dans ma mémoire est celle de Karabet, le seul Arménien

de ce village où il vivait seul, gagnant sa subsistance en faisant des petits boulots. La quasi-totalité des habitants étaient des émigrés de Roumélie que l'on avait installés ici après l'émigration balkanique. Qui avait peuplé Muncusun avant eux et où étaient-ils maintenant? On n'évoquait jamais cette question. Quant à l'origine de Karabet, elle restait un mystère, du moins pour nous, les enfants. La seule chose que nous sachions, c'est que cet homme tout rabougri, blagueur et plein d'humour, était très aimé, voire très respecté, des villageois.

“On disait qu'une poignée d'Arméniens se trouvaient aussi dans les villages et les bourgades des environs. Mais on n'évoquait jamais la question de savoir d'où ils venaient ou de quel passé ils étaient la survivance.

“C'est plus tard que j'appris quel drame avait vécu Karabet et les autres Arméniens de Kayseri. Car cette province, avant le génocide, était une région importante des terres arméniennes.

“D'ailleurs, Sinan, ce “grand architecte turc” dont se vantent nos nationalistes était, comme nombre de grands artistes et hommes de science, d'origine arménienne. Il était né en 1489 dans le village local d'Ağırnas et son nom de naissance était Armen.

“L'épuration de Kayseri de sa population arménienne avait été entamée en 1895 par les régiments Hamidiye. Le grand inventeur Oscar H. Banker, né dans une famille arménienne de Muncusun, est un rescapé des massacres commis par ces régiments.

“Ce terrible hiver de 1944 passé près du mont Erciyes ne s'est pas limité à son froid glacial, la pauvreté apportée par la guerre et des relations humaines dramatiques. Il y eut aussi de belles choses que je n'oublierai jamais tant que je vivrai.

“En mars, les neiges fondaient et se transformaient en petits ruisseaux coulant comme du cristal au son d'un *ciımbiış* joué rappelant Sibelius et son *En Saga*, fendant les glaces sur les flancs de la montagne... Lorsque nos leçons étaient

terminées, nous y grimpons comme des fous pour étancher notre soif à ces eaux cristallines, puis planter à l'aide de nos couteaux des perce-neiges et des crocus...

“Veiller dans l'étable pour pouvoir goûter à ce premier lait des brebis après qu'elles aient mis bas, que l'on appelait “la bouche”...

“Et puis, toujours en mars, ou en avril, frapper les œufs les uns aux autres après avoir fait bouillir des pelures d'oignons pour les teindre en rouge...

“Teindre les œufs... L'un des rituels de la fête de Pâques... Peut-être même le seul souvenir, en-dehors de Karabet, laissé par les Arméniens, ces véritables propriétaires de Muncusun, qui ont été déportés...”

Lisant ce document historique de la fondation Hrant Dink, je me remettais également moi-même en question. Oui, j'étais enfant à l'époque, mais n'avais-je vraiment remarqué sur aucune pierre ou ruine, aucune croix, aucune inscription dans ce Muncusun autrefois si arménien avec ses églises, ses écoles, ses monastères et son cimetière?

Peut-être que nous les avons remarquées mais que nous étions trop aveuglés à ce sujet, comme tous ces enfants prêtant serment chaque jour à l'école au refrain: “Je suis Turc, je suis droit” et forcés ainsi de confier leur existence à la turcité?

Et ces anciens villages arméniens dont je n'ai pas peu arpenté les rues, dans les vignes et les vergers desquels j'ai goûté tant de raisin, de cerises, d'abricots, de pêches et de noix: Gesi et ce Mancusun dont le nom rime avec Muncusun.

Tant d'églises, d'écoles, de monastères... Oui, Arméniens et Grecs ont été présents dans la région tout au long de l'histoire, mais depuis le génocide sanguinaire de l'Empire ottoman et de la République de Turquie, ils en ont en grande partie disparu.

Malgré tout, il a été accordé une grande place dans ce livre à des photographies des constructions arméniennes qui sont encore debout, laissées à l'abandon et très endomma-

gées. Il n'y en a qu'une qui provienne de mon village de Muncusun, avec sa légende affligeante: "De l'église arménienne du quartier Güneşli à Kocasinan (l'ancien village Muncusun) ne reste que l'abside."

Avec les copains, nous jouions à cache-cache dans cette abside, mais sans savoir que c'était le vestige d'une église, sans jamais nous douter qu'à une époque se tenaient là des messes, qu'on y mariait les jeunes gens, qu'on y baptisait les bébés...

Les chercheurs, après avoir dit qu'"à une époque, Arméniens et Grecs, avec des populations équivalentes, étaient deux communautés ethniques et religieuses non musulmanes faisant partie intégrante de la démographie de la région", confiaient les sources auxquelles ils avaient eu accès au prix de mille efforts et qu'ils s'étaient aveuglés à déchiffrer:

"À côté des archives ottomanes de l'État, des sources primaires et secondaires ont été utilisées. Les sources primaires sont les suivantes: les recherches du géographe français Vital Cuinet sur l'Empire ottoman à la fin du XIXe siècle, la liste des églises et monastères arméniens établie et éditée par Aram Khaçaduri Safrastyan et traduite de l'arménien au turc par Zakarya Midanoğlu pour le patriarcat arménien de Constantinople en 1912-13 en vue de la soumettre au ministère de la Justice, l'inventaire de l'héritage ecclésial publié en 1912 par la Fondation Mikrasiatis des Grecs d'Anatolie, les archives du journal *Agos*, les récits de voyage publiés en 1841 du géologue et voyageur anglais William Ainsworth et les cartes postales de la collection Calumeno présentant des tranches de la vie des Arméniens de Turquie au début du XXe siècle, réunies et publiées par Osman Köker."

Le respectable message à la fin du livre sonne quant à lui sérieusement l'alarme:

Le processus d'inventaire et d'étude dont les résultats sont présentés dans ce livre montre à quelle vitesse effrayante les bâtiments disparaissent, subissant des dommages irrépa-

rables et tombant dans l'oubli. On constate, particulièrement lorsque l'on remonte la trace des sources photographiques, qu'une grande partie de ces édifices est dans un état méconnaissable, quand ils n'ont pas totalement disparu.

“Les images et statistiques présentées dans ce livre doivent être considérées comme une photographie prise en 2015 de l'héritage culturel des édifices publics arméniens et grecs de la province de Kayseri.

“Ce travail est également à prendre comme un repère et un avertissement que l'on pourrait utiliser pour comprendre l'envergure des dommages que pourraient subir à l'avenir les richesses culturelles en question, qui actuellement se détériorent et disparaissent.”

Cela va sans dire. Tandis que je rangeais cet important travail dans mon archive numérique, une information du 8 août 2017 arriva sur mon écran:

Suivant les propositions, faites à l'assemblée, des députés de l'opposition, une plage et des toilettes publiques ont été aménagées sur l'emplacement d'un cimetière arménien sur l'ordre de l'administrateur nommé à la mairie d'Edremit, dans la province de Van...

On s'arrêterait là? Le même jour, l'agence Sputnik nous donne cette autre information:

“Dans le village de Yukarı Bakraçlı de la province de Van, l'historique monastère de Varagavank (les sept églises), est menacé de destruction... Ce monastère composé de sept églises a subi d'importants dommages après le génocide arménien de 1915 et, dans les années soixante, le préfet de l'époque l'avait partiellement fait détruire. Les pierres descellées des murs du monastère ont servi à la construction de la mosquée et de maisons du village.”

On attend mieux du sultanat de ce Tayyip qui joue à la domination mondiale des musulmans sunnites en remplissant de mosquées les quatre coins du pays et en créant à Istanbul une université islamique qui rivalise avec Al-Azhar au Caire.

Les églises de Turquie sont-elles les seules à être transformées en mosquées?

Yusuf Kaplan, journaliste à *Yeni Şafak*, avait annoncé la bonne nouvelle le 8 octobre 2014:

“En Occident, et en particulier en Europe, le christianisme est fini. Sur les terres où il est né, il n’y a plus à sa place qu’un grand vide. En Europe, on ferme les églises, qui les unes après les autres deviennent des mosquées. C’est l’une des principales raisons pour lesquelles les Européens craignent l’islam et le haïssent de plus en plus: alors que même en Europe le christianisme est quasiment en train de s’effacer, l’islam, lui, malgré toute la propagande contre lui et cette ineptie qu’est l’islamophobie, se diffuse rapidement.”

Rien d’étonnant... Juste à côté du grand bureau de poste de Bruxelles d’où j’expédie mon courrier depuis des années, s’élevait jusqu’à deux ans plus tôt une église, avec une énorme croix sur son vitrail... Comme elle n’était plus fréquentée, elle a été mise en vente, la confrérie des *Nurcu* l’a achetée, et c’est maintenant une école coranique...

Personne n’ignore que les églises, dont le nombre de fidèles diminue progressivement, sont mises en vente les unes après les autres, particulièrement en Belgique et en Hollande... C’est une affaire qui ne concerne que l’Église...

Mais ce n’est pas de l’islamophobie que de protéger du pillage musulman celles des églises arméniennes et grecques de Turquie, dont la plupart ont disparu après le génocide, qui restent debout, c’est la marque du respect nécessaire envers l’histoire du pays et la mémoire des peuples qui ont fondé des civilisations sur ces terres.

Dans mon dernier article, j’avais parlé de l’importance vitale de revendiquer la laïcité. Pas une laïcité bourrée de concessions à l’islam, mais une laïcité qui garantisse à tous, aux Chrétiens, aux Juifs, aux personnes sans confession ou aux athées autant qu’aux Musulmans, une vie dans la liberté et l’égalité des droits!

Je me répète et en appelle à ces lieux dont j'ai éprouvé, des années plus tard, la douleur de ne pas avoir connu et su reconnaître leur souffrance:

Muncusun des Arméniens, Mancusun des Arméniens, Gesi des Arméniens, je vous salue de tout le manque que j'ai de vous depuis soixante-treize ans...

Le despote dans le quartier des socialistes historiques...

Artıgerçek, 24 août 2017

Dans mon article intitulé "Les cornouilles sont-elles mûres? Le seront-elles bientôt?" qui est paru lundi dernier, en Turquie sur *Bianet*, en Europe sur *İnfo-Türk, Avrupa Forum* et *Avrupa Sürgünleri*, j'avais demandé pourquoi, en Turquie, à chaque fois que le mouvement socialiste s'apprêtait, comme le cornouiller, à donner des fruits, il prenait des coups:

"Verra-t-on le printemps de la gauche, alors qu'en cette période sombre l'islamo-fascisme survolté s'apprête à étrangler la Turquie?"

En réalité, cette question ne concerne pas seulement la Turquie, mais aussi les partis socialistes de Belgique et de France qui, ces dernières décennies, connaissent l'effondrement bien qu'ils n'aient jamais subi aucun terrorisme d'État...

Hier, lorsque j'ai vu que le despote Erdoğan avait lancé la fatwa suivante: "Les communistes et ceux qui ont des opinions de gauche ne sont pas patriotes", le vase a débordé et je me suis dépêché de sortir... Cette fois, je ne pouvais pas me contenter de l'avenue Voltaire ou du parc Josaphat. J'ai imposé un effort à mes jambes et suis allé prendre l'air beaucoup plus loin, sur l'avenue Jean Jaurès.

Jean Jaurès, fondateur du journal *L'Humanité*, assassiné lâchement pour son opposition à la guerre... Grand penseur ayant parfaitement concilié internationalisme et patriotisme...

Après avoir arpenté un moment l'avenue portant le nom de cet homme qui avait marqué, en France, à la fois le mouvement socialiste et la profession qui est aussi la mienne, j'ai pris la rue Anatole France, qui la croise, puis l'avenue Émile Zola qui mène, un peu plus bas, à la gare de Schaerbeek.

Mille et une questions dans la tête...

Recep Tayyip Erdoğan, pur produit des panislamistes, bras-droit en Turquie de l'obscurantisme saoudien financé par l'impérialisme américain avec l'argent du pétrole pour prévenir l'éveil révolutionnaire au Moyen-Orient... Est-ce que ce sont ceux qui ont défendu l'impérialisme américain en attaquant, en ce dimanche sanglant de 1969, ouvriers et étudiants révolutionnaires parce qu'ils s'opposaient à la 6^e flotte, qui sont patriotes?

Est-ce que ce ne sont pas tes ancêtres qui ont attaqué notre grand poète Nazım Hikmet parce qu'il avait "trahi la patrie"?

Et les socialistes français Jean Jaurès, Anatole France, Émile Zola, qui ont défendu l'honneur de leur pays et les droits et libertés de leur peuple au prix de leur vie, n'étaient-ils pas patriotes?

Une autre question me trotte dans la tête:

Pourquoi le conseil communal de Schaerbeek, où aujourd'hui siègent en nombre des descendants d'immigrés turcs et marocains, a-t-il honoré, il y a cent onze ans, ces trois grands défenseurs de la pensée de gauche, Jaurès, France et Zola en donnant leurs noms à des avenues?

Parce qu'à cette époque-là, cette deuxième plus grande commune de Bruxelles était dirigée par le Parti ouvrier belge (POB), précurseur du Parti socialiste. Et à cette même époque, Schaerbeek était l'une des premières communes à protester contre le génocide arménien de 1915.

Mais aujourd'hui, douze des quarante-huit conseillers communaux de Schaerbeek sont citoyens turcs et la plupart d'entre eux nient le génocide arménien et applaudissent ce

Tayyip qui a instauré l'islamo-fascisme en Turquie... Un conseiller de la précédente législature était même allé, en 2009, jusqu'à écrire un livre en français démontrant que ce n'étaient pas les Turcs qui avaient commis un génocide contre les Arméniens mais les Arméniens qui avaient massacré les Turcs, livre qu'il avait distribué à toutes les institutions politiques de Belgique.

Oui, dans cette commune aussi, comme dans celle de Saint-Josse où huit conseillers communaux sur vingt-neuf sont citoyens turcs, le lobby de l'État turc est on ne peut plus efficace. Ils observent toutes les directives de Tayyip en répondant: "À vos ordres"... En outre, cinq des douze conseillers communaux turcs de Schaerbeek sont affiliés au Parti socialiste de Belgique, tout comme cinq des huit conseillers communaux de Saint-Josse, y compris Emir Kir...

Reste qu'à l'approche des élections communales de 2018, ces élus citoyens turcs, en particulier ceux qui sont membres du Parti socialiste, sont à double titre en état de panique.

Tout comme en France, le Parti socialiste s'attend à une débandade électorale, d'un côté à cause des scandaleuses affaires de corruption auxquelles il est mêlé, de l'autre parce que la concurrence du *Parti du travail de Belgique (PTB)* se fait de plus en plus rude... La plupart d'entre eux ayant jusqu'à présent été élus sur les listes du PS bien qu'ils ne soient pas socialistes, ont peur de ne pas être réélus à cause des pertes de voix du parti, même s'ils obtiennent celles des électeurs turcs.

Plus grave encore, la position des électeurs turcs dont les trois quarts, au dernier référendum, ont dit "Oui" à la constitution de Tayyip provoquent des idées noires dans tous les partis politiques de Belgique... D'autant qu'il ne fait aucun doute que Tayyip, qui s'est mis en tête de fourrer son nez dans les affaires intérieures de l'Allemagne avant les élections en donnant ouvertement des directives aux électeurs d'origine turque, fera de même lors des élections municipi-

pales de l'année prochaine en Belgique, même si ce n'est pas directement mais par l'intermédiaire de ses partisans présents dans le pays.

Les vociférations despotiques de Tayyip menacent désormais le quartier des socialistes historiques de Bruxelles...

En résumé, des jours plutôt difficiles attendent les élus turcs de ces deux communes du fait, d'un côté, de l'irrésistible effondrement du PS et, de l'autre, des ingérences difficilement digérables de Tayyip.

Soit... Pour ma part, je termine mon petit tour dans ces rues qui ont été honorées, il y a un siècle, du nom de trois socialistes internationalistes et je rentre par l'avenue Voltaire me mettre devant mon écran.

Plein de la fierté et de l'honneur d'être dans le même camp que les patriotes, socialistes et internationalistes Nazım Hikmet, Jean Jaurès, Anatole France et Émile Zola...

La bataille de Belgique de la nation kurde

Artıgerçek, 21 septembre 2017

Je me rappelle mes premières années en Belgique où je suis arrivé en tant qu'exilé en 1971... Dans l'édition européenne de *Milliyet* achetée à la gare d'Anvers, une série d'articles de Metin Toker s'efforçait de légitimer le coup d'État: "Ils se tirent dessus à droite comme à gauche"... Dans la partie consacrée à *Ant*, annoncée en couverture sous le titre "Tout régime fasciste est condamné à s'écrouler", Doğan Özgüden était qualifié de "tout particulièrement pro-kurde".

Pourquoi? Parce que dans la revue *Ant*, bravant les tabous, nous avons consacré une large place à la question kurde, nous avons parlé des "peuples de Turquie", nous avons fait part des annonces des Foyers culturels de l'Est révolutionnaire (DDKO) fondés à l'initiative de l'héroïque jeune Kurde Necmettin Büyükkaya et nous avons publié le *Şerefname*, pre-

mière grande œuvre sur l'histoire kurde, dans la traduction en turc de notre cher ami Mehmet Emin Bozarlan.

Nous avons alerté l'opinion en publiant dans *Ant* les détails de l'effrayante opération terroriste entreprise contre le peuple kurde par les gendarmes et les commandos dans les provinces de Diyarbakır, Mardin et Siirt en avril 1970.

Par la suite, on annonce que je suis recherché par l'État-major de Diyarbakır dans un communiqué diffusé par la radio La Voix de la Turquie que nous parvenions à écouter avec force grésillements lors de notre exil à Berlin.

Comme s'il ne suffisait pas que je sois recherché dans le cadre du fantaisiste procès contre le TKP en plus d'innombrables plaintes dans le cadre de mes activités de presse, le dossier de la plainte déposée en vertu de l'article 142 contre le Dr. İsmail Beşikçi pour son article, publié dans *Ant* et intitulé "Les Causes de l'état d'abandon de l'Est anatolien" et contre moi en tant que directeur de la publication, avait été envoyé à l'État-major de Diyarbakır...

En ces années-là, il n'y avait encore en Europe aucune organisation kurde. Les Kurdes du nord de l'Irak s'efforçaient quant à eux de mettre en place un régime autonome en suivant un accord passé l'année précédente avec le régime de Saddam.

Alors que nous lisions les nouvelles relatives au Kurdistan dans la résidence étudiante de l'université libre de Berlin où nous logions, un leader étudiant qui posait sur la question kurde un regard kémaliste malgré son opposition à la junte était passé dans notre chambre et, voyant les titres, avait demandé d'un air un peu déconfit:

– Il sort d'où ce Mustafa Barzani?

– D'où veux-tu qu'il sorte, ai-je répondu. C'est le père des Kurdes, Atakurde, quoi!

L'année suivante, alors que nous mettons sur pied, à Paris, le mouvement Résistance démocratique et menons campagne contre la junte, nous faisons face à une belle surprise. Notre

ami kurde, l'avocat Mehmet Ali Arslan, qui a un temps été secrétaire général du TİP et qui a lui aussi fui la Turquie après le coup d'État, a obtenu l'asile politique à Paris.

Nous le retrouvons de temps à autre, discutons jusqu'au petit matin. Il nous apprend beaucoup de choses sur les problèmes, les revendications et la richesse culturelle du peuple kurde. Il apporte avec lui de nombreuses cassettes de musique kurde enregistrées à partir d'émissions en kurde de Radio Arménie, nous les écoutons abondamment tout en discutant.

Dans la lutte que Résistance démocratique mène contre la junte au Conseil de l'Europe et au Parlement européen, nous nous efforçons de faire connaître les mesures de répression pratiquées contre le peuple kurde en traduisant en diverses langues les documents qui nous viennent clandestinement de Turquie.

Les années suivantes, nous avons été proches de presque toutes les initiatives kurdes en Europe. Nous sommes en contact avec la revue *Ronahî*, publiée dans la première période de son exil par Kemal Burkay. Par la suite, nous apportons un soutien constant aux organisations de migrants Komeleya Karkerên Kurdistan (KOMKAR) et Komelên Karkerên Demokratên Kurdistan (KKDK), créées en Allemagne.

Mais comment organiser l'engagement des ouvriers kurdes en Belgique, où les missions diplomatiques et les organisations fascisantes turques peuvent facilement faire pression sur les masses de migrants, quand il est extrêmement risqué de simplement dire ouvertement que l'on est kurde. Quand, lorsque je réalisais des entretiens dans les régions minières avec des ouvriers originaires de Turquie, je demandais à ceux dont j'avais compris qu'ils n'étaient pas turcs s'ils étaient kurdes, j'obtenais toujours une réponse du genre: "Kurde? Ça veut dire quoi d'abord? Moi je suis turc, *elhamdülillah!*"

Une information du 13 septembre 1978 montre le premier signe, pour İnci et moi-même, de l'approche d'un nouveau coup d'État en Turquie. Nous alertons en plusieurs

langues l'opinion européenne sur l'exercice J-78 des forces aériennes à Yüksekova, préparation des unités de gendarmerie pour réprimer un probable soulèvement kurde.

Le premier événement montrant une présence massive des Kurdes en Europe est la grande manifestation organisée à Bruxelles le 9 décembre 1979 contre les fusées Pershing et Cruise des USA et les fusées SS-20 de l'URSS... À cette époque-là, le PKK n'existe pas encore en Europe. C'est la fédération de migrants kurdes chapeauté par le Parti socialiste du Kurdistan de Turquie (TKSP), la KOMKAR, qui est massivement présente, et en costume national, à ce défilé. Le son de leurs tambours résonne sur tout l'itinéraire.

C'est dans ce contexte que naît la première organisation kurde de Belgique: Tekoşer, créée sous l'égide de Derwich Ferho et ses camarades... Et qui après le coup d'État du 12 septembre vient prendre sa place dans la lutte commune contre la junte, avec les organisations démocratiques turques et les syndicats belges. Même si une association proche du TKP, avançant que les Kurdes s'y représentaient eux-mêmes, s'est d'abord opposée à ce que Tekoşer prenne place sur la plateforme d'organisations démocratiques de la région flamande, le mouvement parvient, avec le soutien des autres organisations démocratiques, à faire accepter aux Belges que le peuple kurde soit représenté avec sa propre organisation.

Lors de la grande soirée organisée contre la junte le 14 février 1981 à Bruxelles par l'organisation Union pour la démocratie, dont j'étais président, Tekoşer fait entendre à l'opinion européenne la voix du peuple kurde avec son message et son groupe folklorique.

Je me rappelle que la revue *Tekoşer*, qui ne disposait pas encore de moyens techniques propres, a été un moment mise en page par *İnfo-Türk*. En cette période où le kurde écrit était rare, c'est Derwich Ferho qui écrivait les articles en kurde de la revue, autant qu'il en traduisait du kurde vers le turc et vice-versa.

Le 11 avril 1981, Tekoşer organise la première soirée de Newroz à Bruxelles, au cours de laquelle je fais un discours au nom d'Union pour la démocratie, dans lequel j'exprime notre soutien au peuple kurde.

L'année suivante, la soirée de Newroz organisée par Tekoşer le 27 mars 1982 est couronnée par la participation du grand poète kurde Cigerxwîn.

La répression de la junte d'Evren et l'environnement de guerre civile qui s'en ensuit cause l'intensification de l'émigration en Belgique, comme dans les autres pays d'Europe, de Kurdes, d'Assyriens et d'Arméniens venus de Turquie. A la diaspora arménienne qui ne cesse de s'agrandir depuis le génocide de 1915 viennent rapidement s'ajouter les diasporas kurde et assyrienne.

C'est à cette époque que naissent en Europe des organisations kurdes dans la ligne du PKK. Après le début de la résistance armée au pays en 1984, l'engagement kurde prend de la vitesse dans tous les pays, en Belgique aussi. Au moment de la parution du *Livre noir de la "démocratie militariste" en Turquie*, qui documente la tyrannie du 12 septembre, nos amis kurdes organisent des conférences de presse successives au Centre de presse international de Bruxelles.

Face aux Kurdes qui commencent à s'organiser, les missions diplomatiques et journaux turcs ne tardent pas à exciter les immigrés turcs contre eux.

Lorsque, le dernier jour de 1993, un groupe de Kurdes marchant pour la liberté depuis l'Allemagne arrive à Bruxelles, de jeunes Turcs constamment lobotomisés attaquent les marcheurs, mais aussi les locaux des associations et les bureaux des entrepreneurs kurdes en faisant le signe des Loups gris et en criant: "Saint-Josse est un quartier turc!" "Pas de place ici pour les Kurdes!" et "À bas le PKK!"

Face à ces réactions et à cette répression, deux grands événements viennent asseoir, en 1994, la présence politique kurde en Belgique de façon définitive: la création du Parlement kurde

en exil et la première chaîne de télévision kurde, Med TV...

Après l'arrestation en Turquie de certains députés kurdes et l'interdiction du DEP, son secrétaire général Yaşar Kaya et ses députés Remzi Kartal, Zübeydir Aydar, Nizamettin Toğuş, Ali Yiğit et Mahmut Kılınç s'exilent en Europe et lancent une campagne de soutien international avec le DEP.

Je connaissais Yaşar Kaya, qui était de notre génération, depuis la Turquie. Nous étions également confrères, puisqu'il était propriétaire du journal *Özgür Gündem*, dans lequel il écrivait, qui avait été interdit maintes fois et dont les journalistes étaient assassinés les uns après les autres. C'était le deuxième nom sur la liste des "entrepreneurs kurdes à assassiner" préparée par Tansu Çiller.

J'avais suivi la lutte menée par les autres amis députés en Turquie. C'étaient des défenseurs des droits de l'Homme de premier plan auxquels les délégations européennes qui s'étaient rendues en Turquie avaient eu recours sur place. Ainsi, l'enregistrement de l'interview donnée dans les années quatre-vingt par Zübeydir Aydar en tant que directeur de l'Association pour les droits de l'Homme (İHD) à Siirt à une télévision européenne se trouve dans les archives d'*Info-Türk*.

Quant à Remzi Kartal, nous avons communiqué à l'opinion européenne la réponse qu'il avait donnée à Doğan Güneş, alors chef de l'État-major des armées qui avait lancé de nouvelles menaces contre le peuple kurde.

En même temps que notre union dans la lutte face au régime d'Ankara, nous avons nourri avec tous ces camarades des relations de chaleureuse amitié qui ont duré des années.

Au cours du printemps 1994, alors que le Parlement kurde en exil devenait le Congrès national du Kurdistan, se produisait dans la diaspora kurde un événement que je qualifierais de "miraculeux".

En plein centre de Bruxelles, on se préparait à créer une chaîne de télévision qui ne s'adresserait pas seulement au monde kurde mais également à l'opinion turque et qui in-

formerait sur les problèmes du peuple kurde et sa juste lutte. Med TV, précurseur des chaînes de télévision kurdophones, était en train de naître.

Lors de cette phase de préparatifs, je me rendais de temps à autre au studio avec les parlementaires kurdes en exil pour observer de près les développements. Ces jeunes kurdes qui venaient de s'arracher à leur pays et n'avaient pas la moindre expérience des médias travaillaient jour et nuit pour apprendre auprès des Flamands, le plus rapidement possible et dans une langue qu'ils ne connaissaient pas, tous les aspects techniques de la diffusion télévisuelle.

J'ai participé à un grand nombre d'émissions de Med TV, prenant place dans des débats auxquels participèrent par téléphone Öcalan, ainsi que des hommes politiques et intellectuels kurdes de Turquie. Avec Öcalan, nous eûmes des dialogues sous forme de questions-réponses. Le dernier remonte au 28 août 1998. Ce fut la dernière adresse d'Öcalan à une grande audience avant qu'il ne succombe à un complot international, lui qui avait lancé la guérilla et la résistance armée du peuple kurde face à l'oppression nationale du fascisme.

Et les menaces faites à la frontière syrienne le 15 septembre 1998 par le général d'armée, commandant des forces terrestres, Atilla Ateş allaient être suivies par celles du président de la République Demirel lors de son discours d'ouverture à l'Assemblée, puis Öcalan allait être contraint par le gouvernement el-Assad, le 9 octobre, de quitter la Syrie d'où il menait la lutte depuis des années.

Ses extraditions successives, sous de fallacieux prétextes, des pays où il s'était réfugié pendant les quatre mois précédant son arrestation le 15 février 1999 au Kenya par les services secrets américains et israéliens et sa livraison à la Turquie nous donnaient honte pour les dirigeants desdits pays.

Du fait des déclarations agressives des dirigeants turcs à l'époque où Öcalan se trouvait en Italie, ainsi que des diffusions et articles provocateurs des chaînes de télévisions et

journaux turcs, des manifestations d'une grande sauvagerie se succédaient dans les métropoles européennes à forte densité d'immigrés turcs.

La nuit du 17 novembre 1998, les locaux de l'Institut kurde de Bruxelles et l'Association culturelle du Kurdistan, membre de la Fédération des associations kurdes d'Europe, qui se trouvent dans le quartier de Saint-Josse à Bruxelles, ont été incendiés.

Ces attaques barbares contre les locaux et commerces kurdes se sont poursuivies les années suivantes. Pour finir, l'Institut kurde subit le 17 novembre 2016 une attaque à la bombe incendiaire par des partisans d'Erdoğan venus lancer des slogans fascistes avec des dizaines de voitures ornées de drapeaux turcs.

La télévision kurde a toujours fait l'objet, tout au long de son existence, de pressions de la part des dirigeants européens et des institutions télévisuelles poussés en ce sens par l'État turc. Le paysage que j'eus devant les yeux lors de ma visite dans les studios de Med TV après une descente de la gendarmerie belge m'a vraiment fait honte pour eux... Le matériel de diffusion et les tables de travail acquis au prix de tant de difficultés étaient en mille morceaux.

Face à ces pressions, combien de fois la chaîne n'a-t-elle pas été obligée de changer de nom et de rendre des comptes devant les cours européennes.

C'est dans ce contexte répressif qu'il y a sept ans, le procureur du roi a envoyé au tribunal en les accusant d'être membres d'une organisation terroriste trente-six personnalités kurdes dont les co-présidents de Kongra-Gel, Remzi Kartal et Zübeydir Aydar.

Alors que le procès était en cours, Kartal et Aydar, qui voyageaient en Europe, furent arrêtés à la suite d'un mandat d'Interpol les concernant et restèrent emprisonnés pendant des semaines.

Et pour finir, la Cour belge où ils comparaissaient jugea

infondée l'affirmation du procureur et décida que les activités armées du PKK relevaient d'un "désaccord intérieur avec la Turquie" et que ces trente-six personnes ne pouvaient être jugées "dans le cadre de la loi de lutte anti-terroriste". La Cour d'appel de Belgique, auprès de laquelle le procureur l'avait contestée, blanchit tous les prévenus en validant la décision du tribunal de première instance le 14 septembre.

Ceci est la dernière étape en date de la bataille de Belgique de la nation kurde. Cette décision est naturellement un grand coup au régime turc qui fait tout son possible pour anihiler la résistance nationale kurde. La détermination des dizaines de milliers de personnes qui se sont réunies la semaine dernière à Cologne, ce qui était loin d'être une première, prouve assez à tous, amis ou ennemis, que le PKK n'est pas une organisation terroriste.

Mais je sais que c'est une bataille de longue haleine... On ne peut deviner ce que nous prépare l'avenir. Malgré la décision de la justice belge et la détermination massive de la nation kurde, tant que le nom du PKK figurera sur la liste des organisations terroristes des États-Unis et de l'Union européenne et que la police turque jouira dans les pays européens de la crédibilité que lui apportent ses mandats transmis à Interpol, tout reste possible.

La lutte se poursuivra jusqu'à ce que cette liste et ces mandats soient jetés dans les poubelles de l'histoire.

Un Catalan fan de Nazım Hikmet...

Artıgerçek, 2 novembre 2017

Depuis des décennies j'ai assisté à de nombreuses conférences de presse à Bruxelles, capitale de l'Union européenne, j'ai vu comment d'innombrables leaders politiques ayant laissé leur marque sur l'histoire, y compris ceux qui ont été traités de "traîtres" dans leur pays, s'exprimaient librement

dans les institutions internationales de cette ville et devant les médias.

Et puis il y avait les salles de conférence du Centre de presse international, boulevard Charlemagne... Dans ce centre qui accueillait aussi bien l'Association des journalistes de Belgique que les représentants des chaînes de télévision et des journaux étrangers, il ne se passait pas un jour sans que les représentants des mouvements luttant contre les régimes fascistes d'Europe, d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine n'organisent une conférence de presse...

Première moitié des années soixante-dix... La Guerre froide prend de la vitesse... La moitié du continent européen est dans le Pacte de Varsovie mené par l'Union soviétique, quand la quasi-totalité de l'Europe occidentale est dans l'OTAN, dirigée par les USA...

Et puis, quatre pays du bloc occidental sont sous dictature fasciste: le Portugal, l'Espagne, la Grèce et la Turquie...

Les quatre ailes du bâtiment de l'Union européenne, qui à l'époque ne comprend que neuf pays membres et s'appelle Communauté économique européenne, s'élèvent juste à côté du CPI. Et nous, journalistes en exil de ces quatre pays européens dans les griffes du fascisme, nous fréquentons assidument le centre, suivant les conférences de presse des porte-paroles d'un mouvement de liberté soufflant des quatre coins du monde. Nous nous efforçons d'aider à faire entendre les messages des défenseurs de la démocratie arrivant de nos propres pays.

C'est la Grèce qui, la première, fait s'écrouler son régime fasciste, elle intègre l'Union en 1981... Vient le tour du Portugal et de l'Espagne en 1986... Puis les pays d'Europe de l'Est prennent naturellement leur place dans l'Union à partir de 2004 après la dissolution du Pacte de Varsovie.

Quant à la Turquie, loin de s'être démocratisée, elle s'efforce, avec son nouveau coup d'État fasciste en 1980, puis ses gouvernements islamo-racistes et enfin son régime ou-

vertement islamo-fasciste, de se faire belle pour les entremetteurs qui l'attendent aux portes de l'Europe.

Je retourne quarante ans en arrière... L'Espagne est encore sous la dictature fasciste de Franco et parmi les communautés de migrants politiques, les camarades espagnols sont les plus nombreux et les plus engagés politiquement.

C'est une migration qui a débuté après la défaite de la légendaire résistance de la guerre civile dans les années trente. Ce sont d'abord ces résistants exilés, puis, après la Seconde Guerre mondiale, des ouvriers émigrés appelés à faire des travaux pénibles, puis leurs enfants et leurs petits-enfants. Originaires de toute l'Espagne, de l'Andalousie à la Castille, de Valence à la Catalogne...

Le Parti communiste espagnol est la seule organisation qui mène la résistance politique parmi tous ces émigrés d'origines diverses... Le cortège espagnol du traditionnel défilé du 1^{er} mai à Bruxelles est plus long que celui des communistes locaux. Ce sont toujours eux qui ont les stands les plus impressionnants à la fête du *Drapeau rouge*.

Il y avait aussi le club Federico Garcia Lorca, du nom du grand poète andalou lâchement assassiné par les fascistes, qui était l'un des centres d'activités culturelles, artistiques et sociales les plus importants de Bruxelles. Lorca était à ces exilés espagnols ce que Nazim Hikmet était pour nous, exilés de Turquie...

Après l'effondrement du régime de Franco, les exilés et émigrés espagnols rentrèrent en nombre au pays. Certains de nos amis qui avaient acquis de l'expérience dans les relations avec les institutions internationales intégrèrent les délégations espagnoles du Parlement européen ou des institutions de l'UE.

Mais aucun d'entre eux n'aurait pu imaginer que les portes du Centre de presse international de Bruxelles seraient un jour fermées au président élu de la Catalogne, l'une des régions les plus importantes d'Espagne.

Oui, ce scandale a eu lieu, hier, dans la capitale de l'Europe.

Carles Puigdemont, leader du mouvement indépendantiste catalan que le gouvernement central espagnol voudrait bien faire taire en lâchant sur le peuple la garde civile comme au temps de Franco, était à Bruxelles avec cinq assistants pour s'exprimer devant le monde et en particulier l'Union européenne à laquelle la Catalogne est liée en tant que région autonome.

Rien de plus naturel pour un citoyen européen courant le risque d'être emprisonné pendant des décennies maintenant qu'il a été destitué, au mépris de la volonté d'indépendance du peuple, par une décision à la Erdoğan, qu'un administrateur a été nommé à sa place et qu'une procédure judiciaire a été ouverte contre lui.

Reste que Puigdemont n'est pas seulement un homme politique, mais aussi un journaliste qui a dirigé pendant de longues années l'Agence catalane d'information, un confrère ayant travaillé à faire entendre aux gens de son pays la voix des peuples luttant contre des régimes oppressifs.

Dès que l'information selon laquelle Puigdemont se trouvait à Bruxelles a commencé à circuler, une incroyable campagne de décrédibilisation a été lancée par les médias belges. Les uns des quotidiens affirmaient qu'il avait abandonné le peuple catalan à son destin après l'avoir poussé à la révolte et qu'il demandait maintenant l'asile en Belgique.

Rien de plus naturel pour un journaliste comme Puigdemont, pour démentir ces affirmations et expliquer à l'opinion le réel objectif de sa venue à Bruxelles, que de choisir les salons du CPI, comme les opposants au fascisme de France l'avaient fait un demi-siècle plus tôt. Et dès que l'on apprit qu'il allait donner une conférence de presse, les centaines de journalistes étrangers présents à Bruxelles se ruèrent vers le bâtiment du CPI à côté du Conseil des ministres de l'UE.

Mais le CPI n'était plus celui d'il y a un demi-siècle... Il avait abandonné son ancien emplacement en 2000 pour s'installer au Résidence Palace. Il était depuis lié directement à l'autorité du gouvernement belge.

Quant à celui-ci, il marchait sur des chardons ardents depuis que la crise catalane avait éclaté.

D'abord, l'État espagnol, qui fait partie de l'artillerie lourde de l'UE, avait ouvert, avec son gouvernement de droite, son roi, ses médias et sa garde civile, une guerre totale aux indépendantistes catalans. Pour cette raison, il avait déclaré Puigdemont *persona non grata* dans l'ensemble des pays européens.

Mais pour la Belgique, centre de l'Europe, la situation était encore plus critique.

Le Premier ministre du gouvernement fédéral belge était le libéral francophone Charles Michel, mais le principal partenaire de la coalition était la N-VA, parti des nationalistes flamands. Tout comme les indépendantistes basques, les Catalans avaient toujours été grandement soutenus par le côté flamand, qui était majoritaire dans l'État fédéral de Belgique en termes de population et de superficie. Au point que le N-VA pouvait être considéré comme un "parti frère" du Parti démocrate européen catalan (PDeCAT) de Puigdemont, qu'il avait soutenu en envoyant une délégation à Barcelone lors des manifestations catalanes.

Ensuite, lorsqu'il fut annoncé qu'une plainte avait été déposée contre Puigdemont en Espagne, Théo Francken, secrétaire d'État à l'Asile et aux Migrations et membre du N-VA, répondit à un journaliste en disant que si le leader catalan le souhaitait, il pourrait obtenir l'asile politique en Belgique. C'est ce qui avait provoqué ces réactions apocalyptiques.

La situation empira lorsque l'on apprit que, tandis que le Premier ministre tentait de remettre Francken dans le rang après cette déclaration, Puigdemont était entré en contact avec Paul Bekaert, célèbre avocat belge. Dans le passé, Bekaert avait défendu l'ETA et le DHKP-C dans leurs procès, ce qui ajouta une dimension "terroriste" à la venue en Belgique du leader indépendantiste catalan.

Or, Puigdemont n'avait aucunement l'intention de de-

mander l'asile politique et c'est pour l'expliquer qu'il voulait tenir une conférence de presse au CPI.

Mais d'où exigeait-il cela? Le Premier ministre Charles Michel, qui avait eu de temps à autre sur les questions internationales des déclarations assez pacifistes et démocratiques, déclara, ce qui était totalement inédit, qu'il ne permettrait pas à Puigdemont de s'exprimer au CPI, qui se trouvait sous son autorité.

Ce qui était parfaitement scandaleux.

Après cela débuta une course contre la montre. Heureusement, Maroun Labaki, ancien journaliste de politique extérieure au *Soir*, intervint en déclarant que le Press Club, organisation de presse privée dont il était président, accueillerait la conférence de presse de Puigdemont.

Plus d'une centaine de journalistes étrangers se ruèrent cette fois-ci, avec leurs caméras, leurs appareils d'enregistrement et leurs ordinateurs, du rond-point Schuman à la rue Froissart où se trouvait le Press Club. Au même moment, la rue subit un assaut de drapeaux et de banderoles brandis par des Espagnols partisans du mouvement indépendantiste catalan et d'autres qui lui étaient opposés.

Dans la petite salle du Press Club, il n'y eut bientôt plus de place assise, ni même de place debout. Dans cette atmosphère où se mêlaient le français, l'anglais, l'espagnol, l'allemand et le japonais, il fit bientôt plus de 30° et Puigdemont, qui commençait presque à être traité comme un "indésirable terroriste", répondit en une seule phrase à la question que tout le monde se posait.

Non, il n'était pas venu en Belgique pour demander l'asile politique.

D'ailleurs, ce n'était pas en Belgique qu'il était venu, mais à Bruxelles, centre de l'Union européenne dont était membre la région catalane dont il était président. Il voulait uniquement exposer les pratiques piétinant les droits de l'Homme du gouvernement central espagnol et demander la solidarité pour le peuple catalan.

Il insista en outre sur le fait qu'ils poursuivraient leur combat pour l'indépendance par les voies démocratiques, sans jamais recourir à la violence, et qu'à cet effet son parti participerait aux élections régionales en Catalogne le 21 décembre.

Son message était clair, que ce soit en catalan, en espagnol, en français ou en anglais...

Tandis qu'avait lieu la conférence, on allait apprendre depuis Madrid que la déclaration d'indépendance prise par référendum avait été annulée par la Cour constitutionnelle puis, le soir venu, un tribunal espagnol allait annoncer que Puigdemont et treize autres ministres étaient convoqués à Madrid.

Ce qui allait se produire ensuite était clair. S'il rentrait à Madrid, le tribunal allait faire emprisonner sur ordre du procureur du roi ce dirigeant catalan élu par le peuple afin de le juger en requérant près de trente ans de prison.

Et tout ceci se produit dans le cadre de l'Union européenne qui se considère comme la citadelle de la démocratie et des libertés.

L'Espagne se trouve à l'extrémité occidentale de l'Union européenne...

Quant à l'extrémité orientale, c'est l'indispensable allié turc, avec son statut de "candidat à l'intégration" à l'Union, à défaut d'avoir réussi à l'intégrer... Ce membre initial et du Conseil de l'Europe et de l'OTAN...

Nous vivons aujourd'hui, en Espagne comme en Turquie, des développements honteux pour l'Europe... Dans ces deux pays, des dirigeants élus par le peuple sont privés de leurs fonctions et menacés d'emprisonnement, tandis des administrateurs juste bons à opiner du chef sont nommés à leur place...

Et il existe, à l'extrémité occidentale, une région nommée Catalogne, et à l'extrémité orientale une région nommée Kurdistan, qui subissent toutes deux la tyrannie de leaders possédés de l'hystérie "Une seule nation – Un seul drapeau".

Et ces mêmes dirigeants belges et européens qui, il y a deux ans à Bruxelles, centre de l'Europe, qui plus est l'année

du centenaire du génocide arménien, ont déroulé le tapis rouge au dictateur islamo-fasciste de Turquie, soutiennent aujourd'hui des leaders tels que le président Mariano Rajoy, qui ressuscite le franquisme en Espagne.

Et que dire de nos soi-disant démocrates et de ceux parmi eux qui se font passer pour être de gauche, qui craignent comme la peste le nom "Kurdistan" et, parce qu'ils en ont peur, considèrent comme des oiseaux de mauvais augure les indépendantistes catalans?

Ce Puigdemont qui aujourd'hui risque la prison avait, l'année dernière dans son discours d'investiture à la présidence du gouvernement autonome de Catalogne, cité le vers d'un poème, laissez-moi vous rafraîchir la mémoire:

"La plus belle des mers est celle qui n'a encore jamais été naviguée!"

Oui, ce vers appartient à notre grand poète Nazım Hikmet, dont à une époque à Bruxelles nous lisions les poèmes à voix haute en même temps que ceux de Federico Garcia Lorca.

Écoutons ensemble les vers suivants:

Le plus bel enfant:

Celui qui n'a pas grandi.

Nos plus beaux jours:

Ceux que nous n'avons pas encore vécus.

Et les plus beaux des mots que je voudrais te dire:

Ceux que je ne t'ai pas encore dits.

Cette ville de Bruxelles serait-elle une prostituée?

Artıgerçek, 21 décembre 2017

L'un des éloges les plus inoubliables de la littérature du divan est ce distique écrit par Nedim au XVIIIe siècle pour définir Istanbul:

Cette ville d'Istanbul est sans égale

Une de ses pierres vaut toutes les richesses de Perse

Deux siècles plus tard, İlhan Berk, grand maître de la poésie moderne turque, nous montre une toute autre Istanbul:

*Te voici dans la ville d'Istanbul aux dômes de plomb
Sous la pluie un homme se balance au gibet
Ville des jeunes putains des sultans morts et des malades
Infâme Istanbul*

Ceci est la nostalgie d'un exilé... Cette ville d'Istanbul, dont la moindre pierre vaut plus que toutes les richesses de Perse, cette ville des douleurs, de l'exploitation de la trahison, est la mégapole que je vois le plus en rêve depuis des décennies.

J'ai fait connaissance avec elle pour la première fois en 1943 quand, enfant de cheminot scolarisé dans un village de Kayseri, j'ai été envoyé dans une école primaire d'Eyüp Sultan... Une ville amère qu'Istanbul, vivant sous la menace des restrictions, de la pauvreté, de la famine et d'une occupation nazie pouvant survenir à tout moment...

Puis une longue pause... Et je retournai piétiner ses pavés, fin 1953, m'y rendant fréquemment pour participer à des réunions en tant que journaliste et syndicaliste. Entre 1963 et le départ en exil, je la laissai marquer ma vie avec l'engagement socialiste au TİP, les grèves ouvrières, les soulèvements de la jeunesse, et la lutte pour faire entendre aux masses une voix de gauche dans le journal *Akşam* et la revue *Ant*...

D'un côté la montée de *Bâbüâli* (Sublime Porte), qui la plupart du temps vomissait des mensonges, les avenues *İstiklal* et *Bağdat* et l'abondance de la consommation de luxe. De l'autre, les quartiers ouvriers, la plupart constitués de *gecekondu* (bidonvilles) de *Gaziosmanpaşa*, *Zeytinburnu*, *Taşlıtarla*...

Et, au moins deux jours par semaine, le Palais de justice, où j'attendais mon tour d'être jugé dans des couloirs sans fin, ma machine à écrire portative sur les genoux. Et ensuite les prisons de *Sultanahmet*, de *Paşakapısı* et *Sağmacılar*, où nous rendions fréquemment visite à nos amis emprisonnés...

Oui, l'incomparable Istanbul de Nedim est en même temps l'infâme Istanbul de Berk...

Ce dernier l'a qualifiée de "ville des jeunes putains"... La semaine dernière, quelqu'un s'est avisé de traiter Bruxelles, capitale de l'Europe, de "prostituée" et ça a été la fin du monde.

Une telle comparaison aurait très bien pu être osée par Erdoğan et sa clique, transformés en taureaux enragés en entendant les critiques de l'Union européenne!

Mais non, ce n'est pas quelqu'un de l'extérieur qui a traité la ville de "prostituée", mais Pascal Smet, ministre bruxellois de la Mobilité et des Travaux publics... D'après lui, c'est la gestion anarchique de la ville –qui a fait de la vie à Bruxelles un enfer– qui a transformé cette dernière en objet de prostitution.

Je connais Pascal Smet depuis 2003, année où il a été nommé ministre pour la première fois. Smet, qui a aussi à une époque été ministre responsable des Affaires culturelles de la communauté flamande, a en particulier été reconnu pour sa posture démocratique et solidaire sur la question des migrants et des exilés politiques.

Mais ayant dépassé les bornes en traitant de "prostituée" la ville dont il partage la gouvernance, il était inévitable qu'il s'attire les plus sévères critiques de tous les partis, y compris le sien. Parce que ces mots n'étaient pas seulement insultants pour Bruxelles mais aussi pour les femmes, il lui a été demandé de s'excuser immédiatement. Et, ayant très vite compris qu'il était allé trop loin, il présenta sans tarder des excuses publiques pour ces mots. Le parti bruxellois Défi, qui ne juge pas ces excuses suffisantes, exige sa démission de son poste de ministre.

Ce mot inconsidéré a été la goutte qui a fait déborder le vase, mais la gestion anarchique qui avait transformé Bruxelles en une ville de province négligée avait par ailleurs mené le vase près du débordement. D'un côté, c'étaient tous ces partis belges qui avaient transformé la ville en "Hürmüz

aux sept maris”, de l’autre, les caprices coûtant des milliards des institutions internationales telles que l’Union européenne ou l’OTAN, qui n’étaient jamais rassasiées...

Lorsque je regarde par la fenêtre, j’ai juste en face de moi le nouveau quartier général de l’OTAN qui, avec sa forme de tortue, vaut déjà 1,23 milliards d’euros...

Et le bâtiment géant du Parlement européen, construit il y a à peine vingt-cinq ans... Il est déjà à l’ordre du jour de le jeter au rebut pour construire à sa place un nouveau palais coûtant un demi-milliard d’euros... À la place des traditionnelles maisons bruxelloises que l’on rase chaque jour, de nouveaux chantiers lancés pour satisfaire aux caprices de patrons de l’UE...

Ayant vécu près d’un demi-siècle dans cette ville, je suis le témoin vivant de l’absolue désolation de Bruxelles.

C’est la ville dans laquelle j’ai vécu le plus longtemps, devant Izmir et Istanbul... Deux ans de faux passeport à Anvers, Paris, Berlin, Copenhague, Stockholm... Puis Amsterdam, Rome, Londres, Vienne en tant que réfugié politique...

Et, fin 1973, Bruxelles, où İnci et moi avons jeté l’ancre pour créer *İnfo-Türk*, et où nous avons été forcés de vivre clandestinement encore cinq ans à cause des ingérences de l’État turc bien que nous ayons été reconnus réfugiés politiques par les Nations unies...

İnci et moi sommes tous deux depuis quarante-cinq ans les observateurs, critiques, et souvent participants actifs de la vie médiatique, culturelle et politique de cette capitale légendaire, et plus particulièrement des militants de la lutte pour l’égalité des droits des exilés, réfugiés et migrants d’origine étrangère.

Bruxelles est une région autonome d’une superficie de 161 km² où vivent 1.180.500 personnes... Au nord, la région flamande, plus importante en termes de population et de force économique, et au sud, la région wallonne, qui est francophone.

Chacune a son propre parlement, son propre gouvernement et ses propres administrations.

D'après les dernières statistiques, la population bruxelloise est à 35% composée de personnes d'origine étrangère (411.075). C'est ce qui fait de Bruxelles, parmi toutes les mégapoles du monde, la seconde ville la plus cosmopolite après Dubaï...

Les épiceries, marchands de fruits et légumes, boucheries hallal et vendeurs de döner musulmans ont beau avoir pignon sur rue dans les communes de Schaerbeek ou de Saint-Josse, où je me promène tous les jours, 70% de cette population étrangère se compose, à l'échelle de la ville, de citoyens français, hollandais ou allemands travaillant dans les institutions européennes ou dans des multinationales...

Mais les prédictions démographiques font apparaître une rapide augmentation des immigrants musulmans, en particulier turcs et marocains...

Actuellement, il y a 7% de musulmans en Belgique, 5,1% dans la région flamande, 4,9% dans la région wallonne, mais cette proportion atteint 23,6% à Bruxelles.

Au niveau des communes de la région bruxelloise, la population musulmane de Saint-Josse, dont le bourgmestre est turc, s'élève à 45%, celle de Molenbeek à 31,2% et celle de Schaerbeek à 37,3%.

Il est à prévoir qu'avec l'afflux migratoire de ces dernières années, les regroupements familiaux et le fait que les familles musulmanes aient beaucoup d'enfants, la part de la population musulmane pourrait dépasser en 2030 10% de la population générale de Belgique, et constituer près de la moitié de la population de Bruxelles.

Le poids démographique des musulmans ne se fait pas seulement sentir dans les statistiques, mais aussi, et très sérieusement, dans la vie socio-culturelle et jusque dans les négociations électorales. En Belgique, où le vote est obligatoire, tous les citoyens vont devoir se rendre aux urnes fin octobre 2018 pour élire les conseillers communaux.

Les partis sont déjà en quête de candidats susceptibles d'attirer les voix des musulmans dans les communes où ceux-ci constituent une part importante de la population... Au nom de la démocratie, des libertés, de la laïcité... mais tout le monde s'en fiche.

Pour attirer les voix des électeurs d'origine turque qui depuis environ vingt ans ont pour la plupart la double nationalité, tous les partis, même ceux qui semblent les plus progressistes, ont présenté des candidats léchant les bottes du régime d'Ankara, ennemis du mouvement de liberté kurde et négationnistes du génocide arménien...

Ceux qui se font les porte-paroles et les serviteurs dévoués du lobby turc au Parlement fédéral de Belgique et aux Parlements des régions bruxelloise, wallonne et flamande vont très probablement prendre place, aux élections communales de 2018 comme aux élections régionales et fédérales de 2019, sur les listes de tous les partis comme de bons enfants bien gâtés.

Très bien, mais alors que la capitale de l'Europe connaît une telle ascension musulmane, d'où vient cette accusation de "prostitution" envers la ville de Bruxelles?

Oui, la ville de Bruxelles, comme toutes les métropoles et mégapoles, est assez forte dans le secteur de la prostitution... Le quartier Alhambra, dans le centre-ville, la place Stéphanie sur laquelle débouche l'avenue Louise, lieu du shopping de luxe, et la rue d'Aerschot, près de la Gare du Nord, où vivent beaucoup d'immigrés turcs, comptent parmi les lieux de prostitution les plus réputés d'Europe...

Après les restrictions portées à la prostitution en France, on a perdu le compte de ceux qui faisaient l'aller-retour dans la journée par le train Paris-Bruxelles pour baisser leur pantalon rue d'Aerschot.

Face aux plaintes de plus en plus nombreuses des familles musulmanes dont le nombre augmente à Saint-Josse, Schaerbeek et Bruxelles, les trois communes parlent de fermer les bordels historiques de la ville et de réunir toutes les

travailleuses du sexe dans un temple de l'amour tel que la Villa Tinto d'Anvers...

Mais la question posée dans le titre de cet article n'a aucun lien, ni de près ni de loin, avec l'élimination des plaintes des administrés musulmans.

Bruxelles est une ville dont tous les projets, depuis les infrastructures jusqu'aux services publics, doivent absolument être validés par le gouvernement fédéral, le gouvernement régional et, la plupart du temps, par la commune concernée... Mais comme on ne parvient jamais à valider aucun projet ou à le financer à temps, les transports intérieurs et extérieurs de la ville de Bruxelles sont paralysés...

Les tunnels et ponts construits il y a des années, parce qu'ils ne sont pas entretenus ou réparés à temps, s'effondrent l'un après l'autre. La circulation déjà grandement problématique devient un cauchemar quasiment chaque semaine à cause des sessions de l'Union européenne ou de l'OTAN...

On a beau faire, on ne parvient pas à achever la ligne de RER, dont la construction a été décidée il y a si longtemps, et qui doit relier la ville à la région wallonne...

Et comme si cela ne suffisait pas, il y a aussi les affaires de corruption, qui se chiffrent en millions, où sont compromis les hommes politiques, en particulier ceux étiquetés "socialistes", qui se massent autour des organisations d'aide sociale ou d'intervention d'urgence comme le Samu social ou le Siamu...

C'est pour toutes ces raisons que Pascal Smet, qui bien avant sa déclaration sur Bruxelles la "prostituée", le 1^{er} décembre, avait proposé une grande réforme pour mettre fin à cette gestion anarchique, consistant par exemple à réunir en une seule commune centrale les dix-neuf que compte cette ville d'un million d'habitants, s'attirant ainsi les foudres des bourgmestres fossilisés à leur poste et des dirigeants de partis.

En réponse, il semblait bien que la proposition de Smet allait obtenir le soutien des partis flamands qui soutiennent que Bruxelles, malgré sa majorité écrasante d'habitants parlant

français, est une ville flamande occupée par les francophones. Les amateurs de sport le savent... L'une des treize villes européennes où devait être organisé le championnat européen de football de 2020 était Bruxelles... Mais la condition était qu'elle le mérite en construisant un nouveau stade aux normes olympiques.

La construction de ce stade n'a jamais commencé, du fait que le gouvernement fédéral, le gouvernement flamand, le gouvernement de Bruxelles et la commune de la ville n'ont toujours pas réussi, après plusieurs années, à se mettre d'accord... Le 7 décembre, l'UEFA a retiré Bruxelles de la liste et a déplacé au stade de Wembley à Londres les matchs qui devaient y être joués.

C'est à ce moment que tout le monde a réagi et ce scandale "national" a ramené à l'ordre du jour la proposition de réforme de Smet.

Hélas, alors que cette proposition était sur le point d'être sérieusement considérée, la déclaration de Smet a réveillé les dinosaures qui se partagent la gouvernance bruxelloise comme des seigneurs féodaux.

Tels des croisés, ils montrent un front uni face à toute réforme, comme s'il s'agissait de protéger l'honneur d'une vierge.

Les Bruxellois rudement éprouvés ne se rendront pas aux urnes, en octobre 2018, comme les enfants illégitimes d'une "prostituée", mais comme autant d'innocents Manneken-Pis, ce fameux symbole de la ville qui figure dans les guides touristiques...

Je ne crois pas que cela change grand-chose...

Mais on ne sait jamais, ne soyons pas étonnés si ce bébé, qui digère depuis des années la corruption des dirigeants locaux et les caprices si coûteux des organisations internationales comme l'Union européenne et l'OTAN, se met, après ces derniers scandales, à déverser son urine au visage des dinosaures et des eurocrates...

L'Europe, royaume du "deux poids, deux mesures"...
Artıgerçek, 28 décembre 2017

Aux heures où j'achevais mon article de la semaine dernière, toute l'Europe attendait avec curiosité et fébrilité les résultats des élections régionales organisées en Catalogne. Bien sûr, après l'Espagne, c'était à Bruxelles que cette émotion était la plus forte.

C'étaient des élections dont on rencontre peut d'exemple, voire aucun, dans l'histoire... On entendait battre les cœurs à Bruxelles autant qu'à Barcelone. Ce que l'on souhaitait, avec ces élections abracadabrantesques, c'était mettre à bas avec la majorité des voix du peuple catalan le mouvement indépendantiste de Catalogne qui avait été démis du pouvoir par un coup de force de la garde civil du gouvernement franquiste de Madrid, et dont on avait, comme si cela ne suffisait pas, jeté une partie des leaders en prison après avoir émis à l'encontre de ceux qui s'étaient exilés en Belgique des mandats d'arrêt internationaux.

Ceci n'était pas seulement l'attente du Premier ministre de droite Rajoy, qui s'était assuré le soutien du roi pour fomenter ce coup d'État, mais aussi celle de l'Union européenne, qui n'avait pas pipé mot face au coup de Barcelone et aux arrestations qui l'avaient suivi.

Les médias européens, quant à eux, jouaient les oiseaux de mauvais augure avec des interviews et des sondages orientés, écrivant que les indépendantistes allaient subir une sérieuse défaite aux élections.

Le fait que, le 7 novembre, plus de deux cents maires de Catalogne aient envahi Bruxelles et protesté devant les institutions européennes contre l'emprisonnement de membres du gouvernement local reflétait bien le soutien qu'ils portaient au président en exil du gouvernement de Catalogne Carles Puigdemont. Mais personne ne bougea le petit doigt.

Un mois plus tard, le 7 décembre, plus de cinquante mille

Catalans envahirent la capitale de l'Europe, venant en avion, en car, en taxi ou avec leur voiture personnelle, provoquant un séisme qui paralysa la vie de la ville pendant toute une journée, mais cela ne suffit toujours pas à faire réagir l'UE.

Mais la force n'est-elle pas dans le peuple? Lors des élections du 21 décembre, les Catalans ne donnèrent pas seulement la leçon qu'ils méritaient aux franquistes de Madrid et aux eurocrates les soutenant depuis leurs châteaux à Bruxelles, mais ils renvoyèrent à la face des médias, qui lors de la campagne avaient fait des commentaires partiaux et publié des contrevérités, tout ce qu'ils avaient écrit.

Oui, d'après les résultats, les cent trente-cinq membres de la coalition Ensemble pour la Catalogne, formée par le Parti démocrate européen catalan (PDeCAT) de Carles Puigdemont et Convergence démocratique de Catalogne (CDC), à laquelle s'ajoutait Candidature d'unité populaire (CUP), ont obtenu la majorité absolue avec soixante-dix sièges.

Les opposants aux indépendantistes, à savoir les Citoyens - Parti de la Citoyenneté (C's), le Parti des socialistes de Catalogne (PSC) et le Parti populaire catalan (PPC) de Rajoy ont obtenu au total cinquante-sept sièges.

Les Catalans, qui par le passé, avaient transformé Bruxelles en champ de Bataille, y célébrèrent leur victoire dans la joie après avoir appris les résultats lors de la soirée électorale.

Carles Puigdemont félicita ses concitoyens en tant que "président de la Catalogne": "C'est la République de Catalogne qui a remporté ces élections ; l'État espagnol, Rajoy et leurs alliés les ont perdues. Nous sommes le gouvernement légitime. Les politiciens catalans emprisonnés doivent être libérés immédiatement. Ils doivent pouvoir retourner au parlement. C'est nous qui avons gagné, malgré la violence, la peur, la prison, l'exil et les menaces. Rajoy, l'État espagnol et l'Europe doivent le comprendre."

Le comprendront-ils? Respecteront-ils la volonté du peuple catalan, Puigdemont l'exilé pourra-t-il rentrer dans son

pays sans craindre d'être arrêté, les dirigeants catalans emprisonnés à Madrid seront-ils libérés et pourront-ils participer, libres, à la première séance du parlement le 21 janvier, reprenant ainsi les rênes du pays?

Cela dépendra non seulement de l'attitude du roi qui se cache derrière Rajoy à Madrid, mais aussi, et surtout, du respect dont fera preuve l'Union européenne envers la volonté du peuple.

Depuis le début de la crise catalane, l'ensemble des institutions européennes a d'abord invalidé le référendum remporté par les indépendantistes, puis a toujours soutenu le gouvernement central espagnol, ne protestant, ni ne blâmant jamais le terrorisme de la garde civile, l'emprisonnement des leaders catalans ni les mandats d'arrêt internationaux émis à l'encontre de Puigdemont et ses amis en exil à Bruxelles.

Le porte-parole de la Commission européenne Alexandre Winterstein, dans ses déclarations à la presse tout de suite après les élections, s'empessa de commettre la première impolitesse: "Notre position sur la question de la Catalogne est bien connue et a été réitérée régulièrement et à tous les niveaux. Elle ne changera pas!"

Face à cette position de l'Union européenne, qui consiste à fermer les yeux face au piétinement des droits de l'Homme en Catalogne, celle de l'État belge, qui se trouve au centre de l'Union, envers les indépendantistes catalans, même si elle est loin d'être "approbatrice", a toutefois semblé "compréhensive" et "tolérante".

Malgré le mandat d'arrêt international émis à l'encontre de Puigdemont, venu à Bruxelles après le coup d'État de la garde civile, il a en un sens fermé les yeux, le laissant libre de se déplacer à sa guise et même de diriger depuis Bruxelles la campagne des indépendantistes pour les élections du 21 décembre.

Il n'a même été fait aucun obstacle à la venue à Bruxelles de plus de deux cents maires, suivis de plus de cinquante

mille Catalans, ni à leur participation aux manifestations organisées devant les institutions européennes avec moult drapeaux, banderoles et chants. Au point que Puigdemont a même remercié la police belge pour sa tolérance lors de ces manifestations.

Une tolérance qui a bien sûr pour cause principale le fait que le gouvernement fédéral de Belgique soit en majorité flamand, que l'État belge soit depuis des années une confédération et que nombre de ministères clés du gouvernement fédéral soient détenus par le parti nationaliste N-VA, qui vise de ses vœux pour la région flamande un statut proche de l'indépendance...

Les leaders de la N-VA soutiennent constamment au sein de l'Union européenne les peuples qui luttent pour l'indépendance ou tout au moins une "autonomie élargie", comme les Basques ou les Catalans... Ainsi, les élus du N-VA n'avaient pas hésité à soutenir les indépendantistes en se joignant avec le drapeau flamand à la fin de campagne Barcelonaise pour le dernier référendum qui s'était soldé par leur victoire.

Ils ne se contentèrent pas d'avoir participé à toutes les réunions, meetings et défilés organisés par les Catalans les deux derniers mois, ils avaient fêté avec eux la victoire de l'indépendance lors de la soirée électorale du 21 décembre.

Mais bien sûr, cette médaille avait son revers.

On ne peut pas affirmer que les politiciens flamands ont pour les réfugiés arrivant des pays du Moyen-Orient, d'Asie et d'Afrique la même compréhension, ni la même solidarité dont ils ont fait preuve envers les Catalans.

Ces derniers jours à Bruxelles, les réactions vont bon train face aux affirmations selon lesquelles, à la suite d'un accord avec le régime du Soudan, une partie des réfugiés soudanais étaient renvoyés par avion dans leur pays où ils étaient ensuite torturés.

Une large proportion ayant pour objectif de passer le plus vite possible en Angleterre, les réfugiés soudanais parvenus

en Belgique au prix de mille dangers et après avoir engraisé les passeurs préfèrent, plutôt que d'y demander l'asile, vivre clandestinement en Belgique jusqu'à ce que se présente une occasion de rejoindre l'Angleterre.

Théo Francken, secrétaire d'État à l'Asile et aux Migrations et membre de la N-VA, avait lancé en septembre, en collaboration avec l'État soudanais, une opération d'identification visant à déterminer l'identité des Soudanais n'ayant pas fait de demande d'asile.

Qu'un accord ait été passé avec un gouvernement étranger, celui du dictateur islamiste Omar el-Bechir à l'encontre de qui existe un mandat d'arrêt international du fait des violations des droits de l'Homme, du génocide et des crimes dont il s'est rendu coupable contre l'humanité avait ouvert la voie à de larges protestations.

Lorsque l'on commença à être informé du fait qu'ils étaient soumis à la torture une fois rentrés dans leur pays après avoir été identifiés en collaboration avec les espions soudanais, les critiques contre Francken se firent plus violentes et les pressions du Premier ministre libéral Charles Michel pour qu'il soit démis de ses fonctions s'intensifièrent.

Les critiques sont tout à fait justifiées... S'opposer à ce que des candidats à l'asile soient soumis aux tortures d'un régime islamo-fasciste désapprouvé par l'opinion internationale après que l'on ait passé un accord au niveau étatique avec l'État en question est avant toute chose le devoir de tout démocrate défenseur des droits de l'Homme.

Mais pourquoi ces protestations se limitent-elles au cas des réfugiés soudanais?

Tandis que la Belgique se déchirait à ce sujet, ni les parlements européen et belge, ni les médias européens n'ont protesté quand, le 24 décembre, le président islamo-fasciste de Turquie Tayyip Erdoğan s'est rendu au Soudan sur l'invitation d'Omar el-Bechir, signant toute une série d'accords après avoir été reçu en grande pompe puis expliquant qu'il

allait couper les racines des opposants originaires de Turquie se trouvant dans les pays africains.

Le dernier exemple de cette pratique du “deux poids, deux mesures” auquel l’État belge a souvent recours lorsqu’il s’agit des réfugiés politiques, est l’enfermement dans un camp de réfugiés, après leur arrestation trois jours avant Noël en vue de leur expulsion, d’une famille arménienne vivant depuis neuf ans avec ses trois enfants dans la ville flamande d’Eeklo.

Kristina, la petite fille de onze ans, est en fin de primaire et s’exprime dans un flamand parfait... Elle aussi sera expulsée avec sa famille à moins que cette décision ne soit annulée au dernier moment.

Un autre scandale est l’expulsion, le 21 décembre vers l’Allemagne sur la requête de ce pays, d’Erdal Gököğlü, réfugié politique en Belgique depuis des années, après son arrestation sur décision du tribunal le 13 novembre...

Gököğlü avait été mis à l’isolement pendant plus d’un mois dans la prison de Lantin près de Liège, sans que l’on permette à ses proches de lui rendre visite, et pour cette raison il avait entamé une grève de la faim.

Il souffre d’ailleurs du syndrome de Wernicke-Korsakoff en raison de la celle qu’il avait observé avec d’autres prisonniers politiques en Turquie.

En janvier 2016, alors qu’il se trouvait en Pologne, il avait été arrêté à la demande du gouvernement turc, mais le tribunal polonais avait rejeté cette requête et lui avait permis de retourner en Belgique où il était réfugié politique.

L’expulsion par l’État belge, sur la demande de l’État allemand, d’un réfugié politique auquel il a lui-même accordé l’asile, risque maintenant d’entraîner, de là, son extradition vers la Turquie.

Tandis que les opposants au régime islamo-fasciste de Turquie sont soumis à de telles démarches, les combattants citoyens belges dévoués à Tayyip poursuivent leurs activités sans rencontrer le moindre obstacle non seulement sur le ter-

ritoire belge, mais aussi dans les autres pays d'Europe et au Moyen-Orient.

Le fait qu'un groupe mené par un individu répondant au nom de Mehmet Gargılı, qui ne quitte pas les basques de Tayyip à chacune de ses visites en Belgique, continue au tribunal, devant lequel ils comparaissent pour avoir semé le désordre à Jérusalem avec des drapeaux turcs en guise de chemise, des fez sur la tête et en brandissant la photo de Tayyip, ses provocations politiques en faisant le signe du Rabia des Frères musulmans avec des mains teintes au henné, en est l'ultime exemple.

Le meneur de ce groupe est l'un des individus qui ont fait irruption au Consulat turc de Bruxelles pour attaquer au couteau des opposants kurdes assesseurs lors du référendum sur la constitution...

Cet individu qui sera comblé de faveurs par Tayyip en tant que héros de la guerre sainte pour Jérusalem lorsqu'il passera par la Turquie après avoir été libéré par Israël pourrait-il à terroriser impunément les opposants au nom des Foyers ottomans d'Europe à son retour en Belgique?

Prendra-t-il place dans les opérations d'annihilation des opposants à l'étranger annoncées par Garo Paylan? Là encore, fermera-t-on les yeux?

Il faudrait les garder ouverts mais comment savoir, l'Europe est le royaume du "deux poids, deux mesures"...

Sous le ciel de Paris, d'Erim à Tayyip...

Artıgerçek, 7 janvier 2018

J'avais commencé l'année avec une tâche que je négligeais depuis longtemps, transformer en PDF les publications résistantes que nous avons réalisées en quarante-six ans d'exil pour ensuite les partager sur les réseaux sociaux... C'est la raison pour laquelle j'avais décidé de repousser

d'une semaine l'article pour *Artıgerçek* que je livre généralement le jeudi.

Alors que je parcourais rapidement sur Internet les informations et commentaires relatifs à l'actualité de Turquie, un article d'*Artı Gerçek* signé Celal Başlangıç et intitulé "2018 sera pire que 2017 pour la liberté de la presse" me remit les idées en place.

Voici ce qu'on pouvait y lire: "Ce qui apparaît, c'est que le pouvoir AKP est déterminé à faire empirer en 2018 la situation du droit à l'information et à l'accès à la vérité des citoyens de Turquie. Car ils ne veulent pas que le peuple connaisse les réalités. Ils veulent que les vols, l'exploitation, les profits faciles et les crimes restent cachés."

Tout de suite après, comme pour confirmer cette prévision, une nouvelle tomba sur la page d'accueil d'*Artı Gerçek*... Notre ami écrivain Fadıl Öztürk avait été arrêté chez lui ce matin-même par les policiers de la brigade de lutte anti-terroriste et mis en garde à vue au motif que ses articles pour *Artı Gerçek* faisaient l'apologie du terrorisme. Témoin de l'événement, notre cher musicien populaire Ferhat Tunç se révoltait sur les réseaux sociaux: "Fadıl est un poète de Dersim qui a laissé sa jeunesse dans les geôles du 12 septembre, laissez-le tranquille!"

Oui, comme venait de le prédire Celal, 2018 commençait déjà à s'avérer pire que 2017.

Au cours de son histoire torturée et presque bicentenaire qui a débuté en 1831 avec *Takvim-i Vekayi* et s'est poursuivie jusqu'à l'actuel despotisme turco-islamique après être passée par ceux d'Union et progrès, du kémalisme, du Parti démocrate et des coups d'État militaire, la presse turque a été la cible de tous les pouvoirs.

Seuls moyens de faire parvenir aux masses informations et commentaires, quelques caisses de caractères et une presse à plat primitive, puis les rotatives géantes alimentées par Linotypes et Intertypes et pour finir, impressions en offset ou

en rotogravure rendant obsolètes les plaques métalliques montées sur bois de l'impression par cliché...

Notre génération née dans les années cinquante est arrivée jusqu'à aujourd'hui en vivant toutes ces transformations techniques qui ont modelé les médias. Autrefois, opinions, réflexions et critiques ne pouvaient atteindre les masses ciblées que grâce aux journaux disposant des moyens de production que je viens d'énumérer. Si vous en étiez privés, vous pouviez faire mettre en page et imprimer votre journal ou votre revue dans une imprimerie, moyennant finance...

Lorsque vous commenciez à importuner les gouvernements ou les cercles du grand capital, vous aviez beau payer, les portes de l'imprimerie vous claquaient au nez. Nous l'avons vécu avec *Akşam* et *Ant*. Sans compter qu'en période de coup d'État, quelques lignes de l'État-major suffisaient à faire taire le journal ou la revue et à envoyer le journaliste ou les responsables en prison.

De nos jours, ces pressions et mises au silence ont atteint des dimensions jamais vues à aucune époque de l'histoire du pays...

L'état d'oppression inquisitoire auquel la presse est soumise sous le dictat de l'état d'urgence instauré au prétexte de la prétendue tentative de coup d'État du 15 juillet, a été annoncé en chiffres par Reporters sans frontières qui protestait contre la visite à Paris d'Erdoğan. Pour ce qui est du respect de la liberté de la presse, la Turquie se place, parmi 180 pays, tout en bas, au 155^e rang. Tandis que 200 organes de presse ont vu leurs portes scellées et leurs biens saisis, 206 journalistes, dont 26 propriétaires de concession et directeurs de publication, ont commencé l'année dans les geôles de Tayyip.

Ce dernier fait prouve sur ce point d'une telle indécence et d'une telle hypocrisie qu'après avoir qualifié, lors de la conférence de presse commune avec Macron à Paris, les journalistes condamnés et emprisonnés de "jardiniers du terrorisme et des terroristes", il a répondu à un journaliste fran-

çais qui l’interrogeait sur les armes qu’il avait fait envoyer en Syrie en l’accusant de “parler comme FETÖ”.

Pire encore, répondant à la question d’une journaliste sur l’entrepreneur et défenseur des droits de l’Homme Osman Kavala, qui se trouve toujours emprisonné, il ne put s’empêcher de vomir sa haine: “C’est bien, il y a donc ici des avocats d’Osman Kavala... Laissez-moi rappeler à cette dame qu’il s’agit de l’un des acteurs ayant fomenté les événements de Gezi, à Istanbul.”

Bien heureusement, la technologie des médias d’aujourd’hui et les moyens d’information et de communication ne se limitent plus aux imprimeries, chaînes de télévision et entreprises de distribution appartenant aux gouvernements et aux groupes du grand capital. Cette nouvelle version de son célèbre “one minute” est relayée sur le champ sur les réseaux sociaux, où elle reçoit les réactions qu’elle mérite.

Désormais, grâce à Internet, avec les réseaux sociaux tels que Facebook et Twitter, avec les smartphones et les tablettes, quoi qu’il arrive dans le monde ou en Turquie, quoi que telle ou telle personnalité dise, tout le monde accède instantanément à l’information et aux commentaires qui lui sont liés.

C’est la révolution de notre époque en matière de journalisme... Celal Başlangıç, qui l’a bien compris quand il dit que “2018 sera pire pour la liberté de la presse que 2017”, termine ensuite son article en lançant un défi digne de la mission et de l’honneur de notre métier:

“Mais il est possible de changer les règles du jeu. Chaque maison, chaque lieu de travail doit devenir un studio de télévision, un centre de presse. Nous n’avons pas d’autre choix que de faire de chaque imprimante une presse d’imprimerie, de chaque téléphone portable une caméra de télévision, de chaque ordinateur un site d’information. Chacun doit absolument, dans son immeuble, dans la rue, dans son centre-ville, au marché, dans son quartier, dans son village, dans sa commune, dans sa grande ville, sur son lieu de travail, devenir un bon reporter qui

informe sur ce qui se passe. Ceux qui défendent la vérité et ce qui est juste finissent toujours par gagner. Ils peuvent bien tenter de dissimuler tout ce qu'ils veulent, les réalités ont la mauvaise habitude de toujours finir, un jour, par être révélées.”

Oui, c'est cet éveil, cette résistance qui hier à Paris ont poussé le président de la République française Macron à dire devant Erdoğan et les caméras de télévision leurs divergences sur la liberté de la presse et les droits de l'Homme, et d'insister sur le fait qu'à cause de ces divergences, la Turquie devrait désormais renoncer à devenir membre de l'Union européenne et se contenter d'un “partenariat”.

Tout cela est bien beau, mais que dire des accords on ne peut plus cordiaux signés une fois les portes closes?

Il y a d'abord la signature, par les ministres des deux parties en présence des journalistes, du contrat, incluant l'Italie, d'un système de défense aérienne et de missiles.

Viennent ensuite l'accord de réassurance entre Türk EXIM-BANK et son homologue Bpifrance Assurance Export ainsi que le protocole d'accord entre Turkish Airlines et Airbus...

Tandis que je suivais à la télévision cette cérémonie de signatures, je me suis retrouvé au temps de notre exil où nous vivions à Paris, quarante-six ans plus tôt.

C'était l'époque où nous créions le mouvement Résistance démocratique... Où nous nous efforcions, à l'approche du premier anniversaire du coup d'État du 12 mars, d'informer l'opinion française de la répression en Turquie. Le président Nihat Erim, pantin des généraux fascistes, déclara soudain qu'il allait se rendre à Paris pour s'entretenir avec ses hommes d'État.

À cette époque, il n'y avait pas que la Turquie qui se trouvât sous dictature fasciste, mais aussi la Grèce, l'Espagne et le Portugal... L'opinion publique démocrate avait raison de montrer sa désapprobation face à la venue à Paris d'un président fasciste... Mais ces réactions ne troublèrent guère le président Pompidou et son Premier ministre Jacques Chaban-Delmas, pour qui l'important était de parfaire les rela-

tions économiques, commerciales et militaires avec tous les pays, même les dictatures.

En outre, Renault, le champion de l'industrie automobile française, avec lancé trois ans plus tôt, en 1969, la production à Bursa après avoir noué un partenariat avec l'OYAK, l'organisme de retraite des généraux putschistes. Maintenant, il était temps d'organiser de nouveaux partenariats avec le gouvernement d'Erim, pantin de ces mêmes généraux.

L'un des journaux auxquels nous avons fait appel contre le régime de Turquie était *Le Canard enchaîné*, célèbre journal satirique qui avait fait trembler plus d'un gouvernement en révélant ses scandales... Claude Angeli, l'une des plus grandes figures du journalisme engagé venait d'en être nommé rédacteur en chef.

Après nous avoir écoutés attentivement tandis que nous lui parlions du terrorisme d'État, il avait soudain demandé:

- Il y a un autre sujet important qui me tracasse... C'est la domination des militaires sur l'économie du pays et les relations entre la France et la Turquie au niveau de l'armement.

- Enfin! avais-je répondu. Cela fait des années que nous luttons sur ce point en Turquie et ce sont les menaces des militaires qui nous ont forcés à partir en exil.

Le Canard enchaîné sut faire un bon usage des informations détaillées que je lui confiai quant au militarisme et à l'armement en Turquie.

Mais loin de prêter l'oreille à d'éventuelles critiques du gouvernement français lors de sa visite à Paris, Erim allait prendre part à des entretiens préalables aptes à ouvrir l'appétit des deux parties. Par exemple, un métro à Ankara, un pont suspendu sur le Bosphore, l'achat d'équipements neufs pour la TRT... Sur le plan militaire, la France allait promettre à la Turquie de lui vendre quatre navires de guerre équipés des fameux missiles Exocet, et Erim, en bon pantin des généraux, allait pouvoir rentrer à Ankara muni d'une victoire diplomatique et recevoir les félicitations de ses maîtres.

Au cours des années suivantes, les gouvernements français ne se sont jamais montrés sensibles au piétinement des droits de l'Homme en Turquie et ce, malgré le soin porté par les médias et les associations civiles pour les tenir informés. Même dans les pires moments, ils ont toujours conservé au premier plan le développement des relations économiques, commerciales et militaires avec Ankara.

Les choses ne furent guère différentes sous la présidence du socialiste Mitterrand.

Le 3 janvier 1985 allait être diffusé sur la chaîne de télévision française Antenne 2, dans l'émission *Résistances*, un reportage intitulé "La Turquie sous les bottes". Ils voulaient faire parler un Kurde et un Turc dans la partie débat qui allait suivre le documentaire. Le Kurde allait être Kendal Nezan, directeur de l'Institut kurde de Paris, qui venait d'être créé. Mais ils n'avaient pas trouvé de Turc osant s'exprimer dans cette émission française.

Le producteur de l'émission, Bernard Langlois, m'appela au téléphone et, après m'avoir précisé qu'il suivait avec intérêt les publications d'*Info-Türk*, il me demanda :

"Serais-tu prêt à participer à une émission aussi critique?"

J'étais déjà tellement en colère du fait de la mort de Yılmaz Güney et de la répression menée contre les intellectuels pétitionnaires en Turquie, que j'acceptai cette mission et notai ce rendez-vous à Paris.

Lorsqu'on me demanda mon opinion après la diffusion du documentaire, je dis bien à quel point il était honteux pour la Turquie que Nazım Hikmet soit mort à Moscou et Yılmaz Güney à Paris, loin de leur pays, puis je donnai des informations sur les nouvelles mesures de répression prises en Turquie contre les Kurdes, les Arméniens, les Assyro-chaldéens et les Turcs démocrates, avant d'appeler l'Europe à hausser le ton face à cette oppression.

Après la diffusion de l'émission, les médias turcs ne tar-

dèrent pas à contrattaquer. Le lendemain, le journal *Hürriyet* récidivait dans ses provocations en disant que je tenais des discours antiturcs à la télévision française. À mon retour à Bruxelles, je commençai à recevoir une pluie de menaces par téléphone de la part des nationalistes turcs.

Mais le véritable coup survint plus tard, et de cette France sous gouvernement socialiste.

La commission parlementaire mixte Turquie-CEE allait de nouveau se réunir à Strasbourg le 17 janvier 1989, huit ans après le coup d'État du 12 septembre.

Je fis une demande de visa auprès du consulat de France à Bruxelles pour me rendre à Strasbourg dans le but d'assister à cette session et d'alerter les parlementaires européens, en présentant de nouveaux documents, sur les nouvelles violations des droits de l'Homme en Turquie. Parce que je disposais d'une carte de presse officielle en Belgique et que j'étais journaliste accrédité au Parlement européen et à la Commission européenne, rien de plus naturel pour moi que d'assister à une session du Parlement européen à Strasbourg.

J'attendis pendant des jours, téléphonai à maintes reprises, me rendis même au Consulat, je ne recevais pas de réponse positive à ma demande de visa.

Je reçus réponse à ma requête un jour avant le début de la session à Strasbourg. Il ne me serait désormais plus accordé de visa car mon entrée sur le territoire français été considérée comme problématique.

Pourquoi?

J'entrai en contact avec mes amis de Turquie en France. Ils pensaient tous que j'avais été mis sur liste noire par le régime d'Ankara pour avoir participé, quelques années plus tôt à la télévision française, à une émission en rapport avec la répression subie par les minorités de Turquie.

Mais les travaux que je menais depuis 1971 auprès du Conseil de l'Europe sur les violations des droits de l'Homme en Turquie avaient eux aussi pu jouer un rôle dans ce refus.

Pour ce qui est de Macron, je ne pense pas que beaucoup ait changé... C'est vrai, il a parlé des journalistes emprisonnés mais, donnant dès le début de la conférence de presse des exemples des points sur lesquels il était en harmonie avec l'État turc, il a dit: "La première des questions sur lesquelles nous nous sommes entretenus a été la lutte contre le terrorisme... Nous luttons contre le PKK. Pour nous, le PKK est une organisation terroriste."

Et le président de la République française disait cela quatre jours avant le cinquième anniversaire de l'assassinat en plein cœur de Paris de trois femmes cadres du PKK par des tueurs à gages de l'État turc.

Je n'étais pas étonné...

Le fait que les relations franco-turques soient, quelles que soient les circonstances, toujours au beau fixe au niveau intergouvernemental remonte sans doute au XVI^e siècle, quand le roi de France François I^{er} apporta son soutien à Soliman, alors en difficulté.

Hier, quand j'ai vu à la télévision Erdoğan et Macron faire leurs acrobaties linguistiques en parlant des droits de l'Homme et parler de l'inébranlable amitié franco-turque, ce ne sont pas seulement les choses dont nous avons été témoins dans nos années d'exil qui ont défilé devant mes yeux, mais j'ai aussi eu comme l'impression d'apercevoir le célèbre tableau du Titien représentant Soliman et François I^{er}.

Longue vie à l'amitié!

Les papiers posthumes de la princesse Esterházy

Artıgerçek, 8 février 2018

Esterházy, ce nom mystérieux, les amoureux de musique classique occidentale, autant que ceux qui s'intéressent à l'histoire de la lutte pour les droits de l'Homme le connaissent très bien...

Cette famille d'artistocrates hongrois est connue pour avoir ouvert les bras, aux XVIII^e et XIX^e siècles, à des géants de la musique comme Joseph Haydn, Ludwig Van Beethoven ou Franz Schubert... On dit que les filles de cette famille ont connu des aventures amoureuses avec Beethoven pour Marie, avec Schubert pour Caroline.

Mais c'est à la fin du XIX^e siècle, avec la fameuse affaire Dreyfus, que le nom Esterházy se diffuse dans toute l'Europe. Lorsqu'on découvre en 1894 qu'un officier français envoie des rapports secrets à l'ambassade d'Allemagne à Paris, tous les soupçons se portent sur le capitaine Alfred Dreyfus du fait de la ressemblance de son écriture, mais surtout parce qu'il est d'origine juive. Celui-ci est condamné par le tribunal militaire à une lourde peine de prison pour avoir trahi la patrie.

Cependant, on apprend que ces rapports secrets n'ont pas été écrits par Dreyfus mais par le commandant d'origine hongroise Ferdinand Walsin Esterházy et Dreyfus est blanchi en 1906 à la fin d'une campagne menée par le célèbre écrivain Émile Zola. Il réintègre l'armée en tant que commandant.

Au lieu d'être condamné, Esterházy est quant à lui mis à la retraite, il passe par Bruxelles pour rejoindre l'Angleterre où il mène des activités antisémites jusqu'à sa mort en 1923.

Automne 1978... Nous quittons l'immeuble d'Anderlecht où nous avons mené pendant quatre ans nos travaux éditoriaux et politiques en fondant *Info-Türk* deux ans après avoir vécu sans statut et nous nous installons au huitième étage d'un haut immeuble du square Wiser à Etterbeek, plus proche des institutions européennes.

Lorsque je vois le nom au-dessus de l'étiquette *Info-Türk* que je suis en train de coller sur la sonnette de la porte d'entrée, je n'en crois pas mes yeux: "Princesse Esterházy".

Les autres occupants de l'immeuble m'ont semblé modestes, la plupart sont des Belges retraités... Il me paraît étrange qu'une personne portant ce nom, synonyme depuis

des siècles d'aristocratie, avec en plus ce titre de princesse qui lui est accolé, vive dans un immeuble aussi ordinaire. Mais tout le monde l'appelle ainsi: "La princesse est en bas", "La princesse est en haut"...

Nous finissons un jour par nous rencontrer dans l'ascenseur. Aristocrate jusque dans ses vêtements et ses manières... Voyant l'étiquette *Info-Türk* à la porte, elle a dû deviner, comme tout le monde, que ses nouveaux voisins étaient turcs. Elle demande:

"C'est vous les Turcs qui viennent d'emménager?"

– Oui.

– Si vous saviez comme je suis contente... J'ai tellement d'amis turcs. L'ambassade de Turquie ne manque jamais de m'inviter à ses réceptions, officielles ou privées.

– Madame, nous sommes turcs mais nous ne faisons pas partie de la clique de l'ambassade. Au contraire, nous sommes exilés en Belgique à cause de notre opposition au régime qu'ils représentent."

Elle hésite un instant, m'examine plus attentivement.

"Peu importe... Notre histoire à nous aussi est pleine d'exilés. Soyez les bienvenus. Si vous entendez du bruit au-dessus de vous n'hésitez pas à me téléphoner pour me prévenir. Mais de toute façon je suis souvent en voyage, je suis rarement à la maison..."

Nous n'avons jamais pu apprendre à quel degré notre princesse était de cette fameuse dynastie Esterházy qui, à cette époque-là, se trouvait totalement dispersée hors de Hongrie, ni même si elle était réellement une princesse. L'arbre généalogique que je tentai de reconstituer à partir d'encyclopédies ne donna aucun résultat.

Elle vivait sa vie, nous vivions la nôtre, nous vécûmes en paix dans cette proximité pendant des années.

Comme nous avons développé des relations cordiales avec le concierge et tous nos voisins, tous toléraient nos activités et nos visites. Y compris la princesse Esterházy...

À l'approche des années quatre-vingt, le square Wiser n'était pas seulement l'adresse de la rédaction d'*İnfo-Türk*, c'était en même temps un lieu de réunion où se retrouvaient des leaders d'organisations de migrants, des Turcs, des Kurdes, des Grecs, des Espagnols, des Italiens, des Portugais, des Marocains, mais c'était surtout le quartier général du Parti des travailleurs de Turquie en Europe.

Il y avait du matin au soir une forte circulation de diverses nationalités. Après le coup d'État de 1980, de nombreux exilés politiques, dont la présidente du TİP Behice Boran et son secrétaire général Nihat Sargin, allaient pendant longtemps séjourner chez nous.

İnci et moi avions pour mission de les recevoir et de pourvoir à leurs besoins... İnci se chargeait de préparer le repas du soir une fois qu'elle avait terminé ses tâches éditoriales et politiques. Moi, je m'occupais des courses, de faire la vaisselle à minuit et de préparer le petit-déjeuner le lendemain matin. Les repas de midi, conformes au régime de Boran, étaient préparés par l'étudiant en médecine Yiğit Bener, alors militant du TİP.

Un jour où nous avons reçu de nouvelles informations sur la répression en Turquie, nous nous étions mobilisés pour relayer l'information en plusieurs langues auprès de l'opinion européenne... Le soir de cette grosse journée de travail, après avoir mangé les *mantı* façon Çorum préparés par İnci en compagnie d'invités de divers partis, nous avons regardé les informations à la télévision belge. Une chaîne avait annoncé la diffusion d'un film sur Sissi, l'impératrice austro-hongroise, avec Romy Schneider dans le rôle principal.

Après cette annonce, Boran était tout excitée.

“Vous savez quoi, quand j'étais petite, je rêvais d'être princesse. J'adore la série des Sissi. Regardons ça ce soir.

– Nous avons à l'étage au-dessus une voisine de la maison d'Autriche-Hongrie... Une princesse Esterházy...”

Elle voulut la rencontrer. Mais notre voisine se trouvait

alors en voyage à l'étranger. Il ne leur fut pas donné de faire connaissance.

*

Pourquoi écrire tout ça?

C'était le milieu des années quatre-vingt-dix... Un jour que j'étais descendu pour relever le courrier, je m'étais retrouvé devant un avis de décès orné d'une croix... Notre voisine la princesse Esterházy avait fait ses adieux au monde dans un royaume lointain.

J'allais être bouleversé quelque temps après par ce que j'allais voir en descendant les poubelles ... Quelqu'un avait jeté des centaines de photographies et autant de lettres écrites en français, en anglais et en hongrois.

Je pris quelques-unes des photos... Nous n'avions jamais pu apprendre si elle était réellement princesse, mais ces clichés la montraient à de nombreuses réceptions fastueuses, y compris à l'ambassade de Turquie, depuis sa jeunesse jusqu'à l'époque actuelle, reçue avec tous les honneurs dus à une personne de la noblesse.

Les personnes qui avaient hérité de son appartement n'avaient donc pas hésité, alors qu'ils avaient conservé le mobilier et les objets de valeur, à jeter aux ordures les papiers de la princesse Esterházy, qu'ils avaient sans doute beaucoup respectée à une époque.

Je remontai avec les photographies que j'avais choisies et les montrai à İnci... Elle réagit de la même façon que moi.

Comment des héritiers pouvaient-ils jeter aux ordures dès sa mort le passé d'une personne, quelles que soient son identité et son extraction?

À cette époque, nous avions dépassé les soixante ans pour moi, cinquante-cinq pour İnci...

Ce jour-là, pour la première fois, nous regardâmes d'un autre œil les livres dans le salon et le bureau, les documents d'archives que nous avions récoltés depuis un quart de siècle en reprenant à zéro, les photographies de nos albums.

Finiraient-ils eux aussi, un jour, à la poubelle, comme les papiers de la princesse Esterházy?

Qu'est-ce qui l'empêcherait?

Cette maudite année 1971 nous revint en mémoire.

Nous pensâmes aux livres et aux archives contenant les documents de la lutte que nous avons menée dans les médias, les syndicats et au côté du Parti des travailleurs de Turquie. Nous les avons laissés derrière nous quand nous avons abandonné notre appartement de la montée Kazancı la nuit où Nihat Erim, ce messager du militarisme, avait lancé l'opération Balyoz et déclaré la loi martiale. Nous pensâmes aux archives photographiques de quarante années, remplissant trois pleines malles d'acier, que nous avons constituées pour la revue *Ant*...

Après notre départ en exil, tout avait été pillé, qui plus est par des gens que nous avons considérés comme des amis ou des camarades. Même les volumes compilant la revue *Ant*, produit d'un labeur de cinq ans et qui constituait une ressource importante pour la campagne de résistance en Europe contre la junte, furent difficiles à récupérer.

L'exil, c'est aussi la disparition de tout un passé... Les articles que j'avais écrits pendant vingt ans à partir des années cinquante pour *Sabah Postası*, *Öncü*, *Gece Postası* et *Akşam* m'étaient désormais inaccessibles.

Une autre source de douleur fut de voir dans les bibliothèques privées d'individus installés par la suite en Europe des livres qui m'avaient été dédiés à l'époque où je dirigeais *Akşam* et *Ant*.

Parce que voir quelle fin avait attendu les papiers de la princesse Esterházy m'avait fait revivre ces souffrances du passé, nous commençâmes, İnci et moi, à chercher une solution pour que notre bibliothèque et toutes les archives que nous avons constituées depuis le 11 mai 1971 ne subissent pas le même sort après notre mort.

C'est à cette époque-là que notre cher ami de la génération

soixante-huit, le directeur des éditions İletişim Fahri Aral, nous rendit visite depuis les Pays-Bas en compagnie du professeur Eric Zürcher. Ces jours-là, j'écrivais des articles sur le mouvement de gauche et le passé des médias pour l'encyclopédie du socialisme que les éditions İletişim allaient publier.

“Vous avez des archives conséquentes en tant que Résistance démocratique et *İnfo-Türk*. Que comptez-vous en faire? Que diriez-vous de les confier à l'Institut international d'Histoire sociale aux Pays-Bas?”

– Bien sûr! D'ailleurs cela fait pas mal de temps que nous nous posions la question.”

C'est après cette proposition que nous confiâmes une partie importante des archives de Résistance démocratique, d'*İnfo-Türk* et des Ateliers du Soleil à l'Institut international d'Histoire sociale lors d'une cérémonie à Amsterdam le 24 janvier 2013 à laquelle participèrent Fahri Aral mais aussi les amis avec qui nous avons collaboré à *Ant*, Faruk Pekin, Müfide Pekin, Ragıp Zarakolu ainsi que le représentant du DİSK pour l'Europe Yücel Top.

Ce premier lot donnait une place importante aux documents relatifs à l'organisation en Europe du Parti des travailleurs de Turquie de 1975 à 1981.

Mais en 2017, deux mauvaises surprises nous attendaient.

Le livre de 702 pages intitulé *L'Union du TİP et du TKP* publié par les éditions Belge ne consacrait que 33 pages au TİP et ne contenait pas une seule ligne sur l'organisation du TİP à l'étranger, qui avait commencé en 1975 pour s'achever en 1981.

Or, c'est cette maison d'édition qui avait publié, quelques années plus tôt, mon livre de 1076 pages, *Le Journaliste "apatride"*. Ces mémoires contenaient des informations détaillées sur l'organisation en Turquie puis à l'étranger du TİP entre 1962 et 1981.

Le livre *Le Processus d'union entre le TİP et le TKP*, pu-

blié par la TÜSTAV quelques mois plus tard, pas plus que le livre intitulé *TÜSTAV*, ne faisaient mention de l'organisation du TİP en Europe entre 1975 et 1981.

Or, depuis quatre ans, tout chercheur pouvait consulter à l'IISG d'Amsterdam des documents relatifs à cette organisation du TİP à l'étranger, depuis les bulletins d'inscriptions des membres jusqu'aux documents prouvant les relations nouées au nom du TİP avec les mouvements communistes et ouvriers internationaux et montrant comment les leaders du TİP avaient pu trouver asile en Europe, en passant par la correspondance des membres du comité central, en premier lieu celle de Boran et Sargin et les documents relatifs aux aides matérielles que nous avons envoyées en tant qu'organisation à l'étranger.

De plus, une grande partie de ces documents figure en PDF sur le site Internet d'*İnfo-Türk*.

Personne n'avait daigné consulter ce site ni ces documents pour écrire l'histoire du TİP.

Face à ce nouveau coup, nous débattîmes longuement de l'utilité d'archiver nos documents. Nous partagions l'idée que même s'ils devaient être ignorés par des calculs politiques, protéger l'existence de ces documents était un devoir envers les camarades et amis avec qui nous avons lutté pendant plus de soixante ans.

Nous étions tous deux d'un âge bien avancé et la plupart de nos amis de lutte, même ceux qui étaient plus jeunes que nous, avaient depuis longtemps rejoint l'éternité.

Malgré nos graves problèmes de santé, İnci et moi fîmes un dernier effort pour classer et mettre en colis la dernière partie de nos archives afin qu'elles ne se retrouvent pas à la poubelle à notre mort.

Nous les avons confiées il y a trois jours, le 5 février 2018, à ce cher Erhan Tuskan, responsable des documents turcs de l'Institut international d'Histoire sociale d'Amsterdam.

Nous sommes en train de faire don à la Bibliothèque royale

de Belgique, progressivement et à la demande de ses directeurs, de notre propre bibliothèque qu'après le pillage de nos livres en Turquie nous avons reconstituée en exil en acquérant des milliers de livres en quarante-sept ans. Et nous confions à l'AMSAB, Institut d'Histoire sociale de Gent, notre archive de coupures de presses, elle aussi constituée à partir de 1971.

Oui... Les papiers de la princesse Esterházy s'étaient retrouvés à la poubelle après la trahison des personnes qui lui étaient le plus proches.

Nous en tirons la leçon et transmettons en toute sérénité aux générations à venir, qui lutteront pour les mêmes objectifs que nous après notre mort, les quarante-sept des soixante-six années d'archivage que nous avons pu sauver du pillage et de la dispersion en les confiant à trois lieux différents.

Nous savons maintenant que nos papiers posthumes ne se retrouveront pas à la poubelle!

Coup d'État turc contre la Maison du Cygne de Marx! *Artıgerçek, 23 février 2018*

C'est inconcevable... J'aurais pu tout imaginer, mais pas que la Maison du Cygne, brasserie qui se trouve sur la Grand-Place de Bruxelles et où a été écrit le *Manifeste du parti communiste*, guide de ceux qui veulent creuser la tombe du capitalisme, serait mise sous scellés à cause la mauvaise gestion d'un capitaliste turc.

Nos médias sont remplis des récits de réussite de ceux des émigrés de Turquie exportés en Europe en tant que main d'œuvre bon marché un demi-siècle plus tôt qui parviennent à prendre place au côté des capitalistes...

Tout comme ces politiciens qui, ayant obtenu la nationalité belge, sont entrés aux parlements fédéral et régionaux ou dans les conseils communaux ou encore dans les ministères grâce à ces voix communautaires obtenues en caressant les

sentiments nationalistes des immigrés turcs et en faisant la guerre à ceux qui reconnaissent le génocide arménien et qui soutiennent la résistance nationale kurde...

Je l'ai déjà écrit dans *Artı Gerçek*. La Maison du Cygne est l'un des passages obligés des visiteurs de Bruxelles ayant une sensibilité de gauche... On dit que c'est à l'une de ses tables que Karl Marx et Friedrich Engels, qui ont vécu exilés en Belgique de 1845 à 1848 ont écrit, en 1847, *Le Manifeste du parti communiste*...

Édifié en 1698 dans le style baroque, ce bâtiment qui a longtemps abrité la corporation des Bouchers a accueilli au XIXe siècle un autre événement historique: c'est là qu'a été créé le Parti ouvrier belge, précurseur de l'actuel Parti socialiste.

Écrit à la demande de la Ligue des communistes et publié pour la première fois le 21 février 1848 en allemand, ce fameux manifeste commençait par le constat de la situation qui définissait l'époque: "Un spectre hante l'Europe: le spectre du communisme."

Et il se terminait par ce célèbre appel internationaliste:

"Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!"

Oui, la Maison du Cygne, où a été écrit ce manifeste révolutionnaire, est depuis quelque temps fermée.

Les entrepreneurs turcs Sabahattin Beyaz et son frère Spyragelos ne se sont pas contentés, parmi d'autres fructueuses opérations, de mettre la main, ces dernières années, sur cette brasserie historique. Ils ont également acquis la Chaloupe d'or et la Brasserie de l'Ommegang qui se trouvent aussi sur la Grand-Place et dans d'autres quartiers d'importants et touristiques établissements tels que le Manhattan, le Paon Royal, le Café de l'Opéra, le North Express, la Pergola, la Brasserie de Bruxelles et le Frederiksborg...

Mais tous ces lieux ont été fermés à la suite de la liquidation judiciaire prononcée par un tribunal de Bruxelles.

Le tribunal a constaté qu'après avoir acquis ces prestigieux établissements, Sabahattin Beyaz et son frère n'avaient pas payé les charges sociales, s'élevant à 3,5 millions d'euros, du personnel qu'ils avaient employé pendant des années. Ces charges s'élevaient pour la seule Maison du Cygne à 800.000 euros.

À la suite de cette liquidation judiciaire, ces près de deux cents employés sont maintenant au chômage...

Face à ces liquidations, les médias turcs patriotes de Belgique ont mobilisé sans attendre les sentiments nationaux et, sans rien reprocher aux deux entrepreneurs turcs, sont en train d'attaquer la Ville de Bruxelles.

D'après eux, ces liquidations ne sont pas dues à une mauvaise gestion et au non-paiement des charges sociales, mais à l'interdiction par la Ville de la circulation automobile dans le centre, en particulier sur l'avenue qui passe devant l'historique bâtiment de la Bourse, où désormais seuls les piétons ont le droit de circuler... Ils affirment que les touristes au portefeuille bien rembourré renoncent à venir boire ou manger quelque chose dans ces cafés du fait qu'ils ne peuvent plus accéder au centre-ville en voiture.

Mais tout le monde sait que ce n'est pas la transformation en zone piétonnière du centre-ville, mais les attentats terroristes islamistes qui, ayant profondément ébranlé Bruxelles ces dernières années, ont porté un grand coup aux lieux de commerce touristique que sont les hôtels, restaurants et cafés...

Mais il est vrai que depuis 2017, les flux touristiques vers la Belgique ont retrouvé leur niveau d'origine... D'après le rapport de fin d'année du *Soir*, les hôtels de Bruxelles ont vite retrouvé leur taux de remplissage d'avant les attaques terroristes.

Les médias turcophones peuvent bien essayer de blanchir les capitalistes turcs et mettre la fermeture du café d'exil de Marx sur le dos des dirigeants locaux de Belgique, les po-

liticiens de gauche, comme les démocrates, s'inquiètent, à l'approche des élections communales et fédérales, de perdre les voix des électeurs d'origine turque après s'être fait taxer d'"islamophobes" ou de "turcophobes"...

Un exemple?

Même le meeting "Prends ton drapeau et cours sauver la patrie" organisé dimanche prochain devant les institutions européennes par l'Union des démocrates turcs européens, association qui sert à Tayyip à recruter en Europe des disciples pour légitimer l'occupation d'Afrîn, l'une des guerres les plus injustes que l'on ait vues au monde, a été autorisé par la Ville de Bruxelles, qui est dirigée par une coalition de socialistes et de libéraux...

Cette coalition craint de perdre la majorité aux prochaines élections à cause de la scandaleuse corruption de ses dirigeants, en particulier ceux affiliés au Parti socialiste, et des centaines de milliers d'euros qu'ils ont empochés depuis des années...

En outre, le fait qu'une ancienne sénatrice d'origine turque sortie du parti vert de la région flamande Agalev – qui a créé avec une invétérée islamiste d'origine libanaise un nouveau parti parallèle au parti turc de Hollande – lance immédiatement une campagne de soutien à Erdoğan et d'opposition à la résistance nationale kurde pour siphonner les voix des électeurs turcs et musulmans, ne préoccupe pas seulement le Parti socialiste, mais aussi les autres partis...

Malgré toutes les alertes des organisations démocratiques d'originaires de Turquie, aucune protestation ne s'est fait entendre de la part du Parti du travail de Belgique (PTB) – dont les derniers sondages disent que, profitant de l'effondrement du Parti socialiste convaincu de corruption, il se hisse presque à la position de deuxième parti dans les régions de Bruxelles et de Wallonie – contre les attaques contre Afrîn et les débordements en Belgique des dévoués combattants de Tayyip.

Car ce parti aussi est trop occupé à calculer comment il pourrait ramener vers lui les voix perdues par le Parti socia-

liste dans les communes à forte densité d'électeurs d'origine turque comme Schaerbeek, Saint-Josse, Molenbeek, Anderlecht et Bruxelles-ville...

J'ai écrit en détail la semaine dernière comment la conférence de presse capitale donnée à Bruxelles par Salih Müslim, la voix la plus influente sur le plan international du Kurdistan de Syrie, a été ignorée par les médias et les institutions belges qui se font passer pour les plus démocrates, du fait que Müslim avait été inclus à la dernière minute sur la liste rouge d'Ankara des "terroristes recherchés".

Heureusement, les journaux belges, qui devaient rendre compte des discours d'Aslı Erdoğan, "invitée et présidente d'honneur" du Salon du livre de Bruxelles inauguré cette semaine, se sont trouvés obligés d'évoquer la répression dont sont victimes en Turquie intellectuels, scientifiques et opposants politiques.

Il était extrêmement important qu'Aslı Erdoğan, dans l'interview qu'elle a accordée à *La Libre Belgique*, insiste, comme elle l'a fait, sur la lutte des femmes de Turquie et en particulier des femmes kurdes. "La situation des femmes y est bien sûr extrêmement difficile. Alors pourtant qu'il faut se rappeler que c'est en Turquie qu'il y a eu la première femme pilote de chasse, Sabiha Gökçen en 1936 et que les femmes turques ont obtenu le droit de vote en 1934 déjà, dix ans avant la France!" disait-elle... Bien sûr, on peut regretter qu'elle n'ait pas mentionné que cette même femme pilote Sabiha Gökçen avait été missionnée par le pouvoir kémaliste pour aller bombarder les Kurdes lors du massacre de Dersim.

Elle a pourtant mis en lumière une réalité que peu de démocrates européens connaissent en disant: "Aujourd'hui, les femmes sont souvent en tête de la résistance politique, écologique. Elles sont nombreuses, d'abord les Kurdes, à braver les interdictions pour manifester. En 2011, elles étaient déjà majoritaires dans les manifestations pour protéger le parc Gezi à Istanbul."

La création de la Plateforme européenne de solidarité avec Afrîn est sans aucun doute un événement important qui défie sur le plan militant l'obscurité générale en Belgique.

Cette Plateforme européenne de solidarité avec Afrîn organise le samedi 3 mars près de la Gare du Nord de Bruxelles un meeting pour protester contre l'attaque de l'État turc contre Afrîn et appeler à la solidarité des forces de paix européennes avec le peuple kurde.

Tandis que les activités de la plateforme se poursuivront, la célébration de Newroz en mars et les rassemblements pour le 103^e anniversaire du génocide arménien de 1915 seront les faisceaux de lumière de la résistance dans l'obscurité de cette Belgique qui subit les pressions du lobby turc.

Il est très important que ces faisceaux soient forts, pas seulement pour rendre compte de l'oppression islamo-fasciste, mais aussi pour éviter que les citoyens belges originaires de Turquie ne tombent, lors des élections municipales qui auront lieu à l'automne en Belgique, dans le piège des combattants de la synthèse islamo-turque.

Question:

Ami, es-tu un pion manipulé de loin par la bande de Tayyip, qui est l'ennemie des libertés et des droits humains, ou un citoyen honorable du pays où tu vis, qui défend la démocratie et les libertés pour les Hommes du monde entier?

Le génocide... et les dents de crocodile de l'OTAN

Artigerçek, 26 avril 2018

Le 24 avril, c'est le jour où nous retrouvons depuis des années nos amis arméniens, où nous prenons part à leur douleur face au premier génocide du XX^e siècle, où nous sommes plus que jamais déterminés à lutter ensemble pour que le monde entier, y compris la Turquie, reconnaisse ce génocide...

Cette année encore, nous nous sommes retrouvés autour

du monument en mémoire du génocide arménien de 1915 planté sur la place Henri Michaux de la commune bruxelloise d'Ixelles. Ce fameux monument que les candidats d'origine turque, qui se présentent aux élections depuis que la double-nationalité a été accordée aux immigrés originaires de Turquie dans le seul but d'obtenir les voix des électeurs turcs subissant l'influence du lobby turc, prennent pour cible en parlant de le détruire pour ériger à la place un monument en hommage à l'Empire ottoman...

Ils n'ont pas réussi à le faire, mais cela ne les a pas empêchés de prendre place au premier rang des foules d'immigrés turcs qui envahissent les rues pour manifester contre la reconnaissance du génocide sur ordre des associations nationalistes et islamistes chauffées par l'ambassade de Turquie à Bruxelles et de lutter "héroïquement" contre toutes les initiatives pour la reconnaissance du génocide présentées dans les assemblées où ils figurent.

C'est l'un des sujets sur lesquels j'ai insisté dans les discours que j'ai prononcé cette année encore sur cette place... Car, étrange coïncidence, quelques mois après les élections présidentielle et parlementaires du 24 juin en Turquie se tiendront en Belgique les élections communales...

Voici ce que j'ai dit lors de la commémoration:

"Je me souviens des événements de la commémoration du centenaire du génocide organisée il y a trois ans par la Fédération européenne arménienne, l'Association des Arméniens démocrates, l'Institut assyrien de Bruxelles, l'Institut kurde de Bruxelles et la Fondation Info-Türk.

"Nous avons insisté alors sur le fait que la Turquie, devant cette revendication à l'échelle mondiale, devait mettre fin au négationnisme hérité des pouvoirs unioniste et kémaliste.

"Après l'assassinat de Hrant Dink, cette revendication légitime a été partagée par des dizaines de milliers de démocrates de Turquie qui ont scandé dans les rues des métropoles turques: 'Nous sommes tous des Arméniens!'

“Les accords turco-arméniens prévoyant l’établissement de relations diplomatiques et l’ouverture de la frontière entre les deux pays signés fin 2009 à Zurich semblaient prometteurs.

“Hélas... Le pouvoir AKP de Tayyip Erdoğan, fidèle à son idéologie turco-islamiste, a non seulement assassiné l’espoir de la reconnaissance du génocide de 1915, mais a également transformé la Turquie en une prison de 790.000 km².

“Il y a plus d’un siècle, la nation arménienne d’Anatolie, victime du génocide de 1915, avait également subi une déportation inhumaine vers le désert de Deir ez-Zor en Syrie... Une grande partie de ces déportés avait traversé un territoire qui s’appelle Afrîn.

“Aujourd’hui, c’est la même Afrîn qui est occupée par l’Armée turque et ses alliés islamistes, devenant le théâtre d’une nouvelle déportation visant le peuple kurde de la région.

“Comptant sur l’hystérie nationale déclenchée par ces opérations militaires, Erdoğan organise, pour faire perdurer son pouvoir islamo-fasciste, deux élections anticipées, la présidentielle et les parlementaires...

“Quel que soit le président élu, le véritable enjeu est la composition de la nouvelle assemblée nationale.

“L’élection de candidats kurdes, arméniens, assyriens mais aussi de démocrates turcs à cette nouvelle assemblée est le seul espoir pour renforcer la lutte contre la dictature de Tayyip Erdoğan.

“Je me rappelle... Notre ami Garo Paylan, député arménien du HDP, avait soumis un projet de loi à la Grande Assemblée nationale sur la reconnaissance du génocide arménien, le retrait des noms des génocidaires des lieux publics et un amendement à la loi sur la citoyenneté turque.

“Garo Paylan, valeureux enfant du peuple arménien de Turquie, a déjà subi des agressions et menaces de mort jusque dans l’hémicycle. Il faut qu’à l’issue de ces élections anticipées plusieurs Garo Paylan siègent à cette assemblée.

“Encore un petit mot sur une coïncidence... Oui, quelques mois après les élections du 24 juin en Turquie se tiendront les élections communales en Belgique.

“Dans plusieurs conseils communaux, notamment à Bruxelles, et même aux assemblées régionales et fédérales, on trouve actuellement des négationnistes partisans d’Erdoğan.

“Dans les jours qui viennent, les rues de Schaerbeek et de Saint-Josse seront couvertes d’affiches d’Erdoğan destinées aux électeurs turcs ayant la double-nationalité pour les élections turques du 24 juin.

“Ensuite, ce sera le même scénario lors des communales belges pour orienter les voix turques vers les candidats pro-Erdoğan.

“J’espère que les partis démocratiques belges, en ce 103^e anniversaire du génocide de 1915, seront assez vigilants pour étouffer les cris négationnistes au sein des assemblées de ce pays de manière à ce qu’on n’ait plus jamais à les entendre.”

Je ne sais si les partis politiques belges sauront se comporter ainsi... Ces deux dernières années, les grands partis traditionnels ont rapidement perdu des partisans après les grands remous provoqués dans l’opinion par les révélations de corruption. Je ne serais pas étonné que ces grands partis, en particulier le Parti socialiste (principale force depuis trente ans des conseils fédéral, régionaux et communaux, dans les communes à forte densité d’électeurs d’origine turque, par exemple les communes bruxelloises de Saint-Josse, Schaerbeek, Molenbeek et Anderlecht) laissent place, d’un côté à de nouveaux partis créés par des islamistes fans d’Erdoğan, de l’autre, face à la gauche radicale du PTB et à l’écologie d’Ecolo qui montrent tous deux une progression dans les sondages, à des politiciens pro-Erdoğan.

*

Impossible, quand on entend “Belgique”, de ne pas penser à l’OTAN, qui a depuis des années son quartier général à Bruxelles. Surtout après que Jens Stoltenberg, lors de sa vi-

site à Ankara le 16 avril avant le sommet de l'OTAN prévu à Bruxelles en juillet, a apporté son soutien total à la Turquie qui, faisant fi de toutes les règles internationales, s'allie aux terroristes islamistes pour occuper Afrîn et mettre en œuvre des pratiques génocidaires et de déplacements de populations qui ne sont pas sans rappeler 1915...

Or, il n'y a pas si longtemps, seulement trois semaines, des milliers de personnes avaient scandé sur les places et dans les avenues de Bruxelles, à l'appel de la Plateforme pour Afrîn: "L'OTAN est complice des massacres perpétrés par la Turquie."

L'OTAN ne peut pas se permettre de se mettre à dos la Turquie qui, pour se faire accepter comme membre, a envoyé une brigade de 4500 soldats en Corée en 1950 et a promis d'assurer le rôle d'avant-poste contre l'Union soviétique et ce, quel que soit le gouvernement qui la dirige et même s'il piétine les droits de l'Homme.

Depuis mes débuts dans le journalisme en 1952, l'OTAN s'est toujours trouvée au centre de mon activité professionnelle et de mes critiques.

À l'époque où je commençais à travailler, dans une imprimerie installée dans un ancien dépôt de tabac et de figes, pour le *Sabah Postası*, seul journal d'opposition d'Izmir, l'OTAN, que la Turquie venait d'intégrer, était en train de s'installer dans un hôtel de luxe construit sur le *Kordon* de la baie d'Izmir.

Lorsque, correspondant à Izmir pour *Milliyet*, j'alertai l'opinion en 1958 sur l'affaire de contrebande de devises dans laquelle était impliqué le général américain Harkinson, commandant des Forces terrestres de l'OTAN dans le Sud-Est, j'avais dû me protéger des menaces des sous-officiers contrebandiers.

Directeur à Istanbul du journal *Akşam* et de la revue *Ant*, je m'étais constamment opposé au fait que la Turquie soit membre de l'OTAN et j'avais fait une large place aux mani-

festations contre l'OTAN du Parti des travailleurs de Turquie et des organisations de la gauche anti-impérialiste.

Lorsqu'en 1971, le coup d'État du 12 mars soutenu par l'OTAN nous força à l'exil, nous nous installâmes, après avoir lutté deux ans dans la clandestinité, à Bruxelles, où se trouvaient les quartiers généraux de diverses organisations internationales, dont l'OTAN, qui fut toujours l'une des cibles principales des communiqués et livres que nous avons publiés au nom d'*Info-Türk*.

Tandis que j'écris cet article, je sors de temps à autre prendre l'air sur le balcon... Juste devant moi, mais assez loin, s'élève, avec ses bâtiments qui ressemblent à des dents de crocodile, le nouveau quartier général de l'OTAN.

Ce nouveau quartier général dont la construction a débuté il y a huit ans sur un terrain de 30.000 m² et dont le coût s'élève à 1,1 milliard d'euros avait été inauguré l'an dernier et n'avait servi depuis lors que pour une réunion des dirigeants le 25 mai. Ce n'est qu'aujourd'hui que toutes ses fonctionnalités peuvent être utilisées.

On sait que ce nouveau bâtiment dispose à la fois de bureaux et des technologies de défense les plus avancées pour parer à d'éventuelles attaques.

L'ancien bâtiment, construit à la va-vite sur le boulevard Leopold III de Bruxelles lorsque le Général De Gaulle voulut en 1966 retirer la France du commandement intégré de l'OTAN et qui aura servi cinquante ans, est en train d'être lentement déménagé de l'autre côté du boulevard au rythme de trois cents personnes par semaine.

L'OTAN tiendra son dernier Conseil des ministres dans l'ancien bâtiment demain, le 27 avril.

Le nouveau bâtiment, où se réuniront pour la première fois le 7 mai les ambassadeurs des pays membres, accueillera environ 1500 membres des missions diplomatiques, 1700 membres du personnel militaire et civil, 650 membres des

agences de l'Alliance et en moyenne 500 visiteurs par jour.

Quant au personnel des délégations que de nombreux pays, de la Russie à l'Australie, qualifiés d'"Alliés de l'OTAN", envoient à Bruxelles, il continuera à être logé de l'autre côté du boulevard, dans l'ancien quartier général. Le sommet de l'OTAN de cette année se tiendra dans le nouveau bâtiment, au mois de juillet, une fois que le déménagement sera terminé.

L'une des vingt-neuf stars de ce sommet, si les élections du 24 mai ne le remettent pas à sa place, sera le conquérant d'Afrîn, Recep Tayyip Erdoğan!

Voici ce que l'on pouvait lire dans un journal proche du pouvoir après les manifestations contre l'OTAN, à Bruxelles, de la Plateforme pour Afrîn:

"Il paraît qu'il y a une organisation qui s'appelle Plateforme pour Afrîn. Elle a été fondée par des sympathisants du PKK et des YPG vivant en Europe. Et un certain nombre d'occidentaux gauchistes soutiennent ces porcs... L'autre jour, ils ont protesté contre l'OTAN à Bruxelles. Ils ont lancé des slogans du genre: "L'OTAN est complice de la Turquie à Afrîn." Ils ont couiné de toute leur voix... Ils se sont enveloppés dans leurs guenilles du PKK, du PYD, des YPG et des YPJ pour défiler et tenir un meeting... Ils ont accusé l'OTAN de rester silencieuse face à l'opération d'Afrîn et de soutenir la Turquie... Ils ont raison, face aux sorties bien senties du Reis, l'OTAN a d'abord commencé par se taire, puis elle s'est ravisée et a transformé son opposition en soutien. Pour le dire autrement, elle s'est transformée en 'singe savant'..." (*Sabah*, 30 mars 2018)

Je regarde encore une fois le nouveau quartier général par la fenêtre... Je pense aux Kurdes tués ou chassés de leurs domiciles, de leur pays, en ce 103^e anniversaire du génocide, pour que des vandales islamistes prennent leur place...

Non, non... Elle n'a rien d'un singe savant...

Avec ses dents de crocodile, elle ressemble plutôt à un dragon prêt à passer à l'attaque aux moindres ordres de l'impérialisme et des despotes.

Juin, triste temps des cerises et de la révolte...

Artıgerçek, 28 juin 2018

Comme chaque année, l'époque où Bruxelles s'enveloppe dans l'étourdissante odeur des tilleuls est arrivée... Je me précipite au parc Josaphat pour en emplir de ces effluves – pour parler comme les anciens – mes chers poumons chroniquement bronchitiques.

24 juin... Les citoyens turcs sont aux urnes... Quant aux immigrés turcs de Belgique, cela fait longtemps qu'ils ont voté, une partie, précocement en vacances d'été, est même déjà en route pour le pays, en avion ou en voiture... Ceux qui ne peuvent partir participent à la joie de la traditionnelle "Fête de la cerise" de la commune de Schaerbeek sur les larges espaces du parc qu'embaument les tilleuls...

Dans mon article de la semaine dernière, j'ai posé cette question à propos des élections en Turquie: "Le matin du 25 juin, le soleil se lèvera-t-il sur cette geôle de 784.000 km²?"

À Bruxelles, il fait beau, le 25 juin aussi... Et en Turquie?

Encore quelques heures avant que l'on n'ouvre les urnes pour compter les voix... Je m'engage dans l'espace central du parc où les activités de la Fête de la cerise battent leur plein et qui est ombragé par des arbres centenaires... Un groupe de musiciens joue des mélodies festives sur le podium.

Et enfin, l'activité la plus réjouissante de cette fête, le concours de crachats de noyaux de cerises... D'un côté de la place, il y a ceux qui sirotent une Kriek, la célèbre bière belge à la cerise, aux tables où l'on sert des cerises dans des bols et à boire et au milieu, en rang sur une piste, les participants qui attendent impatiemment leur tour pour être applaudis lorsqu'ils essaieront de cracher le plus loin possible le noyau de la cerise qu'ils auront jetée dans leur bouche... Parmi eux, un bourgmestre suppléant d'origine turque dont on appren-

dra plus tard par les médias turcophones qu'il a fini cinquième!

Parce que je n'arrive pas à accorder ce que je vois avec la délicieuse odeur des tilleuls et le rouge magnifique des cerises dans leurs bols, je m'éloigne rapidement pour me plonger dans les ruelles de Schaerbeek...

Tout en les arpentant, je fredonne *Le Temps des cerises*, ce chant des communards de Paris que j'ai tant écouté, chanté par Yves Montand... Ce chant dont les paroles ont été écrites par Jean-Baptiste Clément en 1866, qui a été composé par Antoine Renaud en 1871 et qui ne quittait jamais les lèvres des communards, même dans la période la plus âpre de leur révolte et de leur résistance...

Étrangement, mes jambes fatiguées m'entraînent vers l'avenue Jean Jaurès, qui est assez éloignée. Pourquoi? Il y a moins d'une semaine, j'avais publié dans les pages d'*Info-Türk* un document important concernant l'histoire de Schaerbeek... Peu de gens savent que Jean Jaurès, ce célèbre symbole du socialisme et de la paix, assassiné en 1914 parce qu'il s'était opposé à la guerre avait, des années avant sa mort, participé, à Schaerbeek en 1902, à une conférence internationale sur le génocide arménien et fait un discours historique réclamant que justice soit faite.

Publiant le discours tel quel, j'avais noté: "Voici le discours historique que Jean Jaurès a prononcé il y a 116 ans... Hélas, treize ans plus tard, en 1915, les Arméniens de l'Empire ottoman allaient être pour la deuxième fois victimes d'un génocide et de déportations..."

Pire encore, cent ans plus tard, des Turcs négationnistes du génocide de 1915 allaient occuper les sièges du conseil communal de Schaerbeek comme d'autres communes de Belgique à forte densité turque.

Remontant l'avenue Jean Jaurès à pas pressés, je rentre à la maison pour écouter *Le Temps des cerises* chanté par Yves Montand.

Sur le chemin du retour, je ne pense pas seulement à la Commune de Paris et au génocide arménien, mais aussi à l'éveil de 68, il y a cinquante ans, au mois de juin, à l'historique révolte de la classe ouvrière de Turquie il y a quarante-huit ans, les 15 et 16 juin, à la massive Résistance de Gezi, en juin aussi, il y a cinq ans, et à Belkin Elvan et aux autres.

Une fois rentré, après avoir donné la nausée à İnci, qui ne sort plus beaucoup à cause de ses problèmes de santé, en lui expliquant le concours de crachats de noyaux de cerises, je lui dis: "Et si on écoutait *Le Temps des cerises* en attendant les résultats des élections... Par Yves Montand... Et puis ensuite le chant de la révolte des ouvriers de la soie, *Les Canuts*, et le chant des partisans italiens, *Bella Ciao*..."

Et enfin, au soir, les premiers résultats des élections turques tombent sur l'écran de télévision, comme d'habitude exagérés en faveur du pouvoir pendant les premières heures: Tayyip est quasiment à 60%... Idem pour l'AKP! Plus important encore, on donne 6% au HDP qui risque de ne pas franchir le barrage des 10% parce qu'il a été exclu de l'alliance entre le CHP et des deux autres partis en présence.

Avec notre expérience d'un demi-siècle, nous savons très bien que dans les heures qui suivent, au fur et à mesure que les résultats arriveront, Tayyip va descendre et que le HDP va forcément remonter... C'est déprimant malgré tout ...

Au fil de notre zapping, nous voyons que Tayyip est tombé à 52%, que le HDP a, quant à lui, franchi le barrage avec 11%. Nous voyons surtout que notre ami emprisonné Selahattin Demirtaş a obtenu plus de voix que Meral, la "madone sans manteau de fourrure" entraînée sur la scène politique à grands coups de dopage médiatique. Après quoi, je m'en vais vers les jours passés.

Que pensent maintenant ceux qui avaient déclaré qu'ils voteraient pour İnce, le candidat CHP qui avait exclu le HDP de l'alliance pour la démocratie, plutôt que pour Demirtaş, candidat de la génération 68 et véritable représentant de la

lutte pour la liberté et la démocratie dans cette élection présidentielle?

Alors qu'il n'y aurait rien eu de plus naturel que de voter pour İnce dans le cas où Tayyip n'aurait pas fait plus de 50% et où il y aurait donc eu un second tour, à quoi correspondait ce choix fait contre Demirtaş dès le premier tour?

Je m'échappe de ces aigres pensées en allant voir ce qui se passe dans les quartiers turcs de Bruxelles. Les Turcs de Belgique ont déjà déferlé dans les rues avec leurs posters de Tayyip, leurs drapeaux turcs, leurs étendards de l'AKP et du MHP... C'est la débandade... Les policiers, habitués au tapage suivant les mariages turcs ou les victoires de l'équipe nationale, n'interviennent pas. J'entends juste dire qu'à la suite de débordements à Heusden-Zolder, les dévoués combattants de Tayyip ont affronté la police...

Plus aucun doute à présent, le 25 juin au matin non plus, le soleil ne se lèvera pas sur cette geôle de 784.000 km².

Et la diaspora dispersée aux quatre coins du monde qui a voté, avec ses 3 millions d'électeurs turcs, à 59% pour Tayyip et à 52% pour son parti? Et surtout la Belgique où 142.000 électeurs turcs ont voté à 75% pour lui et à 64% pour son parti... Les résultats sont pareils dans les pays comme l'Allemagne, les Pays-Bas, la France, l'Autriche...

Deux jours après ces sombres élections, nous nous retrouvons, avec les amis kurdes, arméniens et alévis, à la Maison des parlementaires pour tirer le bilan des résultats lors d'une table ronde organisée par la campagne SOS Turkey, que nous avons lancée contre l'occupation d'Afrîn... Sont également présents les amis belges qui consacrent une bonne partie de leur temps à la lutte pour la démocratisation de la Turquie...

Ils demandent: "Que s'est-il vraiment passé le 24 juin? Que va-t-il se passer maintenant?"

Je réponds:

Ce qui s'est passé le 24 juin est très clair: Recep Tayyip

Erdoğan, qui dirige le pays d'une main de fer depuis seize ans, a mis la dernière touche à sa dictature en obtenant 52% des voix et il dispose maintenant des pleins pouvoirs grâce aux modifications de la constitution opérées l'an dernier.

Malgré ses discours populistes prétentieux et ses meetings géants, le candidat du CHP İnce, loin de battre Erdoğan, reste loin derrière avec vingt points de moins que lui. Quant à trois des quatre autres candidats, Akşener, Karamollaoğlu et Perinçek, ils disparaissent de la scène parlementaire...

Le seul candidat qui se distingue dans cette course à la présidence, bien qu'il ait été forcé de faire campagne depuis sa cellule de la prison d'Edirne et qu'il n'ait pas pu communiquer avec les masses, c'est Selahattin Demirtaş, le leader du HDP, qui a obtenu 8,2% des voix, soit plus qu' Akşener qui avait bénéficié de tant de publicité...

Pour en venir au HDP, bien que nombre de ses députés et dirigeants se trouvent en prison, qu'il ait été exclu de l'alliance des autres partis d'opposition menée par le CHP et malgré le risque de se faire voler tous ses députés par l'AKP en cas de non-franchissement du barrage des 10%, il a réussi, en obtenant soixante-sept députés grâce à une mobilisation exemplaire, à devenir le troisième parti du Parlement, devant le MHP et İyi Parti.

Oui, comme İnce l'a reconnu en envoyant un message de félicitations à son rival, Erdoğan a remporté la présidence, mais cette victoire est déjà éclipsée par la question de la nouvelle répartition des sièges à l'Assemblée.

Bien qu'il ait mis à profit toutes les ressources de propagande de l'État et des grands médias au service du pouvoir, l'AKP n'a réussi à obtenir que 41,4% des voix aux élections législatives. Or, lors des élections du 1^{er} novembre 2015, il avait obtenu 49,5%. Cette grande perte de voix du parti montre nettement à quoi Tayyip doit sa "victoire".

Il doit ses 52% à "l'Alliance populaire" qu'il a nouée avec le MHP avant l'élection. Les voix qu'il a obtenues des

électeurs de l'AKP, son propre parti, ne représentent que 42% dans ce score de 52% obtenus grâce à elle.

En l'absence d'alliance avec le MHP, si le leader de ce parti s'était donc présenté à l'élection présidentielle, Tayyip n'aurait sans aucun doute obtenu que 42% des voix et se serait trouvé forcé d'affronter au deuxième tour le candidat du CHP Muharrem İnce.

C'est pour cette raison qu'il ne pourra réaliser aucun des projets qu'il prévoyait pour sa "super-présidence" sans le soutien du MHP et ce, malgré cette victoire que l'on porte aux nues.

Surtout, s'il imagine étendre cette "super-présidence", grâce aux possibilités que lui offre la nouvelle constitution, non seulement jusqu'au centenaire de la République mais, s'il a le bonheur de vivre jusque-là, jusqu'en 2028, il n'aura pas d'autre solution que de poursuivre cette association de malfaiteurs avec le MHP, en lui faisant toutes les concessions qui lui seront demandées.

Oui, malgré les élections du 24 juin, la Turquie reste une prison de 784.000 km². Dans ce pays qui est membre du Conseil de l'Europe et candidat à l'Union européenne, un régime d'état d'urgence se poursuit. On continue d'y arrêter pour des motifs fallacieux et de laisser croupir en prison défenseurs des droits de l'Homme, femmes et hommes politiques kurdes, journalistes, universitaires et artistes.

À l'ordre du jour post-électoral, Erdoğan et Bahçeli mènent de sales négociations pour officialiser et structurer un régime dictatorial dominé d'une part par l'AKP, de l'autre par le MHP. Étant donné qu'Erdoğan doit sa victoire au désistement de Bahçeli et que l'AKP, qui n'a pas réussi à obtenir la majorité absolue au parlement, aura besoin des voix des quarante-neuf députés MHP pour faire voter les lois, le "dirigeant du dirigeant", le véritable patron dans les coulisses de l'État de la République de Turquie sera, comme cela est fréquemment dit dans les médias d'opposition, Devlet Bahçeli.

Nous verrons mieux les manifestations de ces sales négociations dans les jours qui viennent, lorsque les ministères, les bureaucrates du sommet de l'État et les juges auront été déterminés et nommés.

Pour finir, je voudrais mettre l'accent sur la spécificité de la Belgique où les 142.000 électeurs turcs ont voté à 75% pour Tayyip et à 64% pour son parti...

Ces résultats n'ont rien d'étonnant si l'on considère le lavage de cerveau pratiqué sur les immigrés de Belgique par les missions diplomatiques de la République de Turquie, la Diyanet, les mosquées turques qui dépendent d'elle, les associations nationalistes et islamistes aux ordres de la synthèse islamo-turque et les médias turcophones locaux.

Mais cette soumission au dictat de la République de Turquie a un aspect extrêmement préoccupant du point de vue de la Belgique. Dans ce pays qui abrite les institutions centrales de l'Union européenne, se tiendront en octobre prochain les élections communales et l'année prochaine, en mai, les élections fédérales et régionales ainsi que les élections européennes. Et au moins 150.000 personnes originaires de Turquie et ayant acquis la nationalité belge vont participer au scrutin.

Si l'on prend en compte l'influence et le contrôle du dictat AKP-MHP sur les immigrés turcs de ce pays, on peut se demander ce que vont faire les partis politiques belges, du plus à gauche au plus à droite, au moment de déterminer les candidats dans les grandes villes et les communes à forte densité d'immigrés turcs.

Accueilleront-ils encore sur leurs listes ces hommes politiques d'origine turque, pro-Tayyip et négationnistes du génocide qui depuis des années sont élus par les électeurs turcs au parlement fédéral, aux parlements régionaux et dans les conseils communaux?

La question est urgente... Nous aurons la réponse d'ici un ou deux mois.

Quelques ultimes mots:

İnci et moi vivons notre quarante-septième année d'exil...
Le 24 juin était pour nous un faisceau de lumière qui nous avait donné l'espoir de revoir, après toutes ces années, les terres où nous sommes nés et avons grandi et d'en respirer à nouveau l'air.

Encore manqué...

Si nous sommes effondrés? Non! Nous savons que le combat continue!

Les stars de couleur des Diables Rouges...

Artıgerçek, 5 juillet 2018

Ces neufs derniers jours, les Turcs de Belgique sont descendus trois fois dans la rue, la nuit du 24 juin avec des drapeaux turcs, des affiches d'Erdoğan et des étendards de l'AKP et du MHP et les nuits du 28 juin et du 2 juillet avec des drapeaux belges et des affiches des Diables Rouges...

La première, c'était pour fêter la victoire électorale de Tayyip et de l'Alliance populaire... Les deux autres, celles de la célèbre équipe nationale belge, surnommée les Diables Rouges, lors de matchs de Coupe du monde contre l'Angleterre et le Japon.

Les Combattants de l'islam et les Loups gris qui, à peine une semaine plus tôt, avaient fêté la victoire du duo Tayyip-Bahçeli se sont cette fois transformés en autant de Diables Rouges.

Le bourgmestre suppléant de Schaerbeek, le Turc Sait Köse et le bourgmestre de Saint-Josse, le Turc Emir Kır, deux communes à forte densité d'immigrés turcs, ont installé, l'un au stade du Crossing, l'autre sur la plus grande place du quartier, des écrans géants pour que leurs électeurs turcs puissent partager leur joie.

Les Turcs de Belgique étaient à la fête, même s'il n'y avait aucun Turc dans l'équipe nationale, au moins ils n'avaient pas vécu de drame comme en Allemagne. Mesut

Özil, joueur d'origine turque, n'avait-il pas été tenu responsable de l'élimination de l'équipe nationale allemande de la Coupe du monde? En réalité, d'après l'ancien co-président des Verts Cem Özdemir, la vraie raison de l'élimination de l'Allemagne avait été Erdoğan. "Il a posé aux côtés de Mesut et d'İlkay, ce qui a miné le moral des joueurs de l'équipe, raison pour laquelle ils n'ont pas pu bien jouer", a-t-il dit.

Vu qu'il n'y avait pas, dans l'équipe de Belgique, de joueur turc ayant créé le scandale en posant avec le dictateur d'Ankara et miné de la sorte le moral de toute l'équipe, tous les supporters de Tayyip pouvaient donc descendre tranquillement dans les rues, costumés en Diables Rouges.

Mais certains fêtaient les victoires des Diables Rouges avec encore plus d'enthousiasme: les immigrés marocains.

La raison de l'enthousiasme de ces Marocains qui sont aussi nombreux à Molenbeek qu'à Schaerbeek ou Saint-Josse, c'est que lors de ce match gagné par les Diables Rouges 3 à 2 contre le Japon, permettant à l'équipe de s'élever jusqu'aux quarts de finale, Marouane Fellaini, dont le but a permis d'égaliser, et Nacer Chadli, qui a marqué le but de la victoire à la dernière minute, sont tous deux d'origine marocaine... Tous deux étaient portés aux nues à la fois lors de ces célébrations massives, mais aussi dans la presse et à la télévision.

En réalité, ce ne sont pas seulement ces deux joueurs marocains qui ont permis à l'équipe de Belgique d'accomplir une aussi belle performance... Romelu Lukaku, joueur d'origine congolaise, a marqué quatre buts au cours des trois matchs de cette Coupe du monde qu'il a joués.

C'est vrai, il n'y avait pas de Turc dans cette équipe de Belgique comptant vingt-trois joueurs avec les suppléants, mais il y avait deux Marocains, quatre Congolais, un Kosovo, un Malien et un Portugais.

Les réussites de ces footballeurs d'origine étrangère lors de la Coupe du monde ont permis que les immigrés de Belgique, où ces deux dernières années la xénophobie remonte

du fait de l'afflux de réfugiés, soient regardés, au moins pour un moment, avec bienveillance.

Alors que les buts du Congolais Lukaku étaient applaudis par des milliers de Belges aux regards vissés sur les écrans géants, la ville de Bruxelles était le théâtre d'une demande de pardon auprès du peuple congolais.

Le samedi 30 juin, le nom de Patrice Lumumba a été donné à une place de la commune bruxelloise d'Ixelles lors d'une cérémonie à laquelle assistait Philippe Close, bourgmestre de Bruxelles.

Il y a dix-neuf ans de cela, le livre du chercheur Ludo De Witte, *L'Assassinat de Lumumba*, expliquait, documents à l'appui, comment Lumumba, leader du Mouvement national congolais et premier Premier ministre du pays, avait été assassiné sur ordre du gouvernement belge parce qu'il avait pris position contre les intérêts des États-Unis, de l'OTAN et de la Belgique.

D'après le livre, c'est le commandant Jules Loos, bras droit du ministre des Affaires africaines de Belgique Harold Charles d'Aspremont Lynden, qui prépara le complot, au nom de code Barracuda, visant à éliminer Lumumba.

Après avoir fait arrêter Lumumba au Kasai le 2 décembre 1961, l'ancien commandant de l'armée belge Mobutu avait chargé le colonel belge Louis Marlière, qui se trouvait à Brazzaville, d'appliquer le plan d'élimination. En outre, un agent des renseignements et un ancien officier colonial avaient été envoyés au Congo depuis Bruxelles.

Lumumba et deux de ses camarades avaient été sortis de prison le 17 janvier 1961 et assassinés dans une forêt après avoir été lourdement torturés par l'officier belge et la police.

Trois jours après le meurtre, afin qu'il ne reste aucune trace de Lumumba, le chef de police belge Gérard Soete et son frère avaient sorti les cadavres de leur trou et avaient dépecé leurs corps, à la scie, en morceaux qu'ils avaient ensuite dissous à l'acide sulfurique.

Gérard Soete, qui a vécu “en toute sérénité” jusqu’à un âge avancé dans la ville de Bruges, a confirmé les événements après la publication du livre en question. Il a même expliqué dans l’émission de télévision flamande *Canvas* qu’il avait retiré du cadavre de Lumumba une balle, deux os des doigts et deux dents qu’il avait gardés en souvenir.

Le fait que l’on donne le nom de Lumumba à une petite place suffira-t-il à blanchir l’État belge et, derrière lui, l’impérialisme américain de la honte et de la malédiction de ce crime qu’ils avaient lâchement commandité, je ne le crois pas.

Après la dictature de Mobutu, qui a duré des années, le Congo a subi celle d’un autre dictateur, Kabila, qui n’a hésité devant rien pour ne pas perdre son siège.

Oui, l’un des footballeurs noirs qui, pas seulement aujourd’hui, mais depuis des années entraînent les Diables Rouges de succès en succès au fils des compétitions est Vincent Kompany, capitaine de l’équipe nationale, dont le père, à l’époque de la dictature de Mobutu, a été forcé de fuir son pays en raison des pressions politiques qu’il y subissait pour trouver refuge en Belgique.

Le Kosovar Adnan Januzaj est une autre des stars des Diables Rouges. Son père à lui s’est réfugié en Belgique parce qu’il refusait de se battre en Bosnie-Herzégovine en tant que soldat de l’armée serbe en 1992...

En Belgique, aujourd’hui, tout le monde se vante, se glorifie de ces stars multicolores des Diables Rouges, même les plus xénophobes...

Mieux encore, ceux qui vivent dans la peur de voir en Belgique une scission entre la région flamande et la région wallonne trouvent un véritable espoir dans le succès des Diables Rouges... Et c’est vrai, tout autant que la famille royale qui revient extrêmement cher au peuple, ce sont les Diables Rouges qui garantissent actuellement la persistance de l’union “nationale” de la Belgique, en faisant voler le drapeau tricolore belge dans les compétitions internationales ...

Tandis que l'on attend que la N-VA, fort parti du gouvernement des Flamands, ramène à l'ordre du jour, au moment des élections fédérales, le projet de confédération pour l'instant suspendu, cette image d'"union nationale" renforcée par les succès sur les terrains de foot dérange au plus haut point les dirigeants du parti.

Mais ils se consolent vite... Certes, l'équipe nationale de Belgique compte, parmi ses vingt-trois joueurs et suppléants, des Marocains et des Congolais, mais les Flamands composent la grande majorité de l'équipe avec dix joueurs dont les stars Jan Vertonghen et Kevin de Bruyne.

Quant au nombre de Wallons dans l'équipe, il ne dépasse pas trois, dont les deux stars Axel Witsel et Eden Hazard.

Un puissant obstacle attend les Diables Rouges ce vendredi: l'équipe nationale du Brésil. Pour l'heure, toute la Belgique est réglée sur vendredi soir, des Flamands aux Wallons en passant par les Bruxellois et les immigrés représentant plus de cent nationalités différentes.

Je me tourne de nouveau vers la Turquie. Tandis que les pro-Tayyip de Belgique applaudissent les Diables Rouges, je cite ici en exemple une information d'hier concernant le club de foot kurde Amedspor:

"Amedspor se trouve face au risque d'une fermeture... Le club, qui la saison dernière a étouffé sous les interdictions de public pour leurs matchs de déplacements, les agressions racistes et les amendes, connaît cette saison de graves problèmes financiers. Des jours difficiles attendent ce club qui ne peut plus payer ni les joueurs ni le personnel, ni les dépenses courantes." (*Artıgerçek*, 3 juin 2018)

Qu'en disent les Turcs qui envahissent les rues et les places de Bruxelles? Est-ce que cette information les révolte? Ou est-ce qu'ils se disent: "Qu'est-ce que ça peut faire?"

Je ne pourrai pas conclure sans insister une dernière fois sur la spécificité de cette Belgique dont les 142.000 électeurs turcs ont voté à 75% pour Tayyip et à 64% pour son parti...

Une fois que la Coupe du monde sera terminée, on va entrer dans une nouvelle période qui déterminera le destin de la Belgique, avec les élections communales de septembre et les élections fédérales et régionales de mai prochain.

Comme je l'ai précisé dans mon dernier article, les voix des immigrés dans les grandes villes et en particulier des immigrés turcs dans les communes comme Schaerbeek et Saint-Josse vont jouer un rôle déterminant.

Lors des élections du 24 novembre, tandis que quarante-deux des soixante pays du monde où résident des immigrés turcs ont dit "Non" à Tayyip, dix-huit autres, dont les pays fondateurs de l'Union européenne, Belgique, Pays-Bas, France, Allemagne et Luxembourg, ont exprimé à 60% leur soutien au dictateur turco-islamiste.

Un tel résultat ne nous conduirait-il pas à débattre du lavage de cerveau pratiqué, depuis les coups d'État du 12 mars 1971 et du 12 septembre 1980 jusqu'à aujourd'hui, par le régime turco-islamiste de Tayyip, par les ambassades et consulats d'Ankara dans ces pays, ainsi que par la Diyanet et ses mosquées, mais aussi par les associations et médias turcs qui sont en étroites relations avec eux?

Mieux encore... Ne faudrait-il pas remettre sérieusement en question la négligence de tous les partis belges qui, au nom de calculs électoraux bon marché, leur font toutes sortes de concessions, voire les soutiennent? Nous posons la question... Espérons que ceux qui applaudissent les Diables Rouges ne tarderont pas trop à nous répondre...

Le cri qui retentit depuis les pavés...

Artıgerçek, 20 juillet 2018

Il y a deux jours, c'était le 32^e anniversaire d'une entreprise courageuse du point de vue de la défense des droits de l'Homme en Turquie... Les principaux médias, trop occu-

pés à profiter de l'anniversaire du faux coup d'État du 15 juillet pour faire l'éloge de la rapide institutionnalisation de la dictature islamo-turque de Tayyip, ne consacrèrent pas une seule ligne à l'anniversaire de la création de l'Association pour les droits de l'Homme (İHD).

Cette création de l'İHD était le deuxième grand pas des signataires de la fameuse Pétition des intellectuels de 1984 pour déchirer, en risquant leur liberté et même leur vie, les ténèbres du 12 septembre.

Notre cher ami Akin Birdal, l'un des fondateurs et anciens présidents de l'association expliquait l'autre jour dans une interview publiée par *Artı Gerçek* que sur les 98 personnes qui avaient frondé l'İHD, 37 avaient perdu la vie. Parmi lesquelles plus de 20 avaient été victimes d'un assassinat politique.

En 1998, Akin Birdal lui-même, alors qu'il était président de l'İHD, avait été grièvement blessé lors d'une attaque à main armée dans les locaux de l'association à Ankara.

Peu après la création de l'İHD, j'avais participé à une réunion de la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) à Bruxelles. J'avais demandé à ses dirigeants s'ils étaient entrés en relations avec l'İHD qui venait d'être créée en Turquie et quand cette dernière allait être acceptée dans la fédération. Ils m'avaient répondu qu'ils étaient en relation avec l'İHD, mais que pour qu'elle puisse être acceptée comme membre, il fallait qu'elle reconnaisse le génocide arménien.

L'İHD était sur tous les fronts quand il s'agissait des droits de l'Homme et de la même façon qu'ils soutenaient la juste lutte du peuple kurde, ils reconnaissaient le génocide arménien. L'association allait donc devenir membre de la FIDH en 1995. Elle allait accueillir les défenseurs des droits de l'homme de centaines de pays en organisant à Istanbul, du 23 au 26 mai 2013, l'assemblée générale de cette fédération internationale.

Voici ce que dit Birdal dans l'entretien: "Tout ce que nous

avons acquis sur cette période de trente-deux ans a été supprimé. Nous avons subi de lourdes pertes. Nous ne fêterons pas le 15 juillet, nous allons restaurer les mémoires pour lutter contre l'oubli."

Voici ce qu'il répond lorsqu'on lui demande ce qu'il faut faire: "Dans un pays où la séparation des pouvoirs a été mise au placard, il faut que chacun devienne un défenseur des droits de l'Homme. Pas seulement les associations, chacun doit le devenir en tant qu'individu et protéger et défendre à la fois ses propres droits et ceux de ses concitoyens."

Mais les tensions actuelles sur le plan international au sujet des droits de l'Homme n'échappent pas à Akin Birdal: "La destruction des droits de l'Homme en Turquie est directement liée à la situation mondiale... La protection et la défense des droits de l'Homme en Europe et dans le monde entier avait été rendue dépendante du droit international et d'un mécanisme de contrôle. Mais dans le monde actuel, la justice sur les questions des droits humains n'existe plus et les mécanismes internationaux de contrôle ne fonctionnent plus. Aujourd'hui, les pays de l'OSCE, et en premier lieu l'UE, sont sous la juridiction des États dominants des Nations unies. Il y avait toute une batterie d'accords internationaux, mais désormais même les pays mentionnés ne les respectent plus. Impossible d'appliquer des sanctions dans ces conditions."

En tant que journaliste ayant observé de près depuis quarante-sept ans l'attitude généralement indécise, équivoque, voire ouvertement opportuniste face aux violations des droits de l'Homme dans notre pays des institution interétatiques dont la Turquie est membre ou candidate à l'intégration, je ne peux que partager totalement les observations et inquiétudes de Birdal.

Heureusement que face à ces tensions et cet effondrement au niveau étatique, il y a à l'intérieur des frontières des États des résistances citoyennes et des organisations de la société civile qui se développent rapidement...

Je me souviens que déjà, dans les années cinquante, les premières réactions extérieures face aux pratiques piétinant la liberté de la presse du gouvernement Menderes étaient venues de l'International Press Institute (IPI).

C'était vers la fin 1959. J'étais correspondant pour *Mil-liyet* en région égéenne et en même temps membre de l'Association des journalistes d'Izmir et du Syndicat des journalistes d'Izmir.

C'était l'époque où la Turquie s'apprêtait, comme d'autres pays, à lancer un "loto sportif", appelé Spor Toto, en plus de la loterie nationale. Tandis que l'on préparait le "Règlement commun des paris sur les matchs de football", on débattait pour savoir quelles institutions allaient bénéficier des revenus du Spor Toto.

Un jour, Nihat Kürşat, propriétaire du journal pro-gouvernemental *Ege Ekspres* et président de l'association à l'époque, arriva avec une proposition. Le ministre de l'État Bahadır Dülger invitait à Ankara les membres du Conseil d'administration pour discuter des problèmes de la presse.

Nous fûmes reçus au restaurant de l'historique Ankara Palas. Après une longue introduction expliquant que le Premier ministre Menderes, très sensible aux problèmes des journalistes, souhaitait leur venir en aide sur le plan financier de quelque manière que ce soit, Bahadır Dülger en vint aux faits:

"Vous savez que notre gouvernement est en train de préparer les statuts constitutifs du Spor Toto qui va bientôt être lancé. Notre Premier ministre envisage de faire profiter les associations de journalistes des possibilités offertes par celui-ci... Bien sûr, nous pouvons débattre entre nous des questions relatives à la liberté de la presse. Cela ne fait aucun doute qu'il y a un certain nombre de problèmes. Mais malgré les divergences, nous devons pouvoir nous entendre. Nous pouvons résoudre ces questions ensemble, sans faire appel à l'extérieur. Notre Premier ministre a quelque chose à vous demander à ce sujet. Il voudrait que l'Association des

journalistes publie un communiqué de protestation contre l'International Press Institute.

– C'est scandaleux, avons-nous répondu. Nous ne pouvons renoncer au principe de défense de la liberté de la presse contre quelques sous qui viendraient du Spor Toto. Nous n'avons rien à reprocher à l'International Press Institute, au contraire, nous leur devons des remerciements."

Quelques semaines plus tard, le gouvernement publia le "Règlement commun des paris sur les matchs de football". Comme les associations de journalistes d'Istanbul et d'Ankara n'avaient pas plus que nous accepté de soutenir le gouvernement en échange de ses pots-de-vin, aucune n'allait recevoir sa part des revenus du loto sportif.

Le second événement dont je me souviens quant à la solidarité des organisations civiles internationales dans la lutte pour la liberté en Turquie a été le soutien apporté par Amnesty International à Şadi Alkılıç, condamné pour ses opinions exprimées dans notre revue *Ant*, en le proclamant "prisonnier du mois".

Au cours des quarante-sept années de notre exil, nous n'avons pas seulement été témoins de la lutte des organisations civiles de divers pays, en particulier Amnesty International, contre les violations des droits de l'Homme commises en Turquie par les régimes du 12 mars et du 12 septembre, puis d'Özal, de Demirel, de Çiller, d'Ecevit et de Tayyip, nous nous sommes aussi constamment efforcés de relayer leurs informations sur *İnfo-Türk*.

Ces tensions et cet effondrement, au niveau des États ou des organisations interétatiques, face aux violations des droits de l'Homme en Turquie sont peut-être très graves, les organisations civiles de ces pays continuent avec la plus grande détermination à révéler la répression pratiquée par le dictat de Tayyip.

Seulement les pratiques fascistes en Turquie et dans des pays semblables? Non... Également la répression et les pratiques anti-démocratiques de leurs propres pays...

L'une de ces luttes intérieures consiste à ne jamais laisser oublier la terreur nazie des années trente et quarante, informer les jeunes générations à ce sujet et être en alerte constante face au danger de revivre des décennies plus tard en Europe de telles folies...

L'une des initiatives importantes sur ce plan est, dans tous les pays d'Europe ayant vécu la terreur nazie, l'Allemagne en particulier, de faire revivre le souvenir des victimes de cette terreur en inscrivant pour l'éternité, sur l'un des pavés du trottoir devant la maison où ils avaient un jour vécu et n'avaient jamais pu revenir, leurs noms, ainsi que leurs dates de naissance et de mort...

D'après les informations d'hier, la commune d'Anvers, considérée comme la capitale flamande de la Belgique et dirigée par le parti nationaliste N-VA, a autorisé après dix ans d'attente la pose, devant les maisons où ils avaient jadis vécu, de pavés confiant à l'éternité la mémoire de vingt-sept militants antifascistes ou juifs assassinés pendant l'occupation allemande ou morts en camps de concentration.

Celui qui a lancé pour la première fois en Europe, il y a vingt-ans, cette pratique de "pierres d'achoppement" commémoratives est l'artiste allemand Gunter Demnig... Peu importe l'appartenance ethnique, religieuse ou philosophique des victimes de la terreur dont elles font revivre le souvenir... Il peut s'agir de Juifs, de communistes, de sociaux-démocrates opposés au régime, de résistants chrétiens ou d'homosexuels...

Sur les pavés, il est d'abord écrit "Vivait ici"... Puis, en-dessous, les nom, prénom, date de naissance, année et lieu de déportation et aussi quelques informations sur le destin de la victime.

D'après les dernières données, il existerait 46.000 "pierres d'achoppement" commémoratives dans plus de mille villes de seize pays d'Europe dont l'Allemagne, la Belgique, la France, la Croatie, la Norvège, la Pologne, la Tchéquie et la Hongrie...

En Belgique, le premier pavé a été posé en 2009 dans une rue d'Anderlecht... On s'attend à ce que le nombre de pavés posés cette année dans les villes de Belgique, notamment à Anvers, dépasse les quatre-cents.

Une telle pratique serait-elle possible en Turquie?

Il y a déjà eu une sorte de précédent... La municipalité de Kadıköy continue à garder vivant le souvenir des artistes ayant vécu dans ce quartier en posant des pavés portant leur nom dans le cadre du Projet pour des rues vivantes.

La mairie, qui a d'abord fait écrire des poèmes de Cemal Süreya, Özdemir Asaf et Fazıl Hüsni Dağlarca sur les pavés des rues où ces poètes avaient vécu, a cette année garni la Pointe de Moda, à Kadıköy, de pavés portant des quatrains de divers poèmes de Nazım Hikmet, avant le 15 janvier, jour de sa naissance.

Si la synthèse turco-islamique devait un jour s'effondrer et un régime réellement démocratique être instauré dans ce pays, je ne sais comment on pourrait envisager d'utiliser ces "pierres d'achoppement" pour faire revivre la mémoire des victimes de tous les génocides ou assassinats politiques du pays de la République de Turquie... Ne serait-ce que du fait de leur nombre...

La première étape inclurait en premier lieu les génocides d'Arméniens, d'Assyriens et de Grecs du Pont, étalés entre 1896 et 1923...

Puis les crimes accomplis lâchement contre les citoyens kurdes et alévis, les intellectuels de gauche et démocrates et les leaders du peuple par les gouvernements CHP et DP de la République de Turquie, les régimes militaires de 1960, 1971 et 1980 puis les régimes civils d'Özal, Demirel, Çiller, Yılmaz, Ecevit et Erdoğan...

On compte déjà en millions...

Admettons que l'on puisse retrouver les identités et les derniers domiciles, les endroits où ils ont vécu ou où ils se sont cachés existent-ils encore? Si oui, sera-t-il possible d'y

sceller des pavés, ou ne reste-t-il là que boue et océan d'ordures?

Mais quel besoin de remonter si loin?

Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme n'a-t-il pas indiqué qu'au Kurdistan turc, les communes de Cizre, Nusaybin et Sur, ont été systématiquement détruites, que 2.000 personnes y ont trouvé la mort et qu'un demi-million d'autres avaient été forcées de quitter leurs terres?

Ce serait difficile, oui... Mais notre lutte pour la démocratie et les droits humains doit rester à l'ordre du jour... Et le jour venu, il faudra poser des pavés dorés devant les maisons qui n'auront pas été détruites et dont on saura qu'elles ont abrité quelqu'un...

Pour que les générations à venir n'aient plus à vivre de pareilles hontes... Et que ne soient jamais oubliés les génocides du passé et les victimes d'assassinats politiques...

Contemplation de la politique asinienne de Bruxelles

Artıgerçek, 28 septembre 2018

Après les longues journées de canicule estivale, je peux enfin marcher sans trop transpirer dans les rues et sur les avenues de Schaerbeek, deuxième commune de Bruxelles en termes d'immigration... Je discute des élections communales qui approchent avec mes amis originaires de Turquie, du Maroc ou d'Algérie, récemment rentrés du pays, rencontrés tandis que je marche en piétinant les feuilles mortes qui tombent à vue d'œil dans le parc Josaphat...

Les deux sympathiques ânes du parc, Gribouille et Élite, n'ont pas encore été attelés à la charrette de ramassage des feuilles... Ils sont si heureux de se trouver parmi les enfants d'une école maternelle des environs, amenés au parc après avoir enfilé leurs gilets orange... J'offre aux ânes les carottes

que j'ai apportées avec moi, ils me remercient de leur braiment le plus craquant... Les enfants applaudissent...

Après m'être reposé un moment sur un banc, je retourne sur l'avenue Voltaire... Dès mon premier pas, je m'y trouvez nez à nez avec un panneau électoral de quasiment vingt mètres de long...

Sur le panneau, les affiches multicolores de tous les partis et les photographies les plus soignées des candidats aux élections communales qui auront lieu en Belgique le dimanche 14 octobre...

Ce genre de paysage me déprime tellement après toutes ces années, que je m'empresse de m'éloigner en prenant l'avenue Paul Deschanel... Tout au bout, la grande pharmacie qui fait ses annonces en turc sur sa vitrine et, quand on prend à gauche l'avenue Rogier, le café taverne L'Âne rouge... Typique café bruxellois où se réunissent fréquemment les membres du Parti socialiste éloignés de la commune il y a douze ans...

Il y aurait des ânes rouges, mais pas de verts? Grim pant la côte de l'avenue Rogier, j'atteins L'Âne vert, au début de la rue Royale-Sainte-Marie... Un autre café-restaurant où se retrouvent de temps à autres les écologistes de Schaerbeek... Et, un peu plus loin, L'Âne fou...

Oui, nous sommes à Schaerbeek... Parce qu'à la fin du XIXe siècle, quand il n'y avait là que des champs, les fruits et légumes que les paysans cultivaient ainsi que la farine qu'ils moulaient étaient envoyés vers les marchés de Bruxelles à dos d'âne, on a appelé cet endroit la "Cité des ânes". Schaerbeek a beau être aujourd'hui la commune la plus peuplée après Bruxelles, les gens l'appellent encore ainsi... C'est la raison pour laquelle que des ânes figurent sur le logo de certains partis et de certaines associations locales... Celui des socialistes est rouge, celui des écologistes vert, celui des libéraux bleu...

Au bout de la rue Royale-Sainte-Marie s'élève le magnifique hôtel communal de Schaerbeek. Dirigé depuis douze ans par le parti francophone DéFI, les démocrates humanistes

du CDH et les verts d'Ecolo... Le Parti socialiste, majoritaire au Parlement bruxellois, le Mouvement réformateur (MR), majoritaire au Parlement fédéral et au Parlement wallon et le PTB sont dans l'opposition...

À l'approche des communales du 14 octobre, dans toutes les rues, sur toutes les avenues, les vitrines des commerces d'immigrés, en particulier les cafés, restaurants, marchands de fruits et légumes, bouchers et barbiers turcs sont couvertes d'affiches électorales... Généralement celles des candidats d'origine turque...

*

Tandis que je reprends mon souffle à l'intérieur de l'hôtel communal, mes souvenirs me ramènent dix-neuf ans en arrière... En février 1999, nous avons fêté le vingt-cinquième anniversaire d'*Info-Türk* et des Ateliers du Soleil en organisant ici une grande exposition. Comme il n'y avait pas à cette époque-là de Turcs au conseil communal, l'ambassadeur de la République de Turquie avait endossé lui-même la mission d'empêcher le vernissage de notre exposition, téléphonant au bourgmestre de l'époque, Francis Duriau, en lui demandant d'annuler immédiatement l'exposition d'une organisation "antiturque" dans l'hôtel de ville d'une commune fortement peuplée de Turcs.

Le bourgmestre Duriau avait rappelé à l'ambassadeur que la Belgique était un pays démocratique et avait rejeté sa requête en précisant qu'ouvrir les salons de l'hôtel communal à une association telle qu'*Info-Türk*, qui luttait pour les droits de l'Homme en Belgique comme en Turquie, était un honneur pour lui. Mieux encore, il avait fait l'éloge de nos travaux et de notre lutte dans un discours prononcé lors du vernissage...

Mais le conseil communal de Schaerbeek allait bientôt changer de composition lors de nouvelles élections communales et les politiciens turcs suivant la ligne d'Ankara allaient commencer à peser non seulement au conseil communal mais aussi à la Commission communautaire...

Laisant derrière moi l'hôtel communal, rendu triste par tous ces souvenirs, je m'engage dans l'avenue Maréchal Foch, qui se trouve à l'arrière, pour arriver, passant rapidement, là encore, devant les vitrines couvertes des affiches multicolores des candidats turcs, à la Cage aux ours, célèbre place de notre quartier...

Elle s'appelle en réalité place Eugène Verboeckhoven, en-dessous passent des trains, à la surface passe le tram, et vivent là les couches les plus pauvres de Schaerbeek, au nord de la commune... Elle prend son nom d'un peintre célèbre... Mais on l'appelle Cage aux ours depuis que vers la fin du XIXe siècle, un conseiller communal à qui le plan de construction déplaisait a protesté en disant: "Cette place va ressembler à la cage aux ours du zoo de Berne!" et depuis cette époque ce nom lui est resté...

M'asseyant sur un banc de la Cage aux ours, je me remémore comment, dans les années soixante-dix, nous avons lutté avec les organisations d'immigrés progressistes espagnols, italiens, portugais, grecs, marocains, tunisiens et algériens pour que les immigrés obtiennent des droits électoraux...

À cette époque-là, je n'avais pas cessé de rêver que les immigrés originaires de Turquie soutiendraient un jour les partis progressistes de la vie politique belge, que de jeunes Turcs défenseurs de la démocratie et de la liberté entendraient aux parlements fédéral, régionaux et communaux et qu'ils joueraient un rôle actif dans la lutte contre les violations des droits de l'Homme pas seulement en Belgique, mais aussi en Turquie d'où étaient venues leurs familles.

Cette attente avait d'autant plus acquis pour moi un aspect existentiel qu'après l'effondrement des dictatures fascistes d'Espagne, du Portugal et de Grèce, la Turquie était de nouveau entrée, avec le coup d'État de 1980, sous dictature fasciste.

Or, après la reconnaissance aux Turcs de Belgique du droit à la double-nationalité, la junte d'Evren allait d'un côté

prendre sous son contrôle direct toutes les mosquées et associations turques en créant la Diyanet et de l'autre appeler les Turcs à prendre immédiatement la nationalité belge pour pouvoir obéir aux ordres du lobby turc en accédant au droit de vote et d'élection aux niveaux fédéral, régional et communal.

Pire encore, nombre d'opposants politiques ou d'artistes et de gens de culture, accusés d'être des traîtres, allaient être déchus de la nationalité turque et les ouvriers qui se trouvaient en contact avec ces personnes et leurs organisations, menacés d'une saisie de leurs biens en Turquie par l'État, allaient être mis sous contrôle absolu...

Hélas, jusqu'à cette date, aucun des partis politiques belges, pas même les plus progressistes, n'avait fait aucun travail en amont pour préparer l'intégration des immigrés de Turquie à la vie sociale et politique du pays. Ceux-ci avaient donc été abandonnés au contrôle de l'État turc...

Après que les immigrés turcs eurent obtenu le droit de vote et d'élection, ces partis allaient choisir la solution de facilité et, pour attirer les voix de ces nouveaux électeurs, s'asseoir à la table des négociations avec la Diyanet, puis les mosquées et associations sous son contrôle et faire figurer sur leurs listes les candidats qui allaient leur être proposés.

C'est à cause de ces concessions que dès leurs premières élections, les candidats turcs allaient recourir à toutes sortes de jargons nationalistes et religieux pour obtenir les voix d'électeurs lobotomisés par les médias turcophones au service du régime d'Ankara. Les choses allaient aller jusqu'à l'organisation de campagnes pour la destruction du monument au génocide arménien érigé à Ixelles.

*

Lorsque j'arrivai à la maison après avoir laissé la Cage aux ours derrière moi et remonté l'avenue Voltaire, İnci, qui venait de quitter l'ordinateur, me demanda: "Tu es au courant? C'est la panique à la commune... le bourgmestre sup-

pléant turc dont on a annulé la candidature a été démis de ses fonctions sans attendre les élections...”

En effet, ce candidat turc, troisième sur la liste du DéFI, avait été obligé de retirer sa candidature sous les pressions du président du parti, Olivier Maingain, à la suite de sa mise en examen pour des irrégularités dans ses affaires commerciales. Les médias turcs avaient relayé l'événement comme un nouvel exemple de pressions racistes envers les politiciens d'origine turque.

Un autre politicien turc qui, après avoir changé plusieurs fois de parti, se trouvait cette fois trente-cinquième sur la liste du DéFI, avait déjà commencé à faire pression sur le bourgmestre Clerfayt en disant: “Puisque le candidat turc qui était en troisième position a été exclu, vous n'avez pas d'autre choix que de mettre un autre candidat turc à sa place... Il faut que vous me fassiez passer de la trente-cinquième place à la troisième”, mais il n'avait pas été pris au sérieux et, devant ce refus, avait été forcé de se retirer de la liste...

Avec ces problèmes internes vécus par le DéFI, le Parti socialiste, éloigné du conseil communal il y a douze ans, nourrit l'espoir de réintégrer le conseil grâce aux électeurs turcs.

Après l'exclusion du candidat turc le plus chanceux de DéFI, le Parti socialiste est en train de mobiliser tous les moyens pour attirer les voix des Turcs de Schaerbeek... Le premier candidat turc de ce parti, qui en même temps préside le Parlement bruxellois, a fait au mois de janvier de l'année dernière un investissement important auprès des électeurs turcs en accueillant à Bruxelles un représentant de l'Association des policiers des forces spéciales de Turquie et en lui laissant donner une conférence. La direction du Parti socialiste n'y avait rien trouvé à redire.

Mais les scandales ne s'arrêtent pas là...

Emir Kır, depuis six ans bourgmestre de Saint-Josse, commune à forte densité d'électeurs d'origine turque, fait l'objet de critiques depuis des années non seulement parce

qu'il refuse de reconnaître le génocide arménien, mais aussi parce qu'il soutient le régime despotique en Turquie... Malgré cela, le Parti socialiste a toujours traité Kır comme un roi, au mépris des critiques.

Des mois en amont des élections du 14 octobre, Kır avait imposé sa propre candidature au conseil communal mais aussi celle d'autres Turcs, comme lui négationnistes et partisans d'Erdoğan. Les administrations régionales et fédérales du parti n'avaient pas le moins du monde réagi...

Lorsqu'il avait été révélé qu'un jeune homme, dix-neuvième sur la liste de Kır, avait auparavant dirigé l'Union des démocrates turcs européens, organisation parallèle de l'AKP en Europe et qu'il était l'un des organisateurs et intervenants du meeting turc contre la reconnaissance du génocide de 1915 organisé il y a trois ans à Bruxelles, le Parti socialiste n'avait toujours rien dit...

Kır, encouragé par cette attitude soumise de son parti, a lancé sa campagne non en Belgique mais, accompagné de candidats turcs eux aussi négationnistes, dans la région bulgare de Kardjali, fortement peuplée de Turcs et en Turquie à Emirdağ.

Par-dessus le marché, il n'a pas négligé de rendre visite au maire MHP d'Emirdağ en compagnie de ses colistiers pro-Erdoğan et négationnistes.

Le coprésident des Ecolo a révélé à la télévision belge que Kır ne s'en tenait pas là, mais exerçait aussi des pressions sur les candidats turcs des autres partis et leurs familles.

Et la liste du PTB, qui passe pour être plus à gauche que le Parti socialiste et qui a des candidats élus à toutes les élections communales? C'est incroyable mais lui aussi a sur sa liste pour Schaerbeek des candidats ayant participé aux campagnes contre la reconnaissance du génocide de 1915...

Mais si l'on se rappelle que lors des dernières élections turques, les Turcs de Belgique à la double-nationalité ont soutenu Tayyip et les partis de l'alliance le soutenant à 70%, on ne peut s'étonner que les partis les plus progressistes de Bel-

gique accueillent sur leurs listes des pro-Erdoğan et des négationnistes du génocide juste pour des questions de voix...

Mais c'est une vraie déception pour ceux de notre génération qui, dès les années soixante-dix, ont lutté pour les droits civiques des immigrés...

Après avoir mis le point final à cet article, je descendrai, portant dans mon cœur la douleur de cette déception, vers l'avenue Voltaire que j'arpente toujours lorsque je veux me calmer, puis je retournerai à la Cage aux ours où je m'écroulerai sur un banc pour m'interroger encore un peu sur les causes de toutes ces choses incroyables et de toutes ces désillusions...

Ces “socialistes” fans de la police et des forces spéciales...

Artıgerçek, 12 octobre 2018

Il reste deux jours avant les élections communales en Belgique. Ce dimanche 14 octobre, 8 millions de citoyens belges, dont 140.000 Turcs disposant de la double-nationalité, vont se rendre aux urnes pour élire ceux qui dirigeront les communes du pays pour les six années à venir. D'après Euronews, 120 candidats turcs de Belgique figurent sur les listes des différents partis, dont 70 à Bruxelles... Les vitrines de tous les cafés et commerces turcs des communes à forte population turque sont couvertes des affiches colorées des citoyens turcs candidats sur les listes de divers partis...

Après avoir vu que ceux qui avaient intégré les conseils communaux grâce aux voix des électeurs turcs lors des élections précédentes ne s'étaient pas éloignés de la ligne d'Ankara, on pouvait s'attendre à ce que les partis politiques belges soient cette fois plus attentifs dans le choix de ces candidats d'origine turque, mais les calculs visant à “séduire les électeurs turcs” l'ont remporté. Le Parti socialiste, notamment, a une fois de plus avancé les chevaux de Troie du lobby turc à Schaerbeek et Saint-Josse.

La tête de liste du Parti socialiste à Saint-Josse est une fois encore le négationniste du génocide Emir Kır et à Schaerbeek Emin Özkara, qui est sur la même ligne...

Même le PTB, qui a pour ces élections de grandes prétentions, n'a pas hésité, pour attirer des voix turques, à accueillir des Turcs négationnistes sur sa liste pour Schaerbeek.

Tandis que je lisais ce matin sur *Artı Gerçek* l'article d'Ayşe-gül Karakülhancı, "Les forces spéciales de la police turque sont-elles à Berlin?" ma mémoire m'a ramené un an en arrière.

On le sait grâce aux médias allemands, les forces spéciales de la police turque se promènent librement à Berlin depuis un certain temps... Les politiciens allemands y sont-ils pour quelque chose, ou s'agit-il d'une prouesse montrant à quel point la cinquième colonne de Tayyip agit à sa guise dans ce pays? Rien d'étonnant à ce que les véhicules des forces spéciales fassent la course dans les rues de Berlin vu qu'il n'y a pas deux semaines que Merkel et ses amis ont déroulé le tapis rouge pour Erdoğan et qu'ils lui ont promis un réchauffement des relations tout en digérant ses injures.

Reste que ce n'est pas la première fois que les forces spéciales s'infiltrèrent de telle ou telle manière dans l'une des capitales de l'Europe. Cela s'est déjà produit à Bruxelles...

Yesugay Aksakal, président d'une association nommée EPÖHD et créée par des retraités des forces spéciales, avait été reçu à Bruxelles par Emin Özkara, vice-président d'origine turque du Parlement bruxellois et membre du conseil communal de Schaerbeek, où il avait donné une conférence au cours de laquelle il avait raconté la lutte héroïque qu'il avait menée en Turquie contre le terrorisme. Il avait appelé les Turcs de Belgique à soutenir cette lutte.

Je me rappelle... Emin Özkara est membre du Parti socialiste belge et tête de liste pour Schaerbeek aux prochaines élections communales. Il a d'ores et déjà dévoilé qu'il serait candidat pour le même parti aux élections fédérales et régionales qui se tiendront en mai prochain.

Ceci n'est pas le premier exemple des relations de copinage entre les stars d'origine turque du Parti socialiste et les policiers turcs.

Celalettin Cerrah, préfet de police d'Istanbul et l'un des principaux prévenus dans le procès de l'assassinat de Hrant Dink, était venu à Bruxelles le 19 janvier 2007 avec le chef des renseignements Ahmet İlhan Güler et avait été reçu au ministère par Emir Kır, bourgmestre de Saint-Josse qui était alors secrétaire d'État et qui l'avait honoré d'un cadeau.

Ces relations chaleureuses s'étaient ensuite poursuivies, le 8 avril 2007, Emir Kır s'était rendu à Istanbul pour participer aux célébrations du 162^e anniversaire de la création de la police d'Istanbul en tant qu'invité d'honneur de Cerrah.

L'histoire d'amour de Kır et Özkara avec la police turque n'a jusqu'à présent été mise en question ni par le Parti socialiste, dont ils sont membres, ni par le Parlement bruxellois ou par le gouvernement, à majorité socialiste.

À l'approche des élections, une intense campagne de propagande en faveur des candidats télécommandés par Ankara se poursuit dans les médias turcs.

En même temps, on appelle à ne pas voter pour la secrétaire d'État d'origine kurde Zuhâl Demir, candidate à la commune de Genk, en la qualifiant de "raciste et d'ennemie de l'islam".

L'Institut kurde de Bruxelles a, la semaine dernière, publié un communiqué dans lequel il appelle tous les partis politiques de Belgique à ne pas accueillir sur leurs listes des militants de l'islam turc.

Mais il serait illusoire d'attendre une position plus cohérente des partis belges, même les plus à gauche, dans le choix des candidats turcs pour les élections communales de cette semaine comme pour les élections fédérales et régionales qui auront lieu l'année prochaine, du fait que 70% des électeurs turcs de Belgique ont voté en faveur de Tayyip ou l'un des partis de l'Alliance populaire au référendum sur la constitution.

Réponse au bavardage anti-américain de Tayyip

La semaine dernière, Recep Tayyip Erdoğan a fait un discours dans lequel il a montré İnönü et le CHP comme responsables de la soumission de la Turquie aux USA. Nous avons réagi en publiant un document commençant par: “Ô Erdoğan, le passé du CHP, nous le connaissons mieux que toi... Et tes islamistes au service des Américains? Quand tu avais treize ans, tes pères étaient leurs chiens.”

En voici un résumé:

En septembre et octobre 1967, les initiatives se succédaient pour renforcer la présence américaine en Turquie. Le Secrétaire à la Défense des États-Unis McNamara avait mené de nouvelles négociations avec Ankara pour installer des mines terrestres nucléaires dans l’Est anatolien. Des milliers de soldats américains ayant combattu au Vietnam avaient été lâchés par voie aérienne sur les terres anatoliennes pour un exercice militaire organisé par l’OTAN. De plus, les grèves ouvrières dans les bases américaines avaient été suspendues par le gouvernement selon le souhait du commandement de l’OTAN.

Le stationnement de la 6^e flotte américaine dans le Bosphore lors du 45^e anniversaire de la libération d’Istanbul avait été la goutte d’eau qui avait fait déborder le vase.

Dans une déclaration publiée dans *Ant*, le président du TİP déclarait: “L’Amérique doit être chassée de Turquie.”

Face à ces événements, nous avons publié le numéro 41 d’*Ant*, daté du 10 octobre 1967, avec en couverture le slogan “Go Home” et faisant une large place aux dernières manifestations et déclarations antiaméricaines.

Ce numéro “Go Home” de notre revue *Ant* fut le dernier à être imprimé sur les presses de *Tan*, à la suite d’une interdiction promulguée par le groupe d’affaire islamiste ayant racheté l’imprimerie.

Les islamistes et ultranationalistes qui ont pris dans les années 2000 des airs antiaméricains étaient, en ces années,

les dévoués combattants de l'impérialisme des USA. Ils lançaient dans leurs journaux les plus viles insultes et des menaces de mort à l'encontre des journalistes et manifestants anti-impérialistes.

Ainsi, le journal *Bâbiâli'de Sabah*, publié avec les fonds d'entrepreneurs musulmans et dont le chef spirituel était Necip Fazıl Kısakürek, pouvait ouvertement proférer ces menaces dans son numéro du 10 octobre 1967: "Vous, chiens rouges athées, sans religion, sans foi, sans livre! C'est la mort qui vous attend, la mort... Vous, meutes rouges! Les héros turcs, lions de l'islam, ont rugi. C'est la mort que nous ferons pleuvoir sur vous et sur toutes vos publications perverses à l'intérieur de nos frontières, la mort!"

Nous apprîmes lors d'un entretien que nous fîmes avec Halil Lütü Dördüncü le 17 décembre 1966 qu'*Ant* était imprimé sur les presses historiques du journal *Tan*.

Un lundi matin, nous commençâmes à travailler à la rédaction d'*Ant* pour préparer le numéro 42, İnci s'y était rendue en amont et était descendue mettre le texte en page dans l'atelier de typographie. Elle remonta quelques minutes plus tard, en furie:

– C'est un scandale... Nâtik Usta m'a dit que les nouveaux patrons leur avaient donné l'ordre de ne plus mettre en page la revue *Ant*.

Sans attendre, je fis irruption dans le bureau de Halil Lütü: il n'était apparemment pas au courant de cette interdiction. Lorsqu'il apprit que le typographe avait refusé de mettre en page *Ant*, son visage s'empourpra de confusion. Après quoi, il fit appeler un taxi:

– Viens avec moi, allons tout de suite voir les hadjis.

Lorsque notre taxi nous déposa à l'usine textile de Kağthane, il était midi. Le personnel de l'administration partait prier, le pot à ablutions à la main et le tapis de prière sous le bras.

Dördüncü dit au gardien qu'il était le propriétaire de l'im-

primerie Tan et qu'il voulait voir hadji Topbaş. Le gardien lui répondit d'attendre que Monsieur le hadji revienne de la prière.

Nous nous assîmes sur les deux chaises qui se trouvaient près de la porte et nous mîmes à attendre.

Une demi-heure plus tard, le hadji revint et nous fit entrer dans son bureau. Quand Halil Lütfü lui dit que j'étais le directeur de la revue *Ant*, le sourire disparut de son visage. Il avait face à lui un communiste enragé qu'il avait chassé par la porte et qui était revenu par la cheminée. Il ne me fit même pas signe de m'asseoir.

Halil Lütfü entra immédiatement dans le vif du sujet, en s'efforçant tant bien que mal de lui expliquer que nous avions depuis un an un accord de mise en page et d'impression, que la cession de l'imprimerie avait pour condition le respect des accords avec les clients existants. A cet égard, interdire la mise en page et l'impression d'*Ant* contrevenait à la fois à l'accord et aux lois.

Le hadji écouta ces mots sans même nous regarder, le visage levé vers le plafond comme s'il s'attendait à en voir descendre l'inspiration. Après quoi, il parla en prenant le ton d'un imam:

“Nous imprimons des journaux pour faire entendre la voix de la communauté islamique. C'est un commandement divin. Le groupe de commerçants musulmans qui a loué l'imprimerie Tan a pris la ferme décision de ne pas y imprimer *Ant*. Ils m'ont chargé, en tant que propriétaire de la concession, de mettre en vigueur cette décision. Même s'il existe un accord écrit, il n'est désormais plus possible d'imprimer *Ant* sur les presses de Tan.

*

Nous avons consacré l'intégralité de notre numéro 42 du 17 octobre 1967 à saboter les hadjis télécommandés par les Américains. La réponse donnée à notre réaction par Necip Fazıl dans la revue *Büyük Doğu* semblait annoncer le Dimanche sanglant.

“Nettoyer ce genre d’ordures de l’établissement qu’ils louent avant de se mettre au travail est le premier pas, juste et vertueux, qu’ils ont à faire, c’est un devoir que même le plus humble des musulmans saura apprécier. Et ce pas annonce ceux qui le suivront désormais. Comment les rats d’égout de Moscou sauraient-ils qu’à chaque endroit où ils voient l’obscurité, il y a de la lumière et que tout ce qu’ils considèrent comme sale est en réalité propre. Ce qu’il convient de faire de ces ignobles rats d’égouts moscovites, ce n’est pas de leur interdire l’imprimerie Tan qu’ils souillent depuis trop longtemps, mais de les noyer en les enfermant dans un piège à rats que l’on jettera dans la Marmara.”

İttihad, autre journal du même groupe, annonçait la bonne nouvelle de la mise sous contrôle des médias par la communauté islamique:

“N’allons pas trop vite, le meilleur est à venir. Que vous le vouliez ou non, nous avons mis la main sur la montée de la Sublime Porte. Les rotatives vont tourner pour publier le Coran et les vérités de la foi. Le nombre de journaux musulmans va augmenter ; les plus neuves, les plus modernes des imprimeries et compagnies de distribution vont servir les musulmans. Tout ce qui, de la technique, est accepté par la religion servira l’islam et ses serviteurs.”

Ces menaces sanglantes, d’autres journaux musulmans allaient les préférer. Ainsi, dans *Bugün*, Mehmet Şevket Eygi lançait ouvertement un appel au meurtre:

“Des indices très clairs nous montrent qu’en Turquie, on soutient le communisme tout en sabotant l’islam. Désormais, il revient aux musulmans d’être en alerte et de se tenir prêts. Nous avons devant nous un exemple récent et qui donne espoir: le massacre des communistes en Indonésie. Des centaines de milliers de communistes ont été tués. Animaux sauvages et poissons se sont repus, sur terre comme en mer, de chair humaine. C’était terrible. Mais l’Indonésie a été sauvée.”

Voilà, Tayyip, qui avait treize ans en 1967, est le produit de ces islamistes enragés et pro-américains.

Et le Dimanche sanglant de 1969? Où étaient İsmail Kahraman, qu'ils ont fait président du Parlement, et Abdullah Gül, qu'ils ont fait Premier ministre et Président de la République?

Et toi, Tayyip, du haut de tes quinze ans, où étais-tu ce jour-là?

170 ans après Marx, un spectre hante la Belgique...

Artığerçek, 8 novembre 2018

J'en ai déjà parlé... La Maison du Cygne, sur la Grand-Place de Bruxelles, l'un des passages obligés des touristes, qui a en son temps fait l'expérience de la pensée de gauche... Karl Marx, exilé en Belgique de 1845 à 1848, a écrit le *Manifeste du Parti communiste* avec Friedrich Engels, à l'une de ses tables donnant sur la place... Ce manifeste publié pour la première fois en allemand le 21 février 1848 s'ouvre sur le constat de la situation propre à l'époque: "Un spectre hante l'Europe: le spectre du communisme..."

170 ans plus tard, un spectre hante encore la Belgique... Le PTB-PvdA, qui a remporté, tout en revendiquant constamment son marxisme, une grande victoire aux dernières élections communales et que dans certaines communes de Wallonie et de Bruxelles, certains partis traditionnels sont forcés de prendre pour interlocuteur afin de former des coalitions.

Les partis qui ont jusqu'à présent dirigé la Belgique en formant toutes sortes de coalitions au Parlement fédéral autant que dans les conseils régionaux et communaux – le Parti socialiste, le Mouvement réformateur, le Centre démocrate humaniste et le centriste Démocrate fédéraliste indépendant – ont vécu un grand choc en voyant que les voix des mécontents avaient glissé vers le PTB ou Ecolo.

Pour les partis s'étant de temps à autre résolus à former des coalitions avec Ecolo, qui s'est imposé en près de trente ans comme une nouvelle force de la politique Belge, ce fut surtout l'entrée dans les conseils communaux d'un parti marxiste qui fut difficile à avaler...

Le score du PTB à Bruxelles, capitale de l'Europe, est de 11,6%. Il est de 16,3% à Liège, l'une des plus grandes villes de l'industrie lourde de la région wallonne et de 15,7% à Charleroi.

Dans la région flamande où les partis traditionnels tels que le Parti socialiste flamand (sp.a), les Libéraux et démocrates flamands (Open Vld) et les Chrétiens-démocrates et Flamands (CD&V) perdent constamment des voix au profit des nationalistes flamands de l'Alliance néoflamande (N-VA) et du parti d'extrême droite Intérêt flamand (VB), les voix du PTB s'élèvent à 8,7% à Anvers et à 7,1% à Gent.

Les scandales successifs dans lesquels se débat le Parti socialiste, le plus fort des partis de coalition depuis des décennies dans les régions wallonne et bruxelloise, est sans aucun doute l'une des causes pour lesquelles les voix de gauche de Belgique se sont dirigées vers le PTB... Le fait que les dirigeants du parti empochent des primes de service sans, la plupart du temps, participer aux réunions des conseils de direction des entreprises économiques géantes créées par les communes et aussi les primes exceptionnelles pouvant aller jusqu'à des centaines de milliers d'euros que ces entreprises versent parfois aux bourgmestres en plus de leur salaire normal a inévitablement forcé les électeurs de gauche à chercher une alternative.

Le Parti socialiste, qui a toujours considéré les voix de gauche comme sa propriété exclusive et pensait jusqu'à présent qu'un parti au discours marxiste n'arriverait jamais à attirer à lui les électeurs, n'a cessé de répéter comme un perroquet, ignorant les sondages qui annonçaient les résultats actuels, qu'il ne formerait jamais de coalition avec le PTB.

Les dirigeants du PS, qui sont d'abord restés hébétés face au succès électoral du PTB et à la gravité de leur propre perte de voix ont soudain changé d'attitude dans le but de satisfaire l'opinion de gauche qui s'éloigne progressivement d'eux et le syndicat socialiste FGTB qui depuis longtemps fait pression pour une union des partis de gauche. Dans les villes wallonnes de Charleroi, Liège et La Louvière, ainsi que dans la commune bruxelloise de Molenbeek, ils ont appelé le PTB à la table des négociations pour former une coalition.

Or, le PTB a toujours dit que tant que les partis traditionnels n'auraient pas renoncé à mettre en pratique les politiques imposées par l'Union Européenne et les USA, ils ne formeraient de coalition avec aucun d'entre eux, que ce soit aux niveaux communal et régional ou au Parlement fédéral et qu'ils poursuivraient leur lutte contre les politiques en question.

En plus, ils savaient très bien comment Ecolo, qui à une époque avait été en coalition avec le Parti socialiste, en était devenu une sorte de satellite et comment il avait été affaibli, le PS attirant à lui les voix écologistes.

Pour ces deux raisons, il ne faut pas s'étonner que le PTB ait immédiatement rejeté l'appel à la négociation du Parti socialiste en vue de former des coalitions dans ces quatre communes.

Reste que les partis de droite, craignant que les bons scores des Marxistes aux communales ne se répètent aux élections fédérales et régionales de mai prochain, ont commencé à évoquer l'idée d'un cordon sanitaire contre le PTB, comme cela a pu être fait contre le parti flamand d'extrême droite VB.

Face à ce danger, le PTB a été forcé de s'asseoir à la table des négociations avec le PS pour mettre l'avenir sous garantie en brisant d'avance ce cordon sanitaire. Les porte-parole du parti se rendirent à ces négociations avec des propositions prévoyant une réorganisation radicale des services communaux en faveur des couches précaires de la population: la construction de très nombreux logements sociaux de qualité, la possibilité de

prendre les transports gratuitement, des mesures écologiques pour améliorer le cadre de vie... Mais la proposition de réduire de moitié le salaire mensuel des bourgmestres des grandes villes ne pouvait être acceptée par les socialistes qui, depuis des décennies, sont habitués à de fortes rémunérations.

Les points de vue des deux partis au sujet des relations avec l'OTAN, l'UE et les USA constituaient d'ailleurs un obstacle à ce que ces négociations se concluent par un accord et les tables furent rapidement renversées dans les quatre communes... Tandis que le PTB retournait dans les rangs de l'opposition, le Parti socialiste vira à 180° et déclara sans tarder qu'il formait une coalition avec le Mouvement réformateur à Molenbeek et à Liège.

Lors les élections de mai prochain, les électeurs de gauche devront faire un choix entre les Marxistes du PTB et le PS, ami fidèle de l'OTAN, de l'UE et des USA.

Une autre des réalités qu'ont fait apparaître les élections communales du 14 octobre est l'approfondissement du gouffre politique entre Wallons et Flamands...

Dans la région wallonne et à Bruxelles, le Parti socialiste garde malgré tout sa place de premier parti et les Marxistes du PTB et Ecolo se renforcent chaque jour un peu plus, tandis que dans la région flamande, les socialistes sont progressivement marginalisés au profit des nationalistes de la N-VA et de l'extrême droite du VB qui ensemble, dans la grande ville d'Anvers, atteignent 45% des voix...

Même si le projet de la N-VA de mettre fin à la structure fédérative en transformant la Belgique en un état confédéral et, même sans passer à un régime républicain, de réduire la monarchie à une subsistance folklorique est suspendu depuis quatre ans pour des raisons pratiques, les résultats de 2019 pourraient le faire revenir à l'ordre du jour.

D'ailleurs, la monarchie se trouve sérieusement secouée par certains scandales successifs ayant éclaté ces dernières années... Certains d'entre eux impliquant le nom du prince Lau-

rent qui mène une vie de luxe avec les fonds secrets du budget de l'État, tandis qu'en pleines tensions post-électorales, le procès ouvert par Delphine Boël, née d'une relation extra-conjugale du roi Albert II, contre son père qui refuse de la reconnaître attaque un peu plus la respectabilité d'une monarchie déjà bien ébranlée. La Cour d'appel de Bruxelles a mis Albert II en demeure de faire faire un test ADN dans les trois mois pour pouvoir statuer sur les affirmations de Delphine Boël.

Les scandales n'en finissent pas...

Un gros scandale de corruption éclate dans le monde du football belge... Tandis que l'achat de F-35 américains plutôt que d'avions de production européenne dans le cadre du renouvellement de la flotte de l'Armée de l'air belge provoque de sérieux remous...

Et une autre source de migraines: le fait que la Belgique continue de vendre des armes à l'Arabie saoudite malgré l'assassinat de Khashoggi au consulat saoudien en Turquie...

C'est secouée par ces scandales que la Belgique se dirige vers les élections de mai 2019.

J'ai dit au début de cet article que 170 après Marx, un spectre hantait la Belgique...

Il ne serait pas étonnant que lors des prochaines élections, ce spectre vienne encore peser sur la politique belge sous une nouvelle forme.

La Belgique se confronte à son passé, et la Turquie?

Artıgerçek, 21 décembre 2018

Ces jours-ci, le roi Filip de Belgique n'a pas le moral... Les pays du monde entier orthographient son nom à la française, Philippe, mais une majorité écrasante de la population du pays sur lequel il règne parlant et écrivant flamand, le protocole et les médias l'orthographient Filip. Et donc, moi aussi.

Si l'une des raisons pour lesquelles il n'a pas le moral est la crise gouvernementale qui vient d'éclater sans prévenir, l'autre est sans aucun doute le fait que la réouverture de l'AfricaMuseum, Musée royal de l'Afrique centrale, à Tervuren, près de Bruxelles, après cinq ans de restauration, remet en débat la présence coloniale de la Belgique en Afrique et la responsabilité du roi Léopold II dans cette colonisation.

Ces développements le dérangent tellement qu'il a refusé de participer au vernissage du musée nouvellement restauré.

Or, tout le monde connaît désormais le rôle dans les crimes contre l'humanité commis, non seulement au Congo mais aussi au Rwanda et au Burundi par le propre oncle de Filip, l'un des rois les plus respectés qui aient accédé au trône après Léopold II, qui n'est donc pas le seul mis en cause.

Voici ce que les historiens écrivent sur les crimes colonialistes de Léopold II:

“Quand on parle du continent africain, la première chose qui vient à l'esprit, ce sont ses riches ressources et l'ordre colonial. Ce sont surtout la France et l'Angleterre qui sont critiquées lorsque l'on parle du colonialisme. Mais un autre pays est au moins aussi responsable que ces deux-là dans la colonisation de l'Afrique, c'est ce factice État belge créé après les guerres napoléoniennes par les superpuissances en tant que zone tampon.

“Lors de la Conférence de Berlin qui s'est tenue dans les années 1884-85, on a reconnu la souveraineté de la Belgique sur le Congo et créé l'État indépendant du Congo. Le roi belge Léopold II a fait du Congo sa propriété privée grâce aux titres de propriété qu'il détenait. Partant de l'idée de civiliser l'Afrique, Léopold a mis en place diverses structures coloniales pour pouvoir exploiter des richesses congolaises telles que l'ivoire et le caoutchouc.

“Avec le développement de l'industrie en Europe au début des années 1890, le caoutchouc se présente comme une

nouvelle source de richesse. L'hévéa mettant de nombreuses années à mûrir, c'est le Congo, pays en possédant le plus à l'époque, qui a été exploité par la Belgique, qui y voyait une importante source de revenus.

“Le plus frappant dans le processus de production du caoutchouc est la cruauté avec laquelle on a traité les populations locales qui y étaient employées. On s'est efforcé d'obtenir l'obéissance des travailleurs congolais en coupant les mains et les pieds de ceux qui se révoltaient. Lorsqu'on ne parvenait pas à mettre la main sur les hommes qui ne remplissaient pas leur quota de production, les soldats coupaient les mains de leurs femmes ou de leurs enfants. On estime qu'entre 1880 et 1920 la population du Congo est passée de 20 à 10 millions de personnes sous l'effet de toutes ses pratiques.”

Les méfaits d'un roi qu'on prenait pour un saint...

Et le renversement, suivi de son assassinat, de Patrice Lumumba, leader fondateur d'un Congo indépendant débarrassé de son statut de colonie en 1960, sous le sultanat du roi Baudouin avec la collaboration de la CIA?

Lorsque Lumumba a été assassiné, j'ai écrit des articles de protestation dans le *Sabah Postası* d'Izmir où je travaillais à l'époque. Ce fut l'une des raisons pour lesquelles j'ai été renvoyé du journal, accusé de l'avoir fait ressembler à la *Pravda*, à l'époque où il était dirigé par des membres du CHP après le coup d'État de 1960...

Mais je ne connaissais pas le rôle, dans cet événement, du roi Baudouin, qui s'était gagné l'admiration du monde entier avec ses airs de saint. À mon arrivée en Belgique, j'ai appris que son passé contenait de nombreuses pages noires: le renversement et l'assassinat du leader congolais Patrice Lumumba en 1961, mais aussi le soutien à des dictateurs comme Franco en Espagne ou Mobutu en Afrique...

Les années suivantes, il allait être révélé que Baudouin

avait participé au financement de projets de la CIA visant à faire tomber le gouvernement d'Allende au Chili.

Le conservatisme religieux du couple Baudouin-Fabiola, tous deux membres de la secte chrétienne Le Renouveau charismatique, était tel que le roi allait finir par démissionner pour un jour, en 1990, pour ne pas avoir à signer la loi dépenalisant l'avortement votée par le Parlement fédéral.

On ne déploya, évidemment, pas beaucoup d'efforts du vivant de Baudouin pour révéler les crimes commis dans le passé par l'État Belge.

Mais le règne de vingt ans du prince Albert, installé sur le trône à sa mort en 1993, fut rythmé par les inconsistances politiques et les révélations sensationnelles sur la vie privée des membres du Palais royal.

Alors que la respectabilité de la monarchie était mise à mal par les gros salaires accordés aux membres de la famille royale sur le budget de l'État et par les scandales provoqués par le prince Laurent, cadet du roi, la révélation en 1999 de l'existence d'une fille illégitime du roi Albert provoqua un séisme.

Un bouleversement semblable s'était produit en France quand on avait appris que le président socialiste Mitterrand avait eu une fille hors-mariage, mais ce dernier avait reconnu la paternité plutôt que de s'enfermer dans le déni et le problème avait été clos.

Au contraire, en Belgique, le roi Albert s'était entêté à nier, malgré d'innombrables preuves et indices et même une ressemblance physique très prononcée, que cette artiste plasticienne du nom de Delphine Boël fût sa fille. Cela lui avait fait perdre tout respect et confiance auprès de l'opinion publique. Ce fut l'une des raisons qui le poussèrent, en 2013, à confier le trône à son fils Filip.

Bien qu'Albert II soit désormais un roi à la retraite, sa fille illégitime Delphine ne l'a pas laissé en paix et a demandé auprès du tribunal qu'un test ADN soit fait. Malgré le

rejet en première instance, la Cour d'appel de Bruxelles a donné raison à Delphine le mois dernier et a ordonné au roi Albert de faire un test ADN dans les trois mois.

Les modifications qui se produiraient dans le protocole monarchique dans le cas où la cour finirait par statuer qu'Albert aurait, en plus de sa fille et de ses deux fils actuels, une autre fille et lui ordonnerait d'assumer ses responsabilités de père sont débattues dans les médias à sensation.

L'État belge confronté à sa propre histoire

Mais le véritable sujet de débat dans les cercles démocratiques est la confrontation de l'État belge avec sa propre histoire... Pour pouvoir couvrir un tant soit peu la honte d'avoir fait assassiner le leader national du Congo, fin juin 2018, soit cinquante-sept ans plus tard, le nom de Patrice Lumumba a été donné à une place de la commune bruxelloise d'Ixelles, où vit une forte communauté congolaise, ainsi qu'à un autre espace public, à forte densité ouvrière, de la ville de Charleroi.

Mais les descendants des victimes de cette époque ne se contentent pas de ce nom de Lumumba donné à quelques rues ou places, ils demandent que l'on remette à sa place le roi colonialiste Léopold II en détruisant ses statues et monuments qui se trouvent dans toutes les communes et grandes villes de Belgique.

Cette revendication a vu le jour en septembre 2008, quand l'écrivain Théophile de Giraud et ses amis ont peint en rouge, symbolisant le sang versé, la statue de Léopold II de Troonplein.

L'une des revendications les plus importantes d'aujourd'hui est que soient restituées au pays d'où elles proviennent les plus de 120.000 œuvres des collections de l'AfricaMuseum de Tervuren, constituées par les pillages au Congo...

Quelque part, en refusant de participer en personne à la cé-

réunion de réouverture de l’AfricaMuseum, le roi Filip de Belgique se range du côté de Léopold II et de son oncle Baudouin.

Mais malgré tout, la Belgique est en train de régler ses comptes avec sa propre histoire... La lutte des originaires d’Afrique et des forces démocratiques qui leur sont solidaires ne s’arrêtera pas là.

Je l’ai déjà écrit:

Quand j’observe ces développements, je pense aux souffrances laissées chez les peuples locaux des pays qui ont subi la conquête turco-islamique entamée en 1071 en Anatolie et qui a ensuite touché Istanbul avant de se poursuivre dans les Balkans et d’aller jusqu’à menacer Vienne.

Je pense aux génocides des Arméniens, des Grecs pontiques, des Assyriens lors de l’effondrement de l’Empire ottoman et des Kurdes sous la jeune République. Je pense aux Juifs, aux Alévis, et à tous les gauchistes massacrés sans pitié.

Je le demande une fois encore: quand aurons-nous appris notre leçon de nos frères noirs africains et quand, à notre tour, briserons-nous les idoles?

Comme le disait Hrant, l’eau trouve toujours la fissure!
Artıgerçek, 18 janvier 2019

Les commentaires reçus à la suite des articles publiés à la fois sur *Artı Gerçek* et sur les réseaux sociaux d’*İnfo-Türk* à l’occasion du 117^e anniversaire de la naissance de Nazım Hikmet nous ont montré à quel point ce grand poète que nous avons accompagné de son exil vers l’éternité il y a cinquante-six ans était aimé et respecté.

À peine quatre jours plus tard, nous commémorerons notre cher confrère Hrant Dink, qui est au moins aussi aimé et respecté que Nazım Hikmet par tous ses concitoyens démocrates et humanistes. Que ce soit en Turquie ou à l’étranger, de nombreux événements ont été organisés pour le 19 janvier. En Bel-

gique, c'est le dimanche 20 que nous serons avec Hrant devant le monument du génocide arménien d'Ixelles.

Le 19 janvier, pour İnci et moi, est l'un des jours sombres qui depuis douze ans nous fait le plus souffrir. Tout comme le 2 juillet, jour où il y a vingt-six ans, 35 personnes, dont notre cher ami Aşık Nesimi, ont été assassinées par les fascistes musulmans à Sivas... Tout comme le 6 mai, jour où, il y a quarante-sept ans, Deniz Gezmiş, Yusuf Arslan et Hüseyin İnan ont été exécutés par les généraux fascistes et leurs pantins au Parlement... Tout comme le 15 novembre, jour où, il y a quatre-vingt-deux ans, le pouvoir kémaliste a envoyé au gibet Seyyid Rıza et quatre autres leaders kurdes... Et plus loin encore dans le passé... Tout comme le 28 janvier, jour où, il y a quatre-vingt-dix-huit ans, le même pouvoir kémaliste a fait assassiner le leader du TKP Mustafa Suphi et ses camarades en mer Noire... Et tout comme le 24 avril, jour où, il y a cent quatre ans, le comité Union et Progrès a fait débiter les déportations et le génocide arménien...

Oui, douze ans ont passé depuis que Hrant Dink a été assassiné... Et la lumière n'a toujours pas été levée sur ce crime... Il s'éternise, ce procès où le pouvoir de Tayyip fait comparaître jusqu'à quatre-vingt-cinq prévenus, s'efforçant ainsi d'en tirer un profit politique en liant ce meurtre au coup d'État avorté... La 14^e cour d'assises d'Istanbul a, en dernier lieu, repoussé l'audience suivante au 12 mars 2019 en décidant la libération de deux prévenus le 21 décembre 2018.

La justice turque peut bien essayer de noyer le poisson en plongeant l'opinion dans la confusion, l'article 301 du Code pénal turc, qui est le véritable assassin de Hrant Dink, continue d'être le cauchemar des vrais intellectuels et des défenseurs de la démocratie dans notre pays.

Rappelons-nous que Hrant Dink avait été jugé en vertu de cet article 301, accusé d'avoir "fait outrage à la turcité" dans un article sur le génocide arménien publié dans *Agos*, qu'il avait été attaqué lors de l'audience par des racistes en-

ragés qui avaient fait irruption au tribunal et que les plumes antidémocratiques des médias mainstream l'avaient désigné comme cible aux assassins fascistes avec leurs articles.

Bien que plus de dix ans aient passé depuis le meurtre de Dink, cet article 301 est toujours en vigueur...

L'article 159 de l'ancien Code pénal turc, qui avait été copié sur le Code pénal fasciste de Mussolini à l'époque kémaliste, a jeté en prison pendant des décennies des milliers d'opposants, journalistes ou politiciens, après les avoir traînés aux portes des tribunaux.

Il est devenu l'article 301 du nouveau Code pénal turc en 2005 à seule fin d'abuser l'Union européenne. Selon ce nouvel article, toute personne faisant outrage au peuple turc, à l'État de la République de Turquie, à la Grande Assemblée nationale de Turquie, au gouvernement de la République de Turquie et aux organes judiciaires de l'État est passible de six mois à deux ans d'emprisonnement.

En 2002, un procès m'a été intenté en vertu de l'article 159 pour un article que j'avais écrit pour une revue turque à l'occasion du 30^e anniversaire du coup d'État du 12 mars. Un mandat d'arrêt avait été envoyé aux postes frontières pour le cas où je rentrerais en Turquie. Après la modification de 2005, il a été décidé que dans le cas où je serais arrêté, ce procès se poursuivrait en vertu de l'article 301.

Alors qu'au départ les procureurs pouvaient directement entamer des poursuites en vertu de cet article, il a été décidé en 2008, après l'assassinat de Hrant Dink, qu'une autorisation du ministère de la Justice serait désormais nécessaire.

La lutte héroïque du député Garo Paylan

Le député HDP d'origine arménienne Garo Paylan, qui lutte depuis son élection au sein du Parlement pour le droit et la justice et qui pour cette raison a subi des agressions physiques venant de membres de l'Alliance populaire, a demandé au ministre de la Justice, à l'occasion d'une question

à l'assemblée, combien d'autorisations avait été données pour des mises en examen en vertu de l'article 301.

Voici comment il a présenté cette question:

“L'article 301 et les précédents articles analogues ont été mis en pratique par le pouvoir politique de manière à former un terrain propice aux déclarations et crimes de haine dont on sait qu'ils sont très répandus en Turquie.

“On sait que le fait que le journaliste Hrant Dink, à cause de son identité arménienne, ait été victime de déclarations de haine puis tué le 19 janvier 2007 lors d'un crime organisé prend sa source dans le procès intenté contre lui et dans sa condamnation pour “outrage à la turcité”.

“Le rôle de l'article 301 dans le meurtre de Hrant Dink est établi, mais en 2008, dans le cadre des négociations avec l'Union européenne, cet article a été modifié de façon que toute mise en examen soit désormais conditionnée à une autorisation du ministre de la justice.

“Les responsables gouvernementaux de l'époque ont déclaré que cette modification avait pour but de se débarrasser des problèmes pouvant naître de la mise en pratique et de prévenir des problèmes relatifs à la liberté d'expression.

“Il a été avancé que, la modification en question étant considérée comme un “filtre” lors des analyses techniques des procès présentés au ministère de la justice, le but en était de faire diminuer le nombre de procès et d'ainsi supprimer les problèmes avant même de passer à l'action.

“Après cette modification et jusqu'à une époque récente, la plus grande partie des demandes de mise en examen en vertu de l'article 301 a été rejetée par le ministère de la justice. Mais ces derniers temps, vous avez accepté un grand nombre de demandes sans examen, dont deux à mon sujet.”

Nous ignorons pour l'instant quelle réponse a donnée le ministre quant au nombre de demandes, mais voici ce qui est dit dans le document envoyé par le Procureur de la République au président de la Grande Assemblée nationale de Tur-

quie le 16 février 2018 pour que soit retirée à Garo Paylan son immunité parlementaire:

“Le 14/01/2017, le député HDP Garo PAYLAN a pris la parole devant la 26^e Grande Assemblée nationale de Turquie pour dire: ‘À une époque, nous étions 40%. Aujourd’hui, nous sommes un sur mille. Il a bien dû nous arriver quelque chose, et cette chose, je l’appelle un génocide. Le peuple arménien sait très bien ce qui lui est arrivé. Je sais très bien ce qui est arrivé à mes aïeux, à mon grand-père. Si ce n’est pas un génocide, dites-nous ce que c’est. Nous sommes en voie de disparition. Nous ne sommes plus qu’un pour mille’ et ayant déclaré, le 01/05/2017 dans une interview à *Horizon Weekly* dans la ville de Montréal, au Canada qu’en Turquie, il y a eu un génocide et que ce génocide continue...”

Et le Procureur général de requérir en ces termes, auprès de la Grande Assemblée nationale de Turquie, que l’on retire à Paylan son immunité parlementaire:

“Il a été conclu que le député Garo Paylan s’était rendu publiquement coupable d’outrage à la nation turque, à l’État et au gouvernement de la République de Turquie, que les éléments donnés ci-dessus dans leur détail démontrent sa culpabilité, que les crimes qui lui sont attribués tombent sous le coup de la loi et qu’il nous faut par conséquent requérir le retrait de l’immunité parlementaire du député susnommé au motif de l’article 83 de la Constitution.”

Hrant... Jaurès... Nazım... Voltaire...

Lisant cela, je suis retourné douze ans en arrière... C’était quelques mois avant son assassinat... Nous étions avec Hrant Dink à une réunion de l’Association des journalistes de Belgique sur la situation des droits de l’Homme en Turquie. Etyen Mahçupyan aussi était présent.

Malgré toutes les pressions et menaces, Hrant gardait son optimisme et s’efforçait de nous donner espoir.

Alors que j’étais plongé dans mes souvenirs, s’ouvrit sur

l'écran l'audio de l'interview où Hrant disait: "L'eau a trouvé la fissure." Je la réécoutai. Quelque chose se noua dans ma gorge.

Malgré la pluie, je me jetai dehors... Grimant, à bout de souffle, la côte qui mène à l'hôtel communal de Schaerbeek, je pensai à Jean Jaurès qui, 117 ans plus tôt, le 25 juillet 1902, avait appelé les pays européens, lors d'une conférence organisée là sur le génocide arménien de 1895, à hausser le ton face à ce crime contre l'humanité. Ce grand leader socialiste qui, tout comme Hrant Dink, allait tomber, douze ans après ce discours, sous une balle ennemie de la paix et de la liberté...

De là, je m'engageai sur l'avenue Maréchal Foch pour rejoindre la Cage aux ours, où je repris mon souffle avant de remonter l'avenue Voltaire.

Au début de cet article, j'ai évoqué les messages pleins de louanges et d'amour pour Nazım Hikmet reçus à l'occasion du 117^e anniversaire de sa naissance. Mais parmi ces messages, il y en avait aussi qui le critiquaient d'être resté silencieux face aux massacres contre les Arméniens et les Kurdes, ou du moins de ne pas avoir suffisamment réagi.

Je pense moi aussi que c'est une lacune dans le combat de notre grand poète, dont il a payé le prix lourd par la prison et l'exil. C'était surtout une lacune du Parti communiste de Turquie dont il était membre. Et ce malgré la présence parmi les leaders du parti de communistes d'origine arménienne... Cette lacune, je l'avais mentionnée dans le texte mis en quatrième de couverture de *Bitti Bitti Bitmedi*, l'ultime livre de Vedat Türkali, que nous avons perdu il y a deux ans.

Le Parti des travailleurs de Turquie, interdit après le coup d'État du 12 mars pour avoir toujours soutenu la quête de liberté et d'égalité du peuple kurde, était lui aussi resté muet sur la question du génocide arménien.

Malgré ces lacunes, le TKP comme le TİP sont deux pierres fondamentales de l'histoire des luttes sociales en Turquie. Tout comme Nazım...

Rentrant par son avenue, je me rappelai cette magnifique phrase de Voltaire:

“Je ne suis pas d'accord avec vos idées, mais je me battraï jusqu'à la mort pour que vous ayez le droit de les exprimer...”

Oui, de la même façon que toute la diaspora, après le lâche assassinat de Hrant Dink, qui défendait d'autres idées qu'elle quant au meilleur moyen de panser les plaies ouvertes par le génocide, revendique aujourd'hui son souvenir...

Comme le disait Hrant, l'eau trouve toujours la fissure!

Melina Mercouri, jamais en Turquie!

Artigerçek, 6 mars 2019

Alors que, tôt ce matin, je passais en revue sur l'écran les derniers développements en Turquie, une information me ramena quarante-sept ans en arrière. Le 6 mars, 25^e anniversaire de la mort de la célèbre star du cinéma grec Melina Mercouri, on allait commémorer cette femme qui avait lutté contre la junte des colonels et était ensuite devenue ministre de la Culture.

Avec İnci, nous avons vu Melina Mercouri pour la première fois en 1965, à Istanbul, sur l'écran blanc d'un cinéma de Beyoğlu, dans le film d'aventure *Topkapi* où elle incarnait, aux côtés d'acteurs célèbres tels que Peter Ustinov, Maximilian Schell et Akim Tamirov, Elizabeth, une femme raffolant des hommes et des émeraudes.

Le réalisateur était le célèbre cinéaste Jules Dassin, son époux. On voyait aussi dans ce film des acteurs turcs tels que Ege Ernart, Senih Orkan et Danyal Topatan. La musique, quant à elle, était signée du célèbre compositeur grec Manos Hadjidakis.

Ce film, qui racontait le vol d'une précieuse dague dans le musée de Topkapı, m'intéressait particulièrement. En 1964,

j'étais alors le rédacteur en chef de *Gece Postasi*. Le tournage de nombreuses scènes au musée, mais aussi au Grand bazar et dans divers quartiers d'Istanbul avait créé l'événement. Avec mon ami Doğan Katircioğlu, reporter au journal, nous avons couvert le tournage pas à pas avec un photographe et publié un jour sur deux des nouvelles ou des interviews.

Mais ce sont les coups d'État militaires, d'abord dans la Grèce des colonels, puis dans la Turquie des généraux, qui nous firent rencontrer Melina Mercouri et Jules Dassin, alors militants antifascistes, lors de notre exil clandestin à Paris en 1972.

Après le coup d'État des colonels en 1967, nous rendions constamment compte dans la revue *Ant* de la répression fasciste en Grèce et de l'organisation de la résistance contre la junte. Comme on dit en Turquie: "On finit toujours par goûter à ce qui cuit chez les voisins." Et nous voyions bien que l'organisation raciste et de terrorisme islamiste au service de l'impérialisme américain entraînait la Turquie vers un coup d'État fasciste. C'est la raison pour laquelle, en plus de ce que nous écrivions dans la revue, nous avons fait traduire en turc le livre de Konstantin Çukalas, *Le Dossier grec*. Nous l'avons publié aux éditions Ant.

C'est à cette époque que la campagne qu'elle menait en Amérique et en Europe avait valu à Melina d'être déchue de la nationalité grecque et de voir saisis ses biens dans son pays. Tout comme quinze ans plus tard, les opposants de l'étranger à la junte fasciste d'Evren seraient déchus de la nationalité turque et verraient leurs biens en Turquie saisis...

Cinq ans plus tard, Paris... 1972... Parmi ceux qui nous ont le plus aidés alors que nous menions campagne au nom de Résistance démocratique contre la visite en France du président Erim et le vote à l'Assemblée de la condamnation à mort de Deniz et de ses camarades, il y a notre chère amie grecque Maria Becket, qui a joué le premier rôle dans l'éviction de la Grèce du Conseil de l'Europe...

Avec Marie, nous partageons aussi une douleur histo-

rique: lors de la guerre des Balkans, mon grand-père a été tué par les Grecs, le sien par les Turcs... Mais nous, à présent, sommes comme frère et sœur.

Comme elle sait que nous avons pris position en Turquie contre la junte en Grèce et que nous avons publié un livre à ce sujet, elle nous aide grandement dans notre lutte.

Grâce à elle, nous avons été invités à la conférence internationale organisée contre la junte grecque au Quai d'Orsay, où se trouve le ministère français des Affaires étrangères, le 19 mars 1972. Nous avons fait le tour des salles de réunion, des tracts en diverses langues sous le bras et parlé avec des délégués français, italiens, anglais, suédois, norvégiens, danois, hollandais, canadiens, américains et soviétiques, réclamant qu'ils prennent position contre la junte en Turquie.

La délégation soviétique se composait du célèbre compositeur soviétique Aram Khatchatourian, de la célèbre danseuse étoile du Bolchoï Galina Ulanova et d'un membre du Comité central du Parti communiste d'Union soviétique dont j'ai oublié le nom.

Après leur avoir présenté la situation pendant quinze minutes, nous leur avons dit, en leur distribuant les tracts de Résistance démocratique, que nous attendions que l'Union soviétique soutienne les peuples opprimés de Turquie.

Voici ce que nous répondit le membre du comité central:

“Camarades, ce que vous venez de nous raconter est vraiment très triste. Nous sommes de tout cœur avec vous. Mais il est hors de question que l'URSS fasse quoi que ce soit au sujet de la Turquie. Ces dernières années, l'URSS a pris position dans les luttes intérieures de seulement deux pays. L'un est l'Afrique du sud, l'autre est la Grèce. Mais les relations de bon voisinage de l'URSS avec la Turquie ne nous permettent pas de prendre une position susceptible de déranger le pouvoir, quel qu'il soit. D'ailleurs, le camarade Podgorni, notre président, va bientôt faire une visite officielle en Turquie.”

Nous étions restés hébétés. Lorsque nous avons protesté

en disant: “Et les milliers de gauchistes en prison, et la torture, et Deniz Gezmiş qui attend à l’ombre du gibet...”, il avait coupé court en disant: “Je comprends très bien votre réaction. Mais c’est ce qu’exige la politique extérieure de notre pays... Il n’y a rien que nous puissions faire.”

Il avait ensuite écrit sur un papier l’adresse du Comité central du Parti et dit: “Envoyez-nous quand même à cette adresse les tracts et les rapports que vous publiez, tenez-nous au courant des développements.”

Nous devions faire peine à voir lorsque nous sortîmes de la salle, car Maria nous avait tout de suite réconfortés: “Sur-tout ne vous en faites pas. La diplomatie, c’est la table des lous. Vous, vous faites votre devoir. Si vous saviez ce que nous avons vécu! Vous aussi, vous allez vous habituer.”

Après quoi elle nous avait annoncé une bonne nouvelle pour nous rendre le sourire: “Oubliez les Soviétiques... Je vais vous présenter à Melina Mercuri.”

La célèbre actrice se trouvait dans une autre salle, avec des journalistes grecs... Nous étions en colère contre elle, car bien qu’elle eût abandonné la Grèce, prenant ainsi position contre la junte des colonels, elle était venue passer des vacances dans la Turquie des généraux, se laissant joliment exploiter lors de cette visite par les médias aux ordres de la junte.

Dès notre entrée, Melina se jeta à mon cou de façon ostentatoire: “Je sais, vous m’en voulez. Je n’aurais pas dû aller en Turquie. Je reconnais mon erreur. Mais je me ferai pardonner. La prochaine fois, donnez-moi une mission, je reviendrai en Turquie en touriste pour l’accomplir. I’m with you!”

L’ivresse la rendait sentimentale. Mais nous étions persuadés qu’elle ne tiendrait pas sa promesse.

Peu de temps après, nous reçûmes de ses nouvelles. Elle allait bientôt retourner en Turquie. Son époux, le réalisateur Jules Dassin, nous donnait rendez-vous dans son bureau rue de Seine.

Contrairement à Melina, Jules Dassin était extrêmement prétentieux. Il se donnait l'air de tout savoir sur la Turquie. À un moment, il parla de son amitié avec Abidin Dino, le "représentant du TKP à Paris". Or, ni Yakup Demir, secrétaire général du TKP, que j'avais rencontré pour la dernière fois avant notre départ pour Paris, ni Elie Mignot, responsable des Relations internationales du PCF que j'avais récemment rencontré, n'avaient évoqué la présence à Paris d'un représentant du TKP.

D'ailleurs, il était impossible qu'après la position prise par Aybar dans la division du TIP après les événements de Tchécoslovaquie, il continue à représenter le TKP qui était complètement aligné sur Moscou.

Au moment de partir, nous confiâmes à Jules Dassin une liste des choses que nous souhaitions que Melina nous rapporte de Turquie. En même temps que certains documents bien particuliers, nous lui demandions les annuaires téléphoniques d'Ankara, d'Istanbul et d'Izmir. C'étaient des ressources extrêmement importantes pour pouvoir communiquer avec la Turquie.

Pour garantir la sûreté de nos communications téléphoniques, Melina avait déterminé un code: "Si je vous appelle à un moment problématique, dites: 'Never on Sunday!' et je vous rappellerai plus tard..."

"Never on Sunday" était le titre d'un film célèbre que Melina avait tourné sous la direction de Jules Dassin.

Et comme nous parlions de cinéma, ils avaient demandé des informations sur nos amis progressistes et antifascistes dans le monde du cinéma turc.

Naturellement, le premier était Yılmaz Güney... Il avait été condamné à deux ans de prison et au bannissement pour avoir caché des militants du THKP-C après l'assassinat du consul israélien Elrom. Il était actuellement en prison. Malgré cela, son nom et son célèbre film *L'Espoir* comptaient parmi les plus importants soutiens de notre mouvement de résistance à l'étranger.

Melina Mercouri allait prendre place auprès des cent soixante-dix célébrités de treize pays réclamant la liberté de Yılmaz, parmi lesquelles figuraient Elizabeth Taylor, Alida Valli, Richard Burton, Agnès Varda, Costa-Gavras, Jean-Luc Godard, Peter Brook, Tony Richardson, Francesco Rosi, Elio Petri et Marco Ferreri.

Comme promis, Melina nous ramena de son voyage en Turquie nombre des documents que nous lui avions demandés ainsi que les annuaires.

Après l'effondrement de la dictature des colonels en 1974, Melina, comme tous les exilés politiques, allait rentrer en Grèce et, après avoir été élue députée en 1977, elle allait devenir ministre de la Culture et des Sciences du gouvernement Papandréou. Elle allait sous cette fonction mener une âpre bataille pour obtenir du gouvernement anglais la restitution des marbres du Parthénon. Son livre *Je suis née grecque*, dans lequel elle confie ses souvenirs de résistante, a été publié en Turquie sous le titre *Cuntayla Savaşım [Ma Guerre contre la junte]*.

Devenue ministre grecque de la Culture, elle allait constamment rester solidaire des intellectuels et artistes démocrates opprimés en Turquie et soutenir Yılmaz Güney, déchu de sa nationalité par la junte d'Evren après le coup d'État de 1980, dans ses travaux cinématographiques et sa lutte contre la junte.

“On finit toujours par goûter à ce qui cuit chez les voisins”, ai-je écrit plus haut.

Oui, après la Grèce, un coup d'État, ou plutôt des coups d'État se sont abattus sur les peuples de Turquie. Et même plus violents et sanguinaires encore... Depuis le retrait des juntes, les périodes de “démocratie parlementaire” d'Özal, Demirel, Çiller, Yılmaz, Ecevit et depuis dix-sept ans Tayyip...

Une Melina Mercouri, déchue de la nationalité grecque en 1967 par la junte des colonels a pu devenir ministre de la Culture de son pays après l'effondrement du régime fas-

ciste... Mais chez nous, Yılmaz Güney et Ahmet Kaya, déchus de leur nationalité par la junte d'Evren, loin d'avoir pu revoir les terres où ils étaient nés et avaient grandi, reposent en France avec les communards de Paris au Père Lachaise...

Et Nazım Hikmet à Moscou, au cimetière de Novodevitchi...

Chère Melina, si tu te demandes où en est la Turquie, laisse-moi te répondre en parodiant le code que tu m'as donné à Paris il y a quarante-sept ans: "Never in Turkey!"

Repose en paix dans la terre de ton pays...

Islamophobie, islamophobie... Et les tiennes de phobies?

Artıgerçek, 28 mars 2019

En Nouvelle-Zélande, le massacre commis par un raciste blanc dans deux mosquées a été condamné par tous ceux sur cette terre qui ont un minimum d'intelligence et de conscience, la Première ministre du pays s'est couverte la tête en signe de solidarité et le Coran a été lu au parlement... On prend des mesures sérieuses pour prévenir de nouvelles attaques de ce type et l'on restreint sans attendre le port d'armes, ce que les USA n'ont toujours pas réussi à faire.

Quelle aubaine, les tyrans qui s'accrochent au pouvoir dans les pays musulmans et les organisations qui les soutiennent dans les pays occidentaux, pour se protéger des critiques et parce qu'ils pensent qu'"il n'y a pas de meilleure défense que l'attaque", appellent l'Union européenne et ses pays membres à faire la guerre à l'islamophobie.

Et Tayyip Erdoğan, qui joue au leader du monde sunnite en défiant le monde entier depuis des années serait en reste? Craignant de perdre des voix en grand nombre aux élections municipales qui approchent, il intervient immédiatement pour émettre des fatwas contre l'islamophobie tel un chef de guerre. Il perd la mesure au point d'affirmer que ce sont les

puissances occidentales qui ont préparé le manifeste que le tueur de Christchurch a publié sur Internet et qui appelle à “l’expulsion des Turcs hors d’Europe, l’assassinat d’Erdoğan et la destruction des minarets de Sainte-Sophie.”

Des attaques à main armée semblables à celle de Nouvelle-Zélande se produisent depuis des années aux USA, non contre les musulmans, mais contre des citoyens ordinaires et des lycéens. Le nombre des morts dans des attaques à main armée dans les villes de Santa Fe, Pittsburgh, Thousand Oaks et Stoneman s’élevait à 50 rien que l’année dernière.

Et les massacres collectifs que les groupes terroristes islamiques commettent les uns à la suite des autres aux quatre coins du monde? D’après la liste détaillée publiée par Wikipédia, 864 personnes ont trouvé la mort dans 27 attaques terroristes islamistes perpétrées, rien qu’en 2018, en Afghanistan, en Australie, en Belgique, au Burkina Faso, en Indonésie, au Maroc, en France, en Hollande, en Irak, en Iran, en Lybie, en Égypte, au Nigéria, au Pakistan, en Russie, en Somalie, au Tadjikistan et en Jordanie.

Ces attaques-là, on les a oubliées, mais pas Christchurch...

Rien d’étonnant non plus à ce que la “lutte contre l’islamophobie” soit passée au premier plan en Belgique, qui depuis des années abrite à Bruxelles la base européenne de l’obscurantisme saoudien, confie les services de culte et d’éducation religieuse des immigrés musulmans turcs et marocains à des organisations et individus au service des régimes d’Ankara et de Rabat et entretient des relations économiques très lucratives allant jusqu’au commerce d’armes avec les pays musulmans, en particulier l’Arabie saoudite et les Émirats.

Lors de mes plus de quarante ans d’exil en Belgique, je n’ai pas seulement lutté contre les régimes oppressifs de Turquie, j’ai également pris place au sein de nombreuses initiatives contre la xénophobie dans les pays européens. J’ai milité au sein du Mouvement contre le racisme, l’antisémi-

tisme et la xénophobie (MRAX). Nous combattons pour que les immigrés musulmans venus de Turquie ou des pays du Maghreb bénéficient d'une égalité des droits au sein de la société belge, en particulier en termes de droits électoraux.

C'était une lutte commune contre toutes les formes de xénophobie, sans distinction d'origine, de langue ou de religion. Quel dommage que cette lutte inclusive se résume aujourd'hui à l'islamophobie, c'est-à-dire à la lutte contre l'hostilité envers l'islam.

La tendance des islamistes à exclure ceux qui sont d'une religion différente, voire leur hostilité à leur égard, on fait toujours mine de les ignorer.

Or, il n'est pas facile de masquer des réalités aussi douloureuses. Tandis que les organisations à la botte de Tayyip accusaient les institutions belges, après l'attaque en Nouvelle-Zélande, de ne pas lutter suffisamment contre l'islamophobie, les Belges eux-mêmes, lors d'une commémoration, pleuraient les victimes d'un bain de sang commis par le terrorisme islamiste dans un passé pas si lointain. Trois ans auparavant, le 22 mars 2016, des terroristes islamistes ont perpétré des attaques à la bombe à l'aéroport de Bruxelles et dans la station Maelbeek du métro de Bruxelles, tuant 33 personnes et en blessant 250 autres et provoquant pendant longtemps des perturbations dans les liaisons aériennes entre la capitale de l'Europe et le monde.

Et deux semaines avant cette commémoration, un terroriste islamiste d'origine algérienne, qui avait tué quatre personnes le 24 mai 2014 en faisant irruption au musée juif de Bruxelles, avait été condamné à la perpétuité, jugé coupable par le jury de la cour d'assises.

On a quasiment oublié, après le massacre de Christchurch, comment le terrorisme islamiste avait transformé la Syrie en un champ de ruines, qui plus est avec le soutien du régime de Tayyip. Au point que le peuple kurde, qui a débarrassé de l'EI non seulement le Rojava, mais aussi la moi-

tié du pays au prix d'une lutte héroïque est aujourd'hui quasiment abandonné à son sort, d'un côté face à l'armée turque, de l'autre face à la menace d'un nouveau terrorisme que l'islamiste Erdoğan compte mettre en place en utilisant les autres groupes islamistes de Syrie...

Islamophobie, islamophobie... Et les autres phobies?

La République aujourd'hui dirigée par Erdoğan n'a-t-elle pas lutté depuis ses débuts, en inventant toute une série de phobies, pour annihiler les peuples fondateurs de civilisations qui étaient présents en Anatolie depuis des siècles avant l'occupation turque?

Notre précieuse historienne Ayşe Hür avait très bien mis en valeur, dans le journal *Radikal* du 7 septembre 2014, le bilan du terrorisme de l'État turc né de son arménophobie, de son mishellénisme, de son assyrophobie, de sa kurdophobie, bref, de sa xénophobie envers tous les peuples non turcs ou non musulmans. Je ne partage ici, pour des questions de place, qu'une partie des événements rapportés.

Le **16 mars 1923**, lors du thé offert par l'Association des commerçants du foyer turc d'Adana, Mustafa Kemal s'adressa ainsi à l'assistance: "Nos amis, dans leurs discours, ont dit: dans notre ville d'Adana, les éléments dominants sont ceux-ci, ceux-là, les Arméniens ont envahi nos foyers d'artisanat et se font passer pour les propriétaires du pays. On n'a jamais vu une telle injustice et une telle insolence. Les Arméniens n'ont aucun droit dans ce pays fécond. Ce pays est à vous, il est aux Turcs. Historiquement, ce pays est celui des Turcs, il est donc Turc et le restera jusqu'à la nuit des temps..."

D'après le protocole d'accord sur l'échange des populations turques et grecques signé six mois avant le traité de Lausanne du **24 juillet 1923** et dont il constitue une partie, les Turcs de religion grecque orthodoxe installés en territoire turc et les Grecs de religion musulmane installés en territoire grec ont été soumis à un échange forcé.

Le **4 mai 1923**, Mustafa Kemal a fait la déclaration suivante au *New York Herald*: “Il faut qu’en même temps que le califat disparaissent les églises et patriarcats orthodoxes et arméniens ainsi que les synagogues de Turquie...”

Après la loi du **22 avril 1926** rendant obligatoire l’usage du turc dans les correspondances commerciales, les non-musulmans qui travaillaient dans les administrations et ne maîtrisaient pas le turc commencèrent à être renvoyés.

Le **17 août 1927**, une jeune Juive de 22 ans du nom d’Elza Niyego fut assassinée par Osman Ratıp Bey, un homme marié et même grand-père, qui était amoureux d’elle et la harcelait depuis longtemps. Lors des funérailles, le 18 août, l’assistance cria: “Nous réclamons justice”, ce qui provoqua une virulente campagne antisémite dans les journaux. Certaines personnes furent même traînées au tribunal pour “outrage à la turcité” et condamnées à des peines de prison.

Le **13 janvier 1928** fut lancée, au Congrès annuel de l’Association des Étudiants de la faculté de droit de Darülfünun, la campagne obligeant les minorités à parler turc au slogan de: “Citoyen, parle turc!”

Le **10 juillet 1929**, un “groupe d’étudiants turcs nationalistes” saccagea l’imprimerie du journal grec *Xpovika*. Ce ne sont pas les vandales qui furent emprisonnés mais le propriétaire du journal, contre lequel un procès fut intenté pour outrage à la turcité. Peu après, le journal fut interdit.

Le **18 septembre 1930**, le ministre de la justice Mahmut Esat Bozkurt, à Ödemiş, prononça sa célèbre sentence: “Ce que je pense, ce dont je suis convaincu, c’est que ce pays est en lui-même turc. Ceux qui ne sont pas des Turcs de souche ont un seul droit dans cette patrie des Turcs, c’est d’être des serviteurs, des esclaves.”

En **novembre 1932**, on fit signer à chacun des juifs d’Izmir l’engagement de s’approprier la culture turque et de parler la langue turque. Suivirent les juifs de Bursa, de Kırklareli, d’Edirne, d’Adana, de Diyarbakır et d’Ankara. Les journaux

se faisaient l'écho de conversions collective de filles juives (et arméniennes).

Le **25 février 1933**, des étudiants de Darülfünun et de l'Union nationale des étudiants turcs, des cailloux plus ou moins gros dans les poches, des drapeaux turcs à la main, saccagèrent le bureau à Karaköy de la Compagnie des wagons-lits.

Le **14 juin 1934** fut proclamée la loi sur le rétablissement qui divisait le pays en trois: les "personnes de culture et de langue turques" (les vrais Turcs), les "personnes de culture turque ne parlant pas le turc" (les Kurdes) et les "personnes n'étant pas de culture turque et ne parlant pas le turc" (les non-musulmans et les autres).

En **août 1938**, le gouvernement publia le décret 2/9498 stipulant: "Les juifs qui, quelle que soit aujourd'hui leur religion, sont soumis à des pressions concernant leurs droits de résidence et de voyage dans les pays dont ils sont ressortissants seront désormais interdits d'entrée et de résidence en Turquie."

En **1938-39**, au motif qu'ils étaient une menace pour la sûreté de l'État avec la guerre qui approchait, les non-musulmans vivant dans les campagnes d'Anatolie furent déportés vers les grandes-villes. Ceux qui ne réussirent pas à s'adapter à la vie urbaine durent quitter le pays.

Le **8 août 1939**, le *Parita*, forcé de se réfugier dans le port d'Izmir à la suite de problèmes rencontrés lors du voyage, alors qu'il transportait vers la Palestine 860 réfugiés juifs montés à bord en différents lieux d'Europe, dut reprendre la mer le 14 août, escorté par deux bateaux à moteur de la police, malgré les cris des voyageurs qui suppliaient qu'on les tue plutôt que d'être renvoyés là d'où ils venaient. Le journal semi-légal *Ulus* titra: "Ces vauriens de juifs sont repartis d'Izmir."

Le **12 décembre 1940**, les autorités turques forcèrent le *Salvador*, qui avait la réputation d'être un "cercueil flottant" (c'était en fait une embarcation de quarante places) et qui ve-

nait d'arriver à Istanbul avec à son bord 342 réfugiés montés au port de Constanța en Roumanie, à reprendre sa route bien qu'il fût clairement visible qu'il n'était pas en état de faire un mille de plus. Avec cette triste conséquence: le 13 décembre, on retrouva l'épave du navire, qui avait été pris dans une violente tempête au large de Silivri, ainsi que 219 cadavres.

Le **15 décembre 1941**, le Struma, qui voulait rejoindre la Palestine après avoir enlevé à la cruauté des nazis 769 juifs de Roumanie embarqués au port de Constanța arriva à Istanbul. Après qu'il fut resté deux mois et demi au large de la pointe du Sérail à lutter contre la maladie et la mort, on lui coupa l'ancre, le remorqua à un bateau-tracteur et l'emmena jusqu'en mer Noire. Le Struma fut abandonné à son sort à vingt-trois kilomètres au large, sans moteur, sans carburant, sans vivres, sans eau et sans médicaments. Le 24 février 1942 à deux heures du matin, il fut coulé par un sous-marin soviétique. Une seule personne en réchappa.

Le **11 novembre 1942**, afin de résoudre les problèmes financiers issus de la guerre, le gouvernement de Şükrü Saracoğlu lança un impôt sur la fortune. Les personnes concernées par cet impôt étaient à 87% des non-musulmans. Les commerçants arméniens furent imposés à 232% de leur capital, les commerçants juifs à 179%, les commerçants grecs à 156% et les commerçants turcs et musulmans à seulement 4,94%. Ceux qui ne purent payer furent envoyés dans des camps à Aşkale, Sivrihisar et Karanlıkdere. Lors du drame que représenta cet impôt, certains perdirent leurs biens, d'autres leurs vies, d'autres encore leur honneur et d'autres leur foi en la Turquie.

En **janvier-février 1943**, les restes du principal perpétrateur du génocide arménien de 1915 furent ramenés en Turquie par un train orné d'une croix gammée et enterrés au cours d'une cérémonie militaire à cinquante mètres du monument Abide-i Hürriyet.

En **1946**, on pouvait lire dans un rapport sur les minorités publiés par le 9^e bureau du CHP: “Nous devons prendre de vraies mesures contre les Grecs, en particulier à Istanbul. La seule phrase qui convienne est: d’ici au 500^e anniversaire de la conquête d’Istanbul, il ne doit pas rester le moindre grec dans cette ville.”

Les **30 et 31 janvier 1947**, on retrouva assassinés tous les membres d’une famille juive de sept personnes vivant dans le quartier de Kendirli à Urfa. L’Association des juifs d’Urfa fut jugée responsable du crime et tous les hommes juifs de la ville furent arrêtés. Tant que dura le procès, les habitants boycottèrent les commerçants juifs. Tous les juifs emprisonnés furent libérés trois ans plus tard mais les juifs d’Urfa furent obligés de quitter la ville.

En **1948**, lorsque les juifs voulurent partir pour Israël qui venait d’être créé, et les Arméniens pour la République socialiste soviétique d’Arménie, l’État et sa presse, qui depuis des années faisaient tout leur possible pour les faire partir, commencèrent à traiter ceux qui voulaient émigrer de “traîtres”.

Les **6-7 septembre 1955** eut lieu un grand pogrom contre les Grecs, essentiellement à Istanbul, pour “renforcer la position de la Turquie” en vue d’une conférence tripartite devant se réunir à Londres à propos de Chypre. Mais les événements se diffusèrent dans des centres comme Izmir, Adana et Trabzon et ne touchèrent pas seulement les Grecs, mais aussi les Arméniens et les juifs. D’après les sources, entre 3 et 11 personnes ont trouvé la mort, environ 300 ont été blessées, des centaines de femmes ont été violées. D’après les chiffres officiels, plus de 5300 bâtiments ont été attaqués, près de 7000 d’après les chiffres non officiels. Les dégâts se sont chiffrés entre 150 millions et 1 milliard de livres turques.

En **1964**, le traité d’amitié signé en 1930 pour rectifier les défauts du traité de 1923 sur l’échange de populations fut

annulé de manière unilatérale. Les démarches des Grecs de Turquie pour acquérir des biens immobiliers furent interrompues et leur argent déposé dans les banques fut bloqué. Les Grecs nés en Turquie, qui y faisaient des affaires, qui y tenaient un commerce, qui y étaient ouvriers mais qui étaient de nationalité grecque furent expulsés.

En **1974**, à cause d'un procès entre le conseil d'administration de la Fondation de l'hôpital grec de Balıklı et le Trésor public, les citoyens non-musulmans de Turquie furent désormais jugés "non turcs" par une décision de la Cour de cassation. À la suite de quoi, l'État mit la main sur tous les biens des non-musulmans dont le nom ne figurait pas sur un vieux document appelé Déclaration de 1936.

Le **6 septembre 1986**, 22 personnes ont été tuées dans un attentat à la bombe et à la mitrailleuse perpétré par des terroristes liés à l'organisation palestinienne Abou Nidal sur la synagogue Neve Şalom dans le quartier de Galata à Istanbul. Il y eut peu de réactions en raison de la grande sympathie dans l'opinion publique pour la cause palestinienne.

Entre 1985 et 1990, les Ézidis furent forcés d'émigrer en masse vers les pays occidentaux, expulsés de leurs terres après leur saisie par l'État parce qu'ils avaient refusé d'être enrôlés comme protecteurs de village dans la lutte contre le PKK.

Le **15 novembre 2003**, un double attentat suicide eut lieu, perpétré par deux Turcs musulmans, l'un à la synagogue de Beth İsrail à Şişli, l'autre à la synagogue Neve Şalom à Galata. 25 personnes, dont les kamikazes, moururent et il y eut plus de 300 blessés. Les journaux et les chaînes de télé n'accusèrent pas les terroristes mais les "juifs qui mettaient les Turcs en danger en implantant des synagogues dans ces quartiers". Les descentes contre ces lieux de culte devinrent monnaie courante, au motif que s'y cachaient des espions.

En **février 2005**, *Mein Kampf* a été imprimé à plus de 100.000 exemplaires par treize maisons d'édition différentes. Ce livre d'Adolf Hitler, qui a connu près de cinquante réim-

pressions depuis 1934, est devenu une sorte de manuel pour la base du MHP et du Parti jeune. L'autre best-seller de l'année est le faux antisémite *Le Protocole des sages de Sion*. Depuis la proclamation de la République, ce livre a connu plus de 100 réimpressions.

Le **5 février 2006**, Andrea Santoro, le prêtre de l'église catholique Santa Maria de Trabzon a été tué par un jeune de 16 ans.

Le **19 janvier 2007**, Hrant Dink, rédacteur en chef d'*Agos*, a été tué. Le procès s'est éternisé pendant des années et, grâce au suivi obstiné de militants des droits de l'Homme, il s'est achevé par les condamnations à des peines de prisons symboliques pour les coupables apparents. Cependant, l'État a caché, protégé, loué et récompensé les véritables coupables.

Le **18 mai 2007** à Malatya, sept jeunes nationalistes ont fait une descente dans les locaux de la maison d'édition Zirve, spécialisée dans le christianisme. Ils ont sauvagement tué trois employés. Seuls sept ou huit des trente-deux classeurs présentés au tribunal étaient en relation avec le crime, les autres se focalisant sur les activités missionnaires des victimes. Le premier sujet à l'ordre du jour du Conseil de sûreté nationale qui se réunit à ce moment fut "les dangers créés par les activités missionnaires". Un jeune influencé par ce genre d'informations blessa un prêtre à Izmir et un incident semblable fut évité au dernier moment à Antalya.

Le **10 novembre 2007**... Un ajout de ma part: Vecdi Gönül, ministre AKP de la Défense, dit dans un discours prononcé à l'ambassade de Turquie à Bruxelles, en précisant que l'une des mesures importantes prises par Atatürk, même si elle était un peu oubliée aujourd'hui, était l'échange de populations entre la Turquie et la Grèce: "Si les Grecs étaient encore présents aujourd'hui en région égéenne et les Arméniens un peu partout en Turquie, l'État national que nous avons aujourd'hui aurait-il été possible?"

Le **5 février 2009**, on put lire sur le site Internet de la branche d'Ankara de l'AKP: "Les affirmations selon lesquelles Hitler aurait tué des juifs en masse en les mettant dans des fours contredisent les réalités historiques... Ceux qui ont été tués l'ont été pour permettre aux autres d'émigrer vers les terres de Palestine..." Au vu des réactions, le texte a été retiré par la suite.

Le **27 juin 2013**, grâce à un document de la direction de Şişli du ministère de l'Éducation nationale en rapport avec un parent souhaitant inscrire son enfant dans une école maternelle arménienne, on découvrit que depuis 1923, un code ethnique secret était attribué à ce genre de cas dans les registres de l'état civil. Pour les Arméniens, il s'agissait d'un 2. Cette affaire fut oubliée avant d'être sérieusement débattue.

En **2014**, l'antisémitisme de certains cercles se poursuit au prétexte des attaques violentes et illégitimes d'Israël sur Gaza. Pendant ce temps, Erdoğan, nouvellement élu président de la République, dit: "Si vous saviez ce qu'on a dit sur moi. Quelqu'un a affirmé que j'étais géorgien, quelqu'un d'autre a dit avec, pardonnez-moi, une expression beaucoup plus ignoble, que j'étais arménien."

*

Pour rebondir sur le dernier élément de la liste d'Ayşe Hür, donnons un autre exemple de l'arménophobie d'Erdoğan, tiré du numéro du 7 août 2014 d'*Agos*:

"Le 10 juin 2011, parlant des nombreux livres écrits sur lui et sur le président de la République Abdullah Gül, Erdoğan a dit: "Tout a été dit sur nous dans ces livres, que nous étions juifs, ou arméniens, ou encore, pardonnez-moi, grecs.""

Agos, dans ce même article, avait dit ceci de Meral Akşener, la nouvelle madone, après Çiller, de la politique en Turquie, associée au CHP dans l'Alliance de la nation:

"Meral Akşener, qui en 1996 était ministre des Affaires étrangères du gouvernement de la coalition RP-DYP, avait traité Abdullah Öcalan, leader du PKK, dans un discours à

l'Assemblée le 27 mars 1997, de "rejeton d'Arménien" puis, face aux réactions, elle avait affiné son arménophobie en répondant: "Je ne faisais pas référence aux Arméniens vivant en Turquie mais plus généralement à la race arménienne.""

Que ceux qui partent en guerre contre l'islamophobie soient tranquilles... les deux principales alliances de la politique turque sont aux mains de leaders équipés de toutes sortes de phobies, sauf l'islamophobie...

La Belgique fédérale joue les prolongations...

Artıgerçek, 29 mai 2019

Il ne sert à rien d'avoir peur... Le résultat des élections qui se sont tenues le 26 mai pour élire les députés du Parlement fédéral mais aussi des parlements régionaux et du Parlement européen rend plus proche la fin de la structure d'État fédéral de la Belgique.

Les Belges, en particulier les Wallons et les Bruxellois, qui après chaque match de Coupe d'Europe ou de Coupe du monde remporté par l'équipe des Diables Rouges envahissent les rues et les places avec le même enthousiasme débridé d'avoir une fois de plus préservé "l'union nationale" face au séparatisme, prennent le deuil du fait que les partis prônant le confédéralisme, voire l'indépendance, ont obtenu la majorité dans la région flamande... Ils sont maintenant conscients que l'État fédéral, pour reprendre un célèbre terme de football, joue désormais les prolongations...

L'État de Belgique, que les superpuissances ont fondé artificiellement pour créer entre elles une zone tampon après les guerres napoléoniennes et à la tête duquel ils ont installé en tant que roi un noble allemand désœuvré de la maison de Saxe-Cobourg et Gotha, se trouve littéralement divisé en deux, 189 ans après sa fondation.

Au nord, la région flamande où dominent le nationalisme

flamand et les partis de droite, au sud, la région wallonne où dominent les partis de gauche... Entre les deux, la région de Bruxelles, capitale de l'Union européenne, où ne vivent pas que des francophones et des néerlandophones, mais aussi des ressortissants de plus de cent pays différents.

Le matin des élections, alors que les votes se poursuivaient, j'avais écrit ceci :

“Les 8 millions d'électeurs de Belgique se rendent aux urnes pour élire en même temps les députés de trois parlements différents. Parce que le vote est obligatoire dans ce pays et parce qu'en cas d'abstention des informations judiciaires sont ouvertes, c'est l'affluence... Le branle-bas de combat dès l'ouverture des bureaux de vote... Car ces élections marqueront peut-être un très grand tournant pour l'avenir de la Belgique.

Les sondages montrent que depuis deux ans les partis politiques traditionnels perdent du terrain. En région flamande le VB d'extrême droite progresse. Dans les régions bruxelloise, wallonne et flamande, Ecolo et le PTB radical de gauche engrangent des voix.”

C'était couru d'avance... Le séisme a commencé vers 16h quand tout le monde s'est rué devant l'écran de sa télévision ou de son ordinateur. Les premiers résultats montraient que le VB, créé en 1978 avec un programme raciste et fascisant, mais mis sur la liste noire d'un “cordon sanitaire” par tous les partis politiques et médias en raison de sa bonne performance aux élections de 1988, se hissait cette fois, en faisant exploser les voix, en deuxième position au Parlement flamand et en troisième au Parlement fédéral.

En outre, ensemble, la N-VA confédéraliste qui, malgré une perte de voix, conservait son statut de premier parti au Parlement flamand avec 35 députés et le VB indépendantiste et d'extrême droite qui en obtenait 23, s'étaient assurés une majorité susceptible de mettre fin à la structure fédérale actuelle de la Belgique.

Mais ce n'était pas tout ce qui dérangeait les partis traditionnels, qu'ils soient socialistes, chrétiens ou libéraux. Ecolo et le PTB, là encore conformément à ce qu'avaient prédit les sondages préélectoraux, n'avaient pas réalisé une forte progression uniquement au sud, mais dans les trois régions de Belgique.

Parce que l'on n'arrivait pas, pour des raisons techniques, à terminer les dépouillements dans la région wallonne où l'on votait encore sur papier, les résultats affichés sur les écrans changeaient d'heure en heure. Les leaders des partis classiques ne pouvaient pas faire le discours télévisé par lequel ils allaient accepter leur défaite.

Face à cela, la fête avait depuis longtemps commencé dans les quartiers généraux du VB, d'Ecolo et du PTB-PvdA, dont la progression avait été évidente dès les premières heures.

Le couperet tomba vers minuit. Tandis que tous les partis qui s'étaient jusqu'à la veille partagé les bienfaits du pouvoir au Parlement fédéral avaient perdu un grand nombre de voix, Ecolo, avec 21 députés, le VB avec 18 députés et le PTB-PvdA avec 12 députés avaient maintenant leur mot à dire dans le destin du pays.

Le nouvel équilibre dans les parlements régionaux était encore plus radical.

Au Parlement flamand, le VB arrivait deuxième avec 23 députés et Groen cinquième avec 14 députés, tandis qu'au Parlement wallon Ecolo arrivait troisième avec 12 députés et le PTB cinquième avec 10 députés.

Au Parlement bruxellois, composé de représentants des partis francophones et néerlandophones, Ecolo-Groen arrivait deuxième avec 19 députés et le PTB-PvdA quatrième avec 11 députés. L'extrême droite du VB était parvenue à obtenir un député à l'assemblée.

Au Parlement européen non plus, la situation n'était pas brillante pour les partis classiques. Tous perdaient des voix, sauf Ecolo-Groen qui arrivait premier avec 4 députés, le VB

deuxième avec 3 députés et le PTB-PvdA qui entrait au Parlement pour la première fois en obtenant un député.

Il ne sera peut-être pas difficile au Parti socialiste, qui arrive premier dans les régions wallonne et bruxelloise, de former un groupe en tirant vers lui le deuxième parti, Ecolo.

Au Parlement flamand, la nationaliste N-VA peut former un groupe sans recourir au VB, en s'entendant avec les autres partis flamands, et peut-être même Groen. Mais parce que le VB est maintenant le deuxième parti au Parlement flamand, il n'est pas évident de recourir à une telle solution en faisant comme s'il n'existait pas. Comme le cordon sanitaire appliqué au VB depuis des années est également valable dans la région flamande, il va falloir mettre fin à ce blocage.

De Wever, leader de la N-VA qui a perdu des députés à la fois au Parlement fédéral et aux parlements régionaux parce qu'il s'est laissé voler une partie de ses voix par le VB aux dernières élections, a laissé entendre lors de la soirée électorale qu'il pourrait briser le cordon sanitaire pour ne pas donner à ce parti l'occasion de se renforcer en le laissant dans l'opposition.

Actuellement toute l'attention est dirigée vers la formation d'un gouvernement de coalition qui permettrait de représenter de manière équilibrée les partis francophones et les partis flamands dans un parlement où l'extrême droite, la gauche radicale et les verts sont tellement montés en puissance.

Le roi Philippe reçoit un à un au palais les leaders des partis afin de déterminer à qui il confiera la tâche de former un gouvernement.

Le gros problème est de savoir s'il faut ou non continuer à bloquer le VB qui s'est trouvé renforcé par l'explosion des voix et qui, parce qu'il est maintenant en mesure de former, comme l'ont montré les dernières élections, un grand groupe au Parlement européen en se joignant aux partis d'extrême droite des autres pays, dispose désormais d'un soutien au niveau international.

Reste que bien que ce blocage ait été mis en place il y a des années exclusivement contre le VB, les partis classiques refusent de prendre pour interlocuteurs le PTB-PvdA, qui s'est renforcé ces dernières années et a sérieusement démontré sa présence aux élections communales de l'année dernière, demandant qu'on leur applique également le cordon sanitaire.

C'est la position du roi Philippe qui donnera le premier signe concernant la poursuite ou non de ce blocage à deux faces.

Ce problème du cordon sanitaire sera peut-être résolu à l'heure où paraîtra cet article. Mais, que le VB soit pris ou non comme interlocuteur, la Belgique est maintenant entrée dans une période de crise qui devrait durer longtemps.

La Belgique est friande des crises gouvernementales... Celle des années 2007-2008 avait duré 194 jours, celle des années 2010-2011 exactement 541 jours.

Que cette nouvelle crise soit courte ou longue, les partis nationaliste et d'extrême droite du pays flamand disposant maintenant de la majorité absolue, ils feront pression jusqu'au bout pour que soit mis fin à la structure fédérale de l'État belge et que l'on passe à une confédération.

Depuis les années 1970, la Belgique a fait six réformes sur la voie du passage au fédéralisme. A l'exception des Affaires étrangères, de la Défense et du Trésor public, de nombreux secteurs de l'administration publique ont été transférés aux régions flamande, wallonne et bruxelloise.

Avant ces dernières élections, tous les partis francophones à l'exception du libéral MR avaient déclaré qu'en aucun cas ils ne formeraient de coalition avec la N-VA. Parce qu'ils l'ont répété à l'envi lors de leurs premières déclarations d'après-scrutin, il n'y a rien de surprenant à ce que la N-VA et le VB, isolés, forment une coalition pour imposer le confédéralisme.

Une autre des particularités de ces dernières élections,

c'est la façon dont le Parti socialiste, dont la perte de voix était prévue par les sondages, a recouru à toutes sortes de jeux pour attirer les voix des électeurs musulmans à seule fin d'absorber cette perte.

On est allé jusqu'à lire, dans des lettres écrites en turc et envoyées aux électeurs turcs, le récit de la lutte héroïque d'Emir Kır, député PS de Bruxelles et bourgmestre de Saint-Josse, sur des sujets tels que l'abattage sans étourdissement des bêtes destinées au sacrifice ou l'autorisation du port du voile pour les employées de guichet des services publics.

Au point qu'en France, le respectable *Nouvel Observateur* dans son édition du 23 mai, n'a pas pu s'empêcher de titrer son analyse des élections belges: "Les dérives communautaristes du Parti socialiste belge".

Les autres partis, y compris les chrétiens, libéraux et écologistes, n'ont pas tardé, pour ne pas perdre les voix des musulmans, à concurrencer le Parti socialiste sur le sacrifice et sur le voile. Mais il était trop tard. Seuls les candidats d'origine turque du Parti socialiste réussirent à se faire élire à Bruxelles lors du scrutin du 26 mai. Emir Kır conserva son siège au Parlement fédéral et les quatre autres candidats entrèrent au Parlement régional de Bruxelles avec les voix des électeurs turcs.

Ces résultats furent applaudis dans les médias turcophones sous le titre: "La communauté turque de Belgique est sous la protection du Commandant en chef Emir Kır et de ses généraux."

Or, les personnes qu'il aurait fallu applaudir dans ce scrutin étaient trois députées originaires de Turquie. Zuhul Demir, députée N-VA d'origine kurde qui a été secrétaire d'État du dernier gouvernement, Meryem Almacı qui est en même temps secrétaire générale de Groen et Özlem Özen qui, dans le passé, a été députée PS de la région de Charleroi, ont réussi à entrer au Parlement fédéral avec respectivement 61.444, 50.848 et 10.791 voix.

Pour revenir à notre sujet principal ... Si l'État belge fédéral, après avoir encore un peu joué les prolongations, est obligé de se soumettre aux exigences des Flamands et de devenir une confédération, ce sera l'œuvre des capitalistes et politiciens francophones qui ont attisé l'ultranationalisme flamand en privant le peuple flamand pendant des années, depuis la fondation de l'État belge et bien qu'il soit majoritaire en termes de population, de la plupart des libertés et des droits dont celui à une éducation dans sa propre langue.

Que cela soit une leçon à ceux qui, en Turquie, continuent d'ignorer les droits et libertés du peuple kurde et laissent croupir en prison ses représentants élus et à ceux qui s'obstinent encore à appeler Dersim Tunceli...

L'honorable lutte de Rakel de Varto...

Artıgerçek, 20 juin 2019

Avec l'intense actualité de la semaine dernière et alors que tout le monde avait les yeux rivés à son écran de télévision pour suivre le pseudo-duel verbal entre Ekrem et Binali, deux événements importants nous ont échappé, ne trouvant pas le moindre écho dans les médias, même la plupart des médias d'opposition. Ces deux événements concernent de grands intellectuels arméniens arrachés au sein de notre population par des génocidaires à un siècle d'écart.

Le premier de ces événements, c'était la commémoration, faite le 15 juin au cimetière arménien d'Edirnekapı, de la mort du socialiste Paramaz (Madteos Sarkisyan) exécuté en 1915 sur la place de Beyazıt avec dix-neuf de ses camarades par le comité Union et progrès.

Le second, c'était, le 17 juin, l'ouverture au public du 23,5 *Lieu de mémoire Hrant Dink*, ancien bureau, dans l'immeuble Sebat de Şişli à Istanbul, du rédacteur en chef d'*Agos* lâchement assassiné il y a douze ans.

Le nom de ce lieu créé avec la contribution de l'artiste conceptuel Sarkis, âgé de quatre-vingts ans, vient d'un article de Hrant publié dans *Agos* le 23 avril 1996 et intitulé "Le 23,5 avril".

Les travaux avaient commencé à l'automne 2015. Au stade des préparatifs, on avait visité plus de quatre-vingts lieux de mémoire et musées créés dans le but d'affronter des souvenirs difficiles vécus dans quinze pays d'Europe, d'Amérique, d'Amérique du Sud et d'Afrique du sud. Il y avait des musées et lieux de mémoire révélant les pratiques ségrégationnistes de l'Apartheid, des camps de concentration et d'extermination de l'époque de l'Holocauste, des lieux secrets utilisés pour l'emprisonnement et la torture sous les régimes militaires d'Afrique du Sud.

C'est sans aucune doute à Rakel Dink, la chère épouse de Hrant et la présidente de la Fondation Hrant Dink que revient tout l'honneur de la création de ce monument de mémoire.

Lors de la visite qu'elle fit aux Ateliers du Soleil le 25 mars 2014 avec son frère Mihail, elle nous avait raconté avec un grand enthousiasme de nombreux projets conçus par la fondation pour faire vivre la mémoire et le combat de Hrant, y compris l'ouverture de ce lieu.

Bruxelles était extrêmement importante pour Rakel à titre privé, car sa famille, originaire de Varto, village arménien, mais qui s'en était arrachée pour venir en Belgique, jouissait d'un certain respect auprès de la nouvelle génération de la diaspora arménienne des années quatre-vingt.

Le patriarche, Siyament Agha, père de Rakel, avait fait ses adieux au monde en 2004 à Bruxelles.

Hrant était le gendre de cette famille... Peu avant son assassinat, nous avons participé ensemble à une conférence organisée par l'Union européenne sur les droits de l'Homme en Turquie. Venir à Bruxelles, c'était aussi pour lui le bonheur de pouvoir rattraper le temps perdu avec la famille de sa chère épouse.

Voici comment Rakel Dink avait raconté le dramatique exil de sa famille dans un texte intitulé “Je pleure de douleur” écrit à l’occasion de 100^e anniversaire du génocide arménien.

“Je suis née en 1959 au sein de la tribu arménienne de Varto, village qui dépend maintenant de la province de Şırnak. Il s’appelle désormais Yolağzı. Varto vient du nom du grand-père de mon père, qui s’appelait Vartan. L’arrière-grand-père était venu de Van. Le village se trouve sur le flanc sud du mont Cudi. Proche des frontières irakienne et syrienne. Depuis chez nous, le mont Cudi est magnifique. Mais quand on le regarde depuis le village voisin de Hasana, il a l’air d’avoir les ailes tendues. Mais maintenant, ni le village de Hasana ni la tribu arménienne de Varto n’existent plus. En 1915, c’est le firman d’extermination. Chez nous, on disait en kurde “Fermana Me Xatibi”. Les nôtres, après ce firman, ont survécu en se cachant pendant de longues années sur le mont Cudi, dans des cavités rocheuses sur les hauteurs, dans des grottes, aidés par une tribu arabe musulmane que nous appelions les Tayan. Ils disaient que Cudi était le nom d’un saint et que le Messie les a aidés à s’y cacher en son nom. C’est même devenu une légende. Les grottes en question, en réalité, n’existent pas...

“En 1915, dans leur fuite, une femme de la famille ne parvient pas à calmer les pleurs de son bébé qui vient de naître. Sa belle-mère prend le bébé en disant: “Continuez, vous, laissez-moi la porter un peu” et... Je n’arrive pas à le dire, mais vous pouvez deviner. Le bébé est celui de la sœur aînée de ma grand-mère. Une autre femme n’arrive plus à porter le sien et l’abandonne sous un arbre après lui avoir bandé les yeux... Ils lui mettent un morceau de pain sec dans la main. Ils lui ont bandé les yeux pour qu’elle n’ait pas peur en voyant quelque chose d’horrible. Chaque fois qu’ils racontent cette histoire, ils pleurent en se disant qu’elle a dû être mangée par les bêtes. Qui sait, peut-être est-ce votre grand-mère?...

“Le nom de famille de mon père était Vartanyan, comme Siyament, mais avec la loi sur les noms de famille il s’appela désormais Yağmasan. Ma mère s’appelait Delal. C’étaient tous deux des gens capables, perfectionnistes, courageux, honnêtes. Ils gagnaient leur pain à la sueur de leur front, n’envièrent jamais les autres, ne se livrèrent pas au mensonge, défendirent toujours le droit, le juste, la justice. Même face à l’oppression. Et ils nous ont donné, nous ont appris ces choses qu’ils avaient en eux. À 35 ans, ma mère est tombée malade. J’avais 8 ans. Elle est décédée. Cette année-là, un groupe de bienfaiteurs s’est présenté au village. Encouragés par notre patriarche de l’époque, Şnork Srpazan, ils allaient de village en village pour trouver des survivants. Comme il n’y avait plus une seule école arménienne en Anatolie, leur but était d’emmener à Istanbul les enfants en âge d’être scolarisés. Hrant Güzelyan, Orhan Yünkes et mon père emmenèrent douze enfants à Istanbul. Nous faisons partie du deuxième groupe. Nous fûmes mis dans un pensionnat afin d’apprendre notre langue, notre religion et afin de faire notre éducation.

“Au village, nos pères montaient souvent la garde la nuit. Les chiens hurlaient à la lune. Il y avait comme une peur qui errait partout. Ils s’efforçaient de ne pas nous le faire sentir mais nous le comprenions à leur attitude et à la façon qu’avaient les femmes de chuchoter sans arrêt leurs prières, on voyait bien l’inquiétude. Nos bergers furent assassinés, à deux moments différents. La semaine avant que les derniers survivants ne partent pour Istanbul, ils assassinèrent un homme du village voisin de Hasana, un autre village chrétien, le démembrèrent et dispersèrent ses membres un peu partout. Nous avons de plus en plus peur. L’agha du village voisin de Dadar, qui était locataire de mon père, fit faire un faux acte de propriété et lui intenta un procès. Pendant quarante ans, mon père se débattit avec ces audiences et tenta de récupérer ses terres. Il fut souvent blessé, il se fatigua mais ne renonça pas. Il s’éteignit à l’âge de 72 ans à Bruxelles,

dans la “Diaspora” comme vous dites. Le procès est encore en cours.

“En 1978, ils tirèrent sur Güzelyan, le directeur de notre camp. Il fut blessé mais ne mourut pas. En 1979, ils le jetèrent en prison au prétexte qu’il formait des militants arméniens. Avec deux autres enfants, nous endossâmes la responsabilité de diriger le camp. Hrant étudiait à l’université et en même temps il travaillait pour gagner notre subsistance. En 1986 naquit notre troisième enfant. Et le camp de Tuzla fut saisi. Aujourd’hui, il est en ruines. Si seulement il avait été utilisé pour une bienfaisance. Mais ils l’ont saisi pour le rendre à son ancien propriétaire. Ensuite il n’a pas cessé de changer de mains. Aucun de ses propriétaires n’en a rien fait de bon.

“À cette époque à Istanbul, les endroits où les enfants étaient hébergés pendant l’hiver fermèrent les uns après les autres. Aujourd’hui, en cette ère de l’information, personne n’a le droit de dire qu’il ne sait pas. L’histoire de ma vie, celle des autres... On voit aujourd’hui que si certains sont restés en vie à cette époque, c’est par miracle.

“Mon cher Çutak*... Il voulait, sans vous blesser, que vous atteigniez la grandeur et l’honneur qu’il y a à voir et à comprendre les choses par soi-même. Parce qu’il était très bon. Il vous aimait beaucoup. Son seul souhait, son seul but était de vous aider. Nous avons vu le racisme aveugle, enragé, insatiable. En plein tribunal, ils s’acharnaient sur son cadavre. Autant après le meurtre que de son vivant, lorsqu’ils le harcelaient de menaces. N’est-ce pas là cette mentalité génocidaire?

“Voilà, il ne suffit pas de dire: “Il n’y a plus personne... Ils sont partis c’est tout”, “Si seulement ils étaient restés.

* *En arménien, “violon”. Surnom de Hrant Dink, qu’il utilisait parfois comme pseudonyme.*

Mais ils sont partis et avec eux l'abondance", "Nous nous entendions bien, ce sont les puissances étrangères qui ont semé la discorde." Il faut une confession sincère, avouer la sauvagerie de ce qui a été vécu et que vous avez dévalisé les morts, piétiné tous les droits qui font la dignité humaine, détruit les biens et l'honneur, que vous n'avez protégé aucun de leurs droits.

"Ce que je sais, ce que j'ai entendu dire, ce que j'ai vécu, ce n'est peut-être pas grand-chose. Une infime partie d'un plus grand tout. Mais quel esprit, quel cœur pourrait concevoir l'énormité de ce tout?

"Maintenant, j'observe. Les habits du négationnisme sont tellement risibles, ils rendent les gens tellement ridicules. Mais mon sourire est de souffrance. C'est un sourire amer, débordant de larmes. Et d'attente, aussi, un peu, et de colère.

"J'observe le monde de 1915. Je pleure de douleur devant toute cette humanité et ces politiques. J'observe l'humanité de 2015 et mon âme gémit, défaille. J'observe mon pays. J'ai honte. Je pleure. Ma gorge se noue. Je n'arrive plus à avaler. Je laisse libre cours à ma voix. Mes larmes se déversent depuis ma poitrine. Je parle avec Dieu, je lui confie mes peines. J'implore Jésus au nom de l'unique. Qu'il ait pitié de l'humanité. Qu'il dirige les cœurs vers la repentance. Alors Dieu descendra sur terre et l'homme se confessera en toute sincérité. Les cœurs s'uniront, les plaies trouveront leur baume, la santé et la joie viendront. Et ces vieilles mentalités putrides seront jetées comme des haillons. L'homme deviendra cristal, il sera sauvé, deviendra léger, se libérera des liens de l'histoire.

"Aujourd'hui, j'attendrai en silence que ce pays se libère, d'abord sur la tombe de mon Çutak à Balıklı, puis sur celle de Sevag à Şişli, et ensuite sur la place Taksim pour commémorer nos morts du génocide de 1915."

Les membres installés en Belgique de la tribu arménienne des Varto, leurs enfants qui sont nés et ont grandi ici sont parmi les plus actifs de la diaspora arménienne...

Ceux qui ont fondé, au milieu des années quatre-vingt, l'Association des Arméniens démocrates de Belgique, qui, ne se contentant pas de lutter pour la reconnaissance du génocide arménien, ont noué des relations de fraternité avec les autres diasporas pour prendre place au premier rang de la lutte pour la démocratie, les libertés et les droits sociaux, étaient pour la plupart originaires de Varto...

Ce sont eux qui, après le meurtre de Hrant Dink, ont organisé dans la capitale de l'Europe la première manifestation et le premier défilé. Ce sont eux encore qui assument la plus grande partie de l'organisation, avec les autres associations arméniennes, des commémorations de l'anniversaire de la mort de Hrant le 19 janvier et de celui du génocide de 1915.

L'Association des Arméniens démocrates de Belgique, après avoir mené ses activités pendant des années dans un immeuble de Saint-Josse, a déménagé cette année dans un nouveau local, plus grand, de la commune de Zaventem, proche de l'aéroport de Bruxelles.

Le premier grand événement public qu'ils organisèrent dans ce nouveau local fut une conférence donnée le 4 mai par Taner Akçam, reconnu dans le monde entier comme spécialiste du génocide, afin de présenter de nouveaux documents qu'il avait découverts.

Ce nouveau local de l'Association des Arméniens démocrates continuera, parallèlement au 23,5 Lieu de mémoire Hrant Dink d'Istanbul, à faire vivre avec plus de force la mémoire de Hrant et à poursuivre plus efficacement son combat.

Voici un nouveau détail de ma vie d'exilé dont je serai toujours fier:

Sur la couverture des deux tomes de mes *Écrits d'exil* que j'ai préparés à la publication et qui seront imprimés cette semaine, il y a des Arméniens de Varto.

La photographie de couverture du premier tome, de 600 pages, a été prise lors de la remise du prix "Citoyens de l'hu-

manité” à İnci et moi-même par les dirigeants de l’Institut assyrien de Belgique, l’Institut kurde de Bruxelles, la Maison du peuple de Bruxelles, les Ateliers du Soleil et l’Association des Arméniens démocrates de Belgique.

Celle du deuxième tome, de 594 pages, a été prise lors de la visite de Rakel Dink et de son frère Mihail aux Ateliers du soleil.

Nous sommes tous deux fiers de les connaître et d’être leurs amis et compagnons de lutte.

Un musée du capitalisme de musée!

Artıgerçek, 5 juillet 2019

Tandis qu’en Belgique, en ce moment, on sue à grosses gouttes sous une chaleur estivale supérieure aux normales saisonnières, tous les yeux, locaux ou étrangers, ainsi que les médias internationaux, sont également tournés vers un lieu stratégique de quelques kilomètres carrés au centre de Bruxelles, capitale de l’Europe...

Que ne trouverait-on pas là... Ce sont les palais du Parlement européen, de la Commission européenne et du Conseil de l’Europe, qui ont le pouvoir de décider du destin des populations, dépassant le demi-milliard, des pays membres de l’Union européenne...

Le dimanche 30 juin, les ministres des gouvernements de vingt-huit pays membres se sont réunis ici pour discuter de qui présidera ces institutions les quatre prochaines années... On devinait d’ailleurs qu’il allait être extrêmement difficile de choisir ces nouveaux dirigeants après le développement vers les pays de l’Est de l’UE et le renforcement des opposants à l’union ou des tendances d’extrême droite dans de nombreux pays membres. Mais les négociations durèrent plus longtemps encore qu’on ne s’y attendait et l’on ne parvint à se mettre d’accord sur certains noms qu’au bout de trois jours.

Ursula von der Leyen, actuellement ministre allemande de la Défense, a été élue présidente de la Commission européenne tandis que la Française Christine Lagarde a été mise à la tête de la Banque centrale européenne. Ce choix montrait la continuation de la domination franco-allemande sur l'Union européenne.

Mais la nomination de Charles Michel, actuellement Premier ministre belge, à la tête du Conseil de l'Europe, qui est l'organe de décision des ministres d'État de l'UE, fut une grande surprise. On pensait finie la carrière politique de Michel, qui s'est épuisé pendant des années à la tête d'un gouvernement minoritaire formé avec les nationalistes flamands, mais qui est aussi tenu pour responsable de l'hémorragie de voix aux dernières élections du parti libéral MR, dont il est président. Le fait qu'il se retrouve à la tête du Conseil de l'Europe a créé un choc, en particulier chez les partis de l'opposition à l'actuel gouvernement.

Mais avant même que l'on ait pu ressentir les effets de ce choc dans les médias et dans l'opinion, un autre événement sensationnel a secoué le lieu stratégique de quelques kilomètres carrés au centre de Bruxelles: le fameux Tour de France, dont les préparatifs étaient en cours depuis des mois et qui partira de Bruxelles ce samedi...

En Belgique, où le vélo est un sport national tout comme aux Pays-Bas et dans les autres pays du nord, le monde s'arrête de tourner au premier tour de pédale.

Et le fait que cette année, le Tour commence pour la cinquième fois à Bruxelles – après 1958, 1975, 2004 et 2012 – et que cela coïncide avec le 50^e anniversaire de la victoire du légendaire Eddy Merckx, fait oublier toute préoccupation politique, sociale et culturelle.

Au moment où j'écris ces lignes, le centre-ville de Bruxelles se prépare aux exceptionnelles manifestations où l'on attend des dizaines de milliers de personnes. La ville, avec ses places, ses avenues, ses rues, ses bâtiments histo-

riques et ses supermarchés s'est complètement mise aux couleurs du maillot jaune en l'honneur de cette compétition...

Toutes les communes ont organisé des activités invraisemblables autour du vélo, en particulier pour les enfants... Juste au milieu de l'espace vert qui fait face à notre appartement de la commune de Schaerbeek, on a installé aux petites heures du matin une énorme grue qui, après avoir fait monter un enfant sur chacun des quatre vélos suspendus à intervalles égaux à une plateforme circulaire, les lève à 30 ou 40 mètres de hauteur, laissant les enfants pédaler dans le ciel à grands cris... Bien sûr, ce sont pour la plupart des enfants d'immigrés turcs ou marocains... C'est sans doute comme cela qu'ils se préparent à la conquête de l'espace...

Tout cela est bien joli, mais toutes ces festivités ont déjà coûté près de 10 millions d'euros à la commune de Bruxelles-ville. Sans compter que pendant trois jours, le trafic va être sens dessus dessous et que les forces de sécurité ont été mobilisées pour cet événement juste au moment des vacances.

Cette folle compétition qui regroupe 176 virtuoses du vélo de divers pays concourant à cette 106^e édition de l'un des trois plus grands événements sportifs du monde commence en fait le samedi 6 juillet. Le premier jour, les concurrents pédaleront sur les terres de Belgique sur 192 km, puis devront se contenter dimanche d'un programme plus miséricordieux de 27 km à Bruxelles, avant de rouler par monts et par vaux sur le territoire français à raison de 200 km par jour en moyenne pour arriver à Paris le 28 juillet.

Une fois que les cyclistes auront quitté Bruxelles, l'attention pourra de nouveau se concentrer sur les négations gouvernementales qui n'en finissent pas de ne pas finir.

Pas facile pour un État fédéral tel que la Belgique, qui doit après chaque élection législative élire non pas un, ni même deux, mais huit gouvernements distincts:

– pour commencer, le gouvernement fédéral où seront re-

présentées de manière équilibrée les communautés flamande et francophone,

- puis chacun des gouvernements des régions flamande, wallonne et germanophone,

- le gouvernement régional de Bruxelles composé de francophones et de Flamands,

- parallèlement à ce dernier, un sous-gouvernement pour chacune de ces communautés, où elles pourront traiter de leurs propres questions internes,

- et enfin le gouvernement de la fédération formée par les francophones de Bruxelles et la région Wallonne.

Bien que plus d'un mois se soit écoulé depuis les élections, aucune de ces entités n'a encore réussi à former son gouvernement... Deux politiciens – un libéral et un socialiste – missionnés par le roi pour réfléchir à la manière de former le gouvernement fédéral continuent à tâter le terrain... Parce qu'ils ne sont encore parvenus à aucun résultat, le roi leur a accordé une nouvelle échéance, la fin du mois de juillet...

Dans un article post-électoral, j'avais écrit: "Il ne sert à rien d'avoir peur... Le résultat des élections qui se sont tenues le 26 mai pour élire les députés du Parlement fédéral mais aussi des parlements régionaux et du Parlement européen rend plus proche la fin de la structure d'État fédéral de la Belgique."

Tandis que tous les partis qui s'étaient jusqu'à la veille partagé les bienfaits du pouvoir au Parlement fédéral avaient perdu un grand nombre de voix, Ecolo, avec 21 députés, le VB avec 18 députés et le PTB-PvdA avec 12 députés avaient maintenant leur mot à dire dans le destin du pays.

Le nouvel équilibre dans les parlements régionaux était encore plus radical.

D'après les premières informations ayant filtré des négociations d'alliance, le Parti socialiste et Ecolo, qui tentent dans la région wallonne de former un gouvernement minoritaire en excluant le MR autant que le PTB mais avec la

contribution exclusive des organisations de la société civile, sont dans l'impasse...

Il n'est pas totalement inconcevable que le MR, qui est dirigé comme je l'ai délibérément mentionné plus haut par Charles Michel, dont l'étoile brille de nouveau depuis qu'il a été nommé président du Conseil de l'Europe, finisse par forcer les socialistes et les écologistes qui se trouvent dans l'impasse à former une coalition à laquelle le parti libéral prendrait également part.

Mais le plus gros problème concerne la région flamande... Le parti nationaliste N-VA, plus fort parti de la région, pourrait former avec l'appui du parti d'extrême droite VB un gouvernement régional qui forcerait, le temps venu, la Belgique au confédéralisme. Cela pourrait empêcher indéfiniment la formation d'un gouvernement fédéral qui ne verrait pas cela d'un bon œil.

Une fois résorbé le désordre créé par le Tour de France, ce fameux lieu stratégique de quelques kilomètres carrés redeviendra le théâtre de ces négociations gouvernementales.

Si à la base de cette impasse repose en grande partie l'antagonisme entre Wallonie et pays flamand, une autre cause, au moins aussi déterminante, en est l'insoluble crise actuelle du capitalisme qui a créé la Belgique par fécondation artificielle et l'a excitée jusqu'à ce qu'elle se jette dans l'aventure colonialiste en Afrique...

Jusqu'à aujourd'hui, les partis belges étiquetés socialistes ont, sous la tromperie du "socialisme de gouvernement", servi jusqu'au bout le système capitaliste autant que les partis chrétiens, libéraux ou nationalistes.

Pour servir le système capitaliste mené par les USA, les leaders socialistes ont joué les premiers rôles dans les créations successives, après la Seconde Guerre mondiale, de l'OTAN et de cette CEE qui allait devenir l'Union européenne.

Le PTB, sorti renforcé des dernières élections, a posé la condition absolue, pour participer, en Wallonie et à Bruxel-

les, à toute coalition, le rejet par la Belgique des politiques imposées par ces institutions. Mais le Parti socialiste a repoussé du revers de la main cette proposition révolutionnaire, préférant se chercher des associés qui l'appuient dans la mise en pratique de ses politiques à la soumission désormais mil-lésimée.

Colonialisme et capitalisme... Deux systèmes qui ont tristement marqué l'histoire bicentenaire de l'État belge...

La manière dont l'Afrique, et en particulier le Congo, à cette époque coloniale qui s'est trouvée achevée de force, a été exploitée et soumise, dans les plantations ou dans les mines, à des tortures pouvant aller jusqu'à couper les mains des Noirs que l'on faisait travailler plus que de raison, est désormais bien documentée. Cet AfricaMuseum qui a rouvert à Tervuren après restauration n'est en réalité qu'un musée du colonialisme et de l'exploitation...

Tandis que se poursuivent les négociations entre partis orchestrées par Elio di Rupo, leader du Parti socialiste, pour tenir debout le système capitaliste, une nouvelle information muséale retient l'attention dans les journaux du 2 juillet.

Eh oui, une exposition itinérante intitulée Musée du capitalisme va être accueillie du 15 août au 13 septembre dans ce temple du capitalisme belge qu'est le bâtiment de la Bourse, dans le centre de Bruxelles... Dans cette exposition qui a déjà eu lieu à Namur, Gent et Arlon et a été visitée par plus de 20.000 citoyens, il sera également fait une place aux collections du célèbre Museum des Kapitalismus de Berlin.

Est-il possible d'en dire quelque chose sans l'avoir visité? Ce musée du capitalisme se contentera-t-il d'exposer les "vertus" du système capitaliste, ou montrera-t-il également en toute franchise les crimes contre l'humanité commis au moment de l'impérialisme, en particulier les souffrances subies par la classe ouvrière et toutes les classes et populations laborieuses?

Je n'oublierai jamais, quand j'étais étudiant à Izmir dans

les années cinquante, on nous enseignait l'histoire des doctrines économiques jusqu'à Adam Smith et Ricardo en alignant les éloges du système capitaliste, mais sans jamais mentionner ni Marx, ni Engels.

Nos professeurs donnaient raison à nos objections, mais ils s'efforçaient de nous expliquer qu'en cette époque de procès et d'emprisonnements des membres du Parti communiste, il leur était difficile de sortir du programme imposé.

C'est cette révolte face au lavage de cerveau à l'école qui nous avait poussés, dès cet âge-là, avec quelques camarades, à nous ranger dans l'opposition à la classe capitaliste.

Attendons de voir ce que ce Musée du capitalisme, qui va faire étape dans l'une des plus importantes capitales du capitalisme mondial, va nous raconter, depuis où et jusqu'à où, et s'il reflètera honnêtement la réalité de ce qu'est le capitalisme.

Dès son ouverture, Ici et moi nous trouverons à coup sûr parmi les premiers visiteurs...

Notre intérêt est piqué...

De Lucien Lahaut à Turan Dursun et Musa Anter...

Artıgerçek, 4 septembre 2019

Cent jours ont passé depuis l'annonce des résultats des élections législatives et régionales dans cette Belgique aux huit gouvernements... Si la formation des gouvernements de la Région bruxelloise et de la Communauté germanophone s'est avérée relativement facile, les négociations pour celle des autres gouvernements se poursuivent encore.

Il est fort probable qu'un gouvernement de centre-gauche se forme dans la Région wallonne et dans la Fédération Wallonie-Bruxelles, tandis que se formerait en Région flamande un gouvernement de droite excluant toutes les ailes de la gauche...

Mais il faudra sans doute un miracle pour réussir à former

le gouvernement fédéral qui doit gouverner toute la Belgique en plus de ces cinq gouvernements. La possibilité de former une coalition pouvant obtenir le vote de confiance du gouvernement fédéral dépend de la capacité à s'entendre du Parti socialiste, plus fort parti en région wallonne, et de la N-VA, plus fort parti en région flamande. Il n'y aurait rien d'étonnant à ce que ces négociations prennent des mois étant donné que le Parti socialiste a entonné pendant toute la campagne que jamais il ne formerait de coalition avec la N-VA. Les Belges ont l'habitude de ce genre de situations... Les négociations pour le gouvernement fédéral avaient duré 148 jours en 1987-88, 284 jours en 2007-08 et avaient battu tous les records en 2010-11 avec 541 jours.

De quelque façon que se résolve cette crise, il semble inévitable que le PTB, principal parti d'opposition en Wallonie, et le VB en région flamande en sortent renforcés, et qu'ils finissent par se partager le pouvoir, au moins au niveau des régions, lors de la nouvelle législature dans le cas où, en l'absence d'accord, on se retrouverait forcé d'organiser des élections anticipées pour le Parlement fédéral.

Tandis que se précisent encore plus les lignes de la polarisation idéologique en Belgique, les crises du passé, inévitablement, se rappellent à l'ordre du jour. Au moment où j'écris ces lignes, on est en train de fêter le 75^e anniversaire de la libération du pays de l'occupation nazie par les forces alliées à la fin de la Seconde Guerre mondiale... On a beau s'efforcer de la faire oublier, l'une des pages écrites en lettres d'or de l'histoire du pays est sans aucun doute la résistance héroïque menée par les communistes de la Belgique occupée contre les nazis...

À la libération, lorsqu'il avait fallu former un nouveau gouvernement, le Parti communiste de Belgique (PCB) avait légitimement pris place dans la coalition et obtenu d'importants ministères. Jusqu'à ce que l'impérialisme américain prenne l'Europe entière sous son contrôle aux points de vue

idéologique, politique, économique et militaire et l'associe à tous les niveaux à sa lutte contre le communisme.

En Belgique, les communistes n'allaient pas seulement être exclus de tout partage du pouvoir, ils allaient en même temps être ciblés par le terrorisme d'État. La première victime allait en être Julien Lahaut, leader du Parti communiste de Belgique.

Pendant la Résistance, Lahaut avait été fait prisonnier par les nazis. Il avait été sévèrement torturé et emprisonné au camp de concentration de Mauthausen. Après la guerre, une fois rentré en Belgique, il était tout de suite passé à la tête du parti.

À l'opposé du patriotisme des Belges, le roi Léopold III avait ouvertement collaboré avec les nazis pendant la guerre et avait vécu sous leur protection jusqu'à la fin de celle-ci. C'est ce qui lui avait valu la haine de ce peuple qui avait enduré tant de souffrances. Lorsqu'à la libération la droite s'était mis en tête de rapatrier le roi et de le réinstaller sur le trône, les réactions avaient été très vives, et lorsque le prince Baudouin avait été mis sur le trône après que le roi ait été poussé à abdiquer par les manifestations, Julien Lahaut avait crié "Vive la République!" lors de la cérémonie d'investiture au Parlement.

Une semaine après cet incident, le soir du 18 août 1950, Julien Lahaut avait été assassiné par deux tireurs qui avaient forcé la porte de son domicile. Cet assassinat avait eu un grand retentissement, en particulier auprès des ouvriers de Belgique. Ses funérailles avaient réuni 300.000 personnes.

Bien que les médias aient longtemps mis le meurtre de Lahaut sur le compte d'une réaction des monarchistes, les recherches faites ces dernières années ont montré qu'il avait été commis par un gang anticommuniste soutenu par des groupes du grand capital tels que la Société générale, l'Union minière et Brufina (CEGES, *Qui a tué Julien Lahaut ?* Bruxelles, 2018).

De nos jours où, en Belgique, l'éveil social se renforce de nouveau, le souvenir de Julien Lahaut sert de lumière aux vrais gauchistes... Le 18 août dernier, jour de l'anniversaire de sa mort, le Parti communiste de Belgique a organisé une commémoration sur sa tombe. Sa mémoire a également été honorée par les autres partis et groupes de gauche et par les syndicats. Des articles ont paru dans la presse de gauche.

J'ai beau considérer comme mon devoir le fait d'apprendre les événements importants de l'histoire des luttes sociales du pays où je vis et d'apporter ma contribution en en parlant, je sais que c'est un devoir encore plus important que de transmettre aux nouvelles générations les souffrances de l'histoire de la Turquie, souffrances que j'ai vécues pendant de longues années.

Oui, en ce mois de septembre où nous nous trouvons, il y a respectivement 29 et 27 ans de cela, la Turquie a sacrifié deux de ses enfants aux balles des obscurantistes: Turan Dursun, précieux chercheur assassiné le 4 septembre 1990 pour avoir, avec un grand courage, révélé des réalités que les musulmans auraient voulu garder cachées et Musa Anter, précieux intellectuel kurde assassiné le 20 septembre 1992 pour avoir toujours pris place aux premiers rangs de la lutte du peuple kurde pour ses droits et sa liberté...

L'une des raisons pour lesquelles j'évoque ces deux noms ensemble est une photographie publiée dans *Cumhuriyet* le 7 septembre 1990 et prise aux funérailles de Turan Dursun... En tête de ceux qui le saluent en levant le poing au ciel devant son cercueil se trouve Musa Anter, qui sera assassiné deux ans plus tard.

C'est Hakkı Özdal qui, dans son article: "Photographie de septembre: Turan Dursun, Musa Anter et l'époque actuelle", a le premier attiré l'attention sur cette photo. Voici ce qu'il disait:

"Cette photographie prise à Ankara le 6 septembre par le photoreporter Uğur Saner montre la dernière cérémonie avant

la mise en terre, au Cimetière Cebeci Asri, de l'écrivain Turan Dursun, tué dans une attaque à main armée devant son domicile à Istanbul le 4 septembre. Ce sont des regards affligés, très inquiets, peut-être même un peu pessimistes mais qui n'ont pas perdu leur courage, qui relient entre elles les personnes présentes sur la photo. On peut lire les pensées préoccupées derrière les yeux baissés, dirigés au loin ou qui semble tournés vers le vide. L'inquiétude qui les domine tous vient de ce qu'ils savent/sentent qu'il s'agit là d'un parmi plusieurs "meurtres en série" et que "l'assassin", pas les "tireurs", ne sera pas facilement arrêté. Le 30 janvier de la même année, Muammer Aksoy, et le 7 mars, Çetin Emeç allaient être tués de manière semblable. Un mois plus tard, c'est Bahriye Üçok qui allait être ciblée... Les inquiétudes allaient se révéler fondées." (*Gazete Duvar*, 8 septembre 2018)

Je n'ai pas eu l'occasion de faire connaissance en Turquie avec Turan Dursun, dont les livres, lus en exil, m'ont appris beaucoup de choses sur l'islam.

L'un des articles qui m'a appris le plus sur lui avait été publié à l'occasion du 25^e anniversaire de sa mort sur le site Internet lancé en son nom, *turandursun.com*:

"Turan Dursun a beaucoup donné de lui-même dans son travail à toutes les étapes de sa vie qui aura duré 56 ans. Dès son plus jeune âge, il a suivi une éducation religieuse auprès de nombreux hodjas et cheikhs. Il avait appris l'arabe des VII et VIII^e siècles et celui des XI et XII^e siècles, ainsi que les grammaires arabes "Sarf" et "Nahv". Tout ceci se réalisait selon les souhaits d'un père qui souhaitait faire de son fils un savant dont on n'aurait vu l'égal ni à Bassorah, ni à Koufa. Et ce souhait du père s'était réalisé. À l'époque où il vécut, ses écrits provoquaient des réactions, certains manifestaient leur désaccord. Mais bien qu'il dise: "Je suis prêt à débattre de ce que j'ai écrit avec tous ceux qui se font passer pour des oulémas", personne n'osait l'affronter. Ils se contentaient de l'attaquer dans les textes qu'ils écrivaient dans leur

coin. La raison pour laquelle on le craignait tellement était qu'il posait des questions et qu'il y répondait lui-même de manière irréfutable.

“Bon, mais pourquoi posait-il des questions et émettait-il des critiques ? Peut-on expliquer en disant que son égo était tel qu'il prétendait être le seul à connaître la vérité le fait qu'il refuse de suivre la route des soi-disant théologiens qui trompent les gens en inventant des mythes qu'ils appellent religion et qui exploitent les sentiments religieux pour leur propre intérêt, pour plutôt s'efforcer de révéler les vérités sous leur forme la plus simple ? Bien sûr que non, quand on connaît la vie de Turan Dursun et sa philosophie de l'existence. Tous ses efforts visaient à l'illumination. En tant qu'homme ayant passé son enfance dans les lieux où la pensée religieuse était la plus intense et qui avait façonné sa vie dans cette direction, il avait vécu son illumination personnelle et décidé que son objectif suivant serait de permettre au reste de la communauté d'atteindre cette lumière. Très loin de l'anonymat que nous donne aujourd'hui Internet, il a affronté en personne les réactions, les insultes et les menaces. Malgré tout, il n'a pas songé une seule fois à rebrousser chemin sur cette route où il cheminait. Parce qu'il savait qu'il avait raison et avait pris conscience de la responsabilité de l'homme éclairé.”

Je n'ai pas pu faire connaissance avec Turan Dursun mais, malgré notre grande différence d'âge, j'ai eu la chance de rencontrer Musa Anter.

C'est l'un des grands intellectuels kurdes avec qui j'ai fait connaissance, et suis devenu ami, lorsque je suis arrivé à Istanbul en 1963 pour m'engager au quartier général du Parti des travailleurs de Turquie qui venait d'être fondé... Lors de nos rencontres, l'un de nos principaux sujets de discussion était la façon dont l'organisation socialiste devait approcher la question kurde.

Je n'oublierai jamais... Après le coup d'État du 21 mai

1963, comme à chaque période de la République, les intellectuels kurdes étaient encore les premières cibles du terrorisme du régime militaire.

Un matin, parce que nous avions annoncé, dans le journal *Gece Postası* où je travaillais, une réunion sans en avoir demandé l'autorisation au régime militaire, on m'avait emmené au Han Sansaryan, puis de là au Centre de commandement de la 1^{ère} armée, après quoi j'avais été livré au tribunal militaire de la loi martiale à Balmumcu.

Là, surveillé par des soldats, j'attendais mon tour pour l'interrogatoire. De temps à autre, des soldats passaient comme ils montaient à l'étage où se trouvait la salle d'audience. Ils discutaient en kurde avec ceux qui me surveillaient. Je ne comprenais pas ce qu'ils disaient, mais je distinguais certains des noms qu'ils prononçaient: Musa Anter, Medet Serhat, Edip Karahan, Sait Elçi, Yaşar Kaya, Doğan Kılıç, Enver Aytekin... Tous des amis que nous croisions souvent dans la montée de la Sublime porte et avec qui nous discussions...

Chaque fois qu'ils prononçaient ces noms, les soldats avaient les yeux qui brillaient et l'on pouvait lire sur leurs visages une expression très manifeste d'admiration et de bonheur. De toute évidence, les personnes dont ils parlaient étaient les enfants dont l'existence et de la lutte faisaient la fierté de la nation kurde.

Musa Anter, alors jeune étudiant, avait été mis en garde à vue lors de l'opération de Dersim, avec Canip Yıldırım et Yusuf Azizoğlu. Ils avaient lancé le journal *İleri Yurt*, dans lequel il avait publié un poème, *Qimil/Kimil* qui lui avait valu d'être condamné à mort dans le "procès des 49", en 1959.

Libéré lors de l'amnistie général du coup d'État du 27 mai, Anter avait alors écrit pour les revues *Deng*, *Barış Dînyası* et *Yön*, mais comme je l'ai précisé plus haut, il s'était de nouveau retrouvé en prison en 1963 après le "procès des 23".

Emprisonné une fois de plus après le coup d'État du 12

septembre pour propagande pro-kurde, Anter a, au total, passé 11,5 années de sa vie en prison.

Il compte parmi les fondateurs des Foyers culturels révolutionnaires de l'Est, du Parti du travail du peuple, du Centre culturel de Mésopotamie et de l'Institut kurde d'Istanbul.

Cet intellectuel kurde militant allait, comme Julien Lahaut, leader communiste assassiné en 1950 pour avoir crié "Vive la République", et Turan Dursun, assassiné en 1990 parce qu'il avait révélé les vérités de l'islam hors du cadre superstitieux, être assassiné lors d'une attaque à main armée, le 20 septembre 1992 dans le quartier de Seyrantepe à Diyarbakır, recevant une balle dans la jambe gauche, une dans le cœur et une dans la tête.

Je me remémore Apê Musa avec cette phrase épique qu'il avait dite au juge lors de son procès pour son poème *Qimil/Kimil*:

"Monsieur le Juge, ce n'est pas moi qui ai choisi d'être kurde, jugez plutôt celui qui m'a créé kurde, si vous en avez le pouvoir!"

Ces excellences de Tayyip allergiques aux Kurdes...

Artıgerçek, 17 octobre 2019

Le matin du 14 octobre, tandis que nous cherchions par tous les moyens à partager avec l'opinion belge et européenne notre réaction face à la conquête criminelle lancée par le diktat islamofasciste de Tayyip au nord de la Syrie grâce à la trahison de toutes les superpuissances à l'encontre du peuple kurde et avec l'accord du CHP, principal parti d'opposition, une sombre nouvelle vint approfondir encore un peu plus nos souffrances.

Nous étions en train de préparer, avec les organisations kurdes, arméniennes et assyriennes avec lesquelles, depuis près de quarante ans, nous sommes en collaboration et soli-

darité réciproque, un communiqué commun intitulé “Opposons-nous à la nouvelle occupation génocidaire de l’État turc” adressé à l’opinion publique belge, lorsque nous avons appris le décès à Anvers de notre cher ami Garbis Altinoğlu, l’un des leaders en exil du mouvement révolutionnaire de Turquie.

Dans l’acte d’accusation du procès lancé contre Garbis, qui avait lutté héroïquement contre les régimes fascistes du 12 mars et du 12 septembre, puis été emprisonné sous le diktat d’Evren et soumis à la torture, on pouvait lire: “Cet Arménien fils d’Arménien qui, contre toute attente, est né en Turquie, a la nationalité turque, a étudié dans des écoles privées au nom de la communauté, a étudié à l’Université du Bosphore, bref, qui a profité des plus grands bienfaits de l’État et de la nation...”

Dans une interview diffusée sur la chaîne NTV en 2010, Garbis avait dit: “J’ai subi les mêmes tortures qu’un grand nombre de révolutionnaires, mais en pire. En tant que communiste d’origine arménienne, j’ai été discriminé de ce côté-là aussi.”

Poursuivant résolument sa lutte socialiste, qui avait débuté au Parti communiste de Turquie/marxiste-léniniste (TKP-ML) créé sous la direction d’İbrahim Kaypakkaya, jusqu’en prison et en exil et ce malgré toutes les difficultés rencontrées, Garbis avait exprimé ses opinions, en plus des articles et interviews qu’il avait donnés à divers médias, dans de nombreux livres et brochures dont *Moyen-Orient/Textes choisis*, *Regards sur l’Empire ottoman et la Turquie à la lumière des formulations de Hikmet Kıvılcımlı*, *Le Dossier Palestine-Israël*, et *Polémiques 1-2-3*.

Garbis, que nous rencontrions souvent dans les réunions antifascistes de Belgique, était toujours extrêmement modeste et chaleureux, comme si ce n’était pas lui qui avait vécu ce passé débordant d’honneurs.

Naturellement, en perdant Garbis, je me suis aussi rap-

pelé avec une grande tristesse nos autres amis arméniens qui avaient grandement contribué au front antifasciste. Comment oublier Orhan Bakır, que le terrorisme d'État avait tué en 1980, Nubar Yalım, assassiné en exil, en Hollande, par les fascistes en 1982 et mon confrère Hrant Dink, que nous avons perdu sous des balles perfides en 2007 ?

Et surtout Nubar Ozanyan, tombé le 14 août 2017, qui avait créé le “Bataillon arménien” qui s’est immédiatement joint à nos frères kurdes au Rojava dans leur résistance aux attaques de l’État turc et des islamistes à sa solde...

Voici comment le Bataillon arménien, qui avait pris le nom de Nubar Ozanyan, exprimait le 11 octobre 2019 sa détermination à lutter: “Nous n’acceptons pas l’opération d’occupation développée par l’État turc dans le Nord-Est de la Syrie. L’État turc a commis de grands crimes contre l’humanité, en 1915, il a massacré plus d’un million d’Arméniens. Et aujourd’hui, il veut, au moyen de cette attaque sanguinaire au Nord-Est de la Syrie, massacrer les peuples et la vie commune en démocratie. Face à cela, tous les peuples de la région, Kurdes, Arméniens, Syriaques, Arabes, etc. vont revendiquer leurs terres et leurs vies.”

Avec l’Institut assyrien de Belgique, l’Association des Arméniens démocrates de Belgique, la Maison du peuple de Bruxelles, l’Institut kurde de Bruxelles, les Ateliers du Soleil et *İnfo-Türk*, nous avons particulièrement mis, dans un communiqué commun, l’accent sur ceci:

“Le Nord de la Syrie, où vivent ensemble Kurdes, Arabes, Assyriens, Syriaques et Arméniens, subit l’attaque de l’État turc et des assassins islamistes qu’il envoie en première ligne avec la bénédiction des USA et de la Russie... Afrîn, qui avait d’abord été occupée avec le feu vert de Poutine, est aujourd’hui annexée, avec la nomination d’un sous-préfet, au territoire de la Turquie.

“Après avoir commis un génocide, lors de la Première Guerre mondiale, contre les Arméniens et les Assyriens, puis

les Grecs pontiques, les génocidaires passés à la tête de l'État nouvellement créé commirent encore d'autres massacres et mirent la main sur le nord de Chypre en 1974.

“Le gouvernement autonome créé aujourd'hui, ensemble, par les peuples du nord de la Syrie, malgré le déséquilibre des forces et des conditions géographiques défavorables, résiste bravement à la nouvelle attaque génocidaire de l'État turc. Rappelant cette réalité, nous appelons l'opinion démocratique à faire pression sur les gouvernements des États où ils vivent pour faire obstacle au drame humain vécu par les peuples du nord de la Syrie et à cette initiative génocidaire qu'ils subissent.”

Et hier à Bruxelles, centre de l'Union européenne, les organisations kurdes d'Europe et les organisations démocratiques qui les soutiennent ont réalisé une manifestation protestant contre l'occupation du Rojava à laquelle des centaines de personnes ont participé. Cette manifestation qui avait commencé par un rassemblement place Schuman s'est terminé par un dépôt de gerbe à la station de métro de Maelbeek où un attentat qui a coûté la vie à 32 personnes a été perpétré par les terroristes de l'EI il y a trois ans.

Le régime de Tayyip, qui utilise tous les moyens de lavage de cerveau racistes et islamistes à sa disposition pour dissimuler son agressivité et inclure à cette sauvagerie non seulement les Turcs de Turquie mais aussi ceux qui se trouvent dans leur pays d'émigration, mobilise tous les moyens de l'État pour assimiler l'opposition de ses citoyens, les faire taire et s'il le faut, les supprimer.

Le scandale du salut militaire auquel on a assisté lors du dernier match Turquie-France qui a eu lieu à Paris peut bien être applaudi par les médias aux ordres de Tayyip. De fait, on encourage les enfants turcs jouant dans les ligues locales à pratiquer ce rituel militariste pour les transformer en soldats enrégés. Particulièrement les enfants d'émigrés.

Ce n'est pas seulement dans les stades, mais aussi dans

les commerces, cafés, associations et bien sûr mosquées turques que l'on observe avec force applaudissements ce nouveau génocide perpétré par Tayyip à l'encontre de la nation Kurde. Ceux qui portent un regard critique sur cette attaque, ou qui participent aux manifestations, ne sont pas seulement tenus sous une pluie d'injures et d'insultes, ils sont également menacés de mort.

Le ministère des Affaires étrangères, que Tayyip, en dix-sept ans de pouvoir, a transformé en instrument de la propagande de son propre diktat, a mobilisé tous ses ambassadeurs et consuls pour faire avaler à l'opinion internationale cette attaque génocidaire comme une "opération de paix", utilisant à cet effet mille et un mensonges et faux documents. Le poisson commençant toujours à sentir par la tête, comme on dit, aurait-on pu attendre un autre positionnement de la part d'une certaine partie de la population turque vivant dans ces pays où les associations, mosquées et médias aux ordres des missions diplomatiques prolifèrent comme du chiendent?

Dimanche dernier, l'un des thèmes d'une émission de débat hebdomadaire diffusée vers midi par RTL, chaîne populaire de Belgique, était l'invasion syrienne de l'Armée turque, l'oppression subie par le peuple du Rojava et la possibilité que les assassins de l'EI, libérés par cette occupation, reprennent leurs activités terroristes à la fois en Syrie et dans les pays d'Europe.

Pour que toutes les parties aient droit à la parole, Rhodi Mellek, porte-parole du PYD à Bruxelles et enseignant à l'Université catholique de Leuven, avait été invité au nom des Kurdes du Rojava, et Levent Gümrükçü, ambassadeur à Bruxelles, pour défendre le point de vue de la Turquie.

Gümrükçü, dont on comprenait qu'il avait très bien assimilé la mentalité du régime de Tayyip, qui consiste à ne pas considérer les Kurdes comme des interlocuteurs mais à les voir comme des ennemis, avait répondu à l'invitation de la chaîne en faisant savoir qu'il était hors de question qu'il par-

ticipe à une émission dans laquelle interviendrait aussi un Kurde. Les responsables de la chaîne, très surpris de cette réponse, avaient fini par trouver un juste milieu. Tous les deux participeraient à l'émission, mais tandis que Gümrukçiü parlerait devant les caméras, Rhodi Mellek attendrait à l'extérieur, n'entrant dans le studio que lorsque l'ambassadeur aurait terminé.

Fort heureusement, Georges Dallemagne, député de Belgique qui connaissait très bien le Rojava et avait toujours soutenu la lutte des peuples opprimés, participait aussi à l'émission. L'ambassadeur, croyant le champ libre en l'absence de l'intervenant kurde, s'était mis en tête de faire avaler que l'occupation du Nord de la Syrie par l'Armée turque et les bandes islamistes à ses ordres était une "opération de pacification" légitime face au risque de terrorisme venant du sud.

Un autre aspect potentiellement scandaleux, du point de vue diplomatique, de cet événement était que l'ambassadeur de la République de Turquie, intervenant dans une émission francophone de Belgique, ne parlât pas français, ce qui avait forcé RTL à trouver un interprète pendant l'émission pour traduire en simultané ses interventions et ses réponses aux questions.

Ce fut Georges Dallemagne qui, en fin connaisseur des problématiques régionales, apporta la réponse que méritait l'ambassadeur pour son discours incohérent et ses affirmations sans fondement. Le député belge rappela que l'État turc niait le génocide du début du siècle dernier, qu'en 1974 il avait occupé et colonisé le Nord de Chypre, qu'il y a deux ans il avait occupé Afrîn dont il avait fait une de ses provinces. Il insista, rectifiant le mensonge selon lequel les Kurdes du Nord de la Syrie constitueraient une menace pour la sécurité de la Turquie, sur le fait que le monde entier devait s'opposer à cette occupation.

Lorsque l'intervenant kurde Rhodi Mellek entra prendre

sa place, l'ambassadeur de la République de Turquie, faisant preuve d'un grossier mépris pour les règles de la diplomatie et de la politesse, quitta le studio sous les regards sarcastiques des autres participants.

Ceci me rappela un autre scandale impliquant un ambassadeur, qui avait eu lieu trente ans plus tôt. Turgut Özal, qui avait succédé au pouvoir à la junte d'Evren, avait, comme aujourd'hui, mobilisé tous les diplomates pour répandre le mensonge selon lequel "la Turquie s'était démocratisée et méritait de rejoindre l'Union européenne" tandis qu'il perpétuait le terrorisme d'État.

Une série de conférences avaient été organisées dans diverses villes belges par Amnesty International pour révéler à l'opinion la véritable situation des droits de l'Homme en Turquie. Dans toutes celles auxquelles j'avais été invité à intervenir, j'expliquai en détail ces violations des droits de l'Homme.

La plus importante de ces conférences avait été organisée à l'Université libre de Bruxelles. Amnesty International avait également invité des défenseurs belges des droits de l'Homme et l'ambassadeur de l'époque de la République de Turquie, dont j'ai oublié le nom. L'ambassadeur avait téléphoné au responsable d'Amnesty à la dernière minute pour lui dire d'une voix contrite qu'il ne prendrait pas place à la même tribune qu'un "ennemi de la Turquie" – moi – et qu'il n'accepterait l'invitation qu'à condition que j'en sois exclu. Mais Amnesty International n'avait pas cédé à cette pression et l'ambassadeur avait donc envoyé à sa place un journaliste turc défenseur du régime.

Levent Gümrükçi, cet ambassadeur qui s'efforce de faire avaler à l'opinion belge l'occupation du Nord de la Syrie comme une "opération de pacification", avait fait un show pro-Tayyip lors d'un panel organisé dans la capitale de l'Europe par la SETA, dont la mission est de désigner comme cibles aux forces de l'ombre les journalistes travaillant pour

les médias internationaux et les militants kurdes, à l'occasion de l'anniversaire du pseudo-coup d'État du 15 juillet.

Principal intervenant de ce panel, il avait dit que “les gülenistes, depuis trente ans, s'étaient infiltrés dans toutes les institutions de l'État, en particulier l'armée, la police, le ministère de la Justice et celui de l'Éducation, et qu'il fallait que les États occidentaux comprennent que les activités de cette organisation ne constituaient un danger pas seulement pour la Turquie, mais aussi pour tous les pays.” Tout comme il ne cesse de répéter aujourd'hui, pour légitimer l'occupation du Nord de la Syrie, que la structure locale kurde n'est pas un danger seulement pour la Turquie, mais pour tous les pays...

Fort heureusement, l'ambassadeur avait pris soin de ne pas citer le ministère des Affaires étrangères, dont il dépend, dans sa liste des ministères infiltrés par les gülenistes. Or, il n'y a pas si longtemps, pas plus de six ans, les ambassadeurs à Bruxelles de la République de Turquie étaient les plus grands soutiens et collaborateurs du mouvement güleniste dans la capitale de l'Europe, et tout comme aujourd'hui avec la SETA, ils menaient avec ces organisations un djihad d'État contre les Kurdes.

Au point que l'organisation du programme des célébrations du 50^e anniversaire de l'émigration turque en Belgique avait été confiée, en 2012, à la FEDACTIO, la principale organisation güleniste, et que lors de la réunion de présentation du programme, le 10 février 2012, l'ambassadeur Mehmet Hakan Olcay n'avait pas tari d'éloges pour les gülenistes.

Oui. Et Mehmet Hakan Olcay, qui il y a six ans menait, de concert avec les gülenistes, le djihad contre les Kurdes, et Levent Gümrükçü, qui affirme aujourd'hui que ces mêmes gülenistes représentent une menace pas seulement pour la Turquie, mais pour tous les pays où ils sont en activité, sont les ambassadeurs de l'excellence de la République de Turquie et ne ratent pas une occasion de calomnier les Kurdes.

Et d'autres viendront après eux...

Par exemple, Mahinur Özdemir, qui a réussi à faire entrer son voile au Parlement de Bruxelles et qui, après s'être mariée sous l'égide de Tayyip et Emine Erdoğan, est devenue l'une des stars du lobby turc, s'en trouve aujourd'hui récompensée en étant nommée ambassadrice de la République de Turquie en Algérie.

Une fois que son stage lui aura donné un peu de bouteille en excellence, on la verrait bien ambassadrice à Bruxelles, voire nommée à l'une des ambassades de l'Union européenne ou de l'OTAN. Elle ne nous fera pas regretter les Tanlay, Olcay et autres Gümrükçü...

Les 45 ans de combat des enfants du soleil...

Artıgerçek, 21 novembre 2019

Cette dernière semaine, une série d'événements choquants a de nouveau secoué le monde et notre pays... Une telle indécence et une telle agressivité, on a quand même rarement vu ça... Il ne s'était pas passé cinq jours depuis que le sultan Tayyip s'était fait mousser, dans l'avion qui le ramenait de son excursion à la Maison Blanche, en affirmant avoir aligné Trump et ses sénateurs insoumis comme il avait aligné les journalistes pro-régime...

Le ministre des Affaires étrangères Çavuşoğlu, qui se prend pour le Comte Ciano, célèbre ministre des Affaires étrangères de Mussolini, a annoncé, s'en prenant aux États-Unis et à la Russie qui n'ont pas tenu leur promesse, que l'Armée turque et ses groupements islamistes allaient élargir leur opération de massacres et de déplacements de population au Kurdistan syrien.

Même les États-Unis et la Russie, qui ont ouvertement trahi les Kurdes en donnant leur feu vert à l'occupation, sont en pleine panique... Comme les pays européens, ils se plai-

gnent que l'EI commence à se reformer et à constituer une menace depuis l'opération de Tayyip.

De toute part on proteste contre les massacres commis par l'Armée turque et ses renforcements islamistes partout où ils sont allés... Au point que les 36 partis et organisations du Kurdistan qui se sont regroupés, avec leurs compositions et points de vue divers sous la plateforme Defend Rojava ont pris la décision d'organiser une marche de résistance à l'échelle mondiale et ont lancé une campagne de boycott du tourisme et des produits turcs.

Le terrorisme de Tayyip ne s'exerce-t-il qu'au Rojava ? Ce terrorisme d'État, qui depuis des décennies s'attaque continuellement à la nation kurde, est poursuivi de manière enragée en guise de vengeance face à la récupération par le HDP, lors des dernières élections, des mairies des régions kurdes mais aussi de l'anéantissement des administrations AKP dans les grandes métropoles de l'Ouest.

Evrensel en a fait sa une le 17 novembre: la semaine dernière, avec la nomination de quatre maires-curateurs, le nombre de communes saisies s'est élevé à 24, et 42 autres sont sérieusement en danger. Pour l'exprimer par d'autres chiffres: la volonté de 2 millions d'électeurs a été usurpée...

Et ce terrorisme d'État se poursuit aussi de toute sa cruauté contre les autres opposants... D'après ce qu'a déclaré la Plateforme de solidarité avec les journalistes emprisonnés (TGDP), en précisant leurs noms et les prisons où ils se trouvent, au 13 novembre 2019, 196 journalistes – dont trente propriétaires de titres ou responsables de la publication – seraient emprisonnés, condamnés ou en attente de leur jugement...

Et ceux qui se trouvent en exil ? Tandis que j'étais en train d'écrire ces lignes, un communiqué alarmant est apparu dans la fenêtre de ma boîte de réception... La Plateforme pour la démocratie de la ville d'Ulm dit: "L'État turc continue à terroriser les ouvriers migrants avec des pratiques

comme la mise en garde à vue à l'entrée en Turquie, l'emprisonnement, l'interdiction de quitter le territoire ou des amendes. Le fascisme du palais ne s'arrête pas là et, qualifiant de criminels les rassemblements et défilés démocratiques auxquels ils ont participé dans le pays où ils vivent, d'illégaux les partis et associations comme le HDP ou le HDK dont ils sont membres ou qu'ils soutiennent, et de propagande "terroriste" les contenus qu'ils partagent sur les réseaux sociaux, il s'efforce de décourager les migrants opposants en disant: "Ton nom figure aussi sur notre liste"" et elle appelle tout le monde à participer à une réunion populaire le 24 novembre pour protester contre ce terrorisme à l'étranger.

Lors de la réunion du HDP à Ankara, vers laquelle tous les regards étaient tournés à cause de rumeurs de "retrait de l'Assemblée", une décision fut prise qui montrait bien, une fois de plus, la détermination dans la lutte: "Nous demandons des élections anticipées pour débarrasser les peuples de Turquie du sultanat AKP-MHP. C'est un défi que nous lançons. Venez si vous en avez le courage! Nous appelons toute l'opposition à se réunir autour de cette requête et à passer à l'action."

En tête des sujets abordés ce soir-là lors du 45^e anniversaire des Ateliers du Soleil, que nous avons fêté avec nos amis belges, assyriens, arméniens, kurdes, turcs et d'autres nationalités encore, il y avait la façon dont on allait soutenir depuis l'étranger cette nouvelle initiative de résistance menée par le HDP contre le terrorisme, au pays comme à l'étranger, du fascisme de Tayyip.

Il y avait parmi eux, en plus des amis qui luttent avec nous depuis près d'un quart de siècle, et qui ont été ciblés par les rapports de la SETA, l'agence de fichage de Tayyip, des jeunes qui n'étaient pas encore nés lorsque nous avons créé les Ateliers du Soleil, qui n'ont jamais vécu le terrorisme du 12 mars et du 12 septembre, mais qui sont aujourd'hui pris pour cibles par celui de Tayyip.

Les Ateliers du Soleil sont nés à une époque où avec la Turquie, trois pays d'Europe se trouvaient sous dictature fasciste. À cette époque-là, nous nous trouvions constamment unis dans la solidarité et dans l'action avec les résistants antifascistes de ces pays. En peu de temps, ces régimes fascistes s'effondrèrent, et l'Espagne, le Portugal et la Grèce rejoignirent l'Union européenne. Mais la Turquie, 45 ans plus tard, se trouve cette fois entre les griffes du fascisme islamiste...

Les trois premières années de notre exil, de 1971 à 1973, nous nous sommes consacrés à organiser Résistance démocratique, pour commencer en Belgique et puis aux Pays-Bas, en Allemagne et en France, et à révéler la face abjecte du régime de la junte.

Après notre régularisation, nous avons lancé *Info-Türk*, le 1^{er} mai 1974, en tant que centre d'information et de documentation à Bruxelles, capitale de l'Europe, pour alerter systématiquement l'opinion publique en diverses langues. Nous avons monté un atelier de composition, mise en page, graphisme et impression également ouvert à l'extérieur de façon à financer les bulletins d'information d'*Info-Türk* et la publication en Belgique de livres encore interdits en Turquie. J'écrivais le texte des bulletins et des livres sur une machine à composer à tête rotative IBM, puis je revenais dessus deux ou trois fois, mettais les lignes en blocs et les donnais à İnci pour la mise en page et l'impression. İnci se chargeait de tous les aspects techniques de l'atelier, y compris l'impression et la reliure.

Nous nous sommes obstinés dans ces travaux malgré le rejet pendant trois ans de notre demande de permis de résidence et de travail par la Police des étrangers de Belgique, avec pour seul statut celui de réfugiés de l'ONU, l'ambassade de la République de Turquie nous ayant fichés comme "personnes dangereuses".

Cette infrastructure nous permit d'informer l'opinion in-

ternationale sur la formation et la voix en Europe du Parti des ouvriers de Turquie, fondé en 1976 en Turquie, d'accompagner la demande d'asile politique en Europe de leaders politiques après le coup d'État du 12 septembre et de créer Union pour la démocratie, qui n'était pas seulement ouvert aux partis mais à toutes les forces opposées à la junte.

La première manifestation de masse dans la capitale de l'Europe face à la junte d'Evren après le coup d'État fut organisée par Union pour la démocratie.

Notre atelier de composition, mise en page, graphisme et impression où les deux grands syndicats dont les ouvriers migrants de Turquie en Belgique étaient membres, la FGTB et la CSC, préparaient leurs journaux en turc et où les organisations d'immigrés progressistes de Belgique, de Hollande et de France préparaient leurs journaux et leurs tracts fut le noyau qui donna naissance aux Ateliers du Soleil, qui allaient par la suite se diversifier.

Notre lutte politique ne se cantonna pas à la Turquie. Nous avons toujours activement pris place dans les campagnes communes lancées par toutes les organisations progressistes de migrants pour l'obtention de droits égaux aux migrants d'origine étrangère de Belgique et leurs familles, en particulier, sur le plan politique, de droits électoraux.

Parallèlement à notre lutte antifasciste, nous avons créé, à partir de 1982 et à l'initiative d'İnci qui donnait aux enfants originaires de Turquie des écoles de Bruxelles des cours de langue et de culture, des classes de soutien pour aider à la réussite scolaire des enfants d'immigrés et des cours de formation continue pour aider les adultes à apprendre une langue et à s'en sortir dans leur vie professionnelle et leurs relations sociales.

Des ateliers créatifs furent mis en place pour que les jeunes et les enfants, et même les adultes, puissent s'exprimer dans diverses branches artistiques et partager avec tous les richesses culturelles de leurs pays d'origine.

Au début, nous n'avions que des émigrés de Turquie ou du Maroc, mais après quelques années, grâce à la ligne internationaliste ouverte à toute l'humanité sans distinction de langue, d'ethnie ou de foi, près de 300 adultes et 100 jeunes de plus de 50 nationalités différentes et venus de trois continents commencèrent à se réunir dans ces ateliers.

Il fallait leur donner un nom, à ces ateliers, en gardant à l'esprit cette diversité des participants qui grandissait chaque jour et la dimension internationaliste du combat. L'utopie de la Cité du soleil, où tous les hommes vivaient égaux, développée par Tommaso Campanella, qui avait fait des études poussées d'économie, m'avait beaucoup impressionné. Parce qu'un grand nombre de nos participants venaient de pays du sud ensoleillés, nous avons choisi les Ateliers du Soleil.

Au début, les activités culturelles menées en direction du public prenaient surtout leur source en Turquie. Après une soirée d'*Hommage à Nazım Hikmet* organisée en 1976 avec les ouvriers de Turquie membres du syndicat FGBT, les cours de saz lancés en 1982 par İnci, qui joue aussi de la guitare classique, et les spectacles de *Karagöz* donnés dans les quatre communes de Bruxelles et de *Nasreddin Hoca* au Botanique, nous nous sommes ouverts au multiculturalisme en organisant en 1983 au Centre de presse international une exposition présentant des œuvres de caricaturistes expulsés de leurs pays.

L'un des moments marquants de cette aventure fut la pièce de théâtre *Je marche jour et nuit*, réalisée en 1985 par des jeunes de diverses nationalités en s'inspirant de la célèbre chanson d'Aşık Veysel et qui présentait les problèmes communs rencontrés par tous les migrants dans leur pays d'accueil.

Les relations chaleureuses nouées avec les Ateliers du Soleil par les amis kurdes, assyriens et arméniens, qui se trouvaient au premier plan de la migration politique en Belgique à la suite de l'augmentation de la répression fasciste en

Turquie, nous permit de réaliser des activités susceptibles d'avoir de l'écho non seulement sur le plan culturel, mais aussi sur celui de la lutte antifasciste.

L'Institut kurde de Bruxelles, qui s'était créé dans les années soixante-dix sous le nom de Tekoşer, participa activement, à la fois avec son message et avec son groupe de folklore, à la soirée de protestation que nous organisâmes en 1981 contre la junte d'Evren. Par la suite, il y eut la création de l'Institut assyrien et de l'Association des Arméniens démocrates de Belgique.

Les attaques des années quatre-vingt-dix contre les locaux et commerces kurdes, assyriens et arméniens et les campagnes de lynchage lancées contre nous par l'ambassade de la République de Turquie avec les provocations des médias turcophones à son service renforcèrent notre solidarité et notre union dans la force et l'action.

Les manifestations de résistance commune que nous avons organisées face aux incessantes attaques du fascisme de Tayyip ou à l'occasion des anniversaires des génocides arménien, assyrien, kurde et des coups d'État du 12 mars et du 12 septembre constituent les pages parmi les plus importantes des 45 ans d'activités des Ateliers du Soleil.

Toutes les données concernant la naissance, le développement et les réalisations des Ateliers sont accessibles à tous sur son site Internet.

Pour pouvoir concentrer notre énergie, alors que notre âge avance, aux publications d'*Info-Türk* et à la valorisation de nos quarante années d'archives, nous avons confié l'administration des Ateliers du Soleil aux jeunes amis de diverses nationalités avec qui nous avons travaillé et lutté contre les difficultés pendant des années... Ce sont eux qui emmènent vers les réussites à venir ces Ateliers du Soleil multiculturels, avec leur équipe de travail composée, comme toujours, de diverses nationalités. Nous sommes fiers d'eux.

Nous leur devons des remerciements, mais tout autant à

nos amis et compagnons de lutte de l'Institut assyrien de Belgique, de l'Association des Arméniens démocrates de Belgique, de l'Institut kurde de Bruxelles et de la Maison du peuple de Bruxelles, qui nous ont honorés, İnci et moi, lors du lancement en 2014 de la traduction française de mon livre *Le Journaliste "apatride"*, du prix de "Citoyens de l'humanité".

Nous avons clôturé la réunion d'hier soir avec ce message: "Rendez-vous en 2024, pour le 50^e anniversaire..."

Nous espérons, même si nous ne sommes plus là pour le voir, qu'en 2024 le terrorisme de Tayyip se sera depuis longtemps effondré en Turquie, que tous les hommes de tous les pays, pas seulement le nôtre, seront libérés de l'oppression et de la tyrannie, et que ceux qui ont été forcés de vivre en exil auront pu retrouver les terres où ils sont nés et ceux qu'ils aiment et dont ils sont aimés...

Règlement de comptes des Ardennes à Nuremberg

Artıgerçek, 19 décembre 2019

Tandis que je parlais, au symposium organisé vendredi dernier à Nuremberg par l'Assemblée des exilés d'Europe, des conditions qui poussent à l'exil, et en particulier des repressions fascistes génocidaires et liberticides, je ne pensais pas seulement à la Turquie, mais à tous les pays qui ont de telles pratiques et aux forces impérialistes qui, au XX^e siècle, ont entraîné toute l'humanité dans deux guerres mondiales, en particulier l'Allemagne.

Comment ne pas y penser, Nuremberg, où se tenait le symposium, était le centre administratif d'Hitler et accueillait également les rassemblements de masse... Alors que les premières réunions du NSDAP s'étaient faites en 1923 à Munich et en 1926 à Weimar, les nazis s'étaient réunis chaque année dans cette ville à partir de 1927. C'est encore à Nuremberg qu'avaient eu lieu les grands rassemblements où

Hitler lâchait sur toute l'humanité sa haine, ses menaces et sa terreur par ces discours évoquant des aboiements ou des hurlements.

Pire, après le suicide de cet Hitler, qui avait ensanglanté le monde entier, à la suite de l'entrée à Berlin de l'Armée rouge en 1945, c'est cette ville de Nuremberg, berceau de l'ascension du nazisme, qui avait été choisie pour les procès des chefs de file du mouvement qui avaient pu être arrêtés par les Alliés. C'est le Tribunal militaire international de Nuremberg, composé de juges missionnés par les vainqueurs de la guerre, les États-Unis, l'Union soviétique, l'Angleterre et la France, qui, au terme d'un procès qui s'était étendu du 20 novembre 1945 au 1^{er} octobre 1946, avait condamné 12 prévenus, parmi lesquels se trouvait Hermann Göring, à la peine capitale, 3 à la prison à perpétuité et 4 à des peines de prison allant de dix à vingt ans. Göring, l'un des complices les plus proches d'Hitler, s'était suicidé dans sa cellule quelques heures avant son exécution.

*

C'était l'époque de mon enfance... La Turquie n'avait pas pris part à la guerre mais l'atmosphère de terreur créée par l'obligation de se tenir "prêt à la guerre" et le manque de tout ont gravé à jamais dans ma mémoire les souffrances des paysans pauvres des villages de la région où je vivais. J'ai raconté tout cela en détails dans mon livre *Le Journaliste "apatride"*.

Dans les années 1944-45, je faisais mon éducation primaire dans un internat qui, en l'absence d'école entre les différentes gares, avait été ouvert juste en face de la gare de Konya pour les enfants de cheminots. Nos instituteurs progressistes nous tenaient informés des développements de la guerre, nous laissant parfois prendre part aux commentaires.

Il m'est impossible d'oublier avec quel enthousiasme ils nous ont raconté la libération sur le front Est de Stalingrad de l'occupation nazie, par l'Armée rouge, en 1943, de Lénin-grad en 1944 et la même année, sur le front Ouest, d'une

grande partie de la France et de la Belgique par les forces alliées qui avaient réussi à débarquer en Normandie.

Mais alors que l'on était tout à cette joie, on apprit que l'Armée allemande, ayant mobilisé toutes ses forces dans un dernier soubresaut, avait pénétré dans les Ardennes belges et, aiguillonnée par son désir de vengeance, tyrannisait le peuple de la région.

Mais ces derniers spasmes n'allaient servir à rien, les unités allemandes allaient rapidement être repoussées, et ce cauchemar nazi de 12 années allait prendre fin, en mai 1945, avec l'entrée de l'Armée rouge à Berlin et le drapeau rouge flottant sur le Reichstag.

Sachant ce qui l'attendait, Hitler s'était suicidé avec sa maîtresse deux jours avant la chute de Berlin, et un jour après que le leader fasciste italien Mussolini ait été capturé puis exécuté par les partisans.

Après la disparition d'Hitler et la chute de Berlin, les dignitaires nazis n'avaient plus rien à faire sinon signer la reddition sans condition de l'Allemagne aux Alliés.

Ceci est l'un des souvenirs de mon enfance qui ont laissé en moi les traces les plus profondes... Tout au long de la guerre, nous, les écoliers, étions comme tout le monde forcés de nous satisfaire, le pain étant rationné, d'une ou deux tranches par jour et il y avait aussi des restrictions sur le fromage et les olives... Un matin, étant descendus à la cantine, nous n'en avons pas cru nos yeux. Les corbeilles à pain sur les tables débordaient. Les tranches de fromage étaient coupées beaucoup plus grosses que d'habitude et les olives aussi étaient en plus grande quantité. Comme nous nous jetions des regards étonnés, l'instituteur de surveillance avait fait irruption dans la cantine, le visage illuminé de joie, et nous avait dit: "Les enfants, les Alliés ont étouffé l'ennemi, l'Allemagne nazie s'est rendue. Pour fêter cela, aujourd'hui, le pain est à volonté, vous pouvez en manger autant que vous le voudrez."

Mais notre joie avait été de courte durée. Dès le lendemain, les tranches de pain furent de nouveau rationnées. La vie continuait dans les privations et avec les carnets de rationnement... Mais l'espoir de vivre dans un monde sans guerre nous faisait tout oublier.

Des dictatures fascistes ont pris fin en Allemagne et en Italie il y a 75 ans, mais le fascisme n'a jamais cessé de faire l'actualité de mon pays, la Turquie.

Le terrorisme d'État du CHP à l'époque du parti unique, qui niait les droits politiques et sociaux des citoyens, n'avait-il pas pour inspiration, en même temps que le racisme turc issu d'Union et progrès, les dictatures fascistes nées dans les années 20 en Italie, et dans les années trente au Portugal, en Espagne et en Allemagne ?

Les articles 141 et 142 du Code pénal turc qui pendant toute notre carrière de journalistes sont restés suspendus au-dessus de nos têtes n'avaient-ils pas été copiés sur le Code pénal de Mussolini ?

Lorsque le Parti des travailleurs de Turquie, créé en 1962 par les leaders syndicaux de la classe ouvrière et qui apportait une nouvelle voix dans la politique du pays en faveur du travail, commença à devenir une force de masse, en plus des fascistes du MHP, l'AP au pouvoir et le CHP, principale force d'opposition, ne s'étaient-ils pas mobilisés pour le faire taire ?

En 1965-66, tandis que je dirigeais le journal *Akşam*, j'avais écrit un livre intitulé *Le Fascisme* dans lequel, en plus d'alerter l'opinion sur ce danger, j'en expliquais les sources, les méthodes pour arriver au pouvoir ainsi que le soutien qu'il recevait du capitalisme monopolistique et la façon dont il violait les droits de l'Homme et les libertés. L'une des principales causes de mon éloignement de la direction du journal par les pressions du pouvoir et des cercles capitalistes était que ce livre avait été publié par le Club du livre d'*Akşam*.

Pendant le voyage en train de six heures vers Nuremberg,

berceau et même capitale du fascisme allemand, tout ceci défilait devant mes yeux comme un film.

De plus, ce jour-là, en Belgique que nous laissions derrière nous pour nous rendre au symposium de Nuremberg, débutaient les commémorations, qui allaient durer quatre jours, du 75^e anniversaire de l'attaque des Ardennes belges par l'armée nazie. On attendait en particulier à Bastogne, centre de cette région, des dizaines de milliers de visiteurs venant non seulement de Belgique, mais des quatre coins de l'Europe et aussi d'Amérique.

Dans les Ardennes, un dernier coup fatal avait été porté à l'armée d'Hitler et à Nuremberg où nous allions, ses plus proches complices avaient reçu les sentences qu'ils méritaient.

C'est sans doute pour cette raison que le vendredi soir, après les interventions du symposium des exilés et tandis que nous discutons entre amis, je fis cette requête hors-programme au directeur de l'Assemblée des exilés d'Europe:

“Demain matin nous reprenons le train très tôt pour Bruxelles... Mais avant de mourir j'aimerais voir ce célèbre terrain de rassemblement de Nuremberg d'où Hitler a, à une époque, terrorisé le monde entier ainsi que, ne serait-ce que de loin, le bâtiment du Tribunal militaire international où ses complices ont été condamnés...”

Notre ami Sinan Aydın, merci à lui, nous a récupérés à l'hôtel, İnci et moi, aux petites heures du matin pour que nous ne rations pas le train de Bruxelles. Il nous a emmenés sur le terrain de rassemblement. Comme nous étions en-dehors des heures de visite, nous ne pûmes voir que de l'extérieur la célèbre salle de congrès et le tribunal où furent jugés les nazis, qui se trouvaient sur ce terrain de 11 km².

Marchant sur ce terrain de rassemblement nazi, je ne pus m'empêcher de penser aux rassemblements de Yenikapı du fascisme turco-islamique qui, au XXI^e siècle, est la plaie de notre pays et, marquant une pause devant le tribunal, de me demander où, le jour venu, ses leaders seraient jugés.

Avant notre départ, j'avais reçu sur mon ordinateur un rapport daté du 10 décembre 2019 rempli de chiffres terrifiants et publié par l'Initiative des juristes en prison.

Après le pseudo-coup d'État de 2016, 559.064 personnes ont fait l'objet de poursuites au motif de contacts avec les organisations illégales, 261.700 personnes, dont 27 députés ont été mis en garde à vue et 91.283 d'entre eux ont été jugés en prison.

Parmi les personnes emprisonnées, on trouve 2 membres de la Cour constitutionnelle, 193 membres de la Cour de cassation, 2360 juges et procureurs, 562 avocats et 308 journalistes.

Sur la même période, 90 maires mais aussi 146.713 fonctionnaires, 4463 juges et procureurs, 8693 universitaires, 6687 médecins et soignants et 44.392 enseignants se sont vu retirer leur emploi.

Une autre donnée concernant ce terrorisme d'État:

D'après les déclarations officielles du ministère de la Justice du 13 septembre 2019, au cours des 14 ans de pouvoir AKP, de 2006 à 2019, on a ouvert 178 nouvelles prisons. Au cours des seuls neuf premiers mois de cette année, elles sont au nombre de 14... Il y a actuellement en Turquie 272 prisons fermées, 76 prisons ouvertes, 4 établissements pénitentiaires pour mineurs, 9 prisons fermées pour femmes, 7 prisons ouvertes pour femmes, soit 375 prisons au total. Le nombre total des personnes en prison est de 264.000...

Parmi les 178 nouveaux établissements que Tayyip Erdoğan a fait construire pendant ces 14 années, le plus majestueux et, d'après le classement donné par les médias turcs, le premier en termes de grandeur et de faste, est le Palais de justice de la rive anatolienne d'Istanbul, laissant loin lui derrière ceux de Kuala Lumpur, Manchester, Los Angeles, Anvers, Rotterdam, Dublin et Birmingham...

Le Palais de justice de Sultanahmet, dans les couloirs duquel, au cours des années soixante et soixante-dix j'ai poireauté des heures presque chaque jour de la semaine pour

être jugé, et où j'ai écrit mes articles pour *Ant* sur une machine à écrire Hermès Baby à la porte du tribunal, c'est désormais de l'histoire ancienne.

Le Palais de justice de la rive anatolienne d'Istanbul, avec, toujours d'après les informations données par les médias turcs, son terrain de 360.000 m², ses 297 salles d'audience, ses 326 bureaux de procureurs, ses 22 bureaux de procureurs généraux, ses 30 bureaux d'inspecteurs et ses 50 bureaux exécutifs est réellement éblouissant.

Le palais de justice que, ne pouvant y entrer, nous nous sommes contentés d'observer d'en face ressemblait, de l'extérieur, à n'importe quel bâtiment étatique... Les prévenus nazis accusés d'avoir égorgé les libertés et les droits des Hommes ont été jugés dans la salle n°600 de ce bâtiment et cette salle est entrée dans l'histoire... Il paraît que de nos jours, elle sert encore aux procès de crime requérant de lourdes peines.

S'il vient un jour, en Turquie, où les prévenus du fascisme islamo-turc, accusés d'avoir égorgé les libertés et les droits des Hommes, seront forcés de rendre des comptes sur ce qu'ils ont fait, le lieu où ils seront jugés ne devra pas être un Palais de justice démodé et d'une autre époque comme celui de Sultanahmet, ni un lieu ressemblant au bâtiment d'une fondation, tel le Palais de justice de Nuremberg, mais il faudra absolument que ce soit ce palais de justice le plus majestueux du monde qu'ils ont créé eux-mêmes, le Palais de justice de la rive anatolienne d'Istanbul.

Hrant, Celalettin Cerrah et un bourgmestre belge

Artıgerçek, 17 janvier 2020

J'ai lu l'article de Can Dündar du 13 janvier 2020 avec une grande tristesse. "Janvier, aussi loin que je m'en souviens, a toujours été le mois le plus sombre de l'histoire

turque. Beaucoup de ces attentats, assassinats ou exécutions qui ont changé le destin du pays ont été commis en janvier, comme en vertu d'un ignoble accord", disait-il.

Poursuivant il disait: "Le massacre centenaire commence en 1921, avant même la fondation de la République, avec la pendaison de Mustafa Suphi et de 14 de ses camarades, premiers leaders du Parti communiste de Turquie. Et il se poursuit jusqu'à l'exécution, quatre-vingt-six ans plus tard, en plein Istanbul et en plein jour, de notre ami Hrant Dink", et il concluait en parlant de nos amis journalistes et auteurs Uğur Mumcu, Metin Göktepe et Onat Kutlar, assassinés en plein cœur de l'hiver.

Treize ans plus tôt, tandis que la nouvelle de l'assassinat de Hrant devant les locaux d'Agos à Istanbul était relayée dans les journaux et sur les chaînes de télévision de Belgique comme du monde entier, une autre information apte à faire bomber le torse aux nationalistes turcs figurait en même temps dans les médias turcophones au service du régime d'Ankara. Ce jour-là, le préfet de police d'Istanbul, Celalettin Cerrah, avec à ses côtés le responsable des renseignements Ahmet İlhan Güler, était reçu en grande pompe dans les bureaux d'Emir Kır, secrétaire d'État au Gouvernement régional de Bruxelles, qui lui remettait une plaquette.

Il était difficile de comprendre qu'un secrétaire d'État du gouvernement de Bruxelles, responsable non de la sécurité et de l'ordre public, mais de la propreté de la ville, des monuments et des sites touristiques, reçoive avant tant de pompe un chef de police étranger, mais c'était une époque où les dirigeants du Parti socialiste belge paraient à toutes sortes d'événements organisés par les associations de la synthèse turco-islamiste, y compris les repas de l'iftar, rien que pour attirer les voix des électeurs d'origine turque. Personne, ni au niveau du gouvernement, ni à la direction du parti, n'avait été gêné par cette visite.

Cette relation de chaleureuse amitié entre Emir Kır, en-

couragé par ce silence, et Celalettin Cerrah, allait se poursuivre sans encombre même lorsque les médias allaient interroger la responsabilité de ce dernier dans le meurtre de Hrant.

Une dépêche de l'agence France-Presse du 6 février 2007 annonçait que dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de Dink, il avait été mis fin au mandat d'Ahmet İlhan Güler à la direction des Renseignements, et que le préfet de police d'Istanbul Celalettin Cerrah avait été mis en examen. La presse belge relayait largement cette information.

Malgré cela, le secrétaire d'État de Bruxelles Emir Kır, en novembre de la même année, n'allait voir aucun inconvénient à participer en tant qu'invité d'honneur et sur l'invitation de Cerrah, aux célébrations du 162^e anniversaire de la création de la police d'Istanbul, ni à recevoir, comme on le voyait sur une photo, une plaquette des mains de ce préfet de police à la réputation entachée.

Emir Kır n'était certainement lié ni de près ni de loin au meurtre de Hrant Dink. Mais il avait attiré l'attention des immigrants turcs de Belgique par la vitesse avec laquelle il s'était élevé à ce secrétariat d'État avant de devenir bourgmestre et il s'était toujours trouvé au premier rang lorsqu'il s'agissait de nier le génocide arménien.

Élu au conseil communal de Saint-Josse sur la liste du Parti socialiste aux premières élections s'étant tenues après la reconnaissance des droits électoraux des immigrants en Belgique, Emir Kır avait participé avec un grand engouement au défilé organisé par l'Association de la pensée kémaliste de Belgique le 29 mai 2004, lors duquel la destruction du monument du génocide arménien d'Ixelles avait été demandée aux cris du slogan "Non aux affirmations de génocide – Bats-toi pour la patrie!"

Les dirigeants du Parti socialiste avait défendu Emir Kır jusqu'au bout et ce, malgré les violentes critiques des institutions démocratiques et des hommes politiques de Belgique

quant à son négationnisme... Au point que Laurette Onkelinx, ministre fédérale de la Justice et cadre du PS, était allée jusqu'à déclarer, répondant aux questions d'Ertuğrul Özkök, directeur de la publication de *Hürriyet* et de Zeynel Lüle, représentante du journal en Belgique, à qui elle avait offert le café dans son cabinet, que le parti avait toute confiance en Emir Kır et qu'il lui apporterait toujours son soutien. (*Hürriyet*, 9 mars 2005)

En réalité, cette attitude cachait la volonté du Parti socialiste d'obtenir à tout prix des voix dans les communes de Saint-Josse et de Schaerbeek, qui comptent un grand nombre d'électeurs d'origine turque. La ministre de la Justice Onkelinx, bien qu'elle ait grandi et acquis sa renommée dans la ville de Liège, avait même déménagé à Bruxelles dans son ambition de se faire élire bourgmestre de Schaerbeek aux élections communales de 2006. Elle avait commencé à gratter à la porte des associations turques ayant soutenu des politiciens turcs, dont Emir Kır, aux précédentes élections, sans se soucier de ce qu'elles fussent d'extrême droite ou islamiste. Tout cela afin de se mettre les voix turques dans la poche.

Cependant, le négationnisme d'Emir Kır, défendu par Onkelinx, n'allait pas tarder à être documenté par la justice belge. Le procès ouvert contre Mehmet Köksal et Pierre-Yves Lambert, qui avaient fait d'importantes révélations à son sujet sur leur site Internet, se solda par un non-lieu prononcé par la 14^e chambre du Tribunal de première instance de Bruxelles qui précisa que ce qui avait été écrit le 28 octobre 2005 était vrai.

Le sénateur Philippe Moureaux, président du Parti socialiste pour la région bruxelloise, allait s'irriter de cette décision du tribunal et défendre Emir Kır dans une émission de radio du 21 décembre 2005, accusant de racisme ceux qui critiquaient un enfant d'immigré turc parce qu'il connaissait mal un événement qui s'était produit cent ans en arrière.

Lors d'une réunion organisée par l'Association de la pen-

sée kémaliste de Belgique le 20 juin 2006 à l'approche des élections communales, Laurette Onkelinx, candidate au maïorat de Schaerbeek, qui participait à cette réunion aux côtés d'Emir Kır, insista sur le fait que le Parti socialiste s'opposait à la proposition de loi sur la reconnaissance du génocide arménien déposée par les libéraux du MR et le parti bruxellois FDF en alignant les sophismes éculés des négationnistes turcs: "Écrire l'histoire n'est pas le devoir des politiciens mais des historiens... Et plus personne n'est en vie aujourd'hui pour témoigner de cet événement... De plus, il n'existe aucune décision d'un tribunal international sur le sujet." Ces paroles qui biffaient d'un coup le positionnement passé du Parti socialiste furent vivement applaudies par Emir Kır et les kémalistes de l'assistance.

Cependant, Emir Kır, que les notables du PS s'évertuaient à défendre au nom des voix des électeurs turcs, allait s'attirer des problèmes au sein de son propre parti à cause d'une gaffe commise en novembre 2006, encore une fois au sujet du génocide arménien. L'Association de la pensée kémaliste de Belgique avait lancé une pétition pour effacer les inscriptions figurant sur le monument du génocide arménien de Bruxelles au motif qu'elles blessaient l'honneur du peuple turc et des Turcs vivant en Belgique. Le fait qu'Emir Kır, secrétaire d'État au gouvernement régional de Bruxelles responsable de l'entretien et de la protection des monuments, ait fait figurer sa signature sur une telle pétition fut pour une partie des socialistes la goutte qui fit déborder le vase.

Charles Picqué, président de la région bruxelloise, après avoir insisté, lors d'une émission du 27 novembre 2006 sur RTL-TV, sur le fait que le génocide arménien était une réalité, avait invité Emir Kır à dire s'il avait oui ou non signé cette pétition négationniste. Forcé par les députés de s'expliquer à ce sujet lors de la séance du Parlement de Bruxelles du 8 décembre 2006, Emir Kır affirma qu'il ne se souvenait pas d'avoir signé un tel document. Il sauva son fauteuil de se-

crétaire d'État en disant qu'il allait porter plainte contre ceux qui prétendaient le contraire.

Et la première action spectaculaire d'Emir Kır, qui venait de sauver sa place, fut, comme je l'ai précisé au début de cet article, d'une plaquette, dans son bureau de secrétaire d'État belge, le préfet de police d'Istanbul Celalettin Cerrah, précisément le 19 janvier 2007, jour de l'assassinat de Hrant Dink à Istanbul.

Pire encore, la star de la réunion organisée par Abdullah Gül, alors ministre des Affaires étrangères, à Ankara le 24 février 2007, pour permettre aux Turcs nouvellement élus députés en Allemagne, Autriche, Belgique, en Suède et au Danemark de servir le lobby turc en niant le génocide arménien fut bien naturellement Emir Kır qui, en tant que "secrétaire d'État de Belgique", avait depuis longtemps effectué ce "devoir national".

Mais un autre "devoir national" attendait, en cette année 2007 qui était celle de ses 39 ans, Emir Kır, qui conservait sa nationalité turque tout en étant belge. Il devait soit, comme tous les citoyens turcs, revenir en Turquie faire ses 16 mois de service militaire, soit effectuer son devoir national, comme tous les émigrés, en payant à l'État turc la somme de 5112 € et en suivant une formation de 21 jours dans une caserne à Burdur. À défaut, il serait déchu de la nationalité turque.

On se demanda longtemps si Emir Kir, qui à l'été 2007 se rendit comme chaque année en Turquie pour ses vacances, avait réellement payé ces 5112 € et fait ses 21 jours de service militaire. Mais le 16 août 2010, le site d'information parlementaire allait révéler qu'Emir Kır avait été exempté par le ministre des Affaires étrangères de l'époque Abdullah Gül de ces 21 jours de formation dans une caserne en uniforme de soldat au motif de sa propagande en faveur de l'AKP.

Même s'il n'avait pas fait son service militaire en Belgique, même si son négationnisme se trouvait documenté par une décision de justice, Emir Kır n'était pas seulement indis-

pensable pour le Parti socialiste qui grâce à lui pouvait attirer les voix des électeurs turcs, c'était aussi une personne que l'on se devait de flatter continuellement. D'ailleurs, le journal officiel du 16 juillet 2009 annonça qu'il avait été honoré par le roi du titre de "Commandeur de l'ordre de la Couronne".

Le fait qu'une personne enregistrée par une décision de justice comme étant négationniste du génocide soit honoré d'un titre royal avait été, avec raison, critiqué par le Comité des Arméniens de Belgique.

Malgré cela, l'étoile d'Emir Kır continuait à briller dans le ciel politique de Belgique... Le 21 mai 2010, l'artillerie lourde du PS, dont Philippe Moureaux et Laurette Onkelinx, participaient avec Emir Kır à une soirée organisée par Turkish Lady, une association financée par le secrétaire d'État afin de remettre des prix à des femmes voilées Le lendemain, les sites d'information turcophones publiaient des photographies d'Emir Kır et Laurette Onkelinx en train d'exécuter une danse traditionnelle turque.

Après les élections communales de 2012, Emir Kir, soutenu par le Parti socialiste, allait mettre la main par un coup d'État sur la commune, à forte densité de Turcs, de Saint-Josse.

D'après un accord préélectoral, le président sortant Jean Demanze allait, quelle que soit la proportion des voix, rester en fonction pendant trois ans, après quoi il passerait les rênes à Emir Kır. Or, les voix turques permirent à ce dernier de recueillir le plus de voix, à la suite de quoi il envahit l'hôtel communal avec ses électeurs, força Demanze à se retirer et prit place, ovationné, sur le fauteuil de bourgmestre. Face à cette opération, Demanze qualifia Kır, dans un entretien à *La Libre Belgique* le 16 octobre 2012, de "menteur, brutal et hypocrite."

Les candidats turcs aux élections législatives de 2014, en particulier ceux affiliés au Parti socialiste, entrèrent au Parlement régional de Bruxelles avec des scores élevés obtenus auprès des électeurs d'origine turque grâce à une campagne

menée avec force tracts et affiches en turc. Emir Kır fut élu, en plus de son fauteuil de Bourgmestre, député du Parlement fédéral de Bruxelles. 9068 des 18.536 voix qu’il avait obtenues, soit 48,92%, provenaient des communes de Saint-Josse et de Schaerbeek.

Emir Kır, tout en affirmant son pouvoir de bourgmestre à Saint-Josse avec le soutien des médias turcophones et des entrepreneurs turcs, n’allait pas tarder à se comporter au Parlement fédéral de la manière attendue par le pouvoir AKP et le lobby turc.

Lorsqu’une minute de silence fut observée au Parlement fédéral, qui compte 150 membres, le 30 avril 2015 en mémoire des victimes du génocide arménien de 1915, Emir Kır allait obéir au lobby turc en se participant pas à la séance.

Lorsque le 23 juillet 2015, le Parlement fédéral fut appelé à se réunir pour reconnaître le génocide arménien de 1915, le lobby turc avait fait pression pour que le texte soit modifié de façon à ne pas incommoder le régime d’Ankara. Il avait été précisé que la République de Turquie ne pouvait pas être tenue pour responsable du drame vécu par les Arméniens à l’époque ottomane, à la suite de quoi Emir Kır avait été obligé de le voter.

Mais il continua sur sa lancée... Il n’hésitait pas à utiliser les calomnies du pouvoir AKP non seulement lorsqu’il était question du génocide arménien, mais aussi lorsque s’élevaient des protestations face à la répression pratiquée par l’État turc contre les Kurdes. Comme, s’exprimant contre les manifestations kurdes qui eurent lieu à Bruxelles fin 2016, il mettait dans le même sac le mouvement national kurde et l’EI, le chef du Parti socialiste, Elio Di Rupe, le blâma publiquement pour la première fois sur la RTBF.

Face à cela, les soutiens d’Emir Kır dans les médias turcophones furent pris de panique et réagirent immédiatement en lançant une campagne de diffamation contre les organisations démocrates de Turquie qui critiquaient leur “reis”...

L'un d'entre eux me prit moi aussi pour cible: "Des gens qui, en Belgique, ne ratent pas la moindre occasion de prendre place aux côtés des organisations terroristes et des séparatistes sont en activité à l'intérieur des frontières de la commune bruxelloise de Saint-Josse! Ces associations antiturques sont menées par Doğan Özgüden, fondateur d'*Info-Türk* et ancien fusil gauchiste... Ce n'est pas pour rien que leurs cibles sont la Turquie et Emir Kır."

Lors du référendum organisé en mars 2017 en Turquie dans le but d'augmenter les compétences du président Erdoğan, Emir Kır a donné tous les soutiens possibles pour faire en sorte que les Turcs de Belgique votent pour le "Oui", par exemple, en offrant les salons de l'hôtel communal de Saint-Josse à Taner Yıldız, l'un des dirigeants de l'AKP, pour qu'il puisse faire la propagande de Tayyip.

Grâce aux efforts des autres élus au service du lobby turc, les électeurs turcs de Belgique allaient encore soutenir Erdoğan après le référendum sur la constitution en votant à 70% pour lui et l'Alliance populaire constituée par l'AKM et le MHP.

Parallèlement à cela, aux élections belges qui ont eu lieu en mai l'an passé, Emir Kır, soutien de l'Alliance populaire, allait être réélu député avec 18.520 voix, et les quatre autres candidats turcs de la liste PS allaient eux aussi entrer au Parlement régional de Bruxelles.

Ce résultat allait être relayé par l'un des sites d'information turcophones de Belgique sous la une "Le commandant en chef Emir Kır et ses généraux sortent victorieux des élections".

Mais le "commandant en chef" Emir Kır, parce qu'il a récemment reçu dans son bureau une délégation de maires turcs dont deux du MHP, se trouve avoir provoqué un séisme non seulement dans l'arène politique belge, mais aussi à l'intérieur du Parti socialiste.

Certains députés PS veulent qu'Emir Kır soit exclu du parti pour avoir reçu des fascistes turcs. Lorsqu'il fut docu-

menté qu'Emir Kır, qui au début accusait ceux qui le critiquaient de jalousie politique voire de turcophobie, entretenait depuis longtemps des relations avec des membres du MHP, et qu'en particulier il avait rendu visite au maire MHP d'Emirdağ, il changea soudain de discours et affirma qu'il avait fait une "erreur de jugement" en recevant ces maires MHP dans son bureau, et qu'il le regrettait.

Bertrand Henne, de la RTBF, dans un article du 15 janvier 2020, qualifie d' "amnésique" cet Emir Kır qui se contente de dire qu'il a fait une erreur sans dire le moindre mot sur ses relations de longue date avec le MHP et demande, après avoir donné des exemples des crimes passés du MHP en Turquie, si le Parti socialiste pardonnera cette amnésie.

Claude Demelenne, journaliste à *La Libre Belgique*, qualifie dans son article du 16 janvier 2020 le "mea culpa" d'Emir Kır de "mascarade" et accuse ceux des responsables du PS qui défendent encore Kır de "jouer l'autruche".

Dans son dernier numéro, l'hebdomadaire *Le Vif* affirme que les Turcs de Belgique, qui jouissent du droit à la double nationalité, servent plus la Turquie que la Belgique. Il demande, rappelant que Mahinur Özdemir, qui un temps a été députée au Parlement de Bruxelles avant d'être exclue du parti chrétien démocrate cdH pour s'être opposée à la reconnaissance du génocide arménien, avait été nommée à l'ambassade de Turquie en Algérie: "Peut-on servir deux maîtres ?"

Le dossier Emir Kır est à présent au conseil de discipline du Parti socialiste...

Emir Kır, que ce soit en tant que secrétaire d'État, bourgmestre ou député fédéral, a eu tant de positionnements et de déclarations impardonnables, comme sa négation du génocide arménien ou son amalgame entre le mouvement national kurde et l'EI que nous avons rappelé plus haut, que sous des conditions normales, il aurait dû depuis longtemps être exclu du Parti socialiste.

Or, malgré toutes les preuves exposées, la probabilité que la direction du Parti socialiste décide l'exclusion d'Emir Kır est faible... Pour le PS, qui a subi de sérieuses pertes en voix et en députés aux dernières élections, cette exclusion signifierait perdre un député de plus et donc l'affaiblissement du parti dans les pourparlers de coalition, ce qui fait sérieusement réfléchir ses dirigeants...

Pire encore, il ne fait aucun doute qu'en cas d'exclusion d'Emir Kır, les provocations du lobby turc provoqueraient une hémorragie d'électeurs dans les communes comme Saint-Josse et Schaerbeek, et par conséquent dans l'ensemble de la Région bruxelloise...

La Belgique, et en particulier Bruxelles, a toute son attention fixée sur la décision que va prendre le conseil de discipline du Parti socialiste...

Et pendant qu'ils attendent, les organisations de la diaspora démocrate de Turquie à Bruxelles se préparent, comme chaque année à la même époque, à commémorer Hrant Dink, notre cher collègue tombé sous les balles du racisme turc il y a treize ans, le 19 janvier 2007.

Un jour avant la cérémonie qui se tiendra devant le monument du génocide arménien à Ixelles ce dimanche 19 janvier, l'Association des Arméniens démocrates de Belgique organise une soirée commémorative en ses locaux, samedi à 18h30.

Ce n'est pas seulement face aux négationnistes du génocide, mais aussi face à tous ceux qui, en Belgique, se font passer pour "socialistes" mais soutiennent les organisations islamofascistes de Turquie telles que l'AKP ou le MHP et assimilent le mouvement national kurde à l'EI que le positionnement du Parti socialiste montrera de manière indubitable à quel point il est progressiste et démocrate.

Un dernier point... Si l'on considère que l'élue négationniste du génocide arménien Mahinur Özdemir, après s'être retrouvée sans affiliation aux dernières élections à la suite de son exclusion, a pu être nommée par Erdoğan, qui

avait été témoin à son mariage en Turquie, à l'ambassade en Algérie, il ne serait pas étonnant qu'Emir Kır, s'il devait quitter son maïorat après avoir été exclu du Parti socialiste, se retrouve nommé ambassadeur de Turquie en Belgique...

Nous sommes dans l'attente... Nous verrons bien...

La Belgique danse avec les loups...

Artıgerçek, 13 février 2020

Il ne se passe pas un jour à Bruxelles sans qu'un dirigeant belge ne fasse des déclarations contradictoires au sujet de la Turquie... Deux raisons principales à cette étrangeté: d'un côté, le fait que quoi que fassent ses dirigeants à Ankara, la Turquie est un allié de l'OTAN et de l'UE qui, des points de vue économique, commercial et militaire ne peut être totalement exclu, et de l'autre, le fait que 70% des électeurs disposant en Belgique de la double nationalité ont voté pour Tayyip et les partis qui le soutiennent aux élections turques...

Récemment, une troisième raison est apparue... Le fait qu'à chaque fois qu'Erdoğan, qui contre de l'argent bloque en Turquie les nouvelles masses de réfugiés affluant ces dernières années des pays du sud, se retrouve coincé, il recourt à l'envi à ce chantage: "S'ils me prennent trop la tête, j'ouvre les portes."

L'un des derniers exemples de ces déclarations contradictoires, c'est la façon dont Philippe Goffin, ministre fédéral des Affaires étrangères et de la Défense, montre le bâton à la diaspora kurde, en disant, alors que la Cour de cassation de Belgique a statué que PKK n'était pas une organisation terroriste: "Le positionnement du gouvernement belge est clair. Le PKK est une organisation terroriste. La décision de la Cour de cassation ne signifie pas que le PKK et ceux qui le soutiennent ne pourront pas être jugés en Belgique."

Moins d'une semaine plus tard, c'est cette fois Koen Geens, ministre fédéral de la Justice, qui, dans la réponse

qu'il donna le 7 février 2020 à une question qui lui était posée au Parlement fédéral au sujet de l'exclusion du Parti socialiste d'Emir Kır, bourgmestre d'origine turque de Saint-Josse, pour ses relations avec des membres du MHP, blanchit tout à la fois et le MHP, et ses organisations en Europe.

Voici ce que dit Geens, l'un des principaux dirigeants du parti démocrate-chrétien flamand CD&V et, qui plus est, à qui le roi Filip avait spécialement confié une semaine plus tôt la mission de trouver une solution à la crise gouvernementale qui n'en finit pas de durer, dans sa réponse reprise par les médias turcophones qui ne manquèrent pas de l'applaudir:

“L'exclusion du bourgmestre Emir Kır a peut-être été mise en relation avec les Loups gris, mais ce groupement n'exerce aucune activité secrète telle une tentative d'infiltrer la politique Belge. La présence du mouvement des Loups gris en Belgique remonte à la fin des années septante, dans le sillage du mouvement ultranationaliste MHP et des centres culturels dont les activités sont coordonnées par la FTB, la Fédération turque de Belgique. Mais on ne peut pas qualifier ce groupement d'organisation paramilitaire ou terroriste. La FTB continue à exercer un certain contrôle et interdit les actions violentes susceptibles de nuire à son image de marque.”

C'est réellement une erreur impardonnable pour le gouvernement belge que de faire une telle déclaration au moment où le MHP et ses organisations à l'étranger apportent un soutien total aux opérations terroristes et d'occupation du diktat de Tayyip Erdoğan en Syrie, que l'on laisse dangereusement escalader...

Hier, Devlet Bahçeli, le pote de ce Tayyip qui avive la crise en Syrie en se rangeant du côté des terroristes islamistes, qui en plus se met en tête d'annihiler les résistants kurdes en occupant le territoire d'un pays voisin, qui pour finir a réussi à se mettre à dos, après les pays occidentaux, la Russie et l'Iran en se faisant le protecteur des djihadistes occupant Idlib, a poussé la provocation jusqu'à dire: “S'il le

faut, nous devons prévoir d’envahir Damas et d’annihiler ces oppresseurs. Les châteaux de la tyrannie doivent être détruits. Que la Syrie brûle, qu’Idleb s’écroule, à mort Assad!”

Les organisations des Loups gris que le MHP a fait créer dans une grande partie des pays européens, y compris la Belgique et réunies sous le toit de la Confédération des Turcs d’Europe (ATK), sont-elles réellement des organisations pacifistes à faire pâlir le ministre de la Justice Geens et qui seraient à mille lieues de partager les crises d’hystérie fascisantes de Bahçeli ?

Il n’y a pas si longtemps, juste une dizaine de jours, le 2 février 2020, les dirigeants de toutes les fédérations turques membres de l’ATK vinrent de divers pays se faire laver le cerveau par Devlet Bahçeli au quartier général du MHP à Ankara.

Dans cette délégation présidée par Cemal Çetin, qui était à la fois secrétaire général de l’ATK, membre du Conseil exécutif central du MHP et député d’Istanbul, prenaient place des secrétaires généraux et cadres de fédérations turques d’Allemagne, de France, des Pays-Bas, d’Autriche, de Suisse, d’Angleterre, des États-Unis, de Scandinavie et de Belgique.

Voici ce que disait Devlet Bahçeli dans le discours qu’il adressa à cette délégation qui visita aussi à Ankara la tombe d’Alparslan Türkeş, président fondateur du MHP, précisant que le système de gouvernement présidentiel mettrait fin aux jeux qui se jouent autour de la Turquie:

“En tant que représentants de la turcité d’Europe, du grand peuple turc dans la géographie d’Europe occidentale, vous endossez à ce sujet d’importantes responsabilités. Sachez que vous n’êtes pas seuls dans ce devoir. Que nous vous soutiendrons dans toutes vos tâches. En même temps, je crois du fond du cœur que vous allez couper l’herbe sous les pieds des intrigants qui nourrissent de l’hostilité contre le peuple et l’État turcs.”

On ne peut pas imaginer que le ministre de la justice Koen Geens, qui était aussi responsable des Renseignements généraux, ne fût pas au courant du discours que Devlet Bahçeli prononça en tant que secrétaire général du MHP à la 12^e grande assemblée générale de la Fédération turque de Belgique le 21 mai 2012 à Liège. C'est difficilement imaginable car la traduction française de ce discours avait été publiée dans le numéro du 8 novembre 2012 de l'hebdomadaire politique le plus influent de Belgique, *Le Vif*, sous le titre: "Le vrai discours des Loups gris turcs".

Bahçeli, dans le discours qu'il prononça à cette réunion où se trouvait également Meral Akşener, députée du MHP qui présidait à cette époque la Grande assemblée nationale de Turquie, attaquait ainsi les dirigeants belges qui, accusant son parti de nier le génocide arménien, avaient refusé de donner une salle pour cette assemblée générale:

"Nous n'avons rien à obtenir ni à apprendre d'une mentalité au passé souillé de sang, de trahison et de meurtre. Si ce réseau du prétendu génocide qui attaque notre peuple en nous accusant d'être des assassins cherche à tout prix à savoir qui a vraiment commis un génocide, qui a un passé regorgeant de massacres, il faut qu'ils sachent qu'eux-mêmes et leurs intentions n'ont rien à envier à la mentalité nazie. Non, s'ils se demandent à quoi ressemble un raciste, un fasciste, il faut qu'ils passent devant un miroir et se regardent de la tête aux pieds, eux-mêmes et leurs ambitions qui répandent la haine."

Assurant qu'ils ne se lasseraient jamais de dire "Heureux qui peut se dire turc" et qu'ils étaient déterminés au plus haut point à lutter au nom de la turcité de la Turquie. Il intimait les Turcs de Belgique de protéger leur identité nationale dans leur pays d'accueil:

"La communauté turque a réussi à perpétuer telles quelles ses propres traditions au sein de la démocratie belge. Les Turcs ont atteint une position qui leur permet de contribuer

de façon significative à la vie commerciale, politique, économique et socio-culturelle de la Belgique. Mais ils ne doivent pas s'en contenter, il faut qu'ils se hissent au niveau supérieur. Comment ? Pour pouvoir profiter de tous les droits sociaux, politiques et économiques offerts par ce pays, pour pouvoir être une "force sociologique" commandant à chaque instant l'attention, vous devez lutter constamment pour exprimer à voix haute vos revendications. Vous devez représenter la nation turque aux élections locales et nationales de ce pays."

*

Ma rencontre avec ceux qui se reconnaissent au signe des Loups gris remonte au temps où j'étudiais au lycée Atatürk d'Ankara, dans la deuxième moitié des années quarante... C'était l'époque où Hasan Ali Yücel, qui avait permis la création des instituts de village, traduit en turc les classiques de la littérature mondiale et ouvert des horizons lumineux dans tous les champs de l'éducation, avait été éloigné du ministère de l'Éducation nationale pour être remplacé par ce défenseur des fascistes Reşat Şemsettin Sıral... Il invitait les fascistes renommés de l'époque, en premier lieu Nihal Atsız, à venir donner des conférences dans la grande salle du lycée et nous faisait suivre des matinées littéraires où l'on entendait crier des slogans du genre: "Certains peuvent bien en appeler à Moscou, ce sont encore les Turcs qui arrivent!"

Pendant mes années de lycée, mes études supérieures, ma précoce carrière de journaliste, à l'armée où j'étais officier de réserve et à l'époque, dans la première moitié des années soixante, de la mise en place du Parti des travailleurs de Turquie, j'ai rencontré, ai débattu et me suis battu contre des Loups gris portant diverses étiquettes.

C'est dans la deuxième moitié des années soixante que le mouvement fasciste turc s'est organisé en parti et dans la deuxième moitié des années soixante-dix que ce parti s'est organisé en Europe.

Ayant pris une part active à la junte du 27 mai 1960, l'officier à la retraite Alparslan Türkeş est banni lors de l'épuration. Dès son retour d'Inde début 1963, il s'efforce, avec ses amis connus sous le nom des 14, de créer un parti fasciste ou de fasciser un parti existant après l'avoir infiltré. C'est dans ce but qu'ils commencent à donner des conférences dans les Foyers turcs et qu'ils fondent l'Association pour la sérénité et l'élévation de la Turquie.

Les hommes de Türkeş, ayant infiltré le Parti des paysans républicains (CKMP) en pleine hémorragie après la démission de son leader historique Osman Bölükbaşı, forment un groupe de 70-80 personnes au congrès du 23 février 1964 de ce parti. Un an plus tard, Türkeş et les membres des 14 Muzaffer Özdağ, Ahmet Er, Dündar Taşer et Rıfat Baykal deviennent membre du CKMP au cours d'une cérémonie.

J'ai fait connaissance avec Muzaffer Özdağ et Rıfat Baykal à l'époque où ils étaient membres du Comité d'union nationale. Ce n'est que beaucoup plus tard que j'ai rencontré Alparslan Türkeş en personne. Avant le coup d'État, il était président du bureau OTAN de l'État-major. À l'époque où j'étais représentant du journal *Milliyet* à Izmir, les plus ouverts des officiers turcs en fonction au quartier général de l'OTAN m'avaient expliqué le rôle de premier plan joué par Türkeş dans l'organisation du coup d'État du 27 mai. Et le matin du coup, il se trouve que la personne s'exprimant au nom de la junte à la radio turque et répétant lourdement "Nous sommes liés à l'OTAN et au CenTO" était Alparslan Türkeş...

Au grand congrès organisé à Adana le 1^{er} août 1965 à l'approche des élections législatives, le CKMP était entièrement aux mains des fascistes et Alparslan Türkeş en avait été élu secrétaire général.

Un jour, alors que nous bouclions l'édition anatolienne d'*Akşam*, Türkeş était venu au journal et avait demandé à me voir, en tant que directeur de la publication. Cette année-là,

le Parti des travailleurs de Turquie s'apprêtait à participer à ses premières législatives. À *Akşam*, nous soutenions ouvertement le Parti des travailleurs de Turquie avec les chroniques de Çetin Altan, candidat indépendant sur la liste du TİP pour Istanbul. Nous critiquions constamment l'extrême droite et ses organisations, qu'elles soient nationalistes ou islamistes.

J'avertis Çetin Altan que Türkeş demandait à me voir et nous décidâmes de le rencontrer ensemble. Secrétaire général d'un parti politique légal, il faisait extrêmement attention à ce qu'il disait, et parce qu'il savait qu'*Akşam* soutenait le TİP, il affirmait que le CKMP serait au moins aussi attentif et constructif que le TİP quant aux problèmes sociaux et aux droits démocratiques.

“Alors il n'y a plus qu'à vous mettre au travail, lui répondit Çetin avec son ton sarcastique habituel, nous verrons à l'Assemblée de quoi le CKMP est capable, j'aurai peut-être le bonheur d'y siéger moi aussi.”

Aux élections de 1965, le CKMP, qui en 1961 avait obtenu 54 députés avec 13,95% des voix, en obtint 11 avec 2,24%. Türkeş et Baykal avaient été élus.

Au congrès de 1967 du CKMP, Türkeş fut surnommé le “Başbuğ”, titre des anciens souverains turcs. C'est lors du congrès d'Adana des 8-9 février 1969 que le CKMP fut rebaptisé Parti d'action nationaliste (MHP) et qu'un nouvel emblème, aux trois croissants de lune blancs sur fond rouge fut adopté, ainsi que, pour le mouvement de jeunesse du parti, celui du “croissant et du loup gris”.

Au Parti des travailleurs de Turquie, tout comme dans les publications de gauche comme *Akşam* ou *Ant*, qui fut lancé en 1967, nous avons constamment lutté contre le CKMP de Türkeş. Une fois que celui-ci fut entré au Parlement, remisant au placard la lutte démocratique, il lança une mobilisation pour faire de l'extrême droite une force de frappe armée. On ouvrit des camps dirigés par Dündar Taşer, membre du

Conseil d'union nationale, pour former des "commandos" de Loups gris. Nous révélâmes dans le numéro d'*Ant* du 3 septembre 1968 l'existence et l'emplacement de l'un de ces camps, photographies à l'appui. Et nous documentâmes régulièrement, jusqu'au 12 mars 1971, le rôle des Loups gris dans les meurtres successifs de jeunes révolutionnaires et dans le Dimanche sanglant.

*

Notre premier face à face avec les Loups gris en exil remonte à 42 ans.

Comme je l'ai précisé dans de précédents articles, l'existence dans la première moitié des années soixante-dix de dictatures fascistes non seulement en Turquie mais également en Espagne, au Portugal et en Grèce faisait que les exilés politiques de gauche jouaient un rôle actif dans les organisations de migrants en Belgique. Les syndicats dont les ouvriers immigrés étaient membres ne laissaient pas les masses d'immigrés rejoindre des organisations fascistes.

Avec la présence, après 1975, du MHP dans les gouvernements de Front nationaliste de la présidence de Demirel et la vice-présidence de Türkeş, le MHP commença à s'organiser rapidement parmi les ouvriers se trouvant à l'étranger en excitant leurs sentiments nationalistes.

Voici comment nous avons relayé ces développements dans le bulletin mensuel d'*Info-Türk* d'avril 1978 sous le titre: "Les commandos fascistes s'organisent aussi en Belgique":

"Tandis que les provocations sanglantes des commandos fascistes en Turquie aboutissent au meurtre d'un procureur puis d'un militant du TİP pour avoir collé une affiche "Non à l'OTAN", à l'attaque à main armée qui laissa l'universitaire Server Tanilli paralysé et à la création d'un environnement de guerre civile grâce à la manipulation des masses sans conscience politique, les travaux d'organisation fascistes à l'étranger, après l'Allemagne et les Pays-Bas, s'étendent à la Belgique.

“Parce que les religieux et autres fonctionnaires nommés en Belgique, en particulier à l’époque des gouvernements de Front nationaliste, étaient des sympathisants soit du Parti du salut national (MSP) soit du Parti de la justice, il n’avait pas pu être observé de travaux d’organisation par les membres du MHP.

“Le mois dernier, des sympathisants du MHP en Belgique se sont réunis dans un cinéma pour expliquer pour la première fois la nécessité de s’organiser. Tout de suite après, le Foyer idéaliste de l’association pour la culture turque de Bruxelles est entré en activité au n°30, rue verte à Schaerbeek.

“Le premier communiqué du Foyer idéaliste adressé le 19 avril 1978 aux ouvriers de Belgique originaires de Turquie commençait par “Chers ouvriers turcs musulmans” et se poursuivait par “Comme vous le savez, notre pays court le risque d’être dirigé par un régime communiste” pour finir par cet appel: “Votre devoir est de ne pas lire les journaux léninistes et maoïstes que l’on trouve à Bruxelles, de ne pas adopter leurs idées et autant que possible de ne pas discuter avec ces gens.”

“Tout de suite après la distribution de ce tract en tête duquel figurait la lune et le croissant et, de chaque côté, un loup gris accompagné d’un autre croissant, ils commencèrent à créer une atmosphère de terreur en se rendant en groupes et munis d’armes à feu, de bâtons et de barres à mine dans les cafés turcs de Schaerbeek, commune à forte densité d’ouvriers originaires de Turquie.

“Le samedi 22 avril 1978 à la même heure, ils s’attaquèrent à un groupe politique qui voulait distribuer des tracts dans un café en les agressant d’abord verbalement, puis physiquement, envoyant une personne à l’hôpital.”

Cette organisation qui avait débuté en 1978 se diffusa encore plus, après une courte pause à la suite du 12 septembre, en se réfugiant sous le toit de la Fédération turque, devenant un danger qui menaçait non seulement les organisations et

individus progressistes originaires de Turquie, mais aussi la structure politique et sociale pluraliste de la Belgique.

L'attaque, à leur retour à Bruxelles le dernier jour de 1993, d'un groupe de Kurdes partis défiler pour la liberté en Allemagne par des jeunes Turcs excités par les membres du MHP allait montrer quelles dangereuses dimensions avait atteint l'ultranationalisme entretenu dans la société turque. Des centaines de jeunes attaquèrent les locaux et commerces kurdes en faisant le signe des Loups gris et en criant: "Saint-Josse est une commune turque!", "Pas de place ici pour les Kurdes!" et "À bas le PKK!"

À l'époque où Abdullah Öcalan se trouvait en Italie, la nuit du 7 novembre 1998, les Loups gris, drapés de drapeaux aux trois croissants, attaquèrent les locaux de l'Institut kurde de Bruxelles, de l'Association culturelle du Kurdistan, membre de la Fédération des associations kurdes d'Europe et un local assyrien, incendiant deux locaux d'associations sous les yeux de la police belge.

Ces attaques barbares de locaux et commerces kurdes se poursuivirent les années suivantes. Le 17 novembre 2016, des Loups gris vinrent à Saint-Josse avec des dizaines de voitures couvertes de drapeaux turcs et attaquèrent à la bombe incendiaire l'Institut kurde de Bruxelles en lançant des slogans fascistes.

Le fait que le ministre de la justice du gouvernement fédéral de Belgique fasse abstraction de toutes ces réalités et blanchisse le MHP et ses organisations dans des déclarations élogieuses n'est qu'un premier acte de cette insouciance.

Le fait que le ministre de la justice du même gouvernement fasse abstraction de la décision d'un haut tribunal en continuant de qualifier de "terroriste" le mouvement de résistance nationale kurde et ait des paroles menaçantes envers les exilés kurdes en est un autre.

Danse avec les loups... Ce film inoubliable réalisé par Kevin Costner et où ce célèbre acteur tient le premier rôle...

Oui, voici comment l'on pourrait appeler cette pièce de l'insouciance en deux actes qui se joue dans la capitale de l'Europe: *La Belgique danse avec les loups!*

Qu'un ministre blanchisse le MHP et ses organisations en faisant fi de toutes les réalités tandis qu'un autre continue de qualifier de "terroriste" le mouvement de résistance nationale kurde en faisant abstraction d'une décision de justice est une pièce de l'insouciance en deux actes.

Les conquérants du charbon en Belgique...

Artıgerçek, 5 mars 2020

Kemal Kılıçdaroğlu, qui a toujours soutenu la conquête chauviniste et islamiste de Tayyip Erdoğan, qui entraîne non seulement le peuple de Turquie, mais les peuples de tout le Moyen-Orient vers la catastrophe, a rugi contre la Russie: "Tout État qui touche à mes soldats est mon ennemi!"

Meral Akşener, la louve de l'Alliance de la nation, se laisserait-elle distancer? Depuis la chaire de l'Assemblée, elle a récité des prières de victoire pour cette conquête chauviniste et islamiste: "Cette tempête qui éclate, c'est l'Armée turque, Seigneur... C'est cette armée qui meurt en ton nom, Seigneur!"

Quel gâchis... Cette union chauviniste et conquérante de ceux qui tiennent les rênes du pouvoir avec la principale opposition d'un pays qui, il y a soixante-dix ans, a signé les déclarations des droits de l'Homme des Nations-Unies et de l'Europe, et qui a promis de participer à tous les acquis de cette Union européenne qu'il essaie de rejoindre depuis plus de trente ans réduit à peu de chagrin tout espoir de passer un jour à un ordre démocratique et pacifiste.

Je suis tellement habitué à voir, depuis plus de soixante-dix ans, ce spectacle misérable, avec toutes ses nuances et atermoiements, donné depuis l'arène politique de notre pays, que ces nouvelles déclarations chauvinistes et conquérantes

de l'*Alliance de la nation* ne m'ont pas le moins du monde surpris.

Ceux des Turcs qui ont étudié, ont tellement été conditionnés, dès l'école primaire et jusqu'à l'université, à associer à associer les mots "Turc" et "conquérant", que même ceux d'entre eux qui, par la suite, entrent sur la scène politique en revêtant la culotte de "social-démocrate" ou de "libéral" ne peuvent échapper, le jour venu, au réveil de cette hystérie.

Ceci, nous l'avons bien vu lorsqu'après le coup d'État de 1971, alors que verdissaient les espoirs de passage à la démocratie, le Karaoğlan à casquette Ecevit laissa tomber son masque de colombe de la paix pour se transformer en "conquérant de Chypre", tandis que même certaines personnes ayant grandi au plus fort de la vague révolutionnaire des années soixante rejetèrent la gauche, le pacifisme et l'internationalisme pour applaudir à la conquête.

Nous en avons encore été témoins avec la conquête du Kandil, que l'Armée turque n'a pu accomplir malgré toutes ses expéditions, depuis des années, en territoire irakien. Nous continuons à le voir avec les nouvelles campagnes de conquêtes lancées sous les noms de "Source de paix", "Branche d'olivier", "Bouclier de l'Euphrate" et "Bouclier du printemps" au cours de la crise syrienne dont Tayyip Erdoğan a allumé la mèche avec le soutien des terroristes islamistes.

N'est-ce pas Erdoğan qui, l'année dernière, lors de l'ouverture de la mosquée qu'il a fait construire à Çamlıca, a eu ce commandement en lisant la sourate de La Victoire éclatante: "Nous serons cléments les uns envers les autres. Nous serons violents contre les mécréants. Tout comme en Syrie."

Le thème de mon article de cette semaine est la conquête, mais pas la conquête contre les mécréants, une autre conquête! La *conquête du charbon* par les ouvriers de Turquie vendus comme main d'œuvre bon marché au royaume de Belgique dans les années soixante!

Je me souviens très bien de ces années où des files de jeunes ouvriers attendaient en gare de Sirkeci ou à l'aéroport de Yeşilköy de partir pour ces royaumes de l'exil dont ils ne connaissaient ni la langue, ni la religion, ni le style de vie. Ils ont été envoyés là-bas à la fois pour réduire le chômage chronique et pour combler l'énorme manque de devises en se restreignant sur le boire et le manger pour faire des économies.

Cette exploitation mercantile de la main d'œuvre et ses conséquences dramatiques étaient parmi les sujets sociaux que nous traitions le plus, à la fois dans les journaux *Gece Postası* et *Akşam* pour lesquels je travaillais à Istanbul et dans la revue *Ant* que nous avions dirigée par la suite. J'avais assisté, au Bureau de liaison, aux contrôles très poussés, de l'examen des dents à celui des organes génitaux, auxquels les jeunes candidats à l'émigration de travail étaient soumis par des médecins étrangers qui déterminaient s'ils pourraient servir ou non. J'avais écrit des reportages et des articles scandalisés à ce sujet.

Et dans la deuxième moitié des années soixante, j'avais constamment relayé dans *Ant* les efforts d'organisation en associations progressistes, puis en fédérations, des ouvriers ayant émigré, en particulier en Allemagne.

Lorsque le coup d'État de 1971 nous poussa nous-mêmes à l'exil, nous avons reçu un grand soutien de ces organisations progressistes lorsque nous voulûmes organiser, contre la junte, le mouvement Résistance démocratique dans les pays d'Europe où nous vivions clandestinement.

En Belgique, le deuxième pays où nous posâmes le pied après l'Allemagne, la plupart des ouvriers venus de Turquie menaient une guerre, au péril de leur vie, sur le front d'une nouvelle "conquête". Ce n'était pas une conquête turco-islamique "contre les mécréants", mais la "Conquête du charbon" orchestrée par le capitalisme belge.

La Belgique, longuement occupée par les nazis lors de la Seconde Guerre mondiale et dont l'économie était à terre,

était privée des libertés et des conditions propices à une vie digne. Elle avait donc entrepris un programme extrêmement ambitieux, dont le nom était la “Conquête du charbon”, en vue de tirer tout le profit possible des riches ressources charbonnières des régions wallonne et flamande afin de réveiller l’économie et fournir les besoins en énergie de l’industrie lourde, en premier lieu la métallurgie.

Mais le capital belge avait le plus grand mal à trouver des ouvriers indigènes qui aient le courage de descendre dans les mines où les coups de grisou étaient fréquents. Il avait trouvé la solution en faisant venir des ouvriers de pays avec un fort taux de chômage... Les premières caravanes ouvrières vinrent d’Italie, puis de Grèce...

Après le 8 août 1956, lorsqu’un coup de grisou dans la célèbre mine du Bois du Cazier à un kilomètre de profondeur vers le centre de la terre coûta la vie à 262 mineurs de 12 nationalités différentes, dont 136 Italiens, le capitalisme belge eut recours à la main d’œuvre d’autres pays afin de pouvoir poursuivre sa conquête du charbon.

Les groupes ouvriers importés de Turquie, la plupart originaires d’Emirdağ, descendirent immédiatement dans les galeries de plusieurs centaines de mètres de profondeur des mines de charbon des régions flamande et wallonne, ou furent employés dans l’industrie lourde, le bâtiment ou les bois et forêts, à des postes peu prisés des ouvriers locaux.

Les journalistes belges Jacques Cogniaux et Pierre Manuel ont révélé dès 1964, et dans ses aspects les plus dramatiques, l’opération de recrutement des “conquérants du charbon” de Turquie. Elle constitue l’une des pages les plus riches d’enseignements de l’histoire de la classe ouvrière de Belgique. Le documentaire intitulé *Les Turcs à 20.000* fut diffusé le 1^{er} avril 1964 sur la chaîne francophone RTB.

Eh oui, les patrons belges, pour remplacer les ouvriers belges, italiens et grecs qui désormais refusaient de descendre dans les mines, déboursaient, toutes dépenses comprises,

20.000 francs belges par homme, c'est-à-dire 1000 marks. Ils engageaient des ouvriers de Turquie pleins de force et les faisaient venir pour les faire descendre dans les mines où ils les faisaient travailler dans les pires conditions.

Les souffrances des mineurs et des ouvriers du bâtiment et les luttes menées en réponse étaient devenues, alors que nous étions encore en Turquie, des sujets toujours prioritaires dans nos travaux dans la presse et les organisations de gauche.

J'avais relayé en une du journal *Öncü* du 13 août 1962 le drame des ouvriers immigrés qui travaillaient dans de mauvaises conditions sur les chantiers des usines de fer et d'acier Ereğli sous l'égide du légendaire syndicaliste Fukara Tahir.

Trois ans plus tard, İnci avait mis en page la une d'*Akşam* avec le titre "Ils ont ouvert le feu sur les ouvriers" en grosses lettres recouvrant toute la page pour relayer la résistance historique où deux mineurs avaient trouvé la mort le 14 mars 1965 à Kozlu.

En Belgique aussi nous avons toujours entretenu la solidarité et la camaraderie avec les mineurs que nous avons pu rencontrer et avec qui nous avons lié connaissance. Je n'oublierai jamais. Le premier que nous ayons côtoyé en Belgique était Lütfü Gültekin, qui est aujourd'hui très renommé dans le monde de la musique populaire.

Nous avons organisé à Bruxelles une soirée d'information contre la junte du 12 mars. Zülfü Livaneli, qui se trouvait à ce moment-là en Suède et dont nous avons réalisé le 33 tours *Chants révolutionnaires de Turquie*, faisait partie des invités. Et notre ami Nazım Alfatlı, qui préparait des émissions en turc pour la chaîne francophone RTB, avait amené Lütfü Gültekin, qui était venu le saz à la main. Passant au micro, il s'était présenté en racontant qu'il venait de remonter de centaines de mètres sous terre, puis il nous avait tous émus aux larmes avec ses chants révolutionnaires.

Eh oui, Lütfü Gültekin faisait lui aussi partie de ces ou-

vriers de Turquie venus en Belgique en ces années-là pour conquérir le charbon. Mais alors qu'à cette époque la grande majorité de ces ouvriers étaient originaires d'Emirdağ, lui était de Dersim.

Parmi les premiers migrants venus de Turquie, les originaires d'Emirdağ étaient réellement en majorité. Les années passant, les travailleurs et les exilés politiques venant des quatre coins du pays ainsi que les Kurdes, Arméniens, Syriaques et Yézidis obligés d'abandonner leur chez-eux à cause de la répression nationaliste, modifièrent totalement la composition de la population des originaires de Turquie en Belgique.

D'après les informations données par notre ami académicien et spécialiste des migrations originaires de Turquie Mazyar Khookinian, la population des originaires de Turquie est aujourd'hui constituée à plus de 80% de citoyens turcs venus d'ailleurs que d'Emirdağ. Un grand nombre vient des provinces kurdes, de la région de la mer Noire ou de métropoles comme Ankara, Istanbul et Izmir.

Ainsi, d'après les chiffres de 2008 de l'ambassade, parmi les 187.000 immigrés originaires de Turquie, 19,5%, soit 36.620 personnes, sont d'Emirdağ et 9,3%, soit 17.470 personnes de Karakoçan.

Les originaires d'Emirdağ sont donc encore numériquement plus importants... Avec l'arrivée à Schaerbeek et Saint-Josse des ouvriers mis à la retraite à la fermeture des mines, leur nombre a encore augmenté. Cette commune de la province d'Afyon a imposé littéralement sa marque sur ces deux communes.

Le temps passe tellement vite... Une génération chasse l'autre, les "conquérants du charbon" que j'ai connus dans les années soixante ou soixante-dix, que le lieu qu'ils ont été forcés d'abandonner pour venir soit Emirdağ ou d'autres communes, avec qui j'ai noué des amitiés et lutté sur le plan syndical, voire politique, se rendent l'un après l'autre aux

lois de la nature et s'en vont vers l'ultime station de leur migration, vers l'infini.

J'ai beau considérer avec pitié les conquérants mobilisés contre les mécréants par Tayyip Erdoğan et ses semblables, c'est avec amour que je me remémore mes amis mineurs partis jadis, dans la fleur de l'âge, conquérir le charbon au péril de leur vie dans les ténèbres des galeries des terres wallonnes et flamandes.

L'impasse voile-sacrifice de la gauche turque

Artıgerçek, 17 septembre 2020

Maintenant que l'insouciance des vacances d'été est terminée, toute la Belgique, avec ses Flamands, ses Wallons, ses Germanophones et ses Bruxellois, est prise d'une sérieuse panique face à la progression de l'épidémie de coronavirus... D'après les dernières données, le nombre de cas se situe entre 94.795 et 100.000 et le nombre de morts entre 9.930 et 10.000.

Avec, rapporté à la population totale, 8.172 cas et 856 morts pour un million, la Belgique est loin devant la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les Pays-Bas.

Tandis qu'outre celui des malades et des morts, le nombre de commerces entraînés à la faillite et de personnes condamnées au chômage augmente lui aussi de jour en jour, la réaction des masses laborieuses face au fait que bien que 478 jours aient passé depuis les élections, les partis politiques n'aient toujours pas pu se mettre d'accord pour créer un gouvernement fédérale susceptible de régler les problèmes, grandit, elle aussi...

Si l'on ne parvient pas avant la fin du mois à former un gouvernement pérenne bénéficiant du soutien de la majorité parlementaire à la place du gouvernement minoritaire de la libérale Sophie Wilmès qui depuis le début de la crise du coronavirus dirige le pays à coups de décrets-lois, il deviendra inévitable que la Belgique organise des élections anticipées dans les mois qui viennent.

Et en cas d'élections anticipées, il semble inévitable que les deux partis qui ont énormément progressé l'année dernière tandis que les partis traditionnels perdaient des voix, le PTB en région wallonne et le VB en région flamande, gagneraient encore plus de voix, et qu'il serait par conséquent encore plus difficile de former un gouvernement de coalition.

Tandis que la crise du coronavirus et les programmes socio-économiques qu'elle entraîne se poursuivent, s'y ajoutent la question du voile et celle du sacrifice qui agitent la Belgique en ce moment.

Ces deux sujets qui, des décennies plus tôt, ne concernaient que les organisations islamistes créées et diffusées avec le soutien d'Ankara et de Rabat au sein de la population des immigrés de Turquie et du Maroc, elles se trouvent aujourd'hui à l'ordre du jour des partis de gauche qui ont commencé à faire toutes sortes de concessions pour attirer les voix des électeurs musulmans, en nombre de plus en plus important dans certains quartiers des métropoles belges.

Molenbeek, l'une des plus grandes communes de Bruxelles, attire désormais l'attention des médias non seulement de Belgique, mais du monde entier du fait que certains Marocains aient soutenu ou participé concrètement à des attentats terroristes islamistes, en particulier ceux de Paris et de Bruxelles.

Lors du dernier mois de Ramadan, l'attention s'était de nouveau portée sur cette commune du fait des appels à la prière diffusés sur des haut-parleurs de façon à être entendus de partout, mais cela avait été considéré comme une "initiative citoyenne" des musulmans et accueilli avec bienveillance.

Or, une décision surprise prise la semaine dernière par le conseil communal de Molenbeek, qui est dirigé par une coalition tripartite depuis les dernières élections, a ouvert la voie à une grande polémique dans la vie politique belge dans son ensemble, et en particulier dans les milieux de gauche et laïcs.

Une proposition prévoyant le retrait de l'article du règlement intérieur interdisant aux fonctionnaires de la commune

de porter des vêtements mettant en avant leur appartenance religieuse dans les services ouverts au public, par conséquent aux femmes musulmanes de travailler voilées, a été votée au conseil communal par le PS et Ecolo.

Aucun doute que l'exemple de Molenbeek n'influence les autres communes à forte densité de musulmans. Hier, une semaine après cette décision, Axel Bernard, président du groupe PTB, dans l'opposition à Schaerbeek, et Hamza Boukhari, membre du cdH, ont également fait une proposition pour retirer l'article du règlement intérieur qui interdit aux fonctionnaires de la commune de porter des vêtements mettant en avant leur appartenance religieuse dans les services ouverts au public, par exemple aux femmes musulmanes de travailler voilées. Aucun doute que les membres turcs du Parti socialiste ne soutiendront cette proposition.

Si la première raison de la création du Parti socialiste était de mener la lutte de la classe ouvrière contre les capitalistes au XIXe siècle, la seconde était de faire de la Belgique un pays dirigé selon les principes de la laïcité en mettant fin à la domination de l'Église dans les institutions de l'État.

Le PS s'est livré aux politiques imposées par l'impérialisme américain en suspendant progressivement la "lutte des classes" et en se faisant appeler "socialisme de gouvernement" après la création du Parti communiste au début du siècle dernier. Il a commencé à faire des concessions aux principes laïcs pour pouvoir attirer les voix musulmanes une fois les droits électoraux accordés aux immigrés dans les années quatre-vingt-dix. Il a flirté ainsi avec les associations au service de la synthèse turco-islamique et a présenté comme candidats aux élections fédérales, régionales et communales des militants du lobby turc.

Emir Kır, bourgmestre d'origine turque de Saint-Josse, l'une des forteresses bruxelloises du PS, a vivement défendu, dans un entretien donné aux sites turcs le 24 mai 2017, son positionnement très clair en faveur du droit des musulmanes

employées dans les services publics, y compris la police, à, si elles le souhaitent, travailler voilées.

Parmi les communes dirigées par le Parti socialiste, qu'il soit seul ou en coalition, la seule qui pour l'instant reste cohérente au sujet de la laïcité est celle de Bruxelles-ville.

L'interdiction de tout signe religieux, y compris le voile, à la Haute École Francisco Ferrer, qui dépend de cette commune, a créé des remous lorsque le Tribunal constitutionnel a déclaré que cet établissement avait le droit de prendre une telle décision. Malgré les restrictions liées au coronavirus, des femmes, la plupart voilées, certaines portant la toque de fin d'études par-dessus leur voile, ont manifesté sur la place du Mont des Arts, jetant à un moment leur toque dans les airs comme à une cérémonie de remise des diplômes.

Après cette manifestation, le positionnement du Parti socialiste sur le voile se précisera un peu, après la décision que doit donner à la fin de l'année le Tribunal de première instance quant à la demande d'annulation.

Un autre des sujets qui laisse pour l'instant la gauche belge paralysée est l'abattage hallal de la fête du sacrifice...

Le fait que l'on tue les moutons en les égorgeant, pas seulement au moment de cette fête mais aussi en temps normal, dans les champs, les jardins et, quand il n'y a pas d'autre choix, dans les baignoires des appartements, est l'une des plaintes les plus importantes des organisations de protection animale telles que GAIA.

Au terme de longues luttes, l'abattage des animaux, y compris l'abattage rituel, dans les régions flamande et wallonne avait été soumis à des règles précises. L'abattage des moutons sans étourdissement préalable avait été interdit avec le soutien du Parti socialiste et d'Ecolo.

Face à l'interdiction flamande, des organes comme l'Exécutif des Musulmans de Belgique et le Conseil de coordination des institutions islamiques de Belgique avaient déposé un recours auprès de la Cour constitutionnelle. Celle-ci

l'avait transféré à la Cour de justice de l'Union européenne pour consultation.

D'après les sites d'information turcs qui jubilent, l'avocat général Gerard Hogan a estimé la semaine dernière qu'interdire l'abattage sans étourdissement, parce cela contrevenait à la liberté religieuse, n'était pas autorisé par le droit de l'Union européenne.

Si la Cour de justice de l'Union européenne statue dans le même sens que l'avocat général, les socialistes et les verts de Bruxelles, qui n'ont pas encore pris de décision, pourront souffler. Ceux des régions flamande et wallonne pourront revenir sur l'interdiction qui a été votée.

Tandis que j'observais ces développements pleins d'enseignement, le positionnement du PTB, qui rendait très heureux le lobby turco-islamique à Schaerbeek, me rappela le début des années quatre-vingt, quand nous luttions pour que tous les étrangers vivant en Belgique acquièrent des droits électoraux au moins aux élections communales dans les communes où ils vivaient.

En ces années-là, le ministre libéral de la Justice Jean Gol avait préparé une nouvelle loi pour prévenir l'immigration. Ceux qui arrivaient avec une demande d'asile allaient être passés au peigne fin, et l'enregistrement de nouveaux immigrants dans les communes de Bruxelles à forte densité d'immigration allait être empêché.

En tant qu'organisation de migrants, nous avons organisé, le 8 mai 1983, avec le soutien des syndicats FGTB et CSC, un grand défilé sur les boulevards centraux de Bruxelles pour protester contre ce projet de loi. Cette marche avait permis de retirer certaines dispositions prévues par le ministre, mais pendant longtemps l'arrivée de nouveaux immigrants dans les communes à forte densité d'immigration turque avait été interdite.

Le bourgmestre Roger Nols, qui ne s'était pas contenté de former à Schaerbeek une administration discriminatoire

d'extrême droite mais s'était aussi rapproché des partis d'extrême droite qui commençaient tout juste à se renforcer dans les autres pays, était celui qui appliquait cette interdiction avec le plus de fermeté.

C'est dans cette atmosphère tendue que la chaîne francophone RTBF 6 avait consacré son émission *Écran témoin* à l'immigration et à la xénophobie. L'émission avait débuté par le film *Train d'enfer*, réalisé par le célèbre acteur français Roger Hanin, sur une attaque raciste dans un train.

Dans le débat qui suivit le film, Roger Hanin, un ami marocain et moi-même faisons partie du camp qui critiquait la xénophobie et les pratiques racistes. Face à nous, il y avait le représentant n°1 du racisme et de la xénophobie, Roger Nols.

Le débat avait été très dur. Face à nos critiques, Roger Nols s'était efforcé de montrer la légitimité des dispositions xénophobes et discriminatoires de son maïorat en arguant que l'augmentation de la population musulmane représentait un grave danger pour l'avenir de la Belgique.

Dans ma réponse, j'avais insisté sur le fait qu'il n'existait pas d'infrastructure permettant l'"intégration" des immigrés marocains et turcs que l'on accueillait en tant que main d'œuvre bon marché pour relancer l'économie belge et que l'on faisait descendre dans les mines parce que les mineurs locaux et même les Italiens refusaient désormais ce travail. C'étaient donc les dirigeants de ce pays qui dans une grande mesure portaient la responsabilité de certaines incompatibilités qui pouvaient parfois se produire et que les médias exagéraient.

J'avais été plus loin en révélant, documents à l'appui, que ces communautés d'immigrés abandonnées à leur destin par les autorités belges étaient condamnées par les gouvernements anti-démocratiques de leurs pays à la ghettoïisation par des politiques nationalistes et d'islamisme radical. Comme si cela ne suffisait pas, l'instruction religieuse des enfants turcs et marocains, après le crash pétrolier, avait été confiée à des maîtres rémunérés par l'obscurantisme saoudien.

Grâce à la lutte commune des partis progressistes de Belgique, des syndicats et des organisations de migrants, l'administration raciste de Schaerbeek s'effondra quelque temps plus tard et Roger Nols fut éliminé. C'est aussi grâce à cette lutte que nous pûmes célébrer, le 22 février 1999, le 25^e anniversaire d'*İnfo-Türk* et des Ateliers du Soleil à l'hôtel communal de Schaerbeek, qui fut un temps la forteresse du racisme.

Ce matin-là, l'ambassadeur de la République de Turquie avait téléphoné au bourgmestre Francis Duriau pour faire pression sur lui en disant: "Vous ne pouvez pas laisser organiser cette fête par des antiturcs dans une commune où vivent des Turcs", mais cet homme d'honneur avait donné à l'ambassadeur la réponse qu'il méritait et avait inauguré en personne de notre soirée.

Quel dommage qu'aujourd'hui, 34 ans après le raciste Nols et 21 ans après le démocrate Duriau, Schaerbeek fasse l'actualité avec les injonctions de la synthèse turco-islamiste.

Qui plus est par le fait du représentant du parti de gauche le plus radical du pays...

Cela se passe-t-il seulement à Schaerbeek ?

Non, cela se passe aussi dans des communes d'immigration comme Molenbeek, Saint-Josse et Anderlecht, du fait d'élus de ce Parti socialiste dont l'un des premiers devoirs est de défendre la laïcité contre toutes les injonctions religieuses, qu'elles soient musulmanes ou chrétiennes...

La campagne mondiale du führer islamiste...

Artıgerçek, 29 octobre 2020

Lorsque je me suis installé devant l'écran aux petites heures du matin pour écrire mon article hebdomadaire, je pensais raconter en détail les dégâts et la panique provoqués dans la capitale de l'Europe par la deuxième vague de l'épi-

démie de coronavirus. Eh oui, comme c'était déjà le cas au printemps, la Belgique est aujourd'hui le pays avec, rapporté à la population, le plus de cas et de morts ... Dans ce pays de 10 millions d'habitants, les 104 morts d'hier ont porté le nombre de personnes ayant perdu la vie depuis le début de l'épidémie à plus de 11.000.

Ces développements ont affecté notre travail et nos relations et en particulier les activités des Ateliers du Soleil, où chaque jour, dans le centre de Bruxelles, plus de 200 immigrés et réfugiés politiques de plus de cinquante nationalités différentes et près de 100 jeunes et enfants participent à des formations ou à des ateliers créatifs...

Comme au printemps, conformément aux mesures imposées contre le coronavirus à la fois par le gouvernement fédéral et par celui de la région bruxelloise, les Ateliers du Soleil sont forcés de suspendre à partir de cette semaine leurs activités de groupe.

Mais comme cette deuxième vague était attendue et que les mesures nécessaires ont pu être prises à temps, toutes les formations se feront en ligne à partir de cette semaine. Ceux ne disposant pas d'un ordinateur chez eux ont reçu une tablette en prêt et tous, apprenants jeunes et adultes, se trouvent donc inclus dans ce nouveau système d'enseignement en ligne.

Lors du premier assaut du coronavirus au printemps, nous avons eu la douleur de perdre l'un de nos amis arméniens, Sarven Kolukisaoğlu. La nouvelle de la disparition de Serge Noël, l'un des plus distingués défenseurs des droits de l'Homme et de la laïcité de Belgique, qui participait aux tâches de formation des Ateliers du soleil, nous parvint tandis que j'écrivais ces lignes.

J'avais fait la connaissance de Serge dans les années quatre-vingt, après le coup d'État fasciste du 12 septembre en Turquie. À côté de ses travaux artistiques et littéraires, il écrivait constamment pour les journaux et revues opposés à l'or-

dre établi, dont *Le Drapeau rouge*, quotidien du Parti communiste. Il y parlait des problèmes de la Turquie et des autres pays violant les droits de l'Homme, et plus important encore, il militait au sein des organisations luttant contre la xénophobie et défendant la laïcité.

Serge formait depuis deux ans aux Ateliers du Soleil des migrants et des réfugiés, hommes et femmes, venus de divers coins du monde, en particulier aux droits de l'homme.

Le fait de perdre un défenseur de la laïcité tel que lui a rendu plus intense encore notre douleur à la vue des dimensions dangereuses qu'a pris la haine de la laïcité de Recep Tayyip Erdoğan. Et ce, non seulement dans les pays majoritairement musulmans mais aussi dans ceux, comme la France, la Belgique, l'Angleterre ou l'Allemagne, où vivent des immigrés musulmans. Cette haine qui a commencé à s'exprimer par des provocations ininterrompues est en train de prendre une dimension mondiale.

Le fait que les quatre partis, que j'ai appelés dans mon dernier article les "quatre chevaliers de l'apocalypse" aient soutenu à l'Assemblée les complots et attaques de Tayyip hors des frontières du pays, mais aussi que l'un d'entre eux, le CHP, dont l'un des six principes est la laïcité, ait soutenu le boycott des produits français en s'attaquant à Macron, défenseur de la laïcité, en s'exprimant à la Tayyip, transforme notre irritation en révolte.

Je dois tout de suite préciser un point. Le fait que la xénophobie ait commencé dans les années soixante-dix où se multipliaient les difficultés économiques des pays européens ayant accueilli des immigrés et réfugiés, notamment musulmans, est une réalité.

Les premiers à se positionner face à la xénophobie en Europe, à cette époque où Kılıçdaroğlu et Bahçeli étaient encore à l'université et Erdoğan et Akşener sur les bancs du collège et du lycée, furent ces laïcs qui n'avaient rien à voir ni avec l'islam, ni avec le christianisme. Ils le faisaient par

respect pour les valeurs démocratiques et les droits de l'Homme, et parce qu'ils aimaient tout le monde, sans distinction de race, de couleur ou de confession.

Ainsi, dans une émission contre la xénophobie sur la chaîne francophone RTBF, j'avais défendu, avec un syndicaliste laïc marocain, les immigrés musulmans de Belgique contre les attaques de Roger Nols, bourgmestre raciste de Schaerbeek.

Tayyip et les siens, qui crient du matin au soir à l'islamophobie, savent sans doute mieux que quiconque le rôle joué par les régimes despotiques des pays qui envoient ces immigrés dans la diffusion de l'islamophobie en Europe... Ne sont-ce pas ces régimes qui ont exploité autant qu'ils le pouvaient les économies des immigrés musulmans ? Qui ont utilisé massivement le pouvoir sur les masses des activités d'un lobby anti-arménien et anti-grec ? Et pire encore, qui ont chargé les jeunes musulmans, dès qu'ils ont commencé à pouvoir s'exprimer sur les plans politique et social en acquérant avec le temps la nationalité du pays où ils se trouvent, de la mission de conquérir de la forteresse de l'intérieur au nom de l'islam ?

Si l'islam et ses militants ont provoqué, même chez les Européens n'étant pas d'extrême droite, un sentiment d'insécurité, les responsables en sont les pouvoirs de Demirel, qui a été le premier à laisser les Frères musulmans infiltrer l'administration étatique, les généraux putschistes de 1971 et de 1980, les leaders des partis ayant formé des gouvernements de coalition entre et après les deux juntes et enfin, depuis 2002, le *one-man* gouvernement de Tayyip.

Je reviens au communiqué commun des quatre chevaliers de l'apocalypse attaquant Macron pour soutenir Tayyip... "Nous condamnons violemment le discours provocateur, irrespectueux et dangereux de Macron envers l'islam, son saint prophète Mahomet et les musulmans", disent-ils.

En 2015, nous avons vu dans les médias comment, à Paris, *Charlie Hebdo* avait été attaqué par des terroristes is-

lamistes qui avaient assassiné avec le plus grande barbarie la quasi-totalité de l'équipe du journal, et comment le même type de massacre s'était de nouveau produit à la fin de la même année, toujours à Paris, à une plus grande échelle.

L'année précédente, en 2014, nous avons vu le meurtre de quatre personnes, là encore au nom de l'islam, dans le musée juif de Bruxelles, capitale de l'Europe, et début 2016 le massacre de dizaines de personnes, toujours au nom de l'islam, à la fois à l'aéroport de Bruxelles et dans une des stations de métro de la ville.

Où se trouvaient alors les quatre chevaliers de l'apocalypse de la Grande assemblée nationale de Turquie? Pourquoi n'avaient-ils pas émis de communiqué commun pour "condamner violemment" ces crimes lâchement commis au nom de l'islam ?

Et pourquoi n'ont-ils pas pipé mot lorsque l'enseignant français Samuel Paty a été décapité par un terroriste islamiste le 16 octobre ?

Le positionnement islamiste de l'AKP, du MHP ou du Bon Parti n'a rien d'étonnant... Tous trois sont le produit de la synthèse turco-islamiste formée dans les années soixante.

Mais le CHP ?

En fait, pour ceux qui ont vécu l'histoire récente de la Turquie, le soutien et la soumission du CHP à Tayyip et au fascisme islamiste qu'il incarne n'ont rien d'étonnant.

N'oublions pas que déjà dans la deuxième moitié des années soixante, nous avons révélé, documents à l'appui, dans la revue *Ant*, les intentions et les calculs de pouvoir des Frères musulmans, qui avaient investi la vie politique turque avec le soutien de l'impérialisme américain et de ses alliés du Moyen-Orient nourris aux pétrodollars.

Ni que le journal *Bâbîâli de Sabah*, de Necip Fazıl Kısakürek, supra-guide spirituel dont Erdoğan est fan, pouvait ouvertement proférer ces menaces dans son numéro du 10 octobre 1967: "Vous, chiens rouges athées, sans religion,

sans foi, sans livre! C'est la mort qui vous attend, la mort... Vous, meutes rouges! Les héros turcs, lions de l'islam, ont rugi. C'est la mort que nous ferons pleuvoir sur vous et sur toutes vos publications perverses à l'intérieur de nos frontières, la mort!"

Ni que Mehmet Şevket Eygi, dont Erdoğan est également fan et dont il a porté la dépouille mortelle, avait ouvertement appelé au meurtre dans le journal *Bugün* du 31 octobre 1967: "Des indices très clairs nous montrent qu'en Turquie, on soutient le communisme tout en sabotant l'islam. Désormais, il revient aux musulmans d'être en alerte et de se tenir prêts. Nous avons devant nous un exemple récent et porteur d'espoir: le massacre des communistes en Indonésie. Des centaines de milliers de communistes ont été tués. Animaux sauvages et poissons se sont repus, sur terre comme en mer, de chair humaine. C'était terrible. Mais l'Indonésie a été sauvée."

Ni que celui qui, dans la période d'ouverture qui a suivi le coup d'État du 12 mars, a fait en 1974 du MSP, en toute connaissance de cause, son associé au pouvoir et de Necmettin Erbakan son vice-président, et a fermé les yeux devant l'infiltration et l'occupation des postes-clés de l'État par les islamistes, n'est autre que Bülent Ecevit, le leader CHP de la conquête de Chypre.

Ni que celui qui, 28 ans plus tard, sachant pertinemment qu'il deviendrait ce despote islamiste sévissant non seulement au niveau de la Turquie mais du monde entier, a permis à Recep Tayyip Erdoğan, en 2002, de devenir premier ministre n'est autre que le leader de l'époque du CHP Deniz Baykal.

Que personne ne mette sur le compte du manque de données dont disposait Baykal ou de sa naïveté la manière dont il a déroulé pour Tayyip le tapis rouge menant au pouvoir.

Dès les premières années de l'entrée active d'Erdoğan en politique, ses discours exposaient clairement quelle était sa route, et qu'il portait en lui la rage de former un régime islamo-fasciste en Turquie.

Un bref rappel... Né en 1954 à Istanbul, Erdoğan a terminé le lycée İmam Hatip d'Istanbul en 1973 et, après avoir milité à l'Union nationale des étudiants turcs (MTTB) et dans des organisations islamistes, il a commencé sa carrière politique en étant élu à la présidence de la branche d'Istanbul des jeunesses du MSP.

Président de la branche de Beyoğlu du Parti du bien-être (RP) en 1984, puis de la section de la province d'Istanbul du même parti et membre de son conseil exécutif en 1985, il est élu maire d'Istanbul le 27 mars 1994 grâce à la dispersion des voies de "centre-gauche".

Alors qu'il était président du RP pour la province d'Istanbul, il avait exposé très clairement ses véritables objectifs en politique dans un discours fait lors de l'ouverture de la section d'Ümraniye du parti en 1994:

"Ils ne parlent plus que de la laïcité qui est en train de disparaître... Bien sûr qu'elle va disparaître si c'est le peuple qui le veut! Tu ne peux pas l'empêcher... D'ailleurs, ça ne peut pas marcher contre la volonté du peuple. Et puis c'est quoi cette laïcité, pour l'amour de Dieu ?

"On ne peut pas être à la fois laïc et musulman. Soit tu es musulman, soit tu es laïc. Les deux en même temps, c'est comme la répulsion magnétique. Impossible que quelqu'un qui t'as dit qu'il était musulman revienne te dire qu'en même temps, il est laïc. Pourquoi ? Parce que le créateur du musulman est Allah, qui détient la souveraineté absolue.

"La souveraineté appartiendrait au peuple sans condition ? C'est un énorme mensonge. La souveraineté absolue appartient à Allah. Les 1,5 milliards de fidèles du monde islamique attendent que le peuple turco-musulman se lève. Nous allons nous lever. On en a vu les lumières annonciatrices. Si Allah le veut, ce soulèvement va commencer."

Quant à ce qui suit, c'est un florilège de citations de Tayyip reprises par les journaux à diverses époques:

“Toutes les écoles seront transformées en établissements İmam Hatip.” (*Cumhuriyet*, 17/09/1994)

“Dieu soit loué, nous sommes pour la charia.” (*Milliyet*, 21/11/1994)

“Je suis contre le Nouvel An.” (*Sabah*, 19/12/1994)

“Je suis l’imam d’Istanbul.” (*Hürriyet*, 08/01/1995)

“Les imams doivent pouvoir se marier.” (*Milliyet*, 09/05/1995)

“Je suis pour ouvrir les séances de l’Assemblée par une prière.” (*Milliyet*, 08/01/1996)

“Le jour approche où le président de la République sera issu d’un lycée İmam Hatip.” (*Akit*, 05/02/1996)

Les responsables de la situation douloureuse à laquelle nous sommes arrivés ne sont pas seulement le CHP et certaines personnalités de gauche qui ont longtemps soutenu Tayyip au motif qu’il allait “démocratiser la Turquie”. Ce sont aussi les dirigeants des États européens qui ont entrouvert les portes de l’Union européenne bien qu’ils sachent très bien, par l’intermédiaire de leurs missions diplomatiques en Turquie, de quoi il retournait.

Erdoğan n’avait-il pas dit, dans son discours de 1994 à Ümraniye: “Ils font des pieds et des mains pour intégrer l’Union européenne. Mais eux n’ont pas l’intention de nous accepter. Et alors ?! Nous non plus nous n’avons pas l’intention d’y entrer. Le véritable nom de l’Union européenne est l’Union des États chrétiens catholiques.”

Eh oui, 26 ans se sont écoulés depuis... Et Tayyip Erdoğan est toujours resté fidèle à ces paroles. Il se trouve aujourd’hui avoir déclaré la guerre au nom de l’islam à tous les États de cette Union européenne qu’il appelle “Union des États chrétiens catholiques”.

En accusant en outre, avec une audace et une indécence inouïes, les hommes d’État européens d’être des “fascistes” tandis que lui-même, comme enragé, réprime de la manière la plus fascisante qui soit toute opposition en Turquie...

“Dans notre livre, il n’y a pas de fascisme!” dit-il... En voulant s’élever, souvent on révèle sa vraie nature! Et le fascisme, qui préside à tous ses actes, est dans sa propre nature!

A quand un monument a l’honneur de Jacques Brel?

Info-Türk, 11 novembre 2020

Le 21 octobre, la commune de Schaerbeek a annoncé dans un communiqué de presse l’inauguration des premières poubelles de tri permanentes dans le parc Josaphat, plus précisément sur l’esplanade Jacques Brel. À cause du mauvais temps ce jour-là, la cérémonie a été annulée.

À cette occasion, étant l’un des promeneurs fidèles du Parc Josaphat, j’ai remarqué qu’il n’y avait aucune signalisation au Parc Josaphat, et plus précisément à cet endroit, qui montre que cette esplanade est nommée Jacques Brel.

D’ailleurs, si cette esplanade est nommée d’après Jacques Brel, ne faudrait-il pas y ériger un monument à l’honneur de cette grande figure schaarbeekoise, à l’instar de plusieurs personnalités comme Emile Verhaeren, Edmond Galoppin, René Cliquet, Henry Weyts ?

La réponse de Bernard Clerfayt

M. Bernard Clerfayt, ministre régional et bourgmestre de Schaerbeek, a confirmé dans le message suivant envoyé sur Facebook, sa détermination à rendre hommage à Jacques Brel sur l’esplanade portant son nom au Parc Josaphat :

“Monsieur Özgüden,

“Je vous remercie pour votre message. Vous avez tout à fait raison de souligner ce manquement.

“Nous avons demandé à la Commission royale des monuments et sites (CRMS), une nouvelle signalétique dans le parc pour indiquer les allées et les espaces. La réponse avait été négative car ils ne voulaient pas de poteaux supplémentaires.

“Nous allons réintroduire nos demandes car avec un nouveau règlement général pour les espaces verts, nous désirons vraiment avancer sur cette nouvelle signalétique.

“Dans cet esprit, il sera demandé à la CRMS d’accorder en tout cas un panneau "Esplanade Jacques Brel".

“Vous faites bien aussi de faire allusion à une autre manière de rendre hommage à Jacques Brel (une statue, un monument à ses chansons...). Nous relançons la question.

“Pour info, il existe une plaque sur la maison où Jacques Brel est né, rue du Diamant, près du square Plasky.”

Les bases du terrorisme islamique ont été jetées en 1953

Artıgerçek, 12 novembre 2020

Depuis dix jours, on ne parle plus en Turquie, comme dans le monde entier, que des résultats de l’élection présidentielle aux États-Unis. Malgré toutes les manœuvres de Trump, on sait désormais que le candidat du Parti démocrate Joe Biden a gagné l’élection et qu’après son installation à la Maison-Blanche le 20 janvier avec sa vice-présidente d’origine indo-jamaïcaine Kamala Harris, c’est lui qui aura la parole quant aux politiques intérieure et extérieure des États-Unis.

Tandis que la victoire électorale du billet Biden-Harris crée un grand soulagement dans toutes les démocraties exaspérées par les pressions, les chantages et les menaces de Trump, Tayyip Erdoğan, qui grâce à lui a pu peaufiner son dictat islamo-fasciste et prolonger sa conquête islamique, entamée en Syrie, en Libye, en Méditerranée orientale et pour finir dans les montagnes du Karabagh, est avec tous ses complices d’intérêts en état de panique...

Comme Koray Düzgören le précise dans son article d’hier, “on voit clairement qu’Erdoğan, qui jusqu’à présent n’a fondé ses relations aux États-Unis qu’en fonction de

Trump dans un contexte bilatéral, a cette fois misé sur le mauvais cheval et que pour cette raison, c'est la panique au palais. Il semble que son gouvernement craigne dès à présent que la nouvelle administration mise en place par Biden ne mette à l'ordre du jour des sujets tels que l'affaire Halkbank et ne prenne d'éventuelles sanctions. Certains mots, certains jugements qu'a pu avoir Biden avant l'élection sur la Turquie et ceux qui la dirigent doivent causer des insomnies à l'administration du palais.”

Les résultats des élections présidentielles américaines ont toujours eu, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, des effets importants du point de vue des politiques intérieure et extérieure de la Turquie. De son accession à la Maison-Blanche après la mort de Franklin Roosevelt en 1945 à 1952, Harry Truman a été au commandement de l'établissement de l'hégémonie idéologique, économique, politique et militaire de l'impérialisme américain non seulement sur l'Amérique latine, mais aussi sur l'Europe, l'Afrique et les pays d'Asie. Il avait aussi commencé à faire plier le gouvernement turc dirigé par İsmet Paşa en renvoyant à Istanbul la dépouille de Münir Ertegün, ambassadeur turc décédé à Washington, avec le plus grand navire de guerre de la flotte américaine, le blindé Missouri.

Après quoi il avait lancé la doctrine Truman qui prévoyait la lutte à tout prix contre l'URSS, qui avait joué le plus grand rôle dans l'écrasement du nazisme, et les pays socialistes alliés, et avec l'application de cette doctrine la Turquie, comme nombre d'autres pays, s'était retrouvée en 1947 complètement dépendante des États-Unis en échange d'une aide de 100 millions de dollars dans le cadre du Plan Marshall.

Après la guerre, il fut mis fin au régime de parti unique et l'on passa au soi-disant multipartisme, mais avec la mobilisation anti-communiste initiée par les États-Unis, on ferma immédiatement par l'état d'urgence les partis et syndicats de gauche qui s'étaient formés et on emprisonna les in-

telle que des intellectuels pacifistes de gauche dans le cadre des arrestations des membres du Parti communiste de Turquie.

Au même moment, avec l'intégration de la Turquie dans l'OTAN en contrepartie de l'envoi d'un régiment de 4500 hommes en Corée, la soumission à l'impérialisme américain du pays au niveau militaire devenait complète.

Le mandat de Truman, qui avait appliqué avec succès sa doctrine éponyme pendant huit ans, ayant pris fin, l'élection de 1952 fit entrer à la Maison-Blanche un président qui allait mettre l'islam au premier plan pour parfaire l'hégémonie des États-Unis dans le monde: le général Dwight Eisenhower qui, pendant la Seconde Guerre mondiale, avait commandé les armées alliées d'Europe occidentale, et qui commandait l'OTAN depuis 1951.

Le premier grand geste anti-communiste de ce fameux général à la Maison-Blanche fut de rejeter d'un revers de la main la pétition qui appelait à renoncer à l'exécution d'Ethel et Julius Rosenberg, scientifiques condamnés à la peine capitale à la suite de l'accusation qu'ils auraient transmis à l'Union soviétique des informations sur l'armement nucléaire américain. Les Rosenberg, malgré toutes les protestations, moururent sur la chaise électrique à la prison de Sing-Sing le 19 juin 1953.

Au début de l'année 1953, quand Eisenhower entra comme président à la Maison-Blanche, j'avais commencé à travailler au seul quotidien d'Izmir s'opposant au gouvernement du Parti démocrate, le journal *Sabah Postasi*. C'était une époque où je me cherchais.

Le 2 juin 1952, en Angleterre, après que le fameux général était devenu président des États-Unis, la jeune princesse Elizabeth II passait à la tête de l'empire "sur lequel le soleil ne se couche jamais" lors d'une cérémonie fastueuse à l'abbaye de Westminster, dopant ainsi l'image dans les médias du monde entier des deux pays en tête de la mobilisation anti-communiste.

Je n'oublierai jamais, les missionnaires des États-Unis ou d'Angleterre en Turquie à cette époque étaient tellement maîtres de leur art que presque chaque jour nous parvenaient, à nous, journalistes d'Anatolie se débattant dans mille et un problèmes d'ordre matériel, des dizaines de plaques métal ou plastique de photographies de propagande toutes prêtes à être utilisées. Le seule chose qu'un directeur de journal imprimé en offset pouvait faire, c'était d'utiliser ces plaques.

La seule solution pour se protéger ne serait-ce qu'un peu de ce lavage de cerveau officié par deux États impérialistes, c'était de suivre les informations sur les radios de Moscou, Budapest ou Sofia, et diffuser d'une manière aussi impartiale que possible les nouvelles du monde à partir des éléments obtenus de cette manière.

Au lycée de commerce, j'avais très bien appris la sténographie, qui me permettait de prendre des notes à la vitesse de la parole, et pour cette raison c'est moi qui transmettais à la rédaction les informations et commentaires importants donnés par ces radios après les avoir mis sur le papier.

Début mars 1953, j'étais comme chaque soir en train d'essayer de trouver des informations en écoutant les radios étrangères, quand la BBC et La Voix de l'Amérique s'étaient mises à diffuser une nouvelle de dernière minute difficile à croire: le leader de l'URSS, Joseph Staline, était mort...

L'opinion avait été tellement modelée par la propagande anti-communiste et antisoviétique exacerbée par la dépendance aux États-Unis que les gens semblaient croire que Staline disparu, l'Union soviétique allait rapidement s'effondrer, les peuples des pays socialistes rapidement retrouver la liberté, et surtout que la Turquie allait être débarrassée du danger du communiste qui menaçait "l'intégrité indivisible de la patrie".

Quant aux antennes turques de Radio Moscou et des radios des autres pays socialistes, elles se contentaient de diffuser à l'envi l'unique communiqué officiel qui disait, si je

me rappelle bien, que Staline, “successeur de Lénine, chef et enseignant du Parti communiste et du peuple soviétique”, venait de succomber à une grave maladie.

Et quelques jours plus tard, les noms de Malenkov et Boulganine allaient être révélés comme ceux des nouveaux leaders de l’Union soviétique, et le pays allait continuer à être la force principale face à l’impérialisme américain pendant l’époque de la guerre froide.

En réponse, dans l’Amérique d’Eisenhower, l’hystérie anti-communiste allait se renforcer, et les maccarthistes allaient interroger par millions des citoyens américains communistes ou sympathisants, la plupart devant être emprisonnés, torturés et privés de travail. Les cibles de ce terrorisme, y compris Charlie Chaplin dont les films nous avaient tant fait rire dans notre enfance, allaient être forcés de quitter les États-Unis.

Une autre des opérations les plus frappantes de l’époque Eisenhower fut le renversement par un Coup d’État soutenu par la CIA du président Mossadegh, qui avait décidé de nationaliser le pétrole d’Iran.

En Turquie, le procès des arrestations d’intellectuels et d’ouvriers communistes en 1951 allait se solder le 7 octobre 1954 par cent quatre-vingt-quatre condamnations.

Après son entrée dans l’OTAN, la deuxième étape importante dans le renforcement du contrôle de l’impérialisme américain sur la Turquie fut, le 24 février 1955 et sur l’insistance d’Eisenhower, la signature par le gouvernement Menderes de sa participation, aux côtés de l’Iran, de l’Irak, du Pakistan et de l’Angleterre, au Pacte de Bagdad.

À cette époque, un autre événement honteux pour l’histoire récente de la Turquie fut l’opposition du même gouvernement à suivre une politique impartiale indépendante du monde occidental en se comportant comme le cinquième bras des États-Unis dans la Conférence de Bandung qui fonda le 17 avril 1955 le mouvement des Pays indépendants.

La seule nouvelle enthousiasmante dans cet environnement qui chaque jour s'exacerbait encore plus sous la conduite de l'impérialisme américain fut, telle que nous l'avons apprise cette fois encore par les radios des États socialistes, l'attaque des guérilleros menés par Fidel Castro le 26 juillet 1953 contre la caserne de Moncada de Cuba, qui se trouvait alors sous le dictat du fasciste Batista... Il est vrai qu'une partie des guérilleros avaient trouvé la mort, qu'une partie, parmi lesquels Castro, avaient été condamnés à la prison, mais le Mouvement du 26 juillet qui allait être fondé par la suite allait étendre sa guérilla à toute l'île et renverser la dictature de Batista le 12 janvier 1959.

Le début de l'utilisation de l'islam pour renforcer le contrôle de l'impérialisme américain sur la Turquie se produit après le vote de la fameuse doctrine Eisenhower, le 30 janvier 1957 à la chambre des représentants, puis le 5 mars de la même année au sénat après qu'elle avait été annoncée le 5 janvier par le président américain.

Après que les nouveaux régimes, en particulier en Égypte et en Syrie, eurent pris position contre l'impérialisme anglo-américain, qu'ils eurent noué des relations avec l'Union soviétique et les autres pays socialistes, et particulièrement avec la nationalisation du canal de Suez le 26 juillet 1956 par le président Nasser, Eisenhower avait décidé que la seule solution pour protéger les intérêts américains au Moyen-Orient était de tenir les dirigeants de pays musulmans en politisant l'islam.

La doctrine Eisenhower prévoyait une aide économique et militaire aux pays musulmans du Moyen-Orient et l'envoi de forces armées américaines en cas d'attaque armée contre ces pays de n'importe quel État "se trouvant sous le contrôle du communisme international".

En faisant passer à la chambre des représentants et au sénat cette doctrine portant son nom, puis en recevant à la Maison-Blanche le roi Saoud ben Abdelaziz Al Saoud, Ei-

senhower mettait sous garantie l'allégeance de l'Arabie Saoudite à l'impérialisme américain.

Le 7 janvier 1957, l'Union soviétique réagissait à la Doctrine Eisenhower dans un communiqué officiel: "La mise en captivité de ces pays du Moyen-Orient est guidée par un principe de précaution, c'est une ingérence grossière dans les affaires du Moyen-Orient par les cercles militaristes du capitalisme monopolistique américain."

Quant aux pays musulmans du Moyen-Orient, il n'y en eut pas un, à part l'Égypte et la Syrie, pour réagir face à la doctrine Eisenhower.

En Turquie, le gouvernement du Parti démocrate l'adopta comme une continuation de la doctrine Truman de 1947. Le président Adnan Menderes, qui avait dit lors d'une conférence de presse que les États-Unis étaient "la seule force pouvant empêcher l'avancée des soviétiques au Moyen-Orient", publia un communiqué commun, le 21 mars 1957 avec des officiels américains à Ankara, où il répétait comme un perroquet les principes de la doctrine Eisenhower.

Le CHP, alors dans l'opposition, ne fut pas en reste en déclarant qu'il soutenait la doctrine.

C'est avec la mise en application de cette doctrine que de jeunes Turcs furent envoyés en Arabie Saoudite pour y devenir des militants des Frères musulmans.

À leur retour en Turquie dans les années 60, ils se regroupèrent dans des associations telles que la Confrérie pour la diffusion de la science, l'Institut islamique, les écoles imam hatip, les cours de Coran, l'Association de lutte contre le communisme, l'Union nationale des étudiants turcs, le Croissant vert, l'association Hademe-i Hayrat, et, parmi eux, Necmeddin Erbakan s'éleva jusqu'à la position de secrétaire général de l'Union des chambres de Turquie, puis à celle de vice-président de la coalition CHP-MSP dans la période de pseudo-ouverture démocratique qui suivit le coup d'État de 1971.

Lors du Dimanche sanglant de 1969, ceux qui avaient

grandi sous l'aile des possibilités offertes par la doctrine Eisenhower n'hésitèrent pas, pour payer leur dette de reconnaissance à l'impérialisme américain, à attaquer bassement et à verser le sang des ouvriers et étudiants qui protestaient contre l'amarrage de la 6^e flotte américaine dans le Bosphore.

Oui, à la base de l'escalade de ce terrorisme islamique et de ses méfaits dans le monde entier dans les années 2000, il y a cette doctrine Eisenhower qui porte le nom du président américain élu lors de l'hiver 1953 et qu'il a fait accepter en 1957 aux pays musulmans, dont la Turquie.

Erdoğan et ses comparses, qui s'efforcent de faire accepter en Turquie le fascisme islamique en tant qu'ordre étatique, qui mobilisent l'armée turque pour une conquête islamique sur trois continents et qui, à la moindre occasion, affichent leur appartenance en faisant le signe du Rabia, sont le produit de la doctrine Eisenhower...

Ils soutiennent le 3^e génocide arménien!

Artıgerçek, 19 novembre 2020

J'ai exercé mon métier de journaliste dans tous les domaines imaginables, mais je n'ai pas eu le bonheur d'être correspondant parlementaire... Pourtant, à l'époque où je dirigeais le journal *Akşam* et la revue *Ant*, je faisais le trajet d'Istanbul à Ankara et suivais les débats de l'assemblée pour voir de près la lutte antifasciste et anti-impérialiste que les quinze députés du Parti des travailleurs de Turquie donnaient depuis l'estrade et mieux la transmettre aux lecteurs.

La dernière fois que j'ai assisté aux séances de l'assemblée, c'est lorsque j'étais allé, début 1968, reconforter Çetin Altan et Yunus Koçak, députés du *Parti ouvrier de Turquie (TIP)* lorsqu'ils s'étaient fait tabasser par des députés enragés du Parti de la justice... Malgré l'agression, les députés du

TIP étaient encore plus déterminés, tandis que les députés agresseurs étaient en proie à la panique des coupables...

Trois ans plus tard, cette assemblée, y compris les députés du CHP, allait approuver le coup d'État du 12 mars des généraux fascistes, rester silencieuse face à l'emprisonnement et à la torture de milliers de révolutionnaires et de démocrates, et pire encore, voter la condamnation à mort de Deniz Gezmiş, Yusuf Arslan et Hüseyin İnan.

Cinquante-deux ans plus tard, grâce aux technologies avancées de notre époque, j'ai pu suivre attentivement, pour la première fois, le soir du 17 novembre, une séance de l'assemblée sur la chaîne parlementaire TBMM TV... L'ordre du jour était, après la victoire dans le Haut-Karabagh, l'approbation de la feuille de route prévoyant l'envoi par Erdoğan de soldats turcs en Azerbaïdjan.

Cinq jours plus tôt, le 12 novembre, j'avais déjà suivi attentivement un débat à la Chambre des représentants de Belgique, là encore sur l'attaque dans le Haut-Karabagh, sur la chaîne parlementaire belge.

Prenant la parole lors de cette séance, le député CDH Georges Dallemagne avait raconté ce qu'il avait vu et vécu en personne dans le Haut-Karabagh où il s'était rendu, bravant tous les dangers, lors de l'attaque azéro-turque, et avait accusé les dirigeants belges et de l'Union européenne de ne pas s'être opposés à l'agression et d'avoir abandonné le peuple arménien à lui-même sur ses propres terres où il était victime du troisième génocide de son histoire.

"J'ai vu de mes propres yeux l'agression azerbaïdjanaise, s'exclamait-il. Oui, J'ai vu comment drones et bombes à sous-munitions étaient utilisés contre le peuple arménien. J'ai vu le bain de sang. J'ai vu comment les Arméniens avaient été abandonnés de tous face à la barbarie, livrés à leur solitude. Personne ne s'est opposé à l'acheminement de terroristes depuis la Syrie, l'Arménie a été obligée de se rendre. La véritable victoire, derrière celle de l'Azerbaïdjan,

c'est celle de la Turquie. La Turquie, qui se comporte de manière totalement illégale et hors de tout contrôle, qui utilise des terroristes ralliés en Syrie, a piétiné au vu et au su de tous les accords de l'OTAN et des Nations Unies."

Il s'en prenait ensuite au gouvernement belge: "Pendant que tout cela avait lieu, le groupe de Minsk est resté à l'écart, et l'Europe n'a pas bougé le petit doigt. Vous dites maintenant que vous accueillez ce cessez-le-feu avec satisfaction. Mais avez-vous bien réfléchi à ce qui va se produire après ce bain de sang? Accepterez-vous que le plus fort fasse accepter tout ce qu'il veut au seul pays réellement démocratique de la région? Accepterez-vous qu'un pays membre de l'OTAN utilise contre un pays voisin des terroristes et des armes interdites? Acceptera-t-on qu'avec l'ouverture d'un couloir entre l'Azerbaïdjan et le Nakhitchevan disparaisse la frontière commune de l'Arménie avec l'Iran, son seul pays ami? Pire encore, acceptera-t-on qu'Erdoğan, en ouvrant un couloir permettant de relier directement la Turquie aux Républiques turques de la région, réalise son rêve d'un grand Empire ottoman et prenne le contrôle du futur gazoduc venant de la Mer Caspienne?"

Pour en venir à la séance du 17 novembre du Parlement turc, il était de toute façon clair depuis le début que la feuille de route prévoyant l'envoi de soldats en Azerbaïdjan serait acceptée... Voici ce que disait, un mois et demi plus tôt, le communiqué commun émis, oubliant de mentionner que les forces terrestres et aériennes turques avaient, lorsque nécessaire, établi des bases sur territoire azerbaïdjanais pour frapper de concert avec l'armée azerbaïdjanaise l'Arménie et le Haut-Karabagh par l'AKP, le MHP, le CHP et l'İYİP:

"En tant que partis politiques représentés à la Grande Assemblée nationale de Turquie, nous invitons la communauté internationale à soutenir l'Azerbaïdjan qui, aujourd'hui encore, souffre de l'occupation et des attaques irresponsables de l'Arménie. Ainsi, en tant que partis de notre Assemblée de ghazis, tout en souhaitant la miséricorde d'Allah à nos frères

azéris tombés en martyres, un prompt rétablissement aux combattants blessés et toutes nos condoléances à l'Azerbaïdjan, nous mettons fortement en exergue une fois de plus la volonté de solidarité de notre nation."

Voici ce que je m'étais demandé dans mon article, publié dans *Artı Gerçek* le 1^{er} octobre, intitulé "Les quatre cavaliers de l'apocalypse à l'Assemblée des ghazis", rappelant que le mot ghazi qualifie la personne qui accomplit le *gazâ*, c'est-à-dire qui attaque, qui se bat, qui pille, qui fait la guerre au nom de la religion, et qu'il est donné en tant que titre honorifique aux commandants, voire aux gouvernants, qui remportent une guerre:

"N'est-ce pas cette même assemblée, fondée le 23 avril 1920, qui, en assumant dès sa création l'héritage idéologique du comité Union et Progrès, a autorisé, dès ses premières années, que soient noyés dans la Mer Noire les leaders du Parti communiste de Turquie, qui en 1925, pour réprimer les organisations de gauche et la résistance kurde, a permis de créer les tribunaux de l'indépendance en votant la fameuse loi pour le rétablissement de l'ordre public, qui a fait cracher le sang aux forces d'opposition, à l'époque du parti unique comme à celle du multipartisme, en déclarant des états d'urgence successifs, et qui a envoyé à la potence des dizaines de jeunes révolutionnaires, à commencer par Deniz Gezmiş, Yusuf Arslan et Hüseyin İnan, en votant les sentences de mise à mort données par les tribunaux militaires?"

Oui, cette assemblée est vraiment une Assemblée de ghazis... Lors des débats du 17 novembre que j'ai suivis sur la chaîne parlementaire, les porte-paroles de l'AKP, du CHP, du MHP et de l'İYİP ont mis à profit toutes leurs ressources d'éloquence pour montrer qu'ils étaient des ghazis soutenant du fond du cœur la conquête azerbaïdjanaise de Tayyip.

Ce qu'ont dit à ce sujet l'AKP, dont Tayyip est le président, ou le MHP et l'İYİP qui sont les porte-paroles politiques du courant raciste et prosélyte, n'a pas d'importance... Leurs

dispositions naturelles exigeaient qu'ils soutiennent la feuille de route prévoyant la conquête, et c'est ce qu'ils ont fait.

Ce qui fut dit sur l'estrade parlementaire au nom du CHP, principal parti d'opposition étiqueté "centre gauche" était à peine croyable. Il faut tirer les leçons de ce que dit au nom du parti le député d'Istanbul Ahmet Ünal Çeviköz, porte-parole du groupe CHP, juste au moment où les députés de son parti faisaient une standing ovation à leur président qui venait de faire son entrée dans la salle d'assemblée générale:

"Le Parti Démocratique du Peuple a toujours été aux côtés de son ami et frère l'Azerbaïdjan, dans la joie et dans la peine. Nous voulons exprimer une fois encore notre satisfaction de voir les terres azerbaïdjanaises occupées par l'Arménie rejoindre, sauvées, la mère patrie. Et nous présentons nos félicitations à l'armée azerbaïdjanaise qui couronne d'une grande victoire son droit à la légitime défense exercé depuis le 27 septembre... Le devoir qui échoit maintenant à la Turquie est de ne pas se contenter d'avoir sauvé ces terres sous occupation mais de lancer une attaque diplomatique forte pour que le Haut-Karabagh revienne en Afghanistan et que le Nakhitchevan et l'Azerbaïdjan soient reliés l'un à l'autre. Sur ce point, l'Azerbaïdjan ne doit pas être laissé en tête à tête avec le groupe de Minsk, sur le plan diplomatique, la Turquie et l'Azerbaïdjan doivent absolument agir de concert. Nous y veillerons jusqu'au bout."

Ceux qui apportent de l'eau au moulin de Tayyip se résument-ils à ces quatre partis qui ont l'opportunité de s'exprimer sur la feuille de route parce qu'ils ont des groupes à l'Assemblée?

Et les autres partis de l'ordre qui n'ont qu'une poignée de députés à l'Assemblée ou qui courent après le transfert pour en obtenir?

Dans toutes les déclarations faites au nom du Parti de la grande unité (BBP), du Parti démocrate (DP), du Parti de la félicité (SP), du Parti de la démocratie et de l'élan (DEVA),

du Parti de l'avenir (GP) ou du Parti du renouveau (YP), on applaudit avec un grand enthousiasme la conquête au nom de la turcité des terres arméniennes dans le Caucase, et l'installation pérenne de l'armée turque sur ces terres comme cela a été fait dans le passé à Chypre.

Heureusement qu'il y a un parti, le Parti démocratique des peuples (HDP), pour sauver l'honneur du pouvoir législatif au sein du Parlement... Tout comme le Parti des travailleurs de Turquie dans les années 60, le troisième parti du pays, qui de nos jours résiste face à tous les obstacles et intrigues, a prouvé lors des débats sur la feuille de route, qu'il était la seule force politique élevant la voix du bon sens, du pacifisme et de la fraternité des peuples.

Le soir du 17 novembre, Tulay Hatimoğulları Oruç, députée d'Adana, déclara par ces mots on ne peut plus clairs que le groupe HDP dirait "non" à la feuille de route:

"De la même manière qu'hier, le HDP n'a pas dit "oui" au fait de laisser, sous quelque motif que ce soit, des peuples s'entretuer, les conflits régionaux s'approfondir et des populations voisines s'affronter, nous ne dirons pas "oui" aujourd'hui, le HDP n'a, depuis le jour où il a commencé ses activités dans cette assemblée jusqu'à aujourd'hui, approuvé aucune feuille de route militaire, nous les avons toutes rejetées et ce que nous avons toujours exprimé, depuis cette estrade, dans le domaine de la politique extérieure, c'est notre détermination à ne pas rejeter au second plan la priorité de tenter de résoudre les problèmes par le dialogue et des moyens pacifiques et politiques."

Elle insistait ensuite, depuis l'estrade de l'Assemblée, sur une réalité que les autres partis s'efforcent d'étouffer:

"Dans cette guerre, il y a une autre question, apparue pendant le processus libyen et qui a fait beaucoup parler dans le monde. Il y a des affirmations selon lesquelles la Turquie convoierait des djihadistes et salafistes de Syrie vers le Haut-Karabagh, tout comme elle l'a déjà fait vers le Libye et vers

diverses zones de Syrie... Les groupes salafistes recrutés pour la guerre en Syrie sont devenus dans les mains du pouvoir un groupe illégal de combattants qui s'est développé à un niveau effrayant. Le gouvernement exporte des combattants et en est arrivé au point de pouvoir être jugé devant les tribunaux internationaux en termes de crimes de guerre.”

La porte-parole du HDP renchérit en exposant clairement comment l'Azerbaïdjan, porté aux nues en vertu du slogan “Deux États, une nation” faisait le lit des crimes contre l'humanité commis en Turquie:

“Souvenez-vous des années 90 en Turquie... La mafia et l'État étaient inextricablement mêlés, des groupes paramilitaires tels que le JITEM commettaient des crimes en Turquie, assassinant journalistes, intellectuels, écrivains, défenseurs des droits de l'homme... L'Azerbaïdjan était un terrain d'activités et d'entraînement pour cette organisation. Regardez les procès-verbaux de la commission d'enquête mise sur pied par le Parlement, et vous verrez comment l'État profond, la mafia et les forces paramilitaires s'organisent ensemble dans ce pays...”

Après avoir écouté les déclarations de reddition du Parlement turc qui continuait à la moindre occasion de se qualifier de “ghazi”, je me réinstallai vers minuit devant l'ordinateur et réécoutai l'enregistrement vidéo du discours que Georges Dallemagne, qui n'a jamais démenti son engagement pour les droits de l'homme en Turquie, avait fait le 12 novembre devant le Parlement de Belgique. J'éprouvai un profond respect.

Ensuite, je revisionnai la visioconférence organisée le 5 novembre par l'Institut kurde de Bruxelles autour de l'attaque dans le Haut-Karabagh. Lors de cette conférence à laquelle j'avais participé, ainsi que Freddy De Pauw du journal *De Standaard*, le Dr. Bogos Muradian, notre camarade de lutte de l'Association des Arméniens démocrates de Belgique, avait exprimé très clairement que cette opération était une troisième tentative de génocide contre le peuple arménien.

Oui, le peuple arménien, avec le premier génocide lancé par le “Sultan rouge” Abdülhamid, puis le deuxième organisé vingt ans plus tard, en 1915 par le comité Union et Progrès, avait déjà payé un lourd tribut. Cent vingt-cinq ans après le premier et cent-cinq après le deuxième, il était maintenant la cible d’un troisième génocide avec l’attaque azéro-turque.

Le matin de cette nuit passée à visionner encore et encore des vidéos, je mis mon masque de protection contre le coronavirus et me jetai dans les rues de Schaerbeek. Mes pas m’emmenèrent jusqu’à la place Colignon où s’élève l’hôtel de ville. Rien d’étonnant... Le premier congrès international organisé sur le premier génocide commis contre les Arméniens par l’État ottoman en 1895 s’était tenu sur l’initiative de la mairie de Schaerbeek dans une salle de conférence à proximité de cette place les 17 et 18 juillet 1902. L’un des intervenants les plus éminent de ce congrès, réuni malgré les intrigues et les pressions de la diplomatie ottomane pour l’empêcher, avait été l’un des leaders historiques de la gauche française, le fondateur du journal *L’Humanité*, Jean Jaurès...

Ce Jean Jaurès qui avait été le défenseur, non seulement du peuple arménien mais de tous les peuples opprimés, qui s’était opposé à la guerre et qui, pour cette raison, peu avant le début de la Première Guerre mondiale, le 31 juillet 1914, avait été assassiné par balles.

C’est pris par cette émotion que je descendis jusqu’au parc Josaphat et m’écroulai sur un banc de la place Jacques Brel, où j’écoutai sur YouTube le célèbre morceau de ce grand musicien né à Schaerbeek qui raconte la situation de la classe ouvrière et la folie guerrière de l’époque où Jaurès fut assassiné:

Pourquoi ont-ils tué Jaurès?

Tandis que je rentre au bureau pour écrire ce texte, cette question ne quitte pas le bout de ma langue... Mais avec une

variation de taille... Je l'inclus dans ce texte avec cette variation:

Pourquoi ont-ils tué les Arméniens?

Pourquoi tuent-ils toujours les Arméniens?

50 ans en exil, 4 au journal résistant Artı Gerçek

Artıgerçek, 4 février 2021

Pendant encore combien de décennies la Turquie sera-t-elle le théâtre de cette brutalité inhumaine pratiquée par les pouvoirs en place face aux revendications on ne peut plus fondées de ses citoyens, qu'il s'agisse des jeunes, des ouvriers, des paysans, des fonctionnaires, des Kurdes ?

Observant sur les écrans la juste résistance des étudiants et des enseignants de *Boğaziçi* [Université du Bosphore] face à la nomination d'un "recteur-curateur" par le pouvoir, ainsi que la barbarie des policiers descendus jusque dans les ruelles de Kadıköy pour la réprimer, j'ai songé à la résistance des 28-29 avril 1960, que j'ai vécue il y a un demi-siècle, puis à l'opposition de classe du *Parti des travailleurs de Turquie* dans les années soixante, à la révolte des jeunes de 1968 et à la résistance historique de notre classe ouvrière les 15-16 juin 1970.

Je me suis rappelé comment à chaque fois les pouvoirs en place, dans la première le Parti démocrate de *Menderes*, dans la deuxième et la troisième le Parti de la justice de *Demirel* et dans la quatrième *l'Armée turque* qui avait achevé son intégration à la classe capitaliste, avaient utilisé, exactement comme aujourd'hui, toutes les ressources du terrorisme d'État contre ceux qui réclamaient justice, comment ils les avaient attaqués et les mille et une provocations auxquelles ils avaient eu recours pour légitimer ce terrorisme.

Un demi-siècle plus tard, le pouvoir AKP-MHP mené par *Tayyip Erdogan* ajoute, face à la révolte actuelle de *Bo-*

ğaziçi, comme cela a été le cas en 2013 face à la révolte de *Gezi*, une autre lâcheté au terrorisme d'État classique pour réprimer cette quête de justice : la provocation...

L'analyse de *Mehmet Y. Yılmaz*, dans son article "Le provocateur au travail" paru hier sur *T24*, est très bien vue: "Ce qui a été vécu hier à *Boğaziçi* est un exemple qui montre clairement que le régime cherche à semer la "zizanie". L'attitude du policier face à ces étudiants en train de marcher tranquillement sur la route en est la preuve. Les vidéos filmées à ce moment-là le montrent: ce provocateur, sous ses habits de policier, attaque soudain, sans raison, les étudiants! Je peux désormais dire en toute certitude: Soit une bande organisée, à la façon des policiers *gülenistes* lors de *Gezi*, a fait son nid au sein de la police, soit il a été ordonné d'en haut de faire en sorte que les choses dégénèrent."

L'objectif est clair... Faire monter la tension, tout comme avant les élections anticipées de 2015, puis parader en tant que "lion qui va sauver la patrie" lors de probables nouvelles élections anticipées destinées à garder au pouvoir le parti dont la base est en train de fondre à vue d'œil...

En outre, on savait déjà que le couple *Erdoğan-Bahçeli*, gêné au plus au point par les partis d'opposition qui, ces derniers temps, se sont mis en quête d'un "système parlementaire renforcé", cherchait à "légaliser" le "système de gouvernement présidentiel", qui d'ailleurs est déjà en vigueur, par une nouvelle constitution...

Tout en faisant monter la tension en recourant à mille et une provocations face à la révolte de *Boğaziçi*, *Erdoğan* a annoncé officiellement son projet d'imposer à la Turquie, à la place de la constitution du 12 septembre qui d'ailleurs regorge de clauses antidémocratiques et avec l'aide de son pote *Bahçeli*, une nouvelle constitution prévoyant des institutions et un système convenant à son "diktat d'homme unique".

De plus, tout le monde peut voir qu'en même temps qu'il envoie à *l'Union européenne* et aux *États-Unis*, avec qui les

relations se sont tendues du fait de l'intensification, ces dernières années, du terrorisme d'État et des conquêtes turco-islamiques menées sur trois continents, des messages trompeurs d'assagissement, il n'hésite pas à recourir à d'autres provocations pour "mieux faire comprendre et accepter" le terrorisme qu'il applique.

Au début des années soixante-dix, face à l'intensification, parallèlement au terrorisme d'État, des provocations policières qui menaient la vie dure à nombre de jeunes révolutionnaires, nous avons publié la célèbre brochure écrite en 1925 par *Victor Serge*, révolutionnaire internationaliste et camarade de Lénine, pour dévoiler la face cachée des méthodes policières, *Ce que tout révolutionnaire doit savoir de la répression*.

Dans ce livre, *Victor Serge* donnait des conseils essentiels aux révolutionnaires pour qu'ils puissent se protéger des provocations: "L'un des mécanismes les plus importants d'Okhrana, la police secrète russe, est sans aucun doute les services de la provocation, connus sous le nom d'"agence secrète", qui s'appuient sur les premières guerres révolutionnaires et ont connu un développement extraordinaire après la Révolution de 1905. Les policiers et agents provocateurs appelés "officiers de gendarmerie", soigneusement sélectionnés et formés, étaient chargés de réunir de l'information. Leur avancement professionnel dépendait de leur réussite dans cette mission. Les informations réunies étaient évaluées puis classées par des spécialistes aux salaires confortables."

Ce livre fut l'un des deux derniers que nous avons publiés avant que notre revue *Ant* ne soit interdite par les putschistes du 12 mars 1971 et qu'un mandat d'arrêt ne soit émis contre nous, l'autre étant le second tome de l'histoire des Kurdes, le *Şerefname*.

Victor Serge est, au même titre que *Karl Marx* et *Victor Hugo*, un nom célèbre qui a laissé sa marque en Belgique...

Le nom d'origine de ce révolutionnaire né à Bruxelles en 1890 dans une famille russe anarchiste forcée de s'exiler sous la période tsariste, est *Viktor Lvovitch Kibaltchitch*. Après avoir été militant du mouvement anarchiste dans sa jeunesse et eu des ennuis avec la police belge, il a passé une longue période en France et en Espagne avant de se rendre, début 1919, en Russie, pays de ses parents, pour rejoindre *le Parti bolchévique*.

Auteur, non seulement d'œuvres politiques, mais aussi d'œuvres littéraires, il a pris position contre les condamnations à Moscou d'un certain nombre de noms éminents de la Révolution, puis a poursuivi son engagement en Belgique et en France après son départ d'Union soviétique en 1936 et avant de partir pour le Mexique – où il s'est éteint en 1947 – au moment de l'occupation de la France par l'Allemagne nazie en 1940.

*

Évoquer *Victor Serge* me rappelle, inévitablement, les difficultés avec lesquelles nous avons publié la revue *Ant* et les livres des éditions du même nom jusqu'à l'interdiction du régime militaire du 12 mars, il y a cinquante ans.

Ainsi que celles que nous avons rencontrées en exil, en tant que journalistes et éditeurs, pendant les six ans où nous avons vécu en *Belgique* sans permis de résidence ou de travail, puisque ces documents nous étaient refusés sous les pressions de l'ambassade de Turquie, entrant et sortant clandestinement du pays les premières années jusqu'à notre régularisation...

Tout cela, je l'ai raconté en détail dans mon livre *Le Journaliste "apatride"*, publié il y a dix ans en turc et en français. Mes articles écrits pendant mon demi-siècle d'exil et publiés soit en Turquie, soit à l'étranger, ainsi que les interviews que nous avons pu donner, je les publie depuis deux ans dans mes *Écrits d'exil* qui comptent jusqu'à présent trois tomes.

En ces premiers jours de 2021, année qui marquera le

50^e anniversaire à la fois du coup d'État du 12 mars 1971 et de notre exil, nous allons publier en même temps le quatrième tome des *Écrits d'exil* et un volume contenant un choix d'articles tirés des quatre tomes et traduits en français. Apportant les dernières corrections au livre en français, je me suis rendu compte que cet article que je publie aujourd'hui marque la quatrième année de ma présence auprès des travailleurs et lecteurs d'*Artı Gerçek* [plus-value de vérité], qui compte beaucoup dans ma vie de journaliste en exil.

Voici comment débutait le premier article, intitulé "*Deux nouveaux événements "favorables" dans l'histoire de notre exil*", que j'y ai publié le 9 février 2017:

"En ce nouvel an qui marque la soixante-cinquième année de ma vie d'homme de médias et la quarante-sixième de ma vie en exil, voici deux grands événements qui ravivent mon espoir, en tant que journaliste et défenseur des droits de l'homme, de voir un jour s'effondrer le sultanat de l'oppression : l'assemblée constituante du *Congrès démocratique des peuples-Europe (HDK-A)*, qui s'est tenue à Bruxelles le 4 février, et à peine quatre jours plus tard, le 8 février, le lancement du journal *Artı Gerçek*..."

Avant cette date qui marquait la quarante-sixième année de mon exil, j'avais déjà participé à de nombreuses initiatives pour lutter contre le régime d'Ankara et éclairer l'opinion internationale: lettres d'information, revues, journaux, radios, sites Internet... Chacune avait une place honorable dans l'histoire des luttes. Mais c'était la première fois de l'histoire de nos médias qu'autant de vrais journalistes en exil se réunissaient pour donner vie à un organe de presse tel qu'*Artı Gerçek*...

Mais le crédit en revenait aussi au despote islamofasciste RTE, qui détruit chaque jour un peu plus la possibilité d'écrire et de parler librement en Turquie et a forcé à l'exil des milliers de journalistes, écrivains, universitaires et artistes en les privant de travail...

En tant que journaliste fidèle au principe selon lequel tout révolutionnaire doit toujours rester optimiste, j'avais terminé l'article ainsi: "Sous quelques conditions qu'il se trouve, un journaliste défenseur de la liberté et de la démocratie ne peut pas se taire ni être forcé au silence. Le succès d'*Artı Gerçek* annoncera ce que l'on sait déjà : la force du peuple dépasse toujours celle de ses dirigeants."

Qu'un journaliste défenseur de la liberté et de la démocratie, sous quelques conditions qu'il se trouve, ne puisse pas se taire ni être forcé au silence, les camarades qui ont lancé et poursuivent l'aventure *Artık Gerçek* en donnant tant d'eux-mêmes l'ont bien prouvé.

C'était en ces jours où la répression du terrorisme de l'État d'urgence qui avait suivi le faux coup d'État de 2016 en Turquie commençait à s'intensifier sur des centaines d'universitaires, journalistes et artistes...

Je n'oublie pas ce jour où nous nous sommes retrouvés à Bruxelles avec *Celal Başlangıç*, *Ragıp Duran*, *Ahmet Nesin* et *Ayşe Yıldırım*, qui étaient déterminés à poursuivre leur lutte à l'étranger. Nous trouver réunis avec ces quatre journalistes qui avaient décidé, comme nos collègues des Ateliers du soleil, *Iuccia Saponara*, *Davut Kızı* et *Joz Smeets*, et comme İnci et moi-même, de poursuivre leur lutte en exil nous avait émus au plus haut point. Pour nos trois amis – une *Italienne*, un *Assyrien* et un *Belge* – qui depuis près de quarante ans offrent dans nos ateliers des services sociaux, de formation ou culturels aux migrants politiques assyriens, arméniens, kurdes et turcs venus de Turquie, apprendre les derniers développements en Turquie, non plus par l'intermédiaires des informations relayées par nous avec nos commentaires mais de personnes qui les avaient vécus en personne s'était révélé très précieux.

Nos amis avaient surmonté cette difficulté en montant une équipe, où figuraient également *Koray Düzgören* et *Armağan Kargılı*, amis journalistes avec qui nous avons lutté en

exil pendant des décennies, et, venant également à bout de grandes difficultés financières, ils avaient lancé *Artı Gerçek* en février 2017.

Dans son article publié dans le premier numéro, *Celal Başlangıç* disait: “Le lien de la Turquie avec la réalité se défait de jour en jour du fait du pouvoir AKP.

Les organes de presse qui expriment les réalités sont interdits les uns après les autres. Ce que le pouvoir veut, c’est dresser, à coups de lourdes amendes et de peines de prison, et mettre à genoux ceux qui parviennent encore à publier. Ce que nous voulons ici, c’est apporter, en tant que personnes ayant pratiqué le journalisme dans ce pays pendant des années, notre petite contribution à ceux qui défendent la démocratie, la paix et les libertés en Turquie. Que notre chemin à tous soit dégagé, pour des médias libres et une Turquie démocratique.”

Un mois plus tard fut lancé *Artı TV*, un grand pas dans le domaine audiovisuel.

Lorsque je regarde en arrière, *Artı Gerçek* tient une place à part dans ces quatre dernières années de mes 69 ans de carrière journalistique dont 50 se sont passés en exil.

En Turquie, nous avons mené notre lutte socialiste avec le journal *Akşam* de 1964 à 1966 et avec la revue *Ant* et ses éditions de 1967 à 1971.

En exil après le coup d’État du 12 mars 1971, j’ai essayé de contribuer, en dehors des bulletins d’informations, livres et brochures en diverses langues publiés par *İnfo-Türk* – une initiative qui venait entièrement de nous seuls – à de nombreux journaux, revues ou agences de presse en Turquie ou à l’étranger. Tout en réalisant les publications de divers syndicats et associations s’adressant aux immigrés originaires de Turquie, j’ai exprimé mes opinions dans les revues *Yürüyüş*, *Yurt ve Dünya*, *Yazın* et les journaux *Özgür Bakış* et *Yeni Gündem*, publiés en Turquie, et dans les journaux publiés à l’étranger *Tek Cephe*, *Demokrat Türkiye* et *Barış/Aşitî*.

L'aventure avec *Artı Gerçek* aura été le plus longue et la plus pérenne...

Dans la prochaine période de notre exil, si notre vie et notre santé nous le permettent, İnci et moi, tout en alimentant *İnfo-Türk* du même contenu militant qu'au premier jour, continuerons d'être avec vous à *Artı Gerçek*.

Ce que nous souhaitons tous deux alors que s'achève cette cinquantième année d'exil, est d'être en mesure de voir un jour l'effondrement du régime islamofasciste qui tente de faire perdurer son existence par le terrorisme d'État, les provocations et les dissimulations, et, même si notre grand âge ne nous le permet pas à nous, de voir nos collègues d'*Artıgerçek*, forcés à l'exil par ce régime, poursuivre librement leurs travaux sur les terres de Turquie.

Qui plus est, en tant que "plus-value de vérité"...

Notes biographiques

Fils d'une famille de cheminots né à Kalecik (Ankara) en 1936, Özgüden a vécu son enfance dans les villages anatoliens. Il a fait ses études secondaires à Ankara et est licencié de l'Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales (YETO) d'Izmir.

Il a commencé le journalisme en 1952 à Izmir durant ses études supérieures. Après avoir travaillé pour les journaux Ege Günesi, Sabah Postasi, Milliyet et Öncü à Izmir, Gece Postasi et Sosyal Adalet à Istanbul, il a été le rédacteur en chef et l'éditorialiste du quotidien Aksam, le plus grand quotidien de gauche (1964-1966).

Engagé également dans le mouvement de gauche, Özgüden a fait partie de la direction du Syndicat des Journalistes à partir de 1954, a milité dans le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) à partir de 1962 et en a été élu au comité central en 1964.

Özgüden et son épouse Inci Tugsavul ont fondé et dirigé la revue socialiste Ant et la maison d'édition Ant (1967-1971). Après le coup d'état militaire de 1971, Ant a été interdite. Özgüden et Tugsavul étaient recherchés par les militaires pour les articles et livres qu'ils ont écrits ou publiés. Menacés de peines de prison allant jusqu'à 300 ans au total dans une cinquantaine de procès d'opinion, ils ont dû quitter la Turquie.

En Europe, ils ont organisé avec d'autres opposants en exil la Résistance démocratique de Turquie afin de mobiliser l'opinion européenne contre le régime répressif de la junte.

Depuis 1974, ils dirigent à Bruxelles l'agence de presse Info-Türk qui informe l'opinion publique de la situation des droits de l'Homme en Turquie.

Ils sont également fondateurs et présidents honoraires du centre interculturel Ateliers du Soleil.

Après le coup d'état de 1980, Özgüden et Tugsavul ont été respectivement le président et la responsable de publications de l'Union pour la Démocratie en Turquie (DIB), constituée en Europe pour résister à la junte militaire.

Comme plus de 200 autres opposants du régime en exil, ils ont été privés de la nationalité turque en 1983 en raison de leurs critiques vis-à-vis de la junte militaire.

Plus de trente ans après le coup d'état militaire de 1971, la justice turque a inculpé Dogan Özgüden en 2002 pour avoir insulté les chefs de l'Armée suite à la publication d'un article dans lequel il critiquait les généraux putschistes. Le tribunal a envoyé un mandat aux postes-frontières pour une arrestation immédiate en cas de retour en Turquie.

Lors de sa lutte d'un demi-siècle en exil, Özgüden a été primé par l'Association des droits humains de Turquie, l'Association des journalistes de Turquie, l'Union des éditeurs de Turquie, l'Association des Arméniens démocrates de Belgique, l'Institut assyrien de Belgique, l'Institut kurde de Bruxelles, la Maison du peuple à Bruxelles et la Fédération euro-arménienne pour la justice et démocratie.

Özgüden est l'auteur de plusieurs livres et études, notamment Sur le fascisme (1965, Istanbul), Sur le capitalisme (1966, Istanbul), Le dossier sur la Turquie (1972, France), Turquie, fascisme et résistance (1973, Pays-Bas; 2006, Belgique), Les médias et les immigrés turcs (1983, Belgique), Portrait de l'immigration turque (1984), Le livre noir de la "démocratie" militariste en Turquie (1986), L'intégrisme islamique et l'immigration (1987), L'extrême-droite en Turquie (1988), Le journaliste 'apatride' I (2010), Le journaliste 'apatride' II (2011).

INDEXE

Prologue.....	5
Écrits de notre exil de cinquante ans.....	30
Dernier texte écrit en Turquie avant l'exil: nos procès.....	35
C'est le régime que l'on assoit sur le banc des accusés!.....	40
Nouvelle année de lutte pour notre classe ouvrière.....	43
Sur les activités à l'étranger des Loups gris	50
Une lutte plus efficace contre l'escalade du fascisme.....	53
Le coup d'État fasciste servi par l'impérialisme.....	62
Sur les résultats catastrophiques du référendum	64
La documentation de l'histoire sociale de Turquie	69
Témoignage dans le procès du régime du 12 septembre.....	78
Pas de problème kurde mais un problème de dictat turc!	81
Justice militaire pour les journalistes!.....	85
Un festival de la honte: Europalia-Turquie 96.....	89
Sur la migration politique.....	96
$700 + 75 = 775$	106
De l'ANC au KNC.....	115
Chevaux de Troie	11:
Hassan II, Oufkir et Ben Barka!.....	122
Yılmaz Güney... "C'était un homme!".....	126
La parade des ânes.....	134
Présenter des excuses aux peuples!	138
À la table des "giaours"!	142
Au choix du fasciste!.....	148
Désigner comme cibles!.....	152
Le cri des Florida!	156
L'affront à Nazim Hikmet.....	158
Interview avec Doğan Özgüden et İnci Tugsavul.....	160
Dogan Özgüden à la commémoration du 24 avril à Lyon	170
Aucune honte!	174
Insulte à ceux qui reposent au Père Lachaise.....	180
Les mémoires d'un "journaliste apatride"	184
Migration ou exil?.....	186
Résister depuis l'étranger après le 12 mars	191
"Les médias turcs n'ont jamais été indépendants".....	203
Après une nuit cauchemardesque	213
Poursuivre le combat en exil, et mourir en exil.....	215
Deux événements "favorables" dans notre vie d'exil	228
De Lumumba à Mugemangango.....	232
Tous ces imams... mais qui est affilié à qui?.....	236
Ceux qui craignent d'être traités d'"islamophobes"!.....	240

Nos émigrés à l'épreuve de l'histoire.....	245
La danse des socialistes belges avec les pro-Tayyip.....	250
Êtes-vous de ceux qui ne sont pas encore apatrides?.....	254
Concours de drapeaux et censure de Nazim!.....	261
On réclame la peine de mort dans la capitale de l'Europe	267
Du statut de traître à la patrie.....	273
Muncusun... Mancusun... Le prix à payer du génocide.....	279
Le despot dans le quartier des socialistes historiques	285
La bataille de Belgique de la nation kurde.....	288
Un Catalan fan de Nazım Hikmet.....	296
Cette ville de Bruxelles serait-elle une prostituée?.....	303
L'Europe, royaume du "deux poids, deux mesures".....	311
Sous le ciel de Paris, d'Erim à Tayyip.....	317
Les papiers posthumes de la princesse Esterházy	325
Coup d'État turc contre la Maison du Cygne de Marx!	333
Le génocide... et les dents de crocodile de l'OTAN	338
Juin, triste temps des cerises et de la révolte... ..	345
Les stars de couleur des Diables Rouges.....	352
Le cri qui retentit depuis les pavés.....	357
Contemplation de la politique asinienne de Bruxelles	364
Ces "socialistes" fans de la police et des forces spéciales.....	371
170 ans après Marx, un spectre hante la Belgique.....	378
La Belgique se confronte à son passé, et la Turquie?	382
Comme le disait Hrant, l'eau trouve toujours la fissure!	387
Melina Mercouri, jamais en Turquie!	393
Islamophobie, islamophobie... Et les tiennes de phobies?.....	399
La Belgique fédérale joue les prolongations.....	410
L'honorable lutte de Rakel de Varto.....	416
Un musée du capitalisme de musée!	423
De Lucien Lahaut à Turan Dursun et Musa Anter.....	429
Ces excellences de Tayyip allergiques aux Kurdes.....	436
Les 45 ans de combat des enfants du soleil.....	444
Règlement de comptes des Ardennes à Nuremberg	451
Hrant, Celalettin Cerrah et un bourgmestre belge.....	457
La Belgique danse avec les loups.....	468
Les conquérants du charbon en Belgique.....	478
L'impasse voile-sacrifice de la gauche turque	484
La campagne mondiale du führer islamiste.....	490
A quand un monument à l'honneur de Jacques Brel?.....	498
Les bases du terrorisme islamique ont été jetées en 1953.....	499
Ils soutiennent le 3e génocide arménien!	506
50 ans en exil, 4 au journal résistant Artı Gerçek	514
Notes biographiques	523



A l'époque où nous étions en Turquie, İnci et moi avons été pris pour cibles par la junte du 12 mars 1971 en raison de nos articles dans la revue *Ant*. Dans les années quatre-vingt, nous avons été déchus de la nationalité turque après avoir été pris pour cibles par les putschistes du 12 septembre.

Nous figurons encore parmi les cibles de la dictature d'Erdogan, arrivé au pouvoir au début du nouveau siècle sous couvert de démocratie et qui depuis dix-huit ans tient notre pays sous un régime islamo-fasciste.

Pour résumer, nous sommes en exil depuis un demi-siècle.

La lutte que nous avons menée dès notre départ en exil en créant le mouvement *Résistance démocratique* contre la junte du 12 mars puis, dans les années 80, *Unlon pour la démocratie* contre celle du 12 septembre, nous la poursuivons en continuant d'informer de manière ininterrompue l'opinion mondiale sur les violations des droits humains commises en Turquie, par l'intermédiaire d'*Info-Türk* que nous avons lancé en 1974.

L'équipe dynamique des *Ateliers du soleil*, dont nous sommes les fondateurs, continue de fournir aux exilés des services en termes de formation, de travaux créatifs et de droits sociaux.

J'ai raconté en détail nos années de lutte en Turquie et en exil dans mon livre en deux tomes, *Journaliste "apatride"*, publié il y a dix ans.

Je continue de partager mes articles d'exil ainsi que les entretiens dans mes livres en turc intitulés *Sürgün Yazıları [Écrits d'exil]*.

Le livre que vous tenez entre vos mains se compose de traductions d'articles et d'entretiens choisis parmi les quatre tomes de ces *Écrits d'exil*.

